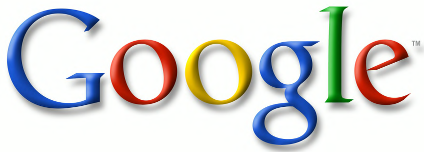
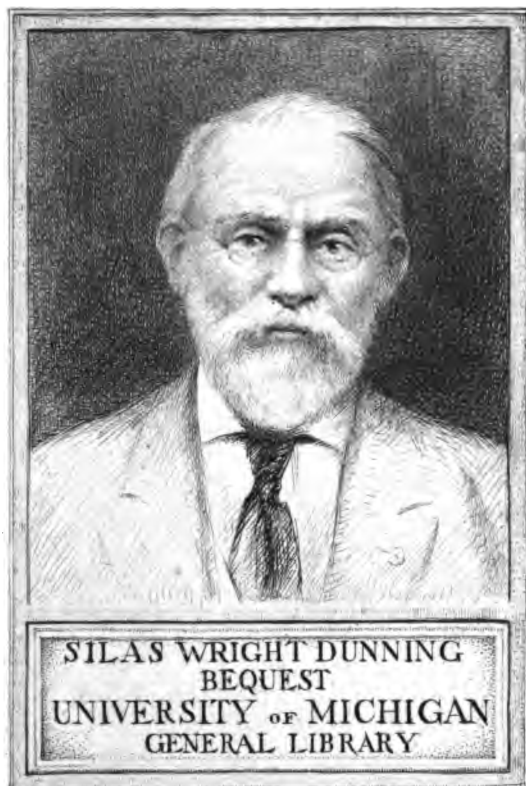



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

LA

# REVUE OCCIDENTALE

PHILOSOPHIQUE

SOCIALE ET POLITIQUE

VERSAILLES. — IMPRIMERIE AUBERT
6, avenue de Sceaux, 6

LA

# REVUE OCCIDENTALE

PHILOSOPHIQUE, SOCIALE ET POLITIQUE

## ORGANE DU POSITIVISME

PARAISSANT TOUS LES DEUX MOIS

DIRECTEUR : PIERRE LAFFITTE

ORDRE ET PROGRÈS

---

SECONDE SÉRIE — TOME XXIV

113 — 1901

DEUXIÈME SEMESTRE

---

PARIS

SOCIÉTÉ POSITIVISTE

10, RUE MONSIEUR-LE-PRINCE, 10

—

1901

14 Charlemagne 113. 24e ANNÉE. — N° 4. 1er Juillet 1901.

# LE GOUVERNEMENT CAPITALISTE (1)

Le caractère anormal des relations entre patrons et ouvriers n'a jamais été plus manifeste qu'au cours de l'année qui vient de s'écouler (1893). Les circonstances spéciales qui distinguent les conflits actuels du travail de ceux du milieu du siècle sont au nombre de deux : l'influence croissante des théories socialistes, et le pouvoir politique que les changements démocratiques ont donné à la classe ouvrière. Chacun de ces deux facteurs mérite un examen sérieux.

La naissance du socialisme en Angleterre est de date toute récente. A l'époque de l'insurrection de la Commune à Paris, il n'y avait pas de socialistes en Angleterre, tout au moins aucun de notables. Tous les socialistes qui faisaient partie de la branche londonnienne de la fameuse *Internationale* étaient des étrangers. Il en était encore ainsi en 1881, lorsque furent tenus les meetings d'où sortit la *Fédération démocratique sociale*. J'assistais à ces réunions; elles furent peu nombreuses, et je crois bien qu'aucun de ceux qui furent les promoteurs de cette *Fédération*, à l'exception de M. Hyndman, ne comprenaient ce qu'ils faisaient ou n'avaient une idée bien nette des questions sociales. On a vu depuis se former un groupe de personnes cultivées, mais moins entier et moins systématique, qui s'est appelé la *Fabian Society*. Démocrates sociaux, *Fabiens* et socialistes de toutes nuances et de tout

(1) Ce travail, dont nous avons annoncé la publication dans le dernier numéro de la « Revue Occidentale », paraît, pour la première fois, en français, et a été extrait, par M. Baraduc, d'un article plus étendu de la « Positivist Review ».

degré, quoique en voie d'augmentation, sont encore peu nombreux proportionnellement à notre population, mais les faits dont ils s'occupent intéressent chacun de nous. Ils intéressent surtout les pauvres; bien des questions touchant le gouvernement, la politique étrangère, les finances, la préparation à la guerre ont pour eux une grande importance, mais qui n'est ni directe ni bien évidente; elles ne tombent pas sous leur observation immédiate et personnelle, mais les salaires, les heures de travail, la quantité de choses nécessaires et le confort qu'ils peuvent se procurer, voilà les objets de leur constante anxiété, et lorsqu'ils n'obtiennent pas satisfaction, quoique leur mécontentement ne prenne pas une forme systématique, il n'en est pas moins ressenti; la coupe peut déborder soudainement et sans qu'on en soit averti.

Le monde est plein de maux et d'injustices, mais ils ne sont pas tous généralement et également ressentis. L'inégalité des conditions naturelles est aussi pénible qu'évidente. Une minorité, même assez importante, vit au milieu du confort, quelques-uns uniquement occupés à rechercher de nouveaux moyens de satisfaire leurs goûts de luxe et de magnificence, d'autres s'efforçant de les imiter dans la mesure de leurs moyens; les uns complètement oisifs, les autres travaillant ferme ou à leurs heures, suivant leurs goûts ou leurs visées. D'un autre côté, la grande majorité, gagnant le pain du jour par un travail dur et monotone, sans un moment de loisir pour le repos, la récréation, la vie de famille et la culture intellectuelle, habitant des maisons exiguës et malsaines, sans ressources en cas de maladie, et sujets en tout temps, sans qu'il y ait de leur faute, à tomber dans une situation pire où tous leurs maux sont aggravés, un état chronique de demi-famine, de saleté et de dégénérescence. Les uns disent que les choses vont en s'améliorant, les autres qu'elles empirent; pour ma part, je ne doute pas qu'il y ait du mieux et beaucoup de mieux que dans mon enfance, c'est-à-dire qu'avant les lois sur les manufactures et le libre-échange; mais qu'importe si, relativement à leurs besoins et à leurs désirs, les ouvriers sont plus malheureux qu'autrefois, ce qui me paraît bien être le cas. L'homme qui a appris à désirer un

régime substantiel, s'il ne peut l'obtenir, est plus à plaindre que celui qui est habitué à se nourrir de pain et de pommes de terre et qui peut se les procurer. L'ouvrier moyen de nos jours a un idéal de confort et de subsistance autre que celui de son père, et tomber au-dessous est un malheur pour lui, quoique, en réalité, il ne soit pas dans une situation pire que celle de son père. Nous pouvons être certains que, lorsque des théoriciens viendront lui dire que ces maux sont remédiables, il les écoutera tôt ou tard. Les socialistes le lui disent, les positivistes aussi; tous les autres lui disent que c'est impossible.

Auguste Comte, il y a longtemps, a appelé l'attention sur deux lois économiques qui sont la base de tout progrès matériel : 1° que tout individu peut produire plus qu'il consomme; 2° que toute substance peut être préservée pendant un temps plus long qu'il n'en faut pour la reproduire. Ces vérités avaient été obscurcies et perdues de vue grâce à la prétendue démonstration de Malthus, que la population tendait à croître plus vite que les subsistances. Cet état pouvait se concevoir dans une aire restreinte et séparée du reste du monde; de mauvaises lois y conduisaient l'Angleterre avant 1846, de mauvaises lois y ont maintenu l'Irlande même jusqu'à nos jours; mais à part certains cas vraiment exceptionnels et non fatals, ni notre temps, ni aucun temps n'a observé nulle part un véritable excès de population. C'est là un épouvantail des économistes raisonnant par déduction, suivant leur habitude, là où la déduction est hors de place. On ne peut donc soutenir que c'est une inéluctable fatalité, que ce sont les lois naturelles indépendantes du pouvoir humain qui condamnent la majorité de notre population à une vie misérable et précaire. Si c'est là sa condition, la cause en doit être trouvée dans la mauvaise organisation sociale. L'explication générale de M. H. Spencer, que tout vient de ses propres fautes, nous la livrons à l'indignation des hommes industrieux et cependant misérables qui savent à quoi s'en tenir. Si l'homme qui travaille ne peut se procurer des vêtements et une nourriture suffisante quand il y a abondance de nourriture et de vêtements, et que l'on voit les boulangers et les tailleurs chercher vainement de l'emploi, cela ne peut être attribué à des lois

naturelles. Si l'introduction des machines qui épargnent du travail, au lieu de rendre plus facile le travail de tous, prive quelques-uns de leurs moyens d'existence et force les autres à un labeur aussi dur, souvent plus dur qu'auparavant, cela ne peut résulter des lois naturelles. Si un excès de capital est gaspillé dans certaine industrie, alors qu'une partie de ce capital serait beaucoup plus utilement employée ailleurs, il n'y a point là encore de quoi accuser les lois naturelles. Non, ces maux ne sont le résultat ni de la fatalité ni des conditions naturelles; ce sont des maux remédiables, si seulement les affaires humaines étaient conduites avec plus de prudence et un plus vif sentiment du devoir.

Je pense que le sujet en question sera plus facilement élucidé si nous pouvons nous former une idée claire de ce qu'il faut entendre par un Etat et une contrée. On entend par là un certain groupe de familles établies sur un territoire défini et organisées pour une action collective, l'organisation centrale étant le gouvernement et ceux qui le détiennent, soit par droit de naissance, soit par l'élection. Observez maintenant que cette organisation a pour but une action collective ou coopérative. C'est ainsi que le monde consistera toujours en un grand nombre d'Etats ou de contrées, et je ne recherche point quelles doivent être leur étendue ou leurs limites, les opinions variant sur ce point; mais je suppose que chacun reconnaîtra qu'il n'est ni très désirable, ni surtout possible que la race humaine tout entière soit jamais réunie dans un but d'action, c'est-à-dire en un seul Etat avec une organisation et un gouvernement uniques. Sous certains aspects et pour certaines fins, on peut concevoir la fusion générale des races humaines; une telle union est non seulement convenable, mais très désirable et possible en ce qui touche la science, les mœurs, les croyances, l'éducation, la religion; cette unité ira en s'étendant de plus en plus, jusqu'à embrasser, en un avenir éloigné, la race entière des hommes. Cela est déjà hors de toute controverse pour les sciences les plus simples. Il n'y a, il ne peut y avoir qu'une chimie, qu'une biologie et, avant peu, on reconnaîtra qu'il ne peut y avoir qu'une sociologie et qu'une morale; il en résultera que toutes les religions se fondront en

une seule. Mais, pour ce qui regarde l'action proprement dite, il n'y aura jamais unité complète. La constitution de notre nature et la marche de la civilisation dans le passé nous interdisent un tel espoir.

Pour l'action même, l'Humanité continuera à être divisée en différents Etats ou contrées; conformité de croyances, de religion et de mœurs tendront, nous l'espérons, à rendre les relations entre les différentes nations plus harmonieuses et amicales, mais ces nations resteront séparées; le patriotisme est un sentiment qui ne passera pas; l'amour de la patrie est aussi naturel, aussi sain et aussi sacré que celui de la famille; l'Humanité s'amoindrirait en le perdant.

On nous accordera donc qu'un Etat ou une nation existent non pas en vue d'une organisation commune de pensée, de croyance ou de religion, mais bien d'action et d'action collective. Or, comme Comte l'a montré, l'action collective, pendant tout le cours de l'histoire, a été de deux ordres : elle a été militaire ou industrielle et, sans exclusion l'une de l'autre, elles existaient ensemble, quoique en différentes proportions. L'organisation de l'ancien monde, si l'on en excepte certaines théocraties, était, on l'admettra, purement militaire. L'Etat exista d'abord en vue de la défense et de l'attaque et toute son organisation n'eut pas d'autre but. Pendant le Moyen Age, c'est-à-dire de 400 à 1300, la masse de la population passa de l'esclavage au servage et de celui-ci à la condition de travailleur libre; en un mot, les citoyens cessèrent d'être uniquement des guerriers et la grande majorité devint industrielle.

Ce fut là, dit Comte, la plus importante révolution qui ait eu lieu dans l'histoire du monde. Nous pouvons voir maintenant — et on ne pouvait pas le voir à cette époque — que cette révolution fera de l'industrie, et non pas de la guerre, le but principal de l'activité de l'Etat et que la direction de l'industrie prendra la place de celle de la guerre dans les préoccupations du gouvernement; mais ce mouvement est lent et n'est pas près d'être accompli. Bien que la classe industrielle fut numériquement prépondérante, elle n'avait pas encore l'influence. L'industrie, autrefois, était conduite sur une petite

échelle. La classe industrielle, en y comprenant employeurs et employés, n'était pas la plus puissante ; elle n'était pas non plus la plus riche. La forme principale de la richesse, presque la seule qui fût de quelque importance, était la richesse territoriale, et la terre appartenait à la classe guerrière, à la noblesse, en y comprenant chevaliers et hobereaux. Le mot *squire* et son équivalent latin signifient celui qui porte les armes. La classe industrielle n'avait aucune part dans le gouvernement, très peu d'influence sur lui et d'une manière toute indirecte. Le gouvernement continuait d'appartenir aux propriétaires terriens, et ceux-ci considéraient la guerre comme la seule occupation honorable, et elle est encore considérée comme la *plus* honorable même dans un pays de grande industrie, comme l'Angleterre, et plus encore dans les pays moins avancés, comme l'Allemagne et la Russie. Les causes sont nombreuses qui ont contribué à faire durer la guerre et à perpétuer les institutions et les mœurs qui sont en connexion avec elle. Les questions dynastiques, les querelles religieuses et l'industrie elle-même, dans sa forme commerciale, ont été du nombre des causes qui ont amené la guerre, qui ont fait considérer la guerre et sa préparation comme l'objet principal du gouvernement. Il n'y a pas un seul souverain en Europe qui ne reçoive une éducation militaire et ne porte pas un uniforme militaire dans les occasions solennelles.

Dès le début, naturellement, le gouvernement eut à s'occuper d'autre chose que de combattre, et cela alla en augmentant, à mesure que croissait l'industrie. Les propriétaires-soldats furent d'abord la classe riche, ou, comme on dit maintenant, la classe capitaliste et, de plus, la classe dirigeante. Ils eurent donc à prendre soin des intérêts généraux du pays, et rien de ce qui pouvait affecter ces intérêts ne fut considéré comme étranger à la sphère gouvernementale. Ils acceptèrent la responsabilité la plus complète, et n'hésitèrent point à réglementer toutes les formes d'activité lorsque cela parut désirable. Cette conception de la fonction gouvernementale paraît avoir survécu jusqu'au siècle dernier, en dépit de l'influence tout individualiste du protestantisme. A l'époque de

la féodalité, le noble, possesseur de terres, lorsqu'il prenait place au Conseil du Roi ou dans le Parlement, avait à s'occuper des intérêts du royaume d'une façon générale, et lorsqu'il rentrait dans ses domaines, il répondait du bon ordre dans le district où ils étaient situés. Il n'avait pas seulement à considérer — comme le capitaliste moderne — si tel ou tel procédé, vis-à-vis de ceux qui dépendaient de lui, mettrait plus ou moins d'argent dans sa poche, mais aussi dans quel sens en seraient affectés et leur condition et leurs sentiments à son endroit. Il avait les plus puissants motifs de voir fort, prospère et bien intentionné le groupe qu'il administrait. Le gain n'était pas le seul ni le plus important des intérêts qu'il avait à considérer; pour lui, il était plus important d'avoir des tenanciers nombreux et fidèles. Si les choses tournaient mal, à cause de son âpreté, la punition ne se faisait pas attendre; une telle conduite ressemblait à un suicide, elle amenait l'insuccès, la défaite, peut-être la mort.

Pendant le Moyen Age, l'industrie joua dans l'organisation sociale un rôle bien moins important que de nos jours. La production de la richesse était infiniment plus restreinte. Elle n'était point l'œuvre d'une enrégimentation de travailleurs nombreux, dans des usines ou dans des mines, et dans toute autre sorte de travail organisé qui nous est maintenant familière, elle était produite par des individus, des petits propriétaires, des forgerons, des maçons, des tisserands travaillant à leur compte. Il n'y avait point alors de ces vastes accumulations de capitaux, car il n'y avait point de banques. Le gouvernement s'occupait très peu de la direction de l'industrie, qui se dirigeait d'elle-même, ou mieux, marchait lentement, sans direction ni organisation.

On a l'habitude de se moquer aujourd'hui des interventions législatives des XVI$^{e}$, XVII$^{e}$ et XVIII$^{e}$ siècles. Sans aucun doute, cette législation dévoilait souvent une grande ignorance de la science économique et souvent aussi un égoïsme de classe; mais le principe suivant était reconnu, à savoir : qu'un Etat ou une nation existent dans le but d'une action coopérative et que cette coopération doit être poursuivie d'une manière générale, aussi bien dans l'industrie que dans les choses de la

guerre. Cette conception était aussi salutaire que juste. C'est là, comme je vais le montrer, un des côtés de l'enseignement positiviste, et l'une des pierres d'achoppement pour ceux qui étudient Comte; mais l'esprit public s'y accoutume rapidement, comme le montre l'expansion de toutes les doctrines qui reposent sur ce postulat.

Et cependant, au siècle dernier et encore maintenant, l'opinion a pris une direction opposée. A l'aurore du vaste mouvement industriel, il y a cent cinquante ans, les grands patrons se révoltaient contre l'intrusion paternelle de l'autorité politique. La nouvelle science de l'économie politique montrait comment cette intrusion mettait obstacle à la production, qui était alors considérée comme le but unique de l'organisation industrielle. La prépondérance de la richesse était en train de passer de la classe des propriétaires à la classe des commerçants et des manufacturiers, et, comme la force suit la richesse, on pouvait s'attendre à voir les fonctions gouvernementales passer de l'ancienne classe des militaires et des propriétaires aux chefs de l'industrie, et ceux-ci, comme leurs prédécesseurs, prendre en main la conduite des intérêts généraux du pays. La direction industrielle aurait dû devenir la principale préoccupation du gouvernement; la guerre et la diplomatie auraient dû passer peu à peu au second rang; c'était là l'évolution naturelle. Mais les choses ne marchèrent pas ainsi; le gouvernement délaissa la surveillance de l'industrie et continua à regarder la guerre comme son objet principal. La séparation des deux départements ne fut jamais plus marquée que sous le ministère du second Pitt. Pitt était un disciple des économistes, et, en conséquence, désirait libérer l'industrie de tout contrôle gouvernemental et débarrasser le gouvernement de toute responsabilité industrielle. Le gouvernement devait se confiner dans la direction de l'action militaire et de ce qu'on appelle communément la politique, bien que, dûment considérée, la direction de l'industrie est et doit être la branche la plus importante de la politique.

Comment et pourquoi la révolution sociale prit-elle ce cours anormal ? Deux choses, selon moi, peuvent l'expliquer.

Et d'abord, quoique les habitudes guerrières et industrielles

soient naturellement en contraste et opposées, il arrive cependant que la branche commerciale de l'industrie a souvent été tentée de s'appuyer sur la guerre pour s'étendre; c'était surtout le cas au siècle dernier. Jamais, auparavant, il n'y avait eu de la part d'aucune nation un essai aussi vaste et aussi systématique de se procurer de nouveaux marchés par la conquête. La célèbre inscription du monument de lord Chatham au Guildhall rappelle que, sous son administration, « le commerce fut florissant par la guerre », et cette politique a été considérée comme si sage et si heureuse que la conscience de la nation en a perdu de vue son immoralité. Mais je pense qu'un temps viendra où notre pays reconnaîtra que, sous les deux Pitt, il a pris une mauvaise voie ; que tous les marchés du monde ne valent pas, même au point de vue matériel, un marché intérieur bien fourni par une classe de travailleurs bien payés et prospères ; qu'une immense manufacture pour l'exportation, rendue possible par l'accroissement et la lutte de toute une population, crée la richesse en réalité, mais une richesse pour le petit nombre, non pour la majorité, et que, dans tout ce qui constitue le bien-être le plus élevé d'une nation, la Grande-Bretagne aurait été meilleure, plus heureuse, plus assurée du lendemain, si elle n'avait jamais possédé un mille carré en dehors de l'habitat naturel de son peuple.

La seconde cause qui éloigna la direction industrielle du gouvernement général du pays fut que les grands chefs industriels ne recherchèrent point l'influence politique qu'ils pouvaient et qu'ils auraient dû réclamer. Bien au contraire, ils parurent heureux de s'y soustraire afin d'éviter en même temps des devoirs et des responsabilités qui auraient pu entraver sérieusement leur poursuite de la richesse. Si la direction de l'industrie avait été associée à celle du gouvernement, ils auraient eu à régler leur conduite sur des principes politiques autres que la simple compétition et le *laisser faire*. Les prix, les profits, les contrats, le taux des salaires, les heures de travail auraient été déterminés d'après de plus larges considérations que le simple intérêt des capitalistes. Au lieu de se faire une âpre concurrence, au lieu de combattre

chacun pour soi, sans souci du bien général, pourvu que la pile de guinées montât toujours, les patrons auraient été obligés de prendre en considération les résultats de leurs efforts sur le pays pris dans son ensemble, et cela les aurait conduits à ne pas s'inquiéter uniquement de leurs profits. Ils virent nettement tout cela. Aussi, ne contestèrent-ils point la prétention de l'ancienne classe aristocratique et militaire à garder la direction politique. Quand cette séparation entre la direction industrielle et la direction politique eut duré l'espace de deux générations et que la prépondérance de la richesse — conséquemment la puissance réelle — eut décidément passé aux commerçants et aux manufacturiers, ceux-ci commencèrent à désirer une part dans le gouvernement et ils la conquirent par le Bill de Réforme de 1832. Mais leur entrée dans la vie politique ne mit pas fin en même temps à cette anormale dualité ; cette dualité était alors si fermement établie en théorie et en pratique, que le manufacturier qui était en même temps membre du Parlement pouvait revendiquer, dans une de ses qualités, une absolue irresponsabilité pour ce qu'il faisait dans une autre. Le valet de Molière, qui était à la fois cocher et cuisinier, pouvait refuser de s'occuper de la cuisine quand il portait le costume de l'écurie ; de même le manufacturier qui avait un siège au Parlement avait soin de bien distinguer ses deux caractères, et, en réalité, il était impossible de deviner, d'après ses votes et ses discours à Westminster, s'il était pour ses employés un maître bon et généreux ou un âpre et odieux tyran. Il n'en est pas tout à fait ainsi maintenant. Le patron qui veut devenir député commence à s'apercevoir qu'il lui est nécessaire d'avoir la réputation d'un bon patron ; c'est là une preuve que cette situation temporaire et anormale tend à disparaître.

Les deux causes que je viens de mentionner sont suffisantes pour expliquer le maintien de la séparation des deux directions, politique et industrielle, pendant ces cent cinquante dernières années.

En même temps, le capitaliste a acquis une influence immense sans aucun contrepoids de responsabilité. Il est, de bien des manières, le conducteur et le maître de la population

ouvrière, excepté durant les rébellions occasionnelles. Autorité et direction sont bien plus évidentes de la part du patron sur l'employé que de la part de l'Etat sur les citoyens. Pour le mineur, par exemple, que signifie le mot direction? Quelle forme visible prend-il? Il signifie l'administration, la conduite du puits. Sur la Clyde, l'intérêt suprême dans chaque atelier est de savoir si le patron s'est assuré par contrat la construction de quelque grand navire, ce qu'il lui faudra de bras et pour combien de temps, qui sera embauché, quels seront les salaires. L'ouvrier mineur ou fondeur a occasionnellement quelque idée d'une autre sorte de direction — la direction politique — lorsqu'il paye ses impôts, lorsqu'il vote dans une élection ou lorsqu'il a maille à partir avec la police. Mais que sont ces rares incidents dans sa vie ordinaire? Une proportion infinitésimale, en comparaison de la direction industrielle que chaque heure vient lui rappeler. Et cependant, c'est seulement l'autre direction, la politique, qui a l'honneur de s'appeler le Gouvernement et qui est tenue pour responsable des intérêts supérieurs de la nation; bien plus, c'est elle qui doit intervenir avec les Lee-Metford, quand la direction industrielle abandonne la partie — comme nous l'avons vu dans le Yorkshire. — Lord Masham peut faire ce qu'il veut avec ses puits; à leur sujet, il n'est tenu à rien vis-à-vis de la nation. Si la conduite de sa mine amène quelque détresse commerciale, quelque trouble de nature à embarrasser le Gouvernement, ce n'est pas son affaire; c'est au Gouvernement à maintenir l'ordre. « Il me faut de la troupe », ce sont ses propres paroles; et quand les soldats ont apaisé la foule, il peut faire de sa propriété ce qu'il veut. L'odieux n'est point sur lui : il est sur M. Asquith, que l'on va pendre en effigie dans Trafalgar-square. Lord Masham se moquerait si on lui venait suggérer qu'il lui appartiendrait de rendre les choses plus faciles pour le Gouvernement et pour son pays, et ainsi de M. Pickard dont toute la politique semble consister à rendre les désastreuses conséquences d'une grève aussi sensibles que possible à toutes les classes de la nation. Sous l'aiguillon d'une haine aussi peu méritée, M. Asquith répondit que si M. Pickard avait été ministre de l'Intérieur, il

n'eût pas agi autrement que lui ; il aurait pu ajouter que, si lord Masham avait été ministre avec une majorité précaire de 38 voix, il se serait peut-être arrangé pour éviter cette échauffourée de Featherstone.

Tout cela résulte de la séparation entre la direction anormale de la principale forme d'action collective et la direction politique générale de la nation. Il nous faut reconnaître que l'activité collective en Angleterre n'est plus dirigée vers la guerre, mais vers l'industrie, et, à moins que les mots Nation, Patriotisme, Gouvernement soient vides de sens, notre devoir est de mettre toutes ces choses en connexion aussi intime avec l'industrie qu'elles l'étaient autrefois avec la guerre. La direction de l'industrie doit devenir une des fonctions, la fonction principale du Gouvernement. Qui que ce soit qui détienne la puissance réelle, que ce soit M. Masham ou M. Pickard, nous devons le reconnaître et, en le reconnaissant, fixer leur responsabilité — responsabilité vis-à-vis de notre patrie, cette noble, chère et bienfaisante entité à laquelle nous devons tous et nos services et notre dévouement. A ce point de vue, les positivistes et les socialistes peuvent paraître tendre à la même solution. Les uns et les autres conviennent que l'industrie et la direction générale du pays doivent être entre les mêmes mains. Les uns et les autres soutiennent, et sont autorisés à soutenir, que tout indique que les choses marchent dans ce sens et que le public se familiarise peu à peu avec cette idée. Comment cette réunion, cette identification des deux formes de direction pourra-t-elle être obtenue? Les socialistes proposent d'y arriver en transférant les instruments de production des mains de leurs possesseurs actuels au Gouvernement lui-même, c'est-à-dire aux élus du suffrage universel. Les positivistes voudraient conférer les fonctions gouvernementales non aux élus du suffrage universel, mais aux possesseurs actuels des instruments de production.

De ces deux alternatives, nous préférons la seconde, non seulement parce que nous pensons qu'elle sera plus efficace, mais encore parce qu'elle tend à se produire spontanément. Nous n'oublions pas les nombreuses et bruyantes propositions qui tendent à nationaliser ou à municipaliser la propriété

privée. Nous ne nions pas que tel cas pourrait se produire qui rendrait possible l'une ou l'autre de ces propositions, considérée en elle-même et en dehors de tout projet général. Mais, bien qu'il puisse devenir possible d'exproprier, contre une compensation, telle ou telle classe de propriétaires, soit de chemins de fer, soit de mines, soit de maisons de ville, soit d'établissements ruraux, il ne s'ensuit pas que l'on puisse traiter simultanément, de la même façon, toutes ces formes de propriétés. Un tel principe ne peut, tout au plus, être appliqué que partiellement et il serait insuffisant pour parer à tous les maux présents. Mais, d'ailleurs, malgré les quelques pas faits tout récemment dans cette direction par le Parlement, toute tentative d'appliquer le principe de nationalisation ou de municipalisation un peu largement serait certaine d'éprouver une résistance dont l'énergie, l'amertume et la force ne seraient pas inférieures à celles qu'y pourraient mettre les novateurs, et amènerait, par la suite, la plus terrible convulsion politique et sociale qui ait jamais été observée. C'est aussi l'opinion des socialistes les plus avisés. Karl Marx, comme je peux en témoigner d'après les nombreuses conversations que j'eus avec lui, n'espérait point qu'un tel dessein puisse jamais être réalisé autrement que par une violente insurrection, et je crois que M. Hyndman est de cet avis. Quant à nous, positivistes, nous sommes persuadés que ces violentes convulsions ne feraient que retarder la marche du vrai progrès. Des révolutions successives ont sans aucun doute placé, en définitive, la France dans un état meilleur qu'avant 1789; mais, avec un peu plus de sagesse et de patience, des résultats plus complets auraient pu être obtenus en moins de temps et sans les longues et terribles calamités qu'eurent à subir trois générations. Que même, si la guerre civile pouvait être évitée, nous ne préconiserons jamais les attaques désespérées contre l'institution de la propriété privée par l'action législative. Il n'y aurait jamais là encore qu'un appel à la force, et nous pensons qu'une institution aussi ancienne et aussi universelle que la propriété privée ne peut être modifiée que graduellement et conformément au développement général de l'opinion. Peut-être, après une grande calamité

générale, une famine, un grand cataclysme financier, une guerre désastreuse, une majorité parlementaire momentanée pourrait être tentée d'appliquer brusquement les théories socialistes; mais nous espérons qu'une telle opportunité ne surviendra pas et que les socialistes, comme nous-mêmes, devront se contenter de faire tous leurs efforts pour convaincre le public et le persuader de la supériorité de leurs recommandations.

Je suis convaincu qu'à aucune autre époque plus que la nôtre, il serait inopportun de transférer les instruments de production des mains de leurs possesseurs actuels dans celles de l'Etat, c'est-à-dire, de les livrer au contrôle parlementaire.

Le Parlement, qui, en réalité, repose maintenant sur le suffrage universel, a des pouvoirs beaucoup plus étendus qu'il n'en eut jamais. Mais, loin de montrer une meilleure aptitude à bien gouverner, plus, au contraire, il est asservi aux influences démocratiques, plus il tombe rapidement dans le discrédit pour son incapacité, son impuissance et son esprit de faction. Je ne dirai rien de toutes les probabilités de corruption et de gaspillage, si toute la richesse du pays ou la plus grosse part était confiée à la gestion des Parlements ou des conseils de comté élus au suffrage universel. Que chacun en pense ce qu'il voudra. Dans le maniement du capital, il y a quelque chose d'encore plus important que l'intégrité, c'est la capacité en affaires. On peut, par des moyens divers, — qui ne seront pas complètement inefficaces, — mettre un frein à la malhonnêteté; mais quelles précautions faudra-t-il prendre pour s'assurer, ou même rendre probable, que le choix populaire tombera sur des administrateurs capables? Quelqu'un prétendra-t-il que les qualités qui font ce qu'on appelle un bon candidat le rendront propre à contrôler le capital ou à diriger le travail? Ce qui recommande surtout un candidat, c'est une main toujours ouverte, une langue bien pendue, une forte voix, une bonne attitude à la tribune, une énergie infatigable pour solliciter des votes et des principes élastiques. Les affaires industrielles du pays sont faites maintenant par des hommes compétents. Ils ont obtenu leurs places, non par des déclamations et des sollicitations de votes, mais par une sélection

naturelle et en raison même de leur compétence. Quelques-uns d'entre eux ont hérité de leur situation. Mais on peut observer ordinairement que, s'ils n'ont pas hérité en même temps d'une capacité suffisante, les intérêts dont ils ont la garde cessent de prospérer. Il est vrai que les directeurs des grandes compagnies par actions passent pour être élus par les actionnaires; mais, ainsi que chacun le sait, cette élection est purement nominale et elle ne se fait pas à l'aide de déclamations et de sollicitations. Les nouveaux directeurs sont, dans la pratique, choisis par les anciens, et les actionnaires, qui ne désirent qu'une bonne administration, savent que c'est la meilleure manière de l'obtenir. Si les directeurs étaient perpétuellement remplacés par des élections périodiques, s'ils étaient distraits de leur occupation propre par la nécessité de défendre chaque soir leur gestion devant une assemblée d'actionnaires, s'ils devaient modeler leur politique suivant les perspectives changeantes de leur réélection, comment les intérêts qu'ils dirigent échapperaient-ils à un désastre?

Or, si le gouvernement général du pays avait à assumer la direction du travail, il devrait être constitué d'après un plan à peu près semblable à celui de la direction actuelle du travail. Les contrôleurs des instruments de production devraient être des hommes capables et expérimentés, et on ne peut pas avoir d'hommes de ce genre par la méthode parlementaire. Ils devraient être rompus à la besogne, en d'autres termes, les mêmes qu'ils sont maintenant. Le problème que nous avons à résoudre n'est pas de savoir comment il faut s'y prendre pour leur arracher leur capital et le transférer à des corps politiques choisis par le suffrage universel, mais comment transférer le pouvoir politique, et avec lui la responsabilité politique, des mains d'assemblées élues d'une manière démocratique à celles de la classe qui dirige actuellement le travail, mais qui échappe à toute responsabilité dans l'exercice de son influence si considérable et qui se fait sentir partout.

La plupart de ceux pour qui cette idée est nouvelle jugeront que c'est une étrange impossibilité. Aujourd'hui, tout le

cours de la politique semble s'affirmer dans le sens de la démocratie. Pour beaucoup, la démocratie est l'évangile final d'un état social perfectionné. A quelques autres, elle apparaît comme une maladie mortelle et incurable dont il faut le plus possible retarder les effets, mais qui, à la fin, sera certainement la mort de la civilisation. Les positivistes se laissent moins influencer par des impressions momentanées. Nous avons l'habitude de considérer tout l'ensemble de l'histoire humaine et de tenir compte non seulement de ses phases successives, mais aussi de son caractère permanent.

Nous croyons que la propriété privée est une institution indélébile ; qu'il y aura toujours une inégalité dans la richesse et beaucoup d'autres inégalités encore ; que le pouvoir va naturellement de pair avec la richesse, plutôt qu'avec la supériorité numérique, et que les tentatives démocratiques pour renverser cet ordre de choses ne peuvent avoir aucun succès durable. En même temps, il est devenu évident que si les riches n'usent pas de leur pouvoir en vue du bien public, ils s'exposent à voir revenir à intervalles fréquents de terribles explosions de la violence révolutionnaire. Il n'y a pas la moindre chance, en effet, pour que les prolétaires d'Europe se contentent toujours d'un état social qui n'améliore pas progressivement leur condition.

A mesure que ces vérités seront mieux connues, les hommes arriveront d'eux-mêmes à cette conclusion que ce dont ils ont besoin, c'est d'un gouvernement, non par le plus grand nombre qui est incompétent, mais par une élite de gens compétents, dans l'intérêt du plus grand nombre. A mon avis, la principale difficulté de ce changement n'est pas dans la répugnance qu'aura le plus grand nombre à abdiquer tout contrôle, mais dans celle qu'éprouvera l'élite à en assumer la lourde responsabilité. Le nombre des prolétaires qui se soucient des privilèges démocratiques est en réalité assez restreint et il deviendra encore plus faible lorsque l'expérience leur aura appris le peu de bien que leur procure l'exercice de ces privilèges. Ils trouveront plus simple et plus facile d'abandonner le gouvernement aux riches, en leur laissant le champ libre, mais en les tenant comme responsables des résultats.

D'un autre côté, c'est une grossière erreur de supposer que les riches profiteront avec empressement de l'invitation à prendre en mains le gouvernement, avec cette condition de la responsabilité qui y est attachée. La situation actuelle est tout à fait ce qui leur convient. En réalité, ils gouvernent juste lorsque cela leur plaît, et juste autant que cela leur plaît. Mais ils ne peuvent pas être tenus pour responsables tant qu'un Parlement élu à la manière démocratique exercera nominalement le pouvoir suprême. C'est là un arrangement très commode pour la classe riche, et il tombe sous le sens qu'elle n'a aucune hâte de le modifier.

Mais un changement d'une espèce ou de l'autre se produira forcément. L'éloignement anormal de la classe industrielle de toute direction politique ne peut se prolonger plus longtemps. Il y a, ainsi que je l'ai déjà dit, deux manières différentes de les associer. Le Socialisme voudrait transférer les instruments de la production de ceux qui les possèdent au Gouvernement. Le Positivisme voudrait transférer le gouvernement aux possesseurs des instruments de production. La dernière alternative sera, croyons-nous, préférée par le plus grand nombre des esprits sérieux de toutes les classes, comme la plus sûre, la mieux garantie par l'expérience, la plus naturelle, et par conséquent la plus facile à réaliser. L'autre alternative, au contraire, — l'expropriation des possesseurs actuels, — est injuste, en désaccord avec l'expérience; elle ne pourrait s'accomplir qu'au prix d'une lutte terrible et elle serait de nature à sombrer dans la ruine politique et économique.

Je m'imagine qu'il y a plusieurs manières de réaliser un système de gouvernement s'approchant plus ou moins du Positivisme idéal. La manière d'y atteindre sera, dans chaque pays, déterminée par les circonstances spéciales de sa situation politique. En Angleterre, le premier pas devrait être une réduction graduelle des fonctions du Parlement et un développement correspondant du Pouvoir exécutif. Chacun peut se rendre compte que ce changement s'effectue déjà. Le Parlement a perdu son initiative en matière de législation aussi complètement que si elle avait été abolie par une loi. Le Parlement ne choisit pas le pouvoir exécutif; c'est le pays qui

choisit entre M. Gladstone et Lord Salisbury, et le premier ministre choisit lui-même ses collègues comme il lui plaît. Le seul pouvoir que le Parlement conserve maintenant est celui de faire de l'obstruction. Il est certain qu'il ne tardera pas à en être privé, et alors sa fonction nominale de législation appartiendra réellement au Pouvoir exécutif, pour le plus grand bien du pays. La seule attribution sérieuse du Parlement sera de voter le budget. Dès lors, le mécanisme de la démocratie cessera de fonctionner et le pays sera gouverné par des ministres qui, dans la pratique, désigneront leurs successeurs.

Tout cela peut se produire, comme se sont produits en Angleterre tous les changements politiques permanents, sans aucune altération formelle de la Constitution. Les trois lectures d'un Bill dans le Parlement pourront encore subsister, mais elles deviendront une pure formalité, comme l'assentiment royal l'est déjà devenu. L'avantage serait d'avoir un véritable gouvernement, délivré de l'obstruction et qui pourrait être par conséquent pleinement responsable de l'ordre et du progrès. Je n'essayerai pas de conjecturer combien de temps nous aurons encore besoin de l'attendre. Mon sentiment est que la moitié de nos concitoyens, et pas la moitié non plus la moins sensée, le désirerait dès maintenant si nous étions débarrassés de la question irlandaise.

Un changement de ce genre écarterait évidemment plusieurs des difficultés qui empêchent à l'heure actuelle le transfert du gouvernement aux possesseurs des moyens de production, ou, comme on les appelle d'un mot plus court, aux capitalistes. Mais ce transfert ne pourra pas s'accomplir tant que le capital ne sera pas plus concentré et que ceux qui le possèdent ne seront pas mieux organisés qu'ils ne le sont maintenant. Comte a tracé une vague esquisse de la manière dont, d'après lui, ce changement s'effectuera. Il observait une hiérarchie naturelle parmi les directeurs du travail. Tous les patrons, d'une manière générale, dépendent, plus ou moins, de ceux qui ont un capital à prêter. Ce capital arrive en sommes innombrables, grosses ou petites, dans des réservoirs qui sont les banques, et les directeurs de ces banques le répandent au

dehors sous forme de prêt et, suivant leur volonté, aux patrons de toutes espèces. Ils le prêtent à ceux qui, d'après eux, s'en serviront d'une manière profitable. Ils refusent d'alimenter des entreprises qu'ils croient destinées à sombrer. Les banquiers, par conséquent, dit Comte, sont placés au point de vue le plus général et le plus central. Ils sont les véritables contrôleurs du travail. Si, au lieu d'entrer en compétition les uns avec les autres, ils agissaient de concert, ou si seulement ils observaient d'une manière honorable certains principes et certaines règles créés dans l'intérêt de la communauté considérée dans son ensemble, nous pourrions éviter les plus affreuses calamités qui affligent la société moderne. C'est là, par conséquent, que sont les hommes qui doivent gouverner le pays, et qui, dans un état normal d'industrie pacifique, le gouverneront naturellement. Donnons-leur ouvertement un poste de confiance et d'autorité, chargeons-les de tout le poids de la responsabilité, et nous obtiendrons d'eux la même conception élevée du devoir, le même dévouement à la chose publique que nous attendons maintenant d'un premier ministre.

Il est bon de rappeler que Comte attendait d'autres changements dans l'organisation de l'industrie. Il pensait que les petits patrons et les petits commerçants, ainsi que ceux qui vivent exclusivement de rentes ou de dividendes, disparaîtraient graduellement par l'opération de causes naturelles et que la population industrielle serait divisée en une grande masse de prolétaires et une classe de patrons beaucoup moins nombreuse que maintenant, à la tête desquels seraient les banquiers.

Cette prévision de Comte paraît beaucoup plus probable maintenant qu'elle ne l'était lorsqu'il la fit il y a quarante ans. Les choses semblent tendre vers cette direction. Tout le monde s'aperçoit que les intermédiaires inutiles, les petits patrons et les petits commerçants sont écrasés. Les affaires qu'ils faisaient passent à des compagnies ou à des individus qui opèrent sur une échelle beaucoup plus large. Le capital tombe de plus en plus dans les mains des banquiers, et les petites banques elles-mêmes sont absorbées par les plus

grandes. En même temps, nous voyons le taux de l'intérêt décroître partout, de sorte que ceux qui ne travaillent pas éprouvent des difficultés de plus en plus grandes à vivre de leurs rentes ou de leurs dividendes et semblent courir vers leur extinction définitive.

En Australie, où l'état d'industrie pacifique prévaut déjà, la principale et presque la seule fonction du Gouvernement est d'administrer les ressources matérielles du pays, et le travail est presque entièrement contrôlé par les banquiers ou d'autres compagnies qui prêtent de l'argent. Malheureusement, le mécanisme démocratique y est encore dans tout son essor, et les banquiers ont été démoralisés par la facilité avec laquelle, dans ce pays, les capitaux peuvent être obtenus de dépositaires ignorants. Mais l'Australie n'en montre pas moins l'espèce d'organisation vers laquelle tend l'industrie dans une contrée pacifique.

Je ne fais qu'indiquer ces tendances, à la fois chez nous et à l'étranger, parce que je ne pense pas que l'un de vous sorte d'ici avec l'idée que Comte se proposait de les mettre en pratique. De tels changements ne peuvent être effectués, ils se produisent d'eux-mêmes. Ils sont le produit du cours naturel des choses. Ils ne peuvent être réalisés par les mesures artificielles des théoriciens ou des gouvernements. Tout ce que fit Comte, c'est d'indiquer et d'expliquer la tendance avant que d'autres ne l'aient aperçue.

Bien que les prévisions de Comte sur l'avenir politique et industriel me semblent, dans leurs grandes lignes, devenir de plus en plus probables, il peut se faire que ses espérances ne soient pas absolument fondées à tous égards. Notre devoir est d'ouvrir les yeux et d'accepter tous les faits à mesure qu'ils se présentent pour en tirer le meilleur parti, sauf à reviser les calculs de Comte comme nous le ferions de ceux de tout autre grand penseur, lorsque la suite des événements montre qu'ils doivent l'être. Si nous ne nous préparons pas à cette tâche, nous deviendrons des doctrinaires dénués de sens pratique.

Quiconque a la plus légère teinture du Positivisme sait que, pour que les institutions politiques fonctionnent d'une ma-

nière satisfaisante, nous avons largement besoin de l'aide d'une religion organisée, d'une religion ayant une base humaine et des buts humains, indépendante du gouvernement politique, mais coopérant avec lui, pour le bonheur le plus élevé de la communauté. C'est là un sujet sur lequel je ne peux pas m'étendre aujourd'hui, mais il est bon de le mentionner pour qu'on ne le perde pas de vue. Nous devons le prendre constamment comme postulat. Le gouvernement temporel n'a jamais pu se dispenser de l'aide de la religion dans le passé, et il pourra encore bien moins le faire dans l'avenir.

E.-S. BEESLY.

(Extrait et traduit de la « **Positivist Review** » du 4 Homère 106, par L. BARADUC : Discours prononcé à Newton-Hall le 1er Moïse 106.)

---

# L'UNION ENTRE LA SUÈDE ET LA NORVÈGE

## ET SA NÉCESSITÉ

---

Avant d'entrer dans un examen plus approfondi de cette question brûlante, qu'il me soit permis de dire, pour commencer, quelques mots de mon attitude vis-à-vis de la Norvège et de la question norvégienne. Cette attitude est, au fond, toujours restée la même; en d'autres termes, j'ai toujours été partisan de l'union et je n'ai jamais approuvé les tendances séparatistes. En plusieurs occasions, j'ai pris le parti de la gauche norvégienne, à savoir, lorsqu'il s'est agi de protester contre l'outrecuidance des chauvins suédois et contre d'indignes menaces de guerre. Je le ferais encore, si cela était nécessaire.

Mais, du moment que nous sommes entrés dans une nouvelle phase et que la gauche norvégienne, bien que les sujets de mécontentement aient diminué, a parlé de plus en plus de *sortir de l'Union,* à une époque, précisément, où, par suite d'une politique fort peu rassurante des grandes puissances, des dangers peuvent surgir pour les royaumes scandinaves, je n'ai pu, pour ma part, vaincre les appréhensions que m'inspire l'exploitation du conflit d'union par certains meneurs, aussi bien en Norvège qu'en Suède.

De même que pour tous les Suédois réfléchis, le souffle glacial de Sibérie qui passa, le 15 février 1899, sur un ancien pays frère (la violence de la Russie contre la constitution de la Finlande), fut pour moi un avertissement terrible et, à partir de ce jour, mon attitude vis-à-vis du conflit relatif à

l'union s'est immuablement fixée. Aucun doute n'était plus permis sur l'organisation à donner aux rapports entre la Suède et la Norvège, ainsi qu'à la politique extérieure des deux royaumes. Cette organisation doit se baser sur une *union solide;* les différends, au sujet de la situation provoquée par cette union, doivent être réglés au plus tôt par une entente fraternelle, et toute déclamation sur la rupture de l'union doit cesser, afin que la Suède et la Norvège puissent apparaître devant l'étranger comme une confédération pleine de vigueur et que les deux peuples manifestent autant de maturité que de vigilance dans la conduite de leurs questions vitales.

Personne ne doit s'étonner de l'aspiration des Norvégiens à l'autonomie absolue. Dans ses traits généraux, cette aspiration n'est nullement synonyme de vanité nationale : elle constitue, par contre, une manifestation du sentiment de l'indépendance nationale revendiquée par chaque Etat. Conformément à la loi universelle d'action et de réaction, les exagérations de ce sentiment ont, sans doute, été provoquées, il y a quelques années, par l'arrogance des chauvins suédois, de la droite suédoise, voire même de toute la Suède officielle, vis-à-vis de la Norvège.

Ce que je dois pourtant regretter, c'est qu'une fraction de la gauche norvégienne ait dépassé le but dans cette lutte pour l'indépendance, qu'elle ait souvent oublié qu'il existe encore d'autres Suédois, bien plus nombreux que les chauvins, et qu'elle ait adopté une politique qui, de même que celle de ces derniers, a produit une tension dans les rapports entre les peuples frères et qui renferme même des tendances vers une rupture de l'union, nullement motivée par les circonstances.

Il est indéniable que, lorsqu'en 1815 les représentants de la nation norvégienne sanctionnèrent l'union « en toute liberté de conviction », par le Pacte d'Union — déclarant (§ 1er) que « la Norvège sera un royaume libre et indépendant, qui ne peut être partagé, ni séparé, *uni à la Suède* sous un même Roi » — aussi bien le Storthing que le Riksdag suédois reconnurent que dorénavant, vis-à-vis de l'étranger, la Norvège et la Suède formaient une seule et même confédération. Mais,

par là même, la *liberté* et l'*indépendance* de chacun des deux pays ont été *limitées* et subordonnées à leur *solidarité*.

Le but de l'union était, comme il résulte des négociations qui l'ont précédée, d'assurer la sécurité des deux royaumes à l'extérieur, et il ne sert de rien de vouloir prouver, par de subtiles déductions touchant le sens du mot « indépendance », que la Norvège, d'après le § 1er précité, posséderait une indépendance *absolue* — chose qui n'appartient pas non plus à la Suède — ou qu'elle pourrait, en sa qualité d'Etat indépendant, *sortir, sans plus, de l'Union*.

Le fait qu'un Etat a contracté une union, une alliance ou un pacte fédératif avec un autre Etat, a pour effet de restreindre la liberté et, dans une certaine mesure, l'indépendance des parties contractantes. *Les intérêts particuliers ont été subordonnés à l'intérêt commun.*

Si on considère le développement historique des sociétés humaines, on remarque que la liberté individuelle a été de plus en plus limitée, à mesure qu'augmentait la civilisation. C'est là un fait que nous sommes obligés de constater, quoi qu'il en coûte aux champions aveugles de l'individualisme.

Le problème important, dans toutes les manifestations de la vie sociale, c'est d'allier une *liberté individuelle* digne de ce nom avec une *coopération vraiment sociale*.

Il est donc toujours chimérique de rechercher la *liberté absolue*. La liberté est, dans des pays civilisés, toujours *limitée* et *relative*.

Les peuples de la péninsule scandinave doivent d'abord chercher à remplir leurs devoirs, et non rechercher, chacun de son côté, leurs droits, et l'action commune en vue de la sécurité de leurs pays est pour eux un devoir impérieux et une nécessité absolue. Or, tous les tiraillements entre les deux peuples comportent une menace pour cette sécurité; car les événements politiques prouvent que nous ne sommes pas à l'abri de certains projets de certaines puissances.

Il est pourtant hors de doute qu'après les concessions faites par la Suède, aucun désaccord ne devrait plus exister et qu'une entente pourrait facilement s'établir. Mais pour cela

il faudrait que les chefs de parti en Norvège fassent quelque chose dans le sens de la conciliation, qu'ils cessent de poursuivre, par principe, leur dangereuse agitation, et que, de même, certains meneurs cessent d'exagérer l'état des choses, — disons-le ouvertement, — qu'ils cessent de calomnier les Suédois.

Il s'est trouvé quelques Suédois qui, mus par un faux amour de la liberté, ont formulé eux-mêmes la pensée norvégienne : « Séparons-nous et que chacun aille de son côté! » D'aucuns ont cru que c'était là agir en personnalités mûres et réfléchies, que, par suite, il fallait dire : « Soyons des hommes! »

Quant à moi, je pense, au contraire, que ceux qui travaillent à la dissolution de l'union ne sont pas des hommes mûrs, mais des natures d'adolescents inexpérimentés. Ils ne réfléchissent pas, ils rêvent, et prennent des phrases sonores pour une politique d'actualité.

C'est le devoir absolu des Suédois, de tous les partis en Suède, de se concerter pour une attitude ferme dans la question de l'union, tout en reconnaissant à la Norvège une *égalité complète* dans cette union. Leur devoir, c'est de ne pas admettre, tant dans l'intérêt de la Suède que dans celui de la Norvège, c'est-à-dire dans l'intérêt de la sécurité commune à l'extérieur, d'autres réformes que celles qui restent dans le cadre de l'union. Tout effort tendant à rompre l'union peut presque être considéré comme un crime de haute trahison, bien que — chose regrettable — les séparatistes en Norvège et leurs adeptes en Suède n'y aient point songé jusqu'à présent.

Au lieu d'augmenter, les causes de dissentiment provenant de la Suède avaient diminué, sous beaucoup de rapports, avant que survinssent les malencontreuses provocations de 1895, provocations qu'il faut cependant attribuer en partie aux tendances séparatistes manifestées en Norvège.

L'intention de la droite suédoise était de sauvegarder l'union à tout prix : c'est à ce point de vue qu'il faut se placer pour essayer de comprendre même les fautes commises par

ce parti. C'est ce que j'essaie de faire, bien que j'appartienne à la gauche, et j'exhorte tout le monde à agir de même, car je puis certifier qu'un grand nombre de Suédois, partisans de la droite, n'ont jamais pensé à revendiquer la suprématie pour la Suède et ont loyalement travaillé à l'égalité de la Norvège dans l'union.

Lorsqu'en Suède nous parlons de concessions et d'égards vis-à-vis de la Norvège, et que nous considérons *que les causes d'entente ont augmenté durant ces derniers temps*, nous visons plus particulièrement un fait important qu'on ne saurait passer sous silence. Le voici : tandis que le comité d'union de 1867 déclarait que le ministre des Affaires étrangères de la Suède devait aussi être celui de la Norvège, et responsable seulement devant les autorités suédoises, tandis que la même opinion était émise lors de l'étude du projet d'amendement de Sverdrup en 1886, ainsi que pendant les débats relatifs à la question de l'union en 1891, on a vu, au contraire, le comte Lewenhaupt, ministre des Affaires étrangères, déclarer, avec l'assentiment de tout le Conseil des ministres suédois et du Roi, au procès-verbal du conseil tenu le 14 janvier 1893, qu'au moyen de concessions réciproques, on pouvait arriver à une solution satisfaisante, tant de la question de la direction commune des affaires étrangères sur la base de l'égalité *avec un ministre commun des Affaires étrangères, de nationalité suédoise ou norvégienne*, que de la question, connexe à celle-ci, de l'organisation du corps consulaire.

Stockholm. Dr Anton NYSTRÖM.

(Cet article est extrait d'une brochure du Dr Nyström, destinée à être répandue en Norvège.)

# L'ÉDUCATION MORALE

Les obligations du citoyen ne se bornent pas à l'accomplissement de ses devoirs politiques ; il faut encore qu'il remplisse ses devoirs d'ordre moral, et le Gouvernement est tenu d'y veiller, autant et plus qu'à ses autres fonctions.

On confond généralement la morale avec les dogmes religieux, au point que beaucoup de personnes ne les considèrent pas seulement comme inséparables, mais comme une seule et même chose.

Cependant, à la réflexion, on ne peut manquer d'être frappé de l'immense variété des religions et de l'uniformité des règles de la morale.

Ainsi on voit que les dogmes religieux se modifient essentiellement avec les progrès de la civilisation, depuis le candide fétichisme primitif ou l'adoration des astres, auquel succède le polythéisme, jusqu'au monothéisme chrétien ou musulman et au déisme et au panthéisme modernes ; et cependant, malgré les profondes différences qui séparent ces religions, toutes sont d'accord sur les bases de la morale.

On est donc bien forcé de reconnaître que, quelle que soit la relation intime qu'on ait voulu établir entre les religions et la morale, il doit exister entre elles une différence radicale et une indépendance qui ne peut manquer de frapper l'observateur, soit qu'il examine la partie caractéristique des religions, c'est-à-dire le culte et les dogmes, et qu'il les compare au but de la morale, soit qu'il observe l'absolue variété des premiers et l'évidente uniformité des règles qui servent de base à la seconde.

« *Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fasse,* » enseignait Isocrate, quatre siècles avant Jésus-Christ, et il est clair que cette loi était déjà universellement acceptée comme fondement de la morale.

« *Imite le santal, qui répand ses fruits sur celui qui lui jette des pierres,* » dit un des plus vieux livres chinois.

Qui ne reconnaît en ces deux sentences tout ce qu'il y a de plus sublime parmi les maximes d'équité, d'humilité et d'amour pour le prochain de la doctrine chrétienne. Et cependant qui voudrait soutenir que le polythéisme païen ou l'idolâtrie chinoise soient la même chose que la religion de Jésus-Christ.

Les religions se modifient selon les phases de l'humanité; elles ne sont stables que là où toute civilisation est restée stationnaire, comme aux Indes et en Chine; mais les bases de la morale restent les mêmes, quoique ses conséquences pratiques se perfectionnent chaque jour avec les progrès de la civilisation.

Celle-ci suit une marche inégale et indépendante de la morale et des religions, ce qui prouve bien qu'elles ne sont pas une seule et même chose; mais l'existence des nombreux athées, qui, selon les paroles de Littré, « ont laissé dans l'histoire le témoignage irréfutable d'une profonde moralité et celle de tant d'autres que nous avons tous pu connaître et qui, au point de vue moral, sont au moins les égaux des meilleurs d'entre les croyants », ne peut laisser le moindre doute sur l'autonomie de la morale.

La similitude, dit Condorcet, entre les préceptes moraux de toutes les religions, et de toutes les sectes philosophiques, suffirait à prouver qu'ils sont d'une vérité indépendante des dogmes de ces religions et des principes de ces sectes, et qu'il faut chercher l'origine des idées de justice et de vertu et le fondement des devoirs dans la constitution morale de l'homme. (Condorcet, *Progrès de l'entendement humain.*)

Ce désir de Condorcet — de chercher dans l'homme même, et non dans les dogmes religieux, la cause et le fondement de la morale, ou, pour mieux dire, cette prédiction de son profond génie — a été réalisé depuis.

Il était réservé au génie de Gall de démontrer, par des arguments irréfutables basés sur une analyse admirable des facultés intellectuelles et affectives de l'homme et sur une étude comparative des animaux, que, chez l'un comme chez les autres, il existe des tendances innées vers le bien et d'autres

qui les entraînent vers le mal; que ces inclinations ont leurs organes dans la masse cérébrale et que l'homme n'est pas un être essentiellement enclin au mal, comme l'avaient supposé les théologiens et les métaphysiciens, mais qu'il possède aussi des inclinations bienveillantes qui lui sont aussi naturelles que les tendances contraires; ce qui avait d'ailleurs été reconnu par le bon sens vulgaire.

Cette vérité, qui est aujourd'hui universellement admise, quoique la plupart ne comprennent pas sa portée transcendante, a complètement révolutionné la physiologie moderne ainsi que la morale, et a placé Gall parmi les réformateurs les plus importants.

En effet, quelles que puissent être les erreurs commises par cet illustre génie dans le développement de son idée, et quand bien même aucune des localisations indiquées par lui ne serait confirmée par l'expérience, cela ne diminuerait en rien l'importance de sa grandiose découverte.

Il en est de Gall comme de Broussais et de Bichat; leur mérite et leur influence sur les progrès de la science ne dépendent pas des détails, mais des principes de leurs théories respectives.

Broussais, en démontrant que la pathologie n'est qu'un cas spécial de la physiologie, où la modification d'un organe entraîne comme conséquence nécessaire la modification de la fonction, a été le véritable fondateur de la pathologie moderne; et ses adversaires les plus acharnés ne pourront jamais lui enlever ce mérite même s'ils parvenaient à prouver que la gastro-entérite n'est pas le siège et l'origine de presque toutes les affections morbides, comme l'avait supposé le hardi novateur, et même s'ils démontraient qu'une telle inflammation n'a jamais existé.

La division fondamentale de l'activité vitale universelle en vie végétative et en vie de relation ou vie animale a fait de Bichat le véritable fondateur de la physiologie moderne, ou plutôt de la biologie; surtout quand il eut complété son analyse fondamentale de la vie par la conception anatomique correspondante, qui en est le complément et le résumé : la considération des tissus élémentaires et de leurs propriétés

inhérentes; le mérite de ces découvertes subsiste tout entier, quoiqu'on eût pu trouver des erreurs dans la division de ces propriétés et même des divers tissus.

La même chose arrive à Gall; quel que soit le discrédit et même le ridicule que les charlatans aient pu jeter sur la phrénologie, ou plutôt la craniologie, à laquelle ils se sont exclusivement attaqués, il ne sera jamais possible de disputer à cet illustre génie la gloire d'avoir définitivement fixé les idées, d'une façon générale, sur la pluralité et le siège des facultés de l'esprit humain, et d'avoir été le véritable fondateur de la psychologie moderne, qui est, à son tour, la base naturelle de la morale rationnelle. — Et c'est là une base scientifique plus noble, plus grandiose, plus efficace et plus sûre en ses résultats que le mesquin intérêt individuel, dont les religions de tous les temps, de même que le déisme, l'athéisme et le panthéisme, se proposent d'exploiter les tendances égoïstes en faveur du bien commun.

En effet, toutes les inclinations innées de notre âme sollicitent constamment les facultés actives de l'individu à l'accomplissement des actes qui peuvent les satisfaire, indépendamment de toute utilité propre ou de toute autre fin ultérieure, mais simplement pour le plaisir qui résulte de la satisfaction d'un besoin.

Donc, si nous portons en nous ces inclinations bienveillantes, en même temps que d'autres qui leur sont opposées, et si, comme nous venons de le voir, toutes deux ont leurs organes respectifs, il est certain que toutes deux tendront à des actes qui leur donnent satisfaction.

La sollicitation plus ou moins énergique, mais évidente, des bons instincts, exercée par l'entremise de ses organes respectifs, même après que l'acte en sens contraire a déjà été accompli, constitue ce que le bon sens commun a nommé, avec une sagacité admirable : *la conscience*; se bornant ainsi à enregistrer le fait d'un appel intérieur au bien, sans formuler aucune théorie pour l'expliquer.

L'esprit théologique, faisant intervenir ici la base universelle de ses explications (les influences surnaturelles), croit reconnaître dans le trouble qui suit une mauvaise action,

chez tous ceux qui ne sont pas complètement endurcis dans le vice ou entraînés par une erreur, la main de Dieu qui frappe le cœur du pécheur.

Il y a là une grossière contradiction dont il est impossible de sortir par des subtilités et des sophismes, car, si cette explication était juste, les seuls vrais croyants devraient entendre la voix de la conscience, ce qui est, non seulement absurde, mais presque ridicule.

Heureusement que, pour avoir une explication de ces mouvements internes bienveillants de notre âme, nous n'avons pas besoin de recourir à la vaine supposition que nous avons le *privilège exclusif* de nous sentir attirés vers le bien parce que le hasard a voulu que nous fussions élevés sous l'influence de telle ou telle croyance religieuse.

Nous savons aujourd'hui que ces mouvements sont, comme tous les autres, le résultat de notre propre organisation, et nous pouvons donner une explication rationnelle de la *conscience* et du *remords*.

Ces voix n'exprimeront pour nous que les exigences des bons instincts, exercées par l'entremise de leurs organes respectifs, soit pour faire le bien, soit pour réparer le mal; il s'établit, dans les deux cas, une lutte intérieure qui devient d'autant plus pénible que nous apprécions plus nettement le mal que nous voulons faire ou que nous avons fait.

Maintenant, si, dans chacun de nos actes de l'ordre moral, il s'établit une lutte entre les impulsions des deux catégories d'organes dont nous venons de parler, et si nous nous souvenons que l'effort d'un organe est proportionnel à son développement, il en résulte avec évidence que, pour obtenir le perfectionnement de l'individu, et même de l'espèce, il faudra développer les organes qui président aux bonnes inclinations et atténuer dans la mesure du possible ceux qui président aux mauvaises.

Quelle que soit, en effet, la théorie qu'on adopte pour expliquer la cause productrice des phénomènes intellectuels et moraux chez l'homme, tous, aussi bien les matérialistes les plus radicaux que les spiritualistes purs, sont forcés d'admettre que, sans organe, il n'y a pas de fonction; que celle-ci cesse

quand celui-là disparaît ou est mis dans l'impossibilité d'agir; et l'étude comparative de la série zoologique, aussi bien que les expériences physiologiques et les cas pathologiques, démontrent que la fonction augmente ou diminue dans la même proportion que l'organe dont elle dépend.

De sorte que, si nous pouvions parvenir à produire l'effet désiré, c'est-à-dire l'atrophie artificielle de certains organes et le développement de certains autres, nous parviendrions à modifier les actes de l'âme dans le sens le plus convenable.

Mais comment pourrons-nous agir sur ces organes, qui sont évidemment hors de notre portée directe; comment parviendrons-nous à modifier des organes situés dans une région aussi inaccessible et dont, il faut bien le reconnaître, nous ignorons, jusqu'à ce jour, la véritable localisation et la limitation, malgré les efforts de Gall et des plus illustres physiologistes.

La science ne reste pas muette devant ces questions aussi nouvelles que grandioses et intéressantes; elle donne une réponse aussi catégorique, aussi claire, aussi précise qu'on pouvait la désirer; elle montre que, quelle que puisse être d'ailleurs l'importance d'une localisation et d'une limitation exactes des organes de l'appareil cérébral, nous n'en avons pas besoin pour obtenir le résultat que nous poursuivons en ce moment, comme nous le démontrerons bientôt.

C'est un axiome incontestable et incontesté de la science biologique, que tous les organes se développent par l'exercice, de même qu'ils s'atrophient par l'inaction, au point qu'ils peuvent même disparaître à la suite d'une inaction suffisamment prolongée.

C'est là l'explication d'un fait des plus usuels, l'utilité de la gymnastique pour développer l'appareil musculaire.

Or, il est évident qu'un maître de gymnastique n'a pas besoin de savoir quels sont les muscles qui servent, par exemple, à plier le bras, ni quelle situation ils occupent, ni quelle forme ils prennent, pour qu'il parvienne à les fortifier quand il en éprouvera le désir; — il lui suffira de faire exécuter le mouvement indiqué aussi souvent qu'il sera nécessaire, en faisant vaincre progressivement à son élève une résistance

qui deviendra moindre chaque fois, pour être sûr, d'une certitude mathématique, qu'au bout d'un certain temps il aura obtenu le résultat voulu.

Si nous appliquons maintenant ces mêmes principes à l'ensemble des organes intellectuels et affectifs, il est certain que les mêmes moyens donneront les mêmes résultats, et que, si nous dirigeons l'éducation de manière à ce que les actions sympathiques ou *altruistes*, comme les nomme Auguste Comte, se répètent fréquemment, en même temps qu'on évite, autant que possible, les actions destructives ou *égoïstes*, il est évident qu'après un certain temps de cette *gymnastique morale*, les organes qui président aux premières acquerront une telle prédominance sur ceux qui servent les secondes, que dans la lutte qui s'établit au moment de prendre une détermination, il arrivera la plupart du temps que l'on cédera aux sollicitations plus énergiques des instincts bienveillants, fortifiés par l'exercice, et qui trouveront ainsi chaque fois plus de facilité à triompher de leurs rivaux.

Faire prédominer les bons instincts sur les mauvais, *en fortifiant les organes qui président aux uns et en affaiblissant ceux qui servent les autres*, voilà le but final et positif de l'ART MORAL, but qu'on atteindra par la pratique des bonnes actions et la répression incessante des mauvaises (ce soin incombe principalement aux pères de famille).

On y parviendra encore en présentant avec art, dans les écoles, des exemples de moralité et de véritable vertu, et l'on excitera les élèves au désir de les imiter, non pas en le leur conseillant, ni en le leur prescrivant, mais en faisant naître ce désir, spontanément et insensiblement, par la vénération irrésistible qu'ils éprouveront pour les hommes dont ils auront appris à connaître les grandes actions.

Car la nature humaine est ainsi faite qu'elle est capable des plus grands efforts et des plus grands sacrifices, lorsque le désir d'accomplir les actes nécessaires paraît naître spontanément, tandis que les devoirs les plus faciles finissent par devenir une charge insupportable si on ne les accomplit que sous l'impulsion d'un précepte ou la crainte d'un châtiment.

Donc, l'idéal de l'art moral consisterait à faire prédominer

les bons instincts de manière à ce que l'amour soit toujours le guide irrésistible de nos actions.

Il est facile de prévoir que cette façon de comprendre l'influence des facultés intellectuelles et morales de l'homme suscitera chez beaucoup de personnes l'objection qu'elle est incompatible avec la liberté individuelle, et, par conséquent, inadmissible; mais cette difficulté sera bientôt résolue si nous expliquons clairement ce qu'il faut entendre par la véritable liberté.

On représente communément la liberté comme la faculté de faire ou de vouloir une chose sans être assujetti à aucune loi ni aucune force extérieure.

Si une telle liberté pouvait exister, elle serait aussi absurde qu'immorale, parce qu'elle rendrait impossible toute discipline et, par conséquent, toute espèce d'ordre.

Loin d'être incompatible avec l'ordre, la liberté consiste, pour tous les phénomènes, organiques ou inorganiques, à se soumettre pleinement aux lois qui les déterminent.

Quand je laisse tomber un corps sans l'attacher et sans entraver autrement sa chute, il tombe directement vers le centre de la terre avec une rapidité proportionnelle au temps, c'est-à-dire qu'il se soumet aux lois de la gravitation, et nous disons alors qu'*il tombe librement*. Quand je mets en présence de l'oxygène libre et du potassium, tous deux manifestent leur liberté en se combinant d'une manière immédiate et inévitable, c'est-à-dire en obéissant à la loi des affinités.

La même chose arrive dans l'ordre intellectuel et moral; c'est la pleine sujétion aux lois respectives qui caractérise ici comme partout la véritable liberté.

On n'est pas maître d'accorder ou de refuser arbitrairement son acquiescement à une démonstration qu'on est parvenu à comprendre; tant que l'intelligence conserve son état physiologique, elle ne peut s'empêcher d'être convaincue d'une vérité qui lui est une fois démontrée comme telle, et c'est faire violence à notre liberté que d'exiger ou même de prétendre le contraire.

C'est ce que faisait, par exemple, l'Inquisition, quand elle imposait des supplices à ceux qu'elle voulait convertir, au lieu

de leur fournir des arguments; elle émettait ainsi la prétention de soustraire l'intelligence à sa loi normale, qui ne lui permet de croire que ce qui lui paraît certain.

Si nous passons à l'ordre moral, nous retrouverons la même impossibilité d'agir arbitrairement : le cœur aimera toujours ce qu'il trouvera bon et s'éloignera de ce qui lui paraît mal, sans pouvoir jamais s'affranchir de cette heureuse fatalité, qui est sa loi, comme celle de la gravitation est celle des corps dans notre premier exemple.

Les métaphysiciens diront ce qu'ils voudront du libre arbitre; ils ne parviendront jamais à prouver qu'on peut aimer ou haïr arbitrairement, sans autre guide qu'un caprice aveugle; tout ce qui peut arriver, c'est que l'esprit se représente comme bon ce qui ne l'est pas, soit par suite de la prédominance habituelle des mauvais instincts, soit sous l'influence de quelque passion qui nous empêche de juger sainement les choses.

C'est ainsi que se manifeste justement l'influence puissante d'une bonne éducation, dont l'effet est d'abattre les passions et de rectifier le jugement, lequel, loin de mettre obstacle à la liberté, ne fait que favoriser, comme je l'ai montré, son complet développement.

Car ici, comme partout, l'art ne consiste pas à changer les lois naturelles, mais à disposer les choses de manière à ce que le résultat de leur accomplissement inévitable nous soit favorable.

Et c'est pourquoi, en essayant de tirer parti de ces deux ordres de fonctions démontrés par l'observation et la science, nous baserons l'art moral sur une fondation solide, démontrable, et capable de progrès continuels et infinis.

Déjà, le véritable fondateur du christianisme, saint Paul, avait constaté ce dualisme humain; mais, en raison de son point de vue purement théologique, en parfaite harmonie avec l'esprit de son époque, il avait mis dans l'homme les seuls instincts mauvais, laissant les autres en dehors de lui et les considérant comme directement inspirés de Dieu.

C'est de cette conception que résulte la lutte constante entre *la chair* et *la grâce :* grâce qu'il fallait demander à Dieu quand elle faisait défaut.

Mais ce que l'apôtre plaçait en dehors de nous, c'est-à-dire les inclinations bienveillantes (amour, vénération, bonté, humilité), *la science*, après une ascension laborieuse de dix-huit siècles, l'a découvert également en nous; il en résulte un changement complet du point de vue, puisqu'il ne s'agit plus d'obtenir ce qui nous manque totalement, mais de cultiver et de fortifier ce que nous possédons déjà; et de même que personne ne prétendrait développer sa force musculaire par des moyens surnaturels, il faut renoncer aujourd'hui à une prétention tout aussi vaine pour les forces morales.

Agir autrement serait presque faire injure à la divinité, car ce serait lui demander de favoriser notre paresse et de nous concéder par un miracle ce que nous pouvons acquérir par des procédés naturels qui sont à notre portée.

Il faut avoir une idée bien mesquine de Dieu et une conception bien exagérée de sa propre importance, pour supposer qu'il se ferait ainsi des miracles uniquement parce que nous aurions pris la peine de les solliciter.

Mais, en admettant même que cela soit possible, le Gouvernement, qui ne peut tenir compte des miracles pour faire ses lois, qui ne veut et ne doit pas se mêler de la religion des citoyens, peut et doit intervenir dans leur éducation morale, afin de l'adapter aux exigences de la société et de la civilisation.

Mais cette intervention ne pourra s'exercer que dans les écoles de l'Etat, sans qu'on cherche à l'étendre aux autres, sans quoi l'on s'exposerait à poursuivre par l'autorité ce qui ne doit être que le résultat de la conviction.

On risquerait d'établir ainsi une morale oppressive dont les résultats iraient à l'encontre du but qu'on se propose, car les croyances, s'estimant persécutées par le pouvoir temporel, acquerraient un nouvel essor et deviendraient un obstacle au développement d'une morale vraiment sociale et humanitaire.

Si le point de vue très spécial que je me suis imposé ne me forçait pas à m'abstenir de considérations trop étendues sur des sujets aussi intéressants, je pourrais démontrer ici que les diverses religions primitives n'ont été que des tentatives spontanées et inévitables pour satisfaire ce désir inné de l'homme qui le porte à chercher l'explication de ce qu'il

observe; — je montrerais comment, sous l'influence de la science, elles se sont perfectionnées de jour en jour, et comment, chaque jour, la science a, de plus en plus, envahi leur domaine; je ferais voir que les religions et le déisme, d'une part, l'athéisme et le panthéisme, de l'autre, quoique en apparence inconciliables, commettent la même erreur fondamentale en donnant comme base à la morale *l'intérêt bien entendu* de l'*individu*.

Dans les religions et dans le déisme, on promet une récompense ou un châtiment éternel dans une vie future; dans l'athéisme et le panthéisme, on expose que le plus sûr moyen d'être heureux dans cette vie consiste à se conformer aux règles de la morale; par suite de cette conception, ce sont les tendances *égoïstes* de l'individu qui deviennent la base de la morale, tandis que les inclinations désignées par Auguste Comte comme *altruistes*, par opposition aux autres, c'est-à-dire celles qui portent l'homme à aimer ses semblables et à leur faire du bien, sont subordonnées aux premières.

La conséquence, c'est que des actes directement contraires au but de la société, entachés de l'égoïsme le plus raffiné et le plus méprisable, ont fini par être considérés comme méritoires et dignes d'un homme vertueux; comme, par exemple, de *consacrer son héritage au salut de son âme*, ce qui est la formule de *l'avarice d'outre-tombe*, si habilement exploitée depuis quelques siècles par le clergé catholique, depuis qu'il a perdu la pureté et l'indépendance qui l'avaient élevé si haut, et à si bon droit, au moyen âge, et qu'il a succombé à l'amour des richesses et à la soif du pouvoir.

Mais j'en ai assez dit pour montrer qu'il est non seulement possible et utile, mais absolument urgent de proclamer le divorce entre la morale et les bases surnaturelles que lui donnent toutes les religions et même le déisme et le pythagorisme moderne, ainsi qu'avec les considérations purement métaphysiques et subversives invoquées par l'athéisme et le panthéisme.

Car, dans l'état d'anarchie religieuse où nous vivons, il n'est pas admissible que la morale, base véritable des sociétés, n'ait elle-même d'autre fondement que quelques

croyances rivales, toujours sujettes à des critiques réciproques, et, ce qui est pis, vouées de fait à une désuétude croissante.

D'autre part, rien ne paraît plus naturel que de voir la science s'emparer définitivement de la morale et la transformer comme elle a naguère transformé l'astronomie et la physique, qu'elle a également arrachées du domaine de la théologie et qu'elle a débarrassées des considérations et des explications surnaturelles, créant ainsi des sciences universellement reconnues.

Car la science est la seule puissance qui soit parvenue à réaliser ce que toutes les religions avaient vainement tenté, c'est-à-dire à former une croyance vraiment universelle.

Supposez qu'on démontre demain que les bases de la chimie, de la physique ou de toute autre science sont entièrement chimériques, et demandez-vous quel émoi il en résulterait pour tous les penseurs; avec quel ensemble on renierait ces sciences et tous les arts qui en dérivent; et cependant, grâce à une routine invétérée, des hommes vraiment distingués continuent à soutenir que la plus importante de toutes les sciences et le plus utile de tous les arts, l'art et la science morale, sont condamnés à n'avoir pour la majorité du genre humain d'autre base qu'un certain nombre de croyances et de dogmes qu'eux-mêmes qualifient d'absurdes.

En effet, que l'on choisisse la religion ou la secte que l'on voudra, et l'on trouvera qu'elle a, dans l'ensemble du genre humain, plus d'adversaires que de partisans, de sorte que, pour les adeptes de chaque religion, le reste des hommes n'a, comme nous venons de le dire, d'autre fondement pour sa morale qu'un ensemble de croyances et d'espérances fantastiques et imaginaires, car chacun n'excepte d'un pareil jugement que ses croyances personnelles.

Et cependant il y a des hommes qui prétendent construire un édifice durable et solide sur de pareilles bases; et cependant ils sont nombreux, ceux qui soutiennent que le Gouvernement doit imposer l'enseignement d'un dogme religieux quelconque, parce que, sans cela, toute garantie de moralité disparaît.

Heureusement, les instincts moraux et sympathiques sont assez profondément ancrés dans l'homme pour protester journellement contre cette dégradation à laquelle on veut le condamner, de ne le croire capable de faire le bien que sous l'attrait d'espérances illusoires ou la crainte de châtiments répugnants, et ceci, malgré l'influence désastreuse d'une éducation purement égoïste.

Heureusement, comme nous l'avons vu, la morale est indépendante des dogmes religieux; elle ne participe que d'une façon secondaire à leurs inconciliables divergences, et on n'a besoin, pour être civilisé, ni de révélation, ni d'autres appuis surnaturels; leur raison d'être a disparu avec les époques où, faute d'une base humaine et démontrable, ceux qui voulurent avant nous organiser la morale furent forcés de s'y appuyer.

Mais cette systématisation de la morale sur des bases positives et évidentes, dont la possibilité est aujourd'hui démontrée, est aussi une impérieuse nécessité de l'heure actuelle; car il importe de faire cesser au plus tôt le scepticisme anarchique et immoral qui fut la conséquence nécessaire et immédiate du discrédit où sont irrévocablement tombés le catholicisme et, à plus forte raison, le protestantisme, à la suite des doctrines dissolvantes du XVIII^e siècle et surtout de la grande explosion française.

J'ai indiqué comment nous pourrons combler avantageusement le vide immense qui se creuse de plus en plus chaque jour dans l'éducation moderne, par suite de la disparition incontestable de la foi religieuse.

Je n'ai pu qu'indiquer sommairement les principes fondamentaux sur lesquels doit se baser cette régénération, car mon but n'était pas d'ébaucher ici un cours de morale pratique, mais seulement de démontrer la possibilité et la nécessité d'une réforme radicale dans cette branche de l'éducation.

Mexico, 3 mai 1863. G. Barreda.

(Traduit de la « **Revista Positiva** » de Mexico, n° 5, année 1901, par W. Imans.)

# BULLETIN DE FRANCE

## I. — LETTRE A MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION DU BUDGET DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

> Gouvernement, Parlement, presse, public, nous avons, en ce qui concerne nos affaires étrangères, de mauvaises habitudes.
> Le Gouvernement garde trop ces affaires-là pour lui... Un pays libre a le droit de savoir dans une mesure très large quelles destinées on lui prépare...
> On parle le moins possible au Parlement des affaires étrangères; on n'en a point la curiosité. Le Gouvernement le sait bien; il donne ses Livres Jaunes quand il lui plaît, et il lui plaît que cela soit le plus tard possible; il y met ce qu'il veut, et il veut y mettre le moins de choses possible...
> Si le Gouvernement, les Chambres et la presse ne renseignent pas le public sur les choses extérieures, comment se formerait-il une opinion publique?...
> (Ernest Lavisse, *le Temps*, 16 février 1898.)

Monsieur le Député,

M. Delcassé, ministre des Affaires étrangères, annonce la publication prochaine d'un second Livre Jaune sur les affaires de Chine.

La Commission du Budget ne voudra-t-elle pas, à cette occasion, rappeler au ministre ses promesses antérieures et obtenir de lui que les Livres Jaunes soient dorénavant mis à la disposition du public à un prix marqué sur la couverture?

Les Livres Jaunes « ne sont point ce qu'un vain peuple pense » : des recueils de documents secrets. Ou alors ce seraient les secrets de Polichinelle : car les ambassades et légations étrangères en sont pourvues; les journaux également; ils sont mis libéralement dans les ministères *(margaritas ante...)* à la disposition du plus mince attaché de cabinet.

Seul l'électeur-contribuable qui s'intéresse aux choses extérieures (c'est une originalité, à coup sûr, mais enfin c'est un droit que vous ne lui contesterez pas) se voit interdire ces sources indispensables d'information,

Lorsqu'il s'agit d'un Livre Jaune d'intérêt médiocre, on se le procure encore assez facilement auprès de certains revendeurs qui achètent aux huissiers des Chambres les exemplaires abandonnés par les membres du Parlement. Toutefois, le marchand taxe l'exemplaire à sa guise et souvent à un prix triple ou quadruple de celui d'un Livre Bleu anglais de volume égal.

Mais le dernier Livre Jaune sur les affaires de Chine a été, lui, absolument introuvable : j'en ai offert vainement jusqu'à 10 francs à mon fournisseur habituel. Sans l'extrême obligeance d'un député de mes amis, qui a bien voulu se priver en ma faveur de son exemplaire personnel, je serais encore aujourd'hui dépourvu de cet utile instrument de travail.

Vous voudrez certainement, Monsieur le Député, contribuer à faire cesser un état de choses aussi déplorable. Il n'est pas admissible que les libres citoyens de la République française soient moins bien traités par leur gouvernement que ne le sont les sujets de S. M. Britannique par le leur. Nos voisins d'outre-Manche ont, en effet, le plus libre accès à toutes leurs publications officielles, autrement nombreuses et intéressantes, soit dit en passant, que les nôtres.

En souhaitant, pour mes compatriotes et pour moi-même, des moyens d'information *et de contrôle* en usage même dans des Etats monarchiques, ce n'est pas une faveur que je sollicite, mais un droit strict que je réclame, en notre double qualité de citoyens et de contribuables.

J'ose espérer qu'il ne nous sera pas plus longtemps refusé.

Veuillez agréer, Monsieur le Député, les assurances de ma haute considération.

Paris, le 25 mai 1901.

Paul Boell,
11, rue Servandoni.

---

## II. — MOUVEMENT POSITIVISTE INDÉPENDANT (1)

Nous empruntons au « *Petit Méridional* » du 21 avril 1901 le compte rendu suivant d'une conférence donnée à Montpellier par le Vénérable de la Loge « La Philosophie positive » :

### MAÇONNERIE, POSITIVISME, SOCIALISME

**Conférence Hubbard à Montpellier.**

Montpellier. — M. Gustave Hubbard, député des Basses-Alpes,

(1) Sous cette *Rubrique* sont désignés les travaux dont les signataires se réclament de la Méthode et de la Philosophie positives, mais dont la teneur fait l'objet des plus expresses réserves de la part de la Direction.

a donné hier soir une conférence à la Salle des Concerts du Théâtre de Montpellier.

La conférence de M. Hubbard a porté sur « la Maçonnerie, le Positivisme, le Socialisme et la convergence et harmonie des efforts réformateurs ».

Cette conférence, organisée sous les auspices des Loges maçonniques de Montpellier, a été présidée par M. Desmons, sénateur du Gard, assisté de MM. Audibert, conseiller général, Vénérable de la loge « les Vrais Fidèles », et Ferdinand Bret, Vénérable de la loge « Egalité-Travail ».

Bien avant l'heure annoncée (8 h. 1/2), la Salle des Concerts était pleine d'auditeurs appartenant aux diverses classes de la société. Deux centaines de dames, au moins, étaient parmi les neuf cents ou mille personnes ayant pris place sur les stalles de la salle, trop petite pour contenir tous les citoyens qui auraient tenu à entendre le conférencier.

Parmi les personnes remarquées dans l'assistance, citons MM. Lafferre et Bénézech, députés de l'Hérault; Pezet, Mas, adjoints au maire de Montpellier; Rouvier, Bertrand, Abbes, conseillers généraux; Carrieu, Chausse, Charmont, Bouffard, Rigal, Planchon, professeurs; Gariel, directeur du *Petit Méridional*; Courthial, Kleinschmidt, Chauliac, Caviale, Boucoiran, conseillers municipaux; Dupontheil, secrétaire général de la préfecture; Arnaud, chef de cabinet du préfet, etc.

M. Audibert ouvre la séance en parlant des raisons qui ont milité en faveur de cette conférence publique et dont la principale est l'intérêt des idées maçonniques qui ne peuvent manquer d'avoir à être répandues.

M. Audibert remercie M. Desmons d'avoir bien voulu accepter la présidence de la conférence.

M. Desmons, sénateur, président du Conseil de l'Ordre du Grand-Orient de France, parlant après M. Audibert, remercie les amis de Montpellier de l'honneur qu'ils lui ont fait en l'invitant à présider une si belle réunion. Il rappelle le souvenir d'une conférence faite par lui, à Montpellier, il y a vingt ans environ, sur « la Femme et le rôle de la Femme ».

Il apporte le salut du département du Gard à celui de l'Hérault, toujours à la tête du mouvement démocratique.

Il apporte aussi le salut du Conseil de l'Ordre, qui a chargé MM. Gariel et Lafferre de le représenter à cette réunion républicaine, et, après avoir signalé, en quelques mots, le but de la Maçonnerie, qui est le triomphe définitif de la République universelle, il présente M. Hubbard, dont il fait l'éloge. Parlant de son rôle durant « l'Affaire », qui, selon lui, appelée à faire beaucoup de mal, a fait, au contraire, beaucoup de bien, en réveillant les idées de justice et de liberté. Il donne ensuite la parole à M. Hubbard, disant que l'on applaudira en lui, non pas seulement un homme, mais encore la République et la liberté.

M. Hubbard commence par faire l'éloge de la cité montpelliéraine, et rappelle le souvenir d'Auguste Comte, pour la statue duquel il a naguère fait voter une part de subvention.

Il commente le talent de l'illustre philosophe positiviste dont l'œuvre a été et sera si féconde, et trace un superbe portrait du plus grand des fils de Montpellier.

Il montrera, tout à l'heure, le lien qui existe entre l'œuvre de ce philosophe et les efforts qui sont faits aujourd'hui par tous ceux que préoccupe le problème social.

M. Hubbard parle ensuite de la femme : « La femme, dit-il, n'est pas l'être léger dont s'occupent complaisamment les romanciers et les auteurs dramatiques ; elle est autre chose, et mieux que cela. »

Puis il entre dans le vif de son sujet, et on comprendra qu'il soit difficile de pouvoir, au courant de la plume, analyser cette magnifique conférence, de reproduire les envolées oratoires, les superbes périodes que les assistants ont applaudies, surtout lorsqu'il a parlé des deux grands courants qui se partagent l'humanité : le courant de ceux qui ne veulent considérer la vie que comme un passage, un couloir étroit et obscur que l'on traverse pour aller vers un au-delà, et le courant de ceux qui, avec Auguste Comte, voient la vie positive telle qu'elle est, et raisonnent sur elle avec le bon sens systématique que préconisait le philosophe.

Çà été une ovation, quand M. Hubbard, terminant cette magnifique comparaison, a constaté que la vie, telle que la science la comprend, est bonne à vivre, car elle est la lutte vers le bien, vers le mieux, vers cet idéal social que veulent réaliser la Maçonnerie, le Positivisme, le Socialisme, qui sont les trois forces harmoniques convergeant vers le même but : celui que la Révolution envisageait, la Révolution, ce résultat logique de l'effort de l'humanité.

Et l'orateur parle successivement de chacune de ces forces, du Positivisme qui doit être, dans ce siècle de lumière, dressé contre l'éclectisme de Cousin, contre le spiritualisme vague et insuffisant ; puis il traite du rôle de la Maçonnerie élevée comme un abri moral en face du cléricalisme, et du Socialisme qui est le coordonnateur des efforts humains, et il conclut en disant : « Il faut être à la fois des Maçons, des Positivistes et des Socialistes, car ces trois doctrines s'aident les unes des autres. »

La loi sur les Associations est un des résultats de l'accord de ces trois forces, dit-il, et il montre la beauté des premiers articles dressés en face du Code pénal qui défendait de s'associer, et les derniers articles qui nous débarrassent des « vieux pans de murs » dans lesquels notre volonté était enserrée, car cette loi est une loi de liberté vraie pour ceux qu'anime l'esprit moderne et veulent le progrès.

M. Hubbard parle du côté, respectable assurément, de l'édifice religieux. Mais on empoisonne l'idéal en mettant un prix aux efforts vers le bien, dit-il, en ne faisant envisager que des peines ou des récompenses futures.

A cette conception, il oppose la conception maçonnique qui est

supérieure et parle du rôle des Loges maçonniques dans l'Histoire. C'est de leur sein qu'ont jailli, en 1789, les mots immortels de : Liberté, Egalité, Fraternité, car ces mots étaient depuis longtemps leur devise.

Le conférencier, tout en rappelant ce rôle des Loges dans l'histoire et la société, fait l'éloge de la liberté de pensée et de discussion qui y règne. Il parle ensuite de l'évolution qui doit avoir lieu dans les Loges comme partout ailleurs.

Le conférencier traite de la nécessité de combattre les théories nationalistes, préconisant le culte de la force brutale et barbare, et il cherche vainement dans le monde chrétien d'aujourd'hui l'homme imbu du véritable esprit de Jésus, protestant contre ce culte et cet emploi de la force primant le droit. Cet esprit de fraternité est, au contraire, dans les Loges. Aussi, il faut que les Maçons aillent au peuple pour remplir leur mandat nécessaire de pacificateurs.

Le conférencier fait ensuite le procès du scepticisme et du doute qui rebutent les cœurs ardents et revient à l'éloge du Positivisme. Il ne faut s'occuper ni du passé, ni de l'avenir également obscurs, mais du présent plein de clarté où nous vivons, dit-il à ce sujet.

Il dit ensuite, dans une belle période, que tous les monuments des cultes, cathédrales, comme dolmens, encore plus que la gloire du Créateur, rappellent, à ses yeux, les larmes inutiles et les efforts vains.

Il parle de l'orgueil des théories subordonnant à l'homme toutes les forces de la nature et du danger des théories punissant l'effort et faisant considérer le premier homme comme déchu, pour avoir vouloir s'instruire.

Il continue ensuite en parlant du lien existant entre la question sociale et la question morale, et des efforts communs qui doivent être faits sur ces deux terrains en commençant par le premier, car il faut résoudre d'abord le problème moral, si l'on veut résoudre le problème social.

Le conférencier indique alors les grandes lignes des divers problèmes sociaux et déclare, à ce sujet, qu'être riche, c'est remplir une fonction publique, et que l'on est responsable de sa richesse vis-à-vis de la société elle-même.

L'orateur dit ensuite quelques mots sur le « Désir du Mieux » qui doit animer tous les cœurs humains. Il rappelle le précepte d'Auguste Comte : « Vivre au grand jour. Vivre pour autrui », démontre la supériorité de cette conception de vue sur celle de la philosophie chrétienne.

Il termine en montrant, dans une période magnifique, la différence qui existe dans les résultats des efforts de l'homme travaillant pour lui seul, selon la méthode chrétienne, et les résultats merveilleux des efforts coordonnés, selon la méthode républicaine.

Une triple salve d'applaudissements enthousiastes salue cette péroraison et l'ensemble de la conférence dont nous n'avons que malaisément pu retracer quelques phrases isolées, tant la chaleur communicative de l'orateur dissolvait nos efforts d'analyse.

La conférence de M. Hubbard a été du reste un de ces morceaux d'éloquence qui se doivent entendre directement, car ils ne se peuvent reproduire de par leurs intensives qualités de fougue et de surabondance d'idées.

« C'est une flamme », disait de cette conférence un des principaux auditeurs. De même que le pinceau d'un peintre n'a jamais pu parvenir à retracer sur la toile mieux qu'un schéma de la flamme véritable, notre plume ne peut présenter à nos lecteurs autre chose que de vagues reflets de cet insaisissable élément.

Les longs applaudissements qui ont salué le conférencier, une fois calmés, M. Desmons s'est levé à nouveau et, constatant la chaleur des ovations, s'est fait avec joie l'interprète des remerciements que contenaient ces applaudissements répétés.

Constatant également à quel point l'orateur venait de remuer tous les cœurs des assistants, il a exprimé l'espoir que chacun emporterait de cette réunion le désir de vivre selon le précepte se dégageant de la conférence : « Ne pas vivre pour soi, mais vivre pour les autres. »

Des applaudissements ont, à nouveau, retenti pour saluer M. Desmons.

Ensuite, tandis que la plupart des personnes présentes allaient féliciter le conférencier, un concert a prolongé encore l'agrément de la réunion qui laissera certainement un inoubliable souvenir dans l'esprit de tous ceux qui ont eu la bonne fortune d'y assister.

---

# BULLETIN D'ANGLETERRE

## I. — LA GUERRE SUD-AFRICAINE

### JUGÉE PAR UN ANGLAIS

**Extrait du « Journal de Caen » du 20 juin 1901.**

*Nous publions ci-dessous un article du « Daily News », traduit à l'intention de nos lecteurs.*

*Comme on le verra, c'est certainement la plus éloquente, la plus admirable protestation qui se soit encore élevée contre la guerre néfaste qui ensanglante le Sud-Africain depuis deux ans.*

*Il y a quelque chose de consolant pour ceux qui croient malgré tout à la « conscience des nations », dans le fait que cette protestation suprême soit précisément l'œuvre d'un Anglais.*

*Je dois ajouter que son auteur, M. Frédéric Harrison, chef de l'Ecole positiviste en Angleterre, dont le nom et les travaux sont bien connus en France, est, avec Ruskin et Mathew Arnold, l'un des représentants les plus illustres de la pensée et de la littérature anglaise contemporaine.*

FRANKLIN-BOUILLON.

***

A Monsieur le Directeur du « Daily News ».

Mes amis me prient de vous écrire au sujet du « Rapport officiel sur l'incendie des fermes boers »; mais consentiriez-vous à publier un article qui traduirait fidèlement tout ce que j'ai ressenti à la lecture de ce document? J'en doute. Quoi qu'il en soit, si vos lecteurs veulent se faire une idée des sentiments de réprobation que ce brutal épisode d'une guerre infâme a soulevés dans nos consciences, je vais exposer, sans réticence, mes vues personnelles et celles de mes amis. Je ne suis ni un « Petit Englander », ni un « cosmopolite »; je suis un Anglais patriote et, à ce titre, 'estime que l'acquisition d'un nouveau Klondike ou d'un nouvel

Ouganda ne saurait rien ajouter à la grandeur de notre pays; je me refuse à sanctionner toutes les folies et tous les crimes que certains démagogues au pouvoir s'efforcent de faire commettre à la nation abusée. Le « Rapport officiel » nous révèle une politique de haine et de cruauté : afin de terroriser et d'anéantir nos vaillants adversaires, nous avons ravagé leur pays — ce pays que nous n'avons pas réussi à conquérir — nous avons détruit les foyers des hommes avec qui nous sommes en guerre, et réduit leurs femmes à la misère.

De pareils faits constituent une violation flagrante des lois que le monde civilisé avait proclamées à la Conférence de la Haye.

C'est une infamie d'avoir recours à de pareils moyens contre d'honorables citoyens qui luttent pour défendre l'existence de leur patrie. Et c'est aussi une faute incalculable de traiter ainsi une nation qu'on se propose d'incorporer à l'Empire — des hommes que nous avions déjà proclamés nos « compatriotes ». En présence de semblables mesures, si méprisables en soi et si abominables par leurs conséquences, on aurait compris que tout soldat, soucieux de sa dignité, refusât de s'associer à cette œuvre de boucherie. Mais nos généraux, au cours de leurs guerres avec les sauvages d'Asie et d'Afrique, ont depuis longtemps pris l'habitude de faire des exécutions en masse et de ravager de vastes étendues de territoire. Ils n'ont jamais eu à combattre des hommes d'origine européenne : ils ont donc accepté la besogne dont on les chargeait. Dans notre pays, il s'est trouvé des ministres pour excuser ces horreurs d'un ton d'indifférence joviale. Ministres et soldats peuvent compter que leurs noms resteront dans l'histoire associés aux noms de ceux qui ordonnèrent et accomplirent les atrocités de la guerre de Trente ans, la dévastation du Palatinat et les dragonnades de Louis XIV.

Il était facile de prévoir les crimes qui allaient se commettre quand nos gouvernants entreprirent « d'un cœur léger » une guerre qui avait pour but d'écraser un des peuples les plus braves, les plus énergiques et les plus indépendants qui soient au monde.

Nos gouvernants nous annonçaient alors d'un ton dégagé « qu'ils ne laisseraient pas la plus petite parcelle d'indépendance » à ces Boers dont le courage et la ténacité sont devenus légendaires et qui, pendant des générations et des générations, ont bravé la mort, la faim et les privations les plus cruelles pour conserver leur liberté — et surtout pour s'affranchir de notre tyrannie détestable.

Quand des imposteurs et des fanfarons nous affirmaient qu'une simple démonstration militaire suffirait pour mettre à la raison cette poignée de fermiers hollandais, et que, si la guerre éclatait, ce serait tout au plus l'affaire de quelques semaines et de quelques millions; quand nos gouvernants engagèrent avec une ignorance si grotesque et avec une arrogance si aveugle cette guerre, une des plus formidables du siècle, la situation était claire. Tous ceux qui connaissaient l'histoire du peuple boer et son tempérament, les difficultés matérielles de l'entreprise, prévirent immédiatement les terribles excès qui allaient se commettre et la honte ineffaçable que ces excès feraient rejaillir sur le nom anglais.

Pour nous comme pour tous ceux qui ont quelque souci de l'honneur national, cette guerre est d'autant plus épouvantable que, par suite de son caractère spécial, des mesures violentes et injustifiables étaient pour ainsi dire nécessaires. Conquérir et annexer deux nobles et vaillantes nations d'origine européenne constitue un attentat contre le droit, sans précédent depuis le partage de la Pologne.

Etant donnés la vaste étendue du pays, les difficultés matérielles de toutes sortes et par-dessus tout le courage indomptable des patriotes boers, la guerre devait être une entreprise féconde en périls. En effet, les Boers appartenaient à la même race que les Afrikanders de notre colonie à nous, ils avaient la même langue, les mêmes traditions, et, par conséquent, la guerre civile et la rébellion devenaient inévitables. Mais cependant quelle humiliation, se disaient nos gens, si nous allions échouer, à la face du monde, après nos rodomontades renouvelées de Don Quichotte. Qu'arriva-t-il? Notre décision fut bientôt prise; nous nous préparâmes à combattre jusqu'au bout, sans nous faire de scrupules sur le choix des moyens; nous écartâmes toute considération de droit, d'humanité et d'honneur. Nos gens maudissent du fond du cœur ce droit international qui les gêne et font des gorges chaudes de cette bouffonnerie qui s'appelle la Conférence de la Haye. Et des femmes qui appartiennent à la classe dirigeante n'ont pas honte de dire : « Encore un peu plus de cruauté, et nous réussirons. » Oui, cette guerre est horrible; elle a introduit la brutalité dans nos mœurs, fait perdre tout sang-froid à nos hommes d'Etat et perverti nos femmes.

Notre pays a été trompé par une habile campagne de calomnies et de mensonges. Cette fameuse « conspiration boer qui avait pour but de nous chasser d'Afrique » est une vulgaire imposture inventée de toutes pièces par les agents de Cecil Rhodes

et propagée en Angleterre par l'homme qui, à Cape-Town, leur servait de docile instrument. La légende qui veut que les Boers aient commencé à s'armer bien avant le raid de Jameson a été reconnue fausse. L'opinion reçue d'après laquelle la guerre était « inévitable » a du vrai; le crucifiement de Jésus était aussi inévitable! Du reste, tout est « inévitable » en ce monde, quand les sots persistent dans leur sottise, et « celui qui est injuste le sera toujours ». Oui, la guerre était inévitable, si l'on entend par là que certains hommes, pour arriver à leurs fins, étaient résolus à verser le sang et à semer la ruine autour d'eux.

Prétendre que la guerre seule pouvait décider « qui, des Anglais ou des Boers, ferait la loi en Afrique » revient à dire que les Anglais s'étaient depuis longtemps proposés d'exterminer les Boers. Tout cela n'était qu'un vain prétexte pour légitimer une guerre de conquête. Au nom de quelle loi divine ou humaine fallait-il « inévitablement » que l'Anglais fût le maître dans toute l'Afrique du Sud ?

En somme, les Hollandais constituaient la majorité dans ce pays dont ils étaient les premiers occupants; ils étaient les seuls qui pussent vivre dans le veldt; ils étaient Afrikanders; nés dans le pays, ils y avaient été élevés. Ce n'étaient pas des émigrants, des prospecteurs de passage ou des brasseurs d'affaires venus pour s'enrichir. Pourquoi est-ce en vertu d'une « loi naturelle » que ces derniers doivent commander à la population afrikander?

Prise dans son origine, la guerre ressemble à cette vieille lutte pour la « prééminence » — en Irlande aussi, la fraction protestante prétend faire la loi à la race catholique issue du sol. Les Orangistes, qui sont Anglais, de par leur origine et leurs intérêts, demandent à l'Angleterre de leur prêter l'appui de ses forces pour qu'ils puissent imposer leur domination à la majorité irlandaise. Ils se considèrent du reste comme l'avant-garde des conquérants anglais. On sait ce que cette funeste prétention coûte à l'Angleterre et à l'Irlande depuis des siècles.

Dans l'Afrique du Sud, le même conflit se poursuit depuis cent ans et revêt un caractère encore plus passionné. En Afrique, la majorité issue du sol n'appartient pas seulement à une religion et à une race différente de la nôtre, mais encore ses lois ancestrales, ses coutumes, son genre de vie, ses longues traditions d'indépendance, tout enfin a creusé un abîme entre elle et nous. Pour les raisons que nous venons d'indiquer, vouloir soumettre le peuple boer est une entreprise encore plus insensée que celle qui consiste à vouloir soumettre la population catholique d'Irlande.

***

Et pourtant, malgré tout, les aventuriers anglais de l'Afrique du Sud réussirent à faire commettre à nos gouvernants cette folie incommensurable, ce crime odieux. Ils créèrent dans le monde politique une agitation factice, savamment entretenue à l'aide de pots-de-vin distribués aux hommes influents; ils achetèrent la presse africaine et la presse anglaise; ils surent déchaîner à travers le pays un torrent de calomnies et de fausses nouvelles à sensation; ils organisèrent cet acte de piraterie, le raid de Jameson; ils eurent recours à l'intimidation et au chantage, et enfin, du représentant de la couronne ils firent leur créature.

Ce gouverneur responsable d'une colonie autonome s'abaissa à jouer un rôle indigne, à faire comme ces lords qui acceptent la présidence d'une société financière véreuse. Sa conduite fut celle d'un vice-roi d'Irlande qui consentirait à devenir le chef de la faction orangiste et encouragerait les insultes, les calomnies et les attaques des Orangistes contre leurs compatriotes, les Irlandais catholiques; ce gouverneur s'employa à faire naître une guerre civile. Il proféra de froides insultes de rhéteur contre le gouvernement avec lequel il était chargé de négocier; il diffama les ministres constitutionnels que son devoir était de consulter; afin d'égarer et d'irriter l'opinion publique en Angleterre, il eut recours à tous les artifices de langage que pouvait lui suggérer son expérience d'ancien journaliste; il voulut ignorer, jusqu'au bout, l'esprit des populations dont il était gouverneur; il trompa ses chefs en leur faisant de faux rapports sur les dangers de la situation et les moyens d'y remédier. Et quand il vit que le conflit, dont il était l'auteur, était susceptible d'une solution pacifique, il fit tout au monde pour rendre cette solution pacifique impossible et pour déchaîner une guerre.

***

La guerre fut donc la conséquence forcée de sa politique; et c'est une manœuvre électorale de prétendre que les Boers ont attaqué les premiers. Lorsqu'ils virent que l'Empire britannique avait pris les armes, quand ils eurent entendu les menaces à peine déguisées contenues dans les dépêches officielles, ils envahirent Natal. Ce ne fut, de leur part, qu'un simple mouvement stratégique; ils ont fait comme l'homme qui, se voyant menacé par une bande de rôdeurs armés, porterait le premier coup pour défendre sa vie.

Cette guerre sauvage et dévastatrice se poursuit depuis près de

vingt mois, sans autre résultat appréciable que le massacre de plusieurs milliers d'hommes, le gaspillage de quatre milliards, la ruine, le pillage d'un pays que nous appelons (ô ironie!) « une des possessions de l'Empire britannique » — ajoutez à tout cela la haine implacable enfoncée au cœur de ces hommes qui n'oublient rien et que nous traitons de « compatriotes » !

Et c'est alors qu'on vient nous demander de nous associer au prétendu triomphe de l'homme qui est l'auteur responsable de cette ignominie et de tout ce désordre, de cette anarchie effroyable, source éternelle de conflits et de luttes futures!

Cet homme qui est certainement le plus grand ennemi de sa patrie, cet homme qui a causé des malheurs sans nombre et plongé sa colonie dans un abîme de maux, on l'invite à venir recevoir les honneurs dus à un soldat victorieux! Gardons-nous bien de nous associer à cette répugnante comédie électorale, qui rappelle la réclame tapageuse que certains négociants font au profit de leur thé, de leurs vins ou de leur savon « sans rival ».

Ce n'est pas assez de nous avoir ruinés, humiliés, de nous avoir rendus odieux aux autres nations, il faut encore que nos gouvernants fassent de nous la risée de l'univers.

Ce puffisme politique aura vite fait de nous un peuple de brutes. Les orgies dégoûtantes et les mascarades grotesques qui ont suivi la délivrance de Mafeking étaient favorisées, payées par des politiciens et des brasseurs d'affaires en quête de réclame; les prêtres de cette Eglise, qui nous assurent « que Dieu seul a voulu la guerre », les ont bénies. Des soldats qui ont violé le droit des gens et fait de leurs prétendues conquêtes une scène de désordre et de confusion, sillonnée en tous sens par des combats incessants et stériles, ces soldats, à leur retour, on les acclame comme s'ils avaient sauvé la patrie. Des généraux qui ont subi des défaites humiliantes et se sont attiré les railleries du monde civilisé s'en viennent pérorer aux ventes de bienfaisance et aux garden-parties, et se posent en héros, en hommes de guerre prédestinés.

Nul ne conteste l'admirable courage dont nos officiers, nos soldats et la nation elle-même ont fait preuve; autant que personne, je rends hommage à la patience, à la ténacité et au sang-froid de tous ceux qui ont été au péril pendant cette longue et cruelle épreuve.

Mais de là à chanter les louanges de ceux qui, en somme, ont fait leur devoir comme les soldats anglais l'ont toujours fait; de là à faire tout ce bruit à propos d'une campagne qui, étant données l'infériorité numérique de l'ennemi et ses ressources limitées,

n'est qu'une longue suite d'à-coups, de surprises désagréables, de désastres et d' « incidents regrettables » (jamais, dans toute notre histoire militaire, autant de soldats anglais n'avaient été faits prisonniers) — je le dis hautement, une vantardise aussi ridicule convient plutôt à des voyous en veine de « Mafekinades » qu'à la nation qui défit Napoléon et sauva l'Europe.

Je ne puis contenir mon indignation à la vue de ces Bardolphs dont les orgies dégoûtantes sont soigneusement organisées par des politiciens préoccupés de leurs intérêts électoraux.

Certes, nos soldats sont braves, résolus, énergiques. Mais alors que dirons-nous de ces fermiers hollandais, jeunes gens ou vieillards, qui ont servi sous les ordres de Cronje ou de De Wet? Est-ce que lord Kitchener n'a pas massacré, dans l'Afrique du Nord et dans l'Afrique du Sud, des hommes aussi braves que ceux dont il est le chef? Personne, encore une fois, ne conteste que la bravoure de nos soldats ne soit digne d'éloges. Mais pourquoi faut-il qu'au cours de cette sanglante guerre, nos éloges et notre admiration ne soient allés qu'à nos seuls soldats? Ce qui dégoûte le plus les hommes de bon sens, c'est d'entendre les clameurs enthousiastes d'une foule vulgaire qui semble s'extasier sur les fautes et les désastres qui ont ébranlé notre prestige!

On croirait vraiment qu'il suffit à un gouverneur de plonger sa province dans une ruine irréparable en provoquant la guerre civile, en rendant l'apaisement impossible pour plus d'une génération, pour être reçu à Londres avec des honneurs que nos pères accordaient à un Clive et à un Lawrence. Un général n'a qu'à « tomber dans un traquenard », à perdre ses canons, à faire décimer ses brigades : il passe immédiatement pour l'émule de Nelson ou de Wellington.

***

« La guerre est finie », telle est la nouvelle que nos généraux, nos ministres et les amis qu'ils comptent dans la presse veulent bien nous annoncer officiellement toutes les semaines. Cet impudent mensonge ne laisse pas de nous causer quelque appréhension : c'est peut-être le prélude d'une nouvelle politique de fureur et de cruauté. Eh bien, non, tout n'est pas « fini » ; et d'abord, nous n'en avons pas « fini » nous-mêmes avec le coup terrible que cette guerre a porté à notre empire, avec l'anarchie et le désordre qu'elle a causé dans toute l'Afrique du Sud; nous n'en avons pas « fini » avec le poison qu'elle a infusé dans l'opinion publique, avec la honte dont notre pays s'est couvert en présence du monde civilisé.

**Il y a aussi une chose qui, elle non plus, n'est pas « finie ». Et c'est l'indépendance des deux Républiques boers qui ne périra pas, qui, je le souhaite en Anglais patriote, ne périra jamais.**

**Frédéric HARRISON.**

---

## II. — COMITÉ POSITIVISTE ANGLAIS

(**NEWTON-HALL, FLEUR DE LIS COURT, FETTER LANE, E. C. LONDON**).

---

### RAPPORT DE L'ANNÉE 1900-112.

**I. — Les principales commémorations de l'année ont été :**

**1er janv. — *La fête de l'Humanité* : M. Frédéric HARRISON.**
**8 avril. — *Le Sacrement de la Présentation* : M. Frédéric HARRISON.**
**5 sept. — *L'Anniversaire d'Auguste Comte* : M. Frédéric HARRISON.**
**31 déc. — *La fête des Morts* : M. Frédéric HARRISON.**

Les réunions et les conférences du dimanche ont continué à avoir lieu dans l'ordre suivant :

Janvier. — *Le Dix-Neuvième siècle* : M. S.-H. SWINNY.
- 7 janv. — *Ses Caractères généraux.*
- 13 janv. — *Ses Progrès scientifiques.*
- 21 janv. — *L'Evolution philosophique et religieuse.*
- 28 janv. — *Les Mouvements politiques et sociaux.*

4 fév. — *Les Républiques boërs* : M. Frédéric HARRISON.
11 fév. — *William Morris et ses travaux sur l'architecture et les arts domestiques* : Le Juge VERNON LUSHINGTON, K. C.
18 fév. — *Sir Philip Sidney* : M. WARWICK DRAPER.
25 fév. — *Le Gouvernement des morts sur les vivants* : M. R.-G. HEMBER.

Mars. — *Idéal national* : M. F.-S. MARVIN.
- 4 mars. — *Le Patriotisme.*
- 11 mars. — *La Grèce, Rome, l'Eglise.*
- 18 mars. — *L'Occident de l'Europe.*
- 25 mars. — *L'Angleterre, les Anglo-Saxons.*

1er avril. — *La Réalité de l'Humanité* : M. H. Gordon JONES.
7, 14, 21, 28 oct. — *Histoire de l'Europe de 1648 à 1815* : Professeur BEESLY.
4 nov. — *Le cinquième Centenaire de Chaucer* (d. 1400) : M. VERNON LUSHINGTON.
11, 18, 25 nov., 2, 9, 16 déc. — *Les Devoirs des citoyens et les principes de la vie publique* : M. Frédéric HARRISON.

II. — Pendant la saison d'été, des pèlerinages ont été organisés pour visiter divers lieux historiques, au cours desquels des discours ont été prononcés :

27 mai. — Le British Muséum, *l'Art ancien* : M. Frédéric Harrison.
10 juin. — La National Gallery, *la Peinture vénitienne* : M. Vernon Lushington, K. C.
24 juin. — Great Hampden, *John Hampden* : M. S.-H. Swinny.
15 juil. — Greenwich, Lee et Eltham : M. F.-S. Marvin.
1er sept. — L'abbaye de Westminster : M. S.-H. Swinny.
2 sept. — Paris (commémoration pour la statue d'Auguste Comte) : Dr Bridges.

III. — La Société Positiviste s'est réunie le dernier vendredi de chaque mois, sauf celui de décembre, sous la présidence du professeur Beesly. Les sujets y ont été discutés dans l'ordre suivant :

26 janv. — *Les progrès récents du parti socialiste* : M. Descours.
23 fév. — *Les fraudes de l'Afrique du Sud* : M. S.-H. Swinny.
30 mars. — *La Chine* : Dr Bridges.
27 avril. — *L'avenir des petits Etats* : M. Howard Fletcher.
25 mai. — *Les meetings publics* : M. Beesly.
29 juin. — *Les Etats-Unis comme nation* : M. Beesly.
27 juil. — *L'état du Parti libéral* : M. Beesly.
31 août. — *L'Afrique du Sud et la Chine* : M. Beesly.
28 sept. — *Projets politiques en Belgique* : M. Descours.
26 oct. — *Le Positivisme et les Sociétés éthiques* : M. F.-S. Marvin.
30 nov. — *L'organisation positiviste* : Dr Bridges.
28 déc. — Pas de réunion.

IV. — Le dimanche 8 avril, le *Sacrement de la Présentation* a été conféré à neuf enfants, dont les parents et parrains se sont respectivement engagés à les élever dans la pratique de leurs devoirs religieux et sociaux. Les enfants à qui ce sacrement a été conféré sont les suivants : la fille et le fils de Hugo et Myra Wiskemann ; le fils et la fille de Wilfrid Percy et Hannah Moore ; le fils et les deux filles de John et Florence Ethel Butchart, et le fils et la fille d'Ebenezer et Ellen Isabella Larkin.

Le chœur était dirigé, en cette occasion, par M. T.-H. Frood.

V. — Le dimanche 2 septembre, eut lieu à Paris, dans l'hôtel des Sociétés savantes, une cérémonie pour préluder à l'inauguration de la statue d'Auguste Comte ; des discours furent prononcés par des représentants de la France, de l'Angleterre, de la Belgique, de l'Allemagne, de la Russie, de la Pologne, du Mexique, de la Turquie et du Brésil. Le Comité positiviste anglais était représenté par le Dr Bridges, dont le discours a été publié dans la *Positivist Review* du mois d'octobre.

La statue du fondateur de la Religion de l'Humanité ne sera définitivement érigée que l'été prochain. Le Comité sera heureux de recevoir des souscriptions pour terminer cette œuvre, à laquelle déjà plus d'un millier de personnes de tous les points de l'ancien et du nouveau continent ont contribué.

VI. — Des réunions avec thé et musique ont eu lieu le deuxième lundi de chaque mois (sauf pendant l'été). Le dimanche 23 décembre, des invitations furent envoyées à six Sociétés éthiques qui acceptèrent; il s'éleva alors une discussion sur la possibilité d'une coopération entre les sociétés positivistes et éthiques. M. Frédéric Harrison présidait; il ouvrit la séance et résuma les débats.

Le lundi 31 décembre, l'habituelle commémoration du Jour des Morts eut lieu, le discours fut prononcé par M. Frédéric Harrison et le chœur fut dirigé par M. Herbert Swain, qui tenait l'orgue.

VII. — La Société des Jeunes Gens de Newton-Hall a maintenu ses travaux avec efficacité pendant toute l'année; le compte rendu en est paru dans le rapport annuel signé par son président, M. S.-H. Swinny. Cette société a tenu plusieurs réunions et a fait plusieurs visites aux lieux historiques. La bibliothèque a reçu plusieurs dons de livres, mais elle a encore besoin d'autres donations.

La Société des Dames a aussi tenu ses réunions ordinaires. Des soirées ont eu lieu; des débats, des réunions musicales, des bals mensuels ont été organisés, et il a même été possible de procurer à certains membres une semaine de repos au bord de la mer.

VIII. — La Société a perdu un de ses membres les plus anciens et les plus actifs, le Dr Joseph Kaines, qui est mort à son domicile de Worthing, le 13 février. Il fut pendant de longues années le président du North London Group, qu'il avait fondé et qui ne cessa jamais d'être en constante relation avec notre Société. Ce fut lui qui offrit à la bibliothèque de Newton-Hall presque toutes les œuvres positivistes. Son convoi fut conduit par M. Frédéric Harrison.

Le Dr Thomas Fitz-Patrick, M. D., qui a fait plusieurs conférences sur la *physiologie*, la *santé*, et sur le *centenaire de John Hunter*, est mort au mois de juin et a été enterré à Woking.

Nous avons également, avec regret, à rappeler la mort de M. Thomas Sulman, qui est mort le 21 novembre.

IX. — On peut se procurer les publications positivistes chez M. W. Reves, 83, Charing Cross Road, W. C., qui tient gratuitement le catalogue de ces œuvres à la disposition du public.

La *Revue Occidentale*, éditée par M. Pierre Laffitte, paraît tous les deux mois à Paris. L'abonnement annuel pour les six numéros, franco de port, est de 17 sh. 6 d., qui pourront être adressés au Dr C.-G. Higginson, Poor Law Infirmary, Birmingham.

La *Positivist Review*, éditée par le professeur Beesly, a apparu le 1er janvier 1893; depuis, elle a paru tous les mois au prix de 3 d.; les douze numéros de l'année, franco de port, sont au prix de 3 sh. 6 d. L'actuel éditeur est M. W. Reevews, 83, Charing Cross Road, W. C., chez qui on peut obtenir les tomes V, VI, VII, VIII.

X. — Nous donnons ci-dessous la balance des recettes et des dépenses. Le fonds anglais sert aux dépenses de réparations et d'entretien de Newton-Hall. Les cours et les conférences qui y sont faits sont gratuits, autant pour les auditeurs que pour les conférenciers.

**Les dépenses du chœur et de l'orgue sont défrayées par une contribution spéciale.**

**Le fonds parisien est transmis directement au trésorier de Paris, pour l'entretien de l'appartement et de la bibliothèque de Comte, et aussi pour le subside de M. Pierre Laffitte, le directeur du Positivisme, à Paris.**

**XI. — Les publications de l'année ont été :**

***La Clôture du siècle*, M. Frédéric Harrison.**

***Le vrai et le faux Catholicisme*, M. Frédéric Harrison.**

**Elles ont paru d'abord comme suppléments de la *Positivist Review* (février et octobre).**

**XII. — Le fonds typographique est réservé à l'impression et à la publication, ainsi qu'à la distribution des œuvres de Comte en anglais, et aussi pour d'autres publications positivistes. Tous les profits venant des publications du Comité vont au fonds de publicité pour étendre la propagande. Le trésorier de tous ces fonds est Edward Spencer Beesly, 53, Warrington Crescent, W., à qui les contributions peuvent être envoyées par chèque ou mandat postal, à la *London et Westminster Bank*. La Bibliothèque positiviste est maintenant ouverte et on peut s'adresser à M. Hember pour consulter ou emprunter les volumes.**

XIII. — C'est un des principes fondamentaux de la propagande positiviste de donner gratuitement l'enseignement religieux et scientifique, d'offrir sans condition notre système d'éducation à quiconque veut l'accepter, et de substituer les mobiles sociaux aux mobiles personnels dans tout le domaine de l'éducation. Mais cela ne peut être obtenu sans l'aide des personnes qui acceptent ces principes. Aussi le Comité, faisant appel à tous ceux qui s'intéressent à l'éducation populaire, reposant sur une base sociale, leur demande-t-il de l'aider autant qu'il est en leur pouvoir.

Le Comité :

Frédéric Harrison, *Président*. — Dr J.-H. Bridges. — E.-S. Beesly, *Trésorier*. — C.-G. Higginson. — S.-H. Swinny. — F.-S. Marvin. — R.-G. Hember, *Secrétaire hon.*

Newton-Hall, Fetter Lane, E.-C., 28 janvier 1901 (28 Moïse 113).

---

FONDS ANGLAIS.

*Recettes :*

| | L. | s. | d. |
|---|---|---|---|
| Rente | 40 | 0 | 0 |
| Intérêts du legs de M. Morison | 14 | 18 | 4 |
| Souscriptions (63) | 149 | 10 | 0 |
| Contributions en caisse | 6 | 11 | 5 |
| | 210 | 19 | 9 |
| Déficit de 1900 | 29 | 3 | 7 |
| | 240 | 3 | 4 |

*Dépenses :*

| | L. | s. | d. |
|---|---|---|---|
| Loyer (moins les impôts) | 114 | 10 | 0 |
| Assurance | 2 | 10 | 0 |
| Impôts | 36 | 1 | 3 |
| Gaz | 8 | 0 | 8 |
| Charbon | 2 | 15 | 3 |
| Eau | 3 | 0 | 0 |
| Annonces | 5 | 1 | 3 |
| Impressions | 4 | 12 | 0 |
| Dépenses du secrétaire, affranchissements, papeterie, etc. | 1 | 19 | 6 |
| Garde et entretien | 36 | 8 | 0 |
| Dépenses musicales | 6 | 0 | 0 |
| Réparations, nettoyage des fenêtres | 10 | 14 | 0 |
| Frais divers | 3 | 13 | 2 |
| | 235 | 5 | 4 |
| Déficit de 1899 | 4 | 18 | 3 |
| | 240 | 3 | 4 |

FONDS CENTRAL DE PARIS.

*Recettes :*

| | L. | s. | d. |
|---|---|---|---|
| Souscriptions (48) | 115 | 10 | 6 |

*Dépenses :*

| | | | |
|---|---|---|---|
| Transmis au trésorier de Paris | 115 | 10 | 6 |

FONDS TYPOGRAPHIQUE.

*Recettes :*

| | L. | s. | d. |
|---|---|---|---|
| Inventaire de 1899 | 93 | 17 | 2 |
| Ventes dans le Hall | 13 | 8 | 11 |
| — chez les libraires | 5 | 6 | 9 |
| | 112 | 12 | 10 |

*Dépenses :*

| | L. | s. | d. |
|---|---|---|---|
| Impressions | 9 | 3 | 10 |
| Achats (pour revendre) | 7 | 3 | 2 |
| Annonces | 1 | 0 | 0 |
| Commission aux libraires | 2 | 4 | 6 |
| | 19 | 11 | 16 |
| En caisse | 93 | 1 | 4 |
| | 112 | 12 | 10 |

E.-S. Beesly, *trésorier.*

Examiné et trouvé conforme :

S.-H. Swinny.

(*Traduit de l'anglais par* Mlles Sim.)

La livre sterling = 25 francs.

# LE POSITIVISME AU MEXIQUE

principalement

*pendant les années 1898, 1899 et 1900.*

(*Suite et fin.*)

## IV

C'est en 1899 que nos confrères mexicains ont donné à la commémoration du Dr Gabino Barreda son organisation définitive. En France, les positivistes célèbrent à la fois la date de naissance d'Auguste Comte et celle de sa mort; mais cette dernière fête a toujours été la plus importante, non seulement parce que le mois correspondant permettait plus facilement l'assistance des coreligionnaires du dehors, tant provinciaux qu'occidentaux, mais surtout parce qu'elle est la première en date et qu'elle est d'institution normale. Au Mexique, bien que l'anniversaire de la mort du Dr Barreda ait été célébré à sept reprises jusqu'en 1898, c'est le jour de sa naissance, le 19 février, qui a été fêté en premier lieu et du vivant même du Maître, dans des manifestations dont un grand nombre de témoins vivent encore; c'est pourquoi ses disciples ont fixé à cette dernière date sa principale commémoration en la complétant par un pèlerinage au *Pantéon* de Dolorès le 10 mars, anniversaire de sa mort.

Le 19 février 1899 eut lieu, en conséquence, la fête de Gabino Barreda chez le Dr P. Parra. Après lecture du discours prononcé par celui-ci, vingt et un ans auparavant, en l'honneur du fondateur de l'Ecole préparatoire, et d'une poésie composée par un ancien élève de cette école, M. Juan de Dios-Peza, en mémoire de son illustre Maître, M. Agustin Aragon prit la parole pour

rappeler les antécédents de la fête du 19 février et rendre hommage à la grandeur morale de celui qui en est l'objet (1) :

« Nous célébrons, dit-il, l'anniversaire de cet heureux jour d'une manière intime, en famille, ce qui donne à cette réunion un caractère de simplicité aussi bien que de véritable cordialité, car les personnes réunies ici représentent les nombreux Mexicains qui chérissent la mémoire de Barreda. Elle nous permet, à nous ses petits-fils intellectuels, de prendre part, d'une manière active, à ces commémorations publiques de la vie de celui qui, par sa sagesse et son dévouement, associés à une rare prudence, a rendu d'inoubliables services à sa patrie; de celui qui a été pour nous tous, qui avons puisé aux sources pures et intarissables de son fécond enseignement, un élément important de bonheur personnel et social. C'est pourquoi, nous ses disciples, nous transformerons cette célébration annuelle en une fête perpétuelle en son honneur.

« Tant que M. Barreda dirigea l'Ecole préparatoire [1868-1878], les bons fils du Collège historique de San Ildefonso célébrèrent, avec un véritable enthousiasme et pleins d'amour filial, la fête du Maître. Ce qu'étaient les manifestations organisées par cette jeunesse studieuse, où s'épanchaient à profusion les plus nobles affections, vous l'avez vu par la lecture du charmant et profond discours que M. Parra adressait à son Maître, dans la dernière fête qui lui a été donnée comme directeur de l'école qu'il avait créée. Avec quelle joie la jeunesse attendait l'arrivée du 19 février! Ce jour-là, Barreda, renonçant aux joies intimes de la famille, se donnait tout entier à sa très nombreuse famille intellectuelle, et, assis à la table commune où, à titre exceptionnel, le vin et le café venaient compléter le menu, aux toasts émus de ses élèves, leur bien-aimé père spirituel répondait, les yeux remplis de larmes, en prenant un sujet moral pour thème de son improvisation, toujours belle, toujours noble, toujours tendre. . . . .

« Ce grand citoyen, cet apôtre courageux, n'était point de ces réformateurs qui préparent des disciples et se montrent, par la suite, jaloux de leurs succès. Bien au contraire, le triomphe des idées qu'il leur avait inculquées, réalisé par eux, le réjouissait bien plus que s'il lui eût été dû, et toute initiative des fils de San Ildefonso, qui trahissait l'élévation de leurs vues, éveillait chez lui les plus douces émotions. Aussi, de tous leurs actes, il en est peu qui aient provoqué chez Barreda un enthousiasme plus sincère et plus profond que la démarche que firent les étudiants, lors du mouvement révolutionnaire de 1875, pour la création d'un enseignement indépendant de l'Etat. Réaliser cette aspiration devint le couronnement de la vie de notre Maître, et, sans sa mort prématurée,

(1) *El Universal* de Mexico, numéro du 23 février 1899.

nous n'en doutons pas, elle serait devenue une réalité sous son habile direction. Il voyait dans l'atteinte de ce noble but le moyen le plus direct et le plus sûr d'ennoblir l'enseignement, tout en lui assurant la plus complète indépendance, matérielle, philosophique et sociale, indépendance sans laquelle la fonction spirituelle du Maître ne peut produire tous ses fruits. Ne perdons donc jamais de vue l'aspiration des étudiants de 1875, ne dût-elle être considérée que comme une utopie; car, lors même que nous ne parviendrions pas à la faire passer dans la réalité, elle serait nécessaire à l'idéalisation de notre action sociale. »

Après avoir cité le témoignage de ses maîtres, MM. Porfirio Parra et Miguel S. Macedo, auxquels il doit d'avoir connu la profondeur intellectuelle et les beautés morales des enseignements du Dr Barreda; après avoir dépeint le charme et la solidité des liens d'amitié que celui-ci sut former entre les Préparatoriens et dont la tradition s'est conservée, M. Agustin Aragon, pour montrer par un exemple ce que valaient les accusations des ennemis irréconciliables de la Préparatoire, dont ils qualifiaient le directeur de « corrupteur de la jeunesse », continue en ces termes :

« Au point de vue des résultats moraux, il n'y a rien qui puisse mieux caractériser l'œuvre de Barreda que la note que j'emprunte au consciencieux compte rendu fait par l'inoubliable M. Luis Velasquez, le 5 février 1872, à la distribution des prix aux élèves des Ecoles nationales. Faisant allusion à la Préparatoire et aux conférences publiques, libres et entièrement gratuites, données dans cette école par son directeur, avec le concours du respectable M. Manuel Contreras et du vertueux Rio de la Loza, M. Velasquez s'exprimait ainsi :

« Permettez-moi d'attirer l'attention sur un fait qui donne l'idée « la plus haute du degré de moralité atteint par cet établissement « dans son régime intérieur, et qui, à l'occasion de ces leçons, a « été rendu manifeste sous une forme qui, pour être indirecte, n'en « est pas moins éloquente. J'ai dit qu'un très grand nombre de « dames de tout âge ont assidûment suivi ces leçons; elles ont dû, « par conséquent, parcourir l'établissement en tous sens, et à plu- « sieurs reprises, pour se rendre du local où elles venaient d'entendre « une leçon dans celui où devait se donner la leçon suivante, et « malgré cela, elles n'ont jamais eu le moindre motif de se plaindre « des nombreux élèves de l'école; ni leurs yeux, ni leurs oreilles « n'eurent à souffrir de la plus légère offense. Aux recteurs des « collèges de nos pères, qui redoutaient le beau sexe plus encore « que la peste, ce fait aurait semblé un résultat impossible à at- « teindre malgré le rigoureux système de répression dont ils dis- « posaient. »

« Le créateur de l'Ecole préparatoire, par le but social élevé qu'il lui avait donné et les féconds résultats à la fois intellectuels et

moraux qu'elle avait produits, devait nécessairement être en butte aux attaques d'esprits plus brillants que profonds, et de littérateurs insuffisamment préparés pour aborder les spéculations scientifiques. Les détracteurs du colosse ont toujours opposé, à la philosophie scientifique et à la morale altruiste qu'il prêcha et pratiqua, une métaphysique qui les a déséquilibrés pour toute leur vie, et avec laquelle ils ont tenté de troubler les jeunes intelligences! Et quelle métaphysique, Messieurs! Ce n'est pas même cette philosophie vigoureuse, à la dialectique rigoureuse et aux tendances d'abord progressistes, instituée par l'illustre Descartes; non! c'est la métaphysique creuse, dépourvue de substance, la logomachie incompréhensible et rétrograde de Krause. Ses sectateurs, ennemis du Dr Barreda et de ses idées, nous semblent plus aptes à conquérir une place au Paradis qu'à gouverner le monde et à diriger les affaires terrestres, car, selon l'expression d'un vigoureux écrivain, mon ami Telesforo Garcia, ils vont répétant avec plus de piété que d'intelligence des formules qu'ils sont incapables d'examiner. On remarque d'ailleurs chez tous ces adversaires une exubérance de vanité particulière aux impuissants, qui, faute de productions personnelles, imitent servilement les hommes supérieurs dont ils s'attribuent les mérites; tout comme les disciples de Platon qui, pour ressembler à leur maître, se contentaient de porter les épaules hautes comme lui, au lieu d'enfanter d'aussi beaux ouvrages que les siens. En dépit de nos adversaires, en dépit des envieux qui jalousent la gloire durable et grandissante de Barreda, c'est lui, notre Maître, qui est généralement regardé au Mexique comme le véritable foyer des idées et des méthodes nouvelles, d'où est né de nos jours ce courant intellectuel qui embrasse tout le territoire avec autant de puissance que de profondeur...

« L'histoire nous présente divers exemples remarquables de l'évolution des idées : un philosophe établit les principes, pose les fondements; un groupe de disciples, intelligents, instruits, dévoués, les applique et les développe; et, au bout d'un laps de temps plus ou moins considérable, le public se trouve transformé. Ne désespérons donc jamais, Messieurs; soyons aussi patients qu'actifs, et puisque nous sommes certains de la nécessité de la vérité et de son triomphe final, ne cessons jamais de la propager; soyons dévoués jusqu'au sacrifice, à l'exemple de notre Maître immortel Gabino Barreda et de tous nos illustres prédécesseurs. »

Le 10 mars 1899, la presse reproduisait l'allocution de M. Porfirio Parra du 19 février 1878, et un article de M. Aragon justifiant la qualification communément liée au nom du philosophe mexicain : « La fondation du premier établissement scientifique du Mexique; l'application à tous les ordres de questions des doctrines du grand philosophe français, Auguste Comte; l'intro-

duction dans sa patrie des idées de salut, voilà ce qui a mérité à M. Barreda le surnom de grand (1). » Ce même jour avait lieu le pèlerinage habituel au cimetière de Dolorès. M. Agustin Aragon prononça le discours, et une vaillante poésie fut dite par son auteur, l'avocat Juan-N. Cordero; selon l'usage, des couronnes de fleurs furent déposées sur la tombe du Maître.

Un mois ne s'était pas écoulé que M. Agustin Aragon prenait de nouveau la parole devant cette même tombe qui venait de se rouvrir pour Mme Barreda, née Adèle Diaz Covarrubias, dont la mort inattendue (4 avril 1899) vint attrister les nombreux amis et admirateurs du grand homme dont elle portait le nom.

La deuxième célébration mexicaine de la mort d'Auguste Comte a eu lieu, le 5 septembre 1899, chez le Dr Parra. Lecture y fut donnée de l'article publié, le 19 juin 1858, par le Dr Hamilton dans le *Chamber's Journal* de Dublin, sous ce titre : *Mes Souvenirs personnels d'Auguste Comte;* puis M. Geronimo Lopez de Llergo, ingénieur, prononça le discours commémoratif, consacré à l'exposition de la vie et de l'œuvre du philosophe (2) :

« Ce qui nous réunit ici, dit-il, c'est la reconnaissance qu'inspirent tous les bienfaiteurs qui nous ont fait participer à ce qui constitue le meilleur patrimoine de l'Humanité. Pour louer dignement Auguste Comte, il faudrait être plus autorisé que je ne le suis; mais, sans être un positiviste orthodoxe, je puis dire que, mentalement, comme tous ceux de ma génération, j'ai vécu dans la sphère d'influence de la doctrine d'Auguste Comte. »

En décrivant l'essor du Penseur né à la vie de l'esprit sous le régime impérial, dont il ne subit jamais le prestige, M. de Llergo rappelle avec émotion, comme indice de sa précoce énergie et de sa droiture civique, les vœux qu'il formula, dans son enfance, pour l'indépendance du peuple espagnol; il nous le montre ensuite sous l'impulsion de la philosophie du XVIIIe siècle et de la Révolution française, écrivant à vingt-quatre ans son programme de *Politique positive*, où il pose les fondements et le but de ses travaux : Remplacer par une morale scientifique la morale théologique et sa sanction surnaturelle. Quelque audacieux que fût ce programme,

(1) *El Imparcial*, nº du 10 mars 1899. — I. *Gabino Barreda* (19 février 1824-10 mars 1881), par Agustin Aragon. — II. *Discurso* pronunciado por il Sr Dr D. Porfirio Parra, a nombre de la « Associacion Metodofila » en la festa organizada por la Escuola Preparatoria, la noche del 19 de Febrero de 1878.

(2) *El Universal*, nos des 8, 12 et 13 septembre 1899.

il n'était que l'aboutissant de l'éternel problème, et la dernière phase du conflit perpétuel, dont l'histoire est remplie, entre les vérités démontrées et les religions révélées, entre la Science et la Théologie. La découverte de la loi des trois états donnait la clé de ce conflit, en même temps qu'elle en fixait le terme. Ainsi armé, Auguste Comte détermina le champ des investigations accessibles à l'esprit humain, et il prit possession, au nom de l'Humanité, des deux domaines, sociologique et moral, où d'audacieux esprits avaient déjà laissé des traces indestructibles de leur passage : sa *Philosophie positive* fut l'expression de cette gigantesque entreprise. Pour associer le peuple et la femme à cette rénovation philosophique, Auguste Comte voulut, non qu'on les écrasât d'un fardeau de notions puisées dans chacun des domaines scientifiques, mais qu'on leur donnât des clartés de tout. Le philosophe qui parlait aussi librement de la nécessité de réorganiser scientifiquement la société moderne ne pouvait qu'être victime des passions et des préjugés des corporations restées en possession du gouvernement intellectuel. Mais aucune contradiction ne put entraver le développement de son œuvre; aucune persécution ne put détourner de son chemin cet homme exceptionnel parmi les plus éclairés, les plus généreux et les plus transcendants qu'ait enfantés l'Humanité.

Le programme qui termine sa *Philosophie* comprenait sa *Politique positive* et sa *Synthèse subjective* que la mort l'empêcha d'achever. Entre ces diverses œuvres, il n'y eut ni contradiction ni déviation ; dès ses premiers écrits, on voit Comte tendre constamment à la fondation d'un nouveau pouvoir spirituel. M. de Llergo n'entreprendra pas d'apprécier ce couronnement de son œuvre, ne se reconnaissant pas la compétence nécessaire pour juger si la Religion de l'Humanité a trouvé la solution définitive avec son culte des morts illustres, sa poétique création de l'être abstrait qui la personnifie ; avec son sacerdoce organisé à la manière du sacerdoce catholique, interprète du livre sacré de la nature et directeur de l'opinion, corporation indépendante du pouvoir temporel, servant de pilote à la nef humaine sur l'océan des âges ; mais ce qu'il sait, de toute certitude, c'est qu'Auguste Comte a droit à toute notre gratitude pour ses nobles aspirations et ses belles créations.

« Oui, dit M. de Llergo en terminant, devant cette belle construction qui éveille les sentiments les plus généreux de la nature humaine, au milieu des embûches et des contaminations qui coexistent dans l'atmosphère sociale de la vie quotidienne, on se sent ranimé par cette fraîche brise remplie d'espérances, et, puisque nous sommes forcés de marcher en avant, nous irons du moins vers l'avenir soutenus, grâce à lui, par les ailes puissantes de l'idéal ! »

Comme les années précédentes, M. Agustin Aragon prit la parole dans plusieurs fêtes civiques, en se plaçant toujours au

point de vue positif : à Mexico, le 14 février 1899, en l'honneur du général Vincente Guerrero, qui consomma, en 1821, l'indépendance mexicaine; le 15 septembre, dans son quartier, à l'occasion de la fête de l'Indépendance, et le 29 septembre, dans l'Etat de Morelos, en l'honneur du héros de ce nom qui mourut martyr pour sa patrie.

La fondation d'un ENSEIGNEMENT POPULAIRE SUPÉRIEUR, libre et gratuit, qui est la principale raison d'être du Positivisme et la condition de son action sociale et politique, avait été une des parties du programme de M. Barreda. Il en avait fait une première application dans les cours libres de Biologie qu'il professa quatre années consécutives, dans cette campagne de 1872 à 1875 où il fut secondé par MM. Manuel Contreras et Rio de la Loza. Sa généreuse initiative avait trouvé un écho dans le milieu des étudiants et même des professeurs auxquels il avait adressé, peu de mois avant son départ pour Berlin, le 1er mai 1877, une *Circulaire pour la formation d'une Association libre d'enseignement.* A son retour, il se proposait de reprendre en la développant sa tentative initiale, en organisant des conférences sur le Positivisme pour les femmes et les ouvriers, qui ne le connaissent encore que de nom. M. Agustin Aragon est parti de ce précédent. La base scientifique donnée à l'évolution positiviste au Mexique par son éminent fondateur ne sera jamais négligée dans la propagande organisée par ses disciples. Notre confrère, joignant l'exemple au précepte, a institué l'enseignement oral positiviste en commençant par une exposition de la Philosophie première, coordination de ce bon sens philosophique qui a été l'une des caractéristiques du génie d'Auguste Comte.

Ce cours a eu lieu dans une des dépendances de la direction de l'Instruction publique (ancien collège de Saint-Jérôme), siège de la Société « Rio de la Loza », et sous ses auspices, le troisième dimanche de chaque mois, de dix à onze heures du matin. Les leçons ont été annoncées dans les principaux journaux de la capitale sous le titre : « Conférences sur le Positivisme ». Cet enseignement, inauguré le 19 février 1899, s'est poursuivi tous les mois, sauf en novembre. Après avoir consacré la leçon d'ouverture à déterminer le but de cette exposition, d'après la loi de l'évolution intellectuelle de l'Humanité, M. Agustin Aragon a suivi, dans son exposition, le plan d'Auguste Comte tel qu'il a été exécuté par son successeur : « Je suivrai scrupuleusement, a-t-il dit en annonçant ce cours, l'ordre du beau livre de M. Pierre Laffitte, et ne ferai que traduire en langue espagnole l'exposition de

ses vues magistrales. » L'auditoire, composé de personnes appartenant aux professions les plus variées et aussi de dames, a suivi avec un grand intérêt cet enseignement, qui a fait connaître au Mexique cette création d'Auguste Comte, si apte à alimenter et à consolider l'activité positiviste.

Voici le programme des leçons professées dans le courant de l'année 1899 :

| | | |
|---|---|---|
| Février | 19 | : Leçon d'ouverture. |
| Mars | 19 | : Evolution et constitution de la Philosophie première. |
| Avril | 16 | : Méthode subjective. Matérialisme. |
| Mai | 21 | : Théorie de l'abstraction. |
| Juin | 18 | : Siège de l'abstraction. |
| Juillet | 16 | : Première loi. |
| Août | 20 | : — |
| Septembre | 17 | : Deuxième loi. |
| Octobre | 15 | : Troisième loi. |
| Décembre | 17 | : Quatrième loi. |

Le 2 novembre 1899, mettant à profit sa présence dans l'Etat de Guerrero, M. Agustin Aragon a fait une conférence sur le Positivisme, à la demande des élèves de l'Ecole préparatoire de Chilpancingo (capitale de l'Etat), dans le salon du Palais du Gouvernement. Notre confrère avait pris pour sujet : la Classification des Sciences dans ses rapports avec l'Education et l'Instruction. Une partie musicale a formé le début et la fin de cette conférence, qui avait attiré un très nombreux auditoire, composé pour une bonne part de dames et de jeunes filles. Dans le premier semestre de cette même année, M. Agustin Aragon a fait, comme suppléant intérimaire, une partie du cours supérieur de mathématique à l'Ecole nationale des Ingénieurs.

Notre confrère, dont l'action s'exerce sous toutes les formes, tend à faire passer l'art oratoire à l'état positif. A l'Ecole nationale d'Agriculture et d'Art vétérinaire, où il professe la zootechnie, M. Agustin Aragon a été chargé du discours d'ouverture pour l'année 1899. A la distribution des prix de l'Exposition agricole de Coyoacan du 29 janvier, où il avait été appelé à prendre la parole comme délégué du ministre de l'Agriculture, il exposa, à propos des caractères de la vie agricole, les vues de M. Pierre Laffitte, qui n'ont pas été sans impressionner le monde officiel.

La plupart des discours commémoratifs que nous avons mentionnés ont été reproduits par la presse de Mexico. Divers articles de nos confrères, sur des questions sociales ou scientifiques, ont

également été publiés. M. Agustin Aragon a consacré des notices nécrologiques à M. Richard Congreve (1) et au Dr Robinet (2); il a traduit en espagnol un Aperçu sur la propagande positiviste dans la République Argentine. Il a aussi traduit et publié un opuscule de M. Malcolm Quin sur l'Angleterre et le Transvaal (3), avec une préface dans laquelle M. Agustin Aragon fait des vœux pour le triomphe des Boërs et pour la consécration de leur légitime indépendance, car l'annexion ne donnerait qu'une paix précaire.

Ces vœux, si légitimes en tout pays, le sont assurément au Mexique, qui a si glorieusement défendu son indépendance, et qui, par l'organe de son envoyé extraordinaire, J.-A. de la Fuente, parlait si noblement au gouvernement de Napoléon III, dans la note qu'il lui adressa en réponse à l'invasion de la République, et qu'on nous saura gré de reproduire ici :

« Le Mexique n'est pas aussi faible que l'était l'Espagne à l'époque de Napoléon Ier. Le Mexique pourra être conquis, mais jamais soumis, et même il ne se laisserait pas conquérir sans donner auparavant des preuves du courage et des vertus qu'on ne veut pas lui reconnaître. Après avoir secoué le joug monarchique de l'Espagne, dont la domination séculaire était profondément enracinée, le Mexique, qui ne voulut pas même que son libérateur devînt son roi, le Mexique, qui vient de sortir triomphant d'une révolution contre les restes d'une oligarchie par laquelle la démocratie était opprimée, n'accepterait à aucun prix un monarque étranger. Cette monarchie, si difficile à établir, serait encore plus difficile à défendre. Une telle entreprise, désastreuse pour nous, le serait encore davantage pour ceux qui la tenteraient. Le Mexique est faible, sans doute, comparativement aux grandes puissances qui envahissent son territoire, mais il a conscience de ses droits qui ont été lésés, et il est animé d'un patriotisme ardent, qui multiplie ses forces. Le Mexique est convaincu qu'en soutenant avec honneur une lutte inégale, il lui sera donné de préserver l'Amérique des malheurs qui la menacent (4). »

L'Empire n'eut été que sage d'entendre et de suivre le conseil de ce noble citoyen. Appuyé sur de tels précédents, M. Agustin

(1) *Eco del Mundo*, n° du 8 octobre 1899.

(2) *El Universal* du 7 décembre 1899.

(3) *Ingleterra y el Transvaal*, imperio y humanidad, carta dirigada a la Camera de los Comunos, por Malcolm Quin, traduccion del ingès y Prologo del ingeniero Agustin Aragon, br. de 38 pages. Mexico, Eusebio Sanchez, 1899.

(4) Note du 7 mai 1862 à M. Thouvenel, ministre des Affaires étrangères de Napoléon III, citée dans la *Biographie des Mexicains célèbres.*

Aragon, estime que dans l'histoire politique de l'Angleterre une belle page sera consacrée à l'attitude des disciples britanniques d'Auguste Comte, qui ont montré, dans l'appréciation de la conduite de leur gouvernement envers les deux Républiques sud-africaines, comment on doit concilier l'amour de la Patrie avec le respect de l'Humanité.

C'est par des effets visibles que s'est vérifiée au Mexique la maxime de Fabien Magnin, que *rien n'est perdu* dans l'action des véritables positivistes. Si les résultats que nous avons signalés ne suffisaient pas à convaincre les esprits qui mettent en doute l'efficacité de la méthode adoptée par G. Barreda et par ses disciples, nous pensons que ceux qui ont été obtenus pour la glorification du fondateur du Positivisme sont de nature à satisfaire tous les admirateurs de son génie (1). La campagne pour la STATUE D'AUGUSTE COMTE, préparée en 1898, complétée en 1900, caractérisera l'année 1899 dans les annales du Positivisme au Mexique.

Un Comité de treize membres fut formé « pour patronner la souscription ouverte par la Commission exécutive, présidée par M. Pierre Laffitte, directeur du Positivisme et successeur d'Auguste Comte », et ainsi composé :

MM. Manuel-Fernandez Leal [Ingénieur, ancien professeur à l'Ecole préparatoire, ancien directeur de l'Ecole des Ingénieurs, ministre de Fomento].

José-Yves Limantour * (2) [Avocat, ancien président de la Chambre des députés, sénateur, ministre des Finances].

Dr Porfirio Parra * [Médecin, député, professeur à l'Ecole de médecine, membre de l'Académie de médecine].

Justo Sierra [Avocat, ancien député, professeur d'histoire depuis 1877 à l'Ecole préparatoire, magistrat à la Cour suprême de Justice].

Miguel-S. Macedo * [Avocat, professeur à l'Ecole de Droit, président du Conseil municipal de Mexico].

(1) Nous citerons à cette occasion l'appréciation suivante, que nous signalons à l'attention de nos lecteurs, car elle dénote la perspicacité habituelle à son auteur : « L'action positiviste exercée par M. Barreda « s'est bornée à vouloir infuser une certaine dose de positivisme intel- « lectuel dans l'enseignement public de sa patrie. Il semble s'être pro- « posé au Mexique la même chimère que notre Benjamin Constant chez « nous et, dans les deux cas, l'insuccès a été inévitable. » Miguel Lemos, *Rapport de* 1898.

(2) L'astérisque (*) désigne les anciens élèves de l'Ecole nationale préparatoire de Mexico.

Agustin Aragon* [Ingénieur, professeur à l'Ecole d'Agriculture et vétérinaire, sous-chef de bureau au ministère de Fomento].
Pablo Macedo [Avocat, député, ancien professeur à l'Ecole de Droit, ancien président de la Chambre des députés].
Ezequiel-A. Chavez* [Avocat, professeur à l'Ecole préparatoire, chef de bureau au ministère de l'Instruction publique].
Benito Juarez* [Député, fils de l'ancien président de la République].
Andres Aldasoro* [Ingénieur des mines, membre du Conseil supérieur du Cadastre].
Miguel-E. Schulz* [Professeur de géographie à l'Ecole préparatoire et à l'Ecole normale].
Andres Almaraz* [Professeur de chimie à l'Ecole préparatoire].
Horacio Barreda* [Fils aîné du Dr Gabino Barreda].

En mars 1899, une circulaire, rédigée par M. Agustin Aragon et signée par les treize membres du Comité, fut adressée à leurs compatriotes, « spécialement aux positivistes mexicains et aux fils de l'Ecole préparatoire qui ont nourri leur esprit des profondes doctrines de l'établissement qui reposa, comme sur un trépied solide, sur la vaste conception de Comte, la capacité de Barreda et le vigoureux appui de Juarez ». Cette circulaire, répandue à mille exemplaires, fut ensuite communiquée à la Presse. Les promesses de souscription affluèrent, et trois mois ne s'étaient pas écoulés que l'on pouvait compter, par les adhésions reçues, que la participation du Mexique à la souscription pour la statue d'Auguste Comte atteindrait un chiffre de plusieurs milliers de francs.

Ce beau résultat remplit d'admiration leurs confrères occidentaux, et vint confirmer, de la façon la plus éclatante, les assertions de M. Agustin Aragon dans son *Essai sur l'histoire du Positivisme au Mexique*. Ce succès doit être rapporté avant tout à l'action profonde exercée au Mexique par le Dr Barreda, puis au dévouement ferme et persévérant de son disciple préféré, le Dr Porfirio Parra, enfin à la propagande infatigable de M. Agustin Aragon. De l'aveu de tous ses collaborateurs, c'est celui-ci qui a été l'âme de la souscription : par son activité, comme fondateur, secrétaire et trésorier du Comité mexicain de la statue d'Auguste Comte, c'est lui qui a déterminé le résultat actuel, préparé par trois générations positivistes et cinquante années de labeur philosophique. Pour caractériser son zèle, nous rappellerons qu'il n'hésita pas à faire, dans notre langue, au « Cercle français » de Mexico, le 27 mai 1899, devant un très nombreux auditoire, presque entièrement composé de nos compatriotes, une conférence sur

Auguste Comte, à l'issue de laquelle les membres du Cercle s'associèrent à la souscription (1). Nous ajouterons que, parmi les souscripteurs à la statue, figurent son respectable père, ses frères, le Dr Forencio Florès, de nombreux habitants de son village, ainsi que beaucoup de citoyens de l'Etat de Morelos, dont est originaire notre vaillant et affectionné confrère, qui a prouvé ainsi qu'il peut y avoir des exceptions à la règle : Nul n'est prophète en son pays.

En parcourant ces listes mémorables, nous trouvons des souscriptions venues du District fédéral, des Etats de Chihuahua, de Coahuila, de Duranzo, de Guerrero, de Morelos, d'Oaxaca, de San Luis Potosi, de Sinaloa, de Sonora, de Zacatecas, du Territoire de Basse-Californie. Nous signalerons tout spécialement l'Etat de Chihuahua, résidence de Juarez pendant l'occupation française, qui a fourni une nouvelle preuve de son excellent esprit public en donnant 125 souscripteurs, parmi lesquels le gouverneur actuel de l'Etat et l'un de ses prédécesseurs, ami de Juarez, un banquier, 69 professeurs (dont 22 dames) appartenant à une dizaine d'écoles, y compris leurs directeurs, 24 membres de la Cour de Justice, des membres de la colonie française, etc. Le Dr Miguel Marquez, directeur de l'Ecole préparatoire de Chihuahua, en transmettant ces résultats au Comité constitué dans la capitale de la République, faisait une remarque qu'il est bon de signaler, parce qu'elle s'applique à toutes les souscriptions recueillies au Mexique : « Le succès ne saurait être plus satisfaisant, d'autant que les souscripteurs sont des personnes cultivées, qui ont su apprécier les mérites de l'éminente personnalité de Comte; certes, le résultat aurait été bien plus grand si l'on avait fait appel à tout le monde, même au public à qui Comte est inconnu, ce qui n'est point le cas du public restreint mais choisi qui nous a aidé. » C'est cette attitude que le Comité avait adoptée dès le début, en s'adressant aux personnes dont il connaissait les sympathies, jamais démenties, pour le Maître, c'est-à-dire, aux bons amis et disciples des docteurs Barreda et Parra.

Dans ces listes glorieuses, les fondateurs et principaux collaborateurs de l'Ecole positive de Mexico se trouvent représentés ou par leurs descendants : les Barreda, les Juarez, les Contreras, les Covarrubias, les Rio de la Loza, etc., ou en personne, par le

(1) *Le Courrier du Mexique et de l'Europe* a rendu compte de cette conférence dans son numéro du 30 mai 1899.

Dr Ignacio Alvarado, le dernier survivant de l'inoubliable commission qui rédigea le plan d'enseignement de 1867. Outre les membres du Comité, nous y lisons les noms de MM. Protasio-P. Tagle, ancien ministre de la Justice et de l'Instruction publique; Emilio Velasco, le ministre des Affaires étrangères qui signa le traité d'amitié avec la France (1883); Rafaël Rebollar, gouverneur du District fédéral, et cinq gouverneurs d'Etats : MM. le colonel Ahumeda (Chihuahua), Leandro Fernandez (Duranzo), Antonio Mercenario (Guerrero), Blas Escontria, ancien directeur de l'Ecole préparatoire de l'Etat (San Luis de Potosi), et le général Aréchiga (Zacatecas); trois anciens gouverneurs : MM. le général Terrazas (Chihuahua), Cardenas (Coahuila) et le général Fo Arce (Guerrero); MM. Horcasitas et Justo Sierra, membres de la Cour suprême de Justice de la nation; M. Miguel Covarrubias, chargé d'affaires à Berlin; M. Viga Limon, consul général du Mexique en France; M. Telesforo Garcia, le vaillant publiciste, ancien directeur de « la Liberté »; MM. Miguel Marquez et Aurelio Valdiviesco, directeurs des écoles préparatoires des Etats de Chihuahua et d'Oaxaca; M. Luis-E. Ruiz, directeur général de l'Instruction primaire; deux inspecteurs primaires; M. A.-M. Chavez, directeur général des Télégraphes; le directeur actuel de l'Ecole d'agriculture; trois anciens directeurs de cette école et de l'Ecole des Ingénieurs; les directeurs de l'Observatoire astronomique, de l'Observatoire météorologique, de l'Institut bactériologique, de l'Institut géologique, etc.; l'Union française, la Société de géographie et de statistique, et l'Association scientifique « Leopoldo Rio de la Loza », de Mexico; la Société des sciences et des lettres « Gabino Barreda », de Culiacan (capitale de l'Etat de Sinaloa), etc., etc. Le classement professionnel des souscripteurs donne : 60 hommes politiques, ministres et anciens ministres, gouverneurs d'Etats, généraux, sénateurs, députés, administrateurs, etc.; 45 magistrats et avocats; 149 directeurs, professeurs et élèves d'écoles de l'enseignement supérieur; 28 médecins et pharmaciens; 74 ingénieurs; 27 agriculteurs, industriels, commerçants, banquiers, etc.

Si nous répartissons, d'après la classification démographique d'Auguste Comte, les souscriptions recueillies à la fin de l'année 1899 dans les deux continents, nous constatons qu'à part 5 d'entre elles qui se rapportent à la Russie et au monde islamique, les 1,014 restant viennent du milieu occidental, en y comprenant ses appendices coloniaux, savoir : 102 du groupe de seconde incorporation (56 pour la Germanie et ses annexes

historiques, 46 pour les pays anglo-saxons), 912 du groupe de première incorporation (9 pour l'Italie et la Grèce, 394 pour la France, 509 pour les populations hispaniques). Or, le Mexique figure dans cette dernière section pour 461 souscriptions dont 5 collectives, représentant 2,727,50 pesos = 6,848 francs; c'est dire qu'il occupe dans la souscription le premier rang comme nombre, sinon comme somme.

Ce beau résultat a été obtenu non sans peine, ni sans quelque contradiction, mais sans défaillance. Il a paru, en juin 1899, une attaque contre le projet de statue, signée *Un Invité*, sans indication de lieu ni d'imprimeur (1); toutefois, derrière cet anonymat presque intégral, on a deviné un légiste, plus habile administrateur que logicien, meilleur patriote que scientiste. Au lieu d'imiter M. Pablo Macedo et se retremper comme lui dans le courant scientifique dirigé par le Dr Barreda, son auteur est demeuré attaché à son éducation purement littéraire et ontologique. Il a cru devoir mettre à profit cette circonstance pour donner carrière à sa vieille rancune métaphysique contre les idées positives, qui, après s'être exercée, du vivant de M. Barreda, sur le Maître, essaye encore de peser sur ses disciples. Il s'est contenté, d'ailleurs, au lieu de juger Auguste Comte d'après ses œuvres, de le condamner d'après des extraits d'un légiste belge et d'autres autorités également incompétentes en la matière, qui répètent encore ce qu'on disait d'Auguste Comte au temps de Louis-Philippe. « Mexicains, s'écrie l'*Invité*, Comte était un matérialiste qui a chassé Dieu du Monde et de l'Homme, pour y substituer le Néant; c'est l'adversaire de l'Indépendance des peuples et de la Liberté; et voilà l'homme auquel on vous demande d'élever une statue! » L'*Invité* aurait pu s'éviter la peine de s'affubler d'armes philosophiquement aussi puériles et innocentes que l'était, au point de vue militaire, l'armet de Don Quichotte (2).

(1) *Proyecto de estatua à Augusto Comte*, por un Invitado, s. l. n. d.

(2) Pour donner une idée de la méthode employée par l'*Invité* pour apprécier le Philosophe, nous nous bornerons à la comparaison sommaire suivante :

| | |
|---|---|
| UN INVITADO. *Proyecto de estatua*, page 17 :<br>« Aux yeux de Comte, la régénération décisive consiste à substituer toujours les devoirs aux droits... « La notion de *droit*, dit-il, doit | AUGUSTE COMTE. *Politique positive*, tome I, pages 122 à 125. [Ces pages forment la conclusion de la seconde partie du *Discours sur l'ensemble du Positivisme* consacrée à la LIBERTÉ DE L'ENSEIGNEMENT, et |

Il va de soi que le Comité mexicain n'a pas laissé passer sans réponse l'opuscule de l'*Invité*, sans engager, toutefois, une discussion à fond què celui-ci, conscient de son impuissance *démonstrative*, avait par avance déclaré vouloir éviter. Bien que l'attaque portât à la fois contre la personne de notre Maître et contre sa fondation politique et religieuse, le Comité s'est borné à exposer les raisons qui peuvent entraîner l'adhésion de tout esprit cultivé. Il l'a fait dans une brochure, intitulée *la Statue d'Auguste Comte*, tirée à six cents exemplaires et adressée à tous les souscripteurs mexicains; nous en donnons quelques extraits (1) :

« Comte a des titres suffisants aux yeux de tous les esprits éclairés et scientifiques de toutes les nations. Assurément, pour les positivistes, il en possède de bien supérieurs encore; mais, par sa

« disparaître du langage politique, « comme la notion de *cause* du « domaine philosophique. La no« tion de *liberté* doit disparaître « du langage humain comme celle « de *droits*, car les deux notions « sont identiques. » (Comte, *Politique positive*, tome I, pages 122 à 125.) Qu'on juge si le personnage auquel on nous invite à élever une statue à Paris peut être sympathique aux libéraux du Mexique ou de France... Il suffirait donc... pour obtenir... la gratitude universelle, d'avoir nié les droits de l'homme, les libertés de toute espèce, toutes les conquêtes que l'on doit à la Révolution et au progrès! »

Nous ferons observer que la première phrase attribuée à Auguste Comte est textuellement extraite du *Catéchisme positiviste*, 10e Entretien, dans le même paragraphe où il formule la maxime qui décida de la conversion de M. Barreda : « Nul n'a d'autre droit que celui de toujours faire son devoir! » Quant à la seconde, voir ci-contre.

aux conditions politiques nécessaires « à l'avènement officiel de la liberté d'enseignement et d'association, qui ôterait au pouvoir temporel tout espoir et même toute pensée de faire matériellement prévaloir une doctrine quelconque envers le régime définitif de notre société républicaine ».]

Cette conclusion débute ainsi (p. 122) : « Désormais, le Positivisme constitue réellement le seul organe systématique d'une véritable liberté d'exposition et d'examen, que ne peuvent franchement proclamer des doctrines incapables de résister à une discussion approfondie, comme étrangères à toute démonstration décisive. Cette liberté, depuis longtemps assurée quant à l'expression écrite, doit s'étendre maintenant à l'expression orale, et se compléter par la renonciation du pouvoir temporel à tout monopole didactique. Le libre enseignement, que le Positivisme peut seul invoquer avec une pleine sincérité, est devenu indispensable à notre situation... »

(1) *La Estatua de Augusto Comte*. Mexico, Gonzalez suc. Juin 1899. Cette réponse est signée des membres du Comité, à l'exception de M. Yves Limantour, alors absent du Mexique pour raison de santé; mais, avant son départ, M. Limantour avait tenu à remettre sa souscription de 50 pesos.

généralité, le projet n'exige pas que l'on accepte sa philosophie ni encore moins son système moral et politique; il suffit qu'on soit tenu par la reconnaissance à participer à l'érection de son monument. Cela est si vrai, que le professeur Huxley, que l'*Invité* oppose au Comité, a reconnu sa dette dans le même écrit où il expose les raisons pour lesquelles il se défend d'être disciple d'Auguste Comte (1). « Toutefois, ajoute-t-il, je lui serai toujours reconnaissant d'avoir « éveillé en moi [cette conviction] que l'organisation de la Société « sur une base nouvelle et purement scientifique n'est pas seulement « une entreprise pratique, mais qu'elle est encore le seul objet po- « litique qui mérite nos efforts et nos luttes. » Donc, quand même les arguments de l'*Invité* seraient fondés et ses reproches justifiés, la valeur de Comte, comme penseur et philosophe, n'en serait point diminuée... Le monument *sera* érigé; les années passeront, et alors la valeur et le mérite de Comte seront finalement jugés, et l'on saura alors si la vérité était avec l'*Invité* ou avec nous. »

Comme on pouvait s'y attendre, l'attaque a eu un certain retentissement; dans le milieu théologico-métaphysique, elle a été accueillie avec satisfaction et reproduite par deux journaux cléricaux de Mexico; par contre, chez les esprits scientifiquement cultivés, elle a produit l'effet d'un stimulant et assuré le succès de la souscription, ajoutant ainsi une nouvelle victoire aux multiples triomphes de l'Ecole positive. Peut-être l'auteur anonyme a-t-il voulu contribuer au succès de la statue d'Auguste Comte; s'il en est ainsi, il peut se flatter d'y avoir réussi.

C'est ici l'occasion de répéter ce que disait le professeur Miguel-E. Schulz, à la fête du 10 mars 1898 : « Le temps a cassé le jugement de ceux qui avaient pronostiqué que de cette Ecole sortirait la dissolution de la Patrie... La conduite civique et privée des fils de la Préparatoire, fruit de leur éducation anti-anarchique, leur a, au contraire, conquis l'estime et la confiance publiques, dans les importantes fonctions que beaucoup d'entre eux remplissent dans l'œuvre convergente à laquelle ils collaborent, et qui tend au progrès et au bien-être de la Nation. » Cela tient à ce que les positivistes mexicains ne constituent point un parti politique proprement dit. Bien que quelques-uns d'entre eux aient appartenu ou appartiennent encore au Parlement ou même au Gouvernement, bien que tous s'intéressent à la chose publique, leur action est plus générale, et l'expérience du Dr Barreda a été trop décisive pour qu'ils l'oublient jamais. Leur but, quels

(1) *Fortnightly Review*, February, 1869. — Traduit dans la *Revue des Cours scientifiques* du 23 octobre 1869, page 755.

que soient les postes qu'ils sont appelés à occuper, est de seconder l'action gouvernementale par l'exercice honorable de leurs fonctions respectives, en vertu du précepte d'Auguste Comte que l'homme étant avant tout un citoyen, son premier devoir est le scrupuleux accomplissement de sa profession spéciale. Nous signalerons cependant deux interventions particulières : celle de M. Parra, député de Chihuahua, lorsqu'il défendit le principe de la réélection du Président de la République avec autant de courage que de talent, et aux applaudissements même des adversaires d'une mesure alors impopulaire; et le rôle joué par M. Miguel-S. Macedo au Conseil municipal de Mexico, qu'il fut appelé à présider par le Pouvoir exécutif, après un stage de deux ans comme conseiller. Pendant les années 1898 et 1899, M. Macedo s'est consacré à cette fonction avec un talent et un dévouement qui l'honorent, et grâce à son critérium tout à fait positif, il a obtenu dans l'administration de la capitale des résultats précieux qui lui ont valu les éloges des membres du Gouvernement qui lui avaient confié cette haute magistrature.

## V

En 1900, les positivistes mexicains se sont de nouveau réunis le 19 février, chez le Dr Porfirio Parra, pour la commémoration du Dr Barreda. Le discours a été prononcé par le Dr José Terrès, membre de l'Académie de médecine (1); après une poésie de M. Jesus-E. Valenzuela, dite par son auteur, en réponse au cri de guerre de l'un de nos « adversaires » : La science a fait faillite (2)! lecture a été donnée du remarquable discours prononcé par le Dr Barreda, à l'occasion du centenaire de la naissance d'Alexandre de Humboldt. Pour la première fois, grâce à la généreuse initiative du Dr Parra, une partie musicale est venue compléter le programme de cette réunion familiale positiviste.

Dans son allocution, le Dr Terrès traça le tableau de la situation

(1) *El Universal*, n° du 21 février 1900.

(2) *Loc. cit.*, n° du 22 février 1900. — Dans *le Besoin de croire*, M. Brunetière, tout en conseillant aux catholiques de tirer parti de l'incomparable appréciation qu'a faite de leur religion leur « adversaire », Auguste Comte, lui reproche de n'avoir pas eu « le courage de reconnaître la fausseté de cette prétendue Loi des Trois Etats, où jusqu'à son dernier jour il a vu sa grande découverte ». — *O sancta simplicitas!*

navrante où la guerre civile avait placé le Mexique, qui semblait destiné à disparaître du rang des nations, détruit par sa propre ignorance et par ses vices sociaux. C'est alors que Barreda parut sur la scène publique. Convaincu que le défaut de fraternité et le désordre intellectuel conduisaient le pays à la ruine, il lutta pour inculquer à ses compatriotes l'idée que c'est de l'union de l'amour et de l'ordre que résulte le Progrès. Tout autre que lui eût abandonné une entreprise qui, de la part d'une société en proie à la violence et à l'absolu, ne pouvait lui attirer tout d'abord que la réprobation des masses, ignorantes et crédules. C'est dire que Barreda n'attendait pas la récompense qui lui était due de cette société intolérante qu'il venait pacifier. Mais l'amour du bien allait chez lui jusqu'au sacrifice ; et il savait d'ailleurs que la vie d'un seul homme est trop courte pour modifier la manière d'être intellectuelle et morale d'une nation. C'est lui qui amena ses disciples à renoncer à l'emploi de la violence pour faire triompher les idées ; c'est lui qui fit appel à l'amour pour vaincre ceux qui persistaient à voir en lui un ennemi, et cependant les plus acharnés de ses adversaires, incapables de lutter contre le Réformateur sur le terrain philosophique, le qualifiaient d'*immoral !*

« Immoral ! celui qui, de conseil et de fait, ne cessait de nous apprendre que quiconque a *le progrès pour but* doit avoir *l'amour pour principe* et prendre *l'ordre pour base !* celui qui lutta sans relâche pour nous faire voir que les bases de la morale sont indestructibles, indépendantes des religions, innées dans l'individu, démontrables, et à ces titres, universellement acceptables ! celui qui, sans distinction de croyances, religieuses ou politiques, pensait que pour se conduire on doit accepter les mêmes principes fondamentaux toujours vérifiables !... Quant à nous qui avons l'incomparable satisfaction de connaître l'œuvre de Barreda, et pouvons apprécier les immenses bienfaits qui résulteront de sa continuation, nous sommes dans l'obligation de contribuer à son développement, chacun dans notre sphère, en raison des forces dont nous disposons, et selon les circonstances dans lesquelles nous nous trouvons placés. A son exemple, honorons les bienfaiteurs de l'Humanité, au nombre desquels figure l'éminent Fondateur et premier Directeur de l'Ecole nationale préparatoire ! »

Le 10 mars 1900 s'est accompli le pèlerinage annuel au cimetière de Dolorès : un discours, suivi d'une poésie, fut prononcé sur la tombe de l'apôtre mexicain. M. Agustin Aragon consacra un article à la mémoire de Gabino Barreda, conçu comme éducateur et réformateur : « Quand il reprit le chemin de sa patrie, « et qu'il contempla la splendide trajectoire parcourue par lui, « depuis son initiation dans ce même collège de San Ildefonso, « qui fut plus tard le théâtre de sa gloire, jusqu'au terme de sa

« mission diplomatique à Berlin, le Dr Barreda put se dire : je « reviens vainqueur (1). »

Le Mexique a été associé à la France, cette même année, dans la glorification d'Auguste Comte d'une façon qui témoigne de l'étroite amitié qui lie les agents des deux évolutions. A Paris, au cimetière du Père-Lachaise, le Dr Porfirio Parra, désigné pour parler au nom des positivistes occidentaux sur la tombe d'Auguste Comte, confiait la lecture de son discours à M. Agustin Aragon, présent, ainsi que M. Carlos Sellerier et quelques autres de ses compatriotes, à cette cérémonie (2); à Mexico, le 5 septembre était également célébré, pour la troisième fois, chez le Dr Parra : un discours de M. Geronimo Lopez de Llergo, et la lecture d'une étude de M. Lévy-Brühl sur la Morale sociale d'Auguste Comte ont caractérisé cette fête, complétée par une partie musicale, inséparable désormais de toutes les commémorations positivistes mexicaines.

M. Agustin Aragon a continué en 1900 son exposition dominicale de la Philosophie première, sauf l'interruption motivée par son voyage en Europe. Le cours a été suivi par le même nombre d'auditeurs assidus et a compris huit leçons ainsi réparties :

| | | |
|---|---|---|
| Janvier | 21 | : Cinquième loi. |
| Février | 18 | : Sixième loi. |
| Mars | 18 | : Septième loi. |
| Avril | 22 | : Huitième loi. |
| Mai | 20 | : Neuvième loi. |
| Juin | 24 | : Dixième loi. |
| Juillet | 15 | : Onzième loi. |
| Décembre | 9 | : Douzième loi. |

Ce cours sera achevé dans le courant de 1901.

Signalons aussi trois conférences, dont les deux premières ont été faites à Mexico et la troisième à Jonacatepec : le 31 mars, sur le Rôle social du Prolétariat d'après la conception positiviste, par M. Agustin Aragon, dans la réunion organisée par la société ouvrière *la Colonne sociale du* XXe *siècle*, pour l'inauguration d'une salle de réunion ; le 12 mai, sur le Mouvement scientifique au XVIIe siècle, par le Dr Porfirio Parra, dans les salons de *la Revista moderna;* le 31 décembre, sur les Progrès scientifiques du XIXe siècle, par M. Agustin Aragon, qui a insisté surtout sur la grande construction de la Sociologie et de la Morale par Auguste

(1) *El Universal*, 10 mars 1900.

(2) *Revue Occidentale*, no du 1er novembre 1900.

Comte, sur sa transformation de la science en philosophie aboutissant à la fondation immortelle de la religion de l'Humanité, qui résume tout le progrès humain. C'est ainsi que notre confrère termina l'année, au milieu de ses concitoyens, qui, avec son concours, avaient organisé cette fête d'adieu au siècle finissant et de bienvenue au XX$^e$ siècle.

L'Exposition universelle a fourni l'occasion à un certain nombre de nos confrères occidentaux de résider à Paris en 1900. Parmi les réunions que leur présence nous permit d'organiser, celle du 18 juillet, à laquelle assistaient MM. Porfirio Parra, Pablo Macedo et A.-M. Chavez, fut caractéristique, car elle donna lieu à un hommage spécial à la mémoire de Juarez, mort à pareil jour, vingt-huit ans auparavant, dans les bras de Gabino Barreda, son médecin et son ami. C'est le D$^r$ Cancalon qui s'est fait, dans cette circonstance, l'interprète des sentiments de la Société positiviste envers le grand homme d'Etat (1).

Aussi, lorsque, le 2 septembre 1900, l'Hommage international à Auguste Comte réunit, dans la métropole occidentale, le plus grand concours de disciples issus de nationalités distinctes qu'il y ait encore eu, le Mexique s'est trouvé représenté à nos fêtes de la manière la plus heureuse. Trois de ses délégués, députés au Parlement mexicain, prirent place aux côtés du président : MM. Porfirio Parra, Pablo Macedo et Agustin Aragon. Les discours prononcés par M. Parra, au nom des disciples de Gabino Barreda formés à l'Ecole préparatoire, et par M. Macedo, au nom des positivistes qui n'ont pas passé par cette école, ont été publiés (2). Nos confrères mexicains étaient également représentés au banquet qui réunit ce même jour une centaine de positivistes venus de neuf pays différents, et des toasts y ont été portés par MM. Agustin Aragon et A.-M. Chavez.

Quelque importance qu'ait eue la participation de nos confrères à l'Hommage international à Auguste Comte, ce qui caractérisera l'année 1900 dans leur évolution, c'est la fondation de la SOCIÉTÉ POSITIVISTE DE MEXICO. La formation d'un corps organisé est la principale tâche d'un véritable apôtre; la création d'un noyau positiviste en est la préparation nécessaire. Ici encore se combinent les aspirations d'Auguste Comte et de Gabino Barreda dans l'activité de leurs communs disciples. Pour seconder sa tâche philosophique, le D$^r$ Barreda avait, en 1877, patronné la fondation

(1) *Revue Occidentale*, n° du 1$^{er}$ septembre 1900.
(2) *Revue Occidentale*, n° du 1$^{er}$ novembre 1900.

de l'Association Méthodophile, puis formulé le programme d'une association plus vaste qui devait embrasser tous ceux qui se consacrent à l'éducation publique (1); mais son départ pour Berlin ne lui permit pas de poursuivre la réalisation de ce projet, qui aurait été une application, au Mexique, de l'appel adressé en 1848 par Auguste Comte au public occidental.

M. Agustin Aragon, avec le concours de ses maîtres et coreligionnaires, a mis à exécution le projet qu'il poursuivait depuis quelques années. Le 10 mars 1900, à l'issue du pèlerinage au cimetière de Dolorès, les adhérents se réunirent chez le Dr Parra, pour inaugurer solennellement la nouvelle Société positiviste. M. Agustin Aragon leur fit connaître le passé de la Société fondée en 1848 par Auguste Comte et son *Appel* à ceux qui désiraient s'y incorporer; l'organisation de la Société positiviste de Londres; les statuts élaborés en vue de l'organisation à Paris d'une Société d'enseignement populaire supérieur, et ceux qui devaient servir à la création d'une Société positiviste à Rome. C'est ce dernier projet d'association qui obtint les préférences de nos confrères mexicains. Conformément aux statuts adoptés après examen dans une séance ultérieure, le Bureau de la nouvelle Société a été constitué ainsi : Directeur à vie, ayant faculté de choisir son successeur : le Dr Porfirio Parra ; sous-directeur et secrétaire perpétuel : M. Agustin Aragon; membres du Conseil : MM. Miguel-S. Macedo, Pablo Macedo et Ezequiel-A. Chavez. Les séances ont lieu une fois par mois, à jour variable, et sur convocation spéciale. Voici les principales questions qui ont occupé les neuf séances de l'année 1900 :

Vendredi 30 mars : Examen et approbation des Statuts.

Vendredi 20 avril : Examen du projet de M. Enrique-C. Creel sur la fondation, avec le concours de banquiers mexicains, d'un collège commercial.

Mardi 22 mai : De l'enseignement de la musique, par M. Juan-N. Cordero, avocat.

Jeudi 28 juin : *La civilisation chinoise*, par M. Pierre Laffitte (extraits).

Jeudi 26 juillet : *Préface* de M. Pierre Laffitte à l'*Essai sur l'histoire du Positivisme au Brésil*. — Echange d'observations sur les conséquences sociales de l'application des peines par les tribunaux correctionnels.

(1) *Circular para la formacion de una asociacion libre de ensenanza* (adressée aux citoyens professeurs des Ecoles nationales de la République). Mexico, 1er mai 1877.

Jeudi 27 septembre : *Le Positivisme* de M. Hoffding, d'après l'appréciation de M. Swinny, dans la *Positivist Review.*

Lundi 15 octobre : *La Philosophie positive d'Auguste Comte*, condensée par miss Harriet Martineau. Introduction et première leçon (lecture).

Lundi 26 novembre : Compte rendu par M. Agustin Aragon de l'Hommage international à Auguste Comte du 2 septembre. — Les dernières élections anglaises; la Plaie de l'Inde (d'après la *Positivist Review*).

Mardi 11 décembre : Examen de la crise commerciale et économique du Mexique.

La Société positiviste de Mexico s'est, en outre, fait représenter au Concours scientifique national de 1900 par M. Ezequiel-A. Chavez; et, à l'arrivée en France du président de la République du Transvaal, nos confrères lui ont adressé le télégramme suivant, à Paris, Hôtel Scribe : « La Société positiviste de Mexico salue le vénérable Krüger et le proclame non seulement le Défenseur d'un Peuple, mais le digne représentant de l'Humanité. — Porfirio Parra, président. »

Parmi les publications de l'année, en sus des discours et articles que nous avons déjà signalés, et qui ont paru soit dans l'*Universal* de Mexico, soit dans la *Revue Occidentale*, nous devons mentionner deux contributions à ce dernier recueil, l'une du Dr Parra : *Biologie et Sociologie* (1), l'autre de M. G.-Lopez de Llergo : *Une explication de la loi de la pesanteur* (2). M. Agustin Aragon a publié aussi divers articles, entre autres, un compte rendu de l'éclipse totale de soleil du 28 mai, à l'observation de laquelle il prit part comme astronome (3), et une appréciation du *Rapport sur la conversion de la dette extérieure mexicaine* présenté par le ministre des Finances, où il félicite le Turgot mexicain des judicieuses applications qu'il a faites de la *règle d'or* de son éminent précurseur français du XVIIIe siècle : « En temps de paix, on ne doit emprunter que pour liquider les anciennes dettes ou pour rembourser celles qui ont été contractées à un taux plus onéreux (4). » A cette occasion, M. Agustin Aragon a rappelé la carrière de M. Yves Limantour. Elève de l'Ecole préparatoire, où il fit ses études sous la direction du Dr Barreda, puis de l'Ecole de Droit, M. Limantour déploya ses talents successivement

(1) *Revue Occidentale*, mai 1900.
(2) *Id.*, 1er janvier 1901.
(3) *El Universal*, 14 juin 1900.
(4) *Id.*, 13 juin 1900.

au barreau, à l'Ecole de Commerce, où il enseigna l'Economie politique, à la Chambre des députés, dont il fut le président, et enfin au ministère des Finances, qu'il dirige depuis 1893. Grâce à son influence, le budget a été équilibré et l'armée permanente réduite, tout en assurant l'avenir de la nation. M. Agustin Aragon rattache, à juste titre, cette évolution financière à l'influence de Gabino Barreda : « Les crises des sociétés, dit-il, ne peuvent être conjurées que par la formation d'un certain noyau qui, après s'être pénétré des conditions de la régénération sociale, par ses sacrifices, sa capacité mentale et son énergie, dirige les masses populaires. Au Mexique, c'est au Dr Barreda que revient la gloire d'avoir formé le noyau directeur de la société mexicaine. Il apprit à ses disciples, par la démonstration dans la chaire, par la pratique dans la direction de la Préparatoire, que *gouverner*, c'est diriger les activités de manière à les faire concourir au but commun. »

La participation du Mexique à la souscription pour la statue d'Auguste Comte s'est encore accrue cette année. Aux adhésions précédentes sont venues s'ajouter celles du général Reyes, ministre de la Guerre; de M. Fco Bulnes, président de la Chambre des députés; de députés, médecins, ingénieurs, banquiers, cultivateurs, etc., etc.; pour l'Etat de Nuevo-Léon : celles de l'Ecole préparatoire de Monterey (sa capitale); de M. P.-Benitez Leal, gouverneur de l'Etat; de M. Miguel-F. Mendez, directeur général de l'Instruction primaire; pour l'Etat de Chihuahua : de nouvelles souscriptions, y compris celle du colonel Lauro Carrillo, ancien gouverneur de l'Etat, etc., etc. La souscription totale s'élevait, au 31 décembre 1900, à la somme de 3,122 pesos ou 7,836 fr. 30, représentant 509 souscriptions dont 7 collectives, soit plus de 600 personnes.

La répartition des souscriptions recueillies à cette date dans les deux continents donnait le résultat suivant. Sur 1,324 : 22 se rapportent à la Russie et au monde islamique, et 1,302 au monde occidental, comme suit : 211 au groupe de seconde incorporation (129 pour la Germanie, 82 pour les pays anglo-saxons); 1,091 pour le groupe de première incorporation (9 pour l'Italie et la Grèce, 501 pour la France, 581 pour les populations hispaniques). Le Mexique maintenait ainsi la place occupée par lui l'année précédente.

Le Mexique apporte son concours au centre occidental, dans la mesure nécessaire pour caractériser la communauté des sympathies et des aspirations. Ainsi les souscriptions au Subside se sont élevées successivement, de 1 de 1896-1898, à 4 en 1899 et

6 en 1900; les abonnements à la *Revue Occidentale*, de 2 en 1895 à 3 en 1897, 5 en 1898, 9 en 1899 et 12 en 1900. Ici comme en tout, l'action des positivistes mexicains est lente, ferme et continue.

Pour les disciples du Dr Gabino Barreda, rien n'est achevé tant qu'il reste quelque chose à faire. Le Mexique jouit d'une grande prospérité matérielle sous un sage gouvernement, qui, pour employer les expressions d'Auguste Comte, est dictatorial, non parlementaire. Mais, au point de vue de l'éducation et de l'enseignement populaire, la situation nécessite une propagande écrite systématique que la presse quotidienne ne peut ni donner ni aborder, un organe périodique où trouverait place l'examen du Positivisme sous tous ses aspects : philosophique, social, politique et religieux. Il y avait là un besoin non satisfait, qui s'est surtout manifesté chez les Préparatoriens et chez les disciples de leur premier directeur. « Mon *Essai sur Gabino Barreda*, écrivait à ce propos M. Agustin Aragon, n'a fait qu'ébaucher les détails de son œuvre; dans cette belle vie, tout, depuis sa première jeunesse, est intéressant et réconfortant : ses travaux médicaux et philosophiques ne sont encore connus que d'un nombre relativement restreint de personnes, et cependant, par leur objet et leur style persuasif, ils sont accessibles à un public étendu. En les publiant, je ferais mieux apprécier et davantage vénérer leur auteur, et je rendrais un véritable service à ma patrie. La campagne pour la statue d'Auguste Comte m'a convaincu, plus que jamais, de la nécessité d'une publication positiviste : de toutes parts, on réclame une propagande écrite, sincère, sérieuse, approfondie. Dans cette revue, je donnerais une place au Positivisme théorique et à ses principales applications; je ferais connaître les travaux d'Auguste Comte, de M. Pierre Laffitte et de leurs disciples, et dans un demi-siècle leurs noms seraient populaires au Mexique. Enfin, le noyau positiviste ne pouvant se développer que peu à peu, la fondation d'un organe sera utile à son essor; car il est l'élément nécessaire, quand les esprits sont éveillés, pour répandre et alimenter l'action centrale. C'est pourquoi ma pensée est toujours tournée de ce côté; mais l'action doit être continue, il faut des pas fermes, non des sauts périlleux. D'ailleurs, les choses bonnes et nécessaires, une fois annoncées, font leur chemin d'elles-mêmes : il faut savoir attendre l'occasion, et être prêt pour l'action quand elle devient nécessaire. »

L'heure annoncée a sonné, et l'apparition de la *Revista positiva, cientifica, filosofica, social y politica*, organe mensuel du Positivisme, dirigée par M. Agustin Aragon, sera l'événement

caractéristique de l'année 1901! Puisse le succès répondre à ses généreux efforts.

Ce qui domine dans le développement du Positivisme au Mexique, c'est la reconnaissance pour les services rendus, c'est le respect pour la série des prédécesseurs, c'est la sainte continuité dans l'évolution. Nous en avons montré les fruits. Les disciples du Dr Barreda doivent à ses enseignements d'avoir élevé leur cœur à la hauteur de leur esprit; ils n'ont pas la disposition de ces novateurs encore dominés par les habitudes du régime absolu, qui, en véritables affranchis, commencent leur carrière philosophique par excommunier ceux qui ne pensent pas comme eux. Ils comprennent l'importance du ralliement, aussi étendu que le comportent les sympathies, et de la subordination nécessaire, aussi étroite que l'autorise la raison; ils en ont donné l'exemple en acceptant l'héritage du plus ancien disciple d'Auguste Comte, de celui auquel la nouvelle génération positiviste doit le plus et de ceux qui ont continué son œuvre.

Ils ont le glorieux avantage d'unir sous un même drapeau les noms de Gabino Barreda et d'Auguste Comte, de M. Porfirio Parra et de M. Pierre Laffitte. Comme leurs maitres, ces citoyens dévoués chérissent le multiple lien qui nous fait participants de l'activité universelle, sous l'égide de la République, qui, dans son acception positive, voue chaque Patrie au service de l'Humanité, en ne patronnant dans la vie publique que les croyances et les opinions conciliables avec les nécessités civiques des autres nations. Une évolution ainsi préparée et conduite ne peut que mériter le respect universel et être féconde en résultats. Elle a été une source de profonde satisfaction pour notre cher Directeur, dont la vieillesse s'est trouvée embellie par le spectacle de cette suite de générations positivistes, dont la troisième est actuellement représentée par un disciple, unissant l'enthousiasme au savoir et à l'activité, qui porte son drapeau et apprécie ses œuvres.

Nous ne pouvons mieux exprimer le sentiment que développe en nous la contemplation de l'évolution du Positivisme au Mexique qu'en liant notre conclusion à un souvenir commun à celui qui écrit ces lignes et à vous, chers confrères, qui nous avez rattachés par de solides liens à son premier apôtre, vous Monsieur Parra, que ce maître a formé, vous Monsieur Aragon, que le destin appelle à être maître un jour. C'était au lendemain même du 5 septembre : au pèlerinage en l'honneur du Philosophe succédait celui en souvenir du Poète. Nous nous trouvions en

pleine Normandie, dans ce village de Petit-Couronne, dont l'aspect vous donnait comme une vision approchée de la Patrie lointaine, grâce au soleil de feu qui faisait scintiller, dans l'azur radieux, ces cercles vertigineusement mobiles dont Dante peuplait son Paradis, ces tourbillons subtils qui enchaînaient encore, un siècle après Descartes, l'esprit du sage Fontenelle. Devant nous, par delà les prés semés d'oseraies et de peupliers, s'étendait, fermant l'horizon, cette forêt célèbre dans les fastes du Cortez de la Neustrie, d'où descendent, comme une suite de vagues géantes, de verdoyantes collines qui se baigneraient encore dans les eaux de la Seine, au cours paisible, si la main des hommes n'en avait déchiré les flancs, pour réserver un étroit espace aux habitations fleuries, aux vergers remplis de pommiers ployant sous les fruits innombrables, au chemin poudreux qu'ont tant de fois suivi Gustave Flaubert et ses hôtes, les Bouilhet, les F. Pouchet, les George Sand. Mais ces coteaux boisés n'ont cessé de dessiner la courbe gracieuse du beau fleuve qui, effleurant à peine de ses douces étreintes les îles nombreuses au corps frêle caché sous d'opulents rideaux de verdure, semble quitter à regret un si paisible rivage, et dont les eaux profondes cèdent sans effort aux vaisseaux rapides qui, jusqu'au delà du Nouveau-Monde, dans ce port du Pacifique que le rapace Yankee ravit à la noble patrie d'Hidalgo, portent le nom glorieux de la ville des Corneille, des Fontenelle et des Boïeldieu.

C'est devant ce site enchanteur, si pénétrant de poésie, dans ce village « dont le nom semble fait pour le berceau d'un prince », que se dresse le manoir où, depuis sa plus tendre enfance jusqu'à sa pleine maturité, le grand Corneille passa les jours qu'il ne donna point à sa ville natale. Nous en avons ensemble franchi le seuil et monté les degrés. Et dans la chambre où le poète enfantait ses héros, sur le manteau de la cheminée

Où la main des Normands releva son blason,

nous avons lu sa fière devise :

*Et mihi res non me rebus submittere conor!*

Cette devise, qui traduit l'attitude de tous les novateurs inspirés par l'amour de l'Humanité, depuis les temps fabuleux où les audacieux Titans prétendaient escalader les Cieux jusqu'au siècle où, plus ménagers de la vie si courte de ses enfants et mieux instruits des limites de sa puissance, Bichat, Gall et Auguste Comte ont étendu son empire terrestre à tout ce qui vit, respire et concourt à l'existence sociale; cette devise est aussi la vôtre, disciples de Gabino Barreda. Surgis au milieu

d'institutions et d'habitudes où la discorde entre le passé et le présent avait semé la confusion, vous auriez pu vous adonner au Contrat des révoltés ou à l'Evangile des résignés, sans vous contenter jamais de l'oreiller commode de l'égoïste qui ne demande qu'à vivre sans souci des lendemains qui attendent la postérité. Mais vous avez entendu l'appel du Fils de Montpellier, et la bonne nouvelle que vous aviez reçue de vos Maîtres, vous l'avez propagée, convaincus que le meilleur service que vous puissiez rendre à votre pays, c'était de former des successeurs qui continuent leur œuvre; et vous êtes allés, semant ces idées positives qui ne ressemblent à aucune autre, qui ne s'appuient ni sur le Paradis ni sur l'Enfer, qui, pour régner, n'ont besoin ni de la férule des Magisters, ni du *Sanbenito* des Inquisiteurs, ni de l'*ultima ratio* des Rois, parce que, selon le mot d'un de vos hommes d'Etat, « ce sont des idées qui s'imposent »! Votre patrie, grâce à l'œuvre féconde de Gabino Barreda, a fourni un exemple de l'ascendant pacifique des vérités démontrables : là, le Positivisme a donné aux Ecoles des maîtres aux vues générales et aux sentiments généreux; au Gouvernement, des ministres éminents; aux établissements publics, des administrateurs capables et dévoués; à tous les Etats de la nation, des citoyens éclairés. La devise du grand Corneille est donc bien la vôtre, apôtres du Positivisme au Mexique, car, vous aussi, « vous êtes venus dans le milieu contemporain pour le modifier et non pour être modifiés par lui »!

L'amour et la foi de l'Humanité peuvent seuls donner le courage d'entreprendre et la force de poursuivre l'exécution d'un pareil dessein. Qu'importe que l'égoïsme vulgaire, qui ignorera toujours que les plus grands parmi les Maîtres ont toujours été les plus sympathiques, y voie l'indice d'un orgueil surhumain! cette devise, qui traduit le plus pur altruisme, n'en est pas moins inscrite au frontispice de toutes les grandes institutions sociales, comme ayant inspiré leurs fondateurs. Vous le savez, vous qui en tous vos actes publics ne vous êtes jamais départis du respect, de la bienveillance, de la fraternité, du véritable amour universel; vous y voyez, comme nous, l'expression de l'activité de votre grand philosophe, qui a si noblement formulé l'affection qui le faisait agir lorsque, à l'Ecole préparatoire, dans une glorification de l'Art faite par la Science dans son propre temple, il proclamait, lui, l'infatigable et puissant novateur, la supériorité du cœur sur l'intelligence, et la subordination volontaire de la Science à l'Amour!

Emile ANTOINE.

# VARIÉTÉS

## MOUVEMENT POSITIVISTE INDÉPENDANT[1]

### I. — CAUSERIE FAMILIÈRE SUR LA MORALE

*(Deuxième Causerie.)*

Messieurs,

Dans la causerie précédente, nous avons vu, en gros, ce qu'on entend par la morale positive.

Aujourd'hui, je voudrais vous dire quelle est la place qu'occupe la Morale, à mon avis, dans l'ensemble des connaissances humaines et vous donner ensuite une idée sommaire de chacune des cinq parties dont se compose la morale positive, parties que nous avons appelées :

La morale personnelle.
— de la Famille, ou domestique.
— de la Patrie, ou civique.
— occidentale.
— planétaire.

Commençons par la place occupée par la Morale.

Certains hommes, en observant, en étudiant les divers travaux pratiques exécutés instinctivement par d'autres hommes, sont arrivés peu à peu à construire ce qu'on appelle la science pure ou abstraite, laquelle comprend six échelons appelés : la mathématique, l'astronomie, la physique, la chimie, la biologie et la sociologie.

De ces six sciences, les quatre premières s'occupent plus spécialement du monde matériel ou inanimé, la cinquième s'occupe de l'homme, et la sixième des sociétés humaines.

(1) Sous cette rubrique sont désignés les travaux dont les signataires se réclament de la Méthode et de la Philosophie positives, mais dont la teneur fait l'objet des plus expresses réserves de la part de la Direction.

De leur étude, ainsi que de celle des sciences concrètes qui leur correspondent, se dégage pour l'esprit de l'homme une conclusion générale relativement à la liaison, à la relation qui existe entre le monde, l'homme et la société. Cette conclusion, cette vue d'ensemble de l'univers entier, hommes et choses, s'appelle une philosophie.

Il est clair que la conclusion ou philosophie à laquelle on aboutira, si l'on ne connaît que les deux premières sciences, par exemple, ne sera pas la même que si on en connaît quatre ou si on les connaît toutes les six. Or, c'est précisément là ce qui est arrivé pendant le cours du développement de l'intelligence humaine.

A mesure que le nombre des sciences abstraites s'est accru, la philosophie s'est modifiée, transformée, et c'est ainsi qu'après avoir été théologique, puis métaphysique, elle est devenue aujourd'hui scientifique positive.

La philosophie, c'est-à-dire la manière dont on comprend la relation, les rapports qui existent entre le monde, l'homme et la société, est donc de nos jours positive, c'est-à-dire qu'au lieu de croire, comme jadis, que tout est gouverné par des volontés arbitraires surnaturelles, nous croyons aujourd'hui, comme le prouvent clairement toutes les sciences, que tout est gouverné par des lois immuables naturelles.

Il en résulte que les hommes, n'ayant à compter sur le secours d'aucun personnage divin pour leur venir en aide, doivent se débrouiller tout seuls, comme on dit, sur cette terre et s'organiser eux-mêmes comme ils le pourront, pour y vivre ensemble dans les meilleures conditions possibles.

C'est dans la recherche de cette organisation que consiste le rôle de la philosophie. Son rôle est de faire de l'art social, de l'art gouvernemental.

La philosophie a donc pour objet la recherche du bien de l'Humanité, comme la science a pour objet la recherche du Vrai, l'art la recherche du Beau, et l'industrie celle du Bon ou de l'Utile.

De tout temps, les philosophes ont cherché à déterminer la meilleure organisation sociale. Mais, dans l'antiquité, ils ne se préoccupaient guère que de leur propre pays. De nos

jours, où tous les peuples qui habitent notre globe terrestre sont à peu près connus, on commence à se préoccuper de l'Humanité tout entière.

Mais comment va s'y prendre la philosophie nouvelle, la philosophie des sciences, en un mot, la philosophie positive, pour déterminer la meilleure organisation sociale pour le moment, autrement dit pour diriger, pour gouverner l'association humaine de manière que chacun y soit aussi heureux que possible, ou le moins malheureux possible, comme on voudra.

Les règles à établir ne nous tomberont pas du ciel toutes faites, nous le savons; il faut que les philosophes les trouvent eux-mêmes. Où iront-ils les chercher?

Auront-ils simplement recours à leur imagination, à leur fantaisie, pour les créer de toutes pièces sans tenir compte de la réalité des choses et de la nature véritable des êtres humains, comme cela s'est vu déjà bien souvent?

Non. Ils devront, pour cela, s'adresser aux sciences. Celles-ci leur fourniront les seules indications sérieuses, bien qu'encore incomplètes, qui puissent leur servir de base inébranlable pour leur travail, c'est-à-dire les renseignements certains et exacts que nous possédons aujourd'hui sur la nature réelle des hommes et des choses.

Leur point de départ sera cette vérité sociologique fondamentale que toute association est une justice ou qu'elle n'est pas (1). Il n'y a vraiment association qu'à la condition que l'idée de justice dominera tout dans l'association. Or, c'est là une idée qui commence à peine, de nos jours, à pénétrer dans nos mœurs.

Jusqu'aujourd'hui les peuples n'ont guère été considérés comme des associations d'individus régies par une justice, mais bien plutôt comme des troupeaux humains dirigés par des bergers qui employaient surtout la force ou la ruse.

L'idée de justice est le germe de toute saine organisation sociale — et c'est ici que nous allons voir apparaître la Morale.

Dans le domaine pratique, la justice consisterait à récom-

(1) *La Cité moderne*, par M. J. Izoulet (Alcan, éditeur).

penser chacun proportionnellement aux services qu'il rend à l'association, tout comme on le fait pour l'apport de chaque actionnaire dans une association financière, par exemple.

Dans le domaine moral, la justice se résume dans ces deux formules : 1° Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'il te fît. — Ce n'est encore là qu'une justice négative, inférieure, égoïste — c'est de l'individualisme.

2° Fais à autrui ce que tu voudrais qu'il te fît.

Ici, c'est la justice positive, supérieure, altruiste — c'est du socialisme, c'est de la solidarité.

Peut-on espérer qu'une justice parfaite régnera un jour entre les hommes? Non, — la nature imparfaite de l'homme s'y oppose, — nous ne deviendrons jamais des anges, mais nous pouvons nous améliorer considérablement. Il suffit de jeter un coup d'œil autour de nous pour constater que nous n'en sommes même pas encore arrivés à la simple justice négative, qui dit : Ne faites pas de mal à autrui. Il nous reste de la marge avant de parvenir à la justice positive, qui dit : Faites du bien à autrui.

Mais, pour le moment, laissons de côté l'avenir et revenons au présent, c'est-à-dire à l'organisation, par la philosophie positive, de la justice dans une société considérée comme une véritable association.

L'établissement de cette justice consiste essentiellement, en fait, dans la fondation de la Morale — dont le rôle est de préciser la conduite à tenir par un membre quelconque de l'association dans n'importe quelle circonstance et quelle que soit sa situation sociale — c'est-à-dire à lui apprendre ce qu'il doit faire pour être sociable, pour être utile à la société dont il fait partie et contribuer à son perfectionnement.

Les règles établies pour la Morale proprement dite sont naturellement accompagnées, comme je l'ai déjà dit, d'une première catégorie d'autres règles pour le cas où l'on a affaire à des récalcitrants : c'est ce qu'on appelle le Droit; et d'une deuxième catégorie d'autres règles encore pour déterminer les relations entre l'élite qui dirigera la nation et la foule qui sera dirigée : c'est ce qu'on appelle la Politique.

Ces trois parties de la Morale correspondent, dans la pra-

tique, aux trois organes ou institutions dites : morales, juridiques et politiques ; elles forment les trois procédés d'application de l'idée de justice.

Ce sont ces trois organes qui, de tout temps, ont dirigé chaque société au nom d'une philosophie qu'on appelait une religion, parce que, jusqu'à présent, elle reposait sur la croyance en l'intervention d'un Dieu qui gouvernait tout.

Au fond, c'était bien en réalité l'élite intellectuelle purement humaine qui gouvernait sous l'apparence d'un Dieu, et il devra en être de même dans l'avenir, après la suppression de ce Dieu, qui n'y est pour rien, comme le démontre la philosophie positive.

Les trois organes dont je viens de parler : Morale, Droit, Politique, forment donc les trois branches de l'art social ou de l'art de gouverner. Par suite, on doit considérer la Morale comme un art et non comme une science, au moins dans le sens qu'on donne habituellement à ce mot. Ce n'est pas une science proprement dite, c'est un assemblage de morceaux scientifiques tirés des six sciences fondamentales ; on peut, si l'on veut, appeler cet assemblage la science de la Morale, ou la morale théorique.

De cette morale théorique, on déduit ensuite des règles pratiques pour la vie en société et pour l'éducation des enfants : c'est la morale pratique. Mais, en somme, la morale théorique et la morale pratique réunies ne sont, au fond, qu'un passage général de la théorie à la pratique.

La Morale en bloc est donc, en réalité, un art : c'est une des trois parties de l'art de gouverner.

Passons maintenant à quelques renseignements très sommaires sur chacune des cinq divisions de la morale positive.

Comme nous l'avons vu, la Morale est une création qui résulte forcément, nécessairement, du fait même de l'association réelle humaine. Ce qui est moral, c'est ce qui est utile à l'association ; ce qui est immoral, c'est ce qui lui est nuisible. A mesure que l'association deviendra plus vaste, la Morale gagnera elle-même en superficie ; et elle gagnera en profondeur à mesure que les sciences se développeront et se préciseront, parce que celles-ci nous permettront de fixer, plus en

détail et avec plus d'exactitude, nos vrais devoirs dans les différents et innombrables cas qui se présentent dans la vie réelle de nos jours.

*1° Morale personnelle.*

Elle se résume en quelques mots : s'améliorer physiquement, intellectuellement et moralement, de façon à se mettre le plus possible en état d'être utile à autrui.

Autrui comprend trois êtres collectifs de plus en plus vastes, trois associations qui s'emboîtent, pour ainsi dire, l'une dans l'autre et qui sont : la Famille, la Patrie et l'Humanité tout entière. Qu'il le veuille ou non, tout homme fait partie de ces trois groupes, de ces trois associations ; l'homme isolé, indépendant de tout, est un mythe, une abstraction qui n'existe pas réellement dans la nature.

Parmi les diverses doctrines philosophiques, le Positivisme seul peut systématiser la Morale pratique, parce que seul il a montré quel est le but effectif de la destinée humaine, but purement terrestre.

Ce but consiste : 1° dans le service des trois êtres collectifs dont je viens de parler, et 2° dans l'effort connexe de notre perfectionnement personnel pour mieux le remplir.

L'homme n'est pas fils du Ciel, mais fils de la Terre. Créé par l'Humanité, résultat et conséquence dernière des milliers d'ancêtres qui l'ont précédé dans la vie, venu au monde nu et incapable de quoi que ce soit, même de trouver sa nourriture, comme le font certains animaux, il est élevé et instruit jusqu'à vingt et un ans par cette Humanité qui, dans ce but, met à sa disposition tous les trésors matériels, intellectuels et moraux qu'elle a pu accumuler depuis des siècles. C'est ce qui a fait dire à Auguste Comte : « Les vivants sont gouvernés par les morts. » C'est la période *préparatoire* de sa vie. Le travail d'éducation, dont il doit être l'objet pendant cette période, incombe plus particulièrement à la mère de famille tant qu'il est enfant, et à des professeurs lorsqu'il est adolescent.

De vingt et un à soixante-trois ans, c'est sa période d'action. Par son activité, par son travail, il se rend utile, il sert cette Humanité qui, jusque-là, ne lui avait rien demandé. Il

doit s'efforcer, non seulement de maintenir intacts les trésors de toute nature transmis par les ancêtres, mais encore de les augmenter afin que ceux qui viendront après lui se trouvent dans une situation meilleure que celle où il s'est trouvé lui-même en venant au monde.

A partir de soixante-trois ans, l'activité pratique, musculaire, faisant défaut, il ne peut plus guère être utile à l'Humanité que par le conseil : c'est la période *complémentaire* de sa vie.

Après sa mort, le souvenir de sa personne et de ses actions restera plus ou moins longtemps, et dans un plus ou moins grand nombre d'esprits, selon la grandeur des services qu'il aura rendus à l'Humanité.

Sa mémoire sera honorée ou méprisée selon ce qu'il aura fait. — C'est là la seule immortalité sur laquelle il doive compter. — En dehors, bien entendu, de celle qui est assurée aux éléments matériels de son corps par la loi de chimie découverte par Lavoisier : « Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme. »

Outre les services directs, pratiques, matériels, qu'il rend à sa Famille, à sa Patrie et à l'Humanité par son travail pendant la période active de sa vie, l'homme doit, pendant toute sa vie, c'est-à-dire pendant les trois périodes dont elle se compose, — préparatoire — active — complémentaire, — faire effort pour se perfectionner lui-même.

Il doit s'efforcer d'être bien portant et de développer son esprit et son cœur de manière à arriver à aimer, connaître et servir l'Humanité, ce qui est le but de la destinée humaine.

Ce travail de perfectionnement intérieur de l'homme doit commencer dès l'âge le plus tendre sous la direction de la mère, qui inculque à l'enfant un certain nombre de préjugés, c'est-à-dire de préceptes qu'on ne lui explique pas, mais qu'on lui impose de manière à lui faire prendre certaines habitudes qu'il conservera et dont il ne comprendra que plus tard l'utilité. — Cette éducation morale personnelle se résume en ceci : faire prédominer la sociabilité sur la personnalité — autrement dit : l'altruisme sur l'égoïsme. On arrive à ce résultat par des exercices intellectuels et moraux appropriés qu'enseigne le Positivisme.

*2° Morale de la Famille ou Morale domestique.*

La Famille représente le premier degré de l'association. C'est la plus petite association réelle. Outre le perfectionnement moral personnel réciproque de l'homme et de la femme associés, la Morale de la Famille a surtout pour objet l'éducation des enfants; il s'agit d'en faire des êtres sains de corps et d'esprit, et dévoués à leur Famille, à leur Patrie et à l'Humanité — c'est-à-dire de vrais citoyens de la terre. — Nul n'est plus qualifié que la mère pour commencer cette éducation, nul n'aura plus de patience et de dévouement.

Pour qu'elle puisse convenablement remplir ce rôle si important et diriger son ménage, il est nécessaire qu'elle soit débarrassée de tout souci extérieur; c'est pourquoi le Positivisme pose en principe que l'homme doit nourrir la femme.

Il est clair que ce n'est là qu'une prescription générale; on ne doit pas oublier, en effet, qu'il est nécessaire d'assurer aussi à la femme isolée une véritable indépendance.

*3° Morale de la Patrie ou Morale civique.*

La Patrie est la deuxième association réelle; c'est le groupement d'un certain nombre de familles sur une portion déterminée de la surface terrestre. La Patrie résulte du *concours* de tous ses membres, par des fonctions distinctes, à une œuvre commune.

Ce concours, ou réaction de l'ensemble sur les parties pour les ramener constamment du point de vue personnel au point de vue social, doit être assuré par deux organes appelés : l'un, le pouvoir temporel, lorsqu'il s'agit de questions matérielles, l'autre, le pouvoir spirituel, lorsqu'il s'agit de questions intellectuelles et morales.

Instituer un régime industriel et pacifique, compatible avec la séparation de ces deux pouvoirs, tel est le but de la Morale civique.

La Morale civique développe l'homme formé par la Famille. Il faut voir dans l'activité publique la véritable destination de l'homme, de même que la femme trouve la sienne dans la vie privée.

Consacrant la hiérarchie industrielle et la division entre les

entrepreneurs et les travailleurs, le Positivisme charge le Pouvoir spirituel, convenablement organisé, de trancher tous les conflits qui pourraient survenir.

Regarder la richesse comme sociale dans sa source et dans sa destination, et son appropriation personnelle comme le meilleur moyen de l'employer dignement, par l'entremise de la Famille et de la Patrie, au service de l'Humanité, voilà la loi fondamentale.

Le Positivisme considère tout individu, quel que soit son métier, comme un fonctionnaire de la Patrie, et chacun doit chercher à lui faciliter sa tâche. Le salaire ne doit pas être considéré comme payant le service rendu, que ce salaire soit, d'ailleurs, appelé honoraires, appointements ou gages, parce qu'il est impossible d'évaluer exactement ce service.

Le salaire représente essentiellement l'indemnité due pour renouveler et régénérer les forces physiques, intellectuelles et morales dépensées au service de la société.

Sciemment ou non, le salaire est, dans tous les cas, un prélèvement sur les capitaux créés par les générations passées et présentes. — Il faut donc le calculer d'après les nécessités de l'existence de la Famille (nécessités qu'il est possible d'évaluer), de manière à assurer le loisir à l'enfance, le repos à la vieillesse, et, à tout âge, la vie domestique à la femme — le surplus est le patrimoine du genre humain.

Dans l'état transitoire où se trouve actuellement la société, est-il juste, par exemple, qu'un ouvrier maçon qui a une femme et deux enfants, je suppose, reçoive exactement le même salaire que son camarade célibataire qui n'a à se préoccuper uniquement que de son entretien personnel?

Est-il juste que le propriétaire, le possesseur d'une fortune, d'une richesse quelconque, puisse s'en considérer comme le maître absolu, en faire tout ce qu'il veut, en abuser même jusqu'au point de la détruire si cela lui plaît, diminuant ainsi, sans profit pour personne, le stock des produits créés avec tant de peine par l'Humanité?

Ne commettrait-il pas un véritable vol social en jetant, par exemple, son or au fond de la mer ou en l'enfouissant dans la terre, par simple caprice? en achetant cinq cents pièces de

vin pour les défoncer et laisser couler le vin dans le ruisseau ou dans un égout, uniquement pour se distraire?

Non — le droit *absolu* de propriété ne saurait être toléré, ce serait une monstruosité au point de vue social, et le détenteur d'une richesse quelconque doit considérer cette richesse comme un simple dépôt à lui confié par l'Humanité. — Il n'est pas réellement un propriétaire, mais un simple dépositaire, le simple détenteur passager d'une partie de la fortune publique, etc., etc.

*4° Morale occidentale.*

L'occidentalité ou groupement des nations de race blanche, appelée République occidentale par Auguste Comte et, depuis lors, Etats-Unis d'Europe ou Fédération européenne par d'autres, n'est pas une association réelle déjà existante. Ce n'est encore qu'une association virtuelle, c'est-à-dire à l'état de projet, de desideratum, de rêve, en quelque sorte.

Aussi la Morale qui lui correspond n'existe-t-elle encore qu'à l'état théorique. Elle ne saurait, de nos jours, trouver place dans la pratique. C'est une sorte d'étape intermédiaire entre la Morale de la Patrie ou Morale nationale, la plus haute qui existe ou au moins pourrait exister réellement aujourd'hui, et la Morale planétaire.

Son but est de régler l'existence des diverses populations européennes, devenues solidaires depuis Charlemagne, qui pourraient former la République occidentale.

Ce règlement ne peut provenir des procédés révolutionnaires, c'est-à-dire de la politique des nationalités, ni de celle de l'industrialisme ou du sentimentalisme.

Le rétablissement de l'ordre dans l'Occident ne peut provenir que de l'adoption d'une même morale, la Morale positive, qui, étant seule vraiment scientifique, peut seule être acceptée par tous.

Cette morale prescrit de ne pas chercher à détruire les peuples restés en dehors de la Fédération européenne, sous prétexte qu'ils seraient de race inférieure, ni de les exploiter industriellement, mais de les considérer comme restés en arrière sur la route de la civilisation et de les élever peu à peu

à notre hauteur, en entretenant avec eux des relations pacifiques et en cherchant même à leur épargner, s'il est possible, quelques-unes des étapes intermédiaires par lesquelles nous avons été nous-mêmes obligés de passer pour en arriver où nous en sommes aujourd'hui.

En un mot, la Morale occidentale considère les autres peuples comme des frères cadets qui doivent être guidés dans leur marche par un frère aîné plus instruit et plus expérimenté.

Il est clair qu'avant de se former en fédération européenne, il faudrait que chacun des peuples qui doivent la composer adoptât d'abord pour lui-même la Morale positive, ce qui n'arrivera que lorsque la France, qui devrait diriger ce mouvement, aura donné l'exemple — en l'adoptant elle-même, ce dont nous sommes encore bien éloignés actuellement.

### 5° *Morale planétaire.*

De même que la Famille et la Patrie, ces deux premiers êtres collectifs, l'Humanité, ou ensemble des divers peuples de la terre, est bien un troisième être collectif qui existe réellement ; mais, de même que l'occidentalité, elle n'est pas encore constituée en association réelle. Loin de là, et l'on peut dire que, très probablement, elle n'arrivera pas à cet état avant des centaines d'années.

Organiser systématiquement *l'unité* qui tend spontanément à s'établir sur la terre, voilà le but de la Morale planétaire positive.

Lorsque cette unité existera, lorsque l'association humaine planétaire sera devenue un fait réel, il est évident que le régime sous lequel vivront les êtres humains sera un régime pacifique — les armées, devenues inutiles, se transformeront en une simple gendarmerie ; — au point de vue économique, le libre-échange régnera seul, la protection n'aura plus de raison d'être, tous les peuples auront la même Morale, comme ils auront la même monnaie, etc., etc.

La Morale planétaire devrait servir de guide général à nos législateurs pour la confection des lois, de manière à nous pousser vers l'unité terrestre future, au lieu de nous en éloigner,

comme il arrive quelquefois, sans qu'on s'en rende compte d'ailleurs, faute d'une doctrine directrice commune, acceptée et bien arrêtée d'avance. Nous marchons un peu trop au hasard, sans but précis.

## CONTRADICTIONS

### PROVENANT DE L'ABSENCE D'UNE MORALE INTERNATIONALE

Nous avons vû que la Morale est le produit naturel de l'association. Or, des trois êtres collectifs dont nous avons parlé, Famille, Patrie, Humanité, les deux premiers forment seuls, jusqu'à présent, des associations réelles; le troisième n'est encore qu'à l'état d'association en formation lente, ce n'est pas encore une association effectivement réalisée. Des trois parties de la Morale qui leur correspondent, quelle est celle qui doit avoir la prééminence?

C'est la Morale nationale ou Morale de la Patrie, parce qu'elle correspond à l'association *réelle* la plus vaste; et il en sera ainsi tant que nous n'aurons pas réalisé l'association planétaire ou, au moins, l'association occidentale.

Exemple : la France est, je suppose, en guerre avec l'Allemagne. On me donne un fusil, on me mène à la frontière et on me dit : Quand vous apercevrez un Allemand, vous tirerez dessus. — Je me récrie : Mais c'est un assassinat que vous me proposez-là, c'est un crime de lèse-humanité! — A quoi on me répond : Parfaitement — et vous avez bien raison. Seulement, si vous ne tuez pas l'Allemand, ce sera l'Allemand qui vous tuera, et la Morale n'y gagnera rien. Il y aurait bien un moyen, ce serait de poser chacun votre fusil par terre et de vous donner une poignée de main.

Le jour ou les Français et les Allemands seront de cet avis-là, la contradiction entre les deux Morales tombera d'elle-même. Ce sera un premier pas de fait pour nous hausser jusqu'à la Morale occidentale, et nous y atteindrons complètement quand les autres peuples de l'Europe penseront de même.

Dans le cas dont je viens de parler, celui où, sous prétexte de morale idéale planétaire, de sentimentalisme, les Français,

renonçant à tirer, se laisseraient tuer tranquillement comme de simples lapins par les Allemands, il vaudrait bien mieux ne pas se donner la peine d'aller jusqu'au champ de bataille et inviter simplement les Allemands à s'annexer la France, ce qui rappellerait un peu, d'ailleurs, l'histoire du guillotiné par persuasion.

Certes, si je connaissais un peuple entièrement positiviste, c'est-à-dire plus avancé que nous sur la route du progrès humain, je souhaiterais volontiers nòtre absorption par ce peuple, ou mieux, notre union avec ce peuple sous la forme d'une petite fédération, dans l'espoir que son exemple influerait sur nous et hâterait notre marche vers le règne de la justice sociale : mais je n'en connais pas.

De tous les peuples de l'Europe, je crois, au contraire, que c'est nous qui sommes le plus en avance. C'est nous qui portons le flambeau qui éclairera l'Humanité dans l'avenir.

Ce serait donc une faute, au point de vue de la Morale idéale planétaire elle-même, que de courir le risque de voir ce flambeau s'éteindre sous le souffle d'une puissance plus arriérée que nous et qui nous dominerait. — Ce serait laisser reculer la civilisation. — Notre devoir est donc de le tenir à l'abri, de le défendre pour le bien futur de l'Humanité tout entière.

C'est pour cela que la France doit être forte. La France est appelée à fournir l'impulsion directrice, de préférence à toutes les autres nations de l'Occident qui, moins engagées, peuvent attendre l'accomplissement de sa transformation organique. Mais avant de prétendre modifier le monde, elle doit faire ses preuves chez elle en surmontant l'anarchie qui l'épuise périodiquement; il lui faut conserver à tout prix la République. La République française doit devenir positiviste dans ses chefs et disposer d'une force militaire suffisante pour faire respecter son élaboration intérieure et assurer le maintien de la paix au dehors : double condition de l'établissement de la nouvelle Morale, c'est-à-dire de la Justice en Occident. Une fois organisée d'après ces nouveaux principes, la France, par ses lumières et son énergie, ferait attraction sur tous les peuples.

J'ai pris mon exemple de contradiction ou conflit moral

dans le temps de guerre, mais il serait facile d'en trouver d'analogues dans le temps de paix — les tarifs douaniers, par exemple, ne sont en somme que des espèces de fusils destinés à tirer sur les marchandises étrangères qui veulent pénétrer en France. — Que deviendront toutes ces barrières militaires, douanières, etc., le jour où l'on passera, facilement et couramment, en ballon, d'un pays dans un autre.

Et, sans insister autrement, je dirai en passant que les contradictions économiques qui résultent de l'état d'antagonisme des diverses nations entre elles et qui rendent si difficiles les rapports entre patrons et ouvriers dans chaque pays, en un mot, que ce qu'on appelle la question sociale ne pourra être résolue qu'en se plaçant, d'abord au point de vue général planétaire, au point de vue de l'ensemble de l'Humanité, pour en déduire ensuite une organisation pratique provisoire, transitoire, moins défectueuse que celle où nous nous débattons en ce moment, et qui serait l'organisation économique des peuples de l'Europe réunis en fédération, en attendant la réalisation de l'organisation économique planétaire et définitive, qui correspondra plus tard à l'association réelle et universelle de tous les peuples de la terre.

Il y a là une mine presque inépuisable de beaux et utiles travaux à entreprendre, pour de jeunes esprits philosophiques qui feraient usage de la méthoque positive, la seule vraiment scientifique, la seule qui permette, lentement, il est vrai, mais sûrement, d'atteindre la vérité; parce que seule elle sait séparer nettement le domaine de la Raison et du bon sens du domaine de l'Imagination et de la fantaisie.

Tant que ces travaux ne seront pas faits, nous n'y verrons pas suffisamment clair dans les questions politiques et nous continuerons à patauger et à nous disputer sur la nature des cataplasmes à mettre sur les clous qui apparaissent à chaque instant à la surface du corps social, au lieu d'appliquer le remède général et radical qui les empêcherait de se produire. Croire que ce remède est, dès à présent, trouvé et connu, qu'il existe réellement une formule magique capable de résoudre immédiatement le problème social, et qu'il suffirait d'un décret du pouvoir politique pour nous rendre tous heu-

reux, du jour au lendemain, serait faire preuve d'une grande naïveté.

Ainsi, le système politique édifié par Auguste Comte, par exemple, qui est le plus complet de tous et le seul raisonnable à mon avis, n'est lui-même arrêté tout au plus que dans ses grandes lignes; c'est un bon point de départ, mais voilà tout, et il reste encore beaucoup à faire pour en fixer les détails et passer à la pratique, travail d'autant plus difficile que la forme à donner à ces détails devra être différente selon l'état d'avancement des sciences. C'est l'affaire de ses disciples. — Je n'ignore pas qu'il en est parmi eux qui considèrent l'œuvre du Maître comme complète, définitive, comme une sorte de Bible à laquelle il serait criminel de toucher; nous les appelons des Comtistes. Or, rien n'est absolu et définitif en ce monde, tout se transforme continuellement. C'est même là le fond de l'enseignement positiviste, et je suis profondément convaincu qu'Auguste Comte lui-même ne serait pas Comtiste s'il vivait encore. La preuve en saute aux yeux, d'ailleurs, quand on lit son aphorisme favori : *Tout est relatif, voilà le seul principe absolu.*

Fermons cette parenthèse et disons, pour conclure, qu'en tous cas, l'amélioration des institutions sociales ne pourra se faire que progressivement, comme conséquence de l'amélioration des mœurs, lesquelles ne se transformeront elles-mêmes que sous l'influence des idées ; vouloir procéder autrement, c'est mettre la charrue avant les bœufs. Ce sont donc les idées qu'il faut transformer d'abord; or, ceci ne saurait se faire en un tour de main. Il faudra les efforts systématiques de plusieurs générations, rien que pour faire passer l'élite de l'état intellectuel théologique à l'état intellectuel scientifique.

Mais revenons à la Morale proprement dite, qui fait l'objet spécial de cette causerie.

J'ai dit que la Morale nationale, ou Morale civique, ou Morale de la Patrie, comme on voudra l'appeler, devait, dans l'état actuel des choses, avoir la prééminence sur la Morale occidentale et sur la Morale planétaire, parce que celles-ci ne sont encore qu'à l'état virtuel, à l'état d'ébauche. D'autre part, elle a aussi la prééminence tout naturellement sur celle

de la Famille qui correspond à une association moins vaste, et sur la Morale personnelle qui correspond à une association encore moins vaste, si peu vaste même qu'elle n'existe pour ainsi dire pas, puisqu'on n'a plus affaire ici qu'à un individu isolé.

La Morale personnelle doit donc céder le pas à celle de la Famille, laquelle doit s'incliner elle-même devant la Morale nationale, de sorte que les cinq degrés successifs de la Morale positive forment une sorte d'échelle ascendante partant de la personnalité pour aboutir à la sociabilité ou solidarité la plus développée; autrement dit, allant de l'égoïsme à l'altruisme.

D'où la formule morale : Vivre pour autrui, dont je vous ai déjà parlé précédemment.

J'y ajouterai aujourd'hui la devise du Positivisme, qui résume en quelques mots ses tendances générales morales et politiques. Cette devise est la suivante :

L'Amour pour principe,
Et l'Ordre pour base;
Le Progrès pour but.

1° *L'Amour pour principe.* — C'est-à-dire avoir des sentiments de sympathie pour tous les êtres humains — et même pour certains animaux utiles à l'Humanité et sans le concours desquels nous ne serions parvenus que bien plus difficilement et bien plus lentement au degré de civilisation où nous sommes.

2° *L'Ordre pour base.* — Ce que nous appelons l'ordre, c'est l'ensemble des institutions organiques fondamentales de la société, telles qu'elles sont de nos jours, telles qu'elles se sont formées peu à peu pour devenir ce qu'elles sont maintenant; en un mot, c'est l'organisation actuelle. Il ne faut pas vouloir la détruire d'un seul coup, faire table rase de tout ce qui existe pour le remplacer par quelque chose que l'on suppose devoir être meilleur. Tout n'est pas à démolir dans ce que nous avons. Il y a de bonnes choses à conserver. Malgré notre fatuité, nos ancêtres, qui nous ont amenés où nous en sommes, n'étaient pas tous des imbéciles. C'est de la situation qu'ils nous ont faite qu'il faut partir pour améliorer. C'est l'ordre

actuel que nous devons prendre pour point de départ, pour *base.*

3° *Le Progrès pour but.* — Puisque nous avons tant d'esprit, nous avons là une belle occasion de le montrer. Ce serait, après avoir constaté que l'organisation actuelle a besoin d'être améliorée, ce que personne ne conteste d'ailleurs, sauf quelques rétrogrades, ce serait, dis-je, de discerner sûrement, parmi les centaines d'institutions sociales de nos jours, quelles sont celles qui sont vraiment mauvaises et qu'il faut remplacer, en indiquant en même temps par quoi on les remplacera, et comment on s'y prendra pour faire accepter cette substitution par le public, — car il faut tenir compte des répugnances instinctives de la masse pour tout changement; — de voir ensuite quelles sont celles qui sont encore bonnes et qu'il y a lieu de conserver; enfin, quelles sont celles qu'il convient de transformer, de perfectionner.

C'est ce travail méthodique d'amélioration générale à exécuter par des procédés strictement scientifiques, et non d'après les inspirations d'une fantaisie individuelle quelconque, que réclame la devise positiviste, en disant : *le Progrès pour but*, ce progrès devant s'effectuer en prenant pour base l'ordre actuellement existant, quelque défectueux qu'il paraisse.

Comme vous le voyez, Messieurs, les positivistes ne sont ni des aristocrates, c'est-à-dire des rétrogrades qui trouvent que le mieux serait d'en revenir au régime du trône et de l'autel, ni des démocrates, c'est-à-dire des révolutionnaires qui veulent tout démolir sans bien savoir au juste ce qu'ils feront après. — Ce sont des *sociocrates*, qui veulent une République laïque pacifique et le progrès sans secousse, par la science.

Dans la guerre violente et acharnée de principes que se font, par exemple, de nos jours, le collectivisme et le socialisme d'une part, et l'individualisme d'autre part, c'est-à-dire dans la lutte engagée entre la société et l'individu, pour qui le Positivisme prend-il parti? — Ni pour l'un, ni pour l'autre. — Il veut, il exige leur conciliation, et il y a longtemps qu'il l'a réalisée en prenant à chacune de ces doctrines

ce qu'elle renferme de bon. Comme le dit très bien M. Coste (1) : « Le socialisme part d'une idée juste, lorsqu'il fait ressortir la fécondité et la nécessité de l'action publique ; mais il poursuit une idée fausse, lorsqu'il veut universaliser cette action et la substituer à toutes les autres. De même l'individualisme économique a grandement raison de célébrer la fécondité et la nécessité de l'action personnelle de l'homme ; mais il a tort de laisser croire qu'elle se suffit à elle-même. » De l'étude des faits et de celle de la nature réelle de l'homme, qu'il ne faut pas prendre pour un ange, il ressort que le véritable progrès consiste dans la coopération de mieux en mieux concertée de l'action publique et du travail individualisé, sans aucune usurpation d'un élément sur l'autre.

Le Positivisme conclut donc en proclamant la nécessité de l'*indépendance et du concours* des divers éléments sociaux. Indépendance : afin de ne pas tuer l'initiative personnelle (c'est la part de l'égoïsme) ; concours : mais concours libre, c'est-à-dire volontaire et par conséquent moral (c'est la part de l'altruisme). Si le concours était forcé, il n'aurait évidemment aucun mérite au point de vue moral.

D'où cette formule d'Auguste Comte, qui semble un peu brutale et mystérieuse au premier abord :

Il n'y a pas de question sociale;
Il n'y a qu'une question morale.

Pour terminer et nous reposer un peu de cette avalanche de morale qui dure depuis une heure, permettez-moi de vous citer l'opinion d'un penseur anglais sur ce qu'on appelle les partis politiques dans un pays quelconque ; la voici en deux mots :

Dans tout parlement, il y a toujours quatre partis :

1° Ceux qui veulent changer *tout — tout de suite ;* ce sont les révolutionnaires.

2° Ceux qui ne veulent changer *rien — jamais ;* ce sont les réactionnaires.

(1) *L'Expérience des peuples*, par A. Coste (Alcan, éditeur).

Mais le gouvernement n'est jamais aux mains de ces partis extrêmes; il appartient toujours au centre, qui veut bien changer quelque chose, mais qui, lui-même, se divise en deux partis dont l'un dit :

Je changerai quelque chose *bientôt;*

Et l'autre :

Je changerai quelque chose *plus tard.*

Et la société marche ainsi ballottée des *bientôt* aux *plus tard* et des *plus tard* aux *bientôt.*

Je dirai, au sujet de cette division en quatre partis, qui au fond me paraît assez juste, que les positivistes seraient volontiers du parti *des bientôt;* mais ils croient que *les bientôt*, pas plus que *les plus tard*, ne pourront changer quelque chose d'une manière vraiment utile que lorsqu'ils sauront exactement où ils veulent aller, lorsqu'ils auront un but politique final précis, que le Positivisme est seul en mesure d'indiquer. Quant à la méthode générale à suivre, elle consiste à toujours se placer d'abord au point de vue de l'ensemble, au point de vue planétaire, parce que *c'est* l'Humanité planétaire, considérée en bloc depuis son origine, à la fois dans l'espace et dans le temps, qui *seule* existe et vit réellement d'une manière durable; les hommes et les peuples n'en sont que les cellules momentanées, les éléments bien passagers! L'Humanité contemporaine elle-même tout entière n'est qu'une goutte d'eau entre deux océans : l'océan du Passé avec ses milliards de morts, et l'océan de l'Avenir avec les innombrables générations qui seront appelées à la vie jusqu'à la fin des siècles.

E. BOMBARD.

18 mars 1901.

---

## II. — NOTES PÉDAGOGIQUES

*(Suite.)*

DEUXIÈME PARTIE.

### *Critique du travail manuel dans ses rapports avec l'éducation générale.*

M. SCHERER. — Le travail manuel a une valeur éducative générale et développe particulièrement la volonté.

M. RIBS. — Ce n'est pas chez les travailleurs manuels qu'on rencontre le plus grand nombre d'hommes ayant une volonté ferme, énergique, tenace.

RIG. — La volonté se développe avec la sensibilité et l'intelligence. Elle est à l'origine de toute évolution humaine.

Si l'on se borne à cultiver la volonté au moyen du travail manuel, c'est-à-dire si l'enfant ne reçoit qu'un enseignement technique, il est clair que sa volonté et son activité s'appliqueront surtout à des œuvres techniques ou industrielles, les seules qu'il ait appris à réaliser.

Si, d'autre part, on cultive la sensibilité et l'intelligence au moyen des lettres et des sciences, sans avoir commencé à cultiver la volonté par le travail manuel, c'est-à-dire par l'action industrielle ou pratique, la plus simple et la plus élémentaire, la volonté pourra tendre à rester indécise ou instable, parce qu'elle manquera d'une base solide, n'ayant pas reçu le mode de culture le plus convenable à son développement primitif. Il y aura un défaut originel et un manque d'équilibre entre la spéculation et l'action. Il pourra en résulter l'affaissement du caractère, signalé par les philosophes, et décrit par Amiel, sous le nom de *maladie de l'idéal.*

M. SCHERER. — Le travail manuel donne à l'enfant une adresse et une habileté qu'il transportera dans la vie pratique.

M. RIES. — L'enfant prend à l'école des habitudes d'appli-

cation, de persévérance, de travail consciencieux, de maîtrise de soi-même.

RIG. — L'écolier apprend à écrire, mais il n'apprend pas à agir ou, du moins, il n'apprend l'action qu'au moyen de l'écriture et de la parole; cela ne suffit pas dans la vie.

On prépare réellement l'enfant à la vie au moyen du travail manuel, tandis que le travail de bureau est une préparation insuffisante et malsaine. L'écolier contracte une tendance à devenir bureaucrate. Ce qu'on a fait pendant sa jeunesse, ce dont on a pris l'habitude, on tend à le continuer toute sa vie.

M. SCHERER. — Le travail manuel donne satisfaction au besoin d'activité des enfants et leur fournit une occupation qui convient à leur âge.

M. RIES. — On confond l'instinct du mouvement, du mouvement désordonné avec l'activité utile.

RIG. — Le travail manuel est le mouvement ordonné, coordonné, organisé.

M. RIES. — Les hommes les plus cultivés sont aussi les plus actifs et les plus travailleurs.

RIG. — Il faudrait préciser : dire d'abord ce qu'on entend pas les hommes les plus cultivés et faire ensuite la statistique de l'activité et du travail dans toutes les professions. Cela nous mènerait trop loin. Je crois qu'il est inutile d'insister.

M. SCHERER. — L'enseignement du travail manuel amène les enfants à produire, à créer du nouveau.

M. RIES. — La création libre est réduite, dans le travail manuel, à de très modestes proportions.

RIG. — Elle est réduite dans les proportions qui conviennent le mieux à la faiblesse de l'enfant. Si peu qu'il produise, l'enfant produira plus en industrie qu'en art et en science; il est plus industriel qu'artiste; il n'est nullement savant.

M. RIES. — Je ne comprends pas pourquoi un résultat obtenu en travaillant du carton et du bois aurait plus de valeur qu'une production de mots et de pensées.

RIG. — Parce que la première production résulte d'actes dans lesquels l'enfant a tout mis de lui-même; tandis que les

mots et les pensées lui viennent des autres ou de sa mémoire, et qu'il les répète presque toujours sans les comprendre.

M. Scherer. — Le travail manuel développe le goût du beau.

M. Ries. — Il y a longtemps que l'école cultive le sentiment esthétique par la poésie, le chant, le dessin, etc. Seulement, elle ne se sert ni du bois, ni du carton, qu'elle ne trouve pas assez malléables pour que la majorité des enfants en fasse quelque chose de beau.

Rig. — Le travail manuel développe surtout le goût de l'utile et de l'ouvrage bien fait. Il en résulte, accessoirement, le goût du beau, limité à la spécialité de l'ouvrier. D'une manière générale, le goût du beau se développe par la culture esthétique, qui donne naissance aux idées artistiques. Le travail manuel est un moyen d'appliquer ces idées à la production de l'utile, embelli par l'art.

M. Scherer. — Le travail manuel fortifie la santé physique et délasse l'esprit.

M. Ries. — L'air des ateliers est plus malsain que celui des écoles.

Rig. — Ce n'est ni prouvé, ni exact.

M. Ries. — Le travail corporel n'est pas un délassement de l'esprit. C'est prouvé.

Rig. — L'esprit y joue un moindre rôle. La main agit presque toute seule. C'est donc un délassement, à moins d'une trop grande fatigue physique, dont l'esprit se ressentirait. Le travail manuel fatigue moins que les jeux et les sports violents, à la mode aujourd'hui. Il peut durer plus longtemps; il évite l'inactivité de l'esprit en dehors des heures de classe, si dangereuse pour la jeunesse. Il occupe l'esprit sans le fatiguer; c'est un repos relatif, par suite d'une moindre tension intellectuelle.

M. Scherer. — Le travail manuel augmente la considération dont jouit l'artisan; il rapproche les diverses classes de la société et contribue ainsi à l'apaisement social.

M. Ries. — Le travail manuel est assez considéré. C'est le travail intellectuel qui ne l'est pas assez.

Rig. — C'est parce que l'ouvrier ne voit pas que le travail manuel est l'origine du travail intellectuel. Le travail est un. C'est pourquoi il est bon que tous partent du même point, puisque tous suivent la même route, chaque individu et chaque peuple, pour y parcourir plus ou moins de chemin, selon ses forces et sa bonne volonté.

M. Ries. — Les enfants des classes dirigeantes n'estimeront pas davantage les travailleurs parce qu'on les aura forcés à raboter ou à faire du cartonnage.

Rig. — C'est une erreur. La communauté des travaux engendre la communauté des sentiments. Il en résulte l'intérêt. On ne s'intéresse qu'à ce qu'on connaît. Et puis, si l'on a travaillé de ses mains, on saura mieux commander les ouvriers.

M. Ries. — Il en résultera une déconsidération plus grande du travail industriel. Ces prétendus arts n'ont d'importance dans la vie que pour les classes tout à fait inférieures. Celui-là seul, qui se trouve placé par sa naissance dans une bonne condition sociale, et qui a un esprit fin, délié, judicieux, peut arriver à jouer, plus tard, un rôle prépondérant.

Rig. — Heureusement, nous n'avons plus, en France, ces préjugés du passé. Le président Félix Faure avait été ouvrier tanneur. Un président des Etats-Unis était un ancien bûcheron. Le président Kruger est fermier, agriculteur.

M. Ries. — Deux ou trois ans de travail manuel à l'école disposent mal les enfants pour l'apprentissage réel. Ils s'imaginent savoir déjà quelque chose. L'amour du travail manuel ne tarde pas à disparaître chez la plupart d'entre eux. C'est l'un des principaux reproches que l'on fait, à Paris, à l'enseignement du travail manuel.

Rig. — C'est une raison de plus pour que le travail manuel à l'école devienne un véritable apprentissage, et pour qu'il occupe une plus grande place dans les écoles de la ville de Paris. L'enfant voudra rester ouvrier après avoir vu qu'il obtient plus de résultats dans l'exercice d'un métier que dans la culture des lettres et des sciences. Les intelligences se classeront naturellement. Les plus faibles, qui sont les plus

nombreuses, choisiront un métier. Ce choix conviendra aussi à certaines natures énergiques. La passion des armes pourra devenir la passion de l'industrie.

Eclairer les hommes à la lumière de la science est le rôle d'un petit nombre. Embellir et charmer la vie au moyen de l'art est réservé à des natures d'élite, favorisées par un ensemble de circonstances difficiles à réaliser. Etre utile à ses semblables, leur rendre service, procurer à chacun l'indispensable, voilà le lot de la majorité. C'est là qu'il y a le plus de besogne et de place disponible pour le plus grand nombre des travailleurs et des hommes de bonne volonté.

M. Ries. — Le dédain du travail manuel ne s'adresse pas au travail manuel, mais bien à l'homme borné, inculte, qui l'exerce.

Rig. — Cela n'est pas exact. — Pourquoi, demandais-je un jour, les vétérinaires militaires sont-ils moins considérés que les autres officiers? — Parce que, me répondit-on, il n'est pas possible de considérer des gens qui travaillent de leurs mains et qui savent ferrer les chevaux.

Lorsque j'ai voulu annexer au collège de Saumur une école industrielle, les premiers élèves y étaient peu nombreux. Ils étaient malmenés et méprisés par leurs camarades de l'enseignement classique, qui refusaient de les fréquenter, parce que, disaient les classiques, *on sent mauvais*, *quand on travaille de ses mains*. Il a fallu que les élèves industriels devinssent les plus nombreux pour avoir la paix, qu'ils laissèrent d'ailleurs, sans représailles, sur ma recommandation expresse, aux élèves classiques. Les élèves industriels apportèrent dans le collège des habitudes de travail régulier, dont les études classiques elles-mêmes ne tardèrent pas à profiter.

M. Ries. — Qu'on donne plus de culture à l'ouvrier, qu'on élargisse son horizon, on aura plus fait qu'en obligeant toute la jeunesse allemande à manipuler du carton, à coller, à raboter, a limer. Ces exercices sont une nouvelle forme d'hypocrisie sociale de même valeur que ces cérémonies dans lesquelles un personnage haut placé mange en public une cuillerée de soupe d'hôpital.

Rig. — Je ferai remarquer à M. Ries qu'il affecte d'em-

ployer un langage sinon blessant, du moins moqueur, afin de déprécier le travail manuel. Comparer une cuillerée de soupe d'hôpital, avalée dans une cérémonie publique, au travail manuel exécuté dans une école, c'est un moyen de discussion et un argument entièrement nouveaux. La comparaison ne me semble ni heureuse, ni exacte.

Pendant la Révolution, les membres de la noblesse qui avaient appliqué les idées de Rousseau, en s'exerçant au travail manuel, trouvaient à vivre à l'étranger. Ils gagnaient leur pain, au lieu de mendier. Ce n'était pas par hypocrisie sociale qu'ils avaient appris à travailler, mais par crainte d'une révolution que les philosophes avaient prévue.

M. Ries. — Quand je me rappelle les paroles prononcées par Jules Ferry à l'inauguration de l'école professionnelle de Vierzon, je me demande où en est, en France, après dix-huit ans écoulés, la paix sociale qui devait être préparée déjà sur les bancs de l'école par le travail manuel.

Rig. — La paix sociale est loin d'être faite; elle se fera. Le nombre des places est limité à l'école professionnelle de Vierzon. C'est dans les lycées, dans les collèges et dans toutes les écoles, sans exception, qu'il faut mettre le travail manuel à la portée de tous, riches et pauvres.

M. Scherer. — Le travail manuel fait l'éducation de l'œil et de la main.

M. Ries. — Mais l'école fait davantage: elle cultive tous les organes de l'être humain; elle imprime à son maintien, à sa manière d'agir, à ses faits et gestes, la marque d'une culture raisonnée et d'une bonne éducation.

Rig. — Ce sont là des mots: non, l'école ne développe pas tous les organes. Il ne s'agit ni de maintien, ni de gestes, ni de marque à leur imprimer. Il faut apprendre à l'enfant à agir, et, pour cela, le travail manuel est nécessaire. C'est avec la main qu'on agit, et l'œil est le guide de la main. Il faut former le guide et l'outil, c'est-à-dire l'œil et la main, origine de tous les autres outils.

M. Ries. — Le travail manuel, au contraire, en faisant de la main des enfants un instrument de travail, la rend dure, maladroite, lui enlève sa souplesse. Même s'il lui donne cer-

taines qualités techniques, utiles au futur serrurier ou au futur menuisier, il lui en enlève d'autres qui seraient nécessaires au cordonnier ou au tailleur.

Rig. — L'honorable M. Ries songe aux mains calleuses de l'ouvrier, sans se demander combien il faut d'années pour produire les callosités de la main. En raisonnant ainsi, on devrait supprimer certains sports, comme le canotage. Le maniement de la rame donne des ampoules et des durillons. Je pourrais bien étonner M. Ries en lui apprenant que les élèves les plus habiles en dessin, aux écoles d'arts et métiers, sont également les plus habiles à l'atelier, et parmi eux, les forgerons — fait qui semble invraisemblable — tiennent un rang très honorable. Il y a plus de quarante ans que j'ai fait cette remarque, lorsque j'étais élève à l'école de Châlons.

Il est inexact que les facultés techniques, développées par le travail manuel, utiles à certains métiers, soient nuisibles à d'autres. La main est d'autant plus capable de se plier à des mouvements ordonnés pour atteindre un but qu'elle a acquis plus de plasticité et d'élasticité, qualités que lui donnent la plupart des travaux manuels. La main est la plus admirable machine que nous ayons à notre disposition. Les machines remplacent certains mouvements de la main, machine à tout faire. Les inventeurs sont parfois arrêtés parce qu'ils ne connaissent pas les mouvements manuels nécessaires pour exécuter le travail qu'ils se proposent de réaliser par un procédé mécanique. Ils les connaîtraient s'ils avaient appris à exécuter eux-mêmes ce travail. La plupart des inventeurs sont d'anciens ouvriers. Jacquard avait été ouvrier tisserand.

M. Ries. — L'éducation scolaire donne au regard ce qu'on peut appeler l'acuité spirituelle. Tout progrès dans la culture de l'esprit développe un progrès dans la culture de l'œil.

Rig. — C'est le contraire qui est la vérité. Tout progrès dans la culture de l'œil développe un progrès dans la culture de l'esprit.

M. Scherer. — Le travail manuel joue un rôle prépondérant dans l'enseignement par l'aspect.

M. Ries. — Point n'est besoin, pour donner un enseigne-

ment fondé sur l'observation, d'avoir recours au travail manuel. Le temps passé par les élèves à confectionner les objets serait bien plus utilement employé par eux à observer et à étudier méthodiquement ces mêmes objets.

Rig. — Rien n'est moins exact. Il ne suffit pas de voir faire, il faut faire soi-même. Avant cela, on ne sait pas. Savoir, c'est pouvoir réaliser l'acte. La réalisation est la preuve, la seule preuve valable du savoir. C'est pourquoi toutes les manipulations scientifiques, faites par le maître en présence des élèves, et non reproduites par eux, sont insuffisantes. Il faut que les élèves les reproduisent jusqu'à ce qu'ils les réalisent dans la perfection, comme un travail manuel bien fait.

M. Scherer. — Le travail manuel fournit à l'enfant l'occasion de faire dans la pratique l'application des connaissances théoriques acquises par lui.

M. Ries. — Mais quand séparons-nous donc, à l'école, la théorie de la pratique ? Et nous n'avons pas attendu pour cela que les amis du travail manuel entreprennent leur croisade et accusent, bien à tort, notre enseignement d'être machinal et routinier.

Rig. — Ce n'est pas à tort que les amis du travail manuel reprochent à l'enseignement de M. Ries d'être machinal et routinier, puisque cet enseignement ne repose pas sur une théorie exacte de l'évolution intellectuelle. L'esprit de l'enfant n'est pas apte à saisir la règle avant la pratique. Il ne faut pas dire seulement que le travail manuel donne à l'enfant l'occasion d'appliquer ses connaissances théoriques ; mais, ce qui est bien plus important, il lui fournit les éléments indispensables à l'acquisition de ces mêmes connaissances.

M. Ries. — Je propose au congrès la résolution suivante : l'école primaire doit repousser énergiquement toute matière d'enseignement qui, comme le travail manuel, ne saurait fournir un sérieux appoint à la culture intellectuelle, et qui enlève aux autres branches du programme une partie du temps et des soins qui leur sont consacrés.

Rig. — La vérité, c'est que le travail manuel procure le plus sérieux appoint au travail intellectuel. Au lieu d'enlever

du temps et des soins aux autres branches du programme, il leur en économise beaucoup, et peut seul permettre leur complet développement.

En France, l'enseignement primaire a accepté le travail manuel; tandis que l'enseignement secondaire l'a définitivement rejeté en 1891, après avoir fait une longue et persévérante opposition à la si remarquable et si courageuse initiative de M. Duruy. Le décret du 4 juin 1891 a supprimé l'enseignement secondaire spécial, fondé à l'imitation des *écoles réelles* d'Allemagne, par la loi du 21 juin 1865.

Un ministre de l'Instruction publique a dit que l'enseignement spécial était hybride, à cause de sa partie utilitaire; comme si l'homme formait un composé hybride parce qu'il n'est pas un pur esprit. L'enseignement moderne, qu'on a substitué au spécial, est une pâle copie de l'enseignement classique. On a supprimé toute la partie utilitaire, y compris le travail manuel; et l'on a complété cette œuvre rétrograde en reléguant l'étude des sciences dans les classes supérieures, pour donner — inconsciemment, je veux bien le croire — satisfaction au clergé et le laisser pétrir en paix les âmes des jeunes élèves.

Le travail manuel devrait être un élément de l'enseignement général, qui le rejette. Il est organisé en enseignement distinct dans les écoles nationales d'arts et métiers; dans les écoles pratiques d'industrie, de commerce et d'agriculture, que les villes commencent à annexer à leurs collèges; dans les écoles nationales professionnelles, et dans toutes les écoles techniques. Faire du travail manuel, et, par suite, de la réalisation de l'utile, le pivot de l'enseignement, et plus tard le but de la vie, c'est à quoi tendent ces écoles. On détourne ainsi les industriels, les commerçants et les agriculteurs de tout but élevé. Cependant, la morale, l'art et la science leur sont également nécessaires, et même plus qu'aux théoriciens, puisqu'ils sont des hommes d'action. C'est en eux que les facultés supérieures de l'humanité devraient s'incarner pour être vivantes, c'est-à-dire pour s'appliquer au bonheur de tous; tandis que, chez les théoriciens et les penseurs, ces mêmes facultés, malgré leur plus grande culture, restent virtuelles, inutilisées, sauf

par ceux qui les possèdent, et pour leur usage personnel. La masse des hommes n'en profite pas, malgré les belles perspectives que M. Alfred Fouillée nous fait entrevoir, dans la *Revue des Deux-Mondes*, par son article du 1er juin 1890, qui a sans doute contribué à la suppression de l'enseignement spécial, décrétée l'année suivante.

« Une nation, dit M. Fouillée, a besoin de ce qu'on nomme un esprit public, c'est-à-dire un esprit de dévouement à la chose commune; elle a besoin de toutes les vertus sociales et aussi des vertus intellectuelles qui, nous l'avons vu, consistent dans l'amour désintéressé du vrai et du beau. L'éducation utilitaire et positive, ou prétendue telle, est donc la plus fatale de toutes pour la fécondité et la force d'une nation. Elle fait aujourd'hui des progrès en Allemagne même, par le développement des *écoles réelles*, qui inquiète les esprits éclairés, et elle prépare sans doute aux Allemands des mécomptes pour l'avenir; maintenons chez nous, pour conserver et accroître toutes nos chances de succès, une éducation vraiment libérale, la seule qui ait jamais fait la puissance d'un peuple. Si les individus, si les pères de famille eux-mêmes, sont toujours tentés d'oublier le but général et national de l'éducation, l'Etat doit l'avoir sans cesse devant les yeux. La France ne saurait, en instruisant ses enfants, considérer leur intérêt individuel et immédiat, comme y sont portés les enfants mêmes et les parents; elle doit travailler pour l'avenir de la nationalité et de la race, pour ces générations futures qui représentent un nombre d'hommes infiniment plus grand que la génération actuelle et qui sont, en définitive, la meilleure portion de la patrie. Les connaissances utiles à l'individu pour sa profession à venir, il en acquerra la majeure partie à mesure des besoins, mais l'éducation doit faire des hommes, des citoyens, des incarnations de la patrie et de l'humanité même. L'enseignement libéral ne doit admettre que le nécessaire et le beau; l'utile, le plus souvent, y est de trop. Tout ce qui n'est qu'utile ne l'est que relativement et, en conséquence, est relativement inutile. Le beau, comme le bien, comme la vérité spéculative, c'est l'utile universel et éternel. »

Le philosophe Amiel, s'il pense au fond comme M. Fouillée,

signale du moins les inconvénients de l'éducation idéaliste :

« L'idéal, dit-il, ne doit pas se mettre tellement au-dessus du réel, qui, lui, a l'incomparable avantage d'exister. L'idéal tue le contentement et la jouissance en faisant dénigrer le présent et le réel. Il est la voix qui dit : non, tu n'as pas réussi ; non, cette œuvre n'est pas belle ; non, tu n'es pas heureux ; non, tu ne trouveras pas le repos ; tout ce que tu vois, tout ce que tu fais, tout est insuffisant, surfait, contrefait, imparfait. La contemplation est fatale, quand elle détruit le caractère. »

Voilà le mal dont nous sommes presque tous, anciens élèves de l'enseignement classique, plus ou moins atteints. Nous avons reçu une éducation contemplative, et notre caractère s'est affaissé. C'est en vain qu'on voudrait y remédier par des moyens artificiels.

Le caractère se développe et s'affirme par l'action. Il faut donc apprendre à nos enfants à agir, au lieu de leur apprendre seulement à penser. La pensée ne conduit pas à l'action. Au contraire, elle en éloigne en la rabaissant. Amiel qualifie l'action de *pensée épaissie*. Michelet affirme que l'action est moralisante.

L'humanité a commencé par tailler le silex. Il a fallu une longue suite de siècles pour produire un Descartes. Je ferai agir mes élèves avant de les faire penser. Je ferai en sorte qu'ils agissent bien ; c'est ainsi que je les amènerai à bien penser. Peu m'importe qu'ils sachent par cœur les préceptes de la plus sublime morale, s'ils ont pris l'habitude de s'enivrer ou d'autres mauvaises habitudes que la connaissance des préceptes est impuissante à déraciner.

Les moines du moyen âge, dans leur foi naïve, s'imposaient de rudes macérations pour dompter leur corps. La nature prenait parfois de furieuses revanches. La société actuelle, élevée dans le mépris de l'utile, a pris sa revanche depuis son entrée dans la vie. Ceux qui ont le souci de l'argent et l'âpreté au gain, qui cherchent la richesse quand même, ne sont pas l'exception. Ils forment une armée. La plupart ont fait leurs classes, leurs humanités. Ils ont appris à penser, et à mépriser l'utile. Aux spéculations grammaticales, littéraires,

morales et philosophiques, ils ont substitué les spéculations à la Bourse.

« Je n'ai jamais suivi méthodiquement l'apprentissage d'auteur, dit encore Amiel; cela m'eût été utile, et j'avais honte de l'utile. Quand je pense que j'ai toujours ajourné l'étude sérieuse de l'art d'écrire, par tremblement devant lui et par amour secret pour sa beauté, je suis furieux de ma bêtise et de mon respect. »

Introduire le travail manuel dans l'école, c'est y placer l'utile et le réel à côté de l'idéal et de l'artificiel, comme un correctif nécessaire.

Il ne faut pas confondre le réel avec le commun, le vulgaire, avec ce qu'il y a de moyen dans la société, comme la société moyenne, dont on dit vertus moyennes, aptitudes, idées et talents moyens.

Ce qu'on doit admettre dans l'école, c'est la réalité dans toute la perfection qu'on est parvenue à lui donner, c'est le travail manuel bien fait, aussi bien fait que possible. L'industrie ne supporte pas de travail mal fait; l'école n'en doit pas supporter. Cette notion doit s'élever du travail manuel à tous les autres travaux, au travail intellectuel.

Introduire le travail manuel dans l'école, c'est y faire travailler les enfants comme l'homme lui-même; tandis que, au moyen des exercices militaires, on n'a pu entreprendre de les faire lutter physiquement les uns contre les autres.

L'enfant travaille de ses mains en se servant des mêmes outils que l'ouvrier. Il travaille debout. Pour toutes les autres occupations scolaires, on l'oblige à rester assis et à faire, dès l'âge de cinq ou six ans, l'apprentissage de la vie bureaucratique. C'est pourquoi il y a tant de candidats au fonctionnarisme. La plupart des jeunes gens préfèrent le travail de bureau, qu'ils connaissent, aux travaux d'atelier, qu'ils ignorent.

Le travail manuel est excellent pour l'hygiène, pour la santé et pour la moralité de l'enfant. Il le rend gai, comme l'ouvrier qui travaille en chantant.

Il ne faut pas oublier que le type idéal pour l'enfant, c'est

l'homme. Quand serai-je grand? Quand serai-je un homme? Voilà ce que l'enfant dit et répète souvent. Il copie l'homme en l'imitant dans le mal, faute de pouvoir l'imiter dans le bien. Le travail manuel lui donne le moyen de l'imiter dans le bien.

On n'enlève pas aux enfants une partie de leurs outils pour les faire travailler manuellement, les jours de composition, comme on le fait pour le travail intellectuel, contrairement à ce qui se passe dans la vie en dehors de l'école, c'est-à-dire dans la réalité. En enlevant à un élève sa grammaire ou son dictionnaire, on l'expose à se tromper et à mal faire. Le travail manuel ne comporte pas un pareil artifice. On laisse à l'apprenti tous les outils dont il a besoin pour exécuter le travail dont on l'a chargé. S'il ne réussit pas et qu'il gâte l'ouvrage, on lui donne à faire un travail plus simple et plus facile. Cela l'humilie beaucoup.

Au lieu d'un moyen d'émulation artificiel, on trouve ainsi, dans le travail d'atelier, un moyen naturel d'émulation. Il y a là, pour la pédagogie, une ressource nouvelle, qu'il lui suffira de généraliser.

On y trouve aussi le moyen de faire concourir les écoliers à une œuvre commune, et de supprimer la lutte individuelle, usitée dans tous les exercices scolaires. C'est un excellent exemple de solidarité. On peut faire travailler plusieurs élèves à une même œuvre, à la fabrication d'une table, d'une armoire ou de tout autre objet, en faisant exécuter les parties les plus difficiles par les élèves les plus forts, et en réservant aux commençants les travaux les plus aisés.

Etre désigné pour coopérer, si peu que ce soit, à une même œuvre suppose déjà une certaine habileté. C'est un bon moyen d'émulation. L'élève qui exécute mal la partie du travail qu'on lui a confiée nuit à l'œuvre commune; tandis que le travail bien fait par un élève profite à l'œuvre de tous. Il y a solidarité dans le bien comme dans le mal. L'élève incapable, maladroit ou ignorant, ne peut coopérer à l'œuvre de ses condisciples qu'à la façon d'un simple manœuvre, apportant ou préparant des matériaux.

Des hommes restent manœuvres toute leur vie, faute de savoir travailler. C'est un exemple à montrer aux enfants,

pour les décider à apprendre, afin de ne pas rester semblables à des manœuvres.

Le travail manuel donne encore le moyen d'établir la continuité scolaire, à l'imitation de la continuité sociale. Actuellement, il y a discontinuité dans l'école. C'est une des causes de *la disconvenance croissante de l'éducation et de la vie*, signalée par Taine. La démonstration en est bien simple :

Regardons ce qui se passe dans un atelier. L'ouvrier y entre individuellement. Il en est de même de l'apprenti. Chacun subit l'influence du milieu et s'y adapte. Les choses se passent ainsi dans la vie, où chacun entre et sort individuellement, à son heure. La masse des vivants rend inappréciable, à moins d'une statistique, le compte des naissances et celui des morts. Les âges sont mêlés : enfants, jeunes gens, hommes faits, vieillards, tous apportent leur contingent d'actes, d'idées et de sentiments.

L'école devrait être organisée comme un atelier et comme la vie sociale, tandis qu'elle est organisée par classes. Une classe arrive. Tous les élèves sont nouveaux. Les redoublants sont une infime minorité, incapable de donner le bon exemple. Où est l'expérience des anciens ? Elle est partie avec eux. Le professeur doit refaire une nouvelle classe, c'est-à-dire une nouvelle société.

Les élèves qui entrent, non pas au mois d'octobre, mais quand l'année scolaire est déjà commencée, se mettent très vite au courant. Chaque élève devrait entrer et sortir individuellement : entrer, dès qu'il peut apprendre, sortir, dès qu'il n'apprend plus. De grands artistes ont pu dire à leurs meilleurs élèves : je n'ai plus rien à vous apprendre. Pourquoi le professeur n'agit-il pas ainsi ? Chacun d'eux devrait renvoyer l'élève qui n'apprend plus, soit qu'il ne puisse pas profiter davantage, ou que lui-même n'ait plus rien à lui enseigner. Tel est l'ordre naturel, par opposition à l'ordre artificiel qui règne dans toutes les écoles.

Chaque élève devrait profiter de toute l'école, et de ce que les anciens savent d'utile, de bien, de beau et de vrai ; tandis que les nouveaux élèves apprennent plutôt ce que les anciens savent de mal.

Au régiment, toute la classe des *bleus* arrive en même temps. Les anciens les mettent au pas; les sous-officiers les instruisent; les officiers jugent de leurs progrès. On a comparé le maître d'étude au sous-officier. Il n'est pas un instructeur. Le professeur n'a jamais voulu que le maître d'étude devînt son aide ou son adjoint.

L'organisation scolaire est inférieure à l'organisation industrielle, à l'organisation militaire, à toute l'organisation sociale.

Immobiles comme l'Eglise, et infaillibles comme elle, l'école, le collège et le lycée, véritables églises laïques, n'évoluent ni ne progressent. L'Administration a tout réglé et tout prévu, excepté le progrès, auquel elle n'a pas songé. Un élève de quatrième est un produit fixé, toujours le même. On dit pourtant que ce produit a un peu baissé.

Les premiers élèves d'une même classe, les plus forts, n'ont personne, au-dessus d'eux, qu'ils puissent imiter. Leur seul motif d'émulation, c'est la crainte d'être dépassés par les élèves plus faibles et moins avancés qu'eux. Cette crainte est peu sérieuse. L'émulation vient d'en haut. On est toujours tenté de regarder au-dessus de soi. En haut, il y a le professeur; mais il faudrait aussi des degrés intermédiaires entre ses meilleurs élèves et lui.

La même remarque s'applique aux professeurs. Chaque professeur apprend aux dépens de ses élèves. Un ingénieur a fait, dans sa spécialité, des études aussi sérieuses que celles du professeur. A son début dans la carrière, on le place en sous-ordre. A sa sortie de l'école spéciale, l'officier débute comme lieutenant ou sous-lieutenant. L'ancien séminariste commence par être vicaire, avant de devenir curé. Seul, le professeur, malgré sa jeunesse et son inexpérience, débute sans apprentissage et sans guide. Chaque professeur se reporte au temps où il était élève. Accumulés par la succession des maîtres dans la suite des temps, ces retours sur leur vie d'écolier s'opposent à toute évolution de l'école.

Le travail manuel ne comporte que deux degrés : apprenti, ouvrier. De là deux degrés d'enseignement, et non pas trois. On fait d'abord son apprentissage; on exerce ensuite son

métier. C'est ainsi qu'on apprend non seulement un métier, mais encore un art, comme la musique, le dessin, la peinture ou la sculpture, d'abord avec un maître élémentaire, ensuite avec un professeur d'un talent supérieur, qui ne consent pas à se charger de commençants.

L'enseignement général finira par s'organiser comme le travail manuel. Il n'aura plus que deux degrés : le degré élémentaire ou primaire, et le degré supérieur. La Convention nationale avait placé les *écoles centrales* immédiatement au-dessus des écoles primaires. De 1796 à 1803, l'enseignement secondaire a cessé d'exister en France. Bonaparte l'a rétabli pour consolider son œuvre réactionnaire.

Les limitations de l'enseignement cesseront d'être artificielles pour devenir naturelles. Elles seront imposées par les ressources intellectuelles et matérielles dont chaque école pourra disposer, et non par une volonté administrative, extérieure à l'école. Il en sera de même des programmes.

A côté de l'enseignement général, qui a refusé d'accepter le travail manuel et l'utile, on a créé des écoles techniques, dans lesquelles, à défaut de connaissances pédagogiques, on a transporté la même organisation et les mêmes méthodes artificielles. Ce sont, au contraire, les écoles techniques qui institueront une nouvelle pédagogie, psychologique et sociologique, dont le point de départ sera le réel et la connaissance de l'évolution des éléments sociaux qu'on trouve dans toute société, en tout temps et en tout lieu.

L'école est une société. Toutes les lois de la sociologie doivent s'y appliquer. L'ordre y doit être imposé par les conditions mêmes de cette société. L'ordre spontané, qui tend à s'établir dans tout groupement humain, doit y servir de base à l'ordre systématique. L'organe et la fonction doivent résulter du but à atteindre. Le but de l'école, c'est l'adaptation des nouvelles générations à la vie sociale (1).

Le maître doit user de son autorité pour faciliter l'application des lois statiques et dynamiques, au lieu de s'y op-

(1) Je remercie mon ami, M. Lucien Momenheim, de m'avoir donné cette définition du but de l'éducation.

poser, comme il le fait aujourd'hui, d'une manière inconsciente, ce qui est sa seule excuse.

Toutes les sociétés ont commencé par l'utile. Il est à l'origine de toute civilisation, comme les racines et le tronc de l'arbre sont à la base de la végétation et de la floraison. On a voulu, en éducation, recueillir les fleurs et les fruits avant d'avoir développé les racines et le tronc de l'arbre.

De même que l'industrie primitive a été l'origine de la civilisation, de même aussi les écoles techniques ou professionnelles se transformeront en écoles d'enseignement général, fondées sur le réel, et libérées de toute autorité arbitraire, administrative, politique, religieuse.

Emile RIGOLAGE.

---

## III. — UNE LANGUE ARTIFICIELLE

> La langue la plus parfaite serait celle qui, n'ayant rien emprunté, devrait à l'analogie uniquement toutes les expressions dont l'usage se serait introduit; et je crois que cette langue rendrait, avec le plus petit nombre possible de mots, le plus grand nombre possible d'idées.
>
> CONDILLAC : *la Langue des Calculs.*

La « Théorie du Langage », exposée dans le *Traité de Sociologie statique*, est, à mon gré, une des expositions les plus originales que la Positivité doit à Auguste Comte.

Cette appréciation paraît d'autant plus défendable que le plus émérite, le plus philosophe des compilateurs sociologistes, Herbert Spencer, n'a pas encore osé compulser les éléments concrets de la *Linguistique positive*. Les seuls matériaux rencontrés, comme au hasard, au cours de ses récits ou de ses spéculations psychologiques et éthiques, n'ont pas même subi la taille exigée pour leur emploi aléatoire dans la construction abstraite de ce chapitre sociologique si attendu.

La *Linguistique* a, en effet, pour mission de nous révéler quels signes, simples ou composés, principalement phonétiques, assurent les correspondances morales, entre les indi-

vidus des divers groupes sociaux, coexistants ou successifs.

Pourtant, cette science, objet des études indépendantes des anthropologistes et des philologues, n'a reçu jusqu'à ce jour aucune coordination synthétique. Anatomistes et physiologistes du langage humain s'acharnent à jouer aux frères ennemis.

Sur tous les chemins de l'investigation philosophique, nous retrouvons cette dispute enfantine sur les phénomènes et les choses.

Quelle zone de recherches promet cependant une plus riche récompense au savant et au littérateur ralliés! Au cours de cette exploration, les morts et les vivants nous confient leurs douleurs et leurs joies. Ecoutons-les enfin. Ceux qui ne sont pas encore, eux aussi, nous entendront.

I

Toutefois, nous n'oserions tenter ici une réconciliation de famille. D'autres, mieux préparés et mieux outillés, de toutes façons, pourront entreprendre bientôt cette tâche enviable.

Je désire, tout simplement, porter à la connaissance des positivistes, curieux du temps présent, la formation définie d'une langue artificielle, jugée apte à assurer l'intercommunication entre tous les peuples affiliés à la civilisation européenne.

Les temps prédits d'une paix intellectuelle — avant-courrière de la grande paix effective — sont enfin venus.

Notre doctrine elle-même a pénétré tous les peuples aryens. Et aussi, Arabes, Japonais, Chinois... nous ont fourni d'otages pour l'avenir.

Préparons donc la Paix humaine!

Instructions, défenses et critiques sont publiées en toutes langues. Et quel lointain entre le livre éternel des désirs toujours plus jeunes et nos yeux aveuglés d'ignorance et de préjugés. Les signes étrangers sont obscurs. Nous nous oublions dans les combats. Victoires et épreuves demeurent inféondes.

Jusqu'à ces jours, nous ne pouvions opposer à ces ténèbres que la résignation ; à ces maux, que l'espérance.

Nous nous résignions à prôner la lecture française, pénible, des œuvres révélatrices du maître. Puis nous demandions à l'anglais — si connu de nos jours de par le monde — son « truchement » hautain et sec. Nous voulions trouver un jour dans l'italien l'harmonie si pure dont la primauté classique en Occident et la voix des lois antiques l'ont jalousement doté.

La désuétude, depuis deux siècles, et plus, du néo-latin ne pouvait d'ailleurs encourager l'avènement laborieux du néo-grec.

Quoi qu'on fasse, l'acquisition individuelle d'un idiome vivant ou ayant vécu sera toujours pénible. L'étude d'une langue, empiriquement formée, exige des mois et probablement des années d'études. Or, ce que gagne le perfectionnement de l'expression est souvent dérobé à la puissance et à la persistance de la méditation. Devons-nous donc continuer à sacrifier la pensée au signe? Ou faut-il nous résoudre à encourager des eunuques intellectuels uniquement voués au service des créateurs.

J'évoque ces scribes respectables qui, avant l'invention de l'imprimerie, calligraphiaient, à longues journées, ces œuvres toujours les mêmes, choisies, sans beaucoup de discernement, par les médiocrités dirigeantes. Que de chefs-d'œuvre ont ainsi disparu sous les copies d'ignares élucubrations ou les comptes des apothicaires. Et de nos jours, que d'œuvres, même célèbres dans le pays d'origine, restent longtemps ignorées du reste de la terre. C'est que les sympathies morales et intellectuelles n'ont plus de frontières. Tel penseur d'Edimbourg ne sera compris qu'à Paris, à Rio-Janeiro, New-York ou Tokio.

Il y a un *Index* à faire des œuvres géniales oubliées.

Or, ce rôle d'interprète universel que, pour maintes raisons, une langue naturelle ne peut jouer, une langue artificielle pourra peut-être le remplir.

Le cerveau, comme le corps, comme les choses, obéit spontanément à la loi du moindre effort.

De toutes les raisons que nous donna M. Froument, dans sa conférence de la mi-mai, pour l'adoption conventionnelle

d'une langue internationale, n'en retenons donc qu'une seule : son *acquisivité*, c'est-à-dire sa capacité ou son pouvoir spécifique d'être comprise facilement et apprise rapidement.

On nous dit que plusieurs dialectes artificiels ont l'ambition de réaliser ce programme. De ceux qui nous sont connus, un seul cependant nous semble mériter un examen approfondi : une étude. Nous ne parlerons ici que de la langue proposée par le Dr L. Zamenhof, sous la dénomination symbolique d'*Esperanto*.

Nous verrons successivement, ici, sa grammaire et son vocabulaire. Quelques versions de textes choisis nous familiariseront ensuite avec son usage.

Enfin, je dirai avec la timidité du novice respectueux, l'audace du néophyte zélé, la franchise du prosélyte téméraire, désirs et critiques.

J'essaierai, à tout moment, de n'ignorer point les périls constants du juge : prévention et ignorance.

Mais, toujours, je resterai sincère.

## II

La grammaire comprend trois parties : l'*alphabet*, phonique et graphique, la *grammaire* des éléments linguistiques ; la syntaxe des mots grammaticaux.

### Alphabet (1)

L'alphabet se compose de sept voyelles :

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| graphique : | a | e | i | j | o | u | ū |
| phonique française : | a | e | i | ii | ō | ou | ou (bref) |

et de vingt-une consonnes se répartissant ainsi :

1° gutturales : k g ĵ

2° linguo { gutturales : r
palatiales : l n
dentales : d t s s̄ z c c̄ g }

(1) Par raison typographique, l'accent circonflexe de la langue esperanto est remplacé ici par un tiret.

3° labio { dentales : f v
bi-labiales : b m p

4° deux sons neutres : h h̄ de renforcement.

Soit, dans le désordre alphabétique coutumier :

gr. : b c c̄ d f g ḡ h h̄ j̄ k l m n p r s s̄ t v z
ph. f^se : b ts tch d f g (dur) dj [illegible] [illegible] j k l m n p r ss cht v z

*Règle de l'accent :* L'accent se place invariablement sur l'avant-dernière syllabe.

## Grammaire

*Article : la* (invariable).

*Substantif : o* (caractéristique).

Le pluriel est distingué par j
et l'accusatif par n

et tels sont les seuls vestiges de la déclinaison des langues synthétiques.

Les autres cas sont marqués par les prépositions :

| | |
|---|---|
| *de* | pour le génitif. |
| *al* | — datif. |
| *per* (par), *por* (pour), *kun* (avec) | — ablatif. |

comme pour les langues analytiques modernes.

*Adjectif : a* (caractéristique).

Mais il s'accorde en nombre avec son substantif.

Le *comparatif* se rend par *pli...ol* (plus... que).
Le *superlatif* — *plej...el* (le plus... des).

Les adjectifs *numéraux cardinaux*, toujours invariables, sont :

*unu*, *du*, *tri*, *kvar*, *kvin*, *ses*, *sep*, *ok*, *naŭ*, *dek*, *...cent*, *mil...*

et les adjectifs ordinaux en dérivent par l'adjonction du suffixe *a*.

Pour les adjectifs numéraux autres, on ajoute :

*obl* pour les multiplicatifs (ex. triple).
*on* — fractionnaires (tiers).
*op* — collectifs (à *ou* par trois).
*po* — distributifs (à trois).

*Pronoms :* Ils se déclinent comme les substantifs.

| Singulier. | Pluriel. |
|---|---|
| *mi* = je, moi. | *ni* = nous. |
| *vi* = tu, toi, vous. | *oni* = on. |
| *li* = il, lui. | *ili* = ils, eux, elles. |
| *ŝi* = elle. | *si* = se, soi. |
| *ĝi* = il ou elle (neutre). | |

*Adjectifs pronominaux.* On peut les obtenir tous au moyen de cette réglette :

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | a | marquant | l'indéfinition. |
| | | al | — | motif. |
| Idée de fonction | i | an | — | temps. |
| — interrogation | ki | e | — | lieu. |
| — indication | ti | el | — | mode. |
| — affirmation | ci | es | — | propriétaire. |
| — négation | neni | o | — | chose. |
| | | om | — | quantité. |
| | | u | — | nom. |
| fixe | | | | |

où, pour obtenir l'un quelconque, il suffit d'amener, avec curseur, la désinence marquée par la circonstance en face du radical fixe désigné par la forme logique. D'ailleurs, un tableau à double entrée, figurant au *Manuel*, donne chacun de ces mots auxiliaires. On y passe insensiblement des adjectifs aux pronoms, et de l'idée générale à la négation.

*Verbe :* La terminaison ne change pas avec les personnes ou les choses.

| | | |
|---|---|---|
| Le présent | est distingué par | *as* |
| passé | — | *is* |
| futur | — | *os* |
| conditionnel | — | *us* |
| impératif | — | *u* |
| infinitif | — | *i* |

| | | Actif : | Passif : | |
|---|---|---|---|---|
| Participes | présent : | *ant* | *at* | Addition du suffixe *a* pour marquer l'état, et du suffixe *e* pour indiquer l'action. |
| | passé : | *int* | *it* | |
| | futur : | *ont* | *ot* | |

La combinaison avec *être* est donc supprimée au passif; le « de » ou le « par » est rendu par *de*.

*Adverbe :* Il est toujours caractérisé par la finale *e*.

*Prépositions :* Elles gouvernent le nominatif en général, mais aussi l'accusatif quand il y a mouvement.

## Vocabulaire

Chaque mot se compose d'une *racine*, empruntée à l'une des langues européennes, ou formée par onomatopée. Elles sont toutes indiquées par un lexique de quelques pages.

Ces racines peuvent s'agglomérer pour former des *mots composés ;* en ce cas, le mot principal est rejeté à la fin et se termine suivant les règles grammaticales. Les racines modificatrices, placées en préfixes suivant leur ordre d'importance croissante, sont séparées les unes des autres par un petit trait vertical.

Chacun de ces mots, simples ou composés, est enfin modifié généralement par des affixes qui en précisent le sens. Ces préfixes et suffixes sont renfermés dans le tableau suivant :

## Système des affixes :

| ABSTRAITS — Préfixes. | ABSTRAITS — Suffixes. | CONCRETS — Tous suffixes. | |
|---|---|---|---|
| *En* = dans. | *Ad* = durée. | *Ge* = parenté ou patronat. | *Ej* = lieu. |
| *El* = hors de. | *Ek* = moment. | *Bo* = parenté par alliance. | *Er* = élément. |
| *Al* = vers. | *Eg* = augmentatif. | *In* = féminin. | *Ing* = contenant. |
| *Kun* = avec. | *Et* = diminutif. | *Id* = filiation. | *Uj* = support. |
| *Per* = par. | *Ig* = faire. | *C̄i* = diminutif de caresse masc. | *Il* = instrument. |
| *Por* = pour. | *Iḡ* = devenir. | *Nj* = diminutif de caresse fém. | *Aj̄* = objet qualifié |
| *De* = de (départ). | *Um* = faire devenir dans l'état de... | *Edj* = époux. | *Ar* = collection. |
| *Mal* = contraire. | *Ebl* = possibilité | *An* = membre de la Société. | |
| *Dis* = division. | *Ec* = qualité. | *Ist* = métier. | |
| *Re* = reprise. | *Ul* = » caractéristique | *Est* = chef. | |
| *Tra* = à travers. | *Em* = inclination | | |
| | *Ind* = dignité. | Personnes. | Choses. |

Et voilà tout.

Alphabet, grammaire et vocabulaire peuvent être présentés en caractères facilement lisibles au recto d'une feuille ordinaire. Nous avons dit que le dictionnaire des *racines* était condensé en quelques pages.

Cette langue artificielle s'offre donc avec toutes les apparences de la simplicité.

On se doutera aisément du labeur philosophique donné par le docteur L. Zamenhof, pour arriver à pareil résultat.

Et n'est-ce point l'un des nôtres, un positiviste spontané, qui a composé cette belle poésie, digne de notre Recueil et de nos chants :

### L'Espero

En la mondon venis nova sento,
Tra la mondo iras forta voko;
Per flugiloj de facila vento
Nun de loko flugu ḡi al loko.

Ne al glavo sangon soifanta
Ĝi la homan tiras familion :
Al la mond' eterne militanta
Ĝi promesas sanktan harmonion.

Sub la sankta signo de l'espero
Kolektiĝas pacaj batalantoj
Kaj rapide kreskas la afero
Per laboro de la esperantoj.

Forte staras muroj de miljaroj
Inter la popoloj dividitaj ;
Sed dissaltos la obstinaj baroj
Per la sankta amo disbatitaj.

Sur neŭtrala lingva fundamento,
Komprenante unu la alian,
La popoloj faros en konsento
Unu grandan rondon familian.

Nia diligenta kolegaro
En laboro paca ne laciĝos
Ĝis la bela songo de l'homaro
Por eterna ben' efektiviĝos.

Je m'en voudrais de donner ici la traduction de cet hymne à l'Humanité. Chaque lecteur de la *Revue*, curieux de la langue nouvelle, s'exercera sans doute à se la traduire et à l'apprendre (1).

Là, comme toujours, l'effort sera la garantie de la récompense.

III

Mais voici l'heure pénible de la critique impartiale. La critique n'est aisée qu'à ceux pour qui la dénonciation des défauts — souvent évidents, car la peine nous est plus sensible que le plaisir — préoccupe plus que la recherche des qualités, des vertus, souvent occultes, parce qu'elles sont patentes.

Plaidons et pour Dieu et pour le Diable. Ces deux grands ennemis dans le Royaume de l'Absolu se rendent habituellement dans notre monde de mutuels services. L'Humanité doit

(1) Lexique à la suite de ce compte rendu.

beaucoup à l'un et à l'autre. Rendons charitablement à chacun ce qui lui appartient : l'Evangile nous y convie.

On reproche tout d'abord à l'*Esperanto* de faire sien un trop grand nombre de signes graphiques (28). Ce nombre de lettres semble un compromis entre celui de la langue russe, qui en contient le plus (35), et celui de la langue italienne, qui en contient le moins (22).

En principe, une langue artificielle est d'autant plus parfaite qu'elle est plus simple, et l'Esperanto se présente déjà comme une langue perfectible, — « évolutable », dirions-nous volontiers. La « langue bleue », proposée par M. Bolak, ne contient, en effet, que dix-neuf lettres (sons-signes), et la concentration phonique semble ainsi réduite à la limite présentement raisonnable. M. Bolak, qui, pour des motifs d'ordre pratique, semble avoir donné la primauté au phonisme sur le graphisme, a tenu à laisser une marge de malparler entre chacun de ses sons-types, phoniquement irréductibles. C'est là un avantage incontestable pour la conversation.

Mais ne doit-on prendre actuellement en considération d'autre facteur que la simplicité phonique ? Il serait aisé au Dr Zamenhof de réduire immédiatement son alphabet à l'étiage de l'alphabet Bolak. Mais, tout en respectant le principe du mariage « inadultérable », universellement valable, du son à la lettre, on peut admettre qu'il ne convient de perdre que ceux-là des sons musicaux irréductibles qui tombent dès maintenant en désuétude dans les grands dialectes de l'Humanité survivante. Or, sous cet aspect, l'Esperanto compense son relâchement phonique par son œuvre conservatrice. Ne doit-il pas, d'ailleurs, réserver des sons marginaux pour l'incorporation progressive, et déjà voisine, des langues orientales. Je lui reprocherais même d'avoir étouffé le son celte *u*, resté à peine sensible dans sa voyelle brève *ŭ*. La pureté devrait garantir à ce son, à mon « goût auditif », une survivance internationale.

On se demanderait pareillement pourquoi le Dr Zamenhof a conservé les caractères latins couverts de l'accent circonflexe, tels que :

ŭ, ĉ, ĝ, ĥ, ĵ, ŝ,

au lieu d'emprunter à divers alphabets des signes spéciaux, ou d'en créer de nouveaux. Cette abstention de néo-graphisme n'a-t-elle point pour cause la sagesse même de l'inventeur. L'œil occidental s'est familiarisé avec ces signes si souvent lus. Qu'un texte esperantiste lui apparaisse, la compréhension spontanée sera certainement plus rapide. C'est un avantage qui, au début au moins, n'est pas à mépriser, surtout quand on prend en considération les besoins présents du prosélytisme. Tout en recommandant l'application de plus en plus sévère du principe fondamental de phonie graphique, il paraît inopportun d'en hâter l'adoption radicale. « Le mieux, nous radote le vieux proverbe, est quelquefois l'ennemi du bien. »

Quant à la grammaire, je n'en saurai rien dire. Je reste sous le coup de l'émerveillement! Pas d'oubli, pas de superflu.

De la déclinaison, en effet, l'Esperanto ne conserve que le strict minimum; et il ne conserve cette forme atrophiée que pour éviter toute indécision, l'amphibologie ou la multiplicité des pronoms, ainsi que M. L. de Beaufront prend soin de le prouver, dans la note sur l'accusatif qui termine le *Manuel* français.

Des motifs analogues, quoique implicites, semblent avoir décidé le Dr Zamenhof à conserver l'accord en nombre entre l'adjectif et le substantif, malgré l'invite bien connue de la langue anglaise.

La partie linguistique la plus critiquée est, sans conteste, le vocabulaire.

Le *Volapück* — sur lequel je ne possède d'ailleurs aucune donnée — ayant échoué par excès, dit-on, de complaisance aux langues germaniques, l'*Esperanto* aurait touché l'écueil contraire : les langues gréco-latines lui ayant fourni la majeure partie de ses racines et même de ses désinences. Je ne puis juger du mal; et nos coreligionnaires de tous pays pourront, mieux que tous autres, évaluer le manque d'équilibre. Mais, dans ce cas même, je demanderai les circonstances atténuantes; j'obtiendrais l'acquittement devant un tribunal positiviste.

Le grec et le latin, qui ont appelé l'Humanité entière à la maturité sociale, par l'association, la science et la liberté, ne méritent-ils point quelque reconnaissance, quelques témoignages de piété de leurs fils émancipés. Ce n'est pas un vice constitutionnel et rédhibitoire que je découvre dans cette partialité possible, avouée même : j'y retrouve l'effet persistant de la confraternité intellectuelle de l'Humanité pensante ; j'y touche le gage nouveau de l'instruction intégrale offerte au prolétariat universel. Dans le grand traité de pédagogie que nos neveux extrairont un jour de l'œuvre de Comte, on relira cette splendide utopie de l'affiliation des enfants des deux sexes, riches et pauvres, aux lectures familières des meilleurs auteurs classiques, antiques et modernes. Est-ce que la connaissance des racines de la langue internationale, apprise aisément dans la littérature courante et les journaux cosmopolites, ne faciliterait point cette étude idéale. « Le jardin des racines grecques » ne nous laisse communément que l'odeur nauséabonde du *pensum* idiot, et des préventions — insurmontables au plus grand nombre de « disciples » — contre les poètes, les savants, les historiens, les philosophes de l'Antiquité.

D'autre part, l'observation montre que le plus grand nombre des néologismes scientifiques sont empruntés, sans froissement d'amour-propre national, au grec ancien. Et pourquoi alors refuser à la *logotechnie* un droit si unanimement accordé aux autres arts, comme aux sciences abstraites ou concrètes?

Augmenter l'*acquisivité* de la culture classique pour les classes inférieures, c'est peut-être contribuer le plus efficacement à son « incorporation à la société moderne », à sa *socialisation*, à sa civilisation. En tout lieu, en tout temps, une association d'hommes à tête froide et à cœur chaud devient nécessairement dirigeante, soit par le conseil, soit par l'action.

En résumé, l'Esperanto s'offre dès maintenant comme une langue artificielle d'acquisivité incomparable et d'un pouvoir d'internoncialité planétaire.

Un profit théorique et pratique certain voulait qu'une exposition fût faite ici de ses principales dispositions. Et, désormais, il ne sera plus possible d'accueillir avec ce dédain qu'inspirent machinalement des croyances toutes faites l'idée d'une langue internationale artificielle.

L'Esperanto peut ne pas être parfait : tel quel, il suffit convenablement à la correspondance mondiale. Et c'est assez pour mériter notre sympathie et notre concours.

Puisse cette langue harmonique et philosophique servir à développer nos relations collectives et individuelles !

*Lexique pour la traduction de l'hymne.*

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| mond | = idée de | monde. | kresk | = idée de | croissance. |
| ven | — | venir. | afer | — | œuvre. |
| nov | — | nouveauté. | labor | — | labeur. |
| sent | — | sentiment. | star | — | stabilité. |
| ir | — | aller. | mur | — | mur. |
| fort | — | force. | popol | — | peuple. |
| vok | — | voix. | divid | — | division. |
| flug | — | vol (aérien). | salt | — | sault. |
| facil | — | facilité. | obstin | — | obstination. |
| vent | — | vent. | bar | — | barrière. |
| lok | — | lieu. | am | — | amour. |
| glav | — | glaive. | bat | — | bâtir. |
| sang | — | sang. | neŭtr | — | neutralité. |
| soif | — | soif. | lingv | — | langue. |
| hom | — | homme. | fundament | — | fondement. |
| tir | — | tirer. | kompren | — | comprendre. |
| famili | — | famille. | ali | — | autrui. |
| etern | — | éternité. | far | — | faire. |
| milit | — | milice. | konsent | — | consentement. |
| promes | — | promesse. | grand | — | grandeur. |
| sankt | — | sainteté. | rond | — | rond. |
| harmoni | — | harmonie. | koleg | — | collègue. |
| sign | — | signe. | diligent | — | diligence. |
| esper | — | espoir. | lac | — | lassitude. |
| kolekt | — | collectivité. | bel | — | beauté. |
| pac | — | paix. | song | — | songe. |
| batal | — | bataille. | ben | — | bien. |
| rapid | — | rapidité. | efektiv | — | effet. |

V.-E. Pépin.

# BIBLIOGRAPHIE

I. — DANTE : La Divine Comédie. *Traduction en vers français;* texte italien. *Introduction et notices explicatives,* par Amédée de Margerie. Paris, 1900 (Victor Retaux, éditeur).

On a souvent comparé les grands poètes à ces monts qui puisent leur substance dans l'obscurité des roches profondes, traversent les boues surperficielles de l'habitat humain, et vont, par delà la froide zone des glaces temporaires et des neiges perpétuelles, jeter leur sommet gracieux dans la région éternellement sereine des jours ensoleillés et des nuits parées d'étoiles.

Dante, comme un de ces géants de la terre, remonte des abîmes mystérieux et terrifiants, se complaît un instant dans les régions monotones de la vie normale; puis il s'élance vers les bienheureuses cimes. Rien du monde moral, ainsi, ne lui reste étranger.

Homère avait chanté les combats, chers à la jeunesse, et les travaux, plus durs, d'une longue vie d'infortunes. Virgile avait aimé le calme des champs et chéri les bienfaits d'une société pacifiée. Dante, catholique, patriote et banni, a trouvé son champ de bataille dans l'âme humaine, et sa paix dans le bonheur d'une conscience sans peur et sans reproche. Son héros est l'Homme aux prises avec le Vice et la Vertu.

Aussi, le penseur et le poète, que chacun porte en soi, aiment à rechercher, en sa compagnie, l'âme des générations défuntes : ils y revivent les vicissitudes des mortels et y compatissent aux tourments des choses.

M. de Margerie a voulu servir d'éloquent interprète entre le vieux Florentin et le lecteur français.

M. de Margerie, ancien professeur de philosophie à la Faculté des lettres de Nancy, et doyen de la Faculté libre des lettres de

Lille, est un de ces professeurs de choix que l'habileté catholique sut enlever à l'Université officielle, si tracassière, si intolérante et si indolente.

Le nouveau traducteur qui vient, après tant d'autres, nous faire connaître l'œuvre la plus populaire du Père des Italiens, avait consacré sa vie active à l'éducation des hommes; sa retraite veut nous enseigner encore l'amour de l'austère justice.

Il y a toujours quelque témérité à transfuser de la langue originale dans une langue étrangère une expression poétique; mais combien la difficulté augmente avec Dante, si proche parent, en son style, du sobre Tacite! L'harmonieux toscan, concis comme un oracle divin, se diffuse à travers le français moderne. Notre prose, si analytique, trahit déjà le vieil italien; que dire alors de nos bavards et interminables alexandrins?

Littré a bien essayé de tourner la difficulté. Sa traduction de *l'Enfer*, en vers romans, est œuvre méritoire certainement. Elle peut être quelquefois un délassement pour un érudit; elle ne saurait être jamais le manuel d'un poète...

M. de Margerie nous dit, en sa préface, que les essais plutôt malheureux de ses prédécesseurs, et que les difficultés spéciales, de lui bien connues, ne l'ont point rebuté. Il faut, au traducteur fidèle de Dante, être théologien, historien, astronome, philosophe, poète, et enfin galant homme envers « cette capricieuse dame qu'est la langue française »; il faut encore être laborieux, patient, judicieux... Eh bien, le traducteur jouera tous ces personnages : il aura, au moins pour la circonstance, toutes ces vertus; et vingt-cinq ans de labeur continu ont été consacrés à vivre ce programme...

L'*Introduction générale* résume tout d'abord l'histoire de Florence, de l'Italie et de l'Eglise pendant la période qu'idéalise *la Divine Comédie;* puis elle nous retrace la vie de Dante, et nous dit les circonstances dans lesquelles parurent les œuvres du plus grand des poètes : depuis le *Canzionere* jusqu'à *la Divina Commedia.*

Certes, on serait en droit de reprocher à M. de Margerie d'avoir par trop écourté *Histoire* et *Vie*, si on ne savait que son livre, destiné principalement à l'éducation de la jeunesse catholique, doit marier savamment à une irréprochable orthodoxie la

louange continue due au grand poète que l'impératif *Index* a jadis poursuivi.

Ainsi, gâtés et rendus très exigeants par les belles études de M. Laffitte et de M. Lavertujon, nous eussions aimé que le vénérable professeur nous fît longuement connaître ce milieu social où vécut l'illustre proscrit, son ami Giotto et leurs maîtres.

La poésie renaissait alors aux chants sacrés des hymnes liturgiques, aux cliquetis des armes, aux souris des amours laïques, cléricales et mystiques; et la pierre neuve des façades audacieuses ne suffisait plus à fixer les rires irrespectueux des peuples déjà raisonneurs. La science, semblable à l'hirondelle messagère des temps nouveaux, abandonnait la terre d'Afrique et venait, après s'être à peine reposée à l'ombre d'un trône espagnol, chercher un abri provisoire sous les voûtes paisibles des abbayes studieuses. La chrétienté, enfin rassurée sur son destin, cherchait l'humanité lointaine dont d'étranges histoires lui racontaient l'opulente existence et les merveilles. Les disputes scolastiques se taisaient, et la théologie restait la souveraine directrice de la pensée humaine.

Quel tableau il y avait là à peindre, pour notre instruction et pour notre admiration !

Mais je ne voudrais pas faire ici un procès de tendance. M. de Margerie n'a certainement abandonné ce travail que pour concentrer plus étroitement sa propre étude sur *la Divine Comédie* même. Si volumineuse est la bibliographie dantesque, qu'on peut aller chercher ailleurs que dans une traduction versifiée du grand poème social la critique du *Traité de la Monarchie*. Cette critique est aisée d'ailleurs, depuis J. de Maistre, pour ceux qui ne cherchent que l'enchaînement des influences historiques, et non la théorie absolutiste d'immuables institutions-types.

Chaque chant de *la Divine Comédie* est précédé d'un commentaire qui le résume et l'explique. On ne se trouve donc plus empêtré par ces notes en bas de pages qui rompent le charme des lectures poétiques.

M'est-il permis de citer ici quelques vers des mieux taillés. A tout seigneur, tout honneur :

La Porte de l'Enfer

C'est par moi que l'on vient à la cité des pleurs,
Par moi qu'on vient au lieu d'éternelles douleurs,
Par moi qu'on vient parmi la nation damnée.

La Justice inspira mon auteur; je suis née
Du souverain Pouvoir en un seul être uni
A la Toute-Sagesse, à l'Amour infini.

Je fus créée avant toute chose mortelle,
Et je suis destinée à durer éternelle.
Vous qui me franchissez, laissez là tout espoir.

Ces mots écrits en traits obscurs, je pus les voir...

. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . .

Ceux de nos coreligionnaires qui ne peuvent suivre sur le gracieux vers italien la sévère pensée du Dante aimeront certainement à rechercher, avec M. de Margerie, la chaleur et l'éclat poétique que refroidirait et éteindrait une prose trop servile.

V. Pépin.

---

## II. — LES MÉTHODES PRATIQUES EN ZOOTECHNIE

Par C. Pagès.

L'auteur n'est pas un inconnu pour les anciens lecteurs de la *Revue Occidentale*, dans laquelle il a publié, il y a une quinzaine d'années, une magistrale biographie de Bourgelat, le fondateur des Ecoles vétérinaires.

M. Pagès n'était alors que vétérinaire. Estimant que son instruction première, ainsi que ses connaissances théoriques et pratiques acquises à l'Ecole de Toulouse, ne l'outillaient pas suffisamment pour faire œuvre personnelle, il entreprit de s'assimiler l'ensemble du savoir abstrait et, vaillamment, commença l'étude des mathématiques sous la haute direction de M. Pierre Laffitte. Il conquit ensuite la licence ès sciences naturelles, le doctorat en médecine et le doctorat ès sciences.

Ses entretiens avec M. Laffitte, dont il a conservé un souvenir ému, sa connaissance approfondie des œuvres d'Auguste

Comte, ses relations passagères avec quelques familiers de la rue Monsieur-le-Prince, ses études scientifiques et son éloignement systématique des milieux littéraires, débarrassèrent son cerveau des dernières scories métaphysiques, legs d'une seconde enfance et d'une adolescence vicieusement dirigées par les programmes scolaires.

Si M. Pagès n'est pas un positiviste au sens religieux du mot, c'est, du moins, un esprit positif. Sa thèse de doctorat ès sciences sur les propriétés physiologiques des matières minérales du lait dénote ses aptitudes et son goût pour l'expérimentation; son traité de l'*Hygiène des femelles laitières* et ses *Méthodes pratiques en Zootechnie* montrent tout le profit tiré de la saine observation des faits. D'autre part, on se rend compte, en lisant ces ouvrages, que leur auteur ne cesse pas un seul instant de se placer au point de vue social, au point de vue humain.

En écrivant les *Méthodes pratiques en Zootechnie*, M. Pagès n'a pas eu seulement pour but de « fournir à tous ceux qui s'occupent de l'exploitation du bétail les données générales qui leur sont indispensables », il a voulu aussi « apprendre aux savants spécialisés dans d'autres études, aux littérateurs, aux hommes du monde et en général à tous ceux qui désirent connaître l'état actuel des sciences, ce que la Zootechnie présente de définitivement acquis; montrer aux hygiénistes, médecins où autres, ce qu'ils peuvent et ce qu'ils doivent emprunter aux grandes méthodes de transformation des animaux domestiques ».

Ce dernier point de vue est particulièrement original; car, ainsi envisagée, la Zootechnie devient le préambule d'un traité d'hygiène humaine qui est encore à faire. Les lois de la croissance, telles que les révèle l'élevage des jeunes animaux; les bases de l'entraînement des chevaux de vitesse; les conditions de production de la viande, de la graisse, du lait, de la force motrice; les données empiriques concernant la fécondité, la stérilité de nos espèces animales, etc..., doivent être autant de sujets d'étude pour l'hygiéniste. Selon M. Pagès, qui rappelle une pensée de Spencer, il est urgent « de faire bénéficier l'homme de tous les progrès scientifiques accomplis dans le perfectionnement des bêtes ».

L'ouvrage débute par des généralités ; l'auteur étudie d'abord *l'action de l'homme sur le milieu* et passe ainsi rapidement en revue : les irrigations, les apports d'engrais, l'action de l'air et de la lumière, l'habillement, l'habitation et les aliments végétaux dans les différentes transformations qu'on leur fait subir.

Dans un chapitre intitulé : *Action de l'homme sur l'animal lui-même par les méthodes violentes et pacifiques,* M. Pagès fait connaître les modifications subies par nos animaux consécutivement à la castration (procédé violent), les résultats obtenus par la pratique de l'entraînement (moyen de transition), par une alimentation appropriée ou par le dépaysement (méthodes pacifiques).

*L'action de l'homme par l'intermédiaire de l'individu* comprend les différentes considérations générales concernant la reproduction des espèces domestiques et celles plus spéciales relatives à la consanguinité, la sélection, le croisement, le métissage, l'hybridation, l'hérédité et l'atavisme.

C'est dans cette première partie de l'ouvrage que le biologiste et le penseur trouveront surtout des matériaux de premier ordre. La deuxième partie, plus spéciale, s'adresse plutôt aux gens de métier (agriculteurs, éleveurs, vétérinaires, etc...) ; elle renferme, résumés, les moyens de production des animaux-aliments et des animaux de travail. En outre, M. Pagès a eu le grand mérite de ne pas négliger le côté sentiment dans une œuvre qui, au premier abord, paraît en comporter si peu ; il termine, en effet, son ouvrage par quelques pages consacrées aux « *animaux affectueux* » dont nous aimons à nous entourer ; aux « *animaux affectueux et nourriciers* », la chèvre notamment, dont « l'affection pour l'enfant qu'elle nourrit est souvent extrême » ; aux « *animaux affectueux et travailleurs* », « *affectueux et gardiens* ». Nous ne reprocherons à M. Pagès que les quelques lignes qu'il a réservées à l'étude des taureaux, des chiens et des coqs de combat ; le but poursuivi par les industriels qui produisent et sélectionnent ces espèces particulières est trop immoral pour qu'il soit, ici, nécessaire d'insister. Hâtons-nous, cependant, de faire connaître le sentiment même de l'auteur à ce point de vue : « Sous peine d'être

taxée d'indifférence, dit-il, la France affectueuse ne peut plus longtemps battre en retraite devant ceux qui organisent ou encouragent, ne serait-ce que par leur présence, les courses de taureaux, les combats de chiens et de coqs et les concours de chant de serins aveugles. »

Puisque, avec raison, selon nous, M. Pagès considère l'étude de la Zootechnie comme le préambule de l'Hygiène de l'Homme, souhaitons qu'il nous donne bientôt sur ce dernier sujet un travail aussi consciencieux que celui dont il s'agit aujourd'hui. Il a pour lui le savoir et la bonne méthode.

Gabriel TRIDON.

---

# LA STATUE D'AUGUSTE COMTE A PARIS

## COMITÉ INTERNATIONAL DE PATRONAGE

*Nouveaux adhérents.*

Richard-John ANDERSON, Professeur d'Histoire naturelle, Queen's College, Galway (England).

A. AUBIN, Professeur Agrégé de Philosophie au Lycée de Châteauroux.

DEBIDOUR, Inspecteur général de l'Instruction publique, Doyen honoraire de la Faculté des Lettres de Nancy.

Jules DELVAILLE, Agrégé de Philosophie, Président de la Société d'Education populaire, Angoulême.

H. DEREUX, Professeur de Philosophie au Lycée Henri IV, Paris.

Jean FOISON, Professeur de Lettres et Philosophie au Collège de Bruyères (Vosges).

André LALANDE, Professeur de Philosophie au Lycée Michelet, Secrétaire général de la *Société française de Philosophie.*

Arthur LE BRET, Professeur de Philosophie au Lycée de Niort.

Dr F. LE DOUBLE, Professeur à l'Ecole de Médecine de Tours, Membre Correspondant de l'Académie de Médecine, Lauréat de l'Institut.

L. LENÈGRE, Professeur au Collège d'Avranches.

Prof. Arnaldo MAGGIORA, Directeur de l'Institut d'Hygiène de l'Université Royale de Modène.

PHILIBERT, Inspecteur primaire à Sisteron.

J.-Baptiste PIERI, Docteur ès sciences, Professeur au Lycée de Rochefort-sur-Mer.

Frédéric RAUH, Maître de Conférences à l'Ecole Normale Supérieure.

Vital ROUSSEAUX, Professeur de Philosophie au Collège de Cambrai.

J. SEGOND, Professeur de Philosophie au Lycée de Toulon.

C. VERNE, Professeur à l'Ecole de Médecine et de Pharmacie de Grenoble.

*Le Propriétaire, Gérant responsable :* P. LAFFITTE.

VERSAILLES. — IMP. AUBERT 6, AVENUE DE SCEAUX

20 Gutenberg 113. 24e ANNÉE. — No 5. 1er Septembre 1901.

# MOLIÈRE MORALISTE

Tout semble avoir été dit sur Molière, sa vie, son entourage, son caractère, ses œuvres, sa morale et sa philosophie. Aussi mon intention n'est-elle point d'ajouter ici quelques pages de critique littéraire aux multiples travaux mentionnés dans la *Bibliographie moliéresque* de M. Paul Lacroix, ni aux récentes et remarquables études de MM. Despois, Faguet, Brunetière, etc.

Qu'il me suffise de préciser, au point de vue spécial de la philosophie positive, quelles furent les idées de Molière en matière de morale, de quels procédés il usa pour dénoncer les vices et les travers de ses contemporains et des hommes en général, et quelle est la valeur de son enseignement.

Auguste Comte écrit, à la fin de son *Discours sur l'ensemble du Positivisme* : « La vie privée pouvait seule fournir au mouvement moderne une suffisante manifestation de son caractère critique et de sa tendance organique. Cette double appréciation ressortit spontanément de l'incomparable ensemble des tableaux de Molière, qui sut également flétrir les classes rétrogrades et corriger les éléments progressifs. Sentant la vraie nature, plus intellectuelle que sociale, de la révolution occidentale, il s'efforça, sous l'impulsion cartésienne, de discréditer les métaphysiciens et de rectifier les médecins dont l'attitude devenait vicieuse, à mesure qu'ils perdaient la présidence scientifique (1). »

(1) A. Comte, *Politique posit.*, Dynamique sociale, VII.

C'est la valeur positive d'une morale capable de *flétrir les classes rétrogrades et de corriger les éléments progressifs*, qu'il importe d'autant plus de mettre en lumière qu'elle ne se trouve guère formulée en de longs sermons, selon la fâcheuse tendance des auteurs comiques modernes, mais qu'elle ressort d'un ensemble de tableaux destinés à une action immédiate sur l'ensemble du public. Il importe évidemment de se garder de considérer l'auteur des *Fourberies de Scapin* comme un austère philosophe, mettant au service de quelque conception morale abstraite et *a priori* les intarissables ressources de sa verve et de son haut comique. Molière fut avant tout un comédien. Il vécut par la scène et pour la scène. Son existence est toute de luttes et d'efforts. Acteur par vocation dès l'adolescence, bientôt directeur responsable d'une troupe ambulante, improvisateur de farces, de pièces appropriées au besoin du moment; puis, une fois établi à Paris, obligé de défendre son théâtre contre la jalousie de l'hôtel de Bourgogne ; sa vie privée contre la calomnie, venimeuse, acharnée; ses idées contre des attaques véhémentes; chargé de divertir le plus autoritaire des souverains et non le moins exigeant, Molière suffit à tout, à force d'énergie, lutta jusqu'au bout, quoique malade et rongé de soucis, mourut enfin à son poste en jouant le rôle d'Argan sur cette scène qu'il avait tant aimée. Affligé d'une Armande Béjart, aigre, coquette, infidèle, inconsciente surtout de son génie; entouré d'inférieurs, indigné des basses manœuvres de ses ennemis, cherchant vainement la paix du cœur et celle de l'âme, il put rêver comme le plus haut idéal de bonheur auquel l'humanité doive réellement prétendre, la bienveillance, la bonté, la franchise et cette vie de famille saine, affectueuse, cette vie calme et paisible que lui ne connut jamais.

Ce comédien intrépide, dont la vie fit un penseur, eut sur les gens de lettres et sur les intellectuels de son temps une influence moins aisée à déterminer que celle de Descartes; mais cette influence dut être considérable sur l'ensemble du public, pour qu'elle liguât contre lui des catholiques convaincus, d'esprit aussi différent que le prince de Conti, la duchesse de Longueville, le docteur janséniste Arnauld et le

jésuite Bourdaloue, et lui valût d'autre part cette précieuse protection du roi Louis XIV, qui, selon l'expression de Comte, « ne résulta pas seulement des goûts personnels d'un dictateur alors progressif, mais aussi de la tendance d'une telle critique à seconder l'abaissement de l'aristocratie et même du clergé ». Molière, se servant du théâtre comme de la seule tribune où la pensée libre, héritière de l'antiquité, de Montaigne, de Rabelais, influencée par Descartes, pouvait lutter contre le dogme oppresseur, osa par un trait de génie, comme le dit justement M. Brunetière, « *séparer la morale de la religion* ». Cette morale, fondée sur la seule considération de l'utilité humaine, il osa l'enseigner, de la scène, à ce *parterre* dont les applaudissements soutenaient l'auteur de *l'Ecole des Femmes* contre les dédains des petits marquis. Molière, comédien, atteignit mieux que le plus puissant théoricien ce milieu des prolétaires et des femmes qui, « pour être peu apte aux inductions générales et aux déductions fort prolongées, est d'ordinaire mieux disposé à sentir cette combinaison de la réalité avec l'utilité qui caractérise la positivité », ce milieu dont l'esprit se trouve naturellement disposé à la saine philosophie qui exige une attention désintéressée, sans indifférence.

J'exposerai dans les deux parties de cette étude :

1° Comment, en admettant qu'on trouve à la base de la morale de Molière ce vieux principe recueilli de l'antiquité et cher à Rabelais et à Montaigne, qu'*il faut vivre conformément à la nature*, que la nature est bonne, que tout ce qui tend à la corrompre est détestable ; on doit reconnaître que cette idée vague ne sert à l'auteur du *Tartufe* que pour atteindre le but négatif de ruiner les préjugés et les superstitions de l'époque ;

2° Comment c'est sur *la base de l'opinion publique*, représentée par les « honnêtes gens », qu'il ose spontanément édifier sa morale, comme Adam Smith et A. Comte devaient le faire plus tard systématiquement.

## I

*Comment Molière, en morale, se sert du principe : « Vivre conformément à la nature », comme d'un principe négatif, pour ruiner les préjugés de son temps, et comment il importe de distinguer ses boutades révolutionnaires de ses opinions réformatrices.*

C'est au nom de la nature, du libre développement de nos bons instincts, que Molière entreprit la lutte contre les vains préjugés. Notre nature est mauvaise, disait le Christianisme : c'est de la prière, de la souffrance, de l'obéissance, qu'il faut attendre le salut. Notre nature est bonne, répond Molière : c'est de l'effort personnel libre que nous pouvons attendre un peu de joie pour nous-même et pour les autres. Qu'il s'agisse d'un père égoïste qui veut marier sa fille contre son gré ; d'un tuteur égoïste qui prétend s'imposer comme époux à sa pupille ; d'un médecin qui fait périr dans les règles ses malades à grand renfort de purges et de saignées ; d'un dévot qui subordonne aux devoirs envers le ciel les sentiments humains et sympathiques, Molière n'a qu'un cri : « Vous offensez la nature. » Dans un siècle où la discipline catholique tendait à régir toutes les consciences, où le dogmatisme, la casuistique, le formalisme, la prétendue tradition encombraient toutes les branches de la science, opprimaient tous les efforts de la pensée, Molière, poursuivant l'œuvre d'une partie des écrivains du XVI^e^ siècle et préludant à celle des philosophes du XVIII^e^ siècle, mais conservant un sens positif de la discipline humaine qui ne se retrouvera guère que, de nos jours, chez Comte et ses disciples, défend hardiment la nature et la raison. Or, c'est une loi constante et qu'il est aisé d'observer chez Molière : en toutes circonstances, Molière nous apparaît d'abord comme un révolté contre l'ordre de choses établi. Il proteste. Il s'indigne. Examinons de plus près sa pensée, nous verrons qu'il émet à son tour des opinions fort modérées.

### LA NATURE ET LA SCIENCE

Je ne sais point d'exemple plus frappant de la proposition que j'avance que la façon dont Molière traite les médecins. On pourrait croire d'abord, en effet, qu'il les condamne tous, eux et leur art, au nom d'une mystérieuse nature, bienfaisante et souveraine. « Je ne vois point (dit Béralde) de plus plaisante mômerie, je ne vois rien de plus ridicule qu'un homme qui se veut mêler d'en guérir un autre...

« ARGAN. — Que faire donc quand on est malade?

« BÉRALDE. — Rien, mon frère... il ne faut que demeurer en repos. La nature, d'elle-même, quand nous la laissons faire, se tire doucement du désordre où elle est tombée. » Cette confiance vague en la nature a de quoi nous surprendre, et nous savons fort bien que l'intervention médicale, en général, et chirurgicale, en particulier, donne, sinon toujours, du moins fort souvent, des résultats positifs incontestables, et qui consacrent les méthodes des praticiens modernes. Mais gardons-nous de prendre à la lettre la boutade de Molière, cherchons de plus près quelle est, en cette occasion, sa véritable pensée, et nous rencontrerons bientôt divers passages qui nous donneront à réfléchir. Un homme n'en peut guérir un autre, par la raison « que les ressorts de notre machine sont des mystères, *jusqu'ici*, où les hommes ne voient goutte ».

N'est-il pas vrai que les médecins, au temps de Molière, ne connaissaient guère l'organisme humain? « Ils savent, la plupart, de fort belles humanités, savent parler en beau latin, savent nommer en grec toutes les maladies, les définir et les diviser; mais pour ce qui est de les guérir, c'est ce qu'ils ne savent point du tout... »

Voyons maintenant quelles sont les opinions scientifiques de ces Diafoirus père et fils en qui Molière semble incarner tous les ridicules de la médecine. « Il s'attache aveuglément », dit Diafoirus père en parlant de son fils, « aux opinions de nos anciens. Jamais il n'a voulu comprendre ni écouter les raisons et les expériences des *prétendues découvertes de notre siècle*

*touchant la circulation du sang*, et d'autres opinions de même farine... » Et Thomas Diafoirus de tirer aussitôt de sa poche, pour l'offrir à Angélique, la grande thèse qu'il vient de soutenir contre les *circulateurs*. Voilà, ce me semble, des détails significatifs. Si Molière condamnait dans son ensemble et définitivement la médecine, distinguerait-il les circulateurs des non-circulateurs? En réalité, Molière ne condamne point la science. « La médecine », écrivait-il dans la préface du *Tartufe*, « est un art profitable, et chacun le révère comme une des plus excellentes choses que nous ayons. » Il croit aux progrès de la pensée humaine, s'appuyant chaque jour sur l'expérience. Ce qu'il raille, c'est la vaine superstition des règles sacro-saintes, la prétendue érudition au nom de laquelle certains prétendent interdire aux esprits curieux toute découverte nouvelle, les retenir dans la routine. Ce qu'il condamne, c'est la sotte vanité, la lourde suffisance qui nous empêche de nous rendre compte du peu que nous savons, et nous dispense d'interroger les faits. Ce qu'il repousse énergiquement, en cette occasion comme en bien d'autres, c'est le principe métaphysique *d'autorité sans contrôle*, c'est l'illusion creuse, que M. Emile Zola a si justement appelée « la vanité du faible ». Comme Socrate jadis, et avec plus d'énergie encore, à tous les savants gonflés de fausse science, Molière crie qu'ils ne savent rien et que le γνῶθι σεαυτόν est le commencement de la sagesse. Soyez simples, dit Molière aux philosophes et aux médecins, soumettez à l'expérience les règles de la science, songez à la perfectionner sans cesse ; ne vous payez pas, et ne nous payez pas de mots, qu'ils soient latins ou grecs ; enfin, commencez moralement et physiquement par nous guérir, et nous ne manquerons pas de vous rendre grâce. Auguste Comte a, depuis, félicité la classe des médecins d'avoir su seule utiliser dignement la censure de Molière, qui l'a poussée à se dégager des entraves métaphysiques et littéraires pour devenir le meilleur appui du Positivisme naissant.

### LA NATURE ET LA PRÉCIOSITÉ

La violence avec laquelle Molière condamne les précieuses nous choque aussi tout d'abord. Quel brutal, quel grossier personnage que ce Gorgibus, reprochant aux « précieuses ridicules », sa fille et sa nièce, leur parure et leurs caprices! « Ces pendardes-là, avec leur pommade, ont, je pense, envie de me ruiner. Je ne vois partout que blancs d'œufs, lait virginal et mille autres brimborions que je ne connais point. Elles ont usé, depuis que nous sommes ici, le lard d'une douzaine de cochons pour le moins..... Il est bien nécessaire vraiment de faire tant de dépenses pour vous graisser le museau! Dites-moi un peu ce que vous avez fait à ces messieurs, que je les vois sortir avec tant de froideur. Vous avais-je pas commandé de les recevoir comme des personnes que je voulais vous donner pour maris? » Nous serions portés à condamner un tel langage, si la vanité, l'affectation, la sécheresse de cœur des deux précieuses ne nous semblait bientôt plus insupportable que le lourd bon sens de Gorgibus. « Mon Dieu! (dit Madelon à son père) que vous êtes vulgaire! Pour moi, un de mes étonnements, c'est que vous ayez pu faire une fille si spirituelle que moi! » — « Mon Dieu! ma chère (s'écrie Cathos), que ton père a la forme enfoncée dans la matière! » Et Madelon, dans sa vanité coupable, en arrive à espérer que sa mère a pu devenir la maîtresse de quelque prince charmant : « Je crois que quelque aventure un jour me viendra développer une naissance plus illustre. » Comme nous la comprenons alors, cette fureur de Gorgibus, s'indignant contre la préciosité, le bel esprit, qui ont empoisonné l'âme des deux jeunes filles, et envoyant à tous les diables ces « sottes billevesées, amusements des esprits oisifs, romans, vers, chansons, sonnets et sonnettes ». C'est la première révolte du sens commun contre la prétendue culture littéraire et toutes les conséquences funestes qu'elle semble nécessairement engendrer tout d'abord. De même Chrysale, dépité de voir son valet laisser brûler son rôt en lisant quelque histoire, las d'être méprisé injustement, mal servi dans une

demeure d'où le raisonnement a banni la raison, pourra s'écrier :

Vos livres éternels ne me contentent pas
Et, hors un gros Plutarque à mettre mes rabats,
Vous devriez brûler tout ce meuble inutile...
Il n'est pas bien honnête, et pour beaucoup de causes,
Qu'une femme étudie et sache tant de choses.
Former aux bonnes mœurs l'esprit de ses enfants,
Faire aller son ménage, avoir l'œil sur ses gens,
Et régler la dépense avec économie,
Doit être son étude et sa philosophie...

Dirons-nous cependant que Molière pense comme Gorgibus et Chrysale? Non, certès; et pour être convaincus qu'en définitive, l'auteur des *Femmes savantes* n'a nullement admis

...Qu'une femme en sait toujours assez
Quand la capacité de son esprit se hausse
A connoître un pourpoint d'avec un haut-de-chausse,

il nous suffira d'entendre un instant ce ridicule et presque odieux Arnolphe, de *l'Ecole des Femmes,* auquel Molière fera si durement expier son égoïsme :

Je ne veux point, dit-il, d'un esprit qui soit haut;
Et femme qui compose en sait plus qu'il ne faut.
Je prétends que la mienne, en clartés peu sublime,
Même ne sache pas ce que c'est qu'une rime...
En un mot, qu'elle soit d'une ignorance extrême;
Et c'est assez pour elle, à vous en bien parler,
De savoir prier Dieu, m'aimer, coudre et filer...

De tels propos, Molière les condamne impitoyablement. S'il blâme Philaminte de chercher à imposer à Henriette le respect du bel esprit et de la fausse science, il dénonce au mépris de tous les gens de cœur ce M. de la Souche qui s'est efforcé systématiquement d'abêtir la pauvre Agnès. « N'est-ce pas », dit Horace :

Un crime punissable
De gâter méchamment ce fonds d'âme admirable,
D'avoir, dans l'ignorance et la stupidité,
Voulu de cet esprit étouffer la clarté?

Nous sommes pris de pitié en entendant Agnès reprocher à Arnolphe (au moment où il ose lui rappeler les soins qu'il prit d'élever son enfance) cette ignorance dont elle souffre et qui lui pèse sur le cœur :

Vous avez là-dedans bien opéré vraiment
Et m'avez fait de tout instruire joliment!
Croit-on que je me flatte, et qu'enfin dans ma tête
Je ne juge pas bien que je suis une bête?
Moi-même j'en ai honte; et dans l'âge où je suis,
Je ne veux plus passer pour sotte, si je puis...

Molière ne souhaite point que la femme soit laissée dans l'ignorance, car une âme ignorante est une âme atrophiée, et Molière veut pour chacun le développement et la puissance intégrale de toutes ses facultés. On connaît la fameuse tirade de Clitandre, qu'on ne saurait trop souvent citer, parce qu'elle est la sagesse même :

Je consens qu'une femme ait des clartés de tout,
Mais je ne lui veux point la passion choquante
De se rendre savante afin d'être savante...
De son étude enfin je veux qu'elle se cache
Et qu'elle ait du savoir sans vouloir qu'on le sache...

Donc, Clitandre et Molière ne font nullement profession de chérir l'ignorance. Ils haïssent seulement :

La science et l'esprit qui gâtent les personnes,

qui dessèchent le cœur d'Armande, lui font mépriser le mariage, prendre en horreur non pas absolument l'époux, mais les enfants et le ménage; qui mettent un mauvais orgueil au cœur de Philaminte, l'entraînent à malmener son bon homme de mari, achèvent de rendre folle la pauvre Bélise comme ils ont rendu Cathos et Madelon ingrates et ridicules.

Molière veut, avant tout, que la femme conserve ses qualités naturelles de bonté, d'affection, de dévouement, de modestie. Qu'elle soit instruite et spirituelle, à merveille, mais qu'elle reste simple dans son rôle de fille, d'amante ou d'épouse. Et comme Aristophane jadis chassait les Athéniennes babillardes

de la place publique, Molière dit aux Françaises : « Vous devriez vraiment

Ne point aller chercher ce qu'on fait dans la lune
Et vous mêler un peu de ce qu'on fait chez vous. »

### LE NATUREL ET L'ART D'ÉCRIRE

En littérature aussi, Molière semblerait au premier abord un réaliste intransigeant. Je ne connais point, pour ma part, « d'exécution » plus cruelle et plus impitoyable que celle du sonnet d'Oronte par Alceste. Il est fort bien fait cependant, ce sonnet à Philis, dont les deux derniers vers sont passés en proverbe et qui, pris dans son ensemble, ne prête à rire en aucune façon. Oronte vient de terminer sa lecture, Philinte a fait son compliment. Alceste bondit et, puisqu'on exige qu'il parle du sonnet, il parle à cœur ouvert :

Franchement, il est bon à mettre au cabinet.
Vous vous êtes réglé sur de méchants modèles,
Et vos expressions ne sont point naturelles...

Et le misanthrope condamne chaque expression tour à tour; il n'en épargne aucune et, pour protester contre toute affectation, toute recherche, il se met à chanter :

Si le roi m'avait donné
Paris, sa grand'ville..., etc...

Aussitôt le public d'applaudir à cette mâle simplicité, d'approuver Alceste et Molière, qui s'exprime, croit-on, par la bouche d'Alceste! et, pour ma part, je crois bien que le public fait un contresens. Alceste, homme du monde, et qui, somme toute, parle fort bien, n'est-il pas ridicule, lorsqu'après avoir chanté cette chanson simple jusqu'à la naïveté, il s'écrie :

Voilà ce que peut dire un cœur vraiment épris?

Un cœur de berger, sans doute; mais lui-même, à Célimène, parlera tout autrement. N'oublions jamais la complexité de ce caractère du misanthrope, sur lequel nous reviendrons plus

tard. Alceste est sympathique, mais il faut qu'il soit ridicule, et sa critique du sonnet d'Oronte est outrée, risible comme la tirade de Chrysale contre l'instruction des femmes. L'opinion d'Alceste, c'est la première protestation violente contre la recherche du style, et si nous voulons savoir ce que pense Molière en cette matière, ce n'est point là que nous l'apprendrons. Souvenons-nous que M. Jourdain, pour être naturel jusqu'au primitif, n'en est pas moins grotesque quand il fredonne :

> Je croyais Jeanneton aussi douce que belle,
> Je croyais Jeanneton plus douce qu'un mouton, etc...

Alceste, en substituant à un sonnet précieux une chanson quelconque, ne sort d'un excès que pour se jeter dans l'autre ; et la vérité, aux yeux de Molière, est entre les deux. De même qu'en matière de mœurs, il ne convient pas plus de supprimer les instincts naturels que de les déchaîner, de même en littérature on ne doit ni s'écarter de la nature au point de jouer avec les mots comme Trissotin, ni condamner toute espèce d'art comme Alceste ; et l'œuvre personnelle de Molière, si on l'examinait au point de vue littéraire, me semblerait fournir la démonstration de ce que je viens d'avancer.

S'agit-il des lois de l'art dramatique, Dorante niera d'abord qu'il existe d'autre règle que celle de plaire, qu'il n'a cure des écrits d'Aristote et d'Horace, que *l'Ecole des Femmes*, de Molière, est une bonne comédie parce que le public l'a accueillie ; puis, ayant ainsi fait acte d'indépendance, il soutiendra qu'en reste la pièce ne pèche contre aucune des règles dont parle M. Lysidas ; ces règles, il les a lues, Dieu merci ! autant qu'un autre.....

« LYSIDAS. — Quoi, Monsieur, la protase, l'épitase et la péripétie.....

« DORANTE. — Ah ! Monsieur Lysidas, vous nous assommez avec vos grands mots. Ne paraissez point si savant, de grâce ; humanisez vos discours et parlez pour être entendu. Pensez-vous qu'un nom grec donne plus de poids à vos raisons, et ne trouveriez-vous pas qu'il fût aussi beau de dire l'exposition du sujet que la protase, le nœud que l'épitase, et le dénoue-

ment que la péripétie..... » En un mot : « Soyez naturel, Monsieur Lysidas, appelez les choses par leur nom et, sur ce terrain, je ne vous redoute guère. » Molière n'a pas obéi aux préceptes d'Aristote et d'Horace par aveugle respect de la tradition, mais il s'est trouvé en fait amené à les suivre parce que ces règles, « dont vous embarrassez les ignorants, ne sont que quelques observations aisées que le bon sens a faites sur ce qui peut ôter le plaisir que l'on prend à ces sortes de poèmes » ; Molière ne condamne donc pas les règles, mais ne veut point qu'on les entoure de mystère et de vénération ; et là, comme en toute autre matière, il ne se paye point de mots...

### LA NATURE ET L'HONNEUR FÉMININ

Les idées de Molière sur l'honneur féminin, la liberté qu'il sied de laisser aux jeunes filles et aux épouses durent sembler en son temps étrangement hardies. La puissance paternelle au XVIIe siècle était, aux yeux de la loi et de l'opinion, presque absolue. « Le devoir d'une fille est dans l'obéissance », répétait-on volontiers. Qu'un père eût résolu de mettre sa fille au couvent ou de la marier à quelque déplaisant personnage, elle devait subir sa volonté sans révolte et plus tard ne demander qu'à la religion l'oubli de ses chagrins. C'est contre cette passivité que Molière proteste. Au nom de la nature, il proclame que la femme a droit au bonheur. Cherchez à faire d'une fille, d'une épouse, une esclave, et elle se révoltera, mettra toute la rouerie de son sexe au service de sa vengeance ; c'est là un fait que Molière constate sans trop le déplorer. Quand les pères et les époux seront bien convaincus que toute contrainte, toute tyrannie, ne saurait rien engendrer pour eux que de funeste, ils cesseront de faire peser sur leurs filles et leur femme un joug honteux. Mais, comme il se heurtait, en soutenant cette thèse, à des préjugés tout-puissants, l'auteur de *l'Ecole des Femmes* dut, pour en mieux triompher, employer des moyens extrêmes. Jamais il n'a poussé le réalisme si loin que lorsqu'il mit en scène l'adultère, suite presque nécessaire de toute union qu'une femme n'a point librement et spontanément contractée.

Je n'ai jamais entendu, pour ma part, sans un serrement de cœur et un frisson de dégoût, les louanges passionnées que le pontifiant M. de Sottenville et la prude Mme de Sottenville donnent à leur fille Angélique, femme du pauvre Dandin. Cette femme semble, au demeurant, la plus rouée, la plus antipathique des révoltées que Molière met en scène. Belle, froide, tour à tour orgueilleuse et méprisante, souple et câline, faussement emportée, Angélique s'entend à conserver toutes les apparences de la pudeur et de la vertu. Seule avec son mari, elle est cynique et se croit le droit de l'être. « Comment! parce qu'un homme s'avise de nous épouser, il faut d'abord que toutes choses soient finies pour nous et que nous rompions tout commerce avec les vivants! C'est une chose merveilleuse que cette tyrannie de messieurs les maris; et je les trouve bons de vouloir qu'on soit morte à tous les divertissements et qu'on ne vive que pour eux. Je me moque de cela et ne veux point mourir si jeune. »

« GEORGES DANDIN. — C'est ainsi que vous satisfaites aux engagements de la foi que vous m'avez donnée publiquement?

« ANGÉLIQUE. — Moi? Je ne vous l'ai point donnée de bon cœur et vous me l'avez arrachée. *M'avez-vous, avant le mariage, demandé mon consentement et si je voulais bien être à vous?* Vous n'avez consulté pour cela que mon père et ma mère : ce sont eux proprement qui vous ont épousé; je prétends n'être point obligée à me soumettre en esclave à vos volontés.

« DANDIN. — Oui! C'est ainsi que vous le prenez. Je suis votre mari et je vous dis que je n'entends pas cela.

« ANGÉLIQUE. — Moi, je suis votre femme et je vous dis que je l'entends. »

C'est bien la révolte. La peinture de Molière est triste et vraie. Mais pourquoi Georges Dandin a-t-il, par vanité, épousé une *demoiselle* et l'a-t-il épousée sachant qu'elle ne l'aimait pas?

Nous comprenons maintenant pourquoi la pupille de Sganarelle, la jeune Isabelle de *l'Ecole des Maris*, viendra se jeter d'elle-même, pour ainsi dire, dans les bras de Valère. Elle ne veut pas devenir Mme Sganarelle. On veut la con-

traindre. Pour sauver sa liberté, elle usera de tous les artifices, elle ne reculera devant aucune démarche, aucun mensonge, et finira même par se plaire à ce jeu, au point de nous choquer. Mais ne vaut-il pas mieux encore tromper le prétendant jaloux et ridicule que le futur mari? Isabelle manque à toutes les convenances, s'expose à bien des périls..... sans doute; elle le reconnaît elle-même :

> Je fais, pour une fille, un projet bien hardi,
> Mais l'injuste rigueur dont envers moi l'on use
> Dans tout esprit bien fait me servira d'excuse.....

Du moins, n'en viendra-t-elle jamais jusqu'à déclarer plus tard à son amant, comme Angélique à Clitandre : « Pensez-vous qu'on soit capable d'aimer de certains maris qu'il y a? On les prend parce qu'on ne s'en peut défendre et que l'on dépend de parents qui n'ont des yeux que pour le bien; mais on sait leur rendre justice, et l'on se moque fort de les considérer au delà de ce qu'ils méritent..... » Aussi sommes-nous fort bien disposés à pardonner à Isabelle les ruses qu'elle emploie pour se défendre et nous empresserons-nous d'applaudir avec Molière à la victoire de la pauvre Agnès sur Arnolphe, son oppresseur et son tyran.

On sait par quels moyens M. de la Souche, pour se garder des accidents auxquels tous les maris sont exposés, s'est efforcé de rendre sotte autant qu'il se pourrait la malheureuse qu'il destinait, dès l'enfance, à l'honneur de sa couche. Il croit toucher au but. Agnès ne sait rien, demande si l'on fait les enfants par l'oreille. Il va pouvoir l'épouser en paix. Elle croira volontiers que, du côté de la barbe, est la toute-puissance et ne songera nullement à s'étonner que celui qui la prend ne la prenne que pour lui. Survient Horace. Elle aime, et cette pauvre fleur étiolée dans l'ombre s'épanouit soudain. Elle devine sa force, elle voit qu'Arnolphe la désire et qu'elle est désirable, puisque Horace le lui dit. Elle veut être à Horace et parvient à se donner à lui. La nécessité lui donne de l'esprit, chasse ses craintes. Elle ne redoute plus ni la prison sur terre, ni les chaudières bouillantes de l'enfer, et quand Arnolphe, étonné, dépité, désespéré, se trouve à ses pieds,

prie, implore, elle est à son tour cruelle, elle se venge impitoyablement...

> Tenez, tous vos discours ne me touchent point l'âme,
> Horace avec deux mots en ferait plus que vous.....

C'est la nature qui triomphe de toutes les entraves que l'égoïsme humain prétendait lui imposer, et Molière chante ce triomphe. Son rire clair, joyeux, puissant, sonne dans ces deux vers :

> Oui, ma foi, là-dessus,
> Une sotte en sait plus que le plus habile homme !

Il ne faut donc pas contraindre la femme, laisser sa nature se développer en liberté. Est-ce à dire que la femme ait le droit de satisfaire à ses caprices, de vivre bien ou mal comme il lui plaît? « Non pas », répond Molière. La femme a des devoirs à remplir dont le premier est de rester honnête, mais le meilleur moyen de fortifier en elle les sentiments de l'honneur est tout d'abord de la laisser librement choisir un époux et plus tard de lui laisser une certaine indépendance, par suite une responsabilité morale :

> Leur sexe aime à jouir d'un peu de liberté ;
> On le retient fort mal par tant d'austérité ;
> Et les soins défiants, les verrous et les grilles
> Ne font pas la vertu des femmes et des filles :
> C'est l'honneur qui les doit tenir dans le devoir.

Or, aux yeux de Molière, *l'honneur est un sentiment naturel, comme l'amour*. La plupart de ses héroïnes sont de fort honnêtes femmes. Marianne est charmante. Henriette sera la meilleure des épouses. Elvire n'écoute les galanteries de Tartufe que par nécessité, et non sans gêne et sans impatience. Léonor, enfin, est non seulement honnête naturellement, mais naturellement raisonnable et réfléchie.

Ceux qui se sont efforcés systématiquement de représenter Molière comme le défenseur immoral de l'instinct contre la vertu semblent oublier cette scène touchante de *l'Ecole des Maris* où la jeune fille exprime sa tendresse pour un vieillard. Molière est avant tout, et je le crois pour ma part, « l'un

des plus grands peintres que l'humanité ait produits ». Trouve-t-il dans la société une femme tranquille et réfléchie, il la met en scène telle qu'il l'a rencontrée. La sage Léonor prétend *suivre sa nature*, et ceux qui lui font obstacle tentent de la détourner d'un hymen qui lui plaît, excitent sa colère :

..... O l'étrange martyre!
Que tous ces jeunes fous me paraissent fâcheux!
Ils croyent que tout cède à leur perruque blonde
Et pensent avoir dit le meilleur mot du monde
Lorsqu'ils viennent, d'un ton de mauvais goguenard,
Vous railler sottement sur l'amour d'un vieillard.

Aussi bien, ce vieillard, d'humeur affectueuse et douce, n'a-t-il jamais tenté d'obtenir Léonor malgré elle. Il s'est efforcé de mériter son amour et l'a obtenu :

Moi! je n'aurais jamais cette faiblesse extrême
De vouloir posséder un cœur malgré lui-même!

Il savait bien qu'une fille qu'on garde est gagnée à demi. Il ne l'a point gardée et elle est venue à lui spontanément, avec joie.

Et ce respect de Molière (bien supérieur en cela à La Fontaine) pour la femme, qu'il croit naturellement bonne et généreuse, ne répond-il pas aux préoccupations du grand philosophe moderne qui jugeait de la valeur morale d'une société selon la place que la femme y tenait, l'estime et le respect dont elle y était entourée, croyant avec raison que seule la femme sera capable d'élever, de rendre meilleur et plus pur le cœur de l'homme; que seule la compagne de celui qui lutte et qui pense saura lui rappeler sans cesse qu'il doit être non seulement courageux et énergique, mais très bon, très généreux et très aimant.

### NATURE ET CATHOLICISME

Je crois qu'il est impossible de nier qu'au nom de la nature et du bon sens, Molière ait attaqué la discipline catholique et la doctrine chrétienne telle qu'on la concevait de son temps. La première conviction d'un catholique, c'est qu'il faut aimer

Dieu par-dessus toute chose et songer à son salut. Certes, Molière ne pouvait officiellement, en plein XVII^e siècle, devant le roi, devant la cour, combattre la religion, que seuls quelques libertins se plaisaient alors à fronder, bien moins par conviction que pour faire du scandale. Il ne pouvait même, dans *le Tartufe*, refuser quelques fleurs à la véritable piété. Tartufe est un « faux dévot ». Cléante se défend de donner dans le libertinage, mais nous verrons que la religion qu'il admire n'oblige en somme les humains qu'à bien vivre et ne s'appelle catholicisme que par occasion. Ce qui reste vrai, incontestable, ce qui explique le déchaînement de haine et d'injures dont *le Tartufe* fut l'occasion, l'indignation des jésuites, des jansénistes et du clergé, c'est que Molière, d'un bout à l'autre de la pièce, protestait énergiquement contre la préoccupation égoïste du salut, qui fut l'âme du jansénisme; contre l'intrusion du directeur dans la famille, dont les jésuites furent toujours les défenseurs intéressés.

Quiconque a lu le *Port-Royal* de Sainte-Beuve, feuilleté les œuvres du grand Arnauld, ou simplement médité certaines épîtres de Pascal, où le souci de la foi, la préoccupation du salut, le mépris des bassesses humaines sont exaltés avec une passion incroyable, ne pourra s'empêcher de tressaillir en écoutant les conseils que Orgon reçoit de Tartufe :

> Il m'enseigne à n'avoir d'affection pour rien,
> De toutes amitiés il détache mon âme;
> Et je verrais mourir frère, enfant, mère et femme,
> Que je m'en soucierois autant que de cela...

On croirait entendre là, si j'ose me servir ici de cette expression, comme une « parodie » des propos jansénistes. Certes, Tartufe est un faux dévot, il ne parle au nom du ciel que dans son intérêt, mais enfin il parle au nom du ciel, et son langage est celui dont les gens dévots se servent d'ordinaire. Il ne veut détacher Orgon de sa famille que pour lui mieux ravir son bien; mais, en définitive, les hommes pieux qui, par conviction religieuse, poussent une fille à renoncer à toute affection terrestre pour n'aimer que Dieu et assurer son salut, un père de famille à s'absorber dans l'amour divin au

point d'oublier ses obligations terrestres, ne sont-ils pas, sinon aussi odieux que Tartufe, du moins aussi nuisibles? Orgon n'était pas un méchant homme, il a besoin de tout le stoïcisme chrétien que Tartufe lui a enseigné pour ne point se laisser attendrir par les prières d'une fille qui le conjure de ne pas la sacrifier :

> Allons, ferme mon cœur; point de faiblesse humaine!
> Mortifiez vos sens avec ce mariage
> Et ne me rompez pas la tête davantage...

Un tel langage nous indigne. Molière nous fait sentir qu'il a fallu, pour corrompre la bonne nature d'un père, le zèle de cet incomparable directeur qui « comme du fumier regarde tout le monde ». Il a fait comprendre au naïf Orgon qu'il lui serait fort avantageux de s'assurer une place en paradis, qu'il serait infiniment mieux là qu'en enfer ou qu'en purgatoire, qu'il devait en conséquence bannir toute autre pensée que celle de son salut. S'il ne s'agit que de sacrifier les siens pour être éternellement heureux, s'est dit Orgon, qu'à cela ne tienne. Et il a négligé sa femme, il a brutalement mis son fils à la porte, il a rudoyé son frère et va sacrifier sa fille... Tels sont les dangers qu'un mauvais directeur fait courir à une famille, *et c'est bien le directeur que Molière condamne, celui que le catholicisme prétend substituer au père* dans la direction morale de l'épouse et des enfants, et qui, pour être dévot, n'en sera pas moins homme. Il ne pourra jamais avoir au cœur la tendresse naturelle du père pour les siens et sera souvent tenté d'user mal de son influence spirituelle, afin de contenter de temporels désirs. Qu'Elmire, cessant de penser, de vouloir par elle-même, d'obéir à son honnête naturel, laisse se substituer à sa propre conscience celle du directeur : elle tombera bientôt dans l'adultère, avec cette consolation, il est vrai, d'être la maîtresse d'un homme d'une dévotion extrême, qui s'est chargé de son plaisir en même temps que de son salut.

ELMIRE.

> Mais comment consentir à ce que vous voulez
> Sans offenser le ciel, dont toujours vous parlez?

TARTUFE.

Je puis vous dissiper ces craintes ridicules,
Madame; et je sais l'art de lever les scrupules.
Le ciel défend, de vrai, certains contentements,
Mais on trouve avec lui des accommodements.
Selon divers besoins, il est une science
D'étendre les liens de notre conscience,
Et de rectifier le mal de l'action
Avec la pureté de notre intention.
De ces secrets, Madame, on saura vous instruire :
*Vous n'avez seulement qu'à vous laisser conduire.*
Contentez mon désir, et n'ayez point d'effroi;
Je vous réponds de tout, et prends le mal sur moi.

Molière n'aime pas les directeurs, mais il hait les cloîtres. Un chrétien ne parle qu'avec respect de ces couvents silencieux, où des femmes à genoux consument leur vie entière à prier pour le salut des âmes en péril.

Molière connaît mieux les raisons qui jettent la plupart des femmes dans les cloîtres : chagrin d'amour, dépit, persécutions d'une marâtre. Aussi le cloître apparaît-il chez lui comme un épouvantail. Gorgibus en menace sa fille et sa nièce : « Ou vous serez mariées toutes deux avant qu'il soit peu, ou, ma foi, vous serez religieuses ; j'en fais un bon serment. »

Toutes les jeunes filles que l'on prétend contraindre à renoncer à leur amour : la fille d'Harpagon, celle de Philaminte, celle de Monsieur Jourdain, ne manquent pas de s'écrier comme la jeune veuve : « Un cloître est l'époux qu'il me faut. » La pensée est la même, si les expressions ne sont point semblables. Elles veulent la mort ou le couvent... Ces deux solutions se valent à leurs yeux. Béline voulait se débarrasser d'Angélique. Elle a conseillé à son mari d'en faire une religieuse. Angélique s'est défendue avec calme et énergie. En apprenant la mort de son père, peu d'instants plus tard, désespérée, pleine de repentir en songeant au chagrin qu'elle a pu causer à ce père, elle ne trouvera, pour se punir de sa désobéissance passée, aucun châtiment plus pénible que la

captivité dans une de ces retraites où les austérités « usent les tristes jours que le ciel a comptés ». C'est encore au fond d'un petit couvent qu'on s'est chargé d'abêtir Agnès sur l'ordre d'Arnolphe. Cette fois, rien ne vient adoucir la protestation de Molière contre la vie de couvent, parce qu'elle est, par essence, la vie contraire à la nature. Derrière les grilles, la personne humaine cesse d'être libre, la femme voit sa beauté se faner sans profit, son âme se dessécher ou s'abêtir. Elle ne connaît plus la joie de vivre. Elle est inutile, incapable de remplir ses devoirs naturels d'épouse et de mère, les seuls qui soient sacrés à ses yeux. Elle est à jamais perdue pour la famille et l'Humanité.

## II

### *Comment Molière s'appuie sur l'opinion pour établir la partie positive de sa morale.*

Nous avons vu Molière opposer la nature, et les bons instincts naturels, aux préjugés de son temps et à la discipline catholique, mais je ne crois pas le moins du monde, avec M. Brunetière, qu'il se soit heurté surtout contre la religion en tant que *principe réprimant*. Ce sont bien les dogmes chrétiens qui lui déplaisent et non pas les règles de bonne vie destinées à contenir les appétits égoïstes et vulgaires. Molière prétend enseigner aux hommes à bien vivre et, partant, à se vaincre parfois eux-mêmes et à se corriger de leurs vices. Il comprendra fort bien la nécessité d'un *nouveau « principe réprimant »*, faute duquel tous les instincts mauvais ne tarderaient pas à se déchaîner. Or, le principe un peu vague, « vivre conformément à la nature », dont il s'est servi, après Rabelais et Montaigne, pour ruiner nombre de préjugés qui lui semblaient fâcheux, ne l'eût certes pas amené à un certain nombre de jugements dont nous avons pu reconnaître la haute sagesse. Pour remplacer Dieu et les chaudières bouillantes, il lui fallait une *force morale* à opposer aux faiblesses des hommes. Cette force, ce sera l'*opinion*, l'opinion des honnêtes gens, dont Molière choisit les repré-

sentants à tous les degrés de l'échelle sociale. C'est par leur bouche, en leur propre langage, qu'il exprimera sa pensée en toute occasion.

Ici, le grand poète, obéissant à son désir de peindre, de mettre en scène les hommes et les femmes livrés aux épreuves de la vie, aux luttes de conscience, et de faire sortir de leur exemple des leçons pour l'Humanité, se trouve réaliser instinctivement la haute pensée que des moralistes, comme Adam Smith, des philosophes, comme Comte, conçurent de nos jours à l'état abstrait.

C'est du jugement porté par un spectateur impartial sur les actions des hommes qui l'entourent, que Smith a fait le critérium de sa morale de la sympathie. C'est à l'opinion publique que Comte remet le contrôle et l'appréciation des actions individuelles. Le moraliste et le grand philosophe, comprenant l'un et l'autre la nécessité permanente d'accommoder, avec l'opinion humaine qui évolue, l'appréciation des actes des hommes qui se répètent en somme à travers les siècles sans grand changement, remettent aux meilleurs de nos contemporains le soin de juger de notre conduite. N'est-ce pas de ce soin que s'acquittent à merveille, au XVIIe siècle, chacun dans leur milieu, les Don Louis, les Clitandre, les Dorante (de la critique), les Ariste, les Cléante, les Madame Jourdain, les Eliante, les maître Jacques, les Martine, les Dorine, les Toinette... ces gens du monde, ces bourgeoises, ces valets, ces servantes de Molière, de conditions bien différentes, mais qui tous possèdent ces mêmes qualités supérieures : la bonté souriante et le bon sens. Ils entourent le personnage vicieux ou ridicule que Molière les charge de conseiller ou de juger; ils le connaissent à merveille, depuis longtemps. Ils ne nous sont nullement suspects de pédantisme; et, en effet, ne se trouvent-ils pas là nécessairement, comme dans la vie? Ils font partie du salon, de la famille, de la maison. Ils ne semblent nullement sur la scène pour y philosopher, y faire de la morale, mais enfin ils s'émeuvent de ce qu'ils voient, ils redoutent, ils réprouvent, ils raillent ce vice, ce ridicule qu'ils ont constamment sous les yeux. Monsieur Jourdain cherche à se faire passer pour gentil-

homme. Par malheur, il se trouve avoir auprès de lui deux personnes auxquelles il « n'en imposera » jamais : sa bonne bourgeoise de femme, et sa mâtine de servante, Nicole. S'avise-t-il de vouloir faire de sa fille une marquise, malgré elle? Madame Jourdain sera là pour lui dire : « Est-ce que nous sommes, nous autres, de la côte de saint Louis », et Nicole pour lui déclarer que la noblesse ne lui en impose guère, car le fils du gentilhomme de son village « est le plus grand malitorne et le plus sot dadais qu'elle ait jamais vu ». Tout heureux qu'il puisse être de se voir habillé à la dernière mode de la Cour, il éprouvera quelque gêne en entendant Nicole rire de lui, et le contrôle de toutes ses actions par deux femmes de tête fait admirablement ressortir aux yeux du public tous les ridicules du bourgeois gentilhomme. Chrysale abdiquerait entièrement son autorité de chef de famille, s'il n'était vigoureusement exhorté par son frère, soutenu par sa servante. Il serait lâche naturellement, il n'ose l'être tout à fait, par un reste de pudeur qui lui fait redouter le mépris d'Ariste et de Martine. « Quoi ! » s'écrie Ariste,

... Vous ne pouvez pas, voyant comme on vous nomme,
Vous résoudre une fois à vouloir être un homme,
A faire condescendre une femme à vos vœux,
Et prendre assez de cœur pour dire un : je le veux?
Vous laisserez sans honte immoler votre fille
Aux folles visions qui tiennent la famille,
Et de tout votre bien revêtir un nigaud
Pour six mots de latin qu'il leur fait sonner haut.

On ne saurait certes mieux rappeler et proclamer à quel point l'autorité ferme et résolue du père est indispensable au bonheur de cette famille, mais cette haute leçon perd toute apparence dogmatique et didactique, quand elle est donnée par un frère auquel son cœur et sa raison dictent à la fois ce qu'il dit. Et, mieux encore que les paroles de Chrysale, nous retenons le proverbe de Martine, si expressif dans sa naïveté :

La poule ne doit point chanter devant le coq.

Argan, le malade imaginaire, préoccupé surtout de se

choisir un gendre médecin, veut-il contraindre sa fille à épouser Thomas Diafoirus ou à s'enterrer dans un cloître, c'est Toinette qui lui fera la leçon; car, dit-elle : « Quand un maître ne songe pas à ce qu'il fait, une servante bien sensée est en droit de le redresser »; et cette familiarité, cette bonhomie avec laquelle Toinette rappelle Argan à lui-même, fait infiniment plus d'impression sur les auditeurs que les plus savants raisonnements du monde :

ARGAN. — Je ne mettrai pas ma fille dans un couvent si je veux?
TOINETTE. — Non, vous dis-je.
ARGAN. — Qui m'en empêchera?
TOINETTE. — Vous-même.
ARGAN. — Moi?
TOINETTE. — Oui, vous n'aurez pas ce cœur-là.
ARGAN. — Je l'aurai.
TOINETTE. — Vous vous moquez.
ARGAN. — Je ne me moque point.
TOINETTE. — La tendresse paternelle vous prendra.
ARGAN. — Elle ne me prendra point.
TOINETTE. — Une petite larme ou deux; des bras jetés au cou; un mon petit papa mignon, prononcé tendrement, sera assez pour vous toucher...

Quelle simplicité, quel excellent réalisme! Est-il possible de mieux montrer aux hommes, par la simple représentation d'une scène qui dut être vécue mainte fois, la tendresse naturelle du père aux prises avec l'entêtement égoïste du maniaque, et l'opinion émue, prête à blâmer aussi durement le père coupable qu'elle l'a doucement averti de sa folie et prié de se montrer meilleur?

Mais Dorine surtout, la servante d'Orgon, incarne en elle-même le bon sens de la Française du peuple. Depuis longtemps déjà, elle vit dans cette maison où Tartufe, gueux et déguenillé, s'introduisit un jour, revenant de l'église en compagnie du maître. Tout d'abord, Dorine a trouvé cet intrus suspect et ce dévot dangereux. Chaque jour elle souffre davantage de le voir prendre place à la table de famille où sa dupe lui sert les meilleurs morceaux. Dorine a beaucoup

d'affection pour son maître, elle l'a connu généreux, capable de servir son prince...

> Mais il est devenu comme un homme hébété
> Depuis que de Tartufe on le voit entêté :
> Il l'appelle son frère et l'aime dans son âme
> Cent fois plus qu'il ne fait mère, fils, fille et femme...

Tout cela inquiète la servante. Par elle nous devinons les malheurs que Tartufe déchaînera bientôt sur le logis. Sa maîtresse vient d'être malade, elle l'a soignée, elle a passé la nuit à son chevet, elle raconte tout cela à Orgon qui rentre de voyage et songe bien moins à s'étonner de la mauvaise santé de sa femme qu'à s'extasier sur le bon appétit de son pauvre Tartufe. Et Dorine qui a vu Elmire souffrir, Tartufe manger, dormir et boire, s'étonne et s'indigne de trouver son maître si indifférent à l'égard de sa femme. Elle termine brusquement son récit...

> ... Tous deux se portent bien enfin
> Et je vais à Madame annoncer par avance
> La part que vous prenez à sa convalescence !

Maintenant, consciente du péril, elle s'efforcera de son mieux d'ouvrir les yeux à son maître. On le trompe, on le dupe; Tartufe ment, il ne méprise les richesses que faute d'en posséder et parle trop de sa naissance pour un homme uniquement occupé du ciel :

> Qui d'une sainte vie embrasse l'innocence
> Ne doit pas tant prôner son nom et sa naissance...

Mais elle ne s'attarde guère à ces considérations générales. Tartufe veut épouser Angélique, et ce mariage ne doit point se consommer. Orgon peut avoir ses raisons d'aimer Tartufe, mais Angélique ne l'aime pas et la servante vient au fait brutal, positif. Orgon va-t-il contraindre sa fille à s'unir avec Tartufe ? C'est une chose grave.

> Sachez que d'une fille on risque la vertu
> Lorsque, dans son hymen, son goût est combattu.
> Que le dessein de vivre en honnête personne
> Dépend des qualités du mari qu'on lui donne...

Et qui donne à sa fille un homme qu'elle hait
Est responsable au ciel des fautes qu'elle fait.
Songez à quels périls votre dessein vous livre !

Ces périls, comme elle les pressent elle-même, comme elle sait les exposer à son maître tels qu'ils sont et sans phrases... Dorine déteste les grands mots qui dispensent d'avoir du courage. Avec quelle dédaigneuse pitié cette robuste fille rappelle à la réalité sa petite maîtresse Angélique affolée, larmoyante, indécise, et qui parle de se donner la mort si tout ne va pas selon ses vœux :

Fort bien, c'est un recours où je ne songeais pas,
Vous n'avez qu'à mourir pour sortir d'embarras
Le remède sans doute est merveilleux. J'enrage
Lorsque j'entends tenir ces sortes de langage !

Dorine ne se paye ni d'apparences, ni de mots. Elle s'occupe des faits et des nécessités, puis des moyens d'action. C'est la plus positive peut-être des servantes de Molière. Aucune, en tout cas, ne semble aimer davantage la famille dont elle fait partie, et qu'elle tremble de voir dépouillée, désunie par le faux dévot. Par elle, Molière nous fait comprendre à merveille combien l'unité de la famille, l'entente de ses membres sous la direction ferme et bienveillante du père sont choses essentielles au point de vue moral.

Le père doit être maître chez lui, bannir du logis tout directeur qui voudrait prendre sa place, consulter sa femme en toutes choses sans la laisser empiéter sur ses droits. Il exigera de ses enfants l'obéissance, mais la leur rendra facile, car il s'abstiendra de disposer d'eux sans leur consentement. Il n'agira jamais par caprice, mais dans l'intérêt des siens. Il saura donc à la fois se montrer bienveillant et digne. Un père qui se laisse avilir par un vice, dégrader par une passion, déconsidérer et rapetisser par un ridicule, perd toute autorité morale sur les siens ou cause leur malheur. Harpagon, aux yeux duquel les deux mots « sans dot » en matière de mariage tiennent lieu « de beauté, de jeunesse, de naissance, d'honneur, de sagesse et de probité », se verra méprisé par un fils insolent qui bravera sa malédiction. Il laissera sa fille Elise

exposée aux entreprises de Valère. — Monsieur Jourdain, en proie à la folie des grandeurs, délaisserait sa femme et donnerait sa fille au grand Turc, sans y attacher d'autre importance. — Un amoureux au désespoir, une fille cloîtrée, une autre déshéritée, deux frères brouillés, une intrigante maîtresse du logis ! Voilà ce que pouvait enfanter la simple manie d'Argan. Telles sont les vérités que Molière enseigne aux hommes, les menaçant, s'ils se refusent à bien vivre, non pas des chaudières bouillantes dans un problématique enfer, mais *des sanctions humaines* qui nous préoccupent en fait bien davantage. Est-il rien de plus pénible pour un père, par exemple, que de n'être pas aimé des siens, de souffrir leur mépris, d'être raillé, sinon ostensiblement, du moins en cachette, par ses valets, de ne point mériter l'estime des honnêtes gens ?

C'est le plus souvent aux hommes, en tant que pères et époux, que Molière prescrit leur devoir (aussi exactement, bien entendu, qu'un auteur comique le peut faire) ; mais, aux hommes en général, il donne quelques sages conseils, sans distinction de caste ni de condition.

Le premier, celui sur lequel il revient sans cesse, est *d'être simples :* Monsieur Purgon a beau s'affubler d'une longue robe noire et parler latin, il n'en tue pas moins ses malades ; Monsieur Lysidas invoque Aristote et fait d'exécrables pièces ; le philosophe Pancrace est un âne avec toute son érudition ; Marphurius, qui feint de douter si le monde extérieur existe ou non, a besoin de quelques coups de bâton pour se souvenir qu'il existe des juges ; Trissotin, qui mêle en ses vers les calembours aux soupirs, est insupportable. — Molière dit à Arsinoé qu'elle s'y prend un peu tard pour devenir prude ; à Dorante, ami de Monsieur Jourdain, qu'en dépit de ses belles manières et de son titre, il est un escroc ; à Don Juan, fils insolent, *révolté contre toute idée de devoir individuel ou social*, égoïste et méchant, au seigneur qui s'abaisse à user de son prestige pour intimider et congédier un créancier, au séducteur de Dona Elvire, repenti tardivement et s'en remettant hypocritement au ciel du soin de réparer ses fautes : « Apprenez que la vertu est le premier titre de noblesse, que je regarde

bien moins au nom qu'on signe qu'aux actions qu'on fait, et que je ferais plus d'état du fils d'un crocheteur qui serait honnête homme, que du fils d'un monarque qui vivrait comme vous »; à Clitandre, amant d'Angélique et plein de mépris pour le roturier Georges Dandin : « Vous avez une étrange façon de mentir et de vous parjurer, pour un gentilhomme! »; à tous les petits marquis, enfin, qu'ils ont des cervelles creuses. N'est-ce pas nous engager à *ne point juger les gens sur l'apparence*, mais sur ce qu'ils valent en réalité. Je ne respecte, dit-il, ni fausse science, ni fausse pudeur, ni la naissance où la vertu n'est pas, ni la piété feinte, celle qui nous écarte de nos devoirs envers la famille et l'humanité. *La vraie religion consiste à bien vivre.* Les véritables dévots :

> Ce ne sont point du tout fanfarons de vertu :
> On ne voit point en eux ce faste insupportable,
> Et leur dévotion est humaine et traitable :
> Ils ne censurent point toutes nos actions.....
> ..... L'apparence du mal a chez eux peu d'appui,
> *Et leur âme est portée à juger bien d'autrui.*
> Point de cabale en eux, point d'intrigues à suivre;
> *On les voit, pour tous soins, se mêler de bien vivre.*

De tels gens ne sont-ils pas mûrs pour une religion de l'Humanité?

Les hommes doivent être modestes et bienveillants, et cette bienveillance est une qualité sur laquelle Molière insiste :

> Ne hasardez jamais votre estime trop tôt
> Et soyez pour cela dans le milieu qu'il faut.
> Gardez-vous, s'il se peut, d'honorer l'imposture;
> Mais au vrai zèle aussi n'allez pas faire injure ;
> Et s'il vous faut tomber dans une extrémité,
> Péchez plutôt encor de cet autre côté.

N'est-ce pas un peu la pensée de Tacite : « *Promptum ad deteriora vulgus* », et celle de Comte : « Former l'hypothèse la plus simple et la plus sympathique compatible avec l'ensemble des renseignements obtenus » ?

« *Faites votre devoir* », dit encore Molière à tous les humains. « Votre devoir de père, de mère, de tuteur, de fille, d'épouse,

d'ami, de serviteur, de maître, de sujet. Cherchez d'abord à bien voir en quoi il consiste pour chacun de vous, il est rarement facile à accomplir. Agissez donc en toute occasion selon votre conscience, le plus honnêtement et le moins maladroitement possible; l'opinion tiendra compte de vos efforts et des difficultés que vous avez rencontrées. Le pauvre Sganarelle est loin d'être admirable, mais il avait un fort méchant maître et s'est efforcé de faire quelque bien; il lui sera beaucoup pardonné.

« Soyez énergiques quand il le faut, mais sachez imposer votre volonté sans fracas. Une honnête femme, aux discours d'un galant, n'a que faire de jeter les hauts cris. » Elmire dit justement :

Que ce n'est point de là que l'honneur peut dépendre
Et qu'il suffit pour nous de savoir nous défendre.....

« Autant que possible, *évitez le scandale* », dit encore Molière (et c'est là un conseil d'une portée toute générale où il faudrait se garder de voir une coupable tolérance pour le vice), le scandale ne saurait rien enfanter que de déplorable en soi. Ecoutons Chrysale :

Si je n'approuve pas ces amis des galants,
Je ne suis pas aussi pour ces gens turbulents
Dont l'imprudent chagrin, qui tempête et qui gronde,
Attire au bruit qu'il fait les yeux de tout le monde.

Sosie lui-même, qui est un politique et un philosophe, s'écrie, après la mésaventure de son maître :

Sur telles affaires toujours
Le meilleur est de ne rien dire.....

Mais ces vers ne signifient en aucune façon que :

Le mal n'est jamais que dans l'éclat qu'on en fait.
Le scandale du monde est ce qui fait l'offense,
Et ce n'est pas pécher que pécher en silence.....

Si nous devons étouffer en nous cette malsaine curiosité qui nous pousse à nous enquérir des malheurs d'autrui afin de les

pouvoir conter en tout lieu, et cet instinct de diffamation brutale qui a triomphé depuis, au XIX^e^ siècle et au début du XX^e^, avec le libre essor du journalisme irresponsable et vénal, il n'en est pas moins vrai que nous devons toujours agir avec franchise et bien vivre. Sinon notre indulgence à l'égard des autres deviendrait de la complicité. *Soyons sincères.* L'hypocrisie est exécrable et Molière l'a attaquée sous toutes ses formes. Depuis l'huissier Loyal qui a l'air si déloyal, jusqu'au Don Juan méchant que sa conversion rend encore plus odieux, jusqu'au redoutable Tartufe, Molière combat les fourbes et leur oppose les gens de bien qui parlent franc et net : les Cléonte, qui ne se laissent point passer pour gentilshommes quand ils ne le sont pas; les Clitandre, incapables de faire des courbettes devant des gens qu'ils méprisent; Alceste surtout, ce grand Alceste, bourru, aimant et sincère, las des préjugés et des mesquineries du monde auquel Molière donna son âme. un jour qu'il souffrait beaucoup.

Alceste dira la vérité, toute la vérité, coûte que coûte, et à tout venant. Et Molière nous l'a représenté malheureux, un peu ridicule, abandonné de cette femme coquette qu'il a la faiblesse d'aimer encore et s'enfuyant au désert, seul, désespéré. Pourquoi? C'est que cet Alceste dont Molière comprend, admire, partage l'Idéal, a méconnu les nécessités terrestres et positives. Il a voulu s'élever trop haut. Il a péché « un peu, par orgueil », et las de se voir incompris, il a renoncé à la lutte. Molière le lui reproche. Il savait bien que la pure vertu n'est pas de ce monde, le poète qui, dans la préface du *Tartufe*, écrivit : « Je ne sais s'il n'est pas mieux de travailler à rectifier et à adoucir les passions des hommes que de vouloir les retrancher entièrement. » Molière souffrait de cette nécessité d'accommoder avec la médiocrité humaine cette pensée pure qui se trouve chez les meilleurs d'entre nous et les emporte vers le juste, le beau, le vrai. Cette nécessité absolue, il la proclamait en rendant Alceste ridicule et la déplorait en nous le faisant aimer. De là vient que *le Misanthrope* est un chef-d'œuvre de haute raison et de pitié profonde. Que voulait Alceste? *Vivre au grand jour!* Mais il s'est brisé dans l'épreuve, n'ayant pu sortir de lui-même et comprendre la

nécessité sociale de pardonner aux hommes leurs imperfections individuelles, en raison des obligations qu'il leur avait collectivement dans le passé et dans le présent.

CONCLUSION

Les hommes sont méchants, injustes, oui.....

..... Les hommes devraient être faits d'autre sorte.
Mais est-ce une raison que leur peu d'équité
Pour vouloir se tirer de leur société?
Si tous les cœurs étaient francs, justes et dociles,
La plupart des vertus nous seraient inutiles.....

Il faut savoir nous résigner, et vivre, et vivre le mieux possible, non pas pour nous-mêmes, mais pour autrui, car un homme n'a sa raison d'exister que par les autres hommes. Tel me semble être le dernier mot de la morale de Molière.

Et c'est cette foi merveilleuse en l'action, subsistant en dépit de toutes les misères physiques et morales attachées à notre nature, en dehors de tout espoir, de toute crainte d'un caractère métaphysique — et cela dans le même temps où le christianisme janséniste abêtissait Pascal. C'est cette relativité dans la conception d'une vertu humaine qui me semble donner à la morale de Molière une valeur incomparable et définitive au point de vue positif.

Jean Canora.

# LA PROPAGANDE POSITIVISTE

## DANS LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE

### ET SON INFLUENCE SUR L'ÉDUCATION

Il n'y a guère qu'un demi-siècle que la doctrine philosophique créée par Aug. Comte se trouve définitivement constituée.

Depuis lors, son influence sur les destinées de l'Humanité a été trés limitée, si nous mettons à part quelques rares esprits qui ont su comprendre toute sa grandeur et l'appliquer à l'une des formes de l'activité humaine.

On ne saurait prétendre que cette doctrine soit déjà sortie de la période de gestation, ni qu'elle ait produit tout son effet, ni comme doctrine, ni comme méthode, ni comme religion.

L'avènement du Positivisme sera caractérisé dans les sciences par la présence de *lois*, et dans la religion par la substitution de notions purement humaines, concrètes ou abstraites, à tous les concepts surnaturels ou ultra-terrestres.

Ceux qui, dans notre pays, se sont occupés du Positivisme, ceux qui se sont inspirés de sa doctrine régénératrice, l'ont appliquée surtout à l'éducation, et ont réalisé dans ses méthodes une véritable réforme qui est en train de modifier l'éducation publique de plusieurs provinces argentines.

Cependant, des tentatives importantes ont été faites pour appliquer les idées positivistes : en politique, par Mitre ; dans les sciences biologiques, par Ramos Mejia ; et par le Dr Carlos Rojo dans son étude sociologique « El Noventa », où il adapte quelques-uns des principes de Spencer et de Comte aux causes de la catastrophe économique de l'année 1890.

Nous nous proposons seulement aujourd'hui de résumer brièvement les travaux accomplis en faveur de la doctrine

fondée par un des plus grands innovateurs des temps modernes, en ne citant qu'un petit nombre de ceux qui se dévouent actuellement à la propagande du système.

*Pedro Scalabrini.* — Naturaliste, philosophe, éducateur, actuellement directeur du musée de Corrientes, peut être considéré comme le plus notable représentant du Positivisme dans la République Argentine et son premier propagandiste. Dans ses *Lettres scientifiques*, adressées au général Racedo, il a tracé le plan d'éducation, basé sur la doctrine positiviste, qui est appliqué avec des résultats satisfaisants dans les provinces de Corrientes, Santa-Fé et, depuis peu, Cordova.

*Materialismo, Darwinismo y Positivismo* est un ouvrage où l'auteur se révèle comme naturaliste et philosophe, et où il proclame les doctrines scientifiques des plus grands penseurs de notre siècle.

Il explique la conception exacte et la portée scientifique de chacune de ces dénominations, fréquemment confondues entre elles par les théologues, et il expose comment le Positivisme a incorporé dans sa doctrine toute la partie démontrée du matérialisme, tout en écartant le reste comme métaphysique et comme discussion stérile sur des choses dont nous n'aurons jamais de solution satisfaisante.

En ce moment, il publie dans *la Escuela Positiva* (l'Ecole Positive) ses nouvelles Lettres scientifiques adressées au Dr Ferreira, le plus éminent de ses disciples et le champion le plus décidé du nouveau Credo pédagogique.

Mais ce n'est pas dans les colonnes d'un journal ou d'une revue qu'il faut chercher l'œuvre de Scalabrini ; c'est dans la chaire de philosophie de l'Ecole normale de Parana qu'il a exercé son influence la plus décisive : pendant les années où il l'a occupée, il a formé une centaine d'élèves qui répandent maintenant la bonne parole dans toute la République. Grâce aux idées positivistes qu'il a répandues, il surgit une nouvelle école pédagogique qui est en train de s'imposer lentement, mais sûrement, au pays.

*Alfredo Ferreira.* — Pédagogue distingué, actuellement directeur général de l'enseignement de Corrientes, et rédacteur de la revue mensuelle *la Escuela Positiva*. C'est cette

revue qui a arboré la bannière des principes qu'on essaie d'appliquer dans cette province, principes basés sur une théorie rigoureusement scientifique et une expérience consciencieuse poursuivie par les professeurs éminents qui le secondent dans sa tâche.

Dans ses tournées à travers la République comme inspecteur national, il a semé des idées et a donné un nouvel essor à l'éducation en stimulant l'initiative des populations en faveur de leurs institutions locales, ce qui est un des traits caractéristiques de sa laborieuse administration scolaire.

*Maximio Victoria.* — Disciple de Scalabrini, ardent propagateur des idées nouvelles, considéré par certain positiviste distingué comme le futur apôtre de l'Humanité dans la République Argentine.

Il a contribué à la vulgarisation de la doctrine d'Auguste Comte en traduisant en espagnol son œuvre fondamentale, la *Philosophie positive*, résumée par Rig; il a également écrit une introduction à la collection de la *Bibliothèque scientifique Internationale,* qu'il n'a pas encore traduite; il a publié aussi une conférence, intitulée « Essai sur le Positivisme », où il expose quelques-unes des conceptions les plus importantes de la doctrine et présente un intéressant tableau de sociologie concrète appliquée à notre histoire nationale.

Toutes les idées qu'il a prônées en théorie, il les a mises en pratique, et il a réalisé une transformation complète dans les institutions de la province de Tucuman; c'est à de pareils résultats qu'on reconnaît les disciples du savant professeur de Parana.

Depuis peu, son esprit a découvert une nouvelle face de la doctrine, une mine inexploitée, comme il dit; il s'agit de la grande conception religieuse et morale du fondateur du Positivisme, car Scalabrini n'avait fait connaître que le côté scientifique : l'esprit, la doctrine et la méthode.

*Victor Mercante*, l'auteur bien connu de *los Muscos Escolares Argentinos* et *la Escuela Moderna.* — Directeur de l'Ecole normale de Mercedès (Buenos-Ayres) et autrefois recteur de l'Ecole normale de San-Juan, où il appliqua les principes de la doctrine à l'enseignement. C'est dans ces

fonctions qu'il a développé sa psychologie pédagogique, en se basant sur la classification systématique de l'âme, créée par Comte; il publie en ce moment, dans la *Revista Sarmiento*, un feuilleton, « Positivismo Comtiano », destiné à propager et à faire connaître le système.

*Angel Bassi.* — N'a écrit aucun livre, mais il a fait sentir son action dans les colonnes de nos publications les plus importantes, par de nombreux articles fortement pensés, et surtout par le régime administratif et pédagogique de l'école populaire de *Esquina*, qu'il dirige et dont il a fait un véritable laboratoire d'expériences pédagogiques, basées sur la doctrine, qu'il défend avec tant d'ardeur, en bon disciple de Scalabrini.

*Pedro Lacalde.* — Un nouvel élément vient de se joindre au mouvement commencé sous d'aussi heureux auspices; je veux parler de M. Lacalde, positiviste français, qui réside actuellement à Buenos-Ayres; il est encore peu connu par nous, parce qu'il réduit sa propagande à la correspondance privée. Il suit en tout les idées du Maître telles qu'il les a recueillies de ses lèvres (1), et s'occupe principalement de faire connaître la Religion de l'Humanité, comme le font Lemos et Teixeira Mendes au Brésil, et les frères Lagarrigue au Chili : nous pourrions le classer comme le positiviste orthodoxe, en raison des tendances et de l'esprit qui domine chez les autres.

M[lle] *Praxedès Munoz.* — Ecrivain péruvien distingué, docteur en médecine et fougueuse propagandiste de la doctrine positive. En style pur et vigoureux, elle a critiqué les événements qui se sont accomplis dans sa patrie, dans deux lettres adressées au colonel Madueno *sur les doctrines d'Auguste Comte;* elle démontre que le Positivisme représente la seule planche de salut sur laquelle on puisse compter, au milieu de l'anarchie intellectuelle du temps présent.

Dans son roman sociologique *la Evolucion de Paulina*,

(1) Il semble bien improbable que M. P. Lacalde ait pu avoir avec Auguste Comte, mort en 1857, des relations personnelles assez intimes et assez prolongées pour constituer un véritable enseignement. L'auteur doit avoir été inexactement renseigné.

dont elle publie en ce moment une deuxième édition chez nous, elle expose d'une manière agréable et intéressante les principes fondamentaux de l'école positiviste.

Voilà ceux qui, à notre humble avis, sont à la tête de la propagande du système et de ce qui s'est fait dans le pays en faveur de la doctrine altruiste. Il serait impardonnable de ne pas citer ici quelques professeurs et quelques revues qui ont contribué d'une manière non moins efficace au triomphe de la nouvelle cause :

*Benicio Lopez* a traduit du français *le Droit et le Positivisme* de P. Alex;

*Leopoldo Herrera*, qui répand la doctrine de sa chaire, à l'école normale de Parana;

*Carlos N. Vergara*, disciple de Scalabrini, et l'un de ceux qui ont le plus lutté pour propager les nouvelles doctrines. Dans les colonnes de *la Educacion*, il a donné à ses idées une impulsion nettement révolutionnaire;

*La Revista Sarmiento*, dirigée par un groupe de jeunes enthousiastes;

*La Nueva Escuela*, sous la direction de Ferreira et Pizziomo;

*Le Dr Pedro V. N. Arias* dans sa *Revista de Educacion* de Cordova, et *Martinez*, de Santa-Fé, etc., etc.

La propagande paraît prendre deux tendances bien caractérisées : celle que représentent Scalabrini et ses disciples, et celle de Lacalde.

Les premiers propagent le Positivisme, uniquement dans sa partie spéculative, comme méthode d'investigation; le second veut surtout que l'on connaisse la partie religieuse et morale; les uns s'adressent à des intelligences d'élite, l'autre prétend que la doctrine doit s'infiltrer au cœur de la société, dans la femme et surtout dans le prolétariat; les premiers sont libres-penseurs, le dernier est systématique.

Je crois que le moment est venu de s'unir pour la lutte.

Il est urgent de fonder une publication qui réponde uniquement aux fins de la propagande, et une association qui se charge de rendre pratiques ses principes régénérateurs et son idéal le plus élevé, comme il en existe au Brésil et au Chili; une tentative a été faite à Parana, par la création de l'insti-

tution *Orden y Progreso*, mais elle n'a pas donné signe de vie jusqu'à ce jour.

L'avenir est au Positivisme, qui est destiné à régir les destinées de l'Humanité; le scepticisme et l'anarchie actuelle sont une maladie et non un état normal des sociétés; la théologie est une manifestation de l'enfance des peuples, et les conceptions métaphysiques qui dominent aujourd'hui dans toutes les sciences sont une transition nécessaire, inévitable, qu'a dû traverser l'esprit humain pour arriver au Positivisme, qui est l'état permanent de l'intelligence humaine.

Santiago del Estero, Dante 109.

Ramon CARRILLO.

(Traduit de la « **Revista Positiva** » de Mexico, mai 1901, par W. Imans.)

*Note de la Rédaction.* — Aux propagateurs du Positivisme dans la République Argentine cités par M. Ramon Carrillo, il convient aujourd'hui d'ajouter un Français, M. J.-L. Kin (1), architecte, dont le père, prolétaire parisien des plus distingués, était membre de la Société positiviste et fidèlement rattaché à la direction de M. Pierre Laffitte. A l'exemple de son regretté père, M. J.-L. Kin appartient au groupe positiviste central, qu'il représente à Buenos-Ayres, sans vouloir pour cela s'attribuer une autorité spirituelle quelconque, autre que celle qu'il a pu et pourra conquérir par ses propres travaux. M. J.-L. Kin s'efforce de faire connaître, par des traductions en langue espagnole, les œuvres positivistes, celles surtout d'Auguste Comte et de M. Pierre Laffitte, autant que le lui permettent les ressources et les loisirs limités dont il dispose. Il s'attache et s'attachera de plus en plus à mettre en lumière la nécessité du rapprochement et de l'union entre les positivistes de nuances diverses, l'énorme difficulté et l'extrême longueur de la tâche qu'ils poursuivent tous exigeant le concours de tous les efforts et aussi leur diversité. Le sentiment social, quand il est assez énergique, rend la bienveillance facile et permet de s'entendre sur les points essentiels, malgré les divergences secondaires qui peuvent exister. Le fond doit emporter la forme.

(1) Cet article était écrit quand nous est parvenue la nouvelle de la mort inattendue de notre regretté confrère M. J.-L. Kin, décédé le 12 août 1901, à Buenos-Ayres, à l'âge de quarante ans.

# DEUX VOIX DE L'EXTRÊME-ORIENT

Le contact entre la race jaune et la race blanche devient, d'année en année, plus intime, et, à certains égards, plus dangereux. On peut judicieusement prophétiser que les énergies du siècle futur seront accaparées, dans une large mesure, par la solution des problèmes industriels, politiques et moraux auxquels il aura donné naissance. Il est absolument certain que nous nous trouvons ici en face d'un fait qui diffère totalement de la lutte préhistorique entre deux espèces rivales, dont l'une supplante l'autre et lui survit. Ce n'est pas que l'Homme soit soustrait aux lois de la vie animale et végétale; mais, au cours de son évolution se présentent des faits spéciaux qui modifient le résultat à un degré tel que l'histoire humaine ne peut pratiquement s'écrire avec les mots employés pour l'histoire naturelle. Chez l'Homme, les procédés d'extermination ont des limites. Quelques races imparfaites, comme les Tasmaniens ou les Boschemans, ont disparu, ou sont en train de disparaître. Mais les trois grandes divisions de la famille humaine, blanche, jaune et noire, survivent dans des proportions peut-être pas très différentes de celles qui existaient il y a trois mille ans. Et, quoique l'on puisse dire des nègres, le Japon et la Chine cherchent à jouer, dans l'histoire future de l'Humanité, un rôle plus grand que celui qu'ils y ont joué dans le passé.

Dans tous les cas, les dangereuses et immédiates conséquences pour l'Occident, aussi bien que pour l'Orient, de tout ce qui se passe actuellement, sont devenues trop évidentes pour que leur réalité exige beaucoup de preuves. Nous avons tout lieu de croire qu'un meilleur état de choses surgira, tôt ou tard, de la mêlée actuelle. Mais, en attendant, certaines

éventualités imminentes : le démembrement de la Chine, un conflit meurtrier entre les nations occidentales au sujet du butin à partager, les encouragements hypocrites donnés par d'avides hommes d'Etat au fanatisme des missionnaires, l'impitoyable mépris d'aventuriers industriels à l'égard des institutions indigènes, peuvent retarder la réconciliation finale pendant des décades, sinon des siècles, à moins qu'on ne parvienne à faire prévaloir à temps des opinions plus sages.

La première condition pour appliquer un remède paraît être que les amis de la paix et de la justice, vivant aux deux faces de la planète, apprennent à se connaître et à dresser des plans pour agir sur l'opinion, chez leurs propres compatriotes. Un très petit groupe d'hommes poussés par de tels motifs, possédant un bagage suffisant de connaissances historiques et politiques, et agissant dans une complète indépendance des politiques gouvernementales et de la diplomatie officielle, pourraient bientôt faire surgir une influence très réelle et très efficace sur l'opinion occidentale et orientale, dans les questions où le contact s'est établi entre les deux races. Amener l'Orient et l'Occident à se pénétrer mutuellement, non pas dans un but exclusivement commercial, ni pour servir des plans d'agressions militaires, ni pour établir la suprématie d'une croyance théologique, mais simplement dans le but de provoquer ou développer leur commune humanité et d'écarter les dangers qui menacent la paix publique, est une manière d'agir qui peut parfaitement se concilier avec le progrès moderne, et dont on peut espérer beaucoup.

Si un tel groupement pouvait être constitué, un de ses membres les plus éminents serait assurément Chang Chih-Tung, Vice-roi des deux provinces centrales de la vallée du Yang-Tsé. Il est l'auteur d'un appel à ses compatriotes. Des millions de copies en ont été imprimées en chinois, et il a été récemment traduit en anglais, sous le titre : *Le seul Espoir de la Chine* (publié par Oliphant, Anderson et Ferrier). On peut reproduire le passage suivant d'une introduction écrite par le Dr John Griffith, de la Mission de Londres. Disons, en passant, que le ton de ces lignes témoigne grandement de la

tolérance et de la libéralité de l'écrivain, qui est, naturellement, un chrétien orthodoxe, se lamentant de la fidélité du Vice-roi à la doctrine de Confucius :

« Chang Chih-Tung..... est un homme d'une profonde éru-
« dition, d'un grand savoir, d'une grande énergie mentale et
« d'une incessante activité. Il est doué d'une forte volonté,
« d'un courage et d'une audace peu ordinaires. Comme fonc-
« tionnaire public, il se distingue par sa loyauté, sa pureté,
« son dévouement altruiste pour le bien des gens sous sa ju-
« ridiction et pour le bien-être général de l'Empire..... Il
« aurait pu être l'un des hommes les plus riches de l'Empire,
« car les occasions d'accumuler des richesses ont été, pour
« lui, nombreuses et particulièrement favorables. En fait, il
« est connu comme relativement pauvre, étant donné son
« rang social. Toute la richesse qui afflue dans son yamen
« est employée à des travaux publics et à la charité pu-
« blique. »

Le livre du Vice-roi fut écrit après la terrible expérience de la guerre japonaise de 1894-1895. Recherchant froidement les causes qui provoquèrent le terrible affaissement de la Chine, sous l'assaut d'un ennemi qu'elle dédaignait depuis des temps immémoriaux, il les trouve dans l'adoption, par le Japon, de la science occidentale appliquée à l'éducation, à l'industrie, à l'art de la défense militaire. La Chine doit s'engager dans une voie analogue, si elle veut éviter la ruine. Mais il y a une grande différence entre la Chine et le Japon. Il n'en coûte guère au Japon de changer ses institutions en quelques mois, car elles n'ont pas le même vénérable prestige que celles de la Chine. Les traditions japonaises n'ont pas été consolidées par une série d'illustres sages, au point de former un système religieux qui rallie aujourd'hui familles et villages, aussi solidement qu'aux jours de Confucius. Le problème auquel la Chine doit faire face est incomparablement plus ardu que celui que le Japon a résolu il y a une trentaine d'années : de son heureuse solution dépend le bien-être d'un tiers de la population planétaire.

Dans la Chine moderne, dit le Vice-roi, il y a deux écoles : celle qui veut tout changer, celle qui ne veut rien changer.

Les deux sont également mortelles. Le but de son appel est d'exposer à ses compatriotes ce qui devrait être conservé et ce qui devrait être changé ; de les supplier de maintenir les institutions fondamentales de la Chine, et, en même temps, d'ouvrir largement les portes aux méthodes et résultats de la civilisation occidentale. Bien loin que ces deux plans soient incompatibles, il explique qu'ils dépendent mutuellement l'un de l'autre. Sans sa religion, la Chine n'est plus la Chine; sans moyens de défense, sa religion ne peut durer; mais le pouvoir de se défendre ne peut lui être donné que par l'enseignement occidental. Son livre est en deux parties. La première, intitulée MORALE, indique ce qui doit être conservé. La seconde, intitulée PRATIQUE, traite de ce qui doit être réorganisé et changé. Ces deux divisions correspondent assez bien à la conception positiviste d'*Ordre* et de *Progrès*. « Conservez », dit-il, « votre gouvernement, votre religion, les liens fami-« liaux qui ont maintenu la cohésion de la société pendant « tous les siècles; soyez sourds aux discours de ceux qui « vous parlent des droits de l'homme, de la femme, et des « nécessités de changements révolutionnaires dans la forme « du gouvernement. Restez fermement attachés à votre « langue, à vos traditions, à votre histoire.

« Surtout, rejetez bien loin de vous le fléau de l'opium, qui « a causé tant de malheurs physiques et moraux dans ces « cent dernières années. »

Sur cette recommandation se termine la première partie du livre.

Dans la seconde partie, l'auteur examine, avec un admirable bon sens et une grande largeur de vues, les enseignements à tirer de la civilisation occidentale. Les voyages à l'étranger, l'établissement d'écoles scientifiques, la traduction des livres étrangers les plus utiles, l'attention éveillée sur les journalistes étrangers, l'adoption des armements occidentaux : tels sont les principaux sujets abordés. Le livre conclut par un appel urgent à la tolérance religieuse, par principe aussi bien que par prudence. « Nous savons maintenant ce « qui est juste, que le Confucianisme est la pure et sainte « vérité du Ciel..., les contrées même les plus éloignées ne

« peuvent contester ce fait; et cependant, il y a des gens qui,
« craignant de voir notre religion dépérir, recherchent les
« moyens de la conserver. Notre propre opinion est que, pour
« faire progresser le Confucianisme, il nous faut réformer le
« Gouvernement et mettre un terme à nos luttes contre d'autres
« religions... Comme conséquence du meurtre des mission-
« naires dans le Shantung, l'Allemagne a annexé Kiaochow.
« D'autres pays recherchent l'occasion d'imiter cet exemple
« dans d'autres parties de l'Empire... La classe élevée des
« Chinois devrait réfléchir mûrement sur la situation, et to-
« lérer la religion occidentale, comme elle tolère le Boud-
« dhisme et le Taoïsme. Pourquoi cela nous choquerait-il ? »
Pourquoi, en effet? Que ce soit au point de vue moral ou au point de vue intellectuel, la croyance de Confucius n'a aucune raison d'appréhender la lutte avec les incompréhensibles théologies de l'Occident.

Il existe, dans le ton du Vice-roi, une virile énergie, un modeste bon sens, une digne maîtrise de soi-même, qui recommandent son livre à tout lecteur de bonne foi. C'est un patriote du meilleur aloi, critiquant sans indulgence les défauts de ses compatriotes, mais profondément convaincu de la grandeur intrinsèque de sa patrie, et tout aussi résolu à défendre son indépendance que le furent les Prussiens après Iéna, ou les Hongrois après leur écrasement par les armées russe et autrichienne en 1848.

La seconde de mes « Deux Voix de l'Extrême-Orient » est d'un ton différent, et, à certains égards, plus intéressante. C'est l'appel adressé par les Bouddhistes du Japon aux chefs religieux de la planète, en faveur de la Chine. Une reproduction complète de cet appel, qui a été déjà publié par le *Manchester Guardian*, se trouve dans la *Positivist Review* du 1er avril 1901. Quelques commentaires peuvent cependant être utiles. Son caractère dominant est que ses auteurs se sont strictement placés au point de vue religieux. Ils pensent que les désordres de la Chine sont dus en partie au fait d'avoir négligé la religion, en partie à la maladroite action des corporations religieuses. La suppression de cette action, ou tout

au moins de grandes modifications, sont préconisées d'une manière pressante. C'est pourquoi l'appel s'adresse aux autorités spirituelles de toute la planète, chrétiennes ou non.

En termes qui sonnent comme s'ils avaient été empruntés aux premières phrases du Catéchisme positiviste, ils disent, ces Bouddhistes, que les croyances sont multiples, mais que la Religion est une. « En dépit de la dissemblance des religions « dans leurs dogmes, aussi bien que dans leurs rites, en un mot, « dans leur organisation externe, les principes fondamentaux, « incorporés dans ce que nous considérons comme les sphères « les plus élevées de la religion... sont, dans tous les cas, essen- « tiellement, sinon intégralement analogues. Ceci est plus par- « ticulièrement le cas de toutes les formes avancées de religion « qui sont basées sur le principe de l'amour de l'espèce hu- « maine, et dans lesquelles ce principe vise la destruction de « l'obscurité de la vie, et la délivrance des foules de pêcheurs « et de misérables. » Mais l'action religieuse, disent-ils encore, doit être tenue à l'écart de toute ambition ou intrigue politique. Les premières missions chrétiennes furent sans mélange, et il faut les en louer sans réserve. Mais il n'en est plus du tout de même à présent. « Les Chinois ont compris « que les missionnaires se sont assurés une immunité dont le « but est de renverser leurs mœurs et leurs coutumes enraci- « nées. Derrière chaque homme qui porte une bible se tient « un guerrier armé d'une lance et d'une épée. »

Deux propositions distinctes forment la conclusion de cet appel. On supplie les autorités des Eglises auxquelles appartiennent les Missions d'empêcher leurs agents de se livrer à des actes de nature telle qu'ils puissent faire soupçonner aux Chinois qu'ils ont une secrète connexité avec la politique étrangère de leur nation, et, surtout, de n'être pas trop pour les indemnités en cas de dommages. « Quand le temple « japonais d'Amoy fut brûlé par les Chinois, nous, Boud- « dhistes, renonçâmes à tous dommages-intérêts. Le pardon « des injures a été prêché par les chefs de toutes les reli- « gions de l'antiquité. Nous devons nous efforcer de rendre « le bien pour le mal. »

La seconde proposition est que les missionnaires soient

empêchés, par leurs autorités ecclésiastiques, de se livrer à tout acte quelconque pouvant être considéré comme troublant les institutions sociales de la Chine. C'est ici le rocher sur lequel toutes les missions chrétiennes, à l'exception des premiers jésuites, sont venues faire naufrage. C'est ainsi que, dans une note jointe à l'appel du Vice-roi, le traducteur ajoute : « Il ne peut exister aucun compromis entre la chrétienté et le Confucianisme, sans résultats désastreux, car le culte des ancêtres, qui est l'Idolâtrie, se trouve à la base du système. »

Idolâtrie ou non, le culte des ancêtres durera.

Tout bien considéré, il semble que si l'Europe et l'Amérique ont beaucoup à enseigner à la Chine et au Japon, ils ont aussi beaucoup à apprendre.

J.-H. BRIDGES.

(Traduit de la *Positivist Review* du 7 Archimède 113, par A. R.)

---

# L'UNION ENTRE LA SUÈDE ET LA NORVÈGE

## ET SA NÉCESSITÉ

(*Suite.*)

---

### II

Les projets de *dissolution de l'Union par la voie amiable* sont un non-sens que tout le monde devrait saisir. Aussi, ai-je entendu des séparatistes norvégiens avouer qu'ils ne comprenaient pas comment cette dissolution pourrait s'accomplir et déclarer que, probablement, elle n'aurait jamais lieu, ce projet n'étant qu'un *problème*, un *moyen d'agitation*, lancé pour faciliter une exploitation systématique du conflit relatif à l'Union.

On a vraiment lieu de déplorer l'emploi d'un pareil moyen d'agitation et une telle frivolité dans le maniement des questions politiques.

L'Union ne peut pas être dissoute uniquement parce qu'il y a des gens en Norvège qui le désirent et qui, peut-être même, sont capables de créer un fort courant d'opinion en faveur d'un acte aussi inconsidéré; elle ne peut pas même être dissoute par un vote du Storthing. Pour la rompre, il faudrait, en effet, encore que le Riksdag suédois prît une résolution similaire et que le roi y adhérât, tant en son propre nom qu'en celui de sa dynastie. Fort heureusement, on ne doit s'attendre à rien de pareil.

Ces propos de rupture de l'Union sont pourtant dangereux, car ils peuvent, par voie de suggestion, éveiller dans bien des gens, surtout en Norvège, l'*idée que l'Union est pernicieuse* et l'espoir qu'elle *peut vraiment être dissoute*, pourvu que les séparatistes restent maîtres de la situation.

Il est certain que la lutte des séparatistes norvégiens est, au fond, patriotique, mais c'est un *patriotisme aveugle et sou-*

*vent irréfléchi* qui dirige ce mouvement. Il ne vise qu'un seul côté de l'existence de la Norvège comme Etat : sa souveraineté ; mais non la situation qui lui est dévolue dans l'Union, et c'est ainsi que la politique séparatiste se montre *dépourvue de sagacité*. Cette dernière constitue cependant la base même de toute politique, à une époque où les *petites nations sont constamment menacées par les grandes*, alors que les temps du *brigandage politique* sont loin d'être passés.

*Si nous vivions absolument en paix*, dans une situation normale qui supprimerait *tout danger d'attaque ou d'annexion*, nous n'aurions évidemment pas besoin de l'Union suédo-norvégienne. Le divorce politique pourrait alors être proclamé n'importe quand. Mais il s'écoulera probablement beaucoup de temps encore avant que la paix universelle ne soit établie et que tout danger se trouve écarté.

Nous ne devons surtout jamais perdre de vue le fait que la *Russie* reste toujours un Etat militaire ayant une *politique de conquête*. Malgré les proclamations de paix russes, nous avons toujours, même en ces temps-ci, des raisons pour dire, avec Gustave-Adolphe : « Nous savons bien quelle sorte de gens sont les Russes, et qu'en temps de paix et d'amitié, il faut toujours avoir un œil ouvert sur la guerre et l'hostilité. » C'est ce dont la Suède fit l'expérience en 1808, lorsque la Russie, sans raison aucune, se jeta, en temps de paix, sur la Finlande et réussit à nous arracher cette province.

Chez la plupart des Norvégiens, le *bon sens* et *l'instinct de la conservation* auront sans doute bientôt raison des projets d' « indépendance absolue », de « plein droit » de la Norvège, etc., lorsqu'on sera arrivé à bien comprendre jusqu'à quel point la *question des droits est limitée* par le sens juridique et l'utilité pratique du *pacte d'Union* accepté par le Storthing norvégien, aussi bien que par le Riksdag suédois.

*
* *

Sans vouloir reconstituer ici en détail ces tristes souvenirs, je tiens néanmoins à rappeler certains événements dont la connaissance est nécessaire pour comprendre les dispositions haineuses en Norvège, dispositions souvent traduites par des propos hostiles à l'Union. Si nous voulons être compris des

Norvégiens, nous devons aussi les comprendre, même lorsqu'ils ont dépassé le but et ont éprouvé de la méfiance à l'égard de la politique suédoise.

On ne peut nier que certains journaux ultra-conservateurs, en Suède, n'aient contenu nombre d'articles dirigés contre la Norvège, articles blessants et irritants au plus haut point, parce qu'ils froissaient le sentiment national des Norvégiens et laissaient sous-entendre des menaces dont on ne saurait contester l'existence, bien qu'en fait elles n'eussent eu aucune signification.

Une fort curieuse « science suédoise » s'était développée sous la direction du professeur Alin à Upsal, et était arrivée à proclamer que le *traité de Kiel*, qui donnait la Norvège au roi de Suède, constituait un *acte juridique* qu'on *peut encore faire valoir*. Conséquemment, on approuvait le *soi-disant droit de conquête*, ainsi que la cession de tout un pays et de tout un peuple par le roi danois. Quantité de chauvins suédois embrassèrent cette opinion et allèrent jusqu'à émettre divers projets maladroits, tels que, par exemple, celui d'une revision forcée du pacte d'Union.

Le mouvement en faveur de la défense nationale en Norvège, dont l'initiative fut prise — sans aucune arrière-pensée de conflit avec la Suède — par le bibliothécaire A.-C. Drolsnm, bien avant la crise aiguë suédo-norvégienne, est, en ces dernières années, devenu général et s'est emparé de tout le peuple norvégien.

En 1897, un auteur patriote, le capitaine Lowzow, écrivit, entre autres, un ouvrage intitulé : *Norges Forsvar* (la Défense de la Norvège). Il y expliquait à ses concitoyens la question de la défense du pays, aussi bien au point de vue militaire qu'au point de vue de l'Union. Je relève le passage suivant : « On ne peut pas terminer un traité concernant la défense de la Norvège sans parler d'une question qui est, en ce moment, de la plus haute actualité. » L'auteur veut parler d'une *guerre avec la Suède ;* il donne, par suite, un aperçu des forces suédoises, estime que les « armements » de la Suède sont « en partie dirigés contre nous » et se plaint des « tendances au brigandage, de l'ambition et du goût de la domination » qui

éclatent en Suède. « Le parti de la violence, déclare-t-il, a montré qu'il est puissant et il nous a menacé. »

J'insiste pourtant ici sur le fait que le soi-disant « parti de la violence » en Suède n'est pas, et n'a jamais été au pouvoir, et que ce parti a été absolument impuissant à mettre en œuvre les projets belliqueux qu'on lui a attribués.

Lorsqu'en 1895 des menaces de guerre, étranges et incompréhensibles pour la plupart des Suédois, furent prononcées au sujet du conflit d'Union, elles furent immédiatement accueillies par les *protestations énergiques* de tout le parti démocratique suédois. A Stockholm, et dans une cinquantaine d'autres localités, des réunions s'organisèrent où l'on vota des résolutions de protestation formelle contre toute tendance à résoudre le conflit par les armes ou par des menaces. Tous les journaux de gauche, c'est-à-dire la majorité de la presse, s'exprimèrent dans le même esprit.

Le discours prononcé dans la seconde Chambre, le 26 mars 1896, par le président du Conseil, M. Bostrom, est, à ce point de vue, très significatif. Faisant allusion à une assertion d'un orateur précédent, le ministre déclara : « Je comprends ce que vous avez voulu dire en parlant d'une attaque dirigée contre un tiers neutre. Il serait temps de relever et rejeter, une fois pour toutes, des propos de cette nature. Ils ne peuvent signifier qu'une chose, c'est que le gouvernement suédois nourrit le projet d'attaquer un Etat neutre, c'est-à-dire, dans ce cas-ci, je le dis franchement, la Norvège. *Je repousse formellement cette assertion.* Il n'en est point ainsi. »

***

Il est évident que nous devons résolument entrer dans la *voie des négociations sincères.* En ce cas, le bon sens triomphera certainement des deux côtés des Alpes scandinaves. Les adorateurs de l'indépendance absolue de la Norvège comprendront que cette indépendance est une misérable petite idole à laquelle les petites nations intelligentes ne doivent pas sacrifier, lorsque les hurlements des fauves retentissent de partout et que des *souverains puissants violent leurs serments tout en proclamant la paix sur la terre.*

Non au lieu de l'indépendance absolue, il vaut mieux —

tant que la barbarie des grandes puissances n'aura pas été remplacée par une politique plus civilisée — que Norvégiens et Suédois abandonnent la *chimère de la liberté complète* et qu'ils reconnaissent que l'*Union doit exister*, et qu'avec des réformes appropriées dans le pacte d'Union, elle n'est pas une violation de la liberté, mais qu'au contraire elle est précisément la *sauvegarde de l'indépendance* des deux peuples. Nous pourrons nous estimer heureux si seulement notre *confédération* peut parvenir à rester indépendante.

De temps en temps, on entend dire, par quelque âme bien intentionnée : « *Mieux vaut la dissolution de l'Union qu'une guerre fratricide!* » Mais, dirais-je, pourquoi parler, à tout prendre, de guerre fratricide? Qu'est-ce qui nous y autorise? Rien au monde! pourvu que, des deux côtés des Alpes scandinaves, des hommes intelligents arrivent à prendre une influence prépondérante sur l'opinion publique. Si l'on se met à parler d'une guerre fratricide comme d'une *chose possible*, on fournit à ces âmes bien intentionnées auxquelles j'ai fait allusion précédemment un motif pour dire : « Plutôt la dissolution de l'Union. » Et, de cette façon, nous retombons à nouveau dans ce gâchis, dans ces commérages politiques qui rendent les Scandinaves, avec leurs disputes au sujet de l'Union, si ridicules aux yeux de l'Europe — surtout depuis la date funeste, pour la Finlande, du 15 février 1899.

Il n'y a pas, et il n'y a jamais eu, de nos jours, de motifs pour une guerre fratricide dans la Scandinavie. Malheur à ceux qui continuent à en parler. Ce sont des chauvins irréductibles, irréfléchis et téméraires, ou bien des ergoteurs, et les uns comme les autres s'attirent une responsabilité terrible.

***

Nous en sommes déjà arrivés au point de comprendre que le temps est venu de passer des paroles à l'action en ce qui touche la conservation de *notre existence nationale*. A cet effet, nous devons remplir deux conditions indispensables : 1° renforcer notre *défense;* 2° ramener la *concorde* et établir une *collaboration fraternelle* avec la Norvège, dans une union solide.

Etre ou ne pas être, voilà la question.

Nous devons penser davantage l'un à l'autre, avoir une haute idée l'un de l'autre, penser à nos intérêts communs et à la concorde.

Les Norvégiens ne sauront pas défendre leur patrie, ni les Danois la leur, ni les Suédois, s'ils ne s'unissent pour former une *Scandinavie unie,* avec *une politique extérieure, une armée et une flotte communes.*

Une Confédération scandinave, voilà ce qui pourra être notre seule protection réelle dans les temps à venir, temps pleins de troubles et de dangers, malgré la conférence de paix de la Haye, avec ses 55 paragraphes relatifs à l'arbitrage et à la médiation.

Et non seulement la Confédération scandinave sera la plus sûre sauvegarde de notre existence nationale et de notre culture, mais encore elle aura une grande mission à remplir dans la *politique européenne;* elle sera d'une importance immense pour l'équilibre européen et pour la paix universelle.

*Suédois et Norvégiens doivent rester unis.*

Cela est tellement évident que ce serait le comble de l'insanité politique, si l'on n'arrivait pas à s'en rendre compte des deux côtés des Alpes scandinaves. Au fond, on le comprend bien, quoique l'animosité éveillée par l'arrogance des chauvins suédois et les invocations chauvinistes du traité de Kiel aient momentanément fait désirer à quelques politiciens norvégiens de sortir de l'Union d'une manière qui pourrait être interprétée comme une rupture définitive. Mais ces bruits peuvent s'éteindre facilement.

Suédois et Norvégiens doivent rester unis. Ils *doivent se comprendre de plus en plus*, assurer en commun la sécurité extérieure de la Scandinavie et tenir à une politique extérieure commune. Nous devons fortifier de plus en plus le sentiment de solidarité et, chaque jour, nous efforcer d'effacer tout ce qui pourrait troubler la bonne entente entre les deux peuples frères.

Suédois et Norvégiens doivent rester unis — rester unis *dans l'Union existante !*

Stockholm. Dr Anton NYSTRÖM.

# BULLETIN DE FRANCE

## I. — DISCOURS DE M. GRIMANELLI

Préfet des Bouches-du-Rhône

### A la Distribution des Prix du Lycée de Marseille.

Mesdames, Messieurs, mes chers Camarades,

Je dois à ma fonction l'honneur que m'a fait M. le Ministre en m'appelant à présider cette réunion comme représentant du gouvernement de la République. Et, cependant, combien je serais tenté d'oublier ma fonction, et mon titre officiel, et la solennité même de la cérémonie, pour m'abandonner tout entier à l'irrésistible et douce pénétration des souvenirs!

Comment pourrais-je franchir le seuil de notre cher lycée sans subir l'assaut de mille images où renaît pour moi le passé, où revivent les choses vécues? Choses anciennes, d'autant moins oubliées; passé lointain, d'autant plus présent au cœur!

S'il suffit d'être un fidèle serviteur de la République pour venir ici en ami, ami des maîtres, ami des élèves, celui qui vous parle est, en outre, attaché par des liens personnels singulièrement forts à cette maison qui lui fut paternelle.

Ancien élève de ce lycée, j'apporte ici un cœur rempli de gratitude filiale, partagé entre deux sentiments d'orgueil et d'humilité : d'humilité, si je compare la grandeur de ma dette envers notre lycée au trop faible effort que j'ai fait pour la reconnaître; d'orgueil, si je considère que je suis sorti de lui, que j'ai vécu de sa vie et que je suis quelque chose de ce glorieux petit monde qu'il est.

Je l'ai trouvé changé, notre vieux lycée, grandi, mieux aménagé, mieux paré, et cependant le même. Il a gardé les traits essentiels de sa physionomie si originale, assez pour que je puisse reconnaître le cadre où s'est déroulée ma vie d'écolier...

« Mais, où sont les neiges d'antan? »

Eh bien! non, ce passé n'est pas mort. Car ce qui vit dans notre pensée et dans notre amour, demeure, en un certain sens, actuel.

Je revois les lieux, les choses et les personnes. Les images se précisent. Je revis en quelques minutes ces années scolaires si riches d'impressions, de sentiments, d'ambitions, d'inquiétudes et

de rêves. Je pourrais retracer, comme s'ils étaient d'hier, et les phases régulières et les épisodes marquants de cette existence d'élève. Il en est de joyeux, il en est de tristes aussi; il en est de sévères et de plaisants. Le souvenir de quelques-uns réveille les nobles et pures ardeurs d'un enthousiasme de quinze ans pour les causes justes et belles.

Mais, croyez-le bien, l'évocation de la vie au lycée aurait pour nous moins de charme si elle était celle d'une existence tout unie, faite de satisfactions continues, d'une parfaite et uniforme sérénité et d'un imperturbable contentement de soi-même et des autres. A côté des joies éprouvées pour la tâche bien faite, pour le devoir accompli, pour les succès obtenus par l'éveil des premières curiosités de l'esprit, pour les premières explorations sous des guides aimés dans les pays alors tout neufs, du vrai, du beau et du bon, en regard des satisfactions que les jeunes cœurs, toujours prêts à s'ouvrir, reçoivent de la bonté des maîtres et de l'amitié des camarades, pourquoi dissimuler la place occupée par les petits mécomptes, les petites déceptions, les petits chagrins de la vie scolaire? Ce serait vouloir que la vie scolaire ne soit pas la vie. Il y a d'abord le chagrin d'avoir mal agi; c'est l'apprentissage salutaire du remords heureusement secondé, suivant les cas et la nature de la faute, soit par la discipline du maître, soit par la discipline non moins efficace des camarades. Il y a bien aussi la crainte des sanctions encourues, l'inquiétude pour le devoir inachevé, pour l'interrogation à laquelle on est mal préparé, la blessure d'amour-propre causée par une mauvaise place ou par un prix manqué, la peine d'ordre plus élevé motivée par une juste remontrance du maître, la douloureuse surprise infligée par le mauvais procédé d'un camarade, et quelques autres angoisses ou mortifications qui, si elles nous paraissent souvent à distance déraisonnables ou exagérées, n'en sont pas moins vivement senties à l'âge où l'on est élève.

Mais ce qui émerge surtout de ces années, ce qui mérite surtout d'émerger, c'est, avec le bienfait de l'enseignement reçu par la leçon et par l'exemple, et des bonnes disciplines, l'effet durable de certaines camaraderies qui se consolident en amitiés définitives et de certains attachements d'élèves à professeurs, qui prennent souvent le caractère auguste d'une véritable filiation morale. C'est alors qu'à côté de la famille que rien, certes, ne remplace, et dans cette seconde famille qu'est notre lycée, se sont formés des liens du cœur d'une force singulière et désintéressés entre tous.

Combien de figures aimées je vois à cette heure se dessiner dans mon esprit, empruntant aux suggestions de la cérémonie actuelle un relief extraordinaire! Quelle douceur dans cette évocation, mais quelle mélancolie aussi! Si je songe aux camarades, il en est trop qui se sont arrêtés au commencement ou à la moitié de la route; il en est beaucoup que la destinée a dispersés; mais il en est aussi

plus d'un, par bonheur aussi près des yeux que du cœur, dont j'ai la joie de serrer souvent les fraternelles mains. Si je songe aux maîtres qui ont mon inaltérable gratitude, il en est plus encore, hélas! dont le souvenir seul est vivant; mais il en est aussi dont la belle, glorieuse et laborieuse vieillesse se poursuit singulièrement agissante et bienfaisante, riche encore d'espoirs, soutenue, portée, pour ainsi dire, par l'affectueuse vénération d'une légion nombreuse d'anciens élèves.

En pensant aux uns et aux autres, je pense à tout ce que je leur dois, et s'il m'a été donné, grâce à l'extraordinaire bienveillance dont le gouvernement de la République m'a comblé, de pouvoir un jour, dans une cérémonie comme celle-ci et dans cette maison même, m'asseoir à la place où je suis, je pense à la grande part qui revient, dans l'honneur inespéré qui m'a été fait, à ceux qui m'ont instruit ici, et je sens croître encore ma reconnaissance envers eux.

Mais une émotion encore plus intime m'envahit, Messieurs les Professeurs, car j'ai le cœur plein de l'image de cet homme excellent qui a été si longtemps des vôtres dans cette maison même, qui a été pendant un demi-siècle l'un des plus dévoués, l'un des meilleurs serviteurs de l'Université, et qui a été pour moi un second père ; c'est là un lien de plus, un lien sacré qui m'attache à ce lycée avec toute la force d'un lien de famille. Je ne saurais, hélas! donner ici libre cours à l'expression de toute ma piété filiale sans y mêler des sentiments personnels d'inaltérable regret et de deuil inoubliable, dont je me ferais scrupule d'assombrir une cérémonie qui doit rester une fête pour vous, mes chers camarades.

Et maintenant que je vous ai dit tout ce qui me lie à vous, Messieurs, et à vous, mes chers camarades, il me faut vous dire que je vais vous quitter.

Dans sa très grande bienveillance, le gouvernement de la République m'assigne un poste de confiance à Paris, et M. le Président du Conseil m'appelle à l'honneur, dont je le remercie, de travailler à ses côtés. J'obéis à cet appel avec une entière et juste reconnaissance, mais aussi avec un légitime serrement de cœur au moment où je vais m'éloigner de nouveau de ce beau pays qui est le mien, qui m'est cher à tant de titres, auquel m'attachent tant d'affections et le culte sacré des souvenirs.

Et c'est de vous aussi, mes chers amis, de notre lycée que je m'éloigne. Mais si je m'éloigne, je ne me détache pas. Le proverbe : « Loin des yeux, loin du cœur » recevra un juste démenti. Pour cette fois, la sagesse des nations se sera trompée. Je resterai des vôtres, et j'entends demeurer un membre solidaire de cette personne morale et comme une cellule de cet organisme vivant qui s'appelle le lycée de Marseille.

Usez-en de même, mes chers camarades; quelle que soit la route

que vous prendrez demain, quelle que soit votre condition ultérieure, en quelque lieu que vous conduisent les hasards de la vie, ne laissez jamais se relâcher le lien qui vous unit à cette maison. Restez en communication de pensées et de sentiments avec elle; et, quand vous aurez à accomplir quelque action importante et difficile, c'est encore de vous montrer digne d'elle que vous aurez souci. Il en est d'une grande institution comme d'un grand nom; c'est une précieuse défense contre les défaillances morales que de se considérer comme ayant, même pour une très modeste part, charge de l'honneur qui s'y attache.

Il serait facile de généraliser cette observation. Car, voyez-vous, c'est le secret de notre moralité, de notre dignité, de notre bonheur aussi, de nous rattacher très fortement à des existences collectives dont nous sommes et qui nous dépassent, qui nous sont supérieures sans nous être étrangères, qui nous surpassent en grandeur autant qu'en durée et auxquelles, cependant, nous avons des services à rendre, sans que nous puissions prétendre les égaler à notre dette envers elles. Telles sont notre famille, notre cité, notre patrie et enfin l'humanité elle-même. L'école, le lycée, êtres collectifs eux aussi, préexistants et continus, dont nous sommes une partie intégrante, possèdent, toutes proportions gardées, une vertu morale analogue.

Mais pourquoi insister? Votre cœur a déjà compris, et il n'a pas attendu que je lui parle pour comprendre.

Vous vous sentez liés par la plus douce des chaînes à notre lycée, comme vous sentez la grandeur de votre dette envers vos chers maîtres et envers l'Université, dont vous êtes et demeurerez les fils reconnaissants.

Reconnaître sa dette ne coûte rien aux cœurs bien placés. La payer n'est pas toujours aussi facile. Mais ce que le lycée attend de vous, ce que vos maîtres et l'Université vous demandent, c'est de leur faire honneur, c'est de vous montrer dignes d'eux, c'est de ne pas tromper les espérances qu'ils ont fondées sur vous.

« Une belle vie — a dit de Vigny — est une pensée de jeunesse réalisée dans l'âge mur. » Que vos pensées de jeunesse soient vraiment nobles et élevées; que votre volonté s'applique sans cesse à les réaliser, de manière qu'un jour votre maturité en montre le triomphant épanouissement, et votre vie sera belle et bonne aussi; et ce sera pour les efforts et l'inlassable dévouement de vos maîtres la meilleure des récompenses. Cette récompense, vous la leur devez.

Les années s'écoulent vite, mes chers camarades, et quel que soit votre âge, le passage de la vie d'écolier à la vie d'homme est moins éloigné qu'il ne paraît. Donc, préparez-vous sérieusement à vivre en hommes.

Gardez-vous des suggestions des pessimistes, qui enseignent que la vie est mauvaise; mais ne croyez pas qu'elle soit facile. Elle se

complique à mesure qu'elle s'élève. D'abord, les besoins augmentent et, dans tous les domaines, les compétitions se multiplient. Ensuite, plus nous avançons en civilisation et plus nous avons de devoirs. Or, le devoir n'est pas toujours facile à faire, et il est parfois difficile à reconnaître.

Si vous écoutez les bruits du dehors, vous entendrez beaucoup plus parler de droits que de devoirs. Mais ne vous y méprenez point : nous n'avons de droits que parce que nous avons des devoirs. C'est parce que nous sommes liés à une existence sociale de plus en plus complexe, à laquelle nous sommes de plus en plus redevables de ce que nous pouvons, de ce que nous savons et de ce que nous valons, dont nous sommes les organes à la fois solidaires, intelligents et volontaires, qu'il nous est permis d'exiger la sécurité personnelle et le degré d'indépendance dont nous avons besoin pour nous acquitter sans entraves de nos multiples obligations domestiques, patriotiques et sociales, pour nous conduire en agents responsables de l'Humanité et pour assurer en nous la dignité attachée à ce titre.

Mais ces multiples obligations, depuis celle qui nous incombe de nous assurer des moyens réguliers d'existence, afin de n'être point à charge aux autres et de contribuer utilement par l'une des formes de notre activité au fonctionnement du ménage social, jusqu'à celles que comportent les services de toutes sortes dus à la Patrie; la lutte pour le bien et contre le mal, le concours, par le libre effort de tous et par le plus grand effort de ceux qui peuvent davantage, à l'accession graduelle de tous aux bienfaits matériels et moraux d'une civilisation toujours plus haute — ces multiples obligations ne sont pas remplies sans une sérieure discipline des esprits et des volontés.

Votre éloquent professeur, auquel nous n'avons pas ménagé les applaudissements, a insisté avec raison sur la noble devise de notre glorieux Puget : « Nul bien sans peine. » C'est vrai de tous les biens, des biens publics comme des biens privés, des biens moraux comme des biens matériels. Il n'est pas de formule qui dispense les hommes de l'effort soutenu, s'ils veulent améliorer leur destinée en commençant par s'améliorer eux-mêmes.

Rendez grâces à vos maîtres de vous faire prendre ici l'habitude du travail régulier, de l'action méthodique et persévérante. Qu'il s'agisse de réussir dans une profession, de réaliser quelque bien, d'accomplir une réforme, de gouverner la cité ou de mener à bien une œuvre de l'esprit, c'est toujours là l'instrument nécessaire. Le travail, entendu au sens le plus large, avec ses formes et ses modes d'une infinie variété, est la loi suprême. « *Laboremus* », disait encore Septime Sévère au moment de mourir. « Nul bien sans peine », proclamait le Maître ouvrier, le sublime artisan de beauté dont on vient de vous dire l'œuvre et la vie.

Travaillons, mes chers amis, pour nous-mêmes et pour les

autres. Travaillons non seulement pour les fins directes et spéciales de chacun de nous, ce qui est déjà bien, sans suffire, mais encore pour les fins générales, pour répandre autour de nous toujours plus de vérité, plus de justice, plus de bonheur et plus de paix. Travaillons pour opposer la ligne défensive et offensive de nos bonnes volontés à ces ennemis du genre humain qui s'appellent l'ignorance, l'égoïsme, la violence et la haine. Travaillons contre la misère matérielle et contre la misère morale. La tâche ne va pas manquer demain à vos efforts, quand vous entrerez dans la vie.

Le siècle commençant nous apparaît comme devant être surtout le siècle des grandes reconstructions morales, de même que le XVIIIe siècle et le XIXe ont été surtout les siècles des affranchissements nécessaires, tout en nous léguant la pensée directrice et le plan des édifications prochaines. Mais l'œuvre exige le travail de tous, de chacun selon son pouvoir; l'effort sur soi et sur les autres dût-il atteindre ce suprême degré qui est le sacrifice de soi-même.

A ce propos, mes chers amis, réjouissez-vous d'être les fils de la France, qu'il vous faut aimer de tout votre cœur, dont Gambetta disait qu'elle est la plus haute des personnes morales qui composent l'Humanité. Car, dans l'œuvre du XXe siècle, le rôle de la France sera considérable. Ayant été la grande émancipatrice, elle sera la grande rénovatrice. Savez-vous pourquoi? Parce que, comme couronnement d'une longue histoire dont aucune partie ne doit être reniée, elle nous offre seule cette épopée en action qui s'appelle la Révolution française; parce que, sans méconnaître ce qui revient aux autres, elle a eu, digne héritière de la pensée grecque, la part prépondérante dans le mouvement philosophique vraiment décisif qui va de Descartes à Auguste Comte; parce que son clair et généreux génie a conçu un ordre moral construit tout entier sur une notion scientifique du monde, de l'homme et de la Société; parce que, largement fraternel et humain, mais fidèle aux inspirations de 1789, il entend bien, en consacrant les anciens devoirs, fonder les devoirs nouveaux sur la solidarité des hommes et des générations, mais repousse les systèmes d'importation qui ne savent pas les concilier avec le respect de la liberté personnelle et de ses garanties nécessaires, condition de toute dignité, de toute responsabilité et de tout progrès.

Réjouissez-vous aussi d'être nés, de grandir et d'être appelés à vivre demain sous ce noble régime, digne de toute votre affection, qui s'appelle la République, qui fait de chacun un membre actif et responsable de la Cité, un artisan volontaire du bien public, un associé au Gouvernement de la Nation et qui, en assurant la liberté nécessaire, ennoblit l'obéissance.

Que la France et la République n'aient pas de serviteurs plus résolus que vous à les honorer, à les faire prospérer et, s'il le fallait, à les défendre.

Vous êtes, vous, spécialement des favorisés à un autre titre encore. Je pense ici moins à la situation matérielle de vos familles qu'au privilège d'une plus grande instruction. N'oubliez jamais que ce privilège vous crée des devoirs particuliers, très étroits et très impérieux, envers vos frères moins favorisés. A vous la tâche de les aider de toutes façons, de les éclairer, de les édifier par votre bon exemple. Vous ne leur donnerez jamais trop de votre esprit, de votre activité, de votre cœur.

Je ne terminerai pas, Messieurs, sans adresser d'ici le témoignage ému de toute ma gratitude à M. le Ministre de l'Instruction publique, qui m'a choisi, et à M. le Recteur de l'Académie d'Aix, qui m'avait proposé pour la présidence de cette cérémonie.

Je ne veux pas non plus m'asseoir sans rendre un public hommage à l'administration vigilante et paternelle de notre lycée dans la personne de son chef, mon sympathique camarade, M. le proviseur Guigon, si justement récompensé, à la haute valeur et au dévouement exemplaire des maîtres qui m'entourent. Enfin, je salue une fois de plus à mes côtés, en notre très distingué inspecteur d'Académie, M. Causeret, l'un de mes plus précieux collaborateurs. Soyez tous, Messieurs, remerciés par moi, au nom du Gouvernement de la République, pour votre patriotique labeur.

---

## II. — SUBSIDE POSITIVISTE

(10, Rue Monsieur-le-Prince, Paris.)

Paris, le 7 Dante 113 — Arioste.
(Lundi 22 juillet 1901.)

*Monsieur et cher Coreligionnaire,*

*J'ai l'honneur de vous faire connaître que M. Emile Antoine, qui, depuis longtemps, administrait le Subside positiviste — je regrette qu'il ne veuille pas me permettre de dire ici tout le bien que je pense de lui et de sa gestion — vient de se démettre de cette fonction devenue pour lui, son état de fatigue en est la preuve, une charge trop lourde, et que je lui succéderai à partir du 17 Dante (1er août) courant.*

*Cette tâche nouvelle, venant s'ajouter à celles qui m'incombent déjà par suite de la retraite de plus en plus complète de M. Laffitte, ne peut être suffisamment remplie par moi, et pourtant il ne m'est pas permis de la décliner. Heureusement, notre excellent et dévoué con-*

*frère, M. Rousseau, veut bien, quoique très occupé déjà, me prêter le concours indispensable, de manière à assurer le service.*

*C'est donc à mon nom que les lettres et les souscriptions devront être adressées désormais.*

*Salut et fraternité.*

Ch. Jeannolle.
10, rue Monsieur-le-Prince.

---

Paris, le 7 Dante 113.
(22 juillet 1901.)

*Monsieur et cher Coreligionnaire,*

*M. Ch. Jeannolle, par sa lettre d'autre part, vous annonce qu'il a bien voulu se charger désormais de l'administration du Subside positiviste, en mon lieu et place, ce dont je lui suis personnellement reconnaissant.*

*Cette fonction, à laquelle mon regretté prédécesseur, le D*r *Robinet, m'avait dès 1882 associé, à titre auxiliaire bien entendu, comme à ses autres travaux, m'était échue en fait au début de 1893, lorsqu'il m'en remit l'entière administration, pour prendre un repos qu'il avait bien gagné. Contrairement à mes plus chères espérances, ce repos prit l'année suivante le caractère d'une retraite définitive, de sorte que je me trouvai titulaire d'une fonction que je n'aurais jamais sollicitée, non qu'elle ne fût un très grand honneur, mais parce qu'elle suppose des conditions, de disponibilité entre autres, que je ne possédais point. Je l'acceptai néanmoins par devoir, et par la suite, bien que la situation n'ait pas été pour moi sans difficultés, j'ai été heureux de la remplir, parce qu'elle m'a permis de témoigner à M. Pierre Laffitte les sentiments de reconnaissance que je lui conserverai toujours pour les grands services qu'il a rendus à la chose publique.*

*Je dois ajouter que, depuis l'intérim que M. Ch. Jeannolle remplit avec tant d'abnégation, aussi bien que pendant la direction active de M. Pierre Laffitte, vous m'avez, Monsieur et cher Coreligionnaire, rendu cette tâche facile par le bon concours que vous n'avez cessé de m'apporter; c'est pourquoi, en prenant congé de vous, je tenais à vous en exprimer tous mes remerciements.*

*Salut et fraternité.*

Emile Antoine.
8, rue Méchain.

---

## Subside positiviste pour l'année 1899.

RÉSUMÉ DES SOUSCRIPTIONS :

| | | Francs. | | Francs. |
|---|---|---|---|---|
| | | | Minimum. . . | 1 » |
| | 143 françaises. . . | 4.413 70 | Maximum . . | 550 » |
| | | | Moyenne . . . | 30 86 |
| | | | Minimum. . . | 3 |
| | 80 occidentales. . | 3.996 80 | Maximum. . . | 1.257 75 |
| | | | Moyenne . . . | 49 96 |
| Total. | 223 souscriptions . | 8.410 50 | | |

RÉSUMÉ DES DÉPENSES :

| | Francs. |
|---|---|
| 1° Appartement d'Auguste Comte. . . . . . . . . . . | 4.569 » |
| 2° Pension de M. Paul Thomas . . . . . . . . . . . . | 600 » |
| 3° Frais divers : enseignement, pèlerinages, publicité. | 663 65 |
| 4° Subside sacerdotal . . . . . . . . . . . . . . . . . | 2.577 85 |
| TOTAL. . . . | 8.410 50 |

## Subside positiviste pour l'année 1900.

RÉSUMÉ DES SOUSCRIPTIONS :

| | | Francs. | | Francs. |
|---|---|---|---|---|
| | | | Minimum. . . | 1 » |
| | 146 françaises. . . | 4.546 45 | Maximum. . . | 550 » |
| | | | Moyenne . . . | 31 14 |
| | | | Minimum. . . | 2 » |
| | 81 occidentales. . | 3.810 65 | Maximum. . . | 1.252 80 |
| | | | Moyenne . . . | 47 04 |
| Total. | 227 souscriptions. | 8.357 10 | | |

RÉSUMÉ DES DÉPENSES :

| | Francs. |
|---|---|
| 1° Appartement d'Auguste Comte. . . . . . . . . . . | 4.382 55 |
| 2° Pension de M. Paul Thomas . . . . . . . . . . . . | 600 » |
| 3° Frais divers : enseignement, pèlerinages, publicité. | 704 45 |
| 4° Subside sarcerdotal. . . . . . . . . . . . . . . . . | 2.670 10 |
| TOTAL. . . . | 8.357 10 |

## Subside positiviste pour l'année 1901
**(au 31 juillet 1901).**

RÉSUMÉ DES SOUSCRIPTIONS :

| | | Francs. |
|---|---|---|
| | 54 françaises . . . | 1.441 15 |
| | 9 occidentales. . | 93 75 |
| Total. | 63 souscriptions . | 1.534 90 |

RÉSUMÉ DES DÉPENSES :

| | Francs. |
|---|---|
| 1° Appartement d'Auguste Comte. . . . . . . . . . . | 3.314 10 |
| 2° Frais divers. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . | 319 80 |
| TOTAL. . . . | 3.633 90 |

---

## Relevé général du Subside positiviste de 1892 à 1900.

| ANNÉES | NOMBRE DE SOUSCRIPTEURS | | | SOMMES |
|---|---|---|---|---|
| | Français | Occidentaux | Total | Francs. |
| 1892 (*a*). . . . | 120 | 90 | 210 | 9.669 » |
| 1893 (*b*). . . . | 115 | 77 | 192 | 8.554 » |
| 1894. . . . . . | 120 | 78 | 198 | 8.427 » |
| 1895. . . . . . | 120 | 78 | 198 | 8.572 » |
| 1896. . . . . . | 123 | 83 | 206 | 8.240 » |
| 1897. . . . . . | 140 | 78 | 218 | 8.805 » |
| 1898 (*c*). . . . | 147 | 82 | 229 | 9.040 » |
| 1899. . . . . . | 143 | 80 | 223 | 8.410 » |
| 1900. . . . . . | 146 | 81 | 227 | 8.357 » |

**P.-S.** — Souscripteurs français décédés après les exercices 1893 : 2; 1894 : 2; 1896 : 1; 1898 : 1.

(*a*) Fin de la gestion du Dr Robinet (Nomination de M. P. Laffitte a la chaire du Collège de France). — (*b*) Dissolution de l'Exécution testamentaire d'Auguste Comte. — (*c*) Centenaire d'Auguste Comte.

Emile Antoine.
8, rue Méchain.

# BULLETIN DE TURQUIE

## L'INCIDENT FRANCO-TURC

Le retard apporté dans le règlement de questions d'argent a fini par amener la rupture des relations entre... M. Constans et la camarilla d'Abdul-Hamid. — Formes diplomatiques fort originales.

Nous ne chercherons pas ici de quel côté sont les plus grands torts. Le silence imposé aux journaux officieux des deux pays est assez éloquent. Nous voulons, pour le moment, mettre en relief quelques-uns des points du litige.

Les créanciers dont on défend les intérêts sur un ton si étrangement menaçant ne sont pas des Français, mais des Levantins protégés, aujourd'hui, par l'ambassade de France, demain peut-être par celle de la Russie ou des Etats-Unis. La Compagnie des quais n'est pas, non plus, française; elle est censée être ottomane aux termes mêmes de la concession.

Dans les deux cas, nous ne voyons pas trop la raison de l'intervention d'une ambassade étrangère; à moins que la diplomatie ne soit réduite aux fonctions d'agence de recouvrement.

Il s'agit ici d'une affaire personnelle et commerciale, absolument étrangère à la diplomatie. L'honneur et les intérêts réels de la France n'y sont point engagés, l'intérêt particulier est seul en jeu.

Un des créanciers, qui réclamait tout d'abord 40 millions de francs, a spontanément réduit ses prétentions à 12 millions. Une générosité aussi extraordinaire donne à réfléchir sur le bien fondé de la réclamation.

Une partie de la somme dont on exige le remboursement a été avancée à titre privé au sultan Mourad. Si cet infortuné monarque est sain d'esprit, comme nous le croyons, il doit jouir de l'administration de ses biens et être tenu de payer ses dettes. S'il est malade, ainsi que le Sultan le prétend, c'est à celui-ci alors qu'in-

combe, en sa qualité de chef de la famille, le règlement de ces prêts. En cas de refus de sa part, on n'a qu'à provoquer judiciairement la vente d'un de ses immenses domaines particuliers et laisser en paix le peuple et le gouvernement.

Ces créances sont donc, en partie, des dettes personnelles, usuraires, et non des emprunts ou « des engagements régulièrement contractés par l'Etat », comme la plupart des journaux parisiens et étrangers veulent le croire.

Quant à l'affaire des quais, cette entreprise ne rapportant rien, par suite de la paralysie du commerce de notre pays, la Compagnie cherche naturellement à la rétrocéder à l'Etat. On a dit qu'elle voulait faire racheter la concession, à cause d'entraves apportées par la police au débarquement et à l'embarquement des passagers sur les navires étrangers. La surveillance des allées et venues des Jeunes-Turcs est certaine; mais, franchement, cette surveillance peut-elle empêcher les compagnies de navigation d'aborder à quai, si elles y voyaient un avantage? La véritable raison pour laquelle elles font mouiller leurs bateaux au large, c'est qu'elles ne trouvent pas assez d'espace sur les quais, d'ailleurs très mal construits.

On a dit aussi que les entrepreneurs voulaient vendre la concession parce que le gouvernement n'exécutait pas les clauses du cahier des charges. Nous voulons bien le croire, n'ayant jamais douté de la mauvaise foi d'Abdul-Hamid; mais pourquoi alors tant insister pour le rachat, qui n'est fondé que sur une promesse verbale du Sultan, arrachée dans un moment de délire, et non sur l'exécution de conventions écrites librement consenties?

La Compagnie, qui n'a pas été très fidèle, non plus, à ses engagements, ne tient probablement pas beaucoup à se placer sur le terrain des conventions. Elle craint sans doute que le gouvernement ottoman ne lui demande, à son tour, l'observation intégrale du cahier des charges.

En somme, cette affaire des quais et des créances est une affaire bourbeuse, comme celle des terrains marécageux d'Ada Pazari. Il est possible que quelques particuliers, citoyens, ou même simples protégés français, y trouvent leur avantage; le commerce français, en retour, en souffrira, sans compter le préjudice que tout cela porte au prestige moral et politique de la France en Orient.

Il suffit, pour s'en convaincre, de lire certains journaux anglais, dont le langage indique assez le mobile qui les pousse à attiser le feu.

La rupture, ou plutôt la brouille, ne peut pas durer. On trouvera sans doute un moyen pour dissiper le conflit. Dans tous les cas, c'est le peuple ottoman qui payera les pots cassés, il n'y a pas lieu d'en douter.

Nous voudrions pourtant voir cet incident se terminer d'une façon compatible avec la dignité des deux parties, par l'intermédiaire d'un tribunal d'arbitrage, à la rigueur celui de la Haye, par exemple.

Nous serions satisfaits de cette solution, alors même que tous les membres du Tribunal de la Haye ne seraient pas émancipés de certains préjugés. Si, dans un conflit entre Européens et Orientaux, et surtout entre chrétiens et musulmans, il s'y trouvait une majorité pour céder à des idées préconçues et condamner le gouvernement ottoman, l'affaire au moins serait éclaircie et les intrigues seraient dévoilées. Cela nous consolerait passablement.

AHMED RIZA.

---

# VARIÉTÉS

## MOUVEMENT POSITIVISTE INDÉPENDANT [1]

### I. — EXPLICATION

SUR

### LE COLLECTIVISME ET LE POSITIVISME

> **Dans la vie, ne louons ni l'anarchie, ni le despotisme.**
>
> *Les Euménides.*

Dans sa protestation à l'article sur *le Collectivisme et la Sociologie positive*, inséré dans le numéro de mai de cette Revue, M. Billbérg me reproche :

1° D'avoir tenté d'établir une connexité entre l'évolution politique et l'organisation économique ;

2° D'avoir faussé, à cette intention, l'interprétation d'un passage de *la Politique positive*.

En attendant qu'on puisse, avec la collaboration de nos coreligionnaires de langue allemande, retracer *l'Histoire des doctrines socialistes*, au cours de ces deux derniers siècles, je répondrai à ces deux reproches précis. L'étude complète de l'Economique peut seule, en effet, nous permettre de substituer des convictions fermes à nos opinions actuelles, incontestablement vagues.

(1) Sous cette rubrique sont désignés les travaux dont les signataires se réclament de la Méthode et de la Philosophie positives, mais dont la teneur fait l'objet d'importantes réserves de la part de la Direction.

*
* *

### Collectivisme et Sociostatique.

Dans la sociologie d'Auguste Comte, je distingue deux parties : l'une abstraite, ou *Sociologie* proprement dite; l'autre concrète, pour laquelle on peut réserver le nom de *Sociotechnie*.

La sociologie est un membre de la science; la sociotechnie est son art théorique, la politique son application systématique.

J'ai déjà dit dans cette Revue (mars 1896) comment Comte a non seulement créé la Sociologie, mais pourquoi il en a eu, seul des philosophes modernes, la conception absolument scientifique, positive.

Or, on sait bien que la caractéristique de la science abstraite est de traiter, avec un égal intérêt, tous les cas possibles, réels ou imaginaires. Blainville et Comte n'ont pas permis qu'on fît d'exception, même pour la Biologie *(types)*, la Sociologie *(utopies)* et la Morale *(idéal)*.

Dès lors, il devient légitime, et conséquemment indispensable, de *rapporter* à la Sociologie statique la texture idéologique du socialisme contemporain : *i*, *e*, d'en rapprocher les éléments homologues, puis de comparer les différenciations morphologiques réalisées effectivement dans les corps politiques, enfin de remonter aux impulsions différentielles.

C'est cette comparaison que j'ai tentée.

J'ai donc cru reconnaître dans l'estimation du taux moyen d'égoïsme et d'altruisme de l'*homo vulgaris*, dosé contradictoirement par le Socialisme et par le Positivisme, l'origine du feuillet spécifique de la pousse collectiviste.

Par cette réduction planimétrique à l'échelle sociostatique fixe, la discussion doctrinale qui divague encore vers tous les azimuths de la vie pratique, se circonscrit dans le champ de la physiologie psychique. Mon ignorance de la psychologie positive, toujours en formation, ne m'a point permis de mieux définir, dès maintenant, le principe abstrait du socialisme statique. Mais, en tentant de l'explorer jusqu'à cette source, j'ai cru faire œuvre opportune et utile.

D'ailleurs, si une contradiction radicale eût existé entre le Collectivisme et la Sociologie, le dilemme suivant se fût présenté à l'esprit :

Ou le Collectivisme a incorporé par mégarde une absurdité théorique; ou bien la Sociologie n'a pas suffit à sa mission scientifique.

Dans le premier cas, il est nécessaire de placer l'erreur en relief; dans l'autre, il convient de modifier la trame spéculative. Dans les deux, l'appel simplet à l'autorité spirituelle de Comte reste tout à fait irrecevable.

Certes, il eût été facile de traiter la question sans engager le nom de celui qui nous groupe et nous guide. Mais, après tout, Comte n'est pas un prophète parlant, *coram populo,* au nom du dieu invisible! Et si l'hérésie théologique mène nécessairement au schisme, l'hérésie positiviste, qui n'est qu'une hypothèse relative, fonction variable du temps, du lieu, de l'aptitude constructive d'un individu et d'un lot varié de renseignements croissants, ne peut que consolider un dogme en continuelle évolution. C'est pour nous, assurément, que l'Ancien disait : *Oportet heresias esse!*

Qu'importe alors si nous arrachons au passé la graine des semailles nouvelles?

L'habileté chrétienne, catholique ou huguenote, n'a-t-elle point toujours su extraire des Ecritures, depuis longtemps intangibles, des autorités opportunes?

Et la jurisprudence nouvelle ne veut-elle point interpréter, avec plus d'humanité et de justice, les vieux textes implicites des codes caducs, etc.

Chacun a droit ainsi à toutes les licences théoriques qui, au reste, n'engagent que leur téméraire prôneur.

*
* *

COLLECTIVISME ET SOCIODYNAMIQUE.

Ceci étant, on pourrait, à l'occasion, mettre fort décemment Auguste Comte en contradiction avec lui-même. Le sociologue peut désapprouver le politique : les plus grands savants sont souvent de médiocres praticiens. Mais bien loin

d'accuser Comte, j'ai cru reconnaître que sa rectitude logique, renforcée de sa constante probité didactique, lui a donné la vision nette des virtualités efficaces.

S'il est absurde de prétendre qu'Auguste Comte a tout prévu dans l'évolution sociale, il est encourageant de constater, il est indispensable de dire comment ce grand génie a eu l'intuition de l'avenir.

De plus, il nous appartient de dégager — en termes aussi explicites que possible — les conceptions du régime industriel idéal, asymptotique, tel que son grand traité du *Système d'industrie positive* devait le montrer. Nous nous tromperons quelquefois; mais je ne crois pas qu'aucun de nous ait des prétentions à l'infaillibilité. Je serais même tenté d'ajouter, en parodiant Comte lui-même, que si nous ne nous trompons pas, nous n'existerons pas...

C'est, d'ailleurs, avec autant de crainte que de témérité que j'ai exposé dans cette Revue ma façon de rattacher le Collectivisme à la Sociologie comprise comme ci-dessus (1).

Ce qui m'a conduit, malgré tout, à adopter, après M. Deslinières, la série des époques économiques, ç'a été la correspondance établie entre la règle de l'économie collectiviste et la discipline politique positiviste.

Le discours de M. le Dr Dubuisson à la Société lyonnaise « le Chêne » m'avait laissé inquiet, non satisfait, malgré la critique fort juste du socialisme adolescent. La solution socialiste et la solution positiviste se campaient là en opposition formelle. Et cependant le point de départ était commun.

(1) Pendant l'impression de cette réponse, le passage suivant des *Principes de Sociologie* (§ 444) d'Herbert Spencer me tombe sous les yeux :

... C'est une vérité dont la France et l'Allemagne nous fournissent des exemples. Quand Auguste Comte préfigurait un état industriel, il était tellement dominé par les conceptions et les goûts propres au régime social de la France, que, dans le plan d'organisation qu'il assignait à l'état industriel, il prescrivait des arrangements propres au type militaire et tout à fait en désaccord avec le type industriel. Il avouait même une aversion profonde pour l'individualisme, ce produit de la vie industrielle qui donne aux institutions industrielles leur caractère. De même aussi, en Allemagne, les socialistes, à qui l'on prête le désir et qui se croient la mission de réorganiser entièrement la société, sont incapables à ce point de rejeter la conception du type social dans lequel ils ont été élevés, qu'ils préconisent un système social qui n'est

So che tutto è di tutti.

*La richesse, sociale en sa source, doit l'être dans sa destination.*

Ces deux solutions étaient-elles donc vraiment contradictoires, parce que l'une exigeait de l'autorité ce que l'autre demandait à la seule persuasion?

Et c'est alors que la sociostatique — la sociotomie, pourrait-on dire encore — indiqua de suite l'origine de ce dualisme. Il devait y avoir un *système* économique fondé sur l'égoïsme nécessaire, comme un système économique complémentaire érigé au-dessus du premier et donnant satisfaction à nos besoins altruistes, pauvres, mais irrésistibles. Au fond, il était logique de retrouver en sociologie la subordination objective universelle de ce qui est plus noble à ce qui est plus grossier.

Je ne sais chez qui l'admiration fit parler la raillerie, comme l'esprit divin l'âne de Balaam. Celui-là disait que Comte avait été « ivre de moralité ».

C'est cette ivresse, si enviable, qui a pu quelquefois lui faire oublier, en effet, la réalité prosaïque. Mais l'histoire vraie, impartiale, ne fond-elle point journellement en un seul bloc homogène les théories les plus contradictoires? Tout fait corps dans son creuset.

A chaque instant s'établit entre les hommes un *équilibre mobile* d'émotions, d'opinions, de réactions.

Dynamiquement comme statiquement, le Socialisme et le

au fond qu'une forme nouvelle de celui qu'ils voudraient détruire. C'est un système dans lequel la vie et le travail sont arrangés et réglés par des autorités publiques, omniprésentes comme celles qui existent déjà, et non moins coercitives : l'individu y a sa vie encore plus réglée qu'aujourd'hui.

Laissant de côté le fond de la thèse de Spencer, il m'est permis de constater que je n'ai pas été le seul à trouver une forte analogie entre la proposition comtiste et la conception marxiste. Si l'on s'en réfère, d'autre part, au § 445 des *Principes*, traitant de la transmission des fonctions sociales, on peut ajouter même que si le mandarinat sociocratique de Comte consolide plus spécialement l'Ordre, le fonctionnarinat de Marx garantit mieux le Progrès. Mais c'est là une question qui mérite d'être étudiée largement.

Positivisme sont donc soudés l'un à l'autre. D'origine commune, et avec des désirs semblables, ils construisent, l'un, l'*ordre temporel;* l'autre, l'*ordre spirituel.* Et l'idée radicale d'*ordre* démontre bien l'affinité entre la synthèse théorique et le système pratique. Or si, pour l'enseignement et le conseil, le Positivisme aspire à la formation d'une hiérarchie libre, comment ne pas admettre la pétition de ceux qui réclament des directeurs temporels effectifs et responsables! Mieux vaut le joug de la règle que la permanence d'une *guerre sociale :* le despotisme patronal, aux myriades de têtes, forme, lui aussi, une hydre anarchique. Stuart Mill, qui n'a jamais passé, au moins sur le continent, pour un esprit révolutionnaire, préférait même le communisme à l'anarchisme moderme.

Mais alors, si l'Ingénieur est l'agent du Savant, on ne peut oublier que le Prince fut, aux époques théocratiques et organiques, le bras du Pontife ; comme le héros légendaire avait été, aux temps mythologiques et préhistoriques, l'instrument du Devin.

Kratos s'agite; Bia le mène.

Dios en a décidé ainsi.

Le Clergé et l'Armée ont été et sont encore des groupes collectivistes. Et la Féodalité, héritière des vieilles Despoties théocratiques, restait, de par l'empire irrésistible des conditions géographiques, une société collectiviste spontanée. Revoyez Adam Smith et son ordre naturel.

Thünen, le plus positif de ses successeurs, nous donnera, plus tard, d'autres raisons plus précieuses encore (1).

Non! si l'économique est une science, ses applications à l'ordre humain ne peuvent demeurer anordrées et arbitraires. A toute époque, une correspondance nécessaire s'établit entre l'activité économique et l'ensemble des autres institutions. Tout facteur variant, la *formation* sociale se transforme corrélativement. L'évolution théorique subit, elle aussi, la réaction de l'évolution pratique.

(1) Un dicton populaire allemand que Bismarck, disciple de Thünen et de Rodbertus, aimait à répéter, dit-on, les résume ainsi : « *Quand le paysan a de l'argent, tout le monde est riche.* » Voilà l'ordre *naturel.*

Notre malentendu ne résulterait-il point tout simplement de la bifurcation, visible dès les origines, de la puissance temporelle?

Le précepte neutre ou négatif de Gournay ne peut avoir d'autre portée qu'une signification au pouvoir coordinateur, politique, de ne point troubler l'industrie individuelle quand celle-ci concourt à la conservation et au développement de l'ensemble.

La liberté pratique a pour origine, pour mobile et pour limite, la liberté théorique. La tolérance est liée ainsi à l'incertitude.

Or, si les intérêts collectifs matériels doivent posséder, par le gouvernement, un organe représentatif complet, il faut qu'à la fonction principale de police — protection des personnes — s'adjoigne une fonction satellite : l'administration ou gestion des choses.

Il se produit là une division du travail social entre le Sacerdoce, le Gouvernement et l'Administration, analogue à celle qui s'opère en biologie entre le cerveau, le cervelet et le grand sympathique.

Quelle doit être la limite normale de cette administration immédiate par la collectivité elle-même? Voilà toute la question.

Nous en aurions certainement la réponse, si la mort ne l'avait rongée avec le cerveau de Comte.

Pour qui s'en tient à la lettre, le Collectivisme accapare toute la capacité de production provenant d'un capital matériel antérieurement épargné ; et le Positivisme abandonne intégralement la direction économique aux mains des banquiers cosmopolites surveillés par le corps international d'Enseignement, de Conseil et de Jugement.

L'apport spécifique du Collectivisme dans l'organisation normale, définitive, ne saurait faire de doute. Le siècle qui vient de finir en a accru la dose dans toutes les institutions européennes. Et le fait ne peut être considéré comme empirique. Il confirme, en effet, l'observation sociostatique de H. Spencer et pouvait être prévu ; car, en sociologie, comme en biologie, « l'interdépendance croissant, la puissance de régulation croît, ainsi que l'internoncialité ».

C'est à cette loi organique que Comte voulait aussi satisfaire quand il confiait à la hiérarchie industrielle, énoncée déjà par Hegel, l'administration de la richesse sociale.

Lui-même, d'ailleurs, ne justifie l'appropriation individuelle de cette richesse sociale que par ce seul postulat : la richesse doit être individuelle comme les besoins qu'elle est destinée à satisfaire, autrement dit, les « provisions » doivent être propriété individuelle. Il veut que « chacun possède toujours pleinement tout ce qui est à son usage continu et exclusif ». Puis il ajoute : « Ce principe, évidemment praticable, équivaut à faire coïncider socialement les deux sens généraux du mot *propre*. » Si c'est bien là le *homestead*, ce n'est là que le *homestead*.

Les collectivistes ne demandent rien autre. Chez eux, les *provisions* restent propriétés individuelles, bien entendu. Les *capitaux reproducteurs*, les *instruments* seuls sont socialisés.

Mais, au point de vue *conservateur*, ils le sont déjà puisque ce n'est point le patron, par hypothèse, qui les met en jeu et qui les tient « propres ». Bien au contraire ; les changements fréquents des agents subalternes, dans la petite industrie, sont la cause la plus active de l'immense gaspillage que j'ai déploré.

En faisant cette distinction fondamentale entre les « provisions » et les « instruments », Comte a donc affecté à ces deux classes de la richesse collective des propriétaires différents : les provisions à tous, les instruments aux praticiens.

Mais les banquiers-directeurs, et toute cette hiérarchie de fonctionnaires sélectionnés, chers aux positivistes, ne ressemble-t-elle point étrangement à cette autre hiérarchie officielle voulue par les collectivistes ? Les uns ne vénèrent-ils point dans le chapeau patricien, comme disait ce bon abbé Myriel, ce que les autres respectent dans le bonnet plébéien ?

D'un côté, voici la phalange sacrée des élus, mandarins non héréditaires, mais propriétaires exclusifs des instruments de travail. En droit strict, ils peuvent « user et abuser » de leur puissance matérielle. La grève et la redoutable excommunication sont les seules sanctions pour les rappeler au devoir.

Le devoir est, en effet, pour eux de vouer à l'intérêt public toute cette richesse *sociale* dont ils sont les détenteurs.

De l'autre côté, voilà la cohorte des fonctionnaires d'Etat. Ils ne possèdent, comme leurs dirigés, que les « provisions ». Les capitaux qu'ils gèrent appartiennent à l'Etat. En droit, ils n'ont « d'autre liberté que celle de faire toujours leur devoir », étroitement délimité.

Les abus inévitables des uns et des autres étant défalqués, quelle autre différence, entre les deux systèmes, que la nature du régulateur, du frein moral ou légal, destinés à en maintenir le bon fonctionnement?

Si la théorie, qui n'a pas été soumise au contrôle de l'expérience, ne peut nous instruire, l'observation directe et historique doit nous donner de précieuses indications.

Nous avons des banquiers; nous avons des fonctionnaires : comparons.

De la Russie, en France, dans l'Islam et dans la chrétienté, l'épidémie antisémite secoue les peuples affolés. Par le fer et par le feu, on hurle mort au Veau d'or. Gobseck dépuanti — il paie quelquefois d'une messe sa fortune, et il appartient, suivant le milieu, à toutes les confessions religieuses — prépare les « Sedan financiers ». Le monarque l'honore et s'en sert : car son talon d'or écrase plus silencieusement que l'acier. Le peuple vénère sa morgue : le nomme « Roi ».

La Grèce donnait aussi aux Furies un titre propitiatoire...

Avec ses amis, il est d'ailleurs rempli d'onction et professe les sentiments les plus altruistes...

Proudhon avait déjà classé ce régime. Il avait étiqueté ce sarcome : *Pornocratie*.

Oubliant leur moralité, dénoncée si unanimement, examinons la capacité administrative de nos banquiers français; et j'ai des raisons de croire que leurs correspondants anglais, allemands, etc., ne leur sont pas bien supérieurs.

Ce n'est plus un secret pour nos ingénieurs que la cause originelle des vices administratifs de nos sociétés industrielles est la prépondérance usurpée par les techniciens, par les financiers.

Ceux-ci, tout-puissants naturellement par leur apport,

placent à la tête de la Compagnie des administrateurs, directeurs et surveillants aux opulents appointements. Jetons de présence ou gratifications encouragent à entreprendre tôt, sans étude suffisante, des travaux d'utilité contestable ou aléatoire. Les frais de premier établissement montent rapidement ; et l'exploitation commencée prématurément ne compense point les dépenses ou ne rémunère point suffisamment le capital engagé. Comme il importe avant tout de soutenir le zèle ombrageux des actionnaires, la comptabilité, docile aux suggestions de l'administration, et souvent incompétente d'ailleurs pour l'affectation correcte aux comptes, fait des virements et inscrit au premier établissement les dépenses de pertes et profits (entretien, exploitation, etc.). Un motif plausible est toujours prêt pour tranquilliser les consciences inexpertes et timides. Le capital social fait ainsi occultement les frais des premiers dividendes.

Le service commercial est également composé exclusivement des créatures des financiers et des principaux actionnaires en nom. Il se garde bien de consulter le service technique que, sournoisement, il méprise ou jalouse. Des agents, plus habitués à faire parler les chiffres qu'à manier les hommes, se lancent dans des affaires grosses d'apparence ou d'espérance, mais évanescentes ou éphémères, et négligent, comme indignes de leur attention, ou ennuyeuses, la masse stable des petits intérêts fructueux.

Et dansent les virements autour de la caisse généreuse !

Tout a une fin. L'impatience d'abord enquêteuse, puis obséquieuse, enfin exigeante des sages et naïfs obligataires, contraint l'administration, menacée de poursuites judiciaires en la personne de chacun de ses respectables membres, à réduire le capital, à se vendre à une autre banque pléthorique, ou à fusionner avec une autre Compagnie d'une viabilité aussi précaire.

Nouvelle édition de la méthode indiquée ci-dessus, jusqu'à la liquidation ou la faillite finale.

Notez que les administrateurs, toujours affiliés avec ceux « qui font marcher les gendarmes », sont des professionnels. Ils gèrent simultanément plusieurs entreprises.

Le métier rapporte : il est très couru. En France, il mène aux plus hautes dignités, ou à Fresnes-lès-Rungis. La République a déjà prouvé que la première étape ne dispense point toujours de l'autre. Et ce ne sont pas les moins coupables qui restent en chemin...

La maëstria de certains hommes d'affaires est telle qu'ils montent des Compagnies pour racheter les Compagnies en déconfiture ! L'observation m'a cependant démontré que le principe, mal appliqué (*ter*, revoir méthode indiquée), ne donne des résultats heureux qu'à leurs habiles créateurs. Résultats d'ailleurs si éphémères !...

Ces médisances ne concernent pas seulement nos petites sociétés industrielles au capital de quelques millions de francs. Oracle : *De grandes sociétés milliardaires ne procèdent pas autrement ; l'Etat s'en apercevra un jour.*

Quidquid latet apparebit,

. . . . . . . . . . . . . . . . . . . .

Nos fonctionnaires font-ils mieux ?

Pour leur moralité administrative, je m'en rapporte à la duchesse de Bourgogne. Le témoignage est bien vieux ; mais, humain, il est éternel.

L'Etat et Soi sont si aisés à confondre, quand on détient la puissance !

Je sais aussi que la corruption par Nucingen, par Gobseck, par Tartufe, et, je le soupçonne, par Birotteau même, entame des consciences..., j'en passe.

Quant à leur capacité, il convient de faire une distinction. Nous avons deux genres de fonctionnaires. D'abord ceux que les intrigues politiques et féminines hissent sur le pavois démocratique : ils remplissent, dans les fonctions officielles, le rôle des administrateurs et des directeurs des sociétés industrielles. Puis ceux qui, en suivant une filière déterminée, travaillent professionnellement pour l'Etat. Je n'ignore pas d'ailleurs qu'il se crée journellement des commissures entre ces deux classes.

On m'accuserait de me plaire dans le clair-obscur si le grand révélateur de la *Comédie humaine* ne nous avait appris

à mesurer nos contemporains. La constante progression de la dette, les secousses périodiques qui menacent l'existence même du régime républicain, le despotisme préfectoral qu'on ne sent, il est vrai, qu'en province, le favoritisme soudé à notre administration parlementaire, tout cela montre que la haute organisation, recrutée dans la médiocrité intrigante, et traître à tous les partis, n'a pas la capacité requise par la fonction. L'affaire Dreyfus et ses suites nous ont révélé, d'autre part, une partie de ce que peut le corps de tant d'intérêts ligués. Nous savons à quelles ignominies peut descendre un gouvernement et ses sbires pour empêcher la manifestation de la vérité, pour arrêter la divulgation des intrigues, tour à tour tragiques, dramatiques et comiques d'une caste acharnée à la perte d'un individu.

Mais elle nous a démontré aussi que l'association de gens de cœur, « cohérés » subitement par le vibrant appel du Poète, peut imposer justice, malgré les complots hypocrites des chefs d'Etat ridicules, la turbulence d'une soldatesque révoltée, l'escamotage des lois, la destitution des fonctionnaires courageux, la confiscation judiciaire des biens, la prime à la délation, les expulsions ouvrières, les hurlements populaires, les tentatives d'assassinat, les suicides bien machinés, la lâcheté des politiciens anxieux, et la bassesse du tribunal anachronique de l'honneur officiel.

La seconde classe de fonctionnaires, formée d'hommes compétents, est infiniment plus respectable. C'est à elle que nous devons le maintien de l'ordre général. Quelles que soient les crises morales ou politiques, salutaires ou rétrogrades qui convulsent périodiquement le pays, elle assure presque automatiquement — il y a plus à l'en louer qu'à l'en blâmer — l'expédition des affaires. Ni la duplicité royale, ni le despotisme impérial, ni l'anarchie parlementaire, ni le népotisme constant ne la troublent. Sous toutes formes, elle sait quelquefois résister à l'intimidation des favoris changeants du Demos capricieux. Elle reste inébranlablement attachée à son devoir. Et ce n'est pas elle que le vieux Paul-Louis honnit de ses railleries toujours jeunes. Qui connaît la vie provinciale sait combien la moralité, la probité, l'instruction géné-

rale, la compétence spéciale distinguent partout l'agent administratif du magistrat préfectoral, municipal, et surtout de l'officier ministériel.

Cette comparaison entre les financiers à qui tout reste légalement, et les fonctionnaires responsables incessamment contrôlés, je ne puis hésiter. Sans douter de la puissance de l'opinion qui, dans notre dernière commotion française, a préparé et assuré le succès final, je lui préfère la surveillance continue de tous les agents. Cette surveillance, même occulte à la façon des *missi dominici* chinois, pontificaux et carolingiens, n'exclut pas la liberté, comme le montre encore de nos jours cette admirable organisation cléricale, où la soumission respectueuse se marie si bien à une indépendance, quelquefois revendiquée et toujours effective.

Nos futurs *Episcopes* temporels ou Inspecteurs pourront avoir beaucoup moins d'autorité que n'en possèdent actuellement nos directeurs administratifs départementaux sur ceux que leur moralité, leur aptitude théorique et pratique auront investi d'une *cure* des intérêts collectifs d'un district ou d'une commune.

Soit, dira-t-on peut-être! Là, il ne s'agit encore que de l'administration proprement dite, de la classe dirigeante, de l'innervation sociale. Mais comment incorporer la masse agissante : le muscle ?

Sa place et sa fonction résultent immédiatement de la texture, de la maille excitative et rétractive du corps administratif.

Les instruments, ou capitaux reproducteurs de richesses matérielles, étant inventoriés, puis hiérarchisés dans la production générale ; autrement dit, l'organe étant fixé dans son milieu et ses connexions, l'agent fonctionnel, ou filet conducteur d'excitation se trouve désigné et mis en son lieu.

Réciproquement, toute différenciation dans le besoin social appelle une modification corrélative dans la « richesse » spécifique qui le satisfait. L'individu ou la collectivité d'individus qui l'a demandée provoque ainsi dans le corps social, par la voie normale de l'agent immédiat d'exécution, ou par tout autre mode d'internonciation, une nouvelle différencia-

tion organique qui, à la vérité, peut être tout aussi bien régressive que progressive.

Nous trouvons ici comme l'application sociologique du théorème psychologique de Locke-Leibnitz ; et je me hasarde à la formuler ainsi : Il n'y a rien dans la société qui ne soit le fruit de l'effort individuel, hormis l'apport synergique (des synergies théorique et pratique) de la société elle-même.

C'est cette loi-précepte, combinée avec celle de Comte sur l'origine sociale de la richesse, qui permettrait, ce me semble, de fixer le règlement de subordination et d'indépendance de l'individu, dans la société industrielle.

Si l'on se donne la peine d'en tirer de suite quelques conséquences pratiques sur la situation matérielle des ouvriers ou même sur celle de leurs bons et braves auxiliaires animaux, ainsi que sur la situation morale et intellectuelle des agents de tous ordres, on arrive à constater, une fois de plus, combien la théorie l'emporte sur l'empirisme. On entend répéter à chacun de ceux qui ont eu le triste sort de changer souvent d'atelier ou même d'industrie, que chaque maison a ses avantages et ses inconvénients ; or, ces avantages sont précisément les corollaires de la loi ci-dessus ; et l'observation montre que peu de maisons savent combiner même *deux* de ces multiples éléments d'une bonne gestion, alors que quelques-uns sont pourtant corrélatifs. Et c'est presque toujours la confusion des pouvoirs qui mène aux pires désordres fonctionnels, puis à l'échec final.

***

## Collectivisme et Morale.

Il n'y a pas lieu d'insister ici sur la connaissance de ce milieu pratique dont la détermination doit résulter d'une enquête continue, recueillie avec discernement par les journaux syndicaux, ou par les bulletins impartiaux d'offices du travail administratifs et indépendants. La publication des *cas* est aussi indispensable en sociotechnie qu'en médecine (1).

(1) Elle ne paraît avoir été tentée jusqu'à ces temps que par les romanciers dits socialistes.

L'esprit scientifique ne cherche pas à créer, mais à construire.

Cependant, je ne puis m'empêcher de m'expliquer sur le facteur fondamental, la *moralité*.

M. Deslinières, critiquant de son côté l'article incriminé par M. Billberg, m'écrit en effet ceci : « ... Vous dites qu'il faut améliorer l'individu avant de transformer la société. C'est là, à mon sens, une grande et fatale erreur, car elle ajourne à un avenir lointain et presque indéfini nos espérances de rénovation de l'humanité.

« L'homme est le produit de l'atavisme et du milieu. Or, le milieu actuel, basé sur la lutte pour la vie, oblige l'homme à être mauvais. Comment pouvez-vous espérer obtenir des résultats différents tant que la cause du mal subsistera ? C'est de la chimère pure, et il me semble qu'en s'attardant dans cette erreur, d'origine spiritualiste, le Positivisme est infidèle à son titre lui-même... »

Pour raccorder l'horizon de M. Deslinières au nôtre, il suffira sans doute de se rappeler que l'effort individuel concourant à l'intérêt social, formulé par l'extension sociologique de la loi de Locke, comme par la coordination synergique sociale répondant à la contribution leibnitzienne, sont, par définition même, du ressort de la Morale.

J'entends, en effet, par Morale, « l'expression et le résultat des divers rapports qui existent constamment et universellement entre chaque être vivant intelligent et l'ensemble des êtres collectifs ou individuels auxquels il se rattache ». (*Rev. Occ.*, mai 1896.) Et les règles de l'activité économique, individuelle et collective, doivent précisément résulter des *rapports* visés par cette définition.

Cette liaison reste d'autant plus manifeste que la tant belle conception de la *vertu*, par Vauvenargues, ne diffère de notre version de la loi de Locke que par l'adjonction du sentiment volontaire à l'acte commandé par le milieu social. L'enchaînement de ces rapports nous fait retrouver également l'antique remarque d'Aristote : son *Ethique* avait pour but, disait-il, d'obtenir volontairement — on allait bientôt dire, avec amour — ce que d'autres ne tentaient d'obtenir que par la crainte du gendarme.

Au lieu d'entendre sous le nom de *Morale* l'acception abstraite que, d'après l'étymologie et la tradition positiviste, nous lui gardons (malgré les bonnes raisons de distinguer l'*Ethique*, statique et dynamique, de la Morale théorique), M. Deslinières ne lui aurait-il pas attribué l'ensemble de sens confus, parce que concrets, que lui donne le langage vulgaire? La philosophie chrétienne, qui imbibe encore « l'éponge cérébrale » de nos contemporains, s'est toujours préoccupée, avec prédilection, en effet, de la Morale purement personnelle.

M. Deslinières a raison : « L'homme est le produit de l'atavisme et du milieu. » En améliorant le milieu, nous améliorerons l'homme. C'est à peu près incontestable. Mais la question reste néanmoins entière : Comment améliorer le milieu?

— Par le Collectivisme!

— Soit encore; mais comment instaurer ce régime?

— Par l'entente et par la force!

— J'entends : le dévoûment éclairé des guides, la reconnaissance active des premiers auxiliaires.

— Ces conditions primordiales sont évidemment indispensables pour le succès de ce « coup d'Etat progressif » — pour me servir de vötre propre langage. C'est l'amélioration immédiate du sort matériel de la masse populaire qui consolidera surtout l'ordre nouveau. « La liberté spirituelle » restant entièrement sauf-gardée, il vous sera loisible d'améliorer vos semblables, si vous le pouvez...

— Merci d'avance. Mais vous nous demandez, comme atout, crédit pour la science de votre état-major et confiance dans la sagesse de vos troupes. Or, une enquête, même très sommaire, sur l'aptitude et même la probité des uns et non des moindres, sur la « discipline » des autres, ne nous rassure pas. Nous n'exagérons rien : le Positivisme n'a garde d'oublier que toute association a ses brebis galeuses; il a proclamé, depuis longtemps, que les « cléricalismes » protestants ou orthodoxes, juifs ou déistes, athées ou agnostiques, sont plus dangereux encore pour l'établissement de l'état normal que le cléricalisme catholique; il sent pour la calomnie, de quelqu'orient qu'elle vienne, toute l'horripilante frayeur du

Septentrional pour le reptile... N'ayant point d'autre but que d'aimer activement tout ce qui est digne de l'Homme — de l'Homme héritier de tous ceux qui furent grands de cœur, d'esprit et de dévoûment — « il n'exclut que l'exclusivisme ». Mais enfin, il sait aussi que la race protéique des politiciens de tout parti, forme, de nos jours, la plus méprisable des coalitions, et il ne peut comprendre que l'endossement de la cotte bleue ouvrière suffit pour changer la moralité de « la bête humaine ». Or, le parti ouvrier international est soumis à la loi commune. Mais, si la puissance de persistance des institutions décrépites préserve suffisamment les sociétés modernes contre les fautes irréparables, contre le suicide social, les erreurs d'un régime collectiviste prématuré conduiraient infailliblement aux pires catastrophes. La Société, après quelques oscillations entre l'anarchisme du début et le despotisme final, reviendrait en arrière pour suivre une nouvelle pente. Et c'est pour éviter cette réaction fatale que j'ai requis l'apprentissage industriel de l'Etat. L'Espèce s'éduque comme l'Individu : par l'épreuve.

Il suffit de comparer encore les usines municipales de certaines grandes villes, par exemple, avec les manufactures de l'Etat pour juger combien cet exercice « sociogogique » est indispensable.

Si l'Etat français abuse souvent de son personnel subalterne, en exigeant de lui un travail trop dur et insuffisamment rémunéré, s'il lui nie le droit de coalition, en châtiant durement ses velléités d'indépendance, même civique, s'il le livre absolument à ses favoris parlementaires ou autres, en l'enrôlant comme agent de ses persécutions provinciales, etc., de grandes administrations municipales encouragent trop l'anarchie et la paresse. Elles laissent, en effet, à leur personnel ouvrier, sélectionné moins pour son aptitude professionnelle que par influences démocratiques, une indépendance dont il sait abuser de toutes façons; les chefs de tous grades n'ont, pour assurer convenablement le service, qu'une autorité insuffisante. L'insolence, la délation et l'envie sont les fléaux de ces entreprises « collectivistes ».

Que nous donnerez-vous, Monsieur Deslinières, au lende-

main de votre révolution : le despotisme d'Etat ou l'anarchie démocratique?

Nous ne voulons, avec Eschyle, ni anarchie ni despotisme.

Si nous trouvons absurde et féroce le mercantilisme libertin de l'Ecole manchesterienne, ce n'est point pour le remplacer par l'anarchie, plus vile encore, et même plus cruelle, d'une populace mal affranchie de ses vices originels : nous nous souvenons de la Rome impériale! Et si la tyrannie patronale nous pèse, si son égoïste imprévoyance nous force à prévoir à sa place, ce n'est point pour laisser le socialisme de l'Ecole germanique marier son doctrinarisme à une nouvelle féodalité militaire, financière et industrielle. Nous ne voulons pas que, pour nous, « le canon soit un fragment de la constitution ».

Nous demandons à la Morale des garanties préalables. Nous voulons, en un mot, concilier la liberté avec la subordination, l'autorité avec la justice.

Les collectivistes réfléchis voudront nous entendre.

***

## CONFESSION

Cette longue explication me rend plus à l'aise pour répondre directement aux reproches précis de M. Billberg.

M. Billberg a raison. Il m'est apparu qu'une connexité analogue à celle que les biologistes ont constatée, depuis Lamarck, Cuvier et Etienne Geoffroy-Saint-Hilaire, entre les « parties » d'un même organisme, s'établit réellement entre des institutions sociales contemporaines : le milieu modifiant l'une provoque une modification dans l'autre; c'est la loi du « balancement des organes ». Alors, comme la *loi d'évolution pratique* de Comte résulte de sa *loi des trois états* théoriques, « l'organisation du travail » m'a semblé la conséquence nécessaire d'une suffisante connaissance positive du milieu économique correspondant. Mieux ce milieu sera déterminé, plus le régime corrélatif se trouvera indiqué. Or, si les Etats occidentaux ont tous exigé des médecins et même des vété-

rinaires des épreuves de capacité de plus en plus sévères, au fur et à mesure que les sciences biologiques ont progressé — et le public a souvent lieu de se plaindre de leur insuffisance — je ne vois pas comment on se refuserait aux garanties et au contrôle, là où il s'agit de phénomènes plus compliqués, là où l'on traite non pas seulement de simples avantages individuels, mais d'intérêts collectifs. La Politique, objectivement indépendante de la Morale, doit se constituer d'après ses lois propres. La Morale, subjectivement supérieure, ne peut que lui signifier ses prescriptions et lui imposer ses limites. Préconiser l'hégémonie de fait de la Morale sur la Politique reviendrait à essayer, au nom de la Positivité, la substitution d'une nouvelle inquisition cléricale au despotisme persistant des chefs. Or, mieux vaut un Philippe le Bel qu'un Philippe II.

M. Deslinières, à qui j'avais emprunté cette loi d'évolution économique, a vraiment plus raison que je ne l'avais cru tout d'abord.

Mais, si M. Billberg se contente d'un contrôle purement moral, et M. L. Deslinières de garanties exclusivement administratives, je juge, non par bienveillance éclectique, mais par les raisons sociostatiques invoquées, que les deux solutions se superposeront, objectivement et subjectivement, comme les mobiles égoïstes et altruistes qui les expliquent se concilient moralement. J'aime les gendarmes partout où l'on ne prend point plaisir à écouter les sages.

Je confesse que M. Billberg a plus raison encore dans sa seconde accusation : j'ai faussé, avec toute l'apparence d'y avoir mis une intention très réfléchie, l'interprétation d'une citation de Comte. La lecture du contexte (*Pol. Pos.*, p. 154-155) montre, en effet, jusqu'à l'évidence, que notre grand philosophe ne fait aucune allusion directe à l'Etat propriétaire. Mais j'ai eu la témérité de voir dans ce « possesseur unique », chez qui « viennent se réunir les trésors obtenus par plusieurs travailleurs », la collectivité même de ces coopérateurs. Le développement continu de sociétés anonymes gigantesques et les *trusts*, occultes ou avoués, avaient posé le problème, en le dénaturant. De la *condensation* croissante du nombre des propriétaires et des sociétés industrielles, je passai à la limite :

l'unité ; et j'ai dit les raisons de cette conclusion. J'ai abusé, soit, de la parole de Comte, en pensant que l'organe de défense aléatoire venait ainsi se lier à l'organe d'entretien normal. Mais je ne vois pas, cependant, que cet abus certain ait été illégitime ; et je reste un peu impénitent.

Toutefois, je rappelle à M. Billberg que je n'ai pas encore fait acte d'adhésion totale à la doctrine collectiviste. Plus j'affectionne l'ordre social qu'elle rêve et plus je la blâme de son étroitesse, de son intransigeance, de son exclusivisme. Ses moyens sont trop souvent en opposition avec sa fin.

Je demeure positiviste, Monsieur Billberg, car je n'oublie pas qu'on ne civilise, qu'on ne « socialise », puisque le mot est à la mode, qu'en moralisant.

V.-E. Pépin.

---

## II. — LE PARI SUR DIEU

Monsieur le Directeur,

Pascal, dans un raisonnement célèbre, a eu l'étrange idée d'appliquer le calcul des hasards à l'apologie de la religion et à la conversion des « incrédules ». Les littérateurs et les philosophes qui, à un point de vue moral ou métaphysique, ont critiqué l'argument dont il s'agit, se bornent à dire, en ce qui concerne le point de vue mathématique, qu' « il n'y saurait être question de fautes de calcul ». Or, je crois avoir les meilleures raisons de penser que les calculs de Pascal sont au contraire fort défectueux : ils le sont à tel point, que je me suis longtemps refusé à admettre, relativement au texte du « pari », la vraisemblance d'une interprétation mathématique. Adoptant toutefois, bien qu'à regret, la supposition que j'avais commencé par écarter, et prêtant à l'auteur des *Pensées* le dessein d'instituer une démonstration technique, j'ai cru devoir résumer en quelques pages les considérations fort simples, d'ordre essentiellement positif, qui suffisent, selon moi, à en faire ressortir l'inqualifiable faiblesse.

Il m'a semblé, Monsieur le Directeur, que cette étude était de nature à intéresser plus spécialement les lecteurs de la *Revue Occidentale*, et c'est pourquoi, bien qu'étranger à la *Société posi-*

*tiviste*, je prends la liberté d'en solliciter de vous l'insertion : je vous serais très reconnaissant, si vous le jugez à propos, de vouloir bien la publier.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments respectueux.

Ch. RIQUIER,
Professeur de Calcul différentiel et intégral
à l'Université de Caen.

Caen, le 22 juillet 1901.

I.

« La théorie des hasards consiste, dit Laplace, à réduire tous les événements du même genre à un certain nombre de cas également possibles, c'est-à-dire tels, que nous soyons également indécis sur leur existence ; et à déterminer le nombre des cas favorables à l'événement dont on cherche la probabilité. » La mesure de cette *probabilité* est ainsi une fraction ayant pour numérateur le nombre des cas favorables, et pour dénominateur le nombre total des cas possibles.

Dans un jeu de hasard, on nomme *espérance mathématique* du joueur le produit du gain espéré par la probabilité de l'obtenir.

Par exemple, si l'on joue à *pile* ou *face*, avec promesse d'un gain de 100 francs pour qui tourne face, la probabilité pour que l'on gagne est $\frac{1}{2}$, et l'espérance du joueur est $100 \times \frac{1}{2}$ ou 50 francs.

Si une urne contient sept boules blanches et trois noires, et que le jeu consiste à retirer une boule de l'urne, avec promesse d'un gain de 100 francs pour qui retire une boule noire, la probabilité pour que l'on gagne est $\frac{3}{10}$, et l'espérance du joueur est $100 \times \frac{3}{10}$ ou 30 francs.

L'étude raisonnée d'un *pari* consiste à rechercher, d'après la considération de l'espérance mathématique, quel est le parti le plus avantageux.

Nous distinguerons, dans ce qui suit, le *pari idéal* et le *pari réel*. Dans le pari idéal, la répartition des chances est, comme le gain, une donnée arbitraire : ce n'est évidemment qu'à titre de calcul auxiliaire que l'étude d'un semblable pari se rattache à la théorie des hasards. Le pari réel est, au contraire, une question de mathématique appliquée, où la répartition des chances, loin de constituer une donnée arbitraire, doit être déterminée d'après l'ensemble de toutes les conditions qui règlent le pari ; cette détermination, souvent fort délicate, une fois effectuée, le pari réel se trouve ramené à un pari idéal, et la question de mathématique appliquée à une pure question de calcul.

Pascal, dans un argument célèbre, a eu l'étrange idée d'appliquer le calcul des hasards à l'apologie de la religion. Voici, en effet, comment il pose la question de la croyance en Dieu.

Considérons un Dieu, d'existence hypothétique, que nous supposerons doué de l'attribut suivant : ce Dieu exige de l'homme le renoncement à une certaine somme de félicité terrestre, et lui promet en retour, après la mort, une récompense infinie ; quant à ses autres attributs possibles, ils ne sont, dans la question actuelle, d'aucun intérêt. En conséquence, si l'on convient de nommer *enjeu* la somme de félicité terrestre à laquelle il s'agit de renoncer, il suffira, pour définir Dieu, de spécifier l'enjeu et la récompense. Renoncer à l'enjeu dans l'espoir de la récompense, c'est *parier pour Dieu*, qui, s'il existe, dédommagera le joueur ; garder l'enjeu et abandonner l'espoir de la récompense, c'est *parier contre Dieu*. Est-il infiniment avantageux de parier pour ? L'espérance mathématique du joueur qui risque son enjeu est-elle infiniment supérieure à cet enjeu ? Telle est la question que Pascal n'hésite pas à résoudre affirmativement, et dont l'étude raisonnée constitue l'objet du présent article.

2.

Il nous faut tout d'abord, abstraction faite des conditions réelles du pari sur Dieu, présenter, relativement au calcul de l'espérance, quelques observations d'une importance capitale.

Dans tout pari idéal, on spécifie arbitrairement, avec l'enjeu et le gain, la répartition des chances. En supposant, comme nous le ferons désormais, que le gain ait été évalué par rapport à l'enjeu pris pour unité, on doit, conformément à la définition de l'espérance, multiplier cette valeur par la probabilité du gain, et l'étude raisonnée du pari consiste alors à rechercher si le produit ainsi obtenu est ou non supérieur à 1.

L'exécution d'un pareil calcul ne présente aucune difficulté, lorsque le gain et la répartition des chances ne comportent, dans leurs définitions respectives, aucune considération d'infini : mais il n'en est pas de même dans le cas contraire ; la seule méthode possible consiste alors à former l'expression algébrique de l'espérance, en supposant d'abord finis les éléments infinis qui entrent dans les définitions respectives de ses deux facteurs, puis à examiner comment l'expression se comporte dans l'hypothèse d'une croissance indéfinie de ces éléments. C'est ainsi que nous allons procéder dans les quelques exemples qui suivent.

Premier Pari idéal. — Le gain consiste en une vie, ou très heureuse, ou infiniment heureuse, dont la durée est infinie ; et il y a, contre une chance de gain, un nombre fini (entier ou fractionnaire) de chances de perte.

En désignant par C le nombre des chances contraires, par D un *coefficient de durée*, et par F un *coefficient de félicité*, l'espérance mathématique du joueur se trouve représentée par la fraction $\frac{D\,F}{1+C}$.

Cela étant, on doit supposer :

ou C, F fixes et D infini ;

ou C fixe, et D, F infinis.

Dans l'un et l'autre cas, l'espérance mathématique est évidemment infinie.

Deuxième Pari idéal. — Le gain consiste, soit en une vie heureuse de durée infinie, soit en une vie infiniment heureuse de durée finie ; et il y a, contre une chance de gain, un nombre infini de chances de perte.

Nous devons supposer actuellement que C est infini, et qu'un seul des coefficients D, F est infini, l'autre restant fixe :

or, il est facile de voir que la limite vers laquelle tend, en pareil cas, l'espérance mathématique est essentiellement variable avec la relation que l'on établit entre les deux quantités infinies.

Considérons, en effet, pour fixer les idées, le cas où C et D sont infinis, F restant fixe. Si l'on désigne par $t$ une variable positive, et que l'on pose $D = t^2$, $C = t$, l'espérance augmente indéfiniment avec $t$; si l'on pose, au contraire, $D = t$, $C = t^2$, elle tend vers zéro pour $t$ infini; si, désignant par $\alpha$ un nombre fixe arbitrairement choisi, on pose $D = \alpha t$, $C = t$, elle tend vers $\alpha F$ pour $t$ infini.

Si, au lieu de supposer C et D simultanément infinis, on suppose qu'ils le sont *successivement*, et que l'on fasse *d'abord* C, *puis* D infinis, on obtient la limite zéro après la première partie de l'opération, par suite aussi après la seconde. Si l'on procède dans l'ordre inverse, le résultat, au lieu d'être nul, est infini.

La considération de l'espérance mathématique ne nous fournit donc, en pareil cas, aucune indication sur le parti que nous devons prendre.

Troisième Pari idéal. — Le gain consiste en une éternité de vie infiniment heureuse, et il y a, contre une chance de gain, un nombre infini de chances de perte.

L'espérance mathématique du joueur est, cette fois encore, complètement indéterminée. Nous devons supposer, en effet, que C, F, D sont tous trois infinis : or, si l'on pose $C = t$, $F = t$, $D = t$, l'espérance augmente indéfiniment avec $t$; si l'on pose $C = t^2$, $F = t$, $D = t$, elle tend vers zéro pour $t$ infini; si l'on pose $C = t^2$, $F = \alpha t$, $D = t$, elle tend vers $\alpha$ pour $t$ infini (1).

L'indétermination ne disparaît pas, alors même qu'on s'astreint (comme l'a fait Pascal dans l'argument ci-dessus mentionné) à ne supposer D infini que *postérieurement* à C et F. Si l'on pose, en effet, $F = \alpha C$, et que l'on fasse croître indé-

(1) Les fonctions infinies de $t$ que l'on substitue à C, F, D peuvent même être choisies de telle façon, que l'espérance ne tende vers aucune limite pour $t$ infini : c'est ce qui arrive, par exemple, si l'on pose $C = t^2$, $F = t\,(1 + \sin^2 t)$, $D = t$.

finiment, *d'abord* C, *puis* D, on obtient, après la première partie de l'opération, la limite D $\alpha$, qui ensuite augmente indéfiniment avec D; si l'on refait ce même calcul en posant $F = \alpha \sqrt{C}$ au lieu de $F = \alpha$ C, on obtient la limite zéro après la première partie de l'opération, par suite aussi après la seconde : en sorte que le résultat définitif est ici zéro ou l'infini, suivant la relation que l'on commence par établir entre F et C.

Ainsi, même en s'astreignant à ne supposer D infini que postérieurement à F et C, la considération de l'espérance mathématique ne nous fournit, cette fois encore, aucune indication sur le parti que nous devons prendre.

CONCLUSION GÉNÉRALE. — Le gain étant supposé infini, s'il n'y a, contre une chance de gain, qu'un nombre fini de chances de perte, l'espérance mathématique est elle-même infinie; mais s'il y a, contre une chance de gain, un nombre infini de chances de perte, l'espérance mathématique est *indéterminée.*

3.

Dans le pari (réel) sur Dieu, le gain consiste, comme on sait, en une éternité de vie, ou très heureuse, ou infiniment heureuse : que pouvons-nous penser de la répartition des chances? Rien, à la vérité, qui nous soit favorable. On ne saurait nier sans doute (et il n'y a à cela rien d'étonnant) que le culte de la Science développe, chez un grand nombre de savants, la croyance à un Ordre absolu qui réglerait l'Univers : mais quant à un Dieu exigeant, en échange d'une éternité bienheureuse, le renoncement à la félicité terrestre, c'est là une conception dont les origines, fort complexes, ne se rattachent *en rien* à l'étude désintéressée de la Nature. Le degré de croyance raisonnée qu'il convient de lui accorder ne peut donc se mesurer par aucune fraction, si petite qu'elle soit, et nous devons, éliminant comme une simple cause d'erreur la séduction du bonheur futur, considérer l'existence effective d'un pareil Dieu, sinon comme absolument impossible (car elle n'implique pas contradiction), du moins comme

infiniment improbable; nous devons, en un mot, assimiler le pari (réel) sur Dieu au deuxième ou au troisième cas idéal, où il y a, contre une chance unique de gain, un nombre infini de chances de perte.

Cela posé, et l'espérance mathématique étant, dans ces deux cas idéaux, complètement indéterminée, le raisonnement du pari ne peut aboutir à quelque conclusion ferme que si l'on parvient à établir, entre le gain infini et le nombre infini des chances défavorables, quelque relation positive permettant de lever l'indétermination. Est-ce possible? Evidemment non, et la question même est insensée.

C'est, comme on le voit, l'avortement complet du pari sur Dieu (1).

4.

Il nous reste à examiner par suite de quels sophismes Pascal a pu aboutir à une conclusion différente. Indiquons tout d'abord, d'une façon aussi précise que possible, le sens qu'il convient, selon nous, d'attribuer au célèbre passage des *Pensées* (2).

*A.* — Imaginez que l'on vous force à parier sous les condi-

(1) Voici comment Laplace traite la question. Adoptant, avec l'Eglise, le point de vue positif de la *révélation*, le grand analyste ne considère l'étude du pari sur Dieu que comme une application des théories relatives à la probabilité des témoignages. « Des témoins attestent, dit-il, qu'en se conformant à telle chose, on jouira, non pas d'une ou de deux, mais d'une infinité de vies heureuses. » Cela étant, il fait observer que, « si les témoins trompent, ils ont le plus grand intérêt, pour accréditer leur mensonge, à promettre une éternité de bonheur », et il en déduit, par des considérations tirées de l'analyse des probabilités, que l'espérance mathématique du joueur qui parie pour Dieu est inférieure au quotient $\frac{n}{1+n\alpha}$, où $n$ désigne le nombre des vies heureuses promises, et $\alpha$ une constante positive moindre que 1; comme ce quotient tend, pour $n$ infini, vers la limite $\frac{1}{\alpha}$, l'espérance mathématique n'est pas infinie, « ce qui détruit l'argument de Pascal ». — Cette réfutation, toutefois, ne nous semble pas complète : car elle suppose que chacune des vies successives est très heureuse *sans l'être infiniment*.

(2) Art. X, 1, édit. Havet. Ce passage est par lui-même fort obscur, et nous ne donnons ici qu'une paraphrase du texte.

tions suivantes : si vous gagez que Dieu n'est pas, vous gardez votre enjeu sans rien gagner; si vous gagez que Dieu est, vous courez des risques égaux, soit de perdre votre enjeu, soit d'en gagner deux fois la valeur : cela étant, vous pourriez gager que Dieu est. Imaginez que l'on vous force à parier sous les mêmes conditions, avec cette seule différence qu'il y ait maintenant trois vies à gagner contre une : puisque vous êtes forcé de parier et que les risques sont égaux, vous seriez imprudent de ne pas hasarder votre vie pour en gagner trois. Vous le seriez, à plus forte raison, s'il s'agissait d'en gagner quatre, cinq, etc. Que dire alors du cas où, le jeu étant obligatoire et les risques égaux, il y a à gagner contre une vie toute une éternité de vie et de bonheur?

*B.* — Imaginez maintenant que l'on vous force à parier sous les conditions suivantes : il y a, par hypothèse, une chance pour que Dieu soit, et une infinité de chances pour qu'il ne soit pas; celui qui gage que Dieu n'est pas garde son enjeu sans rien gagner; celui qui gage que Dieu est, risque, suivant qu'il est ou qu'il n'est pas, de gagner deux vies infiniment heureuses ou de perdre son enjeu : cela étant, vous auriez raison de risquer votre enjeu pour avoir deux vies infiniment heureuses; à plus forte raison pour en avoir trois, quatre, etc. Mais il y a ici une infinité de vies infiniment heureuses à gagner, un hasard de gain contre un nombre infini de hasards de perte, et ce que vous risquez est fini. Le partage est tout fait. Partout où est l'infini, et où il n'y a pas infinité de hasards de perte contre celui de gain, il n'y a point à balancer, il faut tout donner (1).

(1) Il me paraît on ne peut plus vraisemblable de supposer que Pascal, après avoir parlé de *deux* et *trois* vies, sous-entend les mots « *et cætera* », « *et ainsi de suite indéfiniment* ». Telle n'est pas l'interprétation de M. Lachelier, qui, dans un article récent (*Notes sur le Pari de Pascal, Revue Philosophique*, juin 1901), prête à Pascal le raisonnement suivant :

« Si, avec une seule chance favorable contre une infinité de chances défavorables, le gain consiste en une éternité de vie et de bonheur (c'est-à-dire en un nombre infini de vies dont chacune est très heureuse sans l'être infiniment), l'espérance mathématique est la même que si, *à chances égales*, le gain se composait de *deux* éléments, savoir : une durée de vie ordinaire, plus un bonheur très grand. *Cela étant admis,*

Pascal, on le voit, considère comme inévitable l'alternative du pari pour ou contre Dieu : c'est ce qui a lieu en effet chez les peuples de civilisation chrétienne, où le Dieu des religions positives exige de l'homme le renoncement à lui-même en échange d'une éternité infiniment heureuse.

Ce premier point étant acquis, il est facile de démêler, dans le passage ci-dessus, deux raisonnements distincts.

L'un, exposé dans l'alinéa *A* et la deuxième partie de l'alinéa *B*, consiste à supposer fini le nombre des chances de perte, et à assimiler ainsi le cas réel au premier cas idéal. Pascal va même jusqu'à dire (alinéa *A*) qu'il n'y a contre une chance de gain qu'une seule chance de perte. Une pareille affirmation n'aurait assurément rien de choquant, si, entre l'existence ou la non-existence de Dieu, tel qu'il est défini dans le pari, les consi-

et en convenant expressément, d'autre part, de ne tenir compte, dans l'estimation d'un pareil gain, que du nombre des éléments qui le constituent, non de leur valeur intrinsèque (car un bonheur très grand vaut plus que la vie), l'espérance mathématique devient évidemment celle du joueur qui, à chances égales, risque un pour gagner deux; elle est, par suite, *égale* à l'enjeu.

« Si, avec une seule chance favorable contre une infinité de chances défavorables, le gain consiste en une infinité de vies infiniment heureuses (c'est-à-dire en un nombre infini de vies dont chacune est infiniment heureuse), l'espérance mathématique est la même que si, *à chances égales*, le gain se composait de *trois* éléments, savoir : vie et bonheur comme dans le cas précédent, plus la multiplication de ce bonheur par un infini, soit de degré, soit de durée. *Cela étant admis*, et en convenant, comme tout à l'heure, de ne tenir compte, dans l'estimation d'un pareil gain, que du nombre des éléments qui le constituent, non de leur valeur intrinsèque (car le bonheur vaut plus que la vie, et un bonheur infini, infiniment plus), l'espérance mathématique devient évidemment celle du joueur qui, à chances égales, risque un pour gagner trois; elle est, par suite, *supérieure* à l'enjeu.

« Nous *pouvons* donc jouer dans le premier cas, et nous le *devons* dans le second. »

Cette opposition entre les deux cas ne me paraît pas justifiée. Effectivement, pour calculer, dans le premier, la valeur de l'espérance mathématique, il faut donner à F une valeur finie, mais très grande, et supposer C, D infinis. Or, en faisant $C = D$ (hypothèse arbitraire, à la vérité, mais qui est bien, je crois, celle que M. Lachelier attribue à Pascal), la fraction $\frac{D}{1+C}$ ou $\frac{D}{1+D}$ a pour limite l'unité, et il reste, *toutes chances éliminées*, une espérance mathématique égale à F, c'est-à-dire à $1 + (F - 1)$; le nombre F étant supposé très grand, $F - 1$ est évidemment très supérieur à 1; en convenant néanmoins de ne le consi-

dérations tirées de la réalité nous laissaient également indécis : car, lorsque nous ne sommes pas plus autorisés à nier l'existence d'une chose qu'à l'affirmer, il y a, *par définition même*, une chance sur deux pour que cette chose existe. Mais dans le cas actuel, il en est, comme on l'a vu, tout autrement, et il paraît impossible d'admettre, non seulement qu'il y ait chances égales de gain et de perte, mais même qu'il y ait, contre une chance de gain, un nombre fini de chances de perte : c'est ce qui enlève toute valeur au premier raisonnement de Pascal.

L'autre raisonnement, exposé dans la première partie de l'alinéa *B*, consiste à répartir les chances aussi défavorablement que possible, et à supposer que la perte, sans être absolument certaine, est infiniment probable ; à assimiler, en un mot, le cas réel au troisième cas idéal. Pour rendre son argumentation plus saisissable, Pascal, comme dans l'alinéa *A*, suppose tour à tour qu'il y a 2, 3, 4, etc., vies heureuses à gagner ; il admet d'ailleurs implicitement, sans qu'on en puisse deviner la raison, que le coefficient de félicité et le nombre des chances contraires sont deux infinis égaux entre eux : grâce à cette inexplicable pétition de principe, le second raisonnement aboutit, comme le premier, à une conclusion favorable au pari pour Dieu ; mais il n'a pas plus de valeur.

Quant au passage qui suit, commençant par ces mots :

dérer que comme égal à 1, l'espérance mathématique devient, toutes chances éliminées, égale au *double* de l'enjeu, ce qui entraîne *l'obligation* de jouer.

Ainsi, pour que le raisonnement imaginé par l'éminent philosophe pût être attribué à Pascal, il faudrait d'abord que, dans l'addition de certaines quantités, Pascal eût volontairement fait abstraction de leur valeur, même très grande, même infinie, pour n'avoir égard qu'à leur nombre; il faudrait ensuite qu'il eût posé mentalement $C = 2D$, c'est-à-dire qu'il eût considéré le nombre des chances défavorables et le coefficient de durée comme deux infinis doubles l'un de l'autre.

Or, rien ne semble moins naturel que la première de ces deux conventions. Quant à la seconde, $C = 2D$, elle n'est, en réalité, pas plus arbitraire que la convention $C = D$, mais Pascal n'a certainement pas songé à la poser : car il ressort clairement de l'ensemble du passage à interpréter que lorsqu'il fait intervenir, avec un nombre infini de chances défavorables, un coefficient infini (soit de durée, soit de félicité), ces deux infinis sont, dans sa pensée, égaux entre eux.

« Car il ne sert de rien de dire », et finissant ainsi : « Si les hommes sont capables de quelques vérités, celle-là l'est », je me sens un peu embarrassé pour en parler, n'ayant pu réussir (à moins d'en supprimer quelque ligne) à lui donner une interprétation qui soit toujours d'accord avec elle-même (1). Pascal y dit en effet : « Il y a, à la vérité, infinité (c'est-à-dire rapport infini) entre la certitude de gagner et la certitude de perdre. Mais la proportion entre l'incertitude de gagner et la certitude qu'on hasarde, est la même qu'entre le nombre des hasards de gain et celui des hasards de perte, et de là vient que, etc... » Or, pour que le rapport de deux quantités (finies) soit infini, il est nécessaire que la seconde soit nulle ; il faut donc, dans le cas actuel, que la certitude de la perte soit mesurée, comme celle du gain, à l'aide des chances de *gain* qui lui correspondent (et dont le nombre est zéro) : mais alors comment se fait-il que, pour comparer l'incertitude du gain à la certitude du risque, il faille mesurer la première à l'aide des chances de *gain* et la seconde à l'aide des chances de *perte?* C'est ce que je n'ai pu comprendre. — Abstraction faite de cette incohérence, le passage en question ne fait d'ailleurs qu'insister avec force sur la valeur essentiellement

(1) Voici le passage dans son entier, à de très légères variantes près : « Car il ne sert de rien de dire qu'il est incertain si l'on gagnera, et qu'il est certain qu'on hasarde; et que l'infinie distance qui est entre la *certitude* qu'on s'expose et l'*incertitude* si l'on gagnera, rétablit l'égalité entre le bien fini, qu'on expose certainement, et l'infini, qui est incertain. Cela n'est pas : ainsi, tout joueur hasarde avec certitude pour gagner avec incertitude, et néanmoins il hasarde certainement le fini pour gagner incertainement le fini, sans pécher contre la raison. Il n'y a pas infinité de distance entre cette certitude qu'on s'expose et l'incertitude du gain; cela est faux. Il y a, à la vérité, infinité entre la certitude de gagner et la certitude de perdre. Mais la proportion entre l'incertitude de gagner et la certitude qu'on hasarde est la même qu'entre le nombre des hasards de gain et celui des hasards de perte, et de là vient que, s'il y a autant de hasards d'un côté que de l'autre, le pari est à jouer égal contre égal; et alors la certitude qu'on s'expose est égale à l'incertitude du gain : tant s'en faut qu'elle en soit infiniment distante. Et ainsi notre proposition est dans une force infinie, quand, à un jeu où l'on risque également soit de gagner, soit de perdre, il n'y a, avec l'infini à gagner, que le fini à hasarder. Cela est démonstratif; et si les hommes sont capables de quelques vérités, celle-là l'est. » *Pensées*, art. X, 1, édit. Ravet.

positive (1), $\frac{1}{2}$, qu'il convient, selon Pascal, d'attribuer à la probabilité du gain, et sur l'infinité qui en résulte pour l'espérance mathématique.

En résumé, l'argument de Pascal contient deux raisonnements distincts : l'un, dont la déduction est irréprochable, repose sur un principe inadmissible concernant la répartition des chances; l'autre, où la répartition des chances semble conforme aux exigences de la logique, ne tient aucun compte des propositions les plus élémentaires sur les rapports d'infinis, et aboutit ainsi à une conclusion favorable au pari pour Dieu, alors qu'il devrait, selon les règles de l'algèbre, aboutir à l'indétermination (2).

Dans un article publié il y a quelques mois (3), je me suis efforcé d'interpréter le texte de Pascal sans recourir aux considérations mathématiques; me plaçant aujourd'hui à un point de vue tout différent, j'ai prêté à l'auteur des *Pensées* le dessein d'instituer un raisonnement technique, fondé sur le calcul des probabilités : mais, quelque supposition qu'il plaise d'adopter, les conclusions auxquelles je parviens dans l'un et l'autre cas s'accordent à ne voir, dans le fameux « pari », que la plus pitoyable des argumentations.

Ch. Riquier.

---

## III. — QUESTION DES BOURSES D'ENSEIGNEMENT

Quelle sera, dans l'avenir, la caractéristique du siècle qui vient de finir? Nous croyons qu'on peut, dès maintenant, répondre : c'est la prise de possession par l'humanité des ressources de sa planète, prise de possession rendue possible

(1) Supérieure à zéro, non infiniment petite.

(2) C'est ce que ne dit pas M. Lachelier, dont la critique, toute métaphysique, ne porte que sur le premier raisonnement de Pascal et sur le sophisme qui en est la base (*Revue philosophique*, juin 1901).

(3) Dugas et Riquier, *Le Pari de Pascal*, § III (*Revue philosophique*, septembre 1900).

par une magnifique explosion de découvertes et d'inventions, qui marquera un moment unique dans l'histoire de la civilisation, celui de l'asservissement des forces de la nature. C'est avec fureur que, par la seule poussée des intérêts individuels, on s'est mis et on se met de plus en plus à rechercher toutes les forces et toutes les richesses réparties à la surface ou dans les profondeurs de la terre.

Dans le monde intellectuel et moral, il y a aussi des forces, des richesses qu'il faut rechercher et utiliser en vue d'améliorer et d'accroître leur rendement. Nous voulons dire que tout enfant supérieurement doué est une force latente qui, ignorée et s'ignorant, peut être perdue; qui, découverte, mise en valeur, peut enrichir le patrimoine social. L'initiative privée nous paraît inapte à faire cette recherche; c'est plutôt à l'Etat qu'il appartient d'agir. C'est la société elle-même qui, dans son propre intérêt, doit offrir aux enfants ou aux jeunes gens présumés capables de restituer largement les dépenses faites pour eux le degré d'instruction qui est en rapport avec leurs capacités.

Comment s'opérera la recherche et la mise en valeur des richesses intellectuelles?

Il faut d'abord supposer préexistante une organisation complète de l'instruction primaire élémentaire. Cette condition est maintenant remplie de la manière que l'on sait. Rappelons seulement que le budget de l'instruction primaire, qui était de 12 millions à la fin du second Empire, s'élève aujourd'hui à environ 100 millions, sans compter les dépenses des départements et des communes. C'est là une conséquence heureuse de notre régime démocratique, et tout à l'honneur de la troisième République, qui a aussi beaucoup fait pour l'enseignement supérieur, mais relativement négligé l'enseignement secondaire. Cela se comprend, car il fallait aller au plus pressé, qui était de réparer, dans ce qu'elles avaient de plus criant, les injustices ou les erreurs des régimes antérieurs, où l'influence de la classe bourgeoise restait encore tout à fait prédominante. Or, la bourgeoisie recevait satisfaction avec l'organisation actuelle de l'enseignement secondaire qui lui assure à peu près le monopole de toutes

les carrières pour lesquelles le baccalauréat est exigé; n'ayant pas besoin de l'instruction primaire elle lui était en majorité indifférente, ou même, sentant en elle instinctivement une menace pour sa suprématie, elle lui était en partie hostile. D'autre part, les gouvernements ne pouvaient avoir que de la défiance pour l'instruction supérieure, parce qu'elle tend au développement des libertés politiques, et que ses membres les plus éminents appartenaient à l'opposition libérale.

Donc, il semble qu'il y ait dans l'enseignement secondaire une lacune à combler pour compléter l'œuvre démocratique de la troisième République : il faut le rendre accessible à tous ceux des enfants du peuple qui sont supérieurement doués, nous entendons accessible d'une manière pratique et efficace, et non pas seulement théoriquement, comme dans le système actuel d'obtention des bourses dont il convient que nous disions d'abord quelques mots.

### Critique de la manière de distribuer les bourses d'enseignement secondaire.

Si on examine les décrets et règlements relatifs à l'obtention des bourses d'enseignement secondaire, on y trouve, comme il fallait s'y attendre, la marque des divers régimes politiques.

Ainsi, le décret du 7 février 1852 réserve les bourses aux fils des fonctionnaires civils et militaires dépourvus de fortune. Le lycée contribue alors à recruter des fonctionnaires, fils de fonctionnaires. Il prépare la constitution d'une classe sociale.

Ce mode d'attribution trop exclusif a été modifié par le décret du 19 janvier 1881 (ministère Jules Ferry), dont voici l'article 2 : « Les bourses de l'Etat ne sont accordées qu'après enquête constatant l'insuffisance de fortune de la famille; elles sont conférées aux enfants qui se sont faits remarquer par leurs aptitudes, et particulièrement à ceux dont la famille a rendu des services au pays. » Et comme commentaire : « Le Conseil supérieur de l'Instruction publique a pensé que, sous notre régime démocratique, il importait de fournir aux jeunes gens particulièrement bien doués les moyens d'acquérir une

instruction qui ferait d'eux des citoyens utiles, et profiterait par cela même au pays. » Le lycée maintenant s'ouvre, en principe, non seulement aux fils de fonctionnaires, mais aussi aux fils des familles pauvres.

Enfin, le décret du 6 août 1895 semble révéler la préoccupation louable (sans doute parce que le besoin s'en était fait sentir) d'améliorer les épreuves d'admission de manière à s'approcher davantage du but à atteindre, qui est de choisir les plus dignes. Il institue deux espèces de bourses, savoir : les bourses d'essai accordées à partir de la classe de septième pour une année, renouvelables pour une deuxième année, et les bourses de mérite conférées d'une manière définitive aux enfants dont l'aptitude a été constatée pendant la période des bourses d'essai. Les boursiers de mérite restent en possession de leur bourse jusqu'à l'âge de dix-neuf ans.

Telles sont les grandes lignes de l'organisation actuelle des bourses. Elles montrent à peu près ce qu'on a voulu ; mais il faut chercher à se rendre compte de ce qu'on a obtenu.

La condition d'insuffisance de fortune est-elle généralement observée?

Les boursiers sont-ils une élite relative?

Les fils d'ouvriers ou de paysans sont-ils parmi eux en majorité, comme cela doit ou devrait être?

Ces questions sont de nature très délicate, puisque, pour y répondre d'une façon précise, il faudrait faire une enquête portant sur des noms propres. Seuls les maîtres de l'enseignement peuvent la faire; mais encore faudrait-il qu'ils ne fussent pas inquiétés pour la divulgation des faits sur lesquels ils appuieraient leurs avis.

Ils n'est pas nécessaire de faire partie du personnel enseignant pour répondre en gros, en bloc; il n'y a qu'à consulter ses souvenirs, et regarder autour de soi. On peut, on doit répondre nettement *non* à ces trois questions.

Nous tous qui avons été sur les bancs des collèges ou des écoles, nous savons bien qu'il y a une forte proportion des boursiers dont les parents sont dans une aisance au moins relative. Il ne pouvait guère en être autrement; car il ne suffit pas d'énoncer un desideratum dans un texte de loi ou de

décret pour changer la nature humaine ; il faut, en outre, pour assurer son exécution, prendre des précautions qui ne paraissent pas avoir été suffisamment prises, vu le résultat.

Nous savons aussi que la supériorité des boursiers sur leurs camarades, si elle existe, est bien légère. Cependant, cette création des bourses d'essai aurait dû amener d'autres conséquences, permettre d'éliminer radicalement non seulement les mauvais, mais même les médiocres, les passables. Mais à quoi peut-elle servir si à peu près la totalité des boursiers d'essai deviennent boursiers de mérite? Nous continuons à dire : cela devait être, du moment que le législateur ne s'est pas assez prémuni contre cette éventualité, qui est absolument contraire à ses intentions. Mieux que le *statu quo* vaudrait une mesure brutale et inflexible, telle que l'élimination d'un tant pour cent des boursiers d'essai à la suite de concours.

Dans quelles proportions relatives les différentes positions sociales bénéficient-elles des bourses? Seul le ministre de l'Instruction publique pourrait répondre par des chiffres; mais la vérité, nous la connaissons en gros : la majorité des boursiers sont fils de fonctionnaires, et plus particulièrement de militaires, de professeurs, d'instituteurs. Malgré la bienveillance que méritent des carrières peu rétribuées, n'y a-t-il pas là une déviation des intentions du décret du 19 janvier 1881, qui sans doute favorise, dans une certaine mesure, les fils de fonctionnaires, mais place en première ligne la considération de l'aptitude des enfants? Nous croyons pouvoir dire que la proportion des fils d'ouvriers et de paysans reste inférieure à un quart du total. Il est important de chercher à en connaître les raisons.

La principale est peut-être que l'initiative de la demande doit venir de la famille de l'enfant, ou de quelqu'un qui prenne sa place. Ainsi, il y a d'assez nombreux exemples d'enfants devenus plus tard célèbres parce qu'un hasard heureux les avait placés sur le chemin d'un homme clairvoyant et dévoué qui les avait poussés en avant. Il faut remplacer ce hasard par une organisation méthodique, s'imposant pour but de découvrir dans l'ensemble de la nation tous les enfants su-

périeurement doués. Peut-être peut-on dire qu'il existe un embryon de cette organisation dans la surveillance exercée par l'instituteur ou le curé. Naturellement, ceux-ci voient généralement un avenir pour les enfants qu'ils ont distingués dans la position sociale où ils se trouvent eux-mêmes, et ils les dirigent soit sur l'école normale, soit sur le séminaire.

Il faut dire aussi, pour expliquer l'abstention de la classe populaire, que le père de l'enfant, en supposant que son attention soit appelée sur la possibilité d'avoir une bourse, répugne à se lancer dans l'inconnu. Il craint, avec quelque raison dans l'état actuel de notre système d'instruction publique, que son fils ne réussisse pas à devenir un bourgeois, et n'ayant pas pris l'habitude du travail manuel, reste un déclassé. C'est là, en effet, une question qu'il est incapable de résoudre à lui tout seul, mais que la société doit résoudre à sa place, de manière à lui inspirer confiance et lui enlever la crainte que son enfant ne retombe à sa charge.

En résumé, l'organisation actuelle des bourses d'enseignement secondaire nous paraît mériter les reproches suivants :

La société, tout en posant un principe qui peut être fécond en heureuses conséquences, ne l'applique ni avec assez d'amplitude, ni avec assez de méthode, ni avec assez de justice.

Néanmoins, il y a un point important acquis, savoir la bonne volonté des législateurs. C'est ce qui peut encourager à chercher le mieux; mais nous croyons que, pour cette recherche, il faut nettement séparer les deux points de vue auxquels se place le décret du 19 janvier 1881, savoir : 1° l'aptitude de l'enfant, et 2° les faveurs à accorder aux fonctionnaires. Nous laissons absolument en dehors de notre étude la question de savoir s'il convient, et dans quelle mesure il convient de favoriser les fils de fonctionnaires, nous bornant à faire observer qu'on restera toujours libre de leur réserver, comme actuellement, des places dans les lycées. C'est des bourses accordées uniquement au mérite, sans intervention d'aucune autre considération, que nous allons nous occuper. Nous donnons pour suscription à l'exposé qui va suivre cette formule renouvelée de Sieyès :

*Quelle est, dans la distribution des bourses de mérite, la*

*part des fils d'ouvriers ou de paysans? Presque rien. Que doit-elle être? Presque tout.*

## Organisation proposée.

Voici les deux principes fondamentaux sur lesquels il faut faire reposer cette organisation :

1° Les divers degrés d'instruction au delà de l'instruction primaire élémentaire doivent être offerts à tous les enfants ou jeunes gens supérieurement doués, dans la mesure de leurs capacités ;

2° Ils ne doivent pas être donnés à titre d'aumônes, mais contre promesse de remboursement des dépenses. Il est, en effet, contraire à la dignité d'une démocratie de faire ou d'accepter des aumônes individuelles (sauf en ce qui concerne le soulagement de la misère), à plus forte raison si les bénéficiaires sont des citoyens déjà avantagés par la nature.

L'application de ces principes constituerait une véritable *expérience sociale.* C'est dire qu'elle ne devrait être faite qu'avec beaucoup de prudence et d'attention pour éviter les deux écueils qui ont si souvent retardé le triomphe d'idées justes, savoir : d'une part, la malveillance des adversaires empressés à tirer parti d'erreurs inévitables, mais rectifiables dans les périodes d'essai ; d'autre part, trop de précipitation du côté des amis au zèle parfois intempestif. Si c'est avec une entière conviction que nous posons les principes, ce n'est qu'avec appréhension et timidité que nous allons indiquer des solutions relatives à leur application, ou plutôt des bases de solutions, car c'est au corps universitaire qu'il appartiendrait de faire des règlements précis et détaillés, à la condition toutefois de choisir, pour composer une commission *ad hoc,* des hommes admettant la justesse des idées fondamentales. Nous prévenons que, quand il nous arrivera d'indiquer des chiffres, c'est uniquement pour fixer les idées et à titre de point de départ pour la discussion.

Si on veut rechercher les richesses minières d'un pays, on commence par l'explorer tout entier. De même, au début des investigations progressives que nous voulons établir, il faut

que l'attention se porte sur la *totalité* des enfants de la nation. Il faut, par des sélections successives, découvrir les mieux doués, et ensuite les meilleurs parmi ceux-là, de manière à constituer des échelons d'une valeur intellectuelle de plus en plus grande, qui reçoivent chacun une instruction appropriée.

*Première sélection.* — Elle est faite annuellement, dans l'intérieur de chaque canton, par une commission nommée à cet effet. A la fin de l'année scolaire, les instituteurs fournissent au président de cette commission la liste annotée de leurs élèves ayant eu onze ans avant le 1er janvier. La commission examine sommairement les mieux notés, ainsi que les enfants d'autres provenances, et du même âge, qui ont aussi demandé à concourir. Elle désigne ceux qui doivent être soumis à la deuxième sélection, et dont le nombre pourrait être, par exemple, de 3,000 à 5,000 pour la France entière, répartis dans tous les cantons, au prorata de leur population.

*Deuxième sélection.* — Le nombre des enfants est réduit à 1,000 par des examens plus attentifs que ceux de la première sélection. A cet effet, dans chaque département, les candidats sont internés pendant quelques jours, avant la fin des vacances, dans un établissement de l'Etat. Ils y sont examinés par une commission départementale. Les 1,000 enfants ainsi choisis sont envoyés, dans le courant d'octobre, dans des établissements régionaux créés pour les recevoir. Une première année y est employée à compléter leur instruction primaire. Elle sert de plus, et *surtout* à une

*Troisième sélection.* — Conservant seulement 500 élèves, lesquels passent dans les mêmes établissements une deuxième année, employée à leur donner l'instruction primaire supérieure.

A la fin de cette deuxième année, il y a bifurcation. Les 100 premiers élèves passent à l'instruction secondaire (quatrième sélection). Les 400 autres, continuant à rester dans les mêmes établissements, y reçoivent les instructions spéciales correspondant le mieux à leurs convenances et à leurs aptitudes particulières, généralement pendant deux ans, avec faculté de prolongation suivant la carrière choisie. La direction

de l'établissement intervient, pour ce choix, par la pression de ses conseils, ainsi que pour la recherche d'une position.

*Quatrième sélection.* — La constitution de ce groupe privilégié de 100 élèves, formant seulement la trois millième partie environ du contingent annuel de la France, est le but principal de notre organisation. Cette élite est envoyée dans un collège, *Collège Auguste Comte,* à créer dans la banlieue de Paris. Vu sa grande supériorité intellectuelle, et vu sa préparation antérieure, il lui suffira de quatre années pour recevoir une excellente instruction secondaire donnant accès à toutes les branches supérieures de l'activité nationale.

Mais puisque, par hypothèse, presque tous ces jeunes gens, âgés alors de dix-sept ans en moyenne, sont sans aucune fortune, il faut que, pendant quelques années encore, ils soient sous la tutelle, et plus ou moins à la charge de l'Etat, ce qui d'ailleurs ne serait pas une nouveauté, puisqu'il existe déjà des bourses d'enseignement supérieur. Ce serait là le couronnement de notre organisation. Il peut en être détaché pour être traité séparément, ce que nous n'avons pas l'intention de faire pour le moment.

### Observations relatives aux programmes.

Nous ne présentons de programmes des études ni pour l'instruction primaire supérieure, ni pour l'instruction secondaire. Nous n'avons pas pour cela la compétence nécessaire; mais il y a une autre raison qui suffirait aussi à elle seule : il convient de se conformer à cette méthode si employée dans les recherches scientifiques, consistant à isoler les questions pour mieux les résoudre. Or, que voulons-nous en ce moment? C'est faire passer dans les esprits notre conviction qu'il y a lieu à une exploitation méthodique et rationnelle par la société de toutes les forces intellectuelles. Les arguments que nous employons ne pourraient que perdre à être mêlés à des considérations accessoires divisant l'attention et suscitant des critiques qui pourraient rejaillir sur le principe lui-même. Voici, toutefois, quelques observations au sujet des programmes.

*Instruction primaire supérieure.* — De même que pour

l'instruction primaire élémentaire, la troisième République a beaucoup fait pour l'instruction primaire supérieure. Il existe de nombreuses écoles de cette catégorie répondant à différents besoins, notamment celles dont les programmes sont donnés par l'arrêté ministériel du 21 janvier 1893, consécutif au décret portant la même date. Ces programmes comportent trois années d'études qui peuvent être diversement employées, savoir : entièrement à l'instruction générale, ou bien, à partir de la deuxième année, à des instructions professionnelles réparties entre trois sections : agricole, industrielle et commerciale. Peut-être n'y aurait-il simplement qu'à les adopter, ou tout au plus à les modifier légèrement pour les accommoder aux conditions spéciales où nous nous trouvons : supériorité intellectuelle des élèves, convenance qu'il y a à rédiger le programme de la première année en vue de la quatrième sélection, c'est-à-dire en y comprenant des épreuves de nature à bien révéler les supériorités.

*Instruction secondaire.* — Les programmes actuels doivent évidemment être faits pour la moyenne des intelligences, tandis que nous nous trouvons en présence d'une élite excessivement élevée, capable de recevoir et de s'assimiler une nourriture beaucoup plus forte.

Une autre différence, aussi très importante, consiste dans la préparation antérieure fournie par d'excellentes instructions primaire élémentaire et primaire supérieure. Ces instructions forment des échelons bien distincts, tandis que l'instruction universitaire actuelle forme, pour les huit ou neuf années qu'elle retient l'enfant, un ensemble où toutes les parties se tiennent, où il y a un commencement, un milieu et une fin; de sorte qu'il est très préjudiciable de s'arrêter au cours des études. On peut dire que c'est alors avoir semé pour ne pas récolter, et que c'est un sûr moyen de produire des déclassés, car l'instruction des premières années consiste surtout en exercices de mémoire, qui sont dans les dernières années les bases du développement de l'intelligence.

Pour ces deux raisons, au moins, les programmes du collège Auguste Comte devront être sensiblement différents des programmes actuels.

### MOYENS D'EXÉCUTION.

Nous arrivons au point capital de l'organisation, savoir, aux moyens d'exécution sans lesquels il ne resterait, des idées que nous avons exprimées, qu'une dissertation philosophique.

Nous avons posé le principe de remboursement par les intéressés des dépenses faites pour eux. Voici, toutefois, des correctifs à ce que cette proposition, ainsi énoncée, pourrait avoir de trop absolu. Il faut, en effet, se garder d'introduire dans les lois sociales la rigueur de l'esprit géométrique, surtout si on fait une expérience importante dans laquelle on met en essai un principe qui rencontre encore beaucoup d'ennemis. L'histoire présente de nombreux exemples de retards apportés au triomphe définitif d'idées justes, parce qu'on avait d'abord manqué de prudence en voulant les pousser tout de suite jusqu'à leurs dernières conséquences. Donc, il y aurait lieu, au moins provisoirement, à un compromis entre le principe actuel de la gratuité des bourses et le principe nouveau de l'obligation du remboursement.

Cette obligation n'existerait qu'à partir de l'admission à l'enseignement primaire supérieur, de plus, avec des restrictions et beaucoup de ménagements. Le remboursement pourrait être décomposé en deux parties, savoir : une première partie, la plus petite, recouvrable au même titre que les contributions directes, suivant des conditions à déterminer; une deuxième partie pour laquelle il n'y aurait qu'un engagement moral et conditionnel du père, confirmé plus tard par le jeune homme à sa majorité. Nous faisons remarquer, heureux de ce patronage, que cet engagement moral est une idée renouvelée de Benjamin Franklin. Voici, en effet, quelle était la manière de faire l'aumône de cet homme si grand par sa vertu perspicace. S'il remarquait un jeune homme particulièrement bien doué, et en qui on pouvait avoir confiance, mais manquant de la somme nécessaire pour mettre le pied à l'étrier, il la lui fournissait à une condition : c'est que, plus tard, il rendrait le même genre de service sous la même ré-

serve. Nous irions même plus loin que Benjamin Franklin, car nos jeunes gens privilégiés devraient s'engager moralement, non seulement à rembourser, s'ils le peuvent, l'intégralité des dépenses faites, mais encore, s'ils arrivent plus tard à un très grand succès, à partager leurs bénéfices, dans une mesure laissée à leur appréciation, avec une caisse spéciale qui pourrait être baptisée : « *Caisse de l'enseignement public contre remboursement.* » On dira peut-être que nous nous faisons illusion sur les sentiments de reconnaissance, sur l'esprit de justice et de solidarité que nous supposons par avance. C'est, en tout cas, une illusion généreuse dont l'essai mérite d'être tenté, et dont les chances de succès dépendraient, en grande partie, du soin et de l'intelligence avec lesquels les sélections successives auraient été faites. C'est surtout à ce côté de la question que s'applique le mot : « *Expérience sociale* », que nous avons prononcé. Il comporterait nécessairement des tâtonnements inévitables.

## Résumé.

La société a un très grand intérêt à découvrir, à développer et à utiliser toutes les supériorités intellectuelles. C'est pour réaliser un progrès dans ce sens que nous venons d'exposer une organisation dont voici les bases :

1° Par des sélections successives, dont la première porte sur la totalité des enfants de la nation, découvrir les mieux doués, et ensuite les meilleurs parmi ceux-là, de manière à constituer des échelons d'une valeur intellectuelle de plus en plus grande. Arriver ainsi à choisir ceux auxquels on donnera soit l'instruction primaire supérieure, générale ou professionnelle, soit l'instruction secondaire dans des établissements à créer. Leur continuer ensuite la tutelle de l'Etat pour l'entrée dans une carrière, ce qui comporte éventuellement des bourses d'instruction supérieure pour les jeunes gens ayant reçu l'instruction secondaire;

2° Comme moyens d'exécution, au point de vue budgétaire, substituer au principe de la gratuité des bourses celui du remboursement des dépenses par les intéressés parvenus à l'âge

d'homme. Toutefois, subordonner cette substitution au but d'importance supérieure ci-dessus défini; c'est-à-dire ne la réaliser que dans la mesure où elle sera reconnue possible : au début, avec des restrictions et beaucoup de ménagements, sauf plus tard, s'il y a lieu, à serrer de plus près l'application du principe.

Si cette organisation est assez bien comprise pour faire émerger *les plus dignes*, ils n'auront pas de peine à rembourser les avances que l'Etat leur aura consenties. Aussi nous accumulons les précautions dans ce but : les enfants admis à l'instruction primaire supérieure sont désignés à la suite de trois sélections superposées, dont la troisième, se prolongeant pendant un an, offre toutes garanties d'impartialité; les enfants admis à l'instruction secondaire sont désignés par une quatrième sélection qui, elle aussi, est prolongée pendant un an. Mais, au début, il faut encore un autre genre de précautions, qui est de n'admettre parmi les élus que des nombres excessivement restreints, en se réservant, s'il y a lieu, de les augmenter progressivement, et peut-être finalement, au bout d'une ou de deux générations, dans une énorme proportion. En matière de progrès sociaux, c'est la durée d'une génération qui est l'unité de temps, et cela doit inviter à la patience.

Nous invoquons, à l'appui de cette *expérience sociale*, les sentiments de solidarité et de justice auxquels faisait si éloquemment appel le président Carnot, quand, le 24 juin 1894, jour de sa mort, il terminait ainsi son discours de réponse au maire de Lyon :

« *L'union de tous ses enfants* (de la France) *ne saurait davantage lui faire défaut pour assurer la marche incessante vers le progrès et la justice dont il lui appartient de donner l'exemple au monde.* »

## Observations.

Il conviendra, sans doute, pour les sélections successives, de ne pas se borner aux examens purement intellectuels, mais de tenir compte aussi, dans une certaine mesure, de la

santé et de l'énergie physique, qui sont des éléments importants de réussite dans la vie.

Il serait désirable encore de tenir compte du caractère et de la valeur morale; mais est-ce possible? Cela est d'une appréciation tellement difficile, que nous nous bornons à poser la question sans indiquer une solution.

*
* *

On est en droit d'espérer une grande surélévation de l'état psychologique dans les établissements dont nous demandons la création. En voici les raisons :

1° L'émulation produite par toutes ces sélections successives;

2° L'heureuse influence réciproque d'enfants ou de jeunes gens, tous supérieurement doués, les uns sur les autres. Quelle différence ce serait avec les établissements actuels, où il y a toujours une queue qui retarde la marche de la tête, aussi bien au point de vue moral qu'au point de vue intellectuel!

*
* *

On peut aussi espérer obtenir, au bout d'une génération, une modification heureuse de la mentalité des classes dirigeantes. A quelque parti politique qu'on appartienne, on ne peut pas ne pas reconnaître qu'il y a, dans la société, deux classes principales : la bourgeoisie et le peuple, dont le genre de vie et les intérêts ne sont pas tout à fait les mêmes, ce qui, inévitablement, entraîne une différence dans les idées, car, de très bonne foi, une classe sociale a en moyenne, l'histoire le montre, les opinions de ses intérêts; mais cette différence sera généralement d'autant moindre pour une famille bourgeoise considérée isolément, qu'elle sera plus rapprochée de l'origine commune qui est le peuple, c'est-à-dire issue du peuple depuis un moindre nombre de générations. Or, notre organisation augmenterait beaucoup l'influence, dans les classes dirigeantes, des hommes issus directement du peuple. Nous croyons qu'il faudrait s'en féliciter dans l'intérêt d'une plus grande paix sociale.

Lieutenant-Colonel REMY.

# IV. — NOTES PÉDAGOGIQUES

## I

## Un grand débat sur le travail manuel.

*(Suite.)*

### TROISIÈME PARTIE

*Le travail manuel et les classes ouvrières.*

M. Ries. — L'école primaire doit repousser l'introduction du travail manuel avec d'autant plus d'énergie que les classes ouvrières elles-mêmes, celles qui sont les défenseurs naturels des exigences de la vie pratique, ont toujours observé vis-à-vis de lui, malgré l'introduction de cet enseignement, depuis vingt ans, dans toutes les parties de l'Allemagne, et malgré la propagande active et savante de ses partisans, une attitude absolument froide, parfois nettement hostile.

Rig. — L'attitude a été la même, en France, chez un grand nombre d'ouvriers et de contremaîtres.

S'arrêter à de pareilles objections, c'est renoncer à combattre les préjugés. Beaucoup de gens ne peuvent pas admettre que les enfants apprennent autrement qu'ils n'ont appris eux-mêmes. Tel ancien élève de l'Ecole normale supérieure n'admet pas qu'un simple écrivain puisse connaître ses classiques aussi bien que lui. Si l'on trouve ce préjugé chez un homme instruit, pourquoi s'étonnerait-on de le rencontrer chez des ignorants? Chacun défend son gagne-pain et ses prérogatives. L'ancien normalien défend sa prétendue supériorité intellectuelle; l'ouvrier, son habileté technique, qu'il doit à une longue et rude expérience. Ce dernier se méfie de l'introduction du travail manuel dans l'école. Cela ne se faisait pas de son temps et ne peut pas être bon. C'est la résistance au changement, qui se manifeste au début de toute

innovation. Au fond, chacun redoute la concurrence. Si les nouveaux ouvriers se forment à l'école et qu'ils en sachent plus que les anciens, à quoi serviront les anciens, et comment vivront-ils? Le même raisonnement se reproduit dès qu'on invente une nouvelle machine. Si la machine fait le travail, que deviendra l'ouvrier? Que deviendra M. Ries, s'il est forcé d'enseigner le travail manuel, lui qui n'y croit pas, et qui n'y entend rien? M. Ries justifie à peine sa thèse. Il se borne à rappeler que les associations ouvrières n'ont jamais pris part à la propagande en faveur du travail manuel.

M. Ries. — Voici ma conclusion : personne ne veut du travail manuel dans l'école, ni les associations de travailleurs, ni le corps enseignant. Le travail manuel, plante de serre chaude, n'y peut pas vivre. L'école est bien comme elle est; il faut nous y tenir. Tenons-nous à ce que nous possédons, et soyons bien persuadés que, pour les peuples comme pour les individus, c'est l'esprit qui bâtit le corps.

Rig. — La vérité, c'est qu'il faut que le corps bâtisse d'abord l'esprit. Parvenu à un certain degré de culture intellectuelle, le professeur est porté, comme tous les parvenus, à méconnaître son humble origine. Telle est la bourgeoisie française qui, après être sortie du peuple, l'oublie et le renie. Elle ferait mieux de revenir à lui et de lui tendre la main, pour le guérir du mal de la haine.

L'introduction du travail manuel et de l'utile dans l'école, à tous les degrés, aura pour résultat de préparer et de hâter l'incorporation du prolétariat à la société moderne.

## II

### Le travail manuel a l'école.

M. X... vient de publier un livre sur le travail manuel à l'école. Je lui cède la parole pour entamer la discussion.

M. X... — L'article premier de la loi du 28 mars 1882 comprend au nombre des matières obligatoires de l'enseignement primaire : les éléments des sciences naturelles, physiques et mathématiques; leurs applications à l'agriculture, à l'hygiène,

aux arts industriels; travaux manuels et usage des outils des principaux métiers.

RIG. — Je regrette que l'article premier de la loi du 28 mars 1882 ne se borne pas à mentionner le travail manuel, comme on dit la musique et le dessin, ce qui implique l'usage des instruments de musique et de dessin. Pour apprendre le travail manuel, il faut apprendre un métier, comme on apprend à jouer d'un instrument de musique.

Si la loi du 28 mars 1882 a mentionné l'usage des outils des principaux métiers, c'est par une conséquence des idées métaphysiques qui dominent tout l'enseignement. Un métier déterminé, quel qu'il soit, a paru au législateur trop concret, trop particulier, trop grossier, trop terre à terre.

Etant donnés le texte de la loi et les habitudes d'esprit contractées par M. X... dans le milieu universitaire, son livre s'en déduit naturellement.

M. X... — Je demande, comme le regretté Paul Bert, que l'école primaire ne devienne pas une école professionnelle. Je crois qu'on n'en doit sortir ni menuisier, ni vigneron, mais je pense que l'enseignement scientifique ne doit pas rester dans le domaine de la théorie pure, que les applications pratiques aux diverses industries y doivent tenir une grande place.

RIG. — Ces idées ne sont particulières ni au regretté Paul Bert ni à M. X... Elles ont guidé, avant eux, les fondateurs de l'enseignement secondaire spécial, M. Duruy et ses collaborateurs, dont je m'honore d'avoir fait partie. Le terme d'école professionnelle est un mot malheureux et mal choisi. Les écoles de droit et de médecine sont plus professionnelles que toutes les écoles qu'on dénomme ainsi. Elles préparent à un seul grade, au grade de docteur en droit ou en médecine. Les écoles dites professionnelles préparent à toutes les industries. Les élèves n'en sortent ni menuisiers, ni vignerons, mais aptes à le devenir.

A leur sortie du lycée ou du collège, la plupart des élèves ne sont plus aptes à devenir menuisiers ou vignerons. Ils regardent ces professions comme au-dessous d'eux, ayant appris à mépriser le travail manuel et l'utile.

Je pense, comme M. X..., que l'enseignement scientifique ne doit pas rester dans le domaine de la théorie pure, et que les applications aux diverses industries y doivent tenir une grande place. Mais je voudrais renverser les termes du problème et mettre, au commencement de l'enseignement scientifique, les applications au lieu de la théorie.

On enseigne sommairement l'arpentage comme une application de la géométrie longuement étudiée. C'est par l'arpentage qu'il faudrait commencer. En exerçant les élèves au métier d'arpenteur, avant de leur enseigner la géométrie, on les initierait aux faits et aux termes géométriques. Le professeur ne donnerait plus à ses élèves la démonstration de faits qu'ils ignorent, au moyen d'un langage qu'ils ne comprennent pas.

M. X... — C'est encore la même pensée qui inspire la rédaction des nouveaux règlements, dans lesquels, en effet, il est recommandé aux instituteurs, en ce qui concerne l'enseignement du travail manuel, de donner de bonne heure à l'enfant ces qualités d'adresse et d'agilité, cette dextérité de la main, cette promptitude et cette sûreté de mouvements, qui, précieuses pour tous, sont plus particulièrement nécessaires aux élèves des écoles primaires, destinés pour la plupart à des professions manuelles.

Rig. — Il n'est possible d'acquérir ces qualités que par l'apprentissage d'un métier. C'est la seule méthode naturelle. Toute autre méthode est artificielle et illusoire.

M. X... — Sans perdre son caractère d'établissement d'éducation, et sans se changer en atelier, l'école primaire peut et doit faire aux exercices du corps une part suffisante pour préparer et prédisposer, en quelque sorte, les garçons aux futurs travaux de l'ouvrier, les filles aux futurs soins du ménage et aux ouvrages de femme.

Rig. — Il n'y a qu'un seul moyen pratique : faire travailler les garçons comme travaillent les apprentis et les ouvriers; faire exécuter aux jeunes filles des ouvrages de femme. Pour cela, il faut un atelier, soit à l'école, soit chez un patron, où l'on enverra les élèves.

C'est une erreur de croire qu'il existe des exercices prépa-

ratoires pouvant donner une adresse générale. Un métier donne une adresse particulière, limitée aux travaux de ce métier.

La gymnastique développe l'agilité des muscles des bras, des jambes et de tout le corps, sans aucun but utilitaire. C'est pourquoi elle a été momentanément en honneur dans l'Université, qui a le mépris de l'utile et l'amour du panache. Les différents sports, qu'on a substitués provisoirement à la gymnastique, ne s'implanteront pas en France. Ce sont des plaisirs de riches. La dépense, la perte de temps et la fatigue, parfois excessive, qui en résultent obligeront à y renoncer.

M. X... — Comment préparer les garçons aux futurs travaux de l'atelier, sans faire de l'apprentissage? Comment comprendre cette éducation générale applicable à tous les métiers?

Rig. — Voilà le problème métaphysique bien posé. C'est la recherche de la pierre philosophale et de la panacée universelle, appliquée à l'apprentissage de tous les métiers.

Il n'y a pas de métier général. Il n'y a que des métiers particuliers, qu'on peut apprendre successivement.

Il n'y a pas de science générale, qu'on puisse acquérir autrement que par l'étude des sciences fondamentales dont l'ensemble constitue la science générale.

L'enfant apprend à parler et à marcher par l'imitation, sans exercices préparatoires à la parole et à la marche. C'est ainsi qu'il faut lui enseigner le travail manuel.

M. X... — Examinons, pour cela, les qualités indispensables à tout bon apprenti. Cette analyse nous permettra de préciser davantage le caractère et la nature des travaux devant être exécutés à l'atelier scolaire.

Rig. — Vous mettez la charrue avant les bœufs. Les travaux d'atelier sont une réalité. Ils existent en dehors de l'école. Ce sont ces travaux-là qui développent les qualités de l'apprenti et du bon ouvrier. Il ne faut pas sortir de la réalité; autrement, les qualités que vous recherchez ne se développeront pas.

M. X... — Pour faire rapidement et avec fruit l'apprentissage d'un métier, un jeune garçon doit réunir les conditions

physiques et intellectuelles suivantes : adresse, sûreté du coup d'œil, esprit d'observation et de réflexion, instruction élémentaire en dessin et en système métrique.

RIG. — L'adresse et la sûreté du coup d'œil s'acquièrent par l'apprentissage, qui développe en même temps l'esprit d'observation et de réflexion. L'exercice d'un métier conduit au dessin et à l'idée de mesure. N'est-ce pas la nécessité d'exprimer, de transmettre et de conserver les idées industrielles qui a fait imaginer le dessin linéaire? L'idée et les procédés de mesure doivent avoir la même origine, puisque l'exécution du plus simple travail manuel oblige à prendre des mesures.

Il serait facile d'enseigner, dans les écoles, le système métrique en faisant exécuter aux enfants les principales opérations de mesurage et de pesage, non pas une fois, mais autant de fois qu'il serait nécessaire pour rendre toute erreur impossible de la part des élèves. Cela vaudrait mieux que de surcharger inutilement la mémoire des écoliers. Ils sont incapables de mesurer, de peser et de calculer exactement, après avoir appris et récité par cœur tout le système métrique, sans avoir fait une seule faute dans leur récitation. C'est un fait que chacun peut vérifier.

Le travail manuel n'a rien qui le précède, puisqu'il est à l'origine de toute société. On intervertit l'ordre de l'évolution humaine en présentant le travail manuel comme une conséquence de principes qu'il a servi à établir.

M. X... — L'adresse est indispensable à l'artisan.

RIG. — Certainement.

M. X... — Si certaines natures ont reçu ce don en naissant, on peut dire que généralement l'enfant naît maladroit.

RIG. — Très bien. C'est parfaitement observé.

M. X... — L'adresse se développe surtout par l'éducation, et d'autant plus vite que l'on procédera avec plus de méthode et de circonspection.

RIG. — On développe l'adresse des mains au moyen du travail manuel, tel qu'il est, sans y rien changer. La méthode et la circonspection résultent de la pratique du métier. C'est une faute de vouloir remplacer cette pratique par une conception théorique qui n'y saurait suppléer.

M. X... — Les premiers outils maniés ne demanderont presque aucun déploiement de force physique, comme la râpe, la scie à araser, le rabot, le ciseau, etc.

Rig. — Pourquoi cela? Il est bon, au contraire, que l'enfant déploie toute la force physique dont il est capable, afin d'entretenir cette force et de l'augmenter. L'enfant peut scier une planche, comme il scie un morceau de bois à brûler, en y déployant autant de vigueur. Il peut blanchir une planche, c'est-à-dire en faire disparaître les aspérités au moyen du rabot, jusqu'à ce qu'il ait acquis la force nécessaire pour manier le riflard et la varlope.

La varlope est l'outil fondamental du menuisier; comme la lime est l'outil du serrurier et du mécanicien; comme le marteau est celui du forgeron; la balance, celui du chimiste. L'enfant qui apprend à peser fait déjà de la chimie.

Il ne faut pas substituer des outils accessoires à l'outil essentiel du menuisier, ni remplacer l'opération fondamentale, qui consiste dans le dressage d'une planche, par des opérations secondaires. La râpe n'est pas un outil de commençant. On s'en sert pour finir certains ouvrages, et non pour les commencer.

La scie à araser est un outil de précision, délicat, difficile à manier. On l'emploie pour terminer un travail, pour faire un tenon, enlever le bois de chaque côté, supprimer l'extrémité du tenon qui dépasse la longueur de la mortaise dans un assemblage.

M. X... — Les manipulations effectuées n'exigeront que des mouvements élémentaires du bras et de l'avant-bras : le maniement de la râpe, trait de scie dans un morceau de faibles dimensions, rabotage sur champ, etc.

Rig. — Commencer par raboter sur champ est contraire à toute bonne méthode d'apprentissage. Commencer par limer sur champ serait également une faute pour l'apprenti serrurier, ajusteur ou mécanicien. Il faut d'abord raboter et limer sur plat. Autrement, on ne saura ni raboter, ni limer. C'est dans un morceau d'assez grande dimension qu'il faut apprendre à donner le trait de scie.

Quant au terme *manipulations* que M. X... emploie pour

désigner le travail manuel, je regrette cette expression prétentieuse. Au lieu d'assimiler le travail manuel à une manipulation de chimie, c'est le contraire qu'il faut établir. Le chimiste fait un travail manuel. Il y a un lien de solidarité réel, et non artificiel, entre le savant et l'ouvrier. On ne saurait trop signaler ce lien aux écoliers, dès le début de leurs études. Au lieu d'être des exercices rares et clairsemés, les manipulations devraient constituer d'abord tout l'enseignement élémentaire de la chimie.

M. X... — Ces travaux d'initiation ne sauraient guère être abordés avec fruit avant que l'enfant ait atteint l'âge de dix ans.

Rig. — Je crois qu'on pourrait commencer deux ou trois ans plus tôt. Il est plus facile et moins fatigant pour un enfant d'apprendre à raboter une planche que d'apprendre à lire. Dans toute société, le travail manuel a dû précéder l'écriture.

M. X... — Lorsque l'enfant aura acquis la force physique suffisante, quand sa main sera devenue plus sûre, il ne faudra pas craindre de lui faire manier de nombreux outils.

Rig. — Nous retombons ici dans l'erreur du texte de loi. Il s'agit, non pas d'apprendre à manier de nombreux outils, mais d'apprendre à travailler.

De même, dans l'enseignement littéraire, on devrait, non pas faire lire, traduire, expliquer ou commenter beaucoup d'auteurs, mais enseigner à écrire et à consulter les livres dont on a besoin. Un livre est un outil dont on se sert quand la nécessité s'en fait sentir, c'est-à-dire quand le travail l'exige. Le travail a précédé l'outil. La pensée a précédé le livre qui l'exprime. Il s'agit, en définitive, non pas de manier de nombreux outils, ni d'accumuler les exercices, mais de fournir un travail bien fait en se servant des outils nécessaires.

M. X... — Outre la variété des manipulations, apportant plus d'attrait dans le travail, on trouvera, avec des outils nouveaux et convenablement choisis, l'occasion de continuer et de parfaire l'éducation de la main, de rendre adroit.

Rig. — On deviendra adroit en s'habituant à bien travailler, à ne rien faire à peu près. On n'observe pas cette règle dans les écoles. On laisse faire aux élèves de mauvais de-

voirs, au lieu de leur apprendre à travailler. Personne n'a songé à organiser l'apprentissage scolaire. Le maître se borne à faire réciter les leçons et à corriger les devoirs.

Le travail manuel habitue l'élève à bien faire ce qu'il entreprend. Telle est la réalité. Il n'y faut substituer rien d'artificiel. Choisir les outils convenablement, c'est donner à l'écolier les outils nécessaires pour exécuter, dans les meilleures conditions, l'ouvrage qu'on lui a confié. On détourne l'enfant du travail manuel en le faisant travailler autrement qu'on ne travaille dans les ateliers, en dehors de l'école.

La variété des manipulations, suivant l'expression de M. X..., doit consister dans la suite naturelle des travaux courants d'un atelier, classés par ordre de difficultés, tels qu'on les fait exécuter à un apprenti, d'après son degré d'aptitude, d'adresse et de force physique. M. X... voudrait instituer une sorte de travail manuel abstrait, théorique, artificiel, conçu d'après une logique subjective, substituée à la logique de l'histoire et des faits.

M. X... — La sûreté du coup d'œil n'est pas moins indispensable que l'adresse, pour devenir un habile artisan.

Rig. — C'est en devenant un habile artisan qu'on acquiert l'adresse et la sûreté du coup d'œil. Vous renversez les rôles en voulant donner d'abord à l'écolier, pour l'exercice d'un métier, les qualités qui résultent de la pratique de ce métier, et qu'il est impossible d'acquérir autrement.

M. X... — Le travail de la matière d'œuvre, dans l'industrie, consiste dans la réalisation de formes géométriques presque toujours très simples : plans, prismes, cylindres, etc., et dans l'assemblage de ses formes. L'ouvrier, dont l'œil n'est pas exercé, obligé d'avoir constamment ses outils de mesure et de vérification à la main, produit évidemment beaucoup moins que celui qui sait découvrir à l'œil les moindres imperfections.

Rig. — Cette remarque est fort juste. C'est en ayant constamment à la main ses outils de mesure et de vérification que l'apprenti parvient peu à peu à s'en passer. C'est ainsi qu'il exerce son coup d'œil.

M. X... — La sûreté du coup d'œil peut également s'ac-

quérir par l'éducation, comme la sûreté de la main, et en même temps.

Rig. — C'est exact. Nous partons du même principe; mais nous en tirons des conséquences opposées.

M. X... — Il faudra pour cela, surtout au début, se limiter à des formes géométriques simples : droites, angles droits, carrés, rectangles... dont on s'efforcera de faire reconnaître les défauts d'exécution sans le secours d'aucun instrument. Le contrôle par les règles, équerres, outils à tracer ou à vérifier, sera fait ensuite pour s'assurer de l'exactitude des formes et rectifier les appréciations de l'œil.

Rig. — C'est tout le contraire d'une bonne méthode. C'est enlever les armes d'un soldat et lui dire de se battre sans ses armes pour apprendre à s'en servir. C'est dire à l'ouvrier de travailler sans ses outils. Une règle, une équerre, un compas et un mètre sont des outils au même titre que ceux qui façonnent la matière. L'apprenti doit faire très fréquemment, presque à tout moment, le contrôle que vous proposez de remettre au moment où le travail sera achevé. Autrement, l'ouvrage sera mal fait, manqué, gâté, irréparable. C'est pendant qu'on exécute le travail qu'il faut en faire la vérification et le contrôle, lorsqu'on est écolier ou apprenti. Devenu bon ouvrier ou maître, on n'a presque plus besoin de contrôler. On est la règle vivante. On a l'équerre et le compas dans l'œil. Encore faut-il s'en assurer dans les cas douteux.

Quand, au moyen du travail manuel, l'écolier aura pris l'habitude de consulter ses instruments de vérification, il agira de même dans tous les exercices scolaires. Il ne fera plus de dictées sans consulter sa grammaire et son dictionnaire.

M. X... — A ces conditions d'ordre physique, l'apprenti doit joindre l'esprit d'observation et de réflexion.

Rig. — Nous sommes d'accord; mais l'apprenti ne peut acquérir l'esprit d'observation et de réflexion, pour tout ce qui concerne son métier, qu'en exerçant ce métier.

M. X... — Nous n'apprendrons rien de nouveau à tous ceux qui ont fait leur apprentissage dans un atelier, en leur disant que l'enseignement du métier y est inconnu.

Rig. — Le métier, dans un atelier, s'enseigne par la pratique. C'est ainsi qu'il doit s'enseigner, et c'est seulement par ce moyen que l'enfant peut l'apprendre.

M. X... — Non seulement le compagnon n'explique pas à l'apprenti les manipulations les plus simples, mais encore il cache avec un soin jaloux ses tours de main, ses *secrets*. L'apprenti n'a d'autre ressource que de regarder et d'imiter s'il le peut. L'observation bien dirigée, l'attention éveillée et soutenue, seront ses seuls guides. Or, il en est de cette faculté comme de toutes les autres, elle se développe et se fortifie par l'éducation.

Rig. — Les prétendus *secrets* du compagnon sont des procédés géométriques qu'on lui a transmis, et qu'il exécute sans les comprendre. Pour l'enfant qui étudie la géométrie, en même temps qu'il travaille à l'atelier, les *secrets* du compagnon ne sont qu'un jeu. Cela explique tout le temps gagné, sur la durée de l'apprentissage, par les bons élèves des écoles professionnelles. Ce qu'il y a de plus long à apprendre pour l'apprenti qui ne sait pas la géométrie, ce n'est ni le tour de main ni le maniement des outils, c'est le tracé géométrique, *le trait.*

M. X... — On ne saurait donc trop habituer l'enfant à analyser les mouvements, à les décomposer.

Rig. — Cela se fait pour les exercices militaires, qu'un régiment tout entier doit exécuter avec ensemble, comme un seul homme. La décomposition et l'analyse des mouvements sont alors nécessaires. Pour qu'un exercice militaire soit simultané, il faut que chacun des mouvements qui le composent soit également simultané.

La décomposition et l'analyse des mouvements sont inutiles dans un atelier, où chaque ouvrier travaille librement, tout en coopérant à une œuvre commune.

M. X... — C'est pourquoi toute manipulation exécutée à l'atelier scolaire devra être commentée avec soin. Le maître donnera toujours la raison d'être de tel ou tel mouvement, de telle façon de procéder, et il habituera l'enfant à se rendre compte de toutes les manipulations exécutées. Il lui fera également remarquer que la conformation et la disposition des

outils employés dépendent à la fois de la forme à réaliser et de la matière à ouvrer, tout en cherchant à leur faire produire le maximum de travail avec le minimum d'efforts.

RIG. — Commenter les travaux d'atelier, c'est transporter dans l'enseignement pratique les habitudes de l'enseignement théorique. Le jour où l'on a introduit dans l'école le travail manuel, le maître s'est efforcé de transformer ce travail réel en exercices artificiels, à l'exemple de tous les autres exercices scolaires. Le temps et l'expérience amèneront les pédagogues à renoncer à cette vaine tentative. C'est le travail manuel qui, par la force des choses, finira par leur imposer sa propre méthode.

La méthode pratique, ou scientifique, a été appliquée spontanément par les générations successives de travailleurs, dans tous les domaines de l'activité, individuelle ou collective, dans toutes les sociétés, dans toute la vie, partout en dehors des écoles. Un jour viendra où, grâce au travail manuel, cette méthode pénétrera enfin dans tous les locaux scolaires, par la porte et par les fenêtres, comme l'air qu'on y respire. Alors on enseignera les sciences comme on travaille à l'atelier, par la pratique. On enseignera les sciences comme on exerce un métier, par des faits et non par des mots. On transportera cette méthode dans l'enseignement littéraire, et l'on délivrera enfin l'écolier du supplice des explications et des commentaires, parfois plus difficiles à comprendre que le texte à expliquer.

Si, dans une réunion d'amis, je voulais enseigner, en l'expliquant, un jeu de société, un nouveau jeu de cartes, par exemple, il se trouverait sans doute quelqu'un pour me dire : faites-nous jouer ; nous n'aurons pas besoin de vos explications. — Cette méthode est la plus rapide et la plus sûre pour enseigner un simple jeu, qui exige bien peu d'effort intellectuel. Pourquoi ne pas l'appliquer à la transmission de toutes les connaissances ?

*(A suivre.)* Emile RIGOLAGE.

---

# BIBLIOGRAPHIE

## I. — LE PACIFICATEUR EN CHINE

Comment la Chine et ses adversaires se mettront-ils d'accord, s'ils n'arrivent d'abord à se comprendre les uns les autres? Voilà la note dominante du volume de sir Robert Hart sur la question chinoise, volume publié sous le titre de : *Paroles de la terre de Sininm (Chine).*

Ce travail, antérieurement publié sous forme d'articles de journaux hebdomadaires, avait déjà vivement attiré l'attention, et sa réédition actuelle sous forme de livre est très opportune. Deux appendices, occupant un tiers du volume, ajoutent beaucoup à sa valeur. Le premier appendice contient l'importante lettre-circulaire adressée en 1878 par le gouvernement chinois à tous ses ministres dans les pays étrangers, exposant ses vues sur les principales affaires en litige avec les nations occidentales : sur les questions de frontières, de droits d'entrée, de missions, et sur les clauses des traités de la nation la plus favorisée.

Le second appendice contient le mémorandum envoyé par sir Robert Hart en 1876, à la demande du « Chinese Foreign Office », pour obtenir un meilleur règlement des relations commerciales.

Ancienne histoire! direz-vous? Oui, mais la première leçon que nous avons à apprendre, c'est qu'en politique chinoise l'histoire joue un rôle extrêmement important.

Nous n'avons qu'à lire les rapports officiels de nos relations avec la Chine depuis soixante ans, pour voir que le premier motif d'hostilité, la guerre de l'opium en 1842, n'a pas encore été liquidé.

Des motifs encore plus importants sont venus s'ajouter à ce

dernier, la plupart provenant des principes de l'exterritorialité : principe à peine tolérable, quand les points de contact sont peu nombreux et bien définis, dangereux quand le libre transit est établi, détestable quand il est appliqué aux prédicateurs étrangers de chaque religion nationale; et absolument insupportable quand il est étendu, comme essaient de l'obtenir certaines missions, à leurs convertis.

Sir Robert Hart parle des missions chrétiennes en termes modérés, reconnaissant, comme doivent le faire tous ceux qui sont au courant des faits, la bonne foi et la vie exemplaire de beaucoup de missionnaires, spécialement de ceux qui appartiennent aux sociétés américaines.

Les missions de ce genre ne rencontrent pas plus d'opposition de la part du peuple chinois que de la part de son gouvernement. C'est l'agressif esprit clérical qui anime beaucoup de missions, surtout celles de l'Eglise catholique, et l'ambition politique qui cherche à profiter de chaque acte de violence pour obtenir des concessions et des indemnités, qui sont les véritables sources de danger.

Wen Hsiang, déclare sir Robert Hart, était un des plus habiles, des plus justes, des plus aimables mandarins que les étrangers aient rencontré. Pendant les négociations de la convention d'Alcock, en 1868, convention qui n'a jamais été ratifiée, il disait : « Abandonnez les clauses d'exterritorialité, et les « marchands et les missionnaires pourront s'établir partout; « mais si vous persistez à les réclamer, nous ferons notre pos- « sible pour vous confiner et pour circonscrire cette cause de « troubles dans les seuls ports concédés par les traités !! »

L'abolition de l'exterritorialité n'aura pas lieu de sitôt, c'est on ne peut plus certain. Le Japon sait bien tout le mal qu'il a eu a supprimer cette concession faite aux pouvoirs occidentaux. Jusqu'à ce que la Chine assimile son code criminel à celui de l'Angleterre, de la France, de l'Allemagne et des Etats-Unis, il est peu probable que les nations occidentales abandonnent ce privilège confirmé à chaque traité, que : les différends entre étrangers séjournant en Chine doivent être tranchés par leurs consuls, et que les différends entre Chinois et étrangers doivent être jugés par des cours mixtes.

Tout ce qui est arrivé l'année dernière à Pékin, dans l'intervalle de juin et d'août, et tout ce qui est arrivé depuis, est de nature à ajourner pour longtemps la suppression de cette convention.

La vivante description du siège de Pékin, par sir Robert Hart, illustrée de deux plans soigneusement faits, n'indique pas de tendance à amoindrir le crime international, le plus grand que puisse commettre un gouvernement, celui d'attaquer des ambassadeurs. Toutefois, il n'oublie pas de nous rappeler que l'assassinat du baron von Ketteler a été précédé de l'assaut des forts de Taku, sans déclaration de guerre préalable. Mais l'auteur ne se propose pas le but oiseux de doser les louanges et les blâmes; son but est de forcer l'Angleterre et les autres nations européennes à envisager les faits comme ils sont, à reconnaître, non pas dans un esprit de philanthropie sentimentale, mais comme des hommes d'affaires soucieux de la prospérité de leur pays et auxquels celle du monde entier n'est pas indifférente, que le problème chinois est autrement difficile à résoudre qu'il y a soixante et même trente ans, qu'une solution satisfaisante est sans espoir pour le présent, que tout ce qui peut être fait maintenant, c'est de laisser beaucoup à l'influence cicatrisante du temps, et, pendant que le temps le permet, d'amener, autant qu'il est possible, chaque parti à juger la question comme elle apparaît à la partie adverse. Le passage le plus frappant de ce livre est celui qui compare les points de vue chinois et anglais (pages 119-23) :

« Nous ne vous avons pas invités, ô étrangers, disent les Chinois. Vous avez traversé les mers par votre propre volonté et vous vous êtes imposés. Nous vous avons généreusement permis le trafic dont vous étiez d'abord satisfaits; mais, en retour, qu'avez-vous fait? Au trafic permis vous avez ajouté la contrebande, et quand nous avons essayé de l'arrêter, vous nous avez fait la guerre. Nous ne nions pas que les consommateurs chinois firent vivre ce commerce, mais la consommation et l'importation furent illégales et prohibées. Quand nous vîmes que ce commerce ruinait le peuple et appauvrissait notre trésor, nous essayâmes en vain de vous convaincre d'abandonner ce trafic et nous tâchâmes de le supprimer nous-mêmes. La guerre s'en-

suivit, mais, comme nous n'étions pas des guerriers, vous fûtes les vainqueurs. Alors vous avez dicté les traités qui vous ont donné Hong-Kong et ouvert plusieurs ports, pendant que l'opium restait encore une contrebande. Plusieurs années de paix succédèrent, mais alors Hong-Kong commença à nous donner des inquiétudes..., nos côtes et nos rivières devinrent partout des centres de contrebande... Hong-Kong devint le lieu de refuge d'une foule de Chinois, proscrits pour la plupart, qui n'osaient pas vivre dans les pays du centre, et qui devinrent des sujets anglais, arborant tantôt le drapeau de cette nationalité à leurs jonques, tantôt le drapeau chinois, suivant leurs intérêts. Cet état de choses amena la guerre dite de l'*Arrow*, suivie de nouveaux traités qui permirent la possession d'autres ports, qui légalisèrent l'opium et provoquèrent d'autres stipulations qui, à leur tour, amenèrent d'autres troubles...

« Vous avez traité les plus petites peccadilles comme des violations aux traités, et, au lieu de vous montrer bienveillants et conciliants, vous nous avez insulté et demandé des réparations et des indemnités. Votre commerce légal de l'opium est une véritable malédiction dans toutes les provinces où il pénètre, et votre refus de diminuer ou de limiter votre importation nous a obligé à employer un remède dangereux. Nous avons légalisé l'opium national, non pas que nous approuvions son usage, mais pour faire concurrence à l'opium étranger et pour le détourner. Ce moyen répond à notre esprit d'expectative, et quand nous n'aurons plus que l'opium national, nous espérons alors en faire cesser l'usage, détestable à notre gré. Vos missionnaires ont partout enseigné de bonnes leçons et bénévolement ouvert des hôpitaux et donné des remèdes aux affligés ; mais partout où ils ont été, ils ont apporté des troubles, et au lieu de la bienveillance que leurs bonnes intentions méritaient, les fonctionnaires et les habitants des localités se sont tournés contre eux. Quand nous sommes appelés à les indemniser, nous trouvons, à notre grand étonnement, que ce sont les exactions de gens ambitieux et avares que nous avons à satisfaire. Votre race est partout exterritorialisée, mais au lieu de nous remercier encore de cette stipulation mal avisée, elle semble agir comme s'il n'y avait pas de lois en Chine, ce qui

encourage les mauvais penchants des indigènes et crée des difficultés constantes pour les fonctionnaires chinois. Vous avez demandé et obtenu le privilège de faire le commerce dans tous les ports, et maintenant vous désirez le libre trafic dans les rivières. Vos journaux avilissent les fonctionnaires et le Gouvernement. Ces journaux, traduits en chinois, sont de malfaisantes lectures, mais elles sont tout de même utiles; par leurs menaces et leurs suggestions, ils nous renseignent sur ce que vous pourriez faire un jour et ainsi ils nous secourent indirectement, quoique ce ne soit pas là le chemin de l'amitié et du respect réciproque. Toutes ces choses affaiblissent l'autorité officielle, malgré que les fonctionnaires vous protègent et frappent les commerçants indigènes, qui en sont indignés... Pourquoi ne pas nous traiter comme vous traiteriez les autres? Si vous le faisiez, vous nous trouveriez remplis de bienveillance et ce serait la fin de ces continuelles escarmouches et de ces guerres fréquentes. Vous n'êtes pas prévoyants. Vous nous obligez à nous armer en défense, provoquant des ressentiments que vous aurez à payer au lieu d'avoir des bénéfices à recueillir.

« Ce qui précède, continue sir Robert Hart, venant de la bouche d'un Chinois, a déjà été entendu bien des fois. Ces idées deviendront courantes dans l'opinion publique, s'élargiront en augmentant contre nous l'intensité de la malveillance; aucun pourparler ne pourra les modifier. D'un autre côté, l'étranger envisage les choses sous un autre point de vue, et il agit selon sa manière de voir, qu'il croit saine et inattaquable. Il est chrétien, donc il se croit un devoir sacré d'attaquer tous les autres cultes et de prêcher l'Evangile; il trouve des consommateurs demandant de l'opium, donc c'est son droit, sinon son devoir de fournir ce qu'on lui réclame; il apprend que la Chine a une immense population, donc il fait fi de toute restriction et réclame la liberté de vendre à tous ceux qui veulent acheter et d'acheter à tous ceux qui veulent vendre. On lui dit que la Chine n'a pas de lois, que les juges sont corrompus, que la justice est achetée et vendue, que la torture prend la place du serment, donc il demande et obtient l'exterritorialité. Il trouve que la Chine n'est pas une nation, donc il met de côté toute discussion, affirme sa supériorité, trouve que la force prime

le droit et agit comme il l'entend. Il a apporté avec lui l'idée que le commerce consiste simplement dans l'exportation et l'importation; il sait que les choses se passent ainsi dans son pays, il est alors indigné de la quantité d'impôts et de taxes intérieures, et il voudrait gouverner quatre cents millions d'hommes comme on en gouverne quarante millions. En un mot, sa doctrine est orthodoxe et tout ce qui lui est contraire est hétérodoxe. Cette conception commerciale, au lieu d'être salutaire, produit de la discorde, des ressentiments et même de la haine. »

Sir Robert Hart discute assez longuement sur les divers remèdes proposés pour la pacification de la Chine et pour le développement des relations commerciales. Le moyen le meilleur serait, suivant son opinion, comme celle de la plupart des observateurs, de ne rien faire du tout.

« Quelle que soit la partie de la Chine cédée, dit-il, elle devra être gouvernée par la force, et plus grande sera la partie, plus de soldats il faudra, et plus il y aura de représailles et d'insurrections. Tout le territoire annexé fera cause commune avec le reste de la Chine contre les gouvernements étrangers, et si l'anarchie n'en résulte pas, du moins la tranquillité ou l'apparence paisible ne seront que la préparation d'un soulèvement inévitable, qui montrera tôt ou tard l'existence et la force du sentiment national. Le jeu vaut-il la chandelle? Sur le terrain de l'expédient, cette solution est tout à fait condamnable, et, en ce qui concerne la question de justice, de droit et de philanthropie, tout esprit non imbu de préjugés doit se déclarer contre elle. »

Il serait également futile, de la part des alliés, d'essayer de remettre sur le trône une nouvelle dynastie.

« Si les alliés avaient déjà fixé leur choix sur un nouvel empereur, ce dernier devrait être maintenu par les bayonnettes étrangères, son action serait très limitée, son origine étrangère le ferait mépriser par tous les membres de la race jaune, et lui-même et ses descendants disparaîtraient le jour où la protection étrangère leur ferait défaut. »

Nous revenons ainsi en arrière pour la solution de ce problème grave et urgent, aux anciens remèdes de justice, de

patience et de bienveillante considération, combinés, si possible, avec un minimum de sympathie qui nous permettrait de nous mettre à la place de ceux avec qui nous traitons. Dures conditions, celles-ci, la dernière surtout; cependant, il n'y a pas autre chose à faire, et encore faudra-t-il l'aide du temps.

Parmi les principaux points traités dans ce livre, aucun n'est plus urgent et n'est plus clairement expliqué que celui des « *Likins* » (taxes imposées par les gouvernements provinciaux aux étoffes qui traversent leurs contrées); ces taxes ont formé le sujet d'innombrables réclamations de la part de nos commerçants et de nos Chambres de commerce chez nous, et il semble que cette question soit plus urgente que jamais. Il a été suggéré l'idée qu'une addition de 5 p. 100 aux droits de douane maritime libéreraient les étoffes de ces taxes. Cette nouvelle proposition implique une entière ignorance de la Constitution chinoise et cela y provoquerait une complète confusion. La Chine est la réunion de dix-huit Etats demi-indépendants, reconnaissant un chef, mais puisant chacun dans ses propres ressources le nécessaire pour ses dépenses.

Cette innovation serait donc aussi révolutionnaire qu'une proposition, chez nous, de convertir les impôts municipaux en taxes impériales ou d'abolir l'octroi en France ou en Italie. Pour des renseignements plus détaillés, le lecteur pourra consulter les appendices dont nous avons déjà parlé plus haut.

Un autre point vexant, sur lequel beaucoup d'informations sont données, est l'interprétation des clauses du traité de la « nation la plus favorisée ».

« Elle a, » dit sir Robert Hart, « souvent changé et empêché le gouvernement chinois de concéder et d'assurer des améliorations, en échange d'avantages spéciaux, parce qu'il voit que, malgré que les nouveaux négociants soient désireux de faire des échanges, leurs prédécesseurs réclameraient des avantages, mais rejetteraient et refuseraient d'être liés aux conditions des nouveaux traités. »

La nationalité chinoise survivra à la présente crise. Sir Robert Hart et celui qui écrit ces lignes en sont fermement convaincus. La Chine a déjà passé par des crises plus fortes encore; elle émergera de celle-ci, modifiée de différentes façons,

quelques-unes pour le mieux, et quelques-unes pour le pis. Elle aura adopté les méthodes scientifiques et commerciales de l'Occident, elle se sera revêtue de l'armure occidentale. — Quels résultats en tirera-t-elle? Nous le verrons plus tard. Mais la Chine du futur sera la continuation de la Chine du passé. Le vrai danger n'est pas pour la Chine, mais pour l'Occident.

Nations! combien de temps l'esprit d'avarice agressive vous tiendra-t-il unies? En mettant les choses au pis, si, dans dix ans, les pouvoirs de l'Europe se disputaient le butin de la Chine, l'histoire rappellerait qu'il y a eu un homme qui lutta pour empêcher la catastrophe en suivant et en enseignant à suivre le chemin droit et étroit de la justice et de la pitié.

L'Angleterre a beaucoup à répondre de son commerce avec la Chine, mais elle peut être fière de lui avoir prêté les services de Hart, comme, il y a une génération, elle avait prêté ceux de Gordon.

Dr J.-H. BRIDGES.

(Traduit du « **Daily News** », par Mlles SIM.)

---

## II. — PACOTILLES

Roman mexicain du Dr P. PARRA.

Je laisse aux critiques professionnels le soin de juger l'œuvre de mon Maître au point de vue des beautés de la composition. Cela n'est pas de ma compétence, et je ne m'occuperai que de l'importance sociale de l'ouvrage.

De nos jours, on s'est servi de bien des manières de faire la propagande, mais la meilleure manière de faire pénétrer les idées dans les masses est encore d'employer le roman. C'est à son caractère concret que le roman doit sa supériorité au point de vue de la propagande. Bien des écrivains ont écrit des romans, mais très peu d'auteurs ont eu en vue un but social en les écrivant. C'est surtout ce qui distingue le docteur Parra, et je le félicite d'avoir eu cette idée.

*La Case de l'oncle Tom*, le célèbre roman de Mme Beecher-Stowe, et les « Chants populaires » de Henry Russel créèrent aux Etats-Unis un courant d'idées très favorable aux esclaves et eurent un effet si considérable sur la politique, qu'on peut dire sans exagération que ces deux écrivains ont fait beaucoup plus pour l'émancipation des nègres que tous les efforts des philanthropes américains.

Le roman est d'origine toute moderne. Auguste Comte a justement fait remarquer qu'il n'y avait pas de place pour le roman dans l'antiquité, pour ce motif que, le peuple étant complètement absorbé par la vie politique, il ne pouvait y avoir beaucoup d'intérêt dans la vie privée. Dans les temps modernes, au contraire, le roman a pris une très grande place, et la famille se ressent des agissements de la vie sociale. Mais c'est surtout dans le XVIIIe siècle, dans le siècle de Diderot et de Condorcet, que son influence a été très grande, et on peut dire que, dans ce siècle, le roman a souvent été l'auxiliaire de la philosophie. Actuellement, sauf quelques exceptions, les romanciers s'occupent presque exclusivement de la vie privée, et trop souvent ils n'en décrivent que les côtés scabreux. Il n'est cependant pas douteux que l'on pourrait se servir de cette forme de l'art pour la vulgarisation des vérités préconisées par une haute philosophie, si les romanciers contemporains étaient compétents et pouvaient le faire. Ils pourraient ainsi, en utilisant ces matériaux, élever l'art à la hauteur d'un sacerdoce. Malheureusement, trop d'auteurs actuels se font un plaisir de nous peindre trop graphiquement les bas côtés de certaines parties de la société en décomposition; ils dénigrent l'art et excitent trop souvent les mauvaises passions de leurs lecteurs. L'imagination en délire de certains romanciers a faussé le roman, et on doit de grands remerciements à un auteur comme M. Parra, qui essaie de relever l'art et qui nous montre l'aurore de l'ère de la réparation.

Dans *Pacotilles*, on trouve des tableaux de notre vie et des descriptions de notre état social qui n'exagèrent pas les mauvais côtés de la vie et qui ne cherchent pas à dépeindre un état trop idéal de l'âme. Paco Tellez, le héros du roman, est un disciple fervent des grands réformateurs mexicains, et, malgré

les misères d'une existence tourmentée, il croit au triomphe de la fraternité universelle et à la victoire finale de la vertu et du génie.

Chaque état social dépend de ce qui le précède, et le progrès consiste en l'amélioration du présent pour l'avenir. L'auteur écrit toujours d'après un point de vue scientifique et montre que le progrès, pour être sûr, ne doit pas être trop rapide. Les récits dans le roman montrent qu'il faut toujours étudier la vie d'après un point de vue scientifique. Les livres mexicains doivent toujours nous être intéressants. Non que je veuille méconnaître l'influence des étrangers sur la vie intellectuelle de notre pays et nier que nous devons beaucoup à ceux qui nous ont précédé, mais je trouve que nous devons reconnaître que nous avons une individualité réelle.

Dans le roman de mon Maître, on voit ce qu'est le caractère mexicain ; on n'y trouve pas un style affecté; il est écrit d'une prose facile et alerte, mais qui n'est nullement précieuse. Il est vrai que le style n'est pas compliqué et que l'auteur n'essaie pas de résoudre de profonds problèmes, mais il nous montre l'action et la réaction de la vie sociale sur la vie privée.

Les pages du livre dans lequel il décrit quelques types de la vie nationale dans nos collèges nous montrent des hommes qu'ont connus tous ceux qui ont été des élèves de nos collèges nationaux. Il nous fait voir l'enthousiasme des jeunes étudiants et on sera charmé de faire la connaissance d'hommes qui ont agi sous l'influence des idées généreuses de notre époque.

Il est rare de trouver un romancier qui soit en même temps un philosophe, et il y a peu d'auteurs qui soient capables, comme le docteur Parra, d'écrire sur les plus hautes spéculations des mathématiques et en même temps de décrire, comme il le fait, l'état social d'une âme.

A. Aragon (Mexico).

(Traduction de la « **Rivista positiva** », par Paul Descours.)

---

# III. — UN ESSAI SUR L'HISTOIRE DU POSITIVISME AU BRÉSIL (1)

Par M. ANTONIO-GOMES D'AZEVEDO SAMPAIO

---

## PRÉFACE

Le Positivisme a déjà pris assez d'extension et rendu assez de services à la science, à la philosophie, à la morale, à tout ce qui concourt au bonheur et à la paix des nations, pour que, dans les divers pays où il s'est développé, il y ait utilité à écrire l'histoire de ses premiers temps. Suivant en cela l'exemple donné par M. Agustin Aragon, pour le Mexique, M. A.-G. d'Azevedo Sampaïo a écrit un *Essai sur l'histoire du Positivisme au Brésil.* J'estime que la publication en sera très utile, en permettant à la propagande positiviste de tirer profit de la comparaison entre ces deux évolutions : dans la première, le plus normal développement se combine avec une subordination touchante et féconde de disciples à maîtres, tandis que, dans la seconde, on voit cette harmonie initiale troublée par une rupture qui, bien que fort bruyante, est restée très partielle, car, pour ne parler que des morts, les noms de MM. Guimaraës, Benjamin Constant, Silva Jardim, disent assez que la continuité a toujours été maintenue au Brésil. Or, la continuité est une des conditions nécessaires à la pleine efficacité de notre action. Si la valeur mentale du Positivisme tient essentiellement à sa méthode, à ses notions, à ses lois, son efficacité sociale exige la coordination de ses apôtres. N'est-ce pas, en grande partie, à son organisation sacerdotale que le catholicisme doit d'avoir prévalu malgré son dogme? Ne lui doit-il pas de rester encore, après la Révolution, un adversaire redoutable? Aveugle qui ne voit pas que c'est l'insuffisante organisation de la communauté scientifique en Occident qui constitue l'obstacle principal à la prépondérance politique et sociale de la religion de l'Humanité!

L'intérêt que j'attache à l'évolution du Brésil se lie aux souve-

(1) Brochure grand in-8° (Extrait de la *Revue occidentale*) de 72 pages, en vente aux bureaux de la *Revue occidentale;* prix : 1 franc.

nirs de ma première jeunesse. Mes aspirations, ma liaison avec Auguste Comte, la fonction de directeur du Positivisme, un enseignement public de quarante années, m'ont graduellement mis en relations avec un nombre considérable de personnalités émancipées de la théologie et animées de l'esprit positif, appartenant non seulement aux diverses nations de l'Europe et du continent américain, mais aussi aux populations de l'Orient, et parmi ceux qui y ont exercé une action durable, je puis citer le ministre qui présida à la transformation politique du Japon et Midhat-Pacha, fondateur du parti de la Jeune-Turquie. C'est avec le Brésil que j'ai inauguré cette longue suite de relations internationales; souvenir bien lointain, puisqu'il se rattache à l'époque où, au collège de Bordeaux, j'achevais mes humanités. Beaucoup plus tard — c'était peu d'années après la mort d'Auguste Comte — mes relations brésiliennes reçurent une extension décisive par l'adhésion à la religion de l'Humanité de M. Barreto et de ses amis. Leur apparition imprévue à Paris, au milieu de nous, fut un événement caractéristique dans notre évolution; ce fut, à la fois, une source de grandes satisfactions et un précieux renfort pour le groupe positiviste, bien uni, mais encore peu nombreux. Ces relations sud-américaines se sont multipliées par la suite; elles ont donné lieu à une correspondance que j'ai conservée pour servir à l'histoire de notre propagande au Brésil. Mes circulaires en ayant donné la substance, je me bornerai à rappeler ici ce que j'écrivais, en annonçant la mort de M. Guimaraës :

« Nous avions depuis longtemps, au Brésil, des amis dévoués, « des coreligionnaires sincères, mais trop isolés et dispersés. « Heureusement, leur nombre a augmenté, et, aujourd'hui, vraiment coordonnés et ralliés au centre, ils forment un groupe « important et destiné à s'accroître considérablement. Je reçus, « pour la première fois, une lettre datée de Rio-de-Janeiro du « 22 août 1876, de M. Antonio-Carlos d'Oliveira Guimaraës, con- « tenant une adhésion formelle, complète et motivée à la religion « de l'Humanité et à son sacerdoce, dont je suis le plus ancien « et le principal représentant..... Malheureusement, la mort est « venue nous l'enlever au commencement de l'année 1878. Il était « né à Rio-de-Janeiro, en 1839; il avait étudié à l'Ecole poly- « technique de cette ville, et lu pour la première fois les ouvrages « d'Auguste Comte en 1858; il occupait la chaire de mathéma- « tique élémentaire au collège de Dom Pedro II, et, de plus, exa- « minateur d'admission aux écoles du Gouvernement, il fit chez « lui plusieurs cours gratuits, notamment un cours d'arithmétique

« et de géométrie, en 1873. Il comprenait profondément la nécessité de cette base inébranlable du dogme nouveau, ce qui ne « nuisait aucunement à l'ardeur de son dévouement social et au « sentiment profond qu'il avait de la religion de l'Humanité. »

Lorsque j'écrivais ces lignes, M. Miguel Lemos n'était pas encore rallié au groupe des disciples qui avaient donné à Auguste Comte leur concours moral et matériel. Son adhésion ultérieure avait fait espérer que son action se joindrait d'une manière heureuse à celle de notre important groupe brésilien. Mais, au lieu de s'imposer une subordination personnelle nécessaire, il donna l'exemple d'une suite d'actes perturbateurs. Pour juger de son œuvre, aujourd'hui qu'un nombre de plus en plus grand d'esprits croit à la possibilité d'une unité religieuse pleinement positiviste, il suffit de voir dans l'*Essai* de M. d'Azevedo Sampaïo ce qu'il a fait de celle qu'il avait trouvée établie au Brésil.

Le Positivisme a pour tâche fondamentale de parer au danger créé par le dérèglement des forces mentales, aujourd'hui si puissantes; aussi est-ce à ses disciples tout d'abord qu'il incombe de donner un exemple caractéristique de la destination sociale de l'intelligence. J'eus soin de le rappeler à M. Miguel Lemos, dans le discours que je prononçai le 25 novembre 1880, lorsque je lui conférai le sacrement de l'aspirance au sacerdoce :

« Dès que des exemples décisifs auront été donnés dans ce sens, « tous ceux dont le mérite, quoique réel, ne peut être utilisé au-« jourd'hui, parce que, faute de direction, ils ne savent où se « prendre, viendront se placer comme apôtres, auprès du sacer-« doce régénérateur... Dans la vie privée, dans la vie publique, par « la poésie, par l'art, ramenés à leur but et à leur dignité, ils ré-« veilleront autour d'eux les énergies vraiment humaines, ils feront « naître et croitre, au sein de notre civilisation pacifique, la disci-« pline volontaire en vue de l'Humanité...

« L'intervention modificatrice du sacerdoce ne devra résulter « que de sa participation consultative aux affaires humaines et « jamais d'aucun commandement direct. Cette destination récla-« mera une supériorité morale assez intense pour consolider, par « l'estime publique, l'ascendant spirituel dérivé du savoir, pour « préserver les théoriciens de la tendance spontanée chez tous « les hommes, mais prépondérante dans les natures médiocres, à « substituer d'impératives prescriptions à une démonstration dis-« cutable... Certes, la religion réelle ne réprouve pas l'enthou-« siasme, mais elle le veut continu, persévérant et surtout com-« biné avec l'expérience des choses, des hommes et de soi-même;

« elle n'admet pas qu'on prenne la velléité d'un jour pour une « détermination irrévocable, ni surtout qu'on entre de plain-pied « dans la plus difficile des carrières à l'âge où l'on a soi-même plus « de conseils à demander que d'enseignements à fournir. »

Les espérances que j'avais fondées sur M. Miguel Lemos ne se sont pas réalisées. D'abord, son avortement comme théoricien ne peut être contesté, puisqu'il l'a confessé lui-même ; de plus, après avoir rompu les liens qui nous unissaient, il s'est répandu en critiques violentes contre ma direction. Dans la 36e circulaire, j'ai dit ce que j'en pensais; mon jugement ne l'a point convaincu; mais comme ce qui s'est passé depuis n'a fait que le confirmer, je n'y reviendrai point. Nous serons, l'un et l'autre, jugés par nos œuvres.

Maintenant que le présent échappe de plus en plus à mon activité, ma pensée va vers l'avenir préparé par une propagande active et continue, propagande dont la statue d'Auguste Comte va marquer une nouvelle étape : elle se reporte surtout sur un passé formé d'un grand nombre de relations qui ont élevé si haut mes préoccupations sociales et morales, et d'affections qui ont charmé mon existence, depuis le milieu philosophique où j'ai le plus vécu jusqu'à cette petite patrie où se sont écoulées mon enfance et ma jeunesse. Comme le guerrier antique, fidèle jusqu'à la fin à la cause pour laquelle il a combattu, je me complais dans ces souvenirs lointains :

*Et dulces... reminiscitur Argos!*

Dans cet Elysée, dont la contemplation embellit ma vieillesse, l'image prépondérante et coordinatrice est celle du Grand Homme dont j'ai été l'ami et le disciple, du Fondateur de la religion dont j'ai, pendant quarante années, tenu le drapeau, déployé au grand jour.

Auguste Comte a exercé une action puissante sur son siècle Son génie se révèle partout, aussi bien comme professeur et examinateur à l'Ecole polytechnique que comme philosophe et rénovateur religieux. Dans sa *Philosophie*, lorsqu'il montre l'espèce édifiant la synthèse de l'avenir, ou dans sa *Politique*, lorsqu'il déduit cette même synthèse de la théorie de la nature humaine on le voit ferme dans la conception, ferme dans l'exécution, en tout d'une moralité mentale et sociale exemplaire. C'est un modèle d'unité cérébrale, et ceux qui ont méconnu sa puissance coordinatrice en sont restés discrédités pour jamais.

Son œuvre sociale a consacré à la fois l'Humanité et la Révo-

lution française, dont la liaison résulte de sa *Sociologie*, le plus grand événement scientifique des temps modernes.

En donnant à l'homme et au citoyen, pour aimer, penser, agir, les moyens de se conduire en dehors de toute considération surnaturelle, Auguste Comte a établi, dans toute sa plénitude, le régime de la loi positive. Pour en assurer l'essor et la durée, il a fondé la religion de l'Humanité. L'aversion *a priori* des révolutionnaires pour cette œuvre transcendante se conçoit, étant donnée la confusion qui existe depuis tant de siècles entre les deux termes : théologie et religion. Mais, au point de vue positif, *religion* ne peut signifier que rapprochement des hommes entre eux ; ainsi conçu, sous son double aspect de règlement individuel et de ralliement, ce problème, qui est de tous les temps, ne peut plus recevoir désormais qu'une solution scientifique ; et à cette possibilité, à laquelle croient maintenant tous les esprits cultivés, Auguste Comte a donné l'appui durable de la démonstration.

Sa fondation religieuse peut être caractérisée par deux constructions capitales : la consécration de la liaison de la vie privée à la vie publique par des actes auxquels, en raison de l'importance qu'il faut y attacher, il a appliqué le nom de sacrements, et le *Calendrier positiviste*.

Le Calendrier est devenu, entre ses mains, un merveilleux moyen d'instruction et d'éducation. Pour rendre universellement populaires les noms et les œuvres des plus étonnants génies de l'Humanité, pour dégager cette notion prépondérante que l'Avenir doit être conçu comme le développement du Passé, il en a fait l'expression de toutes les grandes créations sociales et morales, la représentation de tous les antécédents de la civilisation occidentale. Ce système de commémorations est complété par la *Bibliothèque positiviste*, où se trouvent réunis les chefs-d'œuvre de l'esprit humain. Pour faire ce double choix, d'hommes et de livres, Auguste Comte était compétent ; sa mémoire prodigieuse, qui avait tout retenu, mettait tout ce qu'on pouvait savoir de son temps au service de son génie, un des plus puissants qu'ait enfantés l'Humanité.

Les grands hommes ont toujours été la manifestation la plus élevée de l'état social. Comte en est un exemple ; on trouve en lui les qualités du peuple républicain : il est franc, sincère, modéré, prévoyant, constant, généreux. Les Occidentaux du xx[e] siècle verront en lui le précurseur qui a traduit le fond de leurs pensées et de leurs aspirations.

Comte avait le plus profond respect pour la vérité ; il l'a cher-

chée avec une persévérance, une rigueur, une affection sans limite. Il avait une très haute opinion de l'homme, et il a indiqué les conditions les plus propres à lui assurer une liberté plus grande. Respecter la personnalité des autres, dans les actes, dans les opinions, lui semblait la grande caractéristique de la civilisation. Il ne s'agit pas, dans le nouveau régime, de comprimer, mais de régler, en précisant leur destination sociale, les fonctions légitimes et indispensables. Guidé par le souci de la dignité humaine, il a introduit, avec l'audace philosophique qui le caractérise, une utopie destinée à rendre la femme plus indépendante de l'homme. L'avenir dira s'il a dépassé le but; mais, en consacrant ainsi le grand rôle social que les femmes ont joué en France, il est resté le disciple de ce XVIII<sup>e</sup> siècle où elles ont été le plus aimées et le mieux respectées.

Il en est de même relativement à la légitime indépendance populaire, systématisée et résumée par lui dans une formule désormais consacrée : l'incorporation du prolétariat à la société moderne. Pour la garantir, il a voulu, par la plus entière liberté spirituelle, associer le public au gouvernement; il faut pouvoir tout dire sur les hommes et sur les choses.

Cet ensemble de résultats progressistes doit caractériser la réorganisation positive, conçue comme le terme de la Révolution française, dont le début constitue, aux yeux de Comte, l'origine de l'ère nouvelle. Dans le régime moderne, tout date, en effet, de cette époque, la plus grande de l'Histoire; car elle est bien supérieure à la naissance du christianisme. En 1789 commence une Humanité nouvelle, éliminant la loi théologique pour prendre enfin possession d'elle-même. Aucun peuple encore n'avait conçu cette politique normale ; c'est la gloire de la France d'en avoir pris l'initiative; de Condorcet d'en avoir le premier entrevu la nature; d'Auguste Comte d'en avoir formulé la loi fondamentale.

Le philosophe qui a donné de tels gages au progrès ne voulait certainement pas retourner en arrière. A ses contemporains émancipés, Comte conseilla d'honorer le passé, en s'appuyant, sans vaine imitation, sur les choses qu'il a établies. C'est dans le passé que l'on voit surgir l'ordre qui règle nécessairement tous nos progrès, puisque nous en sommes nés; ordre qu'il faut bien connaître pour faire de nouveaux pas en avant, sans tomber dans l'anarchie, sans provoquer la rétrogradation.

Pourquoi les positivistes voient-ils le nœud de l'Histoire dans le moyen âge? Parce que c'est l'époque où les populations occidentales se sont formées : c'est le moment où le régime industriel

s'est ébauché, où la famille prolétaire a surgi, où le peuple est né; il faut apprendre comment cela s'est fait. C'est ce qu'Auguste Comte a accompli dans cette théorie du moyen âge qui est une de ses gloires.

Comte n'est pas retourné au catholicisme pour l'avoir mieux apprécié que ses propres partisans : il ne lui a jamais donné de gages, et il est mort, comme il a vécu, en dehors de l'Eglise romaine. Il n'a pas voulu davantage restaurer la féodalité, pour avoir mis ses services au-dessus de ceux du catholicisme; il a fait de la République positive, dont les origines immédiates sont liées à la lutte contre l'ancien régime, le procédé politique le plus apte à seconder l'incorporation du prolétariat. Pour Auguste Comte, cet ancien régime était mort, et il n'a pas dépendu de lui qu'il en fût de même pour toutes les âmes actives et généreuses.

Il faut être un esprit autrement fort pour devenir positiviste que pour rester révolutionnaire. Si, dans la pratique, il est plus difficile d'organiser que de détruire, en théorie, il est bien plus difficile d'expliquer que de nier. Puisqu'il n'y a pas de miracle, il faut bien que toute institution qui a duré ait eu sa raison d'être. Ce n'est, en effet, que quand on en connaît la loi qu'on est maître du phénomène, autant qu'on peut l'être.

La règle n'est donc pas de nier, mais de n'admettre comme définitif aucun principe *a priori;* de ne jamais imaginer quand on peut observer; de ne point rendre une conception plus compliquée que les phénomènes qu'elle doit représenter; de ne jamais oublier qu'il y a plus dans le monde et dans l'Humanité que dans la philosophie, et que la complexité plus grande de la pratique par rapport à la théorie rendra toujours, dans la vie spirituelle comme dans la vie temporelle, un gouvernement nécessaire :

*Pour compléter les lois, il faut des volontés!*

C'est dans l'étude du passé que l'on voit se dessiner le rôle que les volontés doivent jouer, en même temps que l'on voit surgir la réalité qui les gouverne; par elle, on conçoit pourquoi toute force — nécessairement représentée par le concours des contemporains — n'est vraiment prépondérante que lorsqu'elle a l'appui des ancêtres. L'ascendant, de plus en plus grand, du point de vue historique suffit pour montrer que cet empire nécessaire est de plus en plus reconnu et accepté.

Le Positivisme est le vrai socialisme, parce qu'il est le résultat transcendant des efforts de l'ensemble de nos prédécesseurs; il repose sur le bon sens, base éternelle sur laquelle les grands

hommes, qui se sont succédé de Thalès à Auguste Comte, ont construit le temple sacré où le genre humain trouve, à la fois, un guide et un appui, et à cet édifice tous les génies à venir mettront également leur empreinte. C'est parce que le Positivisme est leur œuvre collective qu'il constitue la doctrine relative par excellence, celle dont le gouvernement comporte le moins d'arbitraire, celle qui s'accommode le mieux des divers degrés d'adhésion, celle qui regarde chacun de ses adhérents comme autant d'agents de l'avenir qui se prépare. C'est en citoyen qu'il faut adhérer à la Politique et à la Morale positives, passant outre sur les divergences secondaires, pour ne voir que le but : Vivre pour la Famille, la Patrie et l'Humanité.

Là est le drapeau commun de tous ceux qui poursuivent l'avènement d'une éducation et d'une politique véritablement populaires. Pour tous les progressistes qui poursuivent le développement de l'ordre, pour tous les émancipés qui ne veulent ni révolution ni réaction, il ne doit y avoir qu'un mot de passe : la religion de l'Humanité.

Auguste Comte, son fondateur, a été le plus grand philosophe du XIXe siècle et, j'ose le dire, de tous les siècles, parce qu'il a été le plus en avant de ses contemporains et la plus complète expression de tous les antécédents humains.

Bientôt sa statue s'élèvera au cœur de Paris, grâce au concours des diverses nations qui ont déjà bénéficié de son œuvre. Dans son *Essai sur l'histoire du Positivisme au Brésil,* M. d'Azevedo Sampaïo fait justement remarquer que le pays qui doit son gouvernement actuel à l'initiative d'un des plus éminents disciples d'Auguste Comte, a contracté envers celui-ci une véritable dette de reconnaissance. Ce sera une digne façon de l'acquitter que de s'associer à l'hommage public qui va être rendu à la mémoire du grand homme, de plus en plus regardé, par ceux qui pensent, comme le Maître des Maîtres.

Pierre LAFFITTE.

Paris, le 23 Bichat 110, Boërhaave.

IV. — **Anatomie générale appliquée à la Physiologie et à la Médecine**, par Xavier Bichat. *Deuxième partie :* un beau volume in-8°, de 604 pages, bien imprimé, édité à 4 francs. Paris, 1901. Librairie G. Steinheil, rue Casimir-Delavigne, 2. (La *Première partie*, formant un volume de 525 pages, est éditée à 3 fr. 50.)

Alors que la *Première Partie* de l'*Anatomie générale* de Bichat est, dans une large mesure, consacrée à la discussion des problèmes généraux, d'ordre philosophique, que soulève l'étude de la biologie, cette *Seconde Partie* est presque exclusivement réservée aux questions d'anatomie proprement dite, et, à ce point de vue, elle intéresse davantage le médecin que le philosophe.

Malgré qu'un siècle se soit écoulé depuis la première publication de ces chapitres et que, grâce à l'emploi de microscopes de plus en plus perfectionnés, une foule de notions nouvelles aient été acquises sur la structure des divers tissus de l'économie, l'œuvre anatomique du fondateur de la Biologie positive représente encore, pour notre époque, une source d'instruction prodigieuse, une mine de science dont les trésors sont loin d'avoir été tous extraits et utilisés.

Aussi, l'étudiant en médecine du xx<sup>e</sup> siècle qui voudra se donner la peine de lire ce gros in-octavo n'aura-t-il pas à regretter le temps passé à cette lecture. Presque à chaque page, il rencontrera des aperçus originaux, des réflexions suggestives, des rapprochements saisissants, des vues synthétiques qui élargiront son horizon intellectuel, qui le solliciteront à penser et qui lui rendront l'anatomie générale singulièrement plus attrayante et plus compréhensive.

Sans doute, il lui sera facile, pour peu qu'il ait fait d'histologie, de relever parallèlement des erreurs, en apparence, plus ou moins grossières. Mais la constatation de ces erreurs ne sera pas elle-même sans profit pour lui, s'il prend soin de les considérer à la lumière de la méthode historique (ou de filiation) qui nous apprend à ne voir, dans les théories successives de chaque science, que des approximations de moins en moins imparfaites de la réalité, et non point l'expression *ne varietur* de vérités absolues. — D'une part, le spectacle des trébuchements de l'un des plus puissants cerveaux de l'Humanité, dans sa poursuite du vrai, disposera ledit étudiant à n'accorder qu'une créance relative à toutes celles des conceptions modernes qui ne sont encore que des hypothèses invérifiées, construites par l'esprit pour satisfaire à la nécessité logique de combler provisoirement les hiatus du savoir positif, et de relier les divers chaînons de la connaissance. — D'autre part, affranchi par la méthode de filiation des stupides dispositions contemporaines au mépris du passé, il se rendra compte facilement qu'il s'en faut que tout soit à rejeter dans les conceptions les plus manifestement inexactes de

l'auteur de l'*Anatomie générale*. Bichat appartient, en effet, incontestablement, à la catégorie des hommes de génie. Or, il est du privilège de tels hommes de ne jamais errer complètement et de tenir toujours la vérité par quelque bout : faute de posséder toutes les données d'un problème, il peut leur arriver, et il leur arrive souvent, d'accorder une importance exagérée à celles de ces données qui leur sont connues et d'aboutir ainsi à des conclusions erronées; mais, pour être erronées, leurs conclusions n'en contiennent pas moins une part de vérité qu'il appartient aux successeurs de dégager et aussi d'exploiter. « En faisant remarquer les traces de la vérité chez les anciens », disait déjà Leibnitz, « on tirerait l'or de la boue, le diamant de la mine, la lumière des ténèbres, et ce serait *perennis quædam philosophia.* » A nul mieux qu'au génial Bichat ne peuvent s'appliquer ces mémorables paroles du génial Leibnitz.

---

## V. — DIE RELIGION DER MENSCHHEIT

(La Religion de l'Humanité)

*Revue publiée à Munich par le* Dr H. Molenaar

Sommaire du deuxième fascicule

(Nos 4, 5, 6 — Avril, mai, juin 1901)

| | |
|---|---|
| *L'évolution intellectuelle de l'Humanité* (d'après Auguste Comte) . . . . . . . . . . . . | Dr H. Molenaar. |
| *La Chine et l'Occident* . . . . . . . . . . . | Pierre Laffitte. |
| *Les Missions en Chine*. . . . . . . . . . . . | Dr J.-H. Bridges. |
| *L'opinion d'un Chinois sur les missions chrétiennes*. . . . . . . . . . . . . . . . . | Ku Hong-Ming. |
| *Un précurseur de Comte*, extraits de Condorcet. | |
| *Conseils à sa fille*. . . . . . . . . . . . . . | Condorcet. |
| *Religion, Eglise, Morale* . . . . . . . . . . | Dr John Unold. |
| *Art et Morale*. . . . . . . . . . . . . . . . | Dr H. Molenaar. |
| *Mélanges* . . . . . . . . . . . . . . . . . . | Harrison, Beesly, Dr Ingram, etc. |

---

## VI. — LA « *POSITIVIST REVIEW* »

SOMMAIRES

Numéro de juillet. — *Essentials of Positivism*, by E.-S. Beesly.— *Russia*, by S.-H. Swinny. — *Mr Spencer's Theory of Beneficence*, by J.-H. Bridges. — *A word on Expenditure*, by Vaughan Nash. — *Sonnets on the positivist Calendar*, by Vernon Lushington.

Numéro d'août. — *Is Positivism a Sect*, by J.-H. Bridges. — *As in Alabama*, by Frederic Harrison. — *A return from Elba*, by E.-S. Beesly. — *Paragraphs*. — *Notices*.

---

# LA STATUE D'AUGUSTE COMTE A PARIS

## I. — COMITÉ INTERNATIONAL DE PATRONAGE

*Nouveaux adhérents.*

Félix ARNOUX, Juge au Tribunal civil, Lure.

Dr Pietro BERTAUHIM, Libero docente, nella Universita di Modena.

Prof. Dr Wilhelm BLASIUS, Techn. Hochschule, Braunschweig (Deutschland).

Christian BOHR, Professeur de Physiologie à l'Université de Copenhague.

C. BOISSONNET, Sous-Intendant militaire en retraite.

Prof. E. BOSELLI, Direttore della R. Biblioteca di Lucca.

Adolphe CARNOT, Membre de l'Académie des Sciences, Directeur de l'Ecole des Mines.

Dott. Giuseppe Angelo COLINI, Libero docente nella R. Universita di Roma.

DEVILLEBICHOT, Président du Tribunal civil d'Autun.

E. DUBOIN, Conseiller à la Cour de Cassation, Paris.

Ch. FARAGUET, Inspecteur général honoraire des Ponts et Chaussées.

L. FOUBERT, Professeur d'Histoire au Lycée de Saint-Brieuc, Collaborateur à la « *Revue socialiste* ».

G. GENTHIAL, Président du Tribunal civil, Briançon.

Paul GUENIOT, Substitut du Procureur de la République, à Lunéville.

Colonel DE LACOMBE (en retraite), ancien Elève de l'Ecole polytechnique.

LAFFON, Juge au Tribunal civil, Mende.

Prof. Dr G. MARTIUS, Philosophische Fakultät, Kiel (Universität).

DU MONCEAU, Procureur de la République à Beaune.

J. NÈGRE, Conseiller à la Cour, Montpellier.

Ladivlav OCHENKOWSKI, Professeur d'Economie politique à l'Université de Leopol (Galicie).

Dr C.-A. PEKELHARING, Professeur à la Faculté de Médecine de l'Université d'Utrecht.

Lieutenant-Colonel d'Artillerie REMY (en retraite), ancien Elève de l'Ecole polytechnique.

Georges RENARD, Professeur honoraire de l'Université de Lausanne, Professeur au Conservatoire des Arts et Métiers, Paris.

Dr Guglielmo ROMITI, Professore di Anatomia, nella R. Universita di Pisa.

Dr Israel ROSENTHAL, Overlaege ved Kommunehospitalet, Copenhague.

Dr Giuseppe SERGI, Professore nella Universita, Direttore del « Museo e Laboratorio di Antropologia », Roma.

Dottor Gaetan STRAMBIO, Segretario per la Classe di Littere, Scienzi Morali e Storiche del R. Instituto Lombardo, Milano.

Prof. Dr Carl STUMPF, Philosophische Fakultät, Berlin (Universität).

Dr Boleslas WICKERKIEWICZ, Professeur à la Faculté de Médecine de Cracovie.

---

## II. — SOUSCRIPTIONS

### 19e LISTE.

| | | | |
|---|---|---|---|
| FRANCE : | *Deherme* | | 2 |
| | *Gaucher* | | 1 |
| | *Bernès* (Marcel) | | 6 |
| | *Vernes* (C.) | | 10 |
| | *Dubuisson* (Ed.) | | 10 |
| | *Vital-Rousseaux* | | 2 |
| | Les élèves de Philosophie du Collège de Cambrai | | 1 |
| | *Harant* (Hte) (2e versement) | | 10 |
| | *Delvaille* (Jules) | | 2 |
| | Dr *Le Double* (F.) | | 10 |
| | *Garnier* (E.) | | 2 |
| | La Loge *la Philosophie positive*, de Paris | | 10 |
| | Vente de brochures | | 0.15 |
| AUTRICHE-HONGRIE : | Versement de M. Samuel Kun : Mme S. *Kun* (En mémoire de) | 5.25 | |
| | *Karinthi* (Joseph) | 5.25 | 10.50 |
| ESPAGNE : | *Pi y Margall* | | 25 |
| IRLANDE : | *Anderson* (R.-John) | | 3 |
| SUISSE : | Dr *Laskowski* | | 10 |
| HAÏTI : | *Dévot* (Justin) (2e versement) | | 3 |

| | | |
|---|---|---|
| 16 souscripteurs nouveaux | Fr. | 117.65 |
| 1.336 souscripteurs. Montant des listes précédentes | | 22.601.95 |
| 1.352 souscripteurs. Total | Fr. | 22.719.60 |

Paris, le 25 juin 1901.

*Le Trésorier,*
Emile ANTOINE
(8, rue Méchain).

---

20e LISTE.

| | | |
|---|---|---|
| FRANCE : | *Rabaroust* (G.) | 1 |
| | *Séailles* | 20 |
| | *Pinet* (G.) | 10 |
| | *Marc* | 1 |
| | *Déreux* (H.) | 20 |
| | *Piéri* | 5 |
| | *Debidour* (2e versement) | 10 |
| | *Philibert* | 2 |
| | La Loge *la France Maçonnique* de Paris | 10 |
| | La Loge *l'Union Philanthropique* de Saint-Denis | 1 |
| | *Pointe* | 1 |
| | *Griffon* (R.) | 20 |
| | *Boissonnet* (C.) | 10 |
| | *Michel* | 5 |
| | Le Conseil général des Basses-Alpes | 25 |
| | *Devillebichot* | 10 |
| | *De Lacombe* (G.) | 10 |
| | Vente de brochures | 0.50 |
| | *Guéniot* (Paul) | 10 |
| AUTRICHE : | *Ochenkowski* (W.) | 20 |

| | | |
|---|---|---|
| 18 souscripteurs nouveaux | Fr. | 191.50 |
| 1.352 souscripteurs. Montant des listes précédentes | | 22.719.60 |
| 1.370 souscripteurs. Total | Fr. | 22.911.10 |

Paris, le 26 août 1901.

*Le Trésorier*,
Emile ANTOINE.
(8, rue Méchain.)

# LE POSITIVISME AU MEXIQUE

(Numéros du 1er Mai et du 1er Juillet 1901.)

*Errata et addenda.*

Page 325 : ligne 12, ajouter : Il prit pour thème la *Synthèse subjective* dans sa thèse d'ingénieur topographe et hydrographe sur *l'Enseignement de la trigonométrie et* sur *les Calculs numériques*, qu'il dédia à son premier maître, M. Candido Diaz, instituteur primaire à Jonacatepec (1891).

Page 340 : ligne 26, note (1) : *El Universal* du 13 septembre 1898.

Page 66 : note (1), lire : *El Universal*, au lieu de : *El Imparcial.*

Page 68 : ligne 32, lire : de dix heures à midi.

Page 69 : Programme des leçons : pas de leçon en juillet. Pour les trois dernières leçons, lire : 24, 22 et 31, au lieu de : 17, 15 et 17.

Page 69 : ligne 19, lire : décembre, au lieu de : novembre.

Page 73 : ligne 13, ajouter : d'Hidalgo, de Nuevo-Leon, de Puebla et de Vera-Cruz.

Page 74 : ligne 11, ajouter aux six gouverneurs mentionnés : MM. Ramon Corral (Sonora) et A. Sanginès (chef de la partie nord de la Basse-Californie), et M. Cardenas, gouverneur actuel de l'Etat de Coahuila, porté comme ancien gouverneur.

Page 78 : ligne 12, supprimer : par le Pouvoir exécutif.

Page 80 : ligne 12, lire : Ramon Obrégon, avocat; au lieu de : Geronino Lopez de Llergo.

Page 83 : ligne 13, lire : MM. Ezequiel-A. Chavez, J.-N. Cordero, V. Gama et J. Ramirez.

Page 83 : ligne 19. Le président Krüger a répondu en ces termes : « Monsieur, je vous remercie du témoignage de sympathie cordiale « que vous m'avez donné. Ces marques chaleureuses d'intérêt me sont « particulièrement précieuses. Elles me réconfortent ainsi que mon « peuple dans la lutte suprême que nous soutenons au nom du droit « et de l'humanité.

« Veuillez agréer, Monsieur, avec l'expression de ma gratitude, l'as- « surance de mes sentiments distingués.

« Le Président de la République Sud-Africaine,

« S.-J.-P. KRÜGER. »

---

*Le Propriétaire, Gérant responsable :* P. LAFFITTE.

VERSAILLES. — IMP. AUBERT 6, AVENUE DE SCEAUX

# PUBLICATIONS DE L'ÉCOLE POSITIVISTE

**En vente aux Bureaux de la *REVUE OCCIDENTALE***

10, rue Monsieur-le-Prince, Paris.

---

**AGUSTIN ARAGON.** — *A. Comte et Joseph Bertrand*, in R. O. juil. 1897. — *Commémoration du Dr Gabino Barreda* (*le Positivisme au Mexique*) (Extr. de la R. O. de juil. 98, avec préface de P. Laffitte). = España y los Estados Unidos de N. A. (a pr. de la guerra), Mexico, 98. — *Las grandes rutas del globo.* — *El estudio de la Matematica desde el punto de vista educativo.* — *Consideraciones filosoficas sobre los sabios.* — *Ensayos de critica cientifica.* — *El plan de ensenanza del Colegio militar de Mexico.* — *Reflexiones sobre el criterio de Peirce.* — *Promulgacion y revocacion del edicto de Nantes.* — *Apreciacion positiva de la lucha por la existencia.* — *Carta sobre la lucha por la existencia.* — *Ymportancia del estudio de la psicologia.*

**GABINO BARREDA.** — *Apreciacion de los progressos de la Astronomia fisica o mejor de la Fisica astronomica : Estudio brajo el punto de vista positivo.* Mexico. — *Consideraciones sobre la theoria de Darwin.* — *La clasificacion de las ciencias de Augusto Comte y la de Herbert Spencer.* — *Reflexiones de filosophia quimica.* — *Considerationes générales sobre los fluidos imponderables.* — *Discurso en honor del quimico mexicano.*

**THEOPHILO BRAGA.** = *Visão dos Tempos* : Epopêa da Humanidade : I. *Cyclo da Fatalidade* (Porto, Livraria Internacional) 1894. 1 vol. in-8° de 367 pag. e XXI de prologo; — II. *Cyclo da Lucta* (*Universalismo hellenico e romano*). 1 vol. de 392 pag.; — III. *Cyclo do Lucta* (*Regimen catholico feudal*). 1 vol. de 334 pag. — IV. *Cycla da Liberdade* (*Epopêa da Revolução*). 1 vol. de 507 pag. = *As modernas Ideias na Litteratura portugueza.* Porto (Lugan et Genelioux), 1892. 2 vol. in-8° de 450 e 516 pag. = *Historia da Universidade de Coimbra*, nas suas relaçoes com a Instrucçao publica portugueza. Lisboa (Typographia da Academia). 1891, 1° vol. in-8°, grande XVI, 600 pag.; 2° vol. 1895, de 846 pag.; 3° vol. 1898, de 771 pag.; 4° vol. (no prélo). = *Systema de Sociologia.* Lisboa. Typographia de Castro Irmaô. 1884. 1 vol. in-8°, grande de XVI, 538 pag. = *Historia da Litteratura portugueza.* Porto. Livraria Chardron : — Introducçao e Theoria da Historia da Litteratura portugueza. 1896. 1 vol. de VIII, 440 pag. — Bernardim Ribeiro e o Bucolismo. 1897. 1 vol. in-8°, VII, 435 pag. — Gil Vicente e as Origens do Theatro nacional. 1898. 1 vol. de VIII, 544 pag. — Gil Vicente e o Desenvolvimento do Theatro nacional. 1898. 1 vol. in-8° de 586 pag. — Sà de Miranda e a Escola italiana. 1896. 1 vol. in-8° de VIII, 400 pag. — Esta obra continua em publicaçao, que constara de 32 vol. E'toda fundada na doutrina historica de Augusto Comte. = *Historia universal.* Esboço de Sociologia descriptiva. Lisboa (Nova Livraria Internacional-Editora. 1879) : — 1° vol. in-8° de 284 pag. Noçao positiva da Historia : Civilisaçoes fundadas sobre o empirismo das Artes industriaes (Egypto-Chaldea-Babylonia e Assyria); — 2° vol. *Ibi.* 1882. de 320 pag. (As Civilisaçoes cosmopolitas, propagadoras das Civilisaçoes isoladas : Hegemonia das Raças semitas : Phenicios-Judeus-Arabes; — 3° a 5° vol. (em preparaçao). = *Traços geraes de Philosophia positiva*, comprovados pelas descobertas scientificas modernas. Lisboa (*Idem.*). 1877. 1 vol. in-8° grande, de 240 pages. = *Soluçoes positivas da Politica portugueza.* — Parte I. Da aspiraçao revolucionaria e sua disciplina em Opiniao democratica. Lisboa

(*Idem.*) 1879. In-16° de 94 pages; — Parte II. Do Systema constitucional comotransigencia provisoria entre o Absolutismo e a Revoluçao (*Ibi.*). 1879, 1 vol. de 132 pag.; — Parte III. Do advento evolutivo das Ideías democraticas em Portugal (*Ibi*). 1879. 1 vol. in-16° de 386 pag. = *Dissoluçao do Systema monarchico representativo.* Lisboa (*Ibi.*). 1881. 1 volume, in-16° de IV pages. = *Os Centenarios como Synthese affectiva nas Sociedadas modernas.* Porto (Typographia Teixeira). 1884. 1 vol. in-32°, de X, 234 pag., etc...

**W. DE CONSTANT-REBECQUE.** — *Synthetische overdenkingen*, in den gest van het Positivisme, Betreffende Wijsbegeerte, zedeeler en Religie, La Haye, 1857. Traduct. fr., 1 vol., 6 fr. — *Appréciation positive du Mysticisme chrétien et spécialement de l'Imitation*, 1 vol., 3 fr.

**SAMUEL-A. KUN.** — *Le Programme de l'Avenir :* réponse à Mgr. Schlauch, évêque de Szathmar, en Hongrie, br. in-8°, 1 fr. — A POSITIVISMUS MINT VALLASRENDSZER Comte Agost Munkai Nyoman. Budapest (Révai Leo), 1892, Ara 80 kr. — *Posivista Kalendariom* (tablazat), Ugyanott, 10 kr. — *A Sociologia helye a tudomanyok soraban.* Dr BRIDGES, utan angolbol Athenaeum 1894, folyam 3 szam, 389 lap.). — *Dr Lacassagne megnyito beszède a lyoni bortonügyi congressuson.* Francziabol fortitva (Athenaeum, 1894, 4 szam, 526 lap). — *A foldmives nokrol.* Laffitte utan francziabol (Athenaeum, 1895, 4 fuzet, 604 lap). — *Toth Bela Szajrol-szajra czimü müverol* (Athenaeum, 1895, 2 sz, 301 lap). — *The New Calendar of Great Men*, Eluszo, angolbol forditva (Athenaeum, 1895, 4 füzet, 610 lap). — *Herbert Spencer evolutio-theoriaja.* Dr BRIDGES utan angolbol (Athenaeum, 1896, 1 sz., 110 lap). = ARTICLES IN REV. OCCID. : *Le Rôle de la France* (mai 91) ; *Une appréciation de E. Duhring, sur A. Comte* (sept. 98).

**Dr ANTON NYSTROM.** — *Positivisk Kalender*, Stockholm, 1875, 50 ore. — *Positivistisk Andakts-Bok*, 50 ore. — *Den Gamlartiden infor den mya*, positivistiska dialoger : 1° Teologien och Positivismen; Metafysiken och Positivismen (1875), 1 krona. — *Allmän Kulturhistoria eller det Månskliga Lifvet i dess Utveckling* (Looström et Komp), VI vol., 43 kr. 50 ore. — *Positivismen*, en systematisk framställning af denna lara, jemte en biografi öfver dess grundläggare A. Comte (1879), 6 kr. — *Samhälliga Tidsfrågor, en följd af folkskrifter* (1879-1881), 20 ore håft. — *Gyldene Ord* ur mänsklighetens allmänna religion 2 : a upple (1881), 25 ore. — *Leon Gambetta*, och personlighetens betydeke i politiken (1883), 40 ore. — *Positivismen och Herb. Spencer eller ar H. Spencers filosofi ett framsteg eller ett tillbakagånde* (1887), 50 ore. — *Socialismens omöjlighet*, etc., jämte *praktiska vinkar om arbetarefrågans lösning utan socialism* (1892), 1 kr. — KOMPOSITION ER FOR VIOLIN, MED PIANOACCOMPAGNEMENT : N° 1, *Fantasier* i *folkton*, 1 krona; N° 2, *Masurek och Berceuse*, 1 krona; N° 3, *Ballad*, 1 krona, 50 or. (Lofvinzs Musikhandel), etc...

**THE NEW CALENDAR OF GREAT MEN** : *Biographies of the* 558 *worthies of all Ages and Nations in the positivist Calendar of A. Comte* (London and New-York, Macmillan, cash price 7/6 net) *by :* — **E. Spencer Beesly.** M. A. Oxon., prof. of History, Univ. Coll. Lond. — **J.-H. Bridges.** M. B. Oxon., formerly Fellow of Oriel Coll. — **T. Fitz-Patrick.** M. A., M. D., Univ. Dublin. — **J. Carey Hall.** H. M., Consular Service. — **F. Harrison.** M. A. Oxon., formerly Fellow of Wadham Coll. — **Mrs F. Harrison.** — **C.-G. Higginson.** M. A. University of London. — **J. Kaines.** Sc. D. — **Godfrey Lushington.** C. B., M. A. Oxon. — **Vernon Lushington.** Q. C., M. A. Trin. Coll. Cam. — **G. P. Macdonell.** M. A. University of Aberdeen. — **Lady Macfarren.** — **Francis S. Marvin.** M. A. Oxon., a Senior Scholar of St. John's Coll. — **Alfred Senier.** Phil. Dr Univ. Berlin. — **S. H. Swinny.** M. A. St. John's Coll. Cam. = Traduction française, par AVEZAC-LAVIGNE, 13 fascicules à 1 fr.

25 Descartes 113. 24e ANNÉE. — N° 6. 1er Novembre 1901.

# LA CRISE MORALE

## ET LE POSITIVISME

### I

La « crise morale », que l'on dénonce couramment, n'est pas seulement un mot que l'on répète parce qu'il est à la mode, c'est une réalité.

Ne voyez en cette constatation nul pessimisme. Dans l'ordre vital, une crise n'est souvent qu'un trouble aigu, signe précurseur d'une réaction salutaire et victorieuse de l'organisme, qui amènera un état meilleur. Plus d'une fois, ce trouble aigu n'est que le terme d'une maladie chronique. La sociologie et la morale peuvent s'approprier légitimement cette notion biologique.

L'on parle de la « crise morale » et d'une « crise de la morale ». Les deux choses ne sont pas identiques, mais elles ont quelque rapport entre elles. Elles peuvent coexister. En fait, elles semblent bien coexister de nos jours.

Comment faut-il l'entendre?

Gardons-nous d'être injustes envers notre temps. Il ne sied pas plus de nous calomnier que de nous flatter. Au fond, nous ne sommes pas pires que nos ancêtres; et même, sous quelques rapports qui ne sont pas sans importance, nous pouvons nous juger meilleurs.

Rien ne serait plus difficile, ni moins probant que d'établir une comparaison entre nos qualités ou nos défauts et les qualités ou les défauts de telle ou telle génération antérieure, mais rapprochée de nous. C'est par masses, de haut et d'un peu loin, qu'il faut considérer les temps.

Il n'est pas si malaisé de relever dans les choses du cœur et du caractère plus d'un trait à l'avantage de nos contemporains; et, sans fermer les yeux sur les défaillances et les désordres de notre époque, nous nous reconnaîtrons, en fin de compte, plus désorientés que dépravés, plus troublés que mauvais.

N'avons-nous point, par exemple, le sentiment plus vif qu'autrefois de l'injustice qui ne nous touche pas? Quelles que soient les distances matérielles ou morales qui nous séparent des opprimés, l'oppression ne nous trouble-t-elle pas davantage? N'avons-nous pas une plus grande capacité d'indignation contre l'iniquité dont la victime n'est ni de notre famille, ni de notre pays, ni même de notre continent?

Il est clair aussi que la pitié pour la souffrance humaine est plus prompte à s'émouvoir. La sympathie pour le malheur a gagné en acuité et en généralité. Elle s'est élargie au point de déborder toutes les frontières. Surexcitée et secondée à la fois par la rapidité des communications, elle s'émeut des deuils les plus lointains, fussent-ils anonymes, et, ingénieuse dans ses manifestations infiniment variées, elle sait trouver au besoin, pour consoler et secourir, le chemin des antipodes. Notre compassion s'étend même à ceux que la loi a justement frappés et tempère la rigueur des répressions nécessaires.

Nous avons également progressé dans le *respect* des faibles, du pauvre, de la femme, de l'enfant, du malade. Nul doute qu'il ne reste beaucoup à faire de ce côté; mais nous pouvons cependant mesurer avec quelque satisfaction le chemin parcouru depuis le XVIII^e siècle seulement. Pour ne citer que la pratique de l'assistance publique ou privée, n'est-il pas vrai qu'elle est en réalité bien nouvelle cette préoccupation de ménager la dignité de celui qu'on assiste?

A notre actif, nous devons compter encore, en dépit du honteux spectacle que nous ont offert certaines manifestations récentes de sens contraire (véritable phénomène de régression heureusement passager), une plus grande tolérance en matière religieuse et philosophique. Nous insisterions même davantage sur ce point, s'il ne fallait avouer la forte part qui revient à notre scepticisme dans cette tolérance-là.

C'est sans réserves que nous rappelons un des meilleurs aspects de l'évolution démocratique. Un fait considérable, dont on ne saurait trop se réjouir, c'est que certaines délicatesses, certaines susceptibilités morales, certains points d'honneur, qui furent longtemps le privilège et comme la parure exclusive de classes fermées ou d'une élite restreinte, apparaissent de moins en moins rares dans les couches sociales inférieures. Il y a là une extension du respect de soi-même qui est un précieux facteur de moralité. Plus simplement, constatons que si peut-être le sentiment de la dignité humaine a plus rapidement gagné en étendue qu'en profondeur, le bénéfice n'en est pas moins acquis.

Nous ne dissimulerons pas tout à l'heure, comme signes et effets, entre autres, de notre crise morale, ces deux phénomènes concomitants, également pathologiques : le cosmopolitisme révolutionnaire d'en haut et d'en bas, et le nationalisme rétrograde. Mais nombreux sont encore ceux qui ne sont acquis ni à l'un, ni à l'autre. Ceux-là ont le patriotisme à la fois plus exigeant que l'*ancien régime* et moins étroit que l'antiquité gréco-romaine. C'est l'éternel honneur de la Révolution française, d'où nous procédons, d'avoir exalté au plus haut degré en France, et par contre-coup, quoique d'abord à un moindre degré, chez les autres peuples de l'Europe, le sentiment de la personnalité nationale, tout en s'inspirant, autant que les événements le lui ont permis, de la tradition généreuse de notre XVIII[e] siècle, qui avait pressenti une morale internationale et une politique humaine.

Enfin, le sentiment de la fraternité s'appuie chaque jour davantage à la notion de solidarité. Il est vrai que cette notion n'est pas toujours bien comprise, que nous en voyons faire plus d'une fausse et abusive application ; séparée de la notion connexe de la continuité dans le temps et de quelques autres, elle peut engendrer et par le fait engendre des erreurs quelquefois graves. Mais elle n'en est pas moins une vérité capitale, qui n'avait jamais été répandue autant qu'aujourd'hui et dont la propagation a déterminé un progrès réel dans nos lois et dans nos mœurs.

Et, malgré tout cela, il est exact qu'il y a crise pour les

mœurs et pour la morale. Pourquoi, et qu'est-ce que cela veut dire ?

## II

Il y a crise et danger pour les mœurs et pour la morale en dépit de notre plus grande générosité de sentiments, de notre plus réelle douceur d'âme, de notre plus large altruisme et de toutes nos délicatesses, résultats, ne l'oublions pas, d'une longue évolution partiellement consolidée par l'hérédité. Pourquoi?

Parce que les sentiments, et même les vues de l'esprit, ne suffisent pas pour assurer la moralité et qu'il y faut une discipline. Or, ce qui nous manque le plus, c'est une discipline morale, alors que jamais une telle discipline ne fut plus nécessaire. Car une discipline est une armure, et c'est dans les passages difficiles et périlleux que l'on risque le plus à s'avancer sans armes ou mal armé. C'est précisément dans un de ces passages que notre moralité se trouve engagée.

En effet, dans la situation actuelle, la moralité n'a pas à compter seulement, comme toujours, avec les passions et les faiblesses, l'intérêt et les calculs de l'individu, mais avec un état particulier du milieu social, qui est un état de déséquilibre.

Un des traits qui caractérisent notre milieu, c'est une rupture d'équilibre entre les forces matérielles et les forces morales. Celles-là se sont développées depuis la fin du moyen âge, depuis un peu plus d'un siècle surtout, avec une rapidité prodigieuse, tandis que celles-ci ont suivi une marche beaucoup plus lente, de plus hésitante, sinon parfois contradictoire. Non seulement les forces morales sont loin d'avoir grandi dans la même proportion que les forces matérielles, mais elles sont, qui ne le sait ? divisées entre elles et paraissent trop souvent douter d'elles-mêmes.

Rien n'est devenu plus banal que de célébrer les progrès inouïs, invraisemblables des sciences physiques et de leurs applications. Chaque jour nous apporte quelque merveille nouvelle, quelque conquête inattendue sur les éléments de plus en plus asservis, domestiqués. En peu de temps, la puis-

sance de l'homme civilisé sur le monde s'est trouvée décuplée.

D'autre part, la vie économique a pris une intensité et une extension sans précédent. La production a dépassé en quantité, en variété, en promptitude, tout ce qu'on avait pu concevoir. Les nouveaux moyens de circulation et de communication ont réduit à si peu de chose, que c'est presque rien, l'obstacle espace et l'obstacle temps. L'action économique ne connaît plus de limites et la planète tend à se transformer en un marché unique.

Ce n'est pas tout. Parallèlement aux moyens de production et d'échange, les moyens de destruction, les machines homicides, l'organisation de la guerre ont atteint en un petit nombre d'années une formidable perfection. C'est bien à l'apothéose de la force matérielle sous ses différents aspects que nous assistons; et ceux que ce triomphe suffit à faire délirer d'enthousiasme peuvent se rassurer : la force matérielle n'a pas dit son dernier mot. L'élan est tel que la course fournie sera longue. Nous n'en sommes qu'aux premières étapes, paraît-il. La course sera longue, en effet, et promet d'être vertigineuse. Mais, avant d'être pris par le vertige, donnons-nous encore le temps de réfléchir, de bien voir devant nous la route, les fondrières et les chutes possibles.

Il ne s'agit pas de marchander au progrès matériel l'admiration qui lui revient. Mais comment ne pas voir qu'entre autres effets, il a eu celui de surexciter les appétits? Il a facilité la satisfaction de nos besoins, mais il en a créé de nouveaux singulièrement exigeants. Il a augmenté le bien-être, mais il a rendu très vif et obsédant le goût d'un plus grand bien-être. Les sciences physiques ont aplani tant d'obstacles, elles ont fait tant de miracles, qu'on en arrive à ne plus admettre *l'obstacle*, à attendre toujours quelque miracle nouveau, et la difficulté insurmontée irrite plus qu'autrefois. Le progrès matériel a été si foudroyant et si prestigieux que les intérêts matériels en ont reçu comme une consécration qui les constitue sacro-saints. La pratique — ou le spectacle — de la vie facile, les tentations d'un luxe raffiné, servi par toutes les ressources d'une industrie puissante et d'un art ingénieux, l'extrême mobilité des rapports et des situations produites

par l'intensité même du mouvement économique, ouvrent un champ plus vaste et plus libre que jamais aux désirs et aux rêves de la personnalité, — aux déceptions aussi et aux mauvais réveils.

Avec cela, les inégalités fatalement demeurent. A côté d'un développement énorme de la richesse, la pauvreté subsiste, et aussi cette extrême pauvreté qui s'appelle la misère. Nous croyons bien que la somme des privations et des souffrances est moindre aujourd'hui qu'autrefois. Mais jamais on n'a été autant qu'aujourd'hui impatient de la souffrance, révolté contre la privation. Et, si l'exaspération des passions et des appétits personnels se traduit en haut par un désir effréné de la plus grande jouissance et par les jeux redoutables du caprice ennuyé, elle se manifeste trop souvent en bas par l'ambition d'imiter les licences d'en haut et par la poursuite haletante du gain rapide, plus bas encore, dans les milieux où sévit la précarité de la vie, par l'envie et la colère ou par le désespoir irrésigné, mauvais conseiller.

Mais ce n'est pas seulement entre les forces matérielles et les forces morales que l'équilibre est rompu au détriment de celles-ci et au profit des appétits et des passions que le triomphe de celles-là surexcite; c'est aussi entre l'*intelligence* et la *moralité*.

On a mené chez nous, à la fin du dernier siècle, contre les « intellectuels » une campagne à la fois rétrograde et démagogique, si odieuse et si sotte que nous nous ferions grand scrupule de ne pas donner à notre pensée toute la clarté possible.

L'intelligence et la culture de l'intelligence sont des conditions nécessaires de la moralité. Mais toute culture intellectuelle n'est pas morale par elle-même. Ce qui, surtout, n'est pas moral, c'est de ne donner à l'intelligence d'autre but que la contemplation d'elle-même ou sa propre domination.

Les étonnants progrès des sciences physiques, la popularité croissante des découvertes et des inventions, la vulgarisation des choses de la littérature et de l'art, les situations personnelles conquises par les savants, les littérateurs et les artistes, le grossissement de leurs renommées par la presse périodique,

n'ont pas peu contribué à propager la déification de l'intelligence en soi.

L'intelligence est, après tout, une force, plus noble assurément que la force matérielle, mais qui a besoin d'être réglée pour être morale; sans quoi, elle peut être aussi oppressive et aussi corruptrice que la force matérielle, en même temps que plus anarchique. Elle est un instrument admirable, mais elle n'est qu'un instrument. Elle n'est une force morale que si elle accepte une discipline morale en vue d'une destination morale, et si ses produits sont des facteurs de moralité.

C'est ce qu'on a oublié quand on lui a voué pour elle-même, en faisant abstraction de sa bienfaisance ou de sa malfaisance, une sorte de culte de latrie.

La supériorité intellectuelle a été réputée tenir lieu de vertu. De là à dispenser de certaines autres vertus ceux qui la possèdent, il n'y a pas loin. Et, comme chacun a l'estime facile pour ses propres facultés, chacun est, par là même, enclin à s'attribuer quelques immunités morales.

Cependant, quoi qu'on fasse, l'intelligence est faite pour servir. Si elle ne sert pas la moralité, elle sert, souvent à son insu, l'égoïsme. Indépendante de toute fin morale, l'intelligence risque trop de n'être plus, une fois l'animalité satisfaite, qu'un moyen de dominer ou un moyen de briller. Le culte de l'intelligence pure, n'ayant d'autre fin qu'elle-même, cette superstition nouvelle, aboutit trop aisément à l'exaltation de l'orgueil et surtout de la vanité.

Plus que l'orgueil, plus que la cupidité, plus que la sexualité licencieuse, la vanité domine dans la pathologie morale de notre temps en Occident. On ne risque pas beaucoup de se tromper en attribuant à la vanité la plupart des aberrations et des défaillances courantes chez les caractères moyens. Cela est vrai de la vie publique, dont la poursuite passionnée de la popularité, si ce n'est de la notoriété pure et du bruit, fausse plus d'un ressort. Cela n'est pas moins vrai de la vie privée, de l'existence domestique, par exemple, si souvent troublée par les différentes perversions de l'amour-propre chez les hommes et chez les femmes.

Si, dans la masse de la population, avec des formes diffé-

rentes suivant les milieux et les éducations, l'exagération morbide du besoin de paraître, bien caractéristique de notre époque, explique une très grande variété de désordres, dans certains bas-fonds où s'accumule le déchet social de la dégénérescence, l'appétit impulsif d'une gloriole malsaine a engendré une criminalité d'un genre nouveau.

Est-ce que, d'autre part, la vanité n'a pas un rôle prépondérant dans le peuplement de nos asiles d'aliénés?

Quand Auguste Comte a défini la vanité « le besoin d'approbation », il a considéré ce penchant à l'état relativement rectifié et, dans une certaine mesure, épuré par l'éducation; ou, si l'on préfère, il a envisagé un mode réel, mais non le seul mode, de ce penchant. En un sens plus général et plus primitif, il est le besoin de *paraître*, d'occuper les regards, d'attirer l'attention, que l'on observe chez les tout jeunes enfants, chez les sauvages, chez les animaux. Il devient, dans l'Humanité, le besoin de se parer, de faire du bruit autour de soi, de faire parler de soi d'une manière ou d'une autre. Il est susceptible d'un très grand nombre de variétés ou de transpositions, depuis le simple désir de briller ou le goût de la notoriété jusqu'à l'amour de la gloire ou à la soif du scandale. Si l'on fait abstraction de ses manifestations les plus élevées et les plus perverses, la vanité reste cette tendance à être en scène et à jouir de l'effet que l'on produit, dont l'excès est l'un des agents corrupteurs les moins contestables des mœurs humaines.

Or, tout, autour de nous, tend à provoquer, entretenir, irriter le prurit vaniteux : la facilité plus grande que jamais des relations, des communications verbales et écrites, la multiplication des lieux de réunion et leur fréquentation journalière, la vulgarisation rapide de l'image, une publicité débordante sous toutes les formes, la démocratisation du luxe. Il faut même reconnaître, sans aucune pensée de dénigrement, que ces influences ne sont précisément contrariées ni par l'éducation, ni par la littérature, ni par le théâtre, ni par l'usage intensif des examens et des concours, ni par la pratique même des institutions populaires.

## III

Dans cette société, où les forces matérielles sont montées d'un bond prodigieux bien au-dessus de tout ce qu'on avait pu concevoir auparavant, où les appétits personnels, soit inégalement satisfaits, soit seulement surexcités par cet extraordinaire progrès matériel, ont pris une ampleur inédite, où l'intelligence a poussé très loin ses conquêtes, mais se comporte trop elle-même comme une force amorale et irresponsable, où la vanité humaine bénéficie de la plus intensive culture, que deviennent les forces morales? Ont-elles suivi une marche ascensionnelle équivalente?

Hélas! non. Parmi les forces morales, et par là nous entendons surtout les disciplines morales, les unes subissent un irrémédiable déclin et sont d'ailleurs profondément divisées entre elles; les autres, nées d'hier, grandissent lentement, péniblement, d'une allure incertaine et timide. Entre les unes et les autres, un champ trop vaste reste ouvert à l'action corrosive d'une critique sans frein.

Les disciplines théologiques suivent le mouvement de recul progressif auquel elles sont condamnées. Il faut reconnaître, tout à la fois, leur grandeur passée et leur actuelle décadence. Leur aptitude à rallier et à régler baisse un peu plus tous les jours. Non seulement le nombre de ceux qu'elles rallient va en diminuant, mais elles règlent de moins en moins ceux qu'elles rallient encore.

Voici, par exemple, un catholique qui a ou croit avoir conservé la foi catholique, accepte en principe l'autorité de l'Eglise et pratique; et c'est un brave homme qui se comporte en brave homme. Mesurez cependant la part exacte qui revient à la foi et à la discipline catholiques dans la direction réelle de sa conduite privée ou publique, dans l'explication de ses actes : quel déchet! Et combien sa vie est faite d'inconséquences, de contradictions inaperçues de lui-même entre ce qu'il professe et ce qu'il fait.

Si nos observations s'appliquent surtout à la société fran-

çaise, elles peuvent s'étendre, à des degrés divers, à tout l'Occident. On a souvent, à ce propos, comparé les catholiques et les protestants, les sociétés catholiques et les sociétés protestantes. On a remarqué que la discipline protestante a conservé plus de vitalité et une plus grande influence pratique que la discipline catholique. C'est vrai en divers sens — et c'est vrai à un degré supérieur des pays où les protestants sont en minorité. C'est vrai en ce sens que les disciplines protestantes, — nous employons le pluriel à dessein, — moins vieillies, moins usées, de temps en temps rajeunies par l'évolution des anciennes Eglises ou la formation d'Eglises nouvelles, rafraîchies par la controverse même, sont moins étrangères à la vie réelle des peuples ou des groupes qui les acceptent. C'est vrai, en ce sens aussi, qu'elles sont plus éloignées de cette sorte d'automatisme moral par lequel finissent les religions mourantes. Enfin, c'est vrai, en cet autre sens, que dans les pays protestants, alors que le protestantisme est un produit de l'esprit critique, ce même esprit critique a moins profondément entamé la mentalité théologique de la masse que chez certains pays catholiques tels que la France surtout. Mais la contre-partie de cette constatation, c'est que les disciplines protestantes sont de moins en moins... des disciplines. La foi protestante se décompose et se subtilise à ce point qu'on ne perçoit plus clairement en quoi elle consiste, et qu'il y a presque autant de protestantismes que de protestants. Son objet même paraît s'évaporer. Quant à l'aptitude du théologisme protestant à régler la vie sociale, s'il ne nous coûte rien de nous incliner devant la haute moralité personnelle que nous avons maintes fois reconnue chez des protestants des deux sexes, elle nous paraît pécher par un excès incontestable et croissant d'individualisme. Est-ce que la constitution domestique elle-même n'est point par là compromise dans plus d'une société protestante?

La faiblesse commune de toutes les disciplines morales reposant sur n'importe quelles croyances théologiques, catholiques, protestantes ou autres, est leur solidarité avec des dogmes qui ne sauraient désormais échapper soit aux coups d'une critique directe, soit plus sûrement à l'action d'une

graduelle désuétude. Pour beaucoup, dès aujourd'hui, elles manquent de base; pour d'autres, de plus en plus nombreux elles en manqueront demain ou dans un avenir indéterminé, mais fatal. Et cette faiblesse est un danger grave, car trop d'esprits, insuffisamment avertis, sont exposés à confondre dans les mêmes doutes d'abord, dans les mêmes négations bientôt, et les dogmes et les préceptes.

Le danger apparaît plus aigu quand on considère spécialement la discipline catholique. Ici, ce ne sont pas seulement les dogmes qui communiquent leur fragilité aux idées morales auxquelles ils ont servi d'appui. Celles-ci ont encore à souffrir de la politique pratiquée par l'Eglise catholique.

Pendant tout le cours des temps modernes, l'Eglise militante, à mesure qu'elle déclinait comme autorité spirituelle proprement dite, s'est manifestée de plus en plus comme force politique rétrograde. Et voici la conséquence. Aux yeux des hommes, — et leur masse est considérable, — que cette force politique lèse, menace ou inquiète dans leurs convictions, dans leur liberté, dans leurs intérêts, dans les institutions qui leur sont chères, toute thèse morale soutenue par l'Eglise est, par cela même, suspecte et réputée réactionnaire. Et il arrive que les choses les plus nécessaires socialement et moralement sont discréditées ou compromises, du moment qu'elles sont défendues par la doctrine et la propagande catholiques. Telle est, par exemple, la stabilité du mariage. C'est là un des effets les plus graves de l'antagonisme radical entre la politique théocratique survivante et la société moderne, et des efforts obstinés de la première pour reconquérir la seconde, qui se révolte à la seule idée d'une soumission à celui de tous les jougs qui lui répugne le plus.

Situation éminemment favorable à l'œuvre de négation progressive poursuivie par la critique.

L'esprit critique n'est pas nouveau. Il avait singulièrement miné les croyances polythéiques bien avant l'apparition du christianisme. Le moyen âge proprement dit — période dont l'histoire mieux connue nous conduit à réduire sensiblement la durée — n'a été pour lui qu'un demi-sommeil. Bien près du réveil dès le XIII$^e$ siècle, réveillé tout à fait au XIV$^e$, il a

exercé depuis le XVI^e une action systématique qui ne s'est plus arrêtée. Son audace est allée croissant.

Les bases de la construction religieuse du moyen âge étaient trop fragiles et la théologie chrétienne était trop redevable à la controverse qu'elle n'a jamais cessé d'entretenir pour que celle-ci ne déviât pas insensiblement de la dispute permise aux attaques illicites, d'abord timides et dissimulées, plus tard ouvertes et enhardies de la critique métaphysique. En réalité, nous ne sachons pas que l'hérésie ait jamais complètement chômé, tandis que l'Eglise la plus orthodoxe nourrissait dans son propre sein cet ennemi latent, la scolastique, et qu'elle abritait même des tâtonnements scientifiques dont elle ne prévoyait pas la portée.

Chaque succès, si modeste fût-il, de la critique fut un affranchissement partiel de la pensée, et, sans cette liberté relative et grandissante de l'esprit, la marche de la science positive elle-même aurait été entravée. Sans l'action, du reste inévitable, de la critique, le long et difficile travail préliminaire qu'impliquait une construction nouvelle eût été plus long et plus difficile encore. La critique métaphysique a déblayé la place.

Seulement, l'œuvre de destruction fut rapide, et le travail préparatoire que nécessitaient les constructions positives fut lent. Aujourd'hui encore, la vitesse du mouvement négatif l'emporte de beaucoup sur celle des réédifications morales, couronnement attendu de toute l'évolution scientifique de l'âge moderne. Et cette inégalité persistante de vitesse entre les phénomènes de décomposition et les phénomènes de reconstitution n'est pas une des moindres causes de la crise contemporaine.

Puis on ne fait pas sa part à la critique. Il est chimérique de chercher à lui interdire tel ou tel domaine. Pour sauver les places qu'elle attaque, quand il importe qu'elles soient sauvées, ce n'est point à prohiber l'attaque qu'il faut songer, mais à rendre la défense invincible.

Après l'autorité de l'Eglise et la discipline catholique, après le dogme chrétien, après la philosophie spiritualiste, après toutes les tentatives de construction métaphysique, les prin-

cipes et les fondements mêmes de la morale ne pouvaient pas être indéfiniment épargnés. Ils devaient avoir leur tour. Les voilà, depuis quelque temps déjà, aux prises avec l'inexorable démolisseur. Le lien longtemps nécessaire, aujourd'hui compromettant, que l'on voudrait maintenir entre la philosophie morale et les croyances théologiques ou une métaphysique épuisée, est devenu une cause de grande faiblesse devant l'audace croissante de l'agresseur.

Kant, ce métaphysicien de génie, qui a porté à la métaphysique les plus terribles coups qu'elle ait essuyés avant Auguste Comte, a vu le danger que courait la morale. Il a fait une tentative héroïque et désespérée, par laquelle il a cru sauver la morale... et les dogmes spiritualistes par-dessus le marché. Sa construction est une des œuvres les plus nobles qu'ait entreprises l'esprit humain. Il réédifiait tout ce qu'il avait démoli lui-même sur la *loi morale;* ..... et cette loi morale — « impératif catégorique », radicalement abstrait, indéterminé, inconditionnel, absolu — n'était édifiée que sur elle-même. L'édifice était sublime, mais reposait, énorme, sur une pointe d'aiguille. La ruine en était inévitable. La métaphysique dogmatique ne s'en est pas relevée, et la philosophie morale en a gardé une blessure qui n'est pas guérie.

Ne soyons pas plus ingrats envers la métaphysique dogmatique qu'envers les religions. Elle aussi a sa part, non négligeable, dans l'éducation morale de l'Humanité. Ne regrettons pas qu'elle se soit fait illusion sur son aptitude organique. Cette illusion nous a valu quelques haltes glorieuses dans l'histoire des idées morales et la floraison d'élites humaines chez qui l'émancipation de l'esprit s'est trouvé réunie à une haute culture éthique. Dans le passé, cet hommage s'adresse surtout aux grandes écoles grecques, principalement à la péripatéticienne et à la stoïcienne, et au cartésianisme français du XVII^e siècle, d'autant plus que les belles inspirations nées sur ces sommets ont toujours pénétré plus ou moins les régions inférieures et ont même exercé une indubitable influence, généralement salutaire, sur le niveau moral des religions contemporaines. Mais les bases théoriques des doctrines qui y avaient été élaborées ne purent résister, à la longue, ni à la sape de

l'impitoyable analyse, ni à la poussée des nations positives.

Bien plus près de nous, la philosophie morale issue du XVIII$^e$ siècle et de la Révolution française, d'une tout autre portée sociale et d'un rayonnement autrement étendu dans la masse même des populations, n'a pas été plus ménagée, malgré sa grandeur et ses éminents services non encore épuisés, à cause du mélange inévitable de conceptions métaphysiques et d'anticipations positives qui caractérise ses origines dogmatiques.

Si, maintenant, nous considérons l'état actuel des controverses sur la morale, nous constatons qu'en dehors des théologiens, qui ont de moins en moins l'oreille du public, et des positivistes, qui ne l'ont pas encore assez, les écrivains sont partagés en deux camps : les analystes, les destructeurs à outrance, qui s'entraînent de plus en plus à porter sur les fondements et les principes directeurs de la morale l'action dissolvante d'une dialectique qui n'a nul souci de mettre quelque chose à la place des ruines qu'elle fait — et les philosophes, que ces ruines émeuvent et qui, cherchant soit dans une extension illusoire du darwinisme, soit dans un nouvel idéalisme transcendant à demi sceptique, de nouvelles bases morales, s'égarent dans leurs contradictions décourageantes.

Parmi ceux-ci, de très nobles esprits en sont venus à faire contre mauvaise fortune bon cœur ou, si vous préférez, à triompher de leur infortune, en soutenant que le mérite et la beauté des actions morales résultent justement de l'incertitude de leur principe. C'est le célèbre *pari* de Pascal appliqué, avec plus de désintéressement sans doute, non plus aux choses de la foi et au salut, mais à la morale même et au devoir.

C'est bien là, n'est-ce pas? la crise de la morale.

## IV

Dira-t-on que cette crise ne peut sévir que dans un milieu restreint, chez une élite de philosophes ou de dilettanti en philosophie que leur culture intellectuelle préserve des actions méchantes ou basses?

D'abord, si les élites sont préservées par une certaine culture des actions mauvaises ou viles, ce qu'on peut accorder, elles sont moins préservées des faiblesses et des inconséquences, parce que le flottement de la pensée, quant aux choses de la morale chez nous et chez ceux qui forment notre entourage spirituel, a pour effet d'énerver plus ou moins notre volonté et d'affaiblir notre pouvoir de réaction. Ensuite l'élite a pour fonction de diriger la masse. Ne pensez-vous pas que « la crise » paralyse quelque peu ses facultés directrices ? Enfin l'état d'esprit des élites finit toujours par se réfléchir dans les couches inférieures sous des formes différentes, imprévues et souvent pénibles pour ces mêmes élites.

— La plupart des hommes, dira-t-on, ne se conduisent pas d'après des raisonnements philosophiques et ne s'interrogent généralement pas, avant d'agir, sur les fondements de la morale.

Soit : et, nous l'admettons volontiers, les *sentiments* moraux et les *habitudes* morales déterminent plus immédiatement le commun des actions humaines que les idées morales proprement dites. Ces sentiments héréditaires, ces habitudes transmises par la tradition et développées par l'éducation possèdent par bonheur une vitalité dans une certaine mesure indépendante des doctrines, mais dans une certaine mesure seulement. A vrai dire, la moralité n'est bien assurée que par l'accord de la doctrine, des sentiments et des habitudes. Si la doctrine et, ce qui est de grande importance, la discipline, qui ne peut s'appuyer que sur une doctrine commune, font défaut, les sentiments et les habitudes continuent durant quelque temps à maintenir les mœurs; mais, si l'interrègne doctrinal se prolonge à l'excès, il arrive un moment où ils ne suffisent plus pour la résistance aux assauts combinés des intérêts, des passions et des sophismes.

Ne faisons pas fi des sentiments, des habitudes, des *préjugés* moraux : s'il y a de mauvais préjugés, il en est d'excellents. Ceux-ci, suivant l'étymologie du mot, sont des opinions reçues, des *jugements* traditionnels par lesquels l'empirisme moral des peuples civilisés a heureusement *devancé* de beaucoup les démonstrations scientifiques nécessairement tardives.

C'est sur cette réserve, sur cette épargne de sentiments, d'habitudes, de bons préjugés, que nous vivons et, aussi, — hâtons-nous de le dire, — sur un certain nombre d'aspirations nouvelles parmi lesquelles une place d'honneur revient à ce vif besoin de justice généralisée et à cette foi au progrès que la Révolution française a si fortement enracinés dans l'âme populaire.

Mais la force de ces mobiles ne peut que décroître si les idées morales ne présentent pas, au moins dans l'élite, les caractères nécessaires de précision, de solidité, de cohérence et d'harmonie sans lesquels elles sont impropres à exercer une action bienfaisante, fût-elle indirecte, sur la masse, sous la forme d'éducation, de discipline acceptée, d'opinion publique dirigée.

Si ces conditions ne sont pas remplies et si, d'autre part, une critique sans contrepoids continue à saper systématiquement jusqu'aux premiers éléments de l'ordre social et de la moralité, experte d'ailleurs à parler tour à tour le langage qui séduit les esprits cultivés et celui qui flatte la foule, la conscience publique ne tarde pas à être troublée et désorientée.

Une société donnée ne se conçoit pas plus sans une discipline morale que sans un gouvernement.

Une discipline morale suppose d'abord une doctrine morale généralement acceptée ou du moins susceptible de généralisation progressive, — ensuite de mutuelles actions et réactions morales de chacun sur le milieu et du milieu sur chacun, réglées par cette doctrine, une véritable coopération morale, — qui n'est, du reste, tout à fait effective sans être oppressive que si elle est coordonnée par la fonction éducatrice, directrice et modératrice consentie, avec une pleine et constante liberté, aux plus compétents et plus dignes interprètes organisés sans contrainte pour l'exercer.

C'est une telle discipline qui nous manque. Et cette lacune ne pouvait pas ne pas avoir de sérieuses conséquences.

Elle en a quant aux devoirs anciens que le progrès véritable doit consolider et perfectionner, loin de tendre à les détruire. Elle en a aussi quant aux devoirs nouveaux qu'im-

pliquent les connaissances nouvelles et qu'appelle le développement rapide de forces nouvelles. Les premiers sont pratiquement compromis et même théoriquement mis en question. Les seconds attendent, pour le plus grand dommage de notre société contemporaine, non seulement d'être sanctionnés, mais d'être assez reconnus et même définis.

Parmi les premiers, il n'en est pas qui puissent être mieux cités en exemples que ceux qui se rattachent aux liens fondamentaux, tels que le lien de famille et le lien de patrie. Et c'est moins, en général, la bonne volonté de remplir ces devoirs qui fait défaut, que la sûreté des convictions relatives à leur nature et à celle des institutions correspondantes.

Nous n'apprendrons rien à personne en disant que nous sommes en pleine anarchie d'idées et de sentiments sur l'union de l'homme et de la femme, et l'ensemble des relations qui en découlent. Les adversaires du mariage ne sont pas les seuls à les considérer du point de vue exclusivement individualiste (ceux-là sont encore en petit nombre après tout). Mais, et cela est peut-être plus grave, un trop grand nombre de ceux qui, de très bonne foi, se défendent de vouloir le détruire ont de cette union et de ces relations une conception analogue ou approchante. Les uns et les autres, du reste, méconnaissent l'intérêt même individuel de la femme et d'abord sa nature. A plus forte raison méconnaissent-ils son rôle social et la destination sociale de la famille. Avec cela, contre les erreurs qui se répandent, contre une fausse sentimentalité qui gâte tout avec de bonnes intentions, contre les sophismes ou les fantaisies qui se donnent carrière, contre la générosité même qui s'égare, la conscience publique, même quand elle sent d'instinct et confusément le danger, se trouve désemparée. Elle n'est pas organisée pour se défendre. Les forces de réaction utile sont insuffisantes ou mal réglées, et d'autres sont condamnées à accroître le péril dès qu'elles interviennent pour le conjurer.

Rien n'est plus caractéristique que le grave conflit moral dont la notion de patrie fait les frais. D'un côté s'est produit un déplorable phénomène de régression. Nous entendons cette altération vicieuse du patriotisme moderne, ce retour

équivoque à la conception antique, étroite, exclusive, agressive du patriotisme, en dehors des conditions générales qui avaient fait la grandeur de la civilisation militaire dans l'antiquité. Sous des noms variés et avec des modalités diverses suivant les pays, cette déviation du patriotisme s'est montrée, en Europe et en Amérique, aussi perturbatrice que réactionnaire. D'un autre côté, la critique révolutionnaire n'a pas craint de comprendre la patrie dans le cercle indéfiniment élargi de ses négations systématiques, soit qu'elle n'ait pas d'autre souci que de poursuivre partout et jusqu'au bout les conséquences de sa logique dissolvante, soit qu'elle prétende substituer radicalement une toute-puissante solidarité de classe à la solidarité nationale, soit enfin qu'elle rêve simplement de faire l'individu souverain, par la destruction des liens intermédiaires, sans autre tempérament qu'un vague humanitarisme affranchi des devoirs précis et des sanctions sérieuses.

Nous n'entendons pas dire que la masse même d'entre nous soit à la veille d'être acquise à l'une ou à l'autre de ces aberrations opposées. Mais, entre ces cas extrêmes, combien de consciences inquiètes, dans les milieux cultivés surtout, où s'agite le problème de l'apparente antinomie entre le patriotisme et les devoirs envers une collectivité plus étendue que la nation! Sur un tel problème, les vieux préjugés et les sophismes récents concourent à accumuler les obscurités et les contradictions. Sur ce sujet vital, le désordre des idées fait d'incontestables progrès, et, si les effets en sont encore limités heureusement par l'active persistance des bonnes traditions et des bons sentiments, il menace, si l'on n'y prend garde, d'envahir les régions restées saines pour le plus grand dommage de la Patrie et sans aucun profit pour l'Humanité.

Nous n'insisterons pas davantage sur les périls que l'interrègne spirituel dont nous souffrons fait courir aux vieilles institutions; mais comment n'être pas frappé d'autres dangers très graves? Ceux-ci nous apparaissent à la lumière de nos nouvelles connaissances scientifiques, qui nous ont révélé les redoutables répercussions d'une foule d'actes réputés autrefois moralement indifférents, ou bien résultent du non-règle-

ment de forces nouvelles ou nouvellement développées dans des proportions auparavant inconnues.

Citons des exemples.

Voici tout un ensemble de notions biopathologiques sur la contagion et sur l'hérédité, sur les rapports étroits qui, d'une génération à l'autre, lient entre eux certains vices et certaines maladies, sur la filiation de la folie et de la criminalité..., etc. Il en résulte que ce qu'il y a de plus personnel en apparence dans l'hygiène et la conduite engendre nécessairement les plus terribles conséquences domestiques et sociales. Elles appellent impérieusement toute une nouvelle formulation de devoirs rigoureux et toute une discipline d'opinion appropriée. Voici un lot d'autres connaissances sur les suggestions de l'exemple et du milieu, sur les contagions et les hérédités morales, sur les conditions positives de l'éducation qui impliquent tant de responsabilités naguère encore insoupçonnées.

Et que dire de cette suractivité industrielle, de ces puissances économiques devenues énormes, de ce pouvoir grandissant exercé sur les choses et sur les hommes par l'action combinée des applications scientifiques et des capitaux accumulés, et encore de cet autre pouvoir auquel s'essaie le nombre organisé? Autant de forces nouvelles d'une intensité croissante, qui seront fécondes si elles sont modérées, réglées et moralisées, mais dont l'anarchie morale actuelle autorise tous les abus et déchaîne tous les conflits. C'est surtout dans ce domaine que *de tous les côtés* éclate, nous ne dirons pas seulement la méconnaissance, mais l'ignorance des devoirs nouveaux, et que se font sentir à la fois l'absence et le besoin de nouvelles disciplines.

Voyons, maintenant, comment le Positivisme entend hâter le terme de cette anarchie morale, quelle doctrine morale il apporte et quelle discipline morale il aspire à fonder.

*(A suivre.)* P. GRIMANELLI.

# HUXLEY ET LE POSITIVISME

Quelle est la cause intime de ce sentiment d'amertume qui inspire toujours Huxley dans ses paroles et ses écrits sur le Positivisme? L'admirable biographie publiée récemment par son fils donne une nouvelle actualité à cette question, et le fait d'essayer d'y répondre peut jeter quelque lumière sur plusieurs points intéressants, notamment sur le rôle de la science dans l'étude des problèmes de la vie humaine.

Mais, au préalable, il nous faut dire un mot du portrait de Huxley, tel que le donne cette biographie. Il fut brave, loyal et sincère, combatif et plein de préjugés, mais génial, affectueux et dévoué; lutteur à la haine généreuse, il n'eut jamais de jalousies mesquines et se montra incapable de pensées basses et vulgaires. Il ne fit pas époque dans la science et ne s'y distingua par aucune conception neuve et de haute portée. Mais son influence sur la formation de l'opinion fut bien supérieure à celle exercée par des hommes dont l'intelligence était peut-être plus grande que la sienne. Il faut attribuer ce fait à ce qu'il joignait à ses aptitudes scientifiques proprement dites le don littéraire d'une exposition claire et vigoureuse. D'ailleurs, jusqu'à la fin de sa carrière, on l'apprécia en quelque sorte mieux comme homme de lettres que comme homme de science. Il ne fut pas un penseur philosophique au sens vrai du mot et il n'eut jamais de sympathie pour les travaux ayant pour objet la coordination des sciences positives, qu'il s'agît de la méthode suivie par Comte ou de celle suivie par Herbert Spencer. Pour la première, en vérité, il n'eut que de la répugnance.

Il n'est pas difficile d'expliquer ce sentiment. Ceux qui connaissent les détails de la vie de Comte savent que les coteries scientifiques nuisirent plus à sa prospérité matérielle que ne le firent celles de l'Eglise catholique. Celles-ci ne le

ménagèrent pas non plus et la *Philosophie positive* fut, dès le début, mise au rang des ouvrages défendus. Pourtant, les aptitudes spéciales d'Auguste Comte dans les sciences mathématiques ne pouvaient être niées; elles avaient été reconnues par Fourier, le plus grand mathématicien, peut-être, du XIXe siècle, par Poinsot, Ravier et beaucoup d'autres. En biologie, l'illustre Blainville le considérait comme un de ses auditeurs les plus assidus. Naturellement, on reconnut difficilement sa compétence en sociologie, précisément parce qu'il en était le fondateur, cette science, avant lui, n'existant pas comme branche distincte de l'arbre de nos connaissances scientifiques. Mais ses premiers essais d'histoire avaient attiré l'attention de Guizot; d'autre part, Say et Dunoyer pouvaient témoigner de sa connaissance des sciences économiques. Comte était alors un jeune homme de vingt-cinq à trente ans. Au fur et à mesure que le temps marchait et qu'avançait l'édification de la philosophie des sciences, la sociologie, par le fait même de son existence, tendait à prendre parmi celles-ci une position exceptionnelle. Cette position a été souvent incomprise : on pensait que la sociologie, une fois constituée, découragerait de l'étude des autres sciences.

Ce malentendu désastreux est imputable, d'une part, à l'étroitesse d'esprit, à l'éducation insuffisante et au manque de sentiment social des spécialistes scientifiques; d'autre part, à la même étroitesse d'esprit, à la même insuffisance d'éducation et à l'impatience de quelques-uns de ses principaux disciples. Les uns et les autres pouvaient et auraient dû apprendre par la *Philosophie positive* que la sociologie ne peut exister comme science qu'autant qu'elle repose sur la biologie et la physique; ceux qui ignorent les méthodes et les résultats des sciences les plus simples sont incapables de contribuer aux progrès de celles qui sont plus complexes.

Quoi qu'il en soit, la sociologie prenant sa base sur les sciences les plus anciennes, dont elle est à la fois dépendante et indépendante, comme le sont d'ailleurs les connaissances biologiques à l'égard des connaissances physiques, et ces dernières envers les mathématiques, il était inévitable qu'elle réclamât pour elle la place la plus importante. Son champ de

recherches contient les vérités qui touchent de plus près à l'existence de l'homme. Elle rajeunit le sens de ce vieux dicton qui nous est venu des temps théocratiques, sous des formes variées : « L'étude propre de l'Humanité, c'est l'homme. » Il n'est pas exact de dire que la sociologie s'oppose à la culture des autres sciences, car il est évident que nos nécessités industrielles leur réserveront toujours la part d'attention qui leur est due. Néanmoins, il est certain que la nouvelle science exerce et exercera automatiquement et spontanément son influence sur le choix des problèmes encore à résoudre. Par exemple, on peut citer le vif stimulant donné, au cours de ces trente dernières années, à l'étude biologique de l'hérédité dont l'importance sociologique est si importante. Rappelons aussi, dans le même ordre d'idées, les recherches sur le langage ou encore les travaux concernant les facultés mentales des animaux.

On peut donc expliquer, sans l'excuser, la crainte qu'eut le monde académique que la sociologie, non seulement n'exerçât pas une influence directrice sur le spécialisme scientifique, mais tendît plutôt à le décourager. Cette crainte n'est pas dissipée et elle fut partagée par Huxley.

Je n'ai pas l'intention de passer en revue les violentes et folles attaques que Huxley a dirigées contre le Positivisme. Selon lui, « Comte était dépourvu d'aptitudes philosophiques » ; les comtistes défendaient « le matérialisme le plus grossier du XVIII^e^ siècle », et ainsi de suite. Ce sont là des paroles à effets ronflants qui, si elles ne sont pas oubliées un jour, retomberont sur la réputation de leur auteur. Pour moi, le principal intérêt de la biographie de Huxley consiste en ce fait que, tout en ne se lassant pas d'outrager le Positivisme, il rendit hommage de la manière la plus frappante à une des données fondamentales de la doctrine.

Des deux philosophies synthétiques du XIX^e^ siècle se réclamant de la science, l'une, celle qui s'identifie avec le nom d'Herbert Spencer, prend l'évolution cosmique comme principe central ; l'autre, celle d'Auguste Comte, repose sur la conception de l'Humanité. On verra que Huxley, dans son enseignement, donne raison plutôt à Comte qu'à Spencer. Ce

point avait été mis déjà en évidence par M. Harrisson, mais il n'est pas inutile d'y revenir.

Laissez-moi citer quelques passages extraits du neuvième volume des œuvres de Huxley. Il s'agit d'un essai intitulé : « Evolution et Morale » : « L'influence du processus cosmique sur l'évolution de la société est d'autant plus grande que la civilisation de cette société est plus rudimentaire. Le progrès social est l'obstacle que le processus cosmique rencontre à chaque pas; il consiste en la substitution à ce processus cosmique d'un processus moral. Ce dernier a pour objet non pas le triomphe de ceux qui s'adaptent le mieux à l'ensemble des conditions ambiantes, mais de ceux qui sont moralement les meilleurs.

« ... Ainsi que je l'ai déjà observé, la pratique de ce qui est moralement le meilleur — ce que nous appelons la bonté ou la vertu — comporte une ligne de conduite qui est à tous égards complètement opposée à celle qui mène au succès dans la lutte cosmique pour l'existence. Au lieu de la satisfaction brutale de nos besoins, elle proclame l'empire sur soi-même; au lieu de rejeter de côté ou d'écraser tous les concurrents, elle exige que l'individu non seulement respecte, mais assiste ses semblables. Elle répudie la théorie gladiatoriale de l'existence. »

Et encore, page 83 : « Le progrès moral de la société ne consiste pas à imiter le processus cosmique, encore moins à l'éviter, mais à le combattre. C'est une pensée audacieuse que d'opposer le microcosme ou macrocosme et de donner à l'homme comme objectif la soumission de la nature à ses propres fins.

« Mais, d'autre part, notre mentalité s'est modifiée à ce point que nous avons aujourd'hui l'espoir qu'une pareille entreprise n'est pas incompatible avec un succès relatif. »

Il est difficile, je crois, de définir l'attitude du Positivisme dans cette grande controverse, mieux que ne l'a fait Huxley dans les passages précédents. On est tenté de rappeler l'exemple du prophète Balaam, qui venait maudire Israël et qui, finalement, le bénissait.

Nous pourrions élever encore plus haut nos espérances;

mais nous n'ignorons pas que leur réalisation sera toujours incomplète, parce que, dans ses efforts pour faire prévaloir le sentiment social sur l'amour de soi-même, le Positivisme se heurte à l'imperfection de notre nature. Il nous enseigne à reconnaître un ordre de phénomènes inférieurs qui nous inspirent la résignation; mais cette résignation n'a rien d'absolu, car elle comporte la notion de modificabilité; autrement dit, nous ne devons pas imiter l'ordre cosmique, ni nous y soustraire, mais le combattre. L'idée principale de cette doctrine se trouve résumée, philosophiquement parlant, dans la fameuse classification des sciences, que ne comprirent ni Huxley ni Spencer. Dans l'échelle des sciences, l'ordre le plus élevé repose sur le moins élevé, mais en est distinct, au même titre que la fleur par rapport au sol qui lui sert de support. Les molécules des organismes vivants obéissent à la loi de gravitation et sont soumises à toutes les conditions de structure du système solaire; ce qui n'empêche que la biologie soit distincte de la physique.

Entre autres fatalités, l'Humanité est exposée à la concurrence malthusienne, que Darwin et Wallace ont mise en évidence dans l'évolution des corps vivants. Nous ne pouvons pas plus y échapper qu'à notre ombre. Mais l'erreur sur laquelle on revient aujourd'hui fut de croire à son action absolue. Sans s'en douter, Malthus occasionne de la mauvaise économie politique, beaucoup de fautes législatives et encore plus d'indifférence sociale. La même réflexion s'applique à Darwin. Inutile de dire pourtant que l'homme de science n'est pas responsable du mal momentané qui s'attache à sa découverte. La faute en est à ceux qui, sous l'influence éblouissante d'une vérité nouvelle, ne voient plus les vérités anciennes, d'une valeur plus grande ou tout au moins égale.

L'histoire de la civilisation est une lutte continuelle de l'Humanité contre les fatalités physiques et biologiques — la fatalité malthusienne comme le reste. C'est « le microcosme opposé au macrocosme » et « la répudiation de la théorie gladatoriale de l'existence ». Tout ceci était comme il y a un demi-siècle, lorsque les théories malthusiennes, considérées comme lois rigoureuses de l'économie politique, barrèrent le

chemin à de nombreuses formes de progrès social. En histoire naturelle, l'application de la doctrine de Malthus a été féconde en résultats dans les mains du fondateur d'une grande école de naturalistes. Mais dans l'histoire de l'Humanité, ce n'est qu'une demi-vérité; et les demi-vérités sont souvent plus dangereuses que des erreurs.

J.-H. BRIDGES.

(Traduit de la *Positivist Review* du 9 César 113, par TRIDON.)

---

# LE POSITIVISME EST-IL UNE SECTE?

Un AMI, bien connu dans le monde scientifique, et qui porte aux choses sociales un intérêt vaste et sérieux que tous les savants n'y prennent pas, suggère que l'aversion de M. Huxley pour le Positivisme, aversion dont j'ai parlé dans l'article précédent, est due à ce qu'il le regarde comme une secte; et cet ami observe que les hommes de science n'approuvent point les sectes. Voici quelques remarques à ce sujet; je ne ferai cependant pas d'autre allusion à M. Huxley, dont on a peut-être assez parlé. La question est très intéressante et loin d'être aussi simple qu'on pourrait la supposer au premier abord.

Qu'est-ce qu'une secte? Le premier dictionnaire ouvert m'apprend que ce mot signifie « un groupe de personnes unies par des principes, le plus souvent philosophiques ou religieux, mais constituées en parti distinct et manifestant des sentiments différents de ceux des autres hommes ». Cette définition sera, je suppose, généralement acceptée comme bonne, si loin qu'elle mène; elle nous servira tout au moins de point de départ. Elle vise une minorité qui vit au milieu d'une majorité possédant d'autres vues, et qui lui est indifférente ou hostile. Les doctrines invoquées peuvent être déraisonnables et fausses, comme elles peuvent être sages et vraies. De plus, elles sont susceptibles d'une courte ou d'une longue existence : tombant rapidement dans l'obscurité ou s'élevant à une durable et vaste domination. La fin, pour chaque cas? l'événement seul peut répondre. La Chrétienté fut une secte aux jours de Tacite et Trajan. L'Islam fut une secte, et une très petite vraiment, aux jours de l'Hégire. Des sectes qui ont péri, soit par décadence naturelle ou par persécution, soit par incorporation à celles qui ont survécu, la liste est bien longue, quoique nécessairement incomplète.

La définition ci-dessus s'applique seulement à des principes philosophiques ou religieux; mais elle reste, si on lui ajoute un important attribut indiqué ci-contre, valable pour l'histoire de

la science. En 1543, Copernic ressuscita l'hypothèse émise deux mille ans plus tôt, peut-être par Pythagore, et certainement par Aristarque de Samos, de la rotation de la terre sur son axe et de son mouvement autour du soleil. Il élabora cette hypothèse avec soin, et avança plusieurs arguments nouveaux pour sa défense. Mais il laissa une ébauche de démonstration telle que bien des astronomes postérieurs, dont le dernier, Tycho Brahé, possédait un génie et un acquit fort supérieurs au sien, n'admirent point sa théorie. Pour deux générations, au moins, on peut ainsi regarder les coperniciens comme faisant secte. Ils furent une minorité dans le monde scientifique de leur temps; et plusieurs des arguments qu'ils avancèrent contre de très fortes considérations adverses furent défectueux et même sophistiques. Jusqu'à la découverte par Bradley, au XVIII[e] siècle, de l'Aberration de la Lumière, on ne peut dire que la théorie de Copernic fût réellement démontrée. Durant une grande partie de ce long laps de temps, ceux qui s'occupaient d'études scientifiques subirent l'influence, en partie sans doute, de leurs propres facultés personnelles d'observation et de jugement, mais aussi, quelque peu, de considérations qui ne furent pas purement intellectuelles. Les uns par déférence envers un esprit plus rigoureux avec qui ils avaient été en contact, les autres (et peut-être sans que tous en eussent conscience) penchaient, à des degrés divers, vers l'une ou l'autre conclusion, selon leur prévision des résultats sociaux auxquels chacune pouvait les mener. Il serait assez facile de trouver d'autres cas où l'esprit de secte s'est fait sentir dans l'histoire de la science, tantôt retardant, tantôt stimulant le progrès. Dans l'histoire de la médecine, laquelle n'est pas une science, mais un art qui tente de se baser sur la science, les sectes abondent; et l'esprit qui les suscite est, en vérité, fort loin de s'éteindre. Les controverses sur l'évolution, pendant ce dernier siècle, offrent des exemples semblables. Les lecteurs des conversations d'Eckermann et de Gœthe se souviendront de l'enthousiasme que le poète philosophe montrait pendant la querelle de Cuvier et de Geoffroy Saint-Hilaire, en juillet 1830, au moment de cette soi-disante révolution que, d'accord avec Comte, il estima de minime importance. C'était une dédai-

gneuse opposition que manifestait le monde scientifique de ce temps, et de près de trente ans durant, aux théories d'évolution de toutes sortes et notamment à celle de Lamarck comme à son exposition populaire positive en Angleterre (Vestiges de la Création). Aujourd'hui que, plus d'une génération après Darwin, nous sommes témoins d'un puissant antagonisme entre ceux qui nient et ceux qui affirment la possibilité de l'hérédité des caractères acquis, nous pouvons traiter les derniers de sectaires, au sens du mot employé ici; et remarquons le mélange aux procédés intellectuels d'impulsions qui ne sont pas entièrement d'ordre spéculatif. Heureusement pour le monde, l'homme de science n'est pas, généralement parlant, un « fantôme algébrique » : il a des sentiments et des passions comme les nôtres. Des sentiments éveillés en ce cas, comme en tout autre département de l'activité humaine, quelques-uns sont plus puissants; mais il n'en est pas, certes, de plus honorables que le respect de l'apprenti ou de l'ouvrier inexpérimenté pour l'adresse plus grande ou la supériorité intrinsèque d'un collègue. L'ascendant d'une âme forte sur une âme faible est inévitable. Cela a toujours été et sera éternellement. C'est immuable comme une loi de la nature, comme la loi de la gravitation. De même que de toute autre fonction et organe individuel ou social, on en a abusé dans le passé, et, sans doute, on en abusera dans l'avenir. De tels abus peuvent et doivent être redressés de plus en plus et de mieux en mieux, avec le temps. En attendant, l'usage sera, et il l'a toujours été, enraciné bien plus profondément que les abus auxquels on le rapporte. Sans la vénération, comme les sages antiques et modernes nous l'ont enseigné, la vie de l'Humanité ne se maintiendrait pas un moment, et elle ne vaudrait plus la peine d'être vécue. Que des éléments, autres et vils, prennent trop souvent le caractère sectaire, c'est certain — petites jalousies, vanité pharisaïque et tout ce tas honteux d'envie et de rancune que Browning dépeint dans son *Cloître espagnol.* — Mais cela revient simplement à dire que l'homme est l'homme : *Qui vitia odit homines odit.* C'est un malheur d'avoir des passions mauvaises; être veule en est un pire.

Il semblerait, alors, que l'esprit sectaire n'est pas prêt de

disparaître, du moins dans un avenir prochain, puisqu'il provient du penchant naturel à se grouper dans un but commun. On ne peut éviter cette disposition sans tomber à la condition pathologique d'isolement dans l'espèce et devenir, comme on dit en France, *aliénés*. Il y a cependant, et je l'ai déclaré ailleurs, une différence réelle entre l'esprit sectaire dans la science, et l'esprit correspondant dans les systèmes théologiques et dans la plupart des systèmes philosophiques. La science produit, contre les abus de cet esprit, un correctif qui, finalement, devient toujours efficace. Les écoles scientifiques rivales, en adoptant une commune méthode de recherche, en arrivent à quelque nouvelle découverte qui lie et réconcilie ce qu'il y a de vrai dans chacune. Ainsi, pour reprendre l'exemple ci-dessus, une des plus fortes objections de Tycho Brahé contre la doctrine de la révolution de la terre était basée sur ce fait, qu'une étoile, vue de deux points opposés de l'orbite terrestre (points distants de 306 millions de kilomètres) occupe la même position apparente dans le ciel, n'est plus soutenable, depuis l'époque, relativement récente, de la découverte vainement cherchée par Bradley de la parallaxe annuelle d'un certain nombre d'étoiles fixes. D'autres exemples s'offrent d'eux-mêmes à qui étudie l'histoire de la science. En résumé, la caractéristique de la science est de prendre à témoignage la démonstration : ce que ne fait point la théologie.

Appliquons ces remarques à l'objet de cet article. Et premièrement, qu'est-ce que le Positivisme?

Le Positivisme, en tant que système philosophique, est un essai de classement des principales vérités scientifiques, des mathématiques aux morales, dans un ordre systématique si régulier que les sciences les plus simples, traitant de faits communs au monde et à l'homme, répandent la lumière sur les plus complexes, et surtout sur celles qui touchent la nature humaine et la conduite individuelle. Il réprime expressément toute tentative d'explication de ces ordres de faits comme déductions d'un seul principe. L'unité du système résulte de sa méthode et de son but. Sa méthode est celle de tous les maîtres de la science; son but, le Service de l'Humanité.

Le Positivisme, au point de vue pratique, est un effort sys-

tématique de soumission libre et joyeuse aux principes du bien et du mal, tant pour la vie privée que pour la vie publique, et cela par des moyens désignés par la science et indépendants de croyances surnaturelles. En d'autres termes, son but est de devenir la religion universelle de l'Humanité. Toutefois, ceci demande une explication, d'autant qu'Auguste Comte, dans ses premiers ouvrages, employa le mot de *religion* dans un sens théologique.

Ce sens fait encore partie de l'acception populaire de ce terme, quoiqu'il ne soit point rare d'appeler ainsi toute agitation fervente qui réveille les âmes humaines et les unit dans un noble dessein. On l'a employé pour exprimer le sentiment qui a poussé les hommes à défendre leur indépendance nationale; il a servi à dire les émotions généreuses ressenties par l'Europe occidentale au début de la Révolution française, émotions si puissamment retracées dans *le Prélude* de Wordsworth. Pour nous, le point important est que Comte ait fixé l'attribut de l'institution religieuse d'une façon qu'on peut regarder comme définitive; il est valable, à des degrés divers, pour toutes les formes religieuses qui ont dirigé l'Humanité et qui dérivent de l'élément commun à toutes. On le trouvera défini avec limpidité, en un langage d'une précision et d'une beauté dantesques, dans l'*Introduction au Catéchisme positiviste*. Si possible, il faut lire le passage dans l'original, remarque qui, soit dit en passant, s'étend à d'autres traductions de Comte, certainement à celles de l'auteur de cette étude, bien que les traductions servent de commentaires, même à ceux qui connaissent le français. Bref, la religion, ici définie, embrasse l'état où l'homme exerce ses facultés en une parfaite paix, intérieure et extérieure — paix entre ses instincts discordants, paix avec ses semblables, par tout le monde. — La religion n'est pas un *credo* : c'est un état d'émotion, de pensée et de volonté, orienté vers un but digne de la poursuite de tous. Les différentes formes religieuses qui ont guidé ou qui guideront l'Humanité — polythéisme, monothéisme, humanitarisme — doivent être regardées comme des modes plus ou moins efficaces pour atteindre cet idéal état.

Paix intérieure, union extérieure — quelle forme religieuse

approche le plus près de cette destination? — Toutes les religions, celles qui méritent ce titre, ont atteint en quelque mesure le premier état et ont aspiré finalement au second. Elles ont tendu à l'union universelle. La Chrétienté a fait de cette union un droit; de même l'Islam. Chacune de ces sociétés a lutté pour absorber le polythéisme de l'Inde, l'astrolâtrie et le culte des ancêtres de la Chine; et toutes les deux ont échoué. L'espoir mutuel de vaincre l'adversaire a disparu avec les Croisades. Et pourquoi cela? Parce qu'ils comptaient sur des doctrines transcendantales, incapables de démonstration, et mutuellement incompatibles. L'état d'union n'est possible qu'en ramenant les vérités touchant les intérêts les plus élevés et les plus chers de l'homme dans le champ de la certitude scientifique. Et tel est le principal objet du Positivisme.

S'il s'en faut que le but soit réellement atteint, j'estime qu'il serait déraisonnable de traiter de secte le Positivisme, sauf dans l'acception ci-dessus, que l'esprit sectaire n'a justifié que durant des intervalles relativement courts dans l'histoire des sciences physique et biologique. En ce sens, il paraît chimérique d'espérer que, la nature humaine étant ce qu'elle est, le besoin de former secte disparaisse entièrement dans les siècles à venir. Si de tels besoins se sont révélés dans les questions d'astronomie, de géologie, — transitions des ascidiens aux vertébrés, formation des bancs de corail (sans parler des querelles bien plus inconséquentes des grammairiens, sur le grec et le latin), — comment nous attendre à ce qu'elles soient entièrement absentes des discussions où les intérêts les plus élevés et les plus chers de l'Humanité sont en jeu? Soyons certains que cela ne sera pas. Tout ce qu'on espère, c'est que ceux qui sont tentés de s'égarer dans cette voie seront préservés du danger par la forte poigne de la vérité scientifique, par l'esprit historique présupposé adéquat à la profession des doctrines positivistes, mais mieux encore, par les sympathies pour chaque aspect de la nature humaine, héroïque, tendre, passionnée, humoristique, sympathies qui ne manqueront jamais totalement à ceux qui s'efforcent de vivre, eux et leurs enfants, selon la Vie Nouvelle. J.-H. BRIDGES.

(Traduit de la *Positivist Review* d'août 1901, par Percy HODGES.)

# LA QUESTION CHINOISE

## et les Missions catholiques [1]

---

> « Il fault oster le masque aussi bien des choses que des personnes. »
>
> MONTAIGNE.

### I

Le mouvement des *Boxeurs*, — puisque c'est sous cette appellation baroque que l'Europe s'est accoutumée à désigner la L. D. P. chinoise dite *I-ho-tchüan* (2) dans l'Empire du Milieu, — ce mouvement a des causes multiples et diverses. Il est indispensable de les connaître, au moins d'une manière générale, si l'on veut comprendre l'origine et la signification des difficultés qui ont mis si malheureusement aux prises la Chine et l'Occident.

L'association politique ou la secte religieuse des *Boxeurs* (car la société secrète des « poings-unis » revêt ce double caractère) fut très certainement, à ses débuts, antimandchoue (3)

(1) Au moment où va se discuter une fois de plus au Parlement la question des subventions aux « écoles d'Orient », nous croyons utile de reproduire ce travail de M. Paul Boell, paru dans *Pages libres* du 16 mars 1901 et rapidement épuisé. — C. H.

(2) *I-ho-tchüan*, littéralement : justice-unis-poings, peut se traduire : les poings unis pour la justice. C'est sans doute le mot *poing*, combiné avec l'idée de certains exercices gymnastiques pratiqués, dit-on, par la secte, qui aura suggéré à quelque Européen le terme de *boxeur*, dont la fortune a été si extraordinaire et si rapide.

(3) La dynastie des Tching, qui règne actuellement sur la Chine, est d'origine mandchoue. Elle renversa, en 1646, la dynastie nationale des Ming.

et antidynastique. Au XVIII[e] siècle, — car ses origines remontent aussi haut, — elle fut interdite par décret impérial, ce qui laisse assez deviner quelles étaient ses tendances. Lorsque, après une longue éclipse, elle reparaît sur la scène du monde, dans ces dernières années, c'est, semble-t-il, pour reprocher à la dynastie les malheurs du pays, les empiètements continuels de l'étranger.

Le thème prêtait assurément à plus d'un développement. Sans remonter au delà de 1895, la Chine venait, cette année même, de se laisser enlever la Corée et Formose, à la suite de sa guerre avec le Japon. Puis, dans les années qui suivent, c'est Kiao-Tcheou, cédé à l'Allemagne; Port-Arthur et Talienwan, à la Russie; Weihaiwei, à l'Angleterre; Kwangtcheouwan, à la France; et peu s'en faut que l'Italie ne prenne Sanmen!

Et, parallèlement à ces annexions territoriales, c'étaient, de la part des Puissances, des demandes ou plutôt des exactions de concessions de toutes sortes : chemins de fer, mines, emprunts, etc. Dans les journaux d'Europe et d'Amérique, et jusqu'à la tribune des Parlements, on discutait ouvertement de zones d'influence en Chine; le mot de partage était même prononcé par des bouches responsables — tout cela bien avant les derniers événements. De sorte que, lorsqu'ils parcouraient nos feuilles publiques, qu'ils écoutaient les conversations officielles, les Chinois devaient certainement se dire, comme ce personnage de vaudeville : « Mais, en vérité, on ne parle que de notre mort là dedans! » Et leurs sympathies européennes n'en étaient assurément pas accrues.

D'autre part, la tentative réformatrice de Kang Yü-Wei (1), énergiquement appuyée par l'empereur, mais mal préparée, mal expliquée, et fatalement incomprise, avait surexcité les

(1) Kang Yü-Wei est un lettré cantonais, énergique et intelligent, au courant des choses européennes, animé d'idées réformatrices, qui avait réussi à faire adopter ses vues à l'empereur. C'est sur son initiative que furent promulgués une série de décrets impériaux réorganisant de fond en comble l'administration de l'empire. Ils ne furent jamais exécutés; mais le parti conservateur de la Cour s'alarma de ces tendances réformatrices du Fils du Ciel, qui furent arrêtées net par le coup d'Etat de 1898. Kang Yü-Wei put s'échapper et prit refuge sur un navire anglais; mais ses principaux collaborateurs eurent la tête tranchée.

tendances conservatrices du public. Une réaction était devenue inévitable : elle se produisit sous la forme du coup d'Etat de 1898, qui renversa le parti de Kang Yü-Wei, remit l'empereur en tutelle, rendit le pouvoir à l'impératrice douairière, sous la régence occulte du prince Twan, dont le fils fut désigné comme l'héritier présomptif du trône. L'Europe demeura impassible.

Alors se produisit un phénomène curieux. Les Boxeurs antidynastiques, mais encore plus antiétrangers, englobant d'ailleurs des mécontents d'origines diverses, et la Cour (ou le parti qui la gouvernait), dynastique par définition, abjurèrent leurs différends réciproques et mirent en commun leurs aspirations nationalistes. Les Boxeurs n'avaient pas de chefs, la Cour pas d'armée : l'alliance fournit aux uns et à l'autre ce qui leur manquait pour agir. Les Boxeurs prirent, dès lors, une attitude nettement dynastique, affirmant en même temps, de plus en plus, leur hostilité envers l'étranger. Leur programme peut se résumer en trois mots : La Chine aux Chinois. Qui donc oserait dire qu'il est tout à fait déraisonnable?

On connaît la suite des événements : les premiers troubles du Nord (avril 1900); les conflits entre Boxeurs et chrétiens chinois, où l'avantage reste souvent à ces derniers; le meurtre par les Boxeurs du général chinois Yang (22 mai); les désordres du chemin de fer, d'abord entre Péking et Paoting, puis entre Tientsin et Péking (27-29 mai); le départ de Tientsin pour Péking de la colonne Seymour, acte imprudent et impolitique, suivi le lendemain même (11 juin) du meurtre du chancelier japonais Sugiyama; le 17 juin, prise des forts de Takou par les Puissances (en pleine paix), massacre complet de la garnison, opération suivie, le 20, du meurtre, à Péking, du ministre d'Allemagne et, à quelques jours de distance, des exécutions de missionnaires à Taiyüan et ailleurs; puis, la tragi-comédie du « siège » de Péking; enfin, la délivrance des légations par les troupes alliées, le 14 août. Et, depuis, le pillage, les boucheries, toutes les abominations qui ont couvert d'un opprobre durable les troupes engagées dans cette nouvelle croisade et déshonoré devant la postérité le moderne Attila.

Le moment n'est pas venu de faire l'histoire des récents événements. Au reste, le dernier acte du drame qui se joue là-bas n'est pas achevé. Qui sait le dénouement qu'il nous réserve?...

Nous nous proposons simplement d'étudier ici ce que nous regardons comme le facteur principal des difficultés actuelles, persuadé que l'unique façon de résoudre ces difficultés d'une manière durable est de faire disparaître les causes qui les ont produites. « L'Europe coalisée, disions-nous au Congrès de la Paix, en octobre dernier, viendra évidemment à bout, si elle le veut, de l'agitation actuelle. Mais supprimer le mouvement nationaliste chinois en laissant subsister, en aggravant peut-être, les causes qui lui ont donné naissance, ce n'est point là une solution. Une semblable politique n'aurait qu'un résultat, c'est de préparer pour un avenir prochain une nouvelle explosion plus formidable, c'est-à-dire d'autres tueries suivies de nouvelles représailles. Où s'arrêterait-on dans une pareille voie? »

## II

L'Occident s'est imposé à la Chine sous trois formes distinctes : politique, économique, religieuse; et, de plus en plus, la politique s'est intimement mêlée à notre activité religieuse ou économique.

Les entreprises économiques (commerciales, industrielles, financières) ont été constamment appuyées par l'action politique. Dans ces dernières années surtout, les rivalités des Puissances et leurs revendications ont pris une acuité particulière : avantages commerciaux, commandes industrielles ou militaires, cessions territoriales, concessions de chemins de fer ou de mines, emprunts, etc., ont été arrachés à la Chine, sinon par la force des armes, du moins invariablement par les menaces de la diplomatie.

Cette action économique de l'Occident a très naturellement troublé des intérêts respectables. La substitution graduelle, sur le Yangtse, de la navigation à vapeur au trafic par jonques a privé de leur gagne-pain des dizaines de milliers de braves gens qui vivaient de la batellerie, du transport des marchan-

dises et d'industries annexes. Les chemins de fer contrarient des intérêts du même ordre. L'importation de nos articles manufacturés, si elle a enrichi quelques commerçants indigènes, a ruiné une partie de la petite industrie du pays. Les grandes concessions minières menacent de créer une puissante féodalité financière étrangère. Des employés européens, pourvus de gros traitements, occupent tous les principaux postes du service chinois des douanes maritimes.

Les étrangers (commerçants, ingénieurs et leurs sous-ordres) ont trop généralement reconnu l'hospitalité dont ils jouissent sur le sol chinois par les insultes, les violences, les mauvais traitements, les injustices de toutes sortes envers les indigènes. L'ignoble racaille cosmopolite qui constituait les cadres subalternes du chemin de fer dit franco-belge (Péking-Hankeou) a fait beaucoup pour exciter les populations de cette région.

## III

Mais le facteur qui a, plus que tout autre, contribué au mouvement actuel, parce que son influence se fait sentir dans toutes les parties de l'empire, depuis très longtemps et d'une façon continue; qu'il touche à la fois aux intérêts matériels et aux préoccupations morales de la population chinoise — c'est le facteur religieux : l'action des missionnaires. C'est elle que nous allons spécialement étudier (1).

La matière est très mal connue, presque ignorée dans quelques détails très importants. Et cependant, il est tout à fait impossible d'apprécier sainement la question chinoise, si

(1) Nous n'avons pas, dans cet article, à parler des missions protestantes en Chine. Outre qu'il n'y a pas en Chine de missions protestantes françaises, le cas des protestants est légèrement différent de celui des catholiques. Leur action est beaucoup moins étendue et d'ailleurs moins ancienne. Le premier missionnaire protestant qui vint en Chine fut le Rév. R. Morrison, qui s'installa à Canton en 1807, mais ce n'est guère qu'à partir du traité de 1842, imposé par l'Angleterre à la Chine, après la fameuse guerre de l'opium, que les missions protestantes prirent un certain développement. Elles comptaient, en 1890, 1,300 missionnaires, dont 700 femmes (et sur ce nombre 316 non mariées), et 37,300 chrétiens indigènes. Ces missions appartiennent aux pays les plus variés : Angleterre, Etats-Unis, Canada, Australie, Suède, etc., et aussi aux

on ne comprend clairement l'origine, le développement et la situation actuelle des missions en Chine. Nous allons essayer de condenser en quelques pages les faits principaux qui constituent cette très intéressante histoire.

Le début des missions catholiques en Chine se place dans les dernières années du XVIe siècle. Tout le monde connaît l'histoire de leur grandeur et de leur décadence : la faveur dont les premiers jésuites furent l'objet à la Cour impériale, plus tard les ridicules disputes sur les rites et sur le nom de la divinité, les démêlés des jésuites et des dominicains, et finalement la proscription officielle du catholicisme, qui n'empêcha pas un certain nombre de missionnaires de continuer leur propagande dans l'empire, sous l'œil indulgent des autorités.

La question des missions fit, pour la première fois, l'objet de négociations diplomatiques en 1844, à l'occasion des pourparlers qui accompagnèrent la conclusion du premier traité franco-chinois. Encore le traité lui-même n'en dit-il mot. C'est par un édit impérial obtenu par M. de Lagrené, notre plénipotentiaire, que cette question fut réglée. L'édit ne concernait que les chrétiens chinois, qu'on s'interdisait de poursuivre ou d'inquiéter à raison du culte professé par eux. Les missionnaires restaient soumis à la loi commune de tous les Européens : ils étaient admis seulement dans les cinq ports de Canton, Amoy, Ningpo, Foutcheou et Shanghaï, ouverts au commerce étranger par le traité anglo-chinois de 1842 et les traités franco-chinois et sino-américain de 1844.

En 1858, au moment de l'expédition franco-anglaise, le traité de Tientsin stipula :

sectes les plus diverses : anglicans, presbytériens, baptistes, méthodistes, congrégationalistes, épiscopaliens, luthériens, etc. A cette même époque, les catholiques accusaient 548,000 fidèles et 625 missionnaires.

J'engage, du reste, les personnes qui voudraient se documenter sur les missions protestantes et leur influence en Chine à lire le chapitre IX de l'excellent livre de lord Curzon : *Problems of the Far East* (Londres, 1894). L'auteur ne saurait assurément être suspect d'hostilité systématique envers les missions protestantes. Ses critiques n'en ont que plus de portée.

Art. 13. — ... Les membres de toutes les communautés chrétiennes jouiront d'une entière sécurité pour leurs personnes, leurs propriétés et le libre exercice de leurs pratiques religieuses, et une protection efficace sera donnée aux missionnaires qui se rendront pacifiquement dans l'intérieur du pays, munis de passeports réguliers.

De son côté, la convention de Péking (25 octobre 1860) contient la clause suivante :

Art. 6. — ... Les établissements religieux et de bienfaisance qui ont été confisqués aux chrétiens pendant les persécutions dont ils ont été victimes seront rendus à leurs propriétaires.

A cet article, les missionnaires, interprètes du baron Gros, notre plénipotentiaire, mais à son insu, semble-t-il, ajoutèrent le paragraphe suivant au texte chinois :

Il est en outre permis aux missionnaires français de louer et d'acheter des terrains dans toutes les provinces et d'y ériger des édifices à leur convenance.

Comme, d'après les conventions, le texte français du traité fait seul foi, cette stipulation introduite par la fraude, *ad majorem Dei gloriam*, est nulle de plein droit. Cela n'empêcha pas les missionnaires et le gouvernement de Napoléon III de s'en prévaloir. Les Chinois ne protestèrent pas : d'abord par ignorance, plus tard par dignité; mais de semblables procédés étaient peu faits, on l'avouera, pour leur donner une haute idée de la loyauté française.

Le plus étrange, c'est que, en 1865, une convention spéciale fut conclue par notre ministre d'alors, M. Berthémy, pour réglementer ce droit de possession obtenu par fraude. Et trente ans après, en 1895, un autre ministre de France, M. Gérard, éprouva le besoin de reprendre le texte Berthémy pour lui donner sa rédaction définitive :

A l'avenir (stipule la convention Berthémy-Gérard), si des missionnaires français vont acheter des terrains et des maisons à l'intérieur du pays, le vendeur devra spécifier, dans la rédaction de l'acte de vente, que sa propriété a été vendue pour faire partie des biens collectifs de l'église catholique de la localité (*ben tshu tiendjutang gung tshan*, dit le texte chinois). Il sera inutile d'y inscrire les noms du missionnaire ou des chrétiens..... Le vendeur

n'aura ni à aviser les autorités locales de son intention de vendre, ni à demander au préalable leur autorisation (1).

Enfin, en 1899, après des négociations conduites directement entre Mgr Favier et le Tsungli-yamen, un décret impérial fut publié, assimilant les évêques catholiques aux vice-rois et gouverneurs, et réglant les rapports officiels des missionnaires avec les autorités chinoises. Cette convention, à laquelle notre légation n'a pris aucune part (on n'en trouve aucune trace dans le Livre Jaune), a été cependant enregistrée par notre ministre sans protestation. Elle modifie considérablement, comme nous le verrons bientôt, et à notre détriment, la situation et les prérogatives de la France, et l'importance de son protectorat religieux.

## IV

Car la France exerce en Chine — si anachronique que le fait puisse paraître — un protectorat effectif sur l'ensemble des missions catholiques de toutes nationalités. Une seule mission fait exception : celle du Chantoung méridional, passée sous le protectorat allemand en 1891.

Notre protectorat religieux de Chine est l'extension, en quelque sorte, de celui qui nous a été reconnu sur les Lieux Saints et les missions de l'Orient ottoman. Il repose sur l'agrément du Saint-Siège, sur un exercice effectif depuis près de soixante ans, sur le consentement tacite des autres puissances, et sur les traités et conventions cités plus haut.

Voyons comment ce protectorat s'exerce.

Avant la convention Favier, c'est à notre ministre et à nos consuls en Chine que les missionnaires catholiques transmettaient leurs plaintes, leurs réclamations, en cas de difficultés avec les autorités chinoises ou le peuple. Nos repré-

(1) Ce qui ressort clairement et de la manière la plus indubitable de ce texte, c'est qu'aucune des acquisitions de terres faites *dans l'intérieur* par les missionnaires n'est légalement leur propriété. Ces terrains appartiennent incontestablement aux chrétiens indigènes : ils sont, en chaque endroit, les biens collectifs de l'église catholique du lieu. Je n'ai pas à tirer, présentement, les vastes conséquences de ce fait très peu connu : il me suffit, pour l'instant, de l'avoir mis en lumière.

sentants s'occupaient d'arranger ces difficultés; ils y réussissaient le plus souvent. S'ils étaient habiles et conciliants, ils pouvaient acquérir, grâce à ces négociations, une certaine autorité morale auprès des fonctionnaires indigènes, dont profiterait à l'occasion leur mission politique et commerciale.

Depuis la convention Favier, les évêques et les missionnaires commencent par essayer d'arranger leurs affaires directement avec les autorités chinoises. Nos représentants ne sont plus appelés à intervenir que dans les cas désespérés, dans les mauvaises affaires où, les torts principaux étant du côté des missionnaires, les autorités refusent d'accorder les réparations demandées. Dans des cas semblables, l'évêque appellera notre ministre à la rescousse : celui-ci devra jeter dans la balance l'épée de la France pour faire pencher le plateau qui renferme les réclamations catholiques. Chaque intervention de ce genre équivaudra ainsi à un véritable *ultimatum* posé à la Chine par « la puissance à laquelle le pape a confié le protectorat religieux » (1).

On sent combien la situation se trouve modifiée à notre détriment, combien notre rôle de protecteur est devenu plus ingrat que par le passé. Le Quai d'Orsay est cependant resté coi : il a enregistré docilement la convention conclue par le jovial et machiavélique évêque de Péking.

## V

L'action religieuse de l'Occident — il est à peine besoin de le faire ressortir — a pris, grâce à ce protectorat, de même que notre action économique, une couleur nettement politique. Les propagateurs de la foi se sont abrités constamment derrière les canonnières des Puissances; les chrétiens indigènes tendent de plus en plus à constituer un Etat dans l'Etat, sous la protection de l'étranger; les missionnaires catholiques ont réuni une importante mainmorte qui va chaque jour grossissant, et le moindre attentat contre leurs personnes ou leurs biens entraîne régulièrement de grosses

(1) Ainsi s'exprime le décret impérial relatif à la convention Favier.

indemnités, l'humiliation de leurs adversaires, parfois des compensations territoriales. La propagande des missionnaires qui, exercée dans certaines limites et avec la prudence convenable, eût été acceptée ou tolérée sans difficulté par les Chinois, a pris ainsi, dès 1844, mais surtout depuis 1858-60, un aspect nettement politique qui l'a rendue odieuse à la masse de la nation.

Un respectable missionnaire, le P. Louvet, des Missions étrangères, a fort bien saisi les graves inconvénients de cette situation :

La question, dit-il, est beaucoup plus politique que religieuse, ou plutôt elle est presque exclusivement politique. Le jour où la Chine intelligente sera persuadée qu'on peut être à la fois Chinois et chrétien, le jour surtout où elle verra à la tête de l'Eglise, en Chine, un clergé indigène, le christianisme obtiendra droit de cité dans ce grand empire de *quatre cents millions* d'âmes, dont la conversion entraînerait celle de l'Extrême-Orient.

C'est donc à séparer nettement leur cause de celle de la politique que doivent tendre les efforts des missionnaires. A ce point de vue, je ne puis que regretter, pour ma part, l'intervention des gouvernements européens. Rien de plus légitime en soi ; mais aussi rien de plus dangereux et de mieux propre à surexciter l'orgueil national et la haine des classes intelligentes et lettrées. Au fond, même au point de vue particulier de la sécurité des missionnaires, qu'avons-nous gagné au régime des traités ? Dans les quarante premières années du siècle, *trois* missionnaires seulement ont été mis à mort en Chine pour la foi, après une sentence juridique... Depuis les traités de 1844 et 1860, pas une seule condamnation à mort n'a été juridiquement prononcée, il est vrai ; mais plus de *vingt* missionnaires sont tombés sous les coups des bandits, soudoyés par les mandarins... Les traités ont-ils empêché, au mois de juin 1870, l'horrible massacre de Tien-Tsin, le meurtre de notre consul, de tous les résidents français, de deux lazaristes, de neuf sœurs de charité ? Presque chaque année, des chrétientés sont détruites, des églises pillées, des missionnaires tués ou blessés, des chrétiens mis à mort...

A tort ou à raison, la Chine ne veut pas de la civilisation européenne ; ce qu'elle repousse dans le christianisme, c'est l'envahissement de l'Europe. Séparons donc nettement la question religieuse de la question politique (1).

(1) Louis-Eugène Louvet, des Missions étrangères. — *Les Missions catholiques au XIXe siècle.* (*Les Missions catholiques*, bulletin hebdomadaire de l'œuvre de la Propagation de la Foi, n° du 26 juin 1891.)

Cette vue des choses est assurément un peu trop simpliste. Il n'est pas niable que l'enseignement et les pratiques des missionnaires ont suffi (toute action politique à part) pour développer l'hostilité populaire. Nous le montrerons bientôt. On peut affirmer, toutefois, que la propagande chrétienne se fût montrée plus réservée, plus tolérante, sans l'assurance qu'ont les missionnaires que le bras séculier de l'Europe se chargera de venger, le cas échéant, les attentats dont ils seront victimes.

## VI

Le fanatisme des Chinois n'est pas en cause. Leurs dispositions largement tolérantes ont toujours été reconnues. La liberté religieuse est complète en Chine. Non seulement trois religions pour ainsi dire officielles y coexistent en paix (confucéisme, taoïsme, bouddhisme); mais musulmans et chrétiens (le dernier ministre de Chine à Paris était catholique) sont admis aux fonctions publiques.

Tous les écrivains sont unanimes à cet égard. Le Rév. J. Ross, missionnaire anglais qui a vécu de longues années en Chine, nous dit que, « en ce qui concerne la religion, les Chinois ne sont pas seulement raisonnables, mais même *extrêmement tolérants*, à moins que la religion professée ne prenne ou ne paraisse prendre un aspect politique (1) ».

— « D'après le témoignage de ceux qui connaissent le mieux cette question, dit le missionnaire américain Arthur Smith, il n'y eut jamais sur terre une corporation d'hommes instruits et cultivés aussi complètement agnostiques et athées que la masse des lettrés confucéistes (2). »

— Le P. Louvet, déjà cité, constate de même qu'il n'y a pas ombre de fanatisme religieux en Chine, « car, dit-il, aucun peuple ne porte aussi loin le scepticisme et l'indifférence (3) ».

— Suivant M. Prosper Giquel, officier de la marine fran-

(1) Cité par A. Michie. — *China and Christianity;* Tientsin, 1892, p. 37.
(2) Arthur Smith. — *Chinese Characteristics;* Shanghaï, 1890, p. 358.
(3) P. Louvet. — Art. cit.

çaise, qui fut, durant de longues années, directeur de l'arsenal de Foutcheou, « il y a lieu d'être surpris de la tolérance relative que la propagation de la foi rencontre en Chine pour le développement de ses œuvres (1) ».

— M. W.-A.-P. Martin, missionnaire américain qui a vécu plus de cinquante ans en Chine, s'exprime ainsi :

A la différence des hindous et des musulmans, les Chinois sont si éloignés du fanatisme qu'ils nous apparaissent comme presque dépourvus de tout sentiment religieux. *Pas une seule attaque contre les missionnaires n'a été, à ma connaissance, inspirée par des dissentiments religieux* (2).

— La citation qui suit, tirée de *l'Echo de Chine*, organe des missionnaires catholiques de Shanghaï, et datée du 24 octobre dernier, par conséquent postérieure aux événements actuels, est intéressante à ce titre :

En Chine, il n'y a pas de fanatisme religieux; l'indifférence presque générale laisse la plus grande liberté aux divers *Credo* qu'on peut prêcher impunément, *pratiquer en public*, sans nullement froisser les préjugés locaux ou la conscience nationale dont parlent ineptement ceux qui ne connaissent pas la Chine (3).

## VII

Si les mêmes dispositions tolérantes s'étaient rencontrées du côté opposé, — je veux dire du côté des missionnaires, — il est probable que jamais la Chine n'aurait connu de dissensions religieuses. Hélas ! c'est l'essence même du catholicisme d'être intolérant; il ne serait plus lui-même, s'il était tolérant : *Sim ut sum, aut non sim*, voilà sa devise.

La principale pierre d'achoppement rencontrée par la propagande chrétienne est ce culte des morts, cette religion des ancêtres qui constitue, au fond, l'unique religion de la Chine, foi touchante, respectable entre toutes, et avec laquelle les missions, tant protestantes que catholiques, ont toujours dé-

(1) Prosper Giquel. — *La Politique française en Chine.* (*Revue des Deux-Mondes*, 1872.)

(2) W.-A.-P. Martin. — *A Cycle of Cathay;* New-York, 1897, p. 447.

(3) *Echo de Chine*, Shanghaï, 24 oct. 1900.

cliné toute espèce de compromis. Il faut excepter cependant les anciens jésuites qui surent très habilement ménager les susceptibilités chinoises.

Voici en quels termes lord Curzon, le vice-roi actuel de l'Inde, appréciait naguère l'intransigeante attitude des missionnaires actuels :

A l'exception de quelques rares individualités d'esprit plus libéral, les missionnaires adoptent une attitude d'implacable hostilité envers toutes les religions et toutes les morales indigènes : ils ignorent entièrement les bons côtés et l'influence moralisatrice de ces doctrines, comme aussi leur tout-puissant empire sur l'esprit chinois et l'autorité qu'elles tirent de leur vénérable antiquité. C'est le cas, notamment, pour le culte des ancêtres, avec lequel ils déclinent toute espèce de compromis... Le Chinois, qui se tient entièrement satisfait de sa propre religion et ne demande qu'une chose, c'est qu'on le laisse en paix, se voit assailli par une propagande dont le premier acte est de s'attaquer à ce qu'il a de plus cher..... Pour lui, la morale de Confucius résume toutes les obligations de l'homme envers la famille et envers l'Etat..... On réclame de lui une conversion au prix de sa qualité même de citoyen ; on lui demande comme première condition de régénération morale de renier ce qui constitue pour lui le principal soutien de toute moralité..... Si des prédicants de quelque foi nouvelle débarquaient en Angleterre, appartenant à une race par nous haïe et méprisée, et qu'ils commençassent leur propagande en attaquant la Bible et en criant anathème à la foi des apôtres, quelle réception leur ferions-nous (1) ?

M. Pierre Leroy-Beaulieu remarque, lui aussi, que « l'abandon du culte des ancêtres, imposé à leurs adhérents par toutes les fractions du christianisme, constitue aux yeux des Chinois un affreux sacrilège, un attentat à la morale et aux lois » (2).

Car le Chinois, comme l'a fort bien exprimé M. Albert Réville, voit dans ce culte des ancêtres « l'expression la plus fidèle, la garantie la plus sûre de cette piété filiale qui est un sentiment moral, mais qui de plus lui paraît avec raison

(1) George N. Curzon. — *Problems of the Far East;* Londres, 1894, p. 309.

(2) Pierre Leroy-Beaulieu. — *Le Problème chinois.* (*Revue des Deux-Mondes,* 1er janvier 1899, p. 61, 62.)

la clef de voûte de la famille et, par là, de la société chinoise » (1).

Ses résistances ne sont-elles pas explicables?

## VIII

Mais ce n'est pas tout. Si les croyances chrétiennes, et surtout leur propagande indiscrète et maladroite, blessent profondément le sentiment public, l'esprit chinois est à ce point tolérant que ce mal-là n'eût pas été sans remède. Certaines pratiques des missions catholiques ont eu des conséquences plus fâcheuses, car elles ont donné lieu à toutes les abominables histoires, propagées contre les missionnaires, qui trouvent créance auprès des indigènes même très cultivés : j'ai eu l'occasion de le constater moi-même bien souvent (2).

Je fais allusion ici à la Sainte-Enfance, dont les citations qui suivent, extraites des *Annales* mêmes de l'œuvre, feront connaître, beaucoup mieux que de longues dissertations, l'activité vraiment fâcheuse:

Venez encore faire une petite visite à la maison de l'Immaculée-Conception à Péking. Voyez-vous cette modeste porte d'entrée ? Elle a été cette année pour grand nombre de petits frères et de petites sœurs la porte du Ciel..... je ne me trompe pas : 873 petits enfants nous ont été donnés à cette porte, moyennant la somme de 45 centimes pour chaque, et sur ce nombre 843 sont morts après avoir été régénérés dans l'eau sainte du baptême. (*Annales de la Sainte-Enfance*, tome XXI, p. 258.)

Nos asiles sont trop remplis..... et s'il n'en montait pas au Ciel un si grand nombre pour faire place, il y a longtemps que nous ne pourrions plus recevoir aucun de vos petits protégés. (*Ibid.*, p. 238.)

Un enfant en nourrice, avec son entretien, revient à peu près à

(1) Albert Réville. — *La Religion chinoise*, p. 645.

(2) J'ai visité personnellement une bonne partie des missions catholiques de Chine : de Péking à Shanghaï, Foutcheou et Canton, et jusqu'au Ssetchuan, au Kweitcheou et au Yunnan. L'esprit des missionnaires est le même partout — avec des nuances insignifiantes; et les sentiments de la population indigène à leur égard sont les mêmes aussi.

6 francs par mois. Je fais des vœux sans doute *pour que ces chères âmes nous quittent le plus tôt possible et s'en aillent au Ciel.* Mais enfin, S'ILS NE VEULENT PAS MOURIR, il faut bien les nourrir, les élever. (*Ibid.*, p. 252.)

Ailleurs, il est question d' « une pharmacie QUI ENVOIE DE NOMBREUX ENFANTS AU CIEL ». (*Ibid.*, p. 245.)

Et la publication posthume de M. Pierre Jannet, à laquelle j'emprunte ces citations (dont j'ai tenu à vérifier moi-même l'exactitude), conclut excellemment :

Les missionnaires se plaignent sans cesse des calomnies auxquelles ils sont en butte. Voici ce que les Chinois disent des catholiques : « Les sectateurs de cette religion ne respectent pas leurs parents morts; ils crèvent les yeux des enfants pour en faire de l'opium; ils arrachent le cœur des morts pour en faire de l'huile dont ils se servent pour ensorceler les gens et les forcer à entrer dans leur religion. » (*Annales.*)

Voilà, certes, des imputations absurdes. Mais comment veut-on que les Chinois, qui ne voient rien au delà de cette vie, puissent comprendre le but des missionnaires ? Essentiellement positifs, ils ne s'expliquent pas qu'on se donne tant de peine pour obtenir un résultat purement chimérique, à leurs yeux du moins.

Inutile d'ajouter qu'ils accusent les missionnaires de tuer les enfants.

En cela, ils se trompent encore; mais, la main sur la conscience, est-ce que les apparences n'excusent pas leur erreur ?

Supposez qu'à Paris des étrangers viennent fonder un établissement charitable et qu'ils y reçoivent des milliers d'enfants; que des rumeurs sinistres circulent, que la foule s'ameute, envahisse l'établissement, et trouve les quatre-vingt-dix centièmes des enfants morts, et le reste mourant de froid et de faim. — Que fera-t-elle ?

Et les magistrats chargés de réprimer ces violences, croyez-vous qu'ils n'auront pas de paroles sévères pour l'imprudence coupable de ces sauveurs d'un nouveau genre (1) ?

Qu'on songe qu'à l'origine de presque tous les troubles antichrétiens, il y a des accusations de rapts d'enfants et histoires analogues. Le consul britannique de Tientsin écrivait, le 20 juin 1870 (la veille du massacre) à son ministre

(1) Pierre Jannet. — *Les Massacres de Chine.* (*Revue Occidentale*, 1er janvier 1901.)

à Péking : « *The sisters of charity have been very stupid in buying children, and so on...* » (*Livre Bleu,* China, n° 1, 1871.)

Le vrai remède aux soupçons de toute sorte, dit M. Giquel, est, pour les missionnaires, de mettre l'autorité chinoise à même de réfuter les mensonges qui se répandent, et, pour cela, de tenir ouvertes les portes de leurs établissements... Une inspection du vice-roi de Nankin, qui vint à la sollicitation des jésuites visiter leur orphelinat, fit tomber de faux bruits répandus dans la populace, et épargna probablement à cet établissement le sort de celui de Tientsin (1).

## IX

Autre cause de mécontentement : les missionnaires ont la manie des édifices très élevés, avec tours, flèches, etc. Or, outre que de pareilles constructions blessent l'esthétique nationale, elles portent (suivant la croyance populaire) un grave préjudice au pays en dérangeant les lois mystérieuses du *fung-shui,* de la géomancie chinoise :

Telle cathédrale qui domine les maisons basses et humbles d'une grande ville soulève dans le cœur d'une population de plusieurs centaines de mille âmes un souffle de colère qui finit par devenir dangereux en un jour de tempête (2).

Une importante source d'animosité et de conflits provient de la stipulation des traités prescrivant le retour à leurs anciens propriétaires des terrains et des édifices autrefois possédés par les missions :

Certainement, dans chaque province se trouvent des maisons qui appartenaient jadis à l'Eglise ; mais on doit tenir compte du nombre d'années qui se sont écoulées depuis, et songer que les chrétiens ont vendu ces maisons et qu'elles sont peut-être passées entre les mains de plusieurs propriétaires. Il faut aussi considérer que la maison a pu être vendue vieille et délabrée, et que l'acquéreur a peut-être fait de grosses dépenses pour la réparer, ou même en a construit une nouvelle. Les missionnaires ne s'inquiètent pas de tout cela ; ils exigent la restitution et n'offrent pas la moindre indemnité (3).

(1) P. Giquel. — *La Politique française en Chine,* p. 25-26.

(2) P. Giquel. — Ouv. cit., p. 29.

(3) *Mémorandum* du Tsungli-yamen aux Puissances, 1871.

Grief d'un autre genre : Les chrétiens se recrutent trop généralement parmi les éléments les moins respectables de la population. On a vu, m'ont assuré des fonctionnaires chinois, des bandes de brigands se convertir en masse au catholicisme pour échapper à la vindicte des lois. M. Giquel constate que « les néophytes ne se trouvent plus que parmi les gens des dernières classes (1) ». Le *mémorandum* du Tsungli-yamen, déjà cité, faisait allusion à cette situation lorsqu'il disait :

Le but des missionnaires étant d'exhorter les hommes à la vertu, il importe qu'avant d'admettre un individu dans la religion, on examine s'il a subi quelque condamnation ou s'il a commis quelque crime. Si l'enquête est en sa faveur, il peut se faire chrétien; dans le cas contraire, cela ne doit pas lui être permis (2).

Presque toujours, en effet, ce sont des avantages purement matériels (mauvais procès à régler, prêts d'argent, etc.) qui déterminent les conversions. Parfois des familles, des villages entiers deviennent catholiques à leur corps défendant, parce qu'ils sont incapables de rembourser le prêt consenti par les missionnaires, et qu'il leur faut choisir entre la ruine ou le baptême. C'est, sans doute, dans une chrétienté recrutée par cette méthode que, lors des derniers troubles, l'évêque, sollicité d'accepter des fusils pour armer ses chrétiens, en vue d'une attaque possible, répondit à la personne qui lui faisait cette offre : « Ah ! non, par exemple : ils s'en serviraient contre nous (3) ! »

Les difficultés entre les chrétiens indigènes et leurs compatriotes proviennent souvent du refus des premiers de contribuer à la construction et à l'entretien des temples, aux frais de certaines représentations théâtrales; ils rompent aussi, souvent, des fiançailles contractées avant leur conversion avec des familles non chrétiennes, etc., etc.

(1) P. Giquel. — Ouv. cit., p. 24.

(2) *Mémorandum* de 1871.

(3) Je tiens le fait d'un témoin auriculaire qui n'est à aucun degré un adversaire systématique des missionnaires, et de la parfaite véracité duquel je suis entièrement sûr. Il m'est interdit de le nommer, à mon grand regret; mais l'information est *absolument certaine*.

## X

Mais le mal le plus sérieux provient de l'ingérence continuelle des missionnaires dans toutes les difficultés qui surgissent, difficultés qui, sans cette intervention, se régleraient à la chinoise, c'est-à-dire par des concessions réciproques et très pacifiquement. Le missionnaire envenime les affaires, il multiplie ses démarches au *yamen*, menace de l'intervention du consul, invoque le nom du ministre de France à Péking; il s'agite, intrigue, fulmine, jusqu'à ce qu'il ait enfin obtenu satisfaction. Le but, la prétention, mainte fois affirmée, c'est de soustraire les chrétiens à la juridiction de leurs juges naturels, d'étendre le privilège de l'*exterritorialité* aux catholiques chinois, de créer, en un mot, un Etat dans l'Etat, sous le gouvernement de Rome et le protectorat de l'étranger. Nous le demandons à tous les hommes de bonne foi : de pareilles visées sont-elles admissibles et méritent-elles d'être encouragées?

## XI

On peut apprécier, après tout ce que nous venons de dire, la nature des relations qui existent entre les missionnaires et leurs chrétiens, d'une part, et la masse du peuple chinois, de l'autre.

Ces relations étant ce qu'elles sont, mauvaises au possible, on se demande, en vérité, comment certains esprits peuvent encore regarder le protectorat religieux exercé par la France comme procurant à notre pays une influence qui ferait envie aux autres puissances, et que nous devrions jalousement conserver.

De quelle influence parle-t-on? Il faudrait pourtant nous le faire savoir!

Est-ce de l'influence matérielle : commerciale, industrielle, etc.? Toutes les personnes qui ont habité ou visité l'Extrême-Orient savent parfaitement que les missionnaires découragent les Français et les autres étrangers de venir s'établir dans leur voisinage :

Il n'est nullement à désirer, écrivait, il y a quelques années, le provicaire d'une mission catholique de Chine, de voir venir ces barbares du Tonkin (les Français) qui, par leurs vices et leurs mœurs, *ne se distinguent nullement des animaux*, et ne peuvent que tout corrompre dans ce pays de Chine (1).

Les missionnaires font des affaires pour leur compte — je veux dire pour le compte de leur ordre ou de leur congrégation — et sont jaloux de la concurrence. Opérations de terrains, fabriques de cigarettes, hôtels et « maisons de fleurs » — les bénéfices de ces diverses opérations, plus ou moins intéressantes, mais toujours lucratives, vont alimenter en France certaines caisses déjà trop riches, où l'on puisera, au moment donné, le nerf de la guerre civile. Voilà l'*influence française* des missionnaires, au point de vue matériel.

Est-ce de leur influence morale qu'on veut parler? Artisans de haine, fauteurs d'intolérance dans ce pays de Chine qui, jusqu'à eux, n'avait jamais connu de guerres de religion, qui accueillait avec sympathie — suivant la recommandation de Confucius — les étrangers venus des contrées lointaines, ils ont déchaîné dans le pays des fleurs les horreurs de la guerre civile et de la guerre étrangère. Et nous, Français, par l'exercice de ce protectorat stupide et maudit, nous sommes, là-bas, de tous les Européens, les plus exécrés. Où donc est, pour nous, le bénéfice, je le demande?

## XII

Est-ce l'influence intellectuelle que l'on a en vue? Les missionnaires représentent-ils, en Chine, la civilisation supérieure de l'Occident? y propagent-ils, si peu que ce soit, les enseignements, les conquêtes de la science moderne? Ecoutez l'un d'eux, un évêque, Mgr Faurie :

Nous ne nous attarderons pas à démontrer la possibilité des interventions diaboliques. Il faudrait ne rien savoir des choses de Chine pour ignorer combien y sont fréquents les prestiges, les maléfices et les apparitions extranaturelles. Il n'est pas un missionnaire qui n'affirme la réalité de ces manifestations.

(1) De mon dossier secret.

Les esprits voleurs, batteurs, incendiaires sont communs dans ce pays. Les païens ne s'en inquiètent guère, à moins qu'ils n'en éprouvent de graves dommages. Pour s'en débarrasser, ils invitent les devins et les sorciers, qui se font payer largement et d'avance. Ils réussissent quelquefois, mais pas toujours, car il y a parmi ces devins beaucoup de filous; cependant, plusieurs ont un commerce véritable avec le démon. Certaines familles se sont presque ruinées à inviter successivement les devins réputés les plus habiles. Quand tous les autres moyens sont épuisés, ils ont ordinairement recours aux chrétiens qui, avec un peu d'eau bénite ou quelques prières, les délivrent infailliblement et ne leur demandent, en retour, que d'adorer le vrai Dieu, pour sauver leur âme (1).

Voilà l'*influence intellectuelle* des missionnaires. Au reste, voici ce qu'en pense un Chinois des plus distingués qui est encore actuellement, je crois, le principal collaborateur du vice-roi des deux Hou, Tchang Tche-toung. Ce qu'il dit des missionnaires protestants s'applique encore avec cent fois plus de vérité aux catholiques :

Si l'on peut nous faire voir, écrit M. Kou Houng-Ming, que l'œuvre des missionnaires en Chine est un mouvement intellectuel, que les missionnaires apportent la lumière là où n'existaient que les ténèbres; qu'en mettant en contact, si je puis ainsi parler, les courants supérieurs de la pensée, ils rapprochent davantage l'Orient et l'Occident, alors je dirai qu'ils méritent d'être soutenus par tous les honnêtes gens. Mais, je le demande, *peut-on* faire voir cela?

Sans doute, le missionnaire protestant s'est beaucoup adonné dans ces derniers temps à ce qu'il appelle : science et enseignement scientifique. Il peut évidemment dire à ses élèves indigènes que les mandarins sont absurdes de s'agiter à propos d'une éclipse de lune. Mais ne devra-t-il pas, une heure après, dire à ces mêmes élèves que le soleil et la lune s'arrêtèrent au commandement du général hébreu Josué, et que le livre où ce fait véridique est rapporté est un livre saint écrit sous la dictée de l'omniscient auteur de l'univers?

J'en appelle à tous ceux qui ont à cœur la cause du progrès intellectuel pour dire si quelque chose peut être plus antiscientifique que cette jonglerie intellectuelle, pour ne pas nommer la chose d'un mot plus dur. Le fait que ce missionnaire en est inconscient montre uniquement combien est subtil et étendu le mal qu'il peut faire.

(1) *Vie de Monseigneur Faurie*, par l'abbé J.-H. Castaing; Paris, 1884, p. 474.

Je dis donc que, quelle que soit la quantité de pur savoir scientifique que les missionnaires protestants peuvent apporter en Chine, ils apportent aussi avec eux un ver rongeur qui doit, en fin de compte, rendre vain pour les Chinois tout espoir de progrès intellectuel.

Car n'est-ce pas contre cette même jonglerie intellectuelle que tous les grands émancipateurs de l'esprit humain en Europe ont combattu jadis et combattent encore aujourd'hui? Vraiment, pour tout homme qui connaît, si peu que ce soit, la lutte pour le progrès des idées en Europe, il doit sembler bien curieux, bien absurde, de voir ces hommes de religion, qui, en Europe, ont brûlé et persécuté, se poser ici, en Chine, comme les champions de la science et du progrès intellectuel!

Il est donc faux que l'œuvre des missionnaires en Chine soit un mouvement intellectuel. Tout homme qui voudra prendre la peine de jeter les yeux sur l'amas obscur et impénétrable qui s'appelle les publications des missions en Chine pourra se convaincre aisément que c'est cet amas d'obscurités qui provoque chez le Chinois lettré le mépris de l'étranger. Et lorsque le Chinois lettré voit que ce bloc obscur est imposé au peuple : d'une part, avec toute la prétention arrogante et agressive des missionnaires; de l'autre, par la terreur des canonnières étrangères, il en éprouve pour les étrangers une haine que ceux-là seuls peuvent concevoir qui voient tout ce qu'ils estiment le plus, tout ce qu'ils tiennent pour sacré, le patrimoine de leur race et de leur nation, leur instruction, leur civilisation, leur littérature, en danger d'être irrémédiablement défiguré et détruit.

Voilà, qu'on me permette de le dire ici, la source de la haine de l'étranger chez le Chinois lettré (1).

« Le mépris de l'Occident! » Voilà ce qu'inspire aux Chinois l'enseignement des missionnaires! Jolie influence, en vérité! et bien utile, n'est-ce pas (2)?

## XIII

Et, pourtant, le vieux cliché sert toujours : « L'influence française, les services des missionnaires! » Tout dernièrement

(1) Kou Houng-Ming, *Defensio populi ad populos, or the modern missionaries considered in relation to the recent riots; North-China Herald*, Shanghaï, juillet 1891.

(2) Est-il nécessaire de rappeler que le fameux argument de la langue ne vaut pas pour la Chine? L'anglais (ou plutôt le *pidgin english*) est la seule langue étrangère en usage, *même dans les maisons de commerce françaises.*

encore, on le voyait réapparaître dans une adresse envoyée au président de la Commission du droit d'association et signée de noms éminents, illustres même (1). Il s'agissait de venir au secours de certaines congrégations non reconnues « qui nous rendent au dehors — dit le *factum* — les services les plus éclatants ». Et, entre autres œuvres des missions, ***utiles à l'influence française***, à côté des jésuites de Ceylan (!), anglais ou irlandais, qui de leur vie n'ont enseigné et n'enseigneront le français à qui que ce soit, par la péremptoire raison qu'ils l'ignorent; après les picpusiens des îles Hawaï, les maristes de la Nouvelle-Zélande (!!), nous trouvons une certaine mission du Chantoung (Chine) — non pas, à la vérité (la plaisanterie eût été trop forte), celle de Mgr Anzer, passée depuis dix ans sous le protectorat de l'Allemagne, mais une mission voisine de franciscains, en pleine « sphère d'influence » allemande, elle aussi, et dont l'évêque, Mgr Schang, est lui-même Allemand! Où diable l'influence française va-t-elle se nicher?

Voilà comment est renseignée sur les choses de Chine et sur les affaires des missions l'élite intellectuelle de notre pays! Car je ne mets pas en doute, une seule minute, l'absolue bonne foi des honorables signataires de l'adresse.

Mais comment s'étonner, après cela, de l'ignorance du grand public dans ces mêmes matières?

## XIV

Eh bien! nous parlerons à ce public et nous lui dirons : Public, tu te trompes ou plutôt on te trompe. Ces missionnaires, qu'on te représente comme servant les intérêts de la France, ils sont avant tout les soldats du Vatican; ils ne connaissent la France que lorsqu'il s'agit de lui demander des canonnières ou des bataillons. Ces hommes, qu'on te cite comme les innocents champions d'une œuvre de paix et de concorde, ils sont des fauteurs de désordre et de guerre, ils ne respirent que sang et vengeance : aux dernières exécutions de Péking,

(1) Voir *le Temps* du 28 février.

on les a vus au premier rang (1), repaissant leurs yeux du hideux spectacle; les pillages, les assassinats, c'est eux qui les ont organisés. Pour venger une poignée des leurs, tombés victimes de l'erreur monstrueuse des alliés à Takou, erreur qui coûta également la vie au ministre d'Allemagne, on a massacré froidement, certains disent *cinquante mille* malheureux sans défense. Et cela ne suffit pas encore aux doux propagateurs de la civilisation chrétienne! On frémit de penser aux fruits monstrueux que produiront, dans l'avenir, les formidables semences de haine ainsi répandues. L'Humanité rétrograde de plusieurs siècles, et par votre faute, Messieurs les missionnaires! C'en est assez, c'en est trop! L'Europe a pu être votre dupe; elle refusera d'être votre complice!

## XV

Il faut donc que l'opinion se prononce énergiquement contre la continuation de la guerre de Chine. Le spectacle que donnent certains plénipotentiaires européens de Péking, « lions en paix, cerfs en guerre » (2), « transformés — c'est *le Temps* qui parle ainsi (3) — en indicateurs du bourreau chinois », est répugnant au possible. Il faut que ce spectacle cesse! Comment n'a-t-on pas compris, d'ailleurs, dès le début, que ces pauvres gens étaient « tout désignés » pour *ne pas conduire* des négociations que leurs... émotions passées et leurs rancunes présentes les empêchaient assurément d'aborder avec le sang-froid désirable?

Le mal est fait. A quoi sert de récriminer? Adjurons plutôt les gouvernements de terminer au plus tôt cette lamentable aventure, dont les responsabilités pèseront lourdement plus tard sur les criminels ou les insensés qui l'ont provoquée. Qu'on se hâte d'offrir à la Chine des conditions de paix raisonnables, en nous souvenant un peu de tous nos torts envers ce peuple bon et pacifique, dont soixante années d'injustices

(1) Voir *le Temps* du 1er mars.
(2) L'expression est d'un père de l'Eglise, Tertullien.
(3) *Le Temps* du 23 février 1901.

et de provocations continuelles ont fini par lasser la patience proverbiale.

Qu'on supprime — mais, hélas! nous n'y comptons guère — la cause première ou du moins principale de tout le mal : le régime intolérable (pour la Chine, bien entendu) des missionnaires. Que la France, en particulier, renonce ou pour mieux dire se décharge de ce *protectorat religieux* QUI RUINE NOTRE INFLUENCE, FAUSSE OU PARALYSE NOTRE DIPLOMATIE, NOUS RIDICULISE ET NOUS DÉSHONORE! La paix durable est à ce prix.

Sinon, dans dix ans, plus tôt peut-être, la question actuelle se posera de nouveau, toujours essentiellement la même, mais bien autrement formidable!...

Paul BOELL.

---

# LE TRAVAIL INTELLECTUEL

ET

# LA MÉMOIRE SOCIALE

---

## I

Le travail intellectuel et scientifique a ses lois, sa méthode, ses procédés. Quand on les ignore et que, faisant preuve de présomption, on croit pouvoir se livrer à des travaux de cet ordre, on n'aboutit presque toujours qu'à mettre au jour des productions vagues, inconsistantes, dénuées de toute précision, et aussi de positivité et de rationalité. Quelle aberration de s'imaginer qu'il est possible, sans avoir à sa disposition des faits et des renseignements précis, bien déterminés, sans les avoir préalablement recherchés, contrôlés, coordonnés, d'édifier une thèse littéraire ou scientifique, de faire une démonstration suffisamment lumineuse d'un principe de philosophie naturelle ou sociale. Les ignorants seuls, répétons-le, ceux qui n'ont aucune clarté des choses, suivant le mot de Molière, sont capables de se montrer, à ce point, présomptueux.

Que l'on prenne, par exemple, les *Premiers Principes* de Herbert Spencer ou le *Cours de Philosophie positive* de Aug. Comte! On sera étonné, si l'on n'a pas l'habitude des fortes lectures, de constater la prodigieuse quantité de faits, de notions, de données de toute nature, se rattachant à toutes les branches de la classification scientifique, abstraites et concrètes, qui se trouvent mis en œuvre dans ces deux ouvrages. H. Spencer, pour établir et démontrer la loi générale d'évolution qui fait l'objet de la deuxième partie — la plus importante dans mon opinion — des *Premiers Prin-*

*cipes*, use à profusion des lois et des résultats généraux que mettent à la portée des penseurs l'astronomie, la physique, la chimie, la géologie, l'histoire naturelle et la biologie, et aussi la psychologie, la sociologie, sans compter les sciences qui étudient ce qu'il appelle les produits superorganiques, comme *la linguistique* et *l'esthétique*. — Quant à Comte, il a rassemblé, classé et lié en un vaste et solide système les six sciences abstraites qui forment la série encyclopédique, depuis les mathématiques jusqu'à la sociologie, en passant par l'astronomie, la physique, la chimie et la biologie. Après les avoir disposées suivant un principe qu'il a lui-même découvert et qui est celui de la complexité croissante et de la généralité décroissante, il a examiné chacune d'elles en se plaçant successivement aux points de vue de la méthode, du degré de positivité et de rationalité déjà atteint, de sa part contributive à l'éducation et à l'affranchissement de l'esprit humain, exposant finalement leur situation et leur richesse doctrinales au moment où il écrivait. Pour ce qui est spécialement de la *sociologie*, il en fut lui-même le créateur et a jeté les solides fondements sur lesquels s'accumulent et se disposent les matériaux qui entreront dans la construction définitive de cette science.

Eh bien! si puissant qu'ait été l'esprit de Comte, si fécond et organisateur — et créateur aussi — que se soit révélé et que se montre encore celui de Spencer, pense-t-on qu'il leur eût été d'enrichir le patrimoine intellectuel de l'humanité de ces beaux et impérissables monuments scientifiques, si le champ des diverses sciences n'avait été suffisamment défriché et fouillé avant eux, si la culture générale et spéciale des facultés de l'intelligence n'avait été poussée assez loin pour les mettre à même de faire, d'une façon efficace et suffisamment complète, ce qu'on pourrait appeler avec Littré « leur provision encyclopédique », de sorte que, sauf pour la sociologie, comme nous l'avons dit, ils n'ont eu qu'à enchaîner, suivant une solide méthode, les règles et les lois précédemment découvertes, les assujettissant à une ordonnance logique et rationnelle.

C'est donc la recherche raisonnée des documents et des

renseignements, le dépouillement des œuvres spéciales émanées des maîtres de la science, la notation exacte et minutieuse des résultats fournis par l'érudition contemporaine qui leur ont procuré l'assise et comme le point solide sur lequel ils se sont tenus pour embrasser, d'une vue d'ensemble, la science tout entière et en faire sortir le haut enseignement philosophique qu'elle ne refuse jamais à qui sait l'interroger et la scruter suivant les saines méthodes intellectuelles.

Si de ces hauts sommets de l'humanité pensante, de ces exemplaires, pour ainsi dire exceptionnels, de l'espèce humaine, nous nous rapprochons du commun peuple des écrivains et des savants, nous constaterons, ici encore, que ceux qui ont réussi à se distinguer, en contribuant, d'une façon avantageuse, à l'avancement scientifique de leur pays, que ceux-là aussi ne l'ont pu qu'en s'appuyant sur les travaux antérieurs, sur les faits et résultats définitivement acquis avant eux au domaine de la science. Ils ont continué à labourer plus profondément ou sur une plus vaste étendue un sol que les précédentes générations de savants et d'érudits avaient déjà bêché, remué, retourné. Et cela est la condition même du progrès; car c'est cette suite dans les travaux, cette persévérance dans les voies déjà frayées et battues, qu'on prolonge et élargit en les explorant à nouveau, cette transmission d'une génération à la suivante des acquisitions déjà incorporées à l'ordre des connaissances positives, c'est tout cela qui assure et constitue, en se répétant dans les diverses branches d'activité, ce qu'on appelle *la continuité sociale* et, par suite, le développement de la civilisation.

## II

Cette dernière considération m'amène à dire quelques mots des procédés propres à assurer la conservation et la transmission du capital intellectuel d'une nation.

Il y en a de deux sortes. — Les uns se rattachent au système d'instruction et d'éducation intellectuelle en usage dans cette nation, à son organisation scolaire. Nous n'en parlerons pas ici, les développements que nous pourrions donner à nos

précédents écrits (1) sur ce sujet demandant plus d'espace que n'en fournit le cadre de cette étude.

Les autres consistent dans les installations propres à recevoir les instruments et les produits de la culture intellectuelle, à les concentrer, pour les mettre, de siècle en siècle, à la disposition de ceux qui sont aptes à s'en servir. Nous voulons parler, on le devine, des bibliothèques publiques, des musées, des laboratoires, des observatoires, etc., tous établissements dont l'ensemble représente ce que les psycho-sociologistes (par ce mot, il faut entendre ceux qui étudient plus spécialement les questions de psychologie collective) appellent la *mémoire sociale.*

Prenons un moment pour exemple l'individu lui-même. Comment se fait chez lui, dans son esprit, l'accumulation et la conservation des connaissances? Par la mémoire, tout le monde le sait. Si cette faculté n'est pas propre à présider à l'éducation de l'esprit, qui relève d'autres facultés d'un caractère psychique plus élevé, il n'en est pas moins certain que, sans elle, toute idée, toute notion n'y seraient qu'à l'état passager, toujours nouvelles et toujours fuyantes à chaque fois qu'on les rencontrerait. La mémoire est, en quelque sorte, le bibliothécaire qui, lorsque l'intelligence constructive a besoin d'utiliser un fait, une idée, une image, sachant où ils sont situés et logés, les amène tout de suite à sa portée et les lui présente : rôle secondaire, si l'on veut, mais rôle essentiel, sans lequel toute instruction serait sans cesse à recommencer, sans lequel aussi la coordination des états mentaux successifs ne se ferait pas, ni, par conséquent, l'unité de la personne humaine.

De même, en matière de psychologie collective (ou de psycho-sociologie, suivant le terme adopté), il est nécessaire, pour assurer la continuité sociale, pour que les découvertes, les vérités acquises aujourd'hui ne soient pas perdues demain, pour que l'unité morale de la société nationale soit donc réalisable, qu'il y ait des institutions, des organes remplissant une fonction analogue à celle de la mémoire individuelle.

Celle-ci y devient insuffisante. D'abord, parce qu'aucune mémoire individuelle ne peut tout retenir de ce qui est nécessaire

à l'existence et au développement d'une société : l'ensemble des connaissances positives se fractionne nécessairement et chaque individu n'en possède qu'un fragment, transmissible il est vrai par voie d'enseignement, mais insuffisant, même rapproché des autres fragments, à fournir un instrument de bonne coordination sociale. Ensuite, parce que, à part cette restriction nécessaire quant à son contenu, la mémoire de l'homme ne conserve pas jusqu'au bout toute sa force et sa vivacité. Ses services, avec l'âge, deviennent moins sûrs.

Il n'est pas douteux que la tradition orale, qui a autrefois joué un rôle appréciable — qu'elle continue, du reste, de remplir dans les sociétés privées de l'écriture et même au sein des dernières couches des populations plus avancées — dans la transmission des institutions sociales et des souvenirs historiques, a laissé échapper bien des faits importants pour la connaissance du passé. Quant à la tradition écrite, — qui se fait par les livres, les inscriptions monumentales, glyptologiques, numismatiques, etc., — elle devient aussi inefficace devant la multiplication, la complication sans cesse grandissantes des événements et des faits à enregistrer, si ces documents écrits restent éparpillés dans le milieu social, sans que personne songe à les concentrer en un lieu déterminé. Comment saurait-on, en effet, que tel ouvrage, tel témoignage écrit sur un fait passé existe entre les mains de tel ou tel particulier, dans telle collection privée ou dans telle autre? Il faudrait à tout le moins, pour cela, qu'un inventaire général fût dressé de tous ces dépôts particuliers et mis à la disposition du public. Et alors même, resterait la question de savoir si chaque détenteur privé d'une minime portion du capital intellectuel de la nation voudrait en faire la communication aux travailleurs.

Disons donc que la mémoire sociale est constituée alors seulement que chaque membre de la collectivité est assuré de pouvoir se renseigner, à n'importe quel moment, sur n'importe quel fait suffisamment notoire, récent ou passé, intéressant la société, soit sous le rapport intellectuel ou moral, soit sous le rapport matériel.

Pour atteindre ce but, il devient indispensable, on le conçoit

aisément, qu'en certains lieux déterminés il existe, à l'état permanent, des collections d'ouvrages, de documents, de brochures, de revues, de journaux, etc., remontant aux époques les plus lointaines, des vestiges de l'industrie et de l'art du passé, de tout ce qui, en un mot, se rattache à l'histoire d'un groupe national et, autant que possible, à celle des autres groupes humains en rapports avec lui, engagés avec lui dans des liens de solidarité; qu'il y ait en outre, dans le présent, en vue de procurer aux générations futures les mêmes ressources d'information, un outillage intellectuel (scientifique, littéraire, esthétique) aussi complet que possible, outillage se composant des mêmes objets tout à l'heure désignés, les produits de l'imprimerie devant y figurer au premier rang.

Plus cet outillage sera développé et parfait, plus la mémoire sociale se trouvera elle-même, proportionnellement, étendue et fortifiée, et plus, aussi, par l'action et le fonctionnement de cette mémoire, le passage, d'une génération à la suivante, d'un siècle à l'autre, d'une époque historique à celle qui y succède, des progrès réalisés sera facilité, cette somme de progrès devant dès lors s'augmenter continûment avec les années, rien ne se perdant, mais quelque chose se créant à chaque nouvelle étape.

Après ces explications, il devient aisé, pensons-nous, d'admettre que de même que l'existence d'une collectivité humaine, déjà parvenue à un degré un peu élevé de socialisation, n'est pas la simple somme des existences individuelles de ses membres, mais quelque chose d'autre et de plus complexe, présentant par conséquent des catégories de phénomènes nouveaux; de même la mémoire collective ne consiste pas simplement en la juxtaposition et la sommation des mémoires personnelles. C'est un fait *sui generis*, une résultante, un composé propre à l'ordre sociologique et dont ne rendent pas complètement compte les lois purement biologiques (psycho-physiologiques).

## III

Il faut maintenant se demander par les soins de qui se doit faire cette concentration d'outils, d'instruments, de matériaux

intellectuels, cette représentation toujours subsistante de la pensée et des sentiments des siècles disparus.

C'est évidemment à la société elle-même que revient ce soin. — Mais la société n'agit que par des organes spéciaux dont le plus important, celui qui justement est appelé à réaliser les actions d'ensemble, est le gouvernement (2). C'est lui qui, en tout ce qui a trait à l'intérêt général, a pour mission de discipliner les forces sociales et de les faire converger vers un même but collectif. Au gouvernement donc incombera le devoir d'instituer, de maintenir, de perpétuer au sein du peuple, les établissements dont nous avons plus haut fait une brève énumération, sans viser à les indiquer tous. C'est le gouvernement qui devra installer les grandes bibliothèques publiques, les dépôts d'archives, c'est lui qui pourvoira à l'organisation des musées, des laboratoires, à l'installation des observatoires, etc.

Cette indication de la sociologie théorique se trouve confirmée, en fait, par la pratique de tous les peuples parvenus à un stade avancé de civilisation. La Bibliothèque nationale et tant d'autres de même nature, le Muséum d'histoire naturelle, le musée du Trocadéro, le musée du Louvre, celui de Cluny, le musée Carnavalet, etc., qui ornent la capitale de la France et ont leurs semblables dans les principales capitales du monde, tous ces établissements, et bien d'autres encore, observatoires, laboratoires, établis partout, témoignent de l'exactitude de notre assertion. A côté de ces institutions d'Etat apparaissent d'autres, de même caractère, mais plus modestes, dues à l'initiative d'unités collectives secondaires : départements ou provinces, communes, sociétés savantes et artistiques diverses. Ces créations secondaires résultent du développement même et du perfectionnement de la société qui se munit, à mesure que s'étendent et se compliquent ses fonctions, d'organes de plus en plus nombreux. Ici encore, le besoin social — comme nous avons essayé de le montrer dans une autre sphère (3), celle de la formation du droit — crée l'organe propre à le satisfaire.

Quelques-uns penseront, peut-être, que chez un jeune peuple, comme le nôtre, de population peu dense, où la civi-

lisation est à l'état naissant, où l'activité littéraire, artistique et scientifique est des moins intenses, — deux ou trois centaines d'individus à peine éprouvant des besoins intellectuels et cherchant à les satisfaire, — où un journal, même bien fait, parvient difficilement à placer ses trois ou quatre cents exemplaires, où les livres les plus recommandables sont encore moins demandés; que, dans un pareil milieu, il serait peut-être prématuré d'établir une bibliothèque publique, des musées et tout l'outillage intellectuel nécessaire à la constitution et au fonctionnement de la mémoire collective, qui, certes, ne peut exister en dehors de la participation d'un certain nombre d'unités sociales concrètes, d'individus.

Réfléchissons-y pourtant. D'où peut venir à ce peuple, à notre jeune peuple haïtien, quelque renommée dans le monde; de quel côté peut-il espérer rencontrer des éléments propres à lui attirer l'estime et la considération des autres peuples, à lui permettre de se présenter vis-à-vis d'eux dans une posture un peu digne, non humiliante? N'est-ce pas de la part, n'est-ce pas du côté de ce petit nombre d'écrivains chez qui s'est éveillé le sens de la beauté littéraire et esthétique, ou celui de la méthode positive accompagné de la compréhension des conditions qu'exige, de nos jours, la recherche scientifique? Si faible numériquement que soit cette élite pensante (4), pour qu'elle puisse, se plaçant en face d'un public avancé, comme celui d'un des grands pays européens par exemple, aspirer à y acquérir quelque notoriété, quelque réputation, laquelle rejaillira sur sa patrie et contribuera à la rehausser dans le monde; encore faut-il, n'est-ce pas, qu'elle ait sous la main les éléments, la matière première, dironsnous, de tout travail conforme aux exigences de lecteurs véritablement éclairés. Et cette matière première, il ne l'aura pas, s'il ne se rencontre pas, au moins dans la capitale du pays, ces bibliothèques publiques bien pourvues, ces laboratoires intelligemment aménagés, ces dépôts d'archives et de collections, etc., que nous sommes forcés de mentionner encore une fois.

Au point de vue de la fréquentation et de l'utilisation de ces ateliers de travail scientifique, ce n'est pas à la quantité qu'il

faut regarder, mais bien à la qualité. Quand il n'y aurait qu'un seul écrivain haïtien (et Dieu merci! quelles que soient les choses, il est encore permis de supposer qu'il y en aurait plus d'un) susceptible de faire concourir à une production intellectuelle de haute valeur les ouvrages spéciaux, les instruments scientifiques, les documents historiques et autres, les œuvres artistiques, etc., réunis par l'Etat et mis à la disposition du public, il faudrait encore se prononcer en faveur de ces intelligentes et utiles créations. Un travail qui permettrait de faire constater à tous, sans contestation possible, qu'un jeune peuple, dont les aptitudes sont encore controversées et même contestées par certains, a fourni un apport appréciable à l'œuvre commune de la civilisation, ce travail compenserait, et au centuple, l'effort fait pour la constitution d'un outillage convenable — surtout si l'on veut bien considérer que la bonne réputation et l'estime acquises à un pays, par les travaux d'un consciencieux artisan du progrès, rejaillissent sur l'ensemble de ses compatriotes mieux vus, mieux notés à l'étranger sur la seule renommée de leur patrie.

Mais ce n'est pas le seul service réel que rendrait cet outillage. Il exercerait son influence — et une influence plus profonde qu'on ne serait de prime abord disposé à le croire — sur la culture de la jeunesse et la diffusion parmi elle des bonnes notions littéraires et scientifiques. L'appétit de lire vient en lisant, la soif de savoir augmente avec le savoir lui-même, et je crois fort, étant données les aspirations qui semblent vouloir se faire jour dans la jeunesse haïtienne vers une mentalité plus haute, plus épurée, qu'une bonne bibliothèque ne resterait pas sans visiteurs. Loin de moi l'idée de supposer qu'on puisse, du premier coup, se rapprocher de ce qui se fait en ce genre dans les grands centres de lumières. Il n'est pas mauvais de posséder son La Fontaine et de se rappeler, à l'occasion, quel fut le sort de la chétive grenouille qui voulut égaler un bœuf en grosseur. Un dépôt de vingt à trente mille ouvrages, choisis avec sagacité, méthodiquement classés et catalogués, disposés avec ordre en un lieu convenablement approprié, voilà le modeste desideratum qu'un patriote haïtien peut, dès à présent, légitimement formuler

(certaines bibliothèques de Facultés françaises en possèdent, pour leur compte, plus de 50,000, les grandes bibliothèques publiques des centaines de mille, et la Bibliothèque nationale plus de deux millions). L'établissement d'un jardin botanique de quelque importance, où seraient collectionnées et étudiées les plantes indigènes, ne présenterait non plus rien qui soit au-dessus des forces nationales. Il permettrait une détermination scientifique de la flore de l'île et, par suite, d'apporter une utile contribution à la connaissance de la nature intertropicale, si abondante, si luxueuse et si diversifiée. Pour les musées, on commencerait par la création de simples musées scolaires, pour s'élever ensuite à celle de collections plus vastes. Nous avons un observatoire météorologique dû à l'heureuse et louable initiative des Pères du *Petit Séminaire* de Port-au-Prince et qui donne d'utiles renseignements climatologiques. Il faudrait encourager cet établissement, s'intéresser sérieusement à son développement. Quant à la faune, pourquoi ne pas viser, le plus tôt possible, — dans la pensée d'en aborder l'étude exacte et la classification, — à la fondation d'un petit muséum d'histoire naturelle? Il faudrait certes, pour parvenir à une connaissance complète des plantes et des animaux de la partie de l'île où siège la République haïtienne, à côté d'observations faites sur place, des missions spéciales d'exploration qui auraient aussi pour but de déterminer avec précision la constitution géologique et minéralogique du sol et de ses éléments. Cela viendrait plus tard. Mais, comprenant tout ce qu'il y a à faire pour parvenir à l'inauguration en notre pays des recherches de pure science, on sentirait en même temps la nécessité de faire, sans trop tarder, les premiers pas. Notre nature, merveilleusement parée et vêtue de lumière, est vivante et attachante. Nous en admirons les aspects extérieurs, les sites enchanteurs qui font la joie des yeux ; nos prosateurs les décrivent, les poètes s'en inspirent et, y mêlant leurs sentiments et leurs émotions, les évoquent dans leurs vers et les représentent avec leur caractère pittoresque ou leur charme apaisant. La science, elle aussi, armée de ses instruments de précision, doit se mettre de la partie, pour pénétrer dans l'intimité de cette radieuse nature quis-

queyenne (5) et nous en dévoiler les secrètes profondeurs.

Mais — j'y reviens et j'y insiste — c'est à l'appareil centralisateur de la société, à son gouvernement qu'échoit la mission d'organiser, pour les lancer dans cette voie féconde d'études et de recherches, les forces intellectuelles de la nation — auxquelles il serait adjoint, pour les renforcer, des éléments étrangers convenablement préparés et choisis. Je voudrais que les hommes instruits du pays, les autres aussi, si faire se peut, les jeunes gens surtout, prissent la peine, en se plaçant à ce point de vue, de relire une histoire générale un peu complète, ou mieux une histoire de la civilisation. Ils se convaincraient aisément — et de façon à en avoir la notion toujours présente à l'esprit — que les chefs et les directeurs de peuples, imbus de la nécessité du progrès mental et soucieux de le favoriser, n'ont jamais attendu, pour protéger les lettres, les arts, les sciences, et créer dans ce but un outillage approprié, que les forces intellectuelles de leur peuple eussent atteint un grand degré de développement. Les premières floraisons de la civilisation se sont toujours produites sous l'égide de chefs d'Etat progressistes et ouverts aux vues d'avenir. Il suffit de rappeler ici rapidement l'action intellectuelle, à une époque où les populations qu'ils gouvernaient étaient encore barbares, de Charlemagne dans l'Europe occidentale, du roi Alfred en Angleterre, en Allemagne, des Hohensstaufen (aux XII$^{e}$ et XIII$^{e}$ siècles). En Orient aussi, pendant que l'Occident employait toutes ses forces à se constituer politiquement et religieusement, et que, trop absorbé par ce grand œuvre, le flambeau de la science semblait s'y être éteint, si, dans l'Empire arabe et plus tard dans celui des Mongols, ce flambeau, reçu des Grecs, a pu se raviver et même gagner en éclat, n'est-ce pas aux califes et aux khans, conducteurs de peuples, qu'on le doit, aux califes abassides surtout, dont la brillante période de la fin du X$^{e}$ siècle marque dans l'histoire de la civilisation. Je laisse de côté intentionnellement des époques plus rapprochées de nous où nous pourrions noter, entre autres, l'influence personnelle d'un François I$^{er}$ ou d'un Louis XIV, et cette éblouissante période de la culture grecque qui s'appelle le *siècle de Périclès*. Mon intention est surtout de faire ressor-

tir que, au début des civilisations et des formations historiques, dans les sociétés d'une mentalité encore rudimentaire comparables à la nôtre, c'est l'action gouvernementale, celle surtout des chefs de gouvernement, qui a servi de moteur pour le progrès. Le niveau intellectuel des sociétés s'élève avec celui des chefs qu'elles se donnent ou acceptent. Il s'abaisse aussi, malheureusement, proportionnellement à l'infériorité mentale et morale de ces chefs — de quelque nom qu'ils s'appellent. L'initiative privée n'intervient qu'au second plan, et même, peut-on dire, en pareil ordre de choses, son action restera forcément incomplète et seulement complémentaire de celle de l'Etat. Assurément, dans un milieu politique où des éléments vitaux existent et luttent pour le progrès et le bien, l'initiative privée essayera de suppléer — par certaines créations collectives — à l'insuffisance et à l'incurie des gouvernants. Il est certain, toutefois, que ses entreprises et leurs résultats n'auront jamais l'ampleur et la fécondité de ceux obtenus ailleurs par l'initiative des pouvoirs dirigeants ou avec leur large et forte assistance (6).

Quoi qu'il en soit, — et nous réservant de dire, en présence de l'inertie du gouvernement haïtien, dans quelle mesure l'initiative privée pourrait utilement employer ses forces pour l'organisation intellectuelle du pays, — nous croyons avoir montré d'une façon générale, en ces lignes, dans quelles conditions s'exécute le travail scientifique, s'organise la mémoire collective dans une société nationale, se fait, d'une façon sûre et certaine, la transmission à travers les siècles du trésor scientifique de l'humanité, se réalise, par conséquent, la *continuité sociale*, qui n'est autre chose que la solidarité, dans le temps, des générations successives, continuité sans laquelle aucun progrès n'eût été possible et grâce à laquelle l'immortel auteur des *Pensées* et des *Provinciales* a pu si justement comparer l'humanité à un seul homme qui subsisterait toujours et apprendrait sans cesse, jetant ainsi le premier germe de la notion positive du progrès. Ce germe, fécondé et développé par les travaux des penseurs du XVIIIe siècle, de Turgot et de Condorcet surtout, et par les clartés issues de la fameuse *querelle des Anciens et des Modernes*, allait lever et s'épanouir

au XIXe siècle, donnant — à la suite de la profonde élaboration à laquelle se livra l'esprit de Comte — la théorie générale et positive de la progression humaine, que Pascal n'avait envisagée que sous le rapport scientifique. C'est en résultat de ses méditations sur ce grand phénomène de continuité humaine, de filiation, à travers les siècles et les générations, des idées et des conceptions, que l'illustre penseur dont nous venons de citer le nom —. le maître incontestable de la pensée contemporaine — a lumineusement exprimé cette haute vérité : à savoir que la formation d'un capital, de quelque nature qu'il soit, intellectuel, moral, ou autre, n'eût pas été possible sans la longue suite de travaux accomplis, et pour nous conservés, par nos prédécesseurs, — des plus lointains aux plus immédiats, — dans les parties civilisées de la terre; de sorte que lorsqu'un penseur du siècle actuel ou même le plus mince auteur contemporain se livre à une production nouvelle, il est exact de dire que la série entière de ceux qui ont travaillé à l'œuvre de la civilisation collabore avec lui. Et c'est cette vue sociologique, si haute et si vraie, qui a permis au fondateur de la science des sociétés de poser ce théorème moralisateur : *La richesse intellectuelle, sociale dans sa source, doit l'être également dans sa destination* (7).

Justin DÉVOT,

Ancien Professeur à l'Ecole nationale de Droit de Port-au-Prince.

Février 1901.

## NOTES

(1) Nous avons émis des vues sur l'instruction publique en Haïti, dans *Acta et Verba*, dans la préface de *la Nationalité*, et nous avons sommairement décrit son organisation dans notre *Cours d'instruction civique*.

(2) Le gouvernement — il s'agit du gouvernement temporel, bien entendu, du gouvernement politique qu'il y a lieu de distinguer, en sociologie abstraite, du gouvernement spirituel — est, pour être plus exact, non un organe unique, mais un ensemble d'organes liés entre eux et concourant aux mêmes fonctions. C'est donc proprement — au sens biologique du mot — un appareil. Il y a lieu de remarquer que si le gouvernement spirituel de la

société était uniformément constitué et indépendamment du pouvoir temporel, — suivant, par exemple, les idées de Comte, — c'est à lui qu'incomberait la tâche de conserver et de transmettre l'ensemble du savoir humain. Mais il ne l'est encore nulle part et c'est le gouvernement temporel, exerçant une foule d'attributions de l'ordre spirituel, que nous devons ici envisager.

(3) Par notre étude insérée dans la *Revue de la Société de Législation*, de Port-au-Prince, de novembre 1900, sur le droit coutumier.

(4) L'existence chez un peuple d'une élite intellectuelle (pourvu que ce groupe soit ouvert à tous ceux qui se montrent dignes d'y prendre rang) n'a rien de contraire aux principes et à l'organisation d'une vraie démocratie. La spécialisation des fonctions est une loi générale qui se vérifie dans l'ordre biologique aussi bien que dans l'ordre sociologique. Tandis qu'une portion (la plus nombreuse de la société) se livre aux occupations agricoles, industrielles et commerciales; qu'une autre, déjà plus restreinte, s'occupe d'administration et de l'exécution des divers services publics d'ordre matériel; qu'une troisième encore, relativement peu nombreuse (ce sont les militaires), représente l'appareil défensif de la collectivité, etc., il y en a une (toujours proportionnellement la plus restreinte) qui se cantonne dans la sphère des productions d'ordre littéraire, artistique, scientifique, cultivant des sciences ou exerçant des arts, des professions de caractère immatériel : c'est ce groupe qui, au sens sociologique du mot, forme l'élite pensante de la société. C'est dans son sein que s'élaborent les pensées et les sentiments qui, gagnant de proche en proche, descendant par mille canaux visibles et invisibles dans les autres couches sociales, finissent, après un temps de propagation plus ou moins long, suivant les pays et suivant les circonstances, par gagner les masses profondes de la nation, de façon à les élever à un niveau supérieur, à leur faire gravir un ou deux degrés sur l'échelle du perfectionnement moral et intellectuel. De même que, dans les classifications zoologiques, plus on s'élève vers les types supérieurs, plus on voit l'organe de la pensée se développer et s'affiner, de même, dans l'ordre sociologique, plus les sociétés humaines progressent et se civilisent, plus, chez elles, s'étend, se fortifie, se révèle, influent et digne de son rôle, le groupe pensant de l'organisme social. A ce groupe, à cette élite, à cet organe d'élaboration scientifique, esthétique et morale, ne se rattache donc aucune idée d'aristocratie ou de privilèges basés sur la naissance. Non! c'est dans sa valeur intellectuelle et morale seule, dans les services effectifs qu'elle rend à la collectivité tout entière, qu'elle puise ses titres à la considération et au respect des autres classes sociales auxquelles, du reste, elle reste toujours ouverte, chacun de leurs membres pouvant y accéder par la seule vertu de leur haute instruction ou de leur supériorité morale. C'est dans ce sens que nous employons cette expression « d'élite intellectuelle » très usitée parmi les sociologistes, et que nous continuerons de l'employer.

(5) Quisqueya est le nom primitif d'Haïti, celui par lequel la désignaient les aborigènes trouvés par Colomb dans l'île.

(6) Ces considérations générales prennent tout leur relief et reçoivent comme un supplément de force, si on les confronte avec les faits sociologiques que notre pays offre à l'observateur.

Les règles constitutionnelles qui organisent un gouvernement républicain à base de discussion législative et de contrôle, avec, pour principes, la liberté politique et ses corollaires, n'y ont aucune vraie réalité. Elles ne sont pas descendues dans les mœurs publiques pour s'y incorporer à la nature des choses et déterminer, dans un sens réellement républicain et démocratique, le tempérament de la nation, ses organes politiques et ses tendances évolutives. Le chef du gouvernement nomme et révoque, à son gré, les secrétaires d'État. Les assemblées électives (Chambre des députés et Sénat) n'y sont pour rien. Incapables d'indépendance et d'énergie civique, — créatures, du reste, du pouvoir exécutif qui fait nommer qui il veut, — elles sont, dans le mécanisme gouvernemental du pays, des rouages inutiles et encombrants; parmi les facteurs de son évolution, des quantités négligeables. Elles contribuent certes à la régression que l'on constate depuis quelques années, mais surtout par l'exemple de servilité et de mollesse morale qu'elles donnent au public. Toutes choses relèvent et dépendent de la volonté du Président de la République, de ses lieutenants militaires et de ses ministres, — ceux-ci, du reste, n'ayant presque jamais l'idée ou le courage d'aller à l'encontre des vues du chef de l'Etat. Les secrétaires d'Etat qui, munis d'instruction et de caractère, essaient, dans leur département propre, de faire prévaloir des idées de régularité, d'amélioration, et s'efforcent de rendre prépondérant le sentiment de respect dû à la loi, ne s'attardent guère au pouvoir. Ils démissionnent et, après eux, les choses reprennent leur cours habituel, se remettent au fil de la routine, de l'empirisme irrationnel, de la fantaisie et de l'arbitraire. C'est le piétinement sur place et, par-ci par-là, la régression vers un état social plus rudimentaire.

Nous avions un commerce national, il périclite, se restreint de plus en plus et tend à s'effacer; régression! Nous avions un service périodique de bateaux à vapeur reliant nos ports du littoral (et ce service est de première importance puisque les principaux centres urbains donnent sur la mer), nous ne l'avons plus; régression!

Il suffit de prendre un album ou un ouvrage illustré d'anatomie, puis un atlas géographique indiquant les lignes de chemin de fer, de *steamers*, de canaux, de routes voiturables et autres, et d'en faire le rapprochement et la comparaison; d'un côté comme de l'autre, on verra le système de circulation, d'abord réduit à une ou peu de voies, devenir multiple, s'accroissant de voies nouvelles qui s'anastomosent là, ici s'embranchent entre elles, progressant en un mot avec le développement de l'organisation soit animale d'un côté, soit sociale de l'autre, jusqu'au point où il devient un réseau très serré et très complexe. Un pays qui, au lieu d'augmenter ses voies régulières et périodiques de communication, les perd, régresse, cela est sûr; et combien le recul n'est-il pas plus accentué, s'il s'agit — dans une île possédant une grande étendue de

côtes, avec de nombreuses et importantes localités sur ces côtes — d'une voie de mer.

Nous avons un papier-monnaie qui, même aux plus mauvais jours de la présidence de Salomon, ne tombait jamais au-dessous de 50 p. 100 de sa valeur nominale. Il y a deux ans, par sauts et par bonds, par suite d'une administration financière désordonnée et sans frein, le change s'est élevé à 120, 130, 150 p. 100, et ce papier n'a plus trouvé à s'échanger contre de la monnaie d'or qu'en étant ramené au tiers de cette valeur. Depuis, étant revenu à un taux qui le constitue en état d'infériorité de 100 p. 100 vis-à-vis de la monnaie étrangère de bon aloi, il se maintient à ce taux, toujours exorbitant. Donc, ici encore, régression! régression! — Il était question, il y a quelque temps, du retrait de ce papier — dont les fluctuations de valeur échangeable sont l'une des principales causes de l'instabilité et de la chute du commerce national. Aujourd'hui, on n'en parle plus, et personne ne semble plus s'en préoccuper. Donc, sur ce point, plus même une velléité de progrès, d'amélioration. Il est question en ce moment d'un *projet* de retrait partiel (10 juillet 1901).

Notre instruction publique — d'après des déclarations et une peinture dignes de foi, celles d'un ancien inspecteur des écoles — est, en la considérant surtout dans son degré primaire, dans le plus pitoyable état. Les résultats en sont nuls. On avait témoigné le désir d'y introduire l'instruction civique. Des inscriptions, à ce sujet, ont même été faites dans les programmes; elles sont restées sans effet. Ce sont pourtant les fils du peuple qui vont (ou devraient aller) s'asseoir sur les bancs des écoles. On a le mot de démocratie plein la bouche, et les hommes qui gouvernent ne connaissent pas les vraies conditions d'existence et les nécessités d'un Etat démocratique.

Notre pauvre Ecole de droit est-elle mieux partagée? Que non! Ballottée de local en local, poussée à hue et à dia, elle s'est, en dernier lieu, vue reléguée dans la banlieue et rendue, par là, d'une fréquentation non aisée. Un secrétaire d'Etat avait cru bien faire — ne faisant en cela, du reste, qu'appliquer une disposition encore existante de la loi — en imposant aux aspirants au diplôme de licencié l'obligation de présenter et de soutenir une thèse sur un sujet de droit haïtien. C'était là une excellente garantie de savoir, un bon procédé de sélection, d'autant plus nécessaire que des jeunes gens sont envoyés à cette école qui n'ont point préalablement reçu une suffisante préparation littéraire. C'était, en outre, se ménager la possibilité, en exigeant le dépôt d'un certain nombre d'exemplaires de ces thèses aux archives de l'Ecole, de constituer un ensemble d'études juridiques spéciales où les générations à venir eussent pu trouver des indications, des renseignements, des éléments et comme des points de départ pour une exploration plus approfondie de la législation nationale et la coordination de ses règles et principes. J'ai lu quelques-unes de ces thèses. Il y en a qui portent l'empreinte d'un réel effort de recherche et de discussion. Eh bien, au bout de dix, vingt, trente ans, mettons d'un demi-siècle, une suffisante quantité de travaux de cette nature eût constitué un premier fonds juridique assez important, utilisable et exploitable

par ceux qui, à ce moment-là, voudraient s'engager dans les mêmes voies. Ce ne seraient certes pas des voies déjà largement frayées; ce ne seraient pas non plus des sentiers sauvages où nul pas ne se serait déjà aventuré. C'est ainsi — nous ne saurions trop y insister — que se fait le progrès, par l'accumulation lente, pour une utilisation progressivement élargie et devenue plus sûre, des travaux et des efforts.

Il existe jusqu'ici très peu d'œuvres doctrinales relatives au commentaire de nos codes, au dégagement et à la mise en lumière des principes qu'ils contiennent.

Sur beaucoup de points, la théorie du droit haïtien serait à créer de toutes pièces — tel changement aux codes français, telle innovation faite par nos législateurs ayant des incidences et des répercussions multiples et nécessitant, par conséquent, des remaniements considérables — dont quelques-uns iraient jusqu'à une refonte complète — des parties similaires ou analogues de la doctrine française. Nos gouvernements ne sont pas encore aptes à comprendre ces hautes vérités. Ils se figurent que des textes de lois, tout nus, sans accompagnement de commentaires, d'explications élaborées par des juristes compétents, peuvent se suffire à eux-mêmes — ou plutôt, ils n'y pensent pas. De pareilles préoccupations ne hantent pas leur esprit. Il faut bien pourtant qu'on leur dise — et qu'ils se disent — que nous n'aurons quelque chance d'obtenir de l'étranger le respect des lois nationales que du jour où ces lois — connues et observées à l'intérieur — se présenteront avec un appareil doctrinal qui prouvera qu'elles sont autre chose qu'un ensemble confus de décisions et de formules mal liées entre elles et dont, pour la plupart, le sens vrai, non fixé par un examen minutieux et approfondi, donne encore lieu à des controverses et à des discussions parmi les légistes nationaux eux-mêmes. Un commentaire, consciencieusement fait, des lois haïtiennes est une œuvre d'un caractère patriotique incontestable, et un gouvernement civilisateur doit, non pas attendre que de pareilles œuvres se produisent pour les encourager, mais en provoquer l'exécution, les demander à l'initiative privée. Aujourd'hui — et depuis assez longtemps — les gouvernants n'ont cure des entreprises intellectuelles de cette nature. Ils ne provoquent ni n'encouragent quoi que ce soit de cet ordre et de cette importance patriotique.

Pour en revenir à l'Ecole de droit et à la thèse de licence, qu'a-t-on fait? Les journaux annonçaient, il n'y a pas longtemps, que cette thèse a été supprimée, et supprimée comment? par un simple arrêté ministériel. Des arrêtés de secrétaire d'Etat abrogeant des dispositions formelles de la loi! Voilà ce qui se constate en ce pays qui porte l'étiquette républicaine et dont les constitutions parlent de liberté. Et — constatation encore plus triste! — pas une voix ne s'élèvera prochainement dans les Chambres pour demander une rectification des choses et rappeler sévèrement le grand principe salutaire du respect dû à la loi.

On a cru, par cette abrogation illégale, d'après ce qui nous a été dit, faire preuve de sentiment démocratique. S'imaginer que la démocratie consiste à dispenser de tout réel effort ceux qui veulent accéder aux hautes études et aux diplômes qui ouvrent les carrières

libérales, c'est croire que les démocraties sont éternellement vouées à la médiocrité politique et à l'infériorité mentale. C'est une idée toute contraire, il me semble, que se font des démocraties ceux qui en ont parlé et écrit le plus sincèrement, le plus éloquemment et avec le plus de compétence. La science ne s'ouvre qu'aux esprits tenaces et persévérants, capables de patientes et courageuses études. Qui s'attend, en ce qui la concerne, à une conquête aisée, se fait gravement illusion. Déçu dans son attente, il restera tributaire de l'ignorance et de l'erreur, dont les Haïtiens ressentent trop rudement, à l'heure actuelle, les coups et les contre-coups pour ne pas aspirer à s'en délivrer. Et, à ce point de vue, combien ne devons-nous pas déplorer cet autre phénomène de régression qui s'est manifesté sous la forme de réduction et de suppression de bourses d'études qui étaient attribuées à de jeunes compatriotes.

Donc, verbiage, grands mots qui ne recouvrent aucune solide réalité, phrases et déclarations pompeuses dites pour la galerie — *ad pompam et ostentationem;* insuffisance d'esprit, insuffisance de caractère; ignorance de la science et des conditions auxquelles elle s'obtient; incapacité d'organiser ce pays et de l'administrer, même au point de vue économique, et, planant sur le tout, pouvoir personnel et arbitraire, tels sont les termes — calqués sur la réalité même — qui caractérisent l'état de choses dont le sociologiste — observant les régions où se déploient les phénomènes gouvernementaux et sociaux — a le navrant spectacle en Haïti.

Ce pouvoir personnel, — étant donnée la lenteur avec laquelle se modifient les mœurs publiques d'une nation, — on ne sait trop à quelle époque il disparaîtra de la scène politique pour laisser un libre jeu à la liberté et à ses modes d'action. La seule conclusion que comporte le caractère de cette étude et qui nous fait rentrer dans notre sujet, dont nous avons dû nous écarter un moment, à cause de l'étroite connexion des diverses catégories de faits sociaux : c'est que ce pouvoir prépondérant, s'il s'employait à faire le bien; si, comprenant les conditions du progrès national sous tous ses aspects, — économique, artistique, littéraire et scientifique, — il voulait sincèrement, tout au fond de lui-même, y aider et même en prendre l'initiative, — ce pouvoir obtiendrait rapidement des résultats palpables et incontestables qui mettraient en lumière les facultés progressistes de la société haïtienne et établiraient la preuve positive et indéniable de sa perfectibilité.

L'exemple du Mexique est, sous ce rapport, bien convainquant. Ce pays, longtemps en proie à l'anarchie et à la stérilité politique, s'est mis depuis quelque temps à avancer à pas accélérés, grâce à la bonne méthode de gouvernement que les autorités dirigeantes ont fini par trouver et adopter. C'est un cas sociologique à étudier sérieusement, et je le recommande à l'attention des Haïtiens qui ne se désintéressent pas des destinées de leur patrie.

*
* *

Voici quelques autres réflexions et faits de détail venant à l'appui des idées émises, au texte, au sujet de la nécessité pour notre société de se donner une mémoire collective.

Un auteur se propose, je suppose, d'établir dans ses lignes prin-

cipales et d'écrire, de façon à ne rien omettre d'essentiel, l'histoire de la littérature haïtienne.

La première pensée, naturellement, sera de prendre connaissance par lui-même des œuvres qui composent cette littérature. Il lui faudra donc découvrir ces œuvres, en fixer le nombre, les dates et les auteurs. Quel sera son guide dans cette recherche? Des informations recueillies par-ci par-là, soit de vive voix, soit dans les journaux, soit dans les rares recueils périodiques qui ont, de temps à autre, paru dans ce pays. Il a peut-être, dans sa bibliothèque privée, quelques-unes des productions nationales, mais en assez petit nombre. — De sorte qu'il lui faudra, pour commencer, aller à l'aventure, perdant beaucoup de temps. En supposant, chose douteuse, qu'il parvienne à déterminer, dans son intégralité, le nombre des littérateurs haïtiens, il lui restera, tâche encore plus difficile, à se procurer les livres éparpillés dans toutes les directions et dont une grande partie est peut-être devenue introuvable. Pour cela, après une longue et minutieuse enquête qui lui aura fait découvrir un certain nombre (mettons le plus grand nombre, pour faire bonne mesure) des détenteurs privés de ces livres, il faudra qu'il obtienne de ceux-ci la communication de ces rares spécimens d'une littérature qui, pourtant, ne date pas d'un siècle.

On voit de quelles difficultés, réellement rebutantes, serait jonchée la route qui devrait amener notre auteur au seuil du travail projeté. Parmi elles, la dépense de temps en recherches et en démarches multipliées serait certainement la plus considérable. Elles sont telles qu'il y a peu à compter, croyons-nous, pour une date très rapprochée, comme il eût été souhaitable, sur une histoire de la littérature haïtienne un peu complète, œuvre urgente pourtant et de la plus haute importance, si l'on songe quelle grande influence elle aurait, étant consciencieusement et intelligemment exécutée, pour achever l'unité morale de la nation et la porter à prendre conscience d'elle-même. — Ce travail patriotique eût été, au contraire, au point de vue des premières préparations, de la réunion des documents et matériaux, d'une exécution relativement facile, si, depuis nombre d'années, ceux qui en ont socialement l'obligation avaient pris soin de concentrer en un local public, pour les conserver et les transmettre collectivement aux âges futurs, ces ouvrages où se sont sans doute peints et reflétés certains aspects de l'existence nationale et des mœurs indigènes.

Mêmes obstacles, même perspective décourageante s'élèvent devant les pas de celui qui entreprend d'élucider — suivant les exigences de l'érudition contemporaine — certains points de l'histoire, de contrôler, afin de les rectifier, certaines relations inexactes de faits et d'événements, ou encore de construire cette histoire de toutes pièces pour les époques qui n'ont encore été l'objet d'aucune exploration. Pas de recueils complets de documents authentiques, pas d'archives historiques se prêtant à une recherche ordonnée. Le seul recueil qui existe — et qui du reste ne va pas au delà de 1843 — se fait de plus en plus rare. Combien un dépôt d'archives bien classées, avec un répertoire régulier et tenu à jour; combien encore une bibliothèque où seraient réunis toutes les lois, des collections de journaux, les recueils d'actes imprimés, n'eussent-ils

pas facilité l'établissement des premières bases du travail en question.

Les difficultés prennent un aspect plus repoussant encore, au point de faire prononcer le mot impossible, s'il s'agit de travaux scientifiques exigeant des expériences et des recherches de laboratoire. Où les trouverait-on, ces laboratoires ? Alors même que ces travaux sont de nature à n'entraîner que des explorations purement bibliographiques, ils sont, pour peu qu'ils soient spéciaux, resserrés sur un étroit domaine où il faut creuser en profondeur, presque aussi inexécutables. Il n'est guère possible à un particulier, en dehors d'une bibliothèque publique, de se procurer la majeure partie des écrits (livres, mémoires, articles de revues, etc.) qui se réfèrent à une question spéciale et technique; et c'est tout cela qu'il faut préalablement consulter, en y exerçant un contrôle judicieux, pour être à même de pousser plus avant, de faire faire à la question un pas vers la solution ou de trouver soi-même cette solution — de façon à pouvoir produire avantageusement son travail dans les milieux scientifiques les plus sévères. — C'est par milliers que l'on a compté les fiches (c'est-à-dire les notes, références, etc.) qui ont servi à Taine pour exécuter son grand ouvrage d'histoire : *les Origines de la France contemporaine*. Des œuvres ce cette envergure — qui exigent, pour la préparation seulement, un vrai travail de bénédictin — ne sont évidemment réalisables que dans les centres exceptionnellement outillés, et si nous en parlons, ce n'est pas pour donner à croire qu'ils le seraient ailleurs, mais pour bien faire saisir les conditions de formation et de naissance d'un ouvrage à fondement scientifique, et qui compte! Un peu aussi pour faire sentir aux jeunes Haïtiens — qui l'ignorent ou seraient tentés de l'oublier — que, dans l'ordre intellectuel, comme dans l'ordre physique, il n'y a pas de création *ex nihilo* et que la force créatrice de l'esprit consiste dans l'arrangement, la classification, l'interprétation individuelle de faits préexistants que l'on ne trouve que dans la nature ou dans les livres où les prédécesseurs les ont consignés, ou bien encore dans la découverte, entre ces faits, de rapports restés jusque-là inaperçus. Le savant, qui découvre un fait et le signale à l'attention de ses collègues, n'est pas toujours celui qui l'interprète ou le fait rentrer sous une loi. Les esprits philosophiques et généralisateurs — un Comte, un Spencer — ne font guère de menues découvertes de ce genre, mais, disciplinant l'ensemble des faits connus, ils les utilisent, dans leur vaste synthèse, pour l'établissement de principes supérieurs propres à unifier la science.

Pour finir, nous rappellerons que la question s'était posée — et Renan n'avait pas jugé oiseux de la traiter dans une conférence faite en 1889 à l'une des séances du Congrès des sociétés savantes, en Sorbonne — de savoir si l'on peut *travailler en province*. Il la résolvait, il est vrai, pour une certaine catégorie de travaux, par l'affirmative; mais c'est qu'en France on rencontre en province des centres d'études supérieurement outillés; et aujourd'hui, plus qu'en 1889, à cause de la décentralisation universitaire qui s'est depuis effectuée, les ressources de la province, à cet égard, ont dû considérablement s'accroître. Combien ces regards jetés de loin

vers les foyers de civilisation et de lumière nous éloignent de notre pauvre milieu social!

Revenons-y pour constater la concordance de tous les faits mentionnés en cette longue note et rappeler, une fois de plus, qu'ils plaident énergiquement en faveur de la création d'ateliers de travail et de recherches intellectuels, même chez les peuples les plus attardés, si ces peuples sont soucieux de leur avenir et de leur renom.

(7) Le théorème de Comte est beaucoup plus large. Nous n'en retenons ici que la partie qui convient à notre sujet. — A propos de Comte et de sa classification des sciences, nous devons faire observer qu'il fait de la morale positive une science distincte, qu'il place au sommet de l'échelle, au-dessus de la sociologie, comme étant plus complexe que celle-ci. C'est dans le grand ouvrage qui fait suite au *Cours de Philosophie positive*, et qu'il a intitulé *Système de Politique positive*, qu'il expose ses vues au sujet de la morale, dont il pose les fondements et indique le cadre général. — Nous croyons, pour notre part, que la morale doit être placée au même niveau que la sociologie, avec les autres sciences sociales particulières, mais pas plus haut qu'elle. — Une des propriétés caractéristiques de la classification de Comte, c'est que chaque science de la série, ayant besoin pour sa constitution du concours de toutes celles qui la précèdent, reste cependant indépendante de celles qui la suivent, bien que ces dernières puissent efficacement servir à lui faire prendre un plus grand essor. A ce compte, la sociologie devrait pouvoir parvenir à un certain degré de consistance et de positivité, indépendamment de la morale, qu'elle précède. Or, on sait que les sociologistes sont forcés, dans leurs recherches et leurs travaux, d'envisager et de faire intervenir, dans une très large mesure, les phénomènes moraux, et que Comte lui-même, en élaborant sa doctrine sociologique, y a assigné un rôle éminent aux facteurs d'ordre moral, qu'il reprochait sévèrement aux économistes de négliger. — Mais pour se servir avec sûreté et une certaine précision des coefficients moraux, encore faut-il que la construction de l'éthique soit suffisamment avancée; et si elle ne pouvait l'être, cette science venant après la sociologie, que tout autant que celle-ci serait préalablement constituée, on voit qu'on se trouverait dans un cercle sans issue, puisque l'essence de la sociologie consiste justement à étudier les faits sociaux de toutes catégories, non pas divisément, mais dans leurs rapports de connexion et d'influence mutuelle. — Ces quelques réflexions demanderaient à être plus longuement développées. — Nous avons cru devoir cependant consigner ici brièvement nos réserves au sujet de ce point de la doctrine comtiste.

Le *Système de Politique positive* (4 volumes in-8°) est encore bien peu connu, bien peu exploré, même par des sociologistes de carrière et de renom. C'est ainsi que, dans une esquisse des travaux sociologiques importants qui ont vu le jour au cours du XIXe siècle, M. Durkheim disait, dans la *Revue bleue*, il n'y a pas bien longtemps, que Comte n'a fait qu'esquisser rapidement la *statique sociale*. M. Durkheim, sociologiste qui a déjà donné des œuvres importantes, en parlant ainsi, donne à croire qu'il ne connaît que

la seule leçon du *Cours de Philosophie positive* où Comte s'est, en effet, contenté d'indiquer les lignes importantes et essentielles de la *Sociologie statique*. Il ignore — le lecteur ne peut autrement penser — que Comte, revenant sur cette branche fondamentale de la science des sociétés, y a consacré tout un volume (le deuxième) de son *Système de Politique*, où il soumet les questions déjà abordées, les problèmes déjà succinctement traités par lui, à une profonde élaboration — vraiment géniale et admirable. — M. Tarde, un autre pionnier de la science sociale, à qui cette science doit déjà beaucoup, dans une discussion à la *Société de sociologie* de Paris, roulant justement sur les bases statiques de la société, a appelé Comte un grand *philosophe de l'histoire*, en laissant entendre qu'il ne serait pas en même temps quelque chose d'autre et d'aussi grand. Cependant, pour qui a lu le deuxième volume du *Système de Politique* et l'a compris, il ne saurait y avoir de doute : Comte est un sociologiste, et un sociologiste de la plus large envergure. M. Tarde — cette conclusion s'impose — ne connaît pas le livre. — Mais il y a plus. Stuart Mill rend compte — dans un ouvrage plein de respectueuse sympathie et d'admiration (traduit par M. Clémenceau) — de l'œuvre de Comte. Il fait remarquer, dans la première partie de son livre consacrée au *Cours de Philosophie positive*, que Comte a glissé sur les phénomènes d'ordre statique, et il s'abstient tout de même, dans la seconde partie où il examine le *Système de Politique positive*, d'apprendre au lecteur que tout un volume de l'ouvrage (qui n'en compte que quatre) reprend, pour les étudier à fond, les faits relatifs à la statique sociale, c'est-à-dire à la structure et au fonctionnement des sociétés, indépendamment de ceux de développement, c'est-à-dire des phénomènes dynamiques. — Stuart Mill devait, il semble, à son lecteur quelques mots à ce sujet. — Si Comte s'est abstenu, dans son premier ouvrage, d'insister sur la statique sociale, c'est que, ainsi qu'il l'explique lui-même au début du deuxième volume de la *Politique*, que je recommande à la meilleure attention des sociologistes, les phénomènes dynamiques sont plus propres à manifester les lois sociales, à en établir l'existence. C'était là la première question à résoudre, la première notion à dégager et à faire accepter. — Ce point acquis, l'existence de lois sociologiques mise hors de doute, l'esprit constructeur du penseur devenait plus libre et pouvait plus aisément se livrer à une exploration statique. — Comte, dans certaines parties de sa *Statique sociale*, s'est élevé à un très haut degré d'abstraction et de force mentale. Lui-même a éprouvé le besoin de demander au lecteur — et il envisageait un lecteur déjà bien préparé — une seconde lecture, attentivement faite. Et à ce propos, comment ne pas se rappeler — particularité intéressante que nous révèle M. Hœffer dans son *Histoire de l'astronomie* (Hachette, éditeur) — que, lorsque parut le livre de Newton, les *Principes mathématiques de philosophie naturelle*, — où se trouve établie la loi de la gravitation planétaire, — il se rencontra à peine, dans toute l'Europe, quatre savants en état de le comprendre. Après cela, on s'étonne moins que le savant secrétaire de l'Académie des sciences, M. Bertrand, ait pu déclarer — en pleine *Revue des Deux-Mondes* — n'avoir rien compris à l'œuvre qui couronne si dignement la

carrière scientifique et philosophique de l'illustre penseur français. La pensée française — c'est ma conviction — a encore beaucoup à gagner dans la fréquentation de l'œuvre de Comte; mais, pour cela, il faut qu'elle prenne directement et intimement contact avec cette œuvre — avec toute cette œuvre.

*
* *

Notre présente étude sera suivie d'une autre intitulée : « *Considérations sur l'état mental de la société haïtienne* », qui en sera la continuation.

J. D.

# BULLETIN DU MEXIQUE

## JUAREZ (1).

L'humble toit d'une chaumière indigène abrita son berceau; le dôme imposant du Palais national recouvre son tombeau.

Entre le berceau et la tombe, ces deux extrémités mystérieuses de la vie, quelle formidable antithèse, et combien fut glorieuse la carrière qui relia les deux pôles de cette vie consacrée tout entière au Droit, à la Liberté, au Progrès et à la Patrie.

Benito Juarez, dont je ne puis sans émotion prononcer le nom vénéré, s'éleva du milieu le plus humble au poste le plus élevé qu'une république puisse confier au civisme de ses fils illustres; son autorité fut basée sur les services incomparables qu'il rendit à la Patrie, et toute sa carrière fut marquée de ce génie qui caractérise les grands hommes.

Le poète a dit que l'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux; je ne me prévaudrai pas de ce privilège au milieu de vous; car, lorsque les fils d'une république se réunissent pour célébrer la mémoire de leur plus illustre concitoyen, ils se disent seulement que l'avènement d'un grand homme est un bienfait pour la Patrie et un titre de gloire pour l'Humanité.

Et, en vérité, ils sont immenses les bienfaits que recueillit la Patrie, grâce à l'activité du grand homme dont nous célébrons aujourd'hui la mémoire, au vingt-neuvième anniversaire de sa mort.

Les ennemis de Juarez sont morts, mais ses amis et ses admirateurs se multiplient sans cesse, et chaque nouvelle génération prend son nom comme emblème et sa vie austère et grandiose comme modèle.

L'histoire avec ses profondes méditations, la philosophie avec

(1) Discours commémoratif, prononcé le 18 juillet 1901, par le professeur Porfirio Parra, au Panthéon de San Fernando.

ses analyses sagaces, la science avec ses jugements sévères, sont les seules puissances qui troublent le sommeil éternel de Benito Juarez, pour recueillir dans ses cendres des enseignements lumineux.

Les passions se sont calmées, les circonstances se sont modifiées, les partis ont désarmé, et les louanges que nous décernons au grand patriote ne sont pas les acclamations d'un partisan, mais le jugement tranquille de la postérité.

L'Humanité, dans sa lente pérégrination à travers l'espace et à travers les siècles, a divisé sa route en étapes énormes, auxquelles elle a rattaché le nom de ceux qui l'ont le mieux servie, et en qui elle s'est, pour ainsi dire, incarnée.

C'est ainsi que Périclès résume la période brillante de la civilisation hellénique qui vit resplendir les arts et naître les sciences; c'est ainsi qu'Auguste symbolise le point culminant de la civilisation gréco-romaine où le monde antique, inspiré par l'âme de la Grèce, et soutenu par le glaive de Rome, étendit ses frontières jusqu'aux brumes de la Bretagne, jusqu'aux plaines glacées des Sarmates, aux terres inconnues des Scythes, aux sables de Lydie et aux îles Fortunées.

Pareillement, c'est en Charlemagne que se concentre l'organisation catholico-féodale sous laquelle les tribus nomades qui détruisirent l'Empire romain d'Occident formèrent les nations modernes, et après s'être baignées dans les eaux lustrales du Christianisme, s'organisèrent à l'ombre de la Croix et sous le sceptre du Saint-Empire romain.

Quant à nous, habitants du vaste territoire qui constitue la République mexicaine, nous avons personnifié nos étapes laborieuses à travers les siècles en quelques hommes d'élite qui, par l'effort de leurs bras ou les lumières de leur cerveau, ont joué un rôle prépondérant dans le drame de notre évolution.

Cuauhtemoc représente l'effort héroïque et désespéré d'une race pour défendre son territoire envahi et ses dieux renversés.

Hidalgo incarne l'enfance laborieuse d'une nation nouvelle, formée par la fusion de deux races héroïques, par les descendants des vainqueurs et des vaincus.

C'est ce peuple qui devait fonder dans ces régions, domaine immense d'une couronne, une République souveraine et libre, et qui sut briser aussi bien les liens matériels de la dépendance politique que les entraves intellectuelles et morales qui enchaînent l'esprit humain, comme un nouveau Prométhée, au sombre rocher de la barbarie et de l'obscurantisme.

Hidalgo brisa les chaînes matérielles de la dépendance, Juarez détruisit les liens bien plus pesants, forgés pendant trois siècles, et qui pesaient sur l'âme mexicaine, la forçant à vivre dans un milieu moral comparable au moyen âge.

C'est à notre grand réformateur qu'échut la gloire de nous délivrer des ténèbres où nous croupissions, et de nous élever, dans le court espace de quatorze ans pendant lequel il présida aux destinées de la nation, jusqu'aux sommets lumineux du monde contemporain, où l'esprit humain, arrivé à sa maturité, ne reconnaît plus le droit divin d'un monarque, ni la suprématie d'un souverain pontife.

On peut même dire que le côté héroïque de la carrière de Juarez s'arrête en 1867, et que c'est pendant les neuf années qui s'écoulèrent entre 1858 et 1867 qu'il sut accomplir ce mouvement d'émancipation que nous appelons la Réforme, et délivrer le territoire national de l'intervention étrangère.

La Réforme et la seconde Indépendance, voilà les titres du grand citoyen à notre admiration et à notre gratitude.

La Réforme fut une série de mesures audacieuses, d'un caractère nettement révolutionnaire, qui conduisirent à la séparation de l'Eglise et de l'Etat, conquête immense que, seul entre tous les peuples civilisés, le Mexique a su réaliser complètement.

Les Titans qui firent la Révolution française versèrent des torrents de sang et firent tomber des centaines de têtes sans pouvoir accomplir d'une façon durable cette réforme capitale que réalisa Juarez, grâce aux lois admirables qu'il dicta de Vera-Cruz, avec le concours du génie de la Réforme, Melchior Ocampo.

Les Constituants, les vénérables auteurs du Code extrêmement libéral qui nous régit, comptaient bien parmi eux des hommes très émancipés et amis du progrès, comme Ignacio Ramirez, Francisco Zarco et Ponciano Arriaga; mais, malgré le feu sacré du progrès qui les animait et le souffle de liberté qui caressait leurs fronts inspirés, ils n'inscrivirent dans la Constitution que les garanties purement politiques d'un gouvernement libre et démocratique, émanant du suffrage populaire, et quelques principes abstraits, définissant et stipulant les droits de l'homme et prévenant la tyrannie et la prédominance sociale des corporations.

La séparation de l'Eglise et de l'Etat était une réforme trop radicale, trop complète, heurtant trop ouvertement les traditions et les coutumes, pour qu'elle pût être décrétée par une assemblée législative; il fallait qu'elle surgît d'un coup, comme l'éclair surgit

d'un ciel orageux de l'âme incomparable
guinéquement révolutionnaire de Benit

Malgré les aspirations progressistes
leur éloquence et la distinction de leu
constituant ne put mener à bien une réf
il ne le tenta même pas franchement
la tolérance des cultes reçût la sanct
excessif et dangereux de tolérer u
l'Eglise catholique. — Comment! cett
par les artistes incomparables de la
cérémonies les plus imposantes, qu
la conquête du Nouveau Monde; el
et les rites solennels s'associaient c
rité des constituants aux doux sou
paternel; cette religion grave, b
ciel, aurait à céder la place aux
leurs temples dénudés, dépouill
et du doux enfant Jésus, privés
images des Saints.

La tolérance des cultes ne fut
profanatrice, on la considéra c
l'opposition craignaient, comm
que la liberté ne dégénérât en
de l'Eglise catholique, il ne s
manes et des pagodes bouddh
lutionnaires timides, les acc
bunes, les supplications des
réprouva l'article sur la tol
le projet de Constitution.

Cette même Constitution
tard, par son infidèle gard

Comonfort, le plus fai
politiques, songeait à un
il rêvait des banquets fra
passé, et les libéraux,
abandonné leurs plus c
venimées par des anné
quel moyen terme imp
la concorde.

Comonfort n'avait
principes exagérés, s
lisable; il la craignai

les armes à feu, et cédant à son caractère indécis, il proclama la suspension de la Constitution, considérée par tous comme la garantie du progrès mexicain et l'emblème de l'indépendance nationale, définitivement conquise.

Erreur funeste de cet homme qui fut honnête au fond, mais incapable de gouverner.

Il fut la première victime de sa faute, car le révolté réactionnaire de Tacubaya le renversa du pouvoir et le pays fut livré aux sinistres colères d'une réaction ténébreuse et implacable.

C'est alors que surgit le grand Benito Juarez, décidé à sauver la nation; il saisit le précieux *labarum* abandonné par les mains débiles de Comonfort, et, le 11 janvier 1858, il assuma la présidence de la République.

Il entreprend aussitôt la campagne qui devait sauver l'arche sainte où reposaient les destinées de la nation.

Nouveau Moïse, il traverse la mer Rouge de la réaction armée, orgueilleuse et sanguinaire; à Guadalajara, il se voit sur le point d'être fusillé par la soldatesque de Landa et ne doit le salut qu'à la parole magique du barde de la Réforme, le grand poète populaire Guillermo Prieto; il se dirige vers la côte du Pacifique, accusé et poursuivi par la réaction; il s'embarque à Manzanillo et reparaît peu après à Vera-Cruz.

Ici, sa stature grandit de cent coudées; au lieu de se rendre, c'est lui qui défie le gouvernement; au lieu de reculer, il avance; sans se laisser impressionner par les forces de la réaction, ni par les victoires de Miramon, ni par les décrets, les vociférations et les menaces de ses ennemis, il ne se contente plus de soutenir la Constitution de 1857, mais c'est d'ici qu'il proclame un Code nouveau, plus libéral, plus avancé; c'est d'ici qu'il édicte les admirables lois de la Réforme.

Ces lois sont l'œuvre capitale de Juarez; elles représentent son influence politique et sociale, et les circonstances où il les dicta le placent parmi les plus nobles héros.

C'eût été une gloire que de les publier du Palais national, au lendemain du triomphe de sa cause, après avoir enchaîné la réaction; mais ce fut un chef-d'œuvre d'audace et d'énergie politique, presque sans exemple dans l'histoire, que de les fulminer comme un sanglant défi, alors qu'il se trouvait pour ainsi dire enfermé à Vera-Cruz, entre les vagues du golfe et les troupes de ses ennemis victorieux.

Le grand Juarez suivit en cette circonstance la maxime du

grand Danton, l'homme d'Etat le plus éminent qu'ait produit la Révolution française.

Comme Danton, Benito Juarez se proposa de vaincre ses ennemis en déployant toujours plus d'audace, et la promulgation des lois de réforme ne peut se comparer qu'à l'acte terrible de la Convention nationale jetant en défi, à l'Europe coalisée, la tête de Louis XVI.

La Réforme représente la révolution la plus complète qu'ait éprouvée le Mexique dans l'ordre des idées comme dans les coutumes.

La capitale de la République cessa d'être la cité lévitique de l'époque coloniale, et le pic implacable des démolisseurs fit disparaître les sombres couvents, ouvrit des avenues larges et claires qui livrèrent passage aux tramways et aux foules agitées par la fièvre de la vie contemporaine. L'intelligence mexicaine déploya ses ailes puissantes, et la pensée nationale, délivrée d'odieuses entraves, but à torrents la lumière de la vérité dans la science et la philosophie.

Mais l'âme de Juarez, fortement trempée par les luttes sanglantes, n'épuisa pas toute son énergie dans la lutte contre la réaction; elle garda des forces pour la lutte plus terrible, plus cruelle, plus prolongée que lui réservait le destin. A peine reposé de ses héroïques fatigues, il dut se remettre en campagne et rejoindre la frontière du Nord, à travers les plaines désolées qui séparent Coahuila de Chihuahua, et qu'avait déjà traversé le curé Hidalgo, aux jours difficiles où il luttait pour l'indépendance de la Patrie.

Après la révolte armée, l'intervention étrangère; le sol mexicain foulé par les troupes du despote français; un trône érigé par la force des armées étrangères à la place du fauteuil démocratique des présidents de notre République, et, sur ce trône, un descendant dégénéré de Charles-Quint fulminant des décrets, tantôt puérils, tantôt terribles, comme l'édit sanglant du 3 octobre condamnant à mort les défenseurs de l'autonomie nationale.

La constance inébranlable du grand président triompha cependant, grâce à l'appui héroïque et à la valeur de l'armée mexicaine; il est bien entendu que je ne parle pas de l'armée de parade de Son Altesse Sérénissime, foudroyée par les lois de Juarez et battue à plates coutures par les défenseurs de la Réforme, mais de la valeureuse armée libérale et républicaine, formée après la révolution d'Ayutla, disciplinée et instruite par la guerre de trois ans, et qui comptait au premier rang de ses chefs le citoyen émi-

nent qui, par son civisme et ses qualités militaires, a mérité de devenir le digne successeur de Juarez, le président actuel de la République.

La présence d'un citoyen aussi éprouvé à la tête de la République réjouit aussi bien la nation mexicaine que les autres peuples civilisés, car elle nous garantit que les principes soutenus par l'immortel Juarez continueront à guider ce peuple, qui a pu connaître les revers, mais qui, par l'héroïsme de ses fils, a mérité la gloire et la prospérité.

C'est ce que la nation espère avec confiance, car Juarez, homme d'Etat de premier ordre, s'inspirant de la maxime qu'on ne détruit que ce que l'on remplace, après avoir frappé à mort les éléments de l'ancienne mentalité mexicaine, chercha les éléments d'une mentalité nouvelle dans la science, cette noble directrice de l'esprit humain, qui nous découvre la Vérité et transforme la vallée de larmes que nous habitons en un empire florissant, paré des trésors du commerce et de l'industrie.

Dès que la victoire de 1867 eut assuré l'indépendance nationale, Juarez cessa de détruire l'édifice ébranlé du passé pour se hâter de construire le temple de l'avenir. Il comprit que les conquêtes de la Réforme seraient éphémères si les nouvelles générations n'étaient pas abreuvées des eaux pures de la science, et si elles ne se préparaient pas à former une âme nouvelle à un peuple émancipé des ténèbres du passé et digne de jouir des splendeurs de l'avenir.

Telle fut la signification sociale de la loi sur l'instruction publique, d'où surgit l'Ecole Nationale Préparatoire, établissement sans pareil au monde, et dont la direction fut confiée au plus capable et au plus digne, à Gabino Barreda, dont les nouvelles générations ne cesseront d'applaudir le nom, comme celui d'un rédempteur.

Si, aux jours de péril, l'héroïsme et la valeur militaire sont le seul espoir de la Patrie, c'est la science qui peut, seule, assurer la paix et le bien-être durable des nations, et si nous méditons sur les effets funestes du scepticisme qui s'empare des esprits à mesure que décroît l'influence du vieil idéal religieux sur les âmes, nous reconnaîtrons la nécessité d'une foi nouvelle, car la foi seule transporte les montagnes. Le temps est venu de proclamer que la bonne nouvelle ne vient pas des temples, mais du laboratoire des savants et du cabinet des penseurs.

Juarez! fils illustre de la Patrie et l'une de ses gloires les plus pures, reçois ce nouvel hommage de tes compatriotes reconnais-

sants. Par ton audace, tu as délivré la Patrie des erreurs du passé pour la conduire dans les voies lumineuses de la civilisation; ta vie fut une lutte continuelle et terrible, où tu as vaincu par la clarté de tes prévisions, la fermeté de tes convictions et l'énergie de ton caractère; tu as traversé les foules ennemies et les dangers de toute sorte, et tu n'as accepté le joug paisible de la mort qu'après avoir vaincu la faction rétrograde, après avoir fait triompher les lois de la Réforme, après avoir mis fin à l'intervention étrangère et avoir accompli cet acte terrible de justice, d'énergie et de réparation nationale, qui fit trembler le monde le jour où tu fis exécuter, au Cerro de las Campanas, un descendant de Charles-Quint!

Ta mémoire vivra, parmi tes concitoyens reconnaissants, dans les siècles des siècles; dors du sommeil placide de la gloire en compagnie de Danton, réformateur audacieux comme toi, auprès de Washington, plein comme toi de civisme, auprès de Lincoln, ton illustre contemporain, qui fut, comme toi, l'ami de la liberté et des hommes.

Porfirio PARRA.

(Extrait de la « **Revista Positiva** » de Mexico, août 1901, traduction libre de W. IMANS.)

# BULLETIN DE FRANCE

## I. — 44e ANNIVERSAIRE DE LA MORT D'AUGUSTE COMTE

Les positivistes se sont réunis, comme de coutume, le 5 septembre, pour commémorer la mort d'Auguste Comte.

Au cimetière, quatre discours ont été prononcés.

Le premier a été lu sur la tombe du maître, par M. Fagnot, en l'absence de M. Emile Antoine, empêché. — M. Keufer a rappelé ensuite, en termes émus, la grande mémoire de M. Fabien Magnin. — Notre confrère, M. Victor Pépin, dans un discours dont nos lecteurs apprécieront plus loin la haute élévation morale et philosophique, a déposé sur la tombe de la famille Robinet notre tribut d'hommages et de regrets. Enfin, une courte improvisation de M. le docteur Delbet a associé le souvenir de Clotilde de Vaux à celui d'Auguste Comte, suivant le vœu constamment respecté de notre maître.

L'assistance, très nombreuse, cette année, comprenait quelques-uns de nos confrères anglais, venus spécialement à Paris pour cette cérémonie. Notre confrère brésilien, M. Léon Sinion, s'était fait représenter par sa famille. Enfin, un certain nombre d'adhérents des Universités populaires, qui avaient assisté à la série de conférences faites par l'Ecole positiviste sur l'histoire des Religions, à l'Université populaire du faubourg Saint-Antoine, avaient tenu à se joindre à nous. Leur présence a été particulièrement remarquée et appréciée.

M. Ch. Jeannolle a continué, au siège de la Société, à trois heures, l'examen de la situation actuelle du Positivisme, qu'il avait abordé l'année dernière, et indique la ligne de conduite que les circonstances lui paraissent nous imposer. La nouvelle loi sur les associations nous permettra sans doute une réorganisation rationnelle de tous les groupements positivistes, où chacun d'eux, sans perdre son originalité propre, viendra concourir à l'harmonie générale. Le temps a déjà rendu caduques des dissidences repo-

sant plus sur des questions de personnes que sur des divergences théoriques. Une forte union maternelle est désirable et ne peut manquer de se réaliser pour le développement et la propagation systématique de notre doctrine, dont la pénétration lente et continue reste le caractère du mouvement philosophique et social contemporain.

La journée s'est terminée par le banquet traditionnel, au Palais-Royal, où des échanges de vues et de vœux, resserrant encore nos liens de confraternité, nous ouvrent les meilleures perspectives pour la durée et le succès de notre œuvre. L. M.

## Discours de M. Emile Antoine.

Mesdames, Messieurs,

Nous venons rendre hommage à la mémoire d'Auguste Comte et, par ce témoignage public de notre admiration et de notre reconnaissance, nous lier davantage à l'œuvre à laquelle il a consacré sa vie.

Depuis quarante-quatre ans, sa tombe n'a point cessé d'être un lieu de pèlerinage international. Cette continuité dans la vénération est bien faite pour nous donner confiance et courage. Qu'elle soit pour nous l'image et le gage de l'avenir réservé au Positivisme!

La tâche qu'Auguste Comte a remplie, l'œuvre qu'il a laissée lui assurent un rang à part dans les annales de l'esprit humain.

Auguste Comte a fixé la destinée humaine sur la Terre, en liant l'existence individuelle et passagère à l'existence collective et perpétuelle. L'homme se trouve ainsi rattaché au plus lointain passé, non seulement par sa famille et sa patrie, mais encore, et surtout, par le plus grand des êtres connus, le seul qui survive à tous, l'Humanité. « A ce seul et véritable Grand-Etre, dont nous « sommes sciemment les membres nécessaires, se rapporteront « toujours nos contemplations pour le connaître, nos affections « pour l'aimer, et nos actions pour le servir! »

A cet idéal, Auguste Comte a apporté la force irrésistible de la démonstration; il a pris soin d'en marquer les origines, d'en signaler les antécédents, d'en tracer le développement. La religion qui le consacre n'est pas plus l'œuvre d'un seul siècle que d'un seul homme, c'est la religion de l'Humanité.

Son fondateur prend place dans la série des grands philosophes, les Aristote, les Descartes, les Leibnitz, les Hume, les Diderot, les Condorcet, dont il s'est fait gloire d'être le continuateur. Ceux qui lui succéderont, quelque grands qu'ils puissent être, procéderont de lui, car de lui date une ère nouvelle.

Mais Auguste Comte ne s'est pas exclusivement tenu sur les hauteurs où il planait, en compagnie de ces esprits d'élite; il en est descendu pour donner aux réalités de la vie la perfection que comportent les lois positives. Ces conceptions abstraites, qui semblaient rigides et froides, il en a montré la souplesse, il a su les faire aimer, en les liant à jamais à la direction de l'homme et au gouvernement des sociétés.

Où a-t-il appris à parler au sentiment et à se faire entendre des plus humbles? Dans son propre cœur, grâce à son affection pour Mme de Vaux. Quand on sait quelle puissante impulsion elle a imprimée à son activité, quand on pense que sans elle il eût pu descendre dans la tombe avec sa *Politique*, comme il y a emporté sa *Morale*, on ne peut que regarder comme un grand bonheur pour Auguste Comte et pour la Postérité qu'il ait rencontré la « noble dame » qui a fait naître en lui les sentiments qui ont tendu tous les ressorts de son puissant génie, au profit des siècles à venir.

Un si haut exemple, un si grandiose résultat disent tout le prix de la formule d'Auguste Comte : *Agir par affection;* de même que le soin scrupuleux qu'il mit à édifier la base philosophique de sa construction religieuse en consacre le complément : *Penser pour agir;* formules si simples, qu'elles semblent faites pour régler la vie ordinaire, et si nobles, qu'elles s'appliquent mieux encore au génie et à ses immortelles constructions.

Cette disposition sympathique, dont Auguste Comte a fait le principe de toutes ses conceptions et de toutes ses actions, a été transportée par lui dans l'étude du passé. En substituant l'examen au blasphème, l'explication à la négation, il a pu constater qu'aucune fondation n'a pu prévaloir qu'autant qu'elle était appropriée au milieu et à l'époque où elle a surgi. A lui, nous devons de pouvoir apprécier équitablement les croyances et les institutions humaines, sans aucune inconséquence rétrograde.

Il est à peine croyable que le Restaurateur de la continuité ait été soupçonné d'avoir méconnu la nature et la portée de la Révolution française. Assurément, il ne s'est pas attardé aux dogmes de l'Egalité et de l'infaillible Souveraineté populaire, qui enflammèrent alors les cœurs républicains, mais qui eurent le grave

inconvénient d'obscurcir leurs conceptions politiques; car c'est au nom de ces chimères que Bonaparte put élever le trône impérial au lieu même où avaient siégé la Convention et le Comité de Salut public. Mais, fidèle à la méthode et à la doctrine positives, le philosophe issu de la Révolution s'est fait gloire de continuer ce grand mouvement, en consacrant ses meilleures aspirations. L'ordre républicain, que le *Contrat social* avait été impuissant à fonder, Auguste Comte l'a basé sur la Sociologie positive, aboutissant nécessaire de toutes les sciences humaines.

La Sociologie décèle de toutes parts l'existence de l'Humanité, en qui et par qui nous vivons, et pour qui nous devons vivre. Sur cette base, vraie, certaine, tangible, visible, Auguste Comte a fait reposer l'éducation universelle.

Cette éducation commence par l'hommage rendu au Passé, par la glorification de nos principaux bienfaiteurs, sans distinction de temps, de nationalité ou d'opinion. Elle s'étend ensuite à l'Avenir, par l'acquisition du savoir indivisiblement lié aux devoirs qui nous vouent à la Postérité, conçue comme l'expression idéale de l'Humanité. Enfin, après avoir éveillé toutes nos énergies, par cette alliance des plus nobles émotions sociales et des plus hautes pensées, elle nous ouvre la carrière civique. Le digne accomplissement d'une activité ainsi préparée contribuera, plus que de vaines déclamations sentimentales, à assurer la paix et l'unité finales; car, selon l'expression d'Auguste Comte, l'amour du genre humain se cultive mieux par le service effectif de la Famille et de la Patrie, que par des vœux.

Partout, le premier devoir est d'accomplir la besogne quotidienne. Pour pourvoir à ses multiples exigences, il faut aimer, il faut savoir. Aussi, Auguste Comte s'est-il, jusqu'à son dernier jour, consacré à la reconstitution de ce savoir, où gît le principal remède à l'anarchie moderne. Lorsque les devoirs sont dédaignés, lorsque la personnalité domine, c'est que la vie manque de but ou se gaspille à la poursuite de destinations contradictoires. Le Ciel qui devait nous réunir s'est évanoui dans l'espace et avec lui Dieu, qui n'est même plus le grand *peut-être;* et, tandis que l'ordre qui reposait sur sa Majesté s'effondre, la masse humaine entrevoit à peine le but réel vers lequel tend l'activité universelle, celui qui nous soutient à notre insu, et nous guide, pour ainsi dire, malgré nous-même. C'est ce but qu'il importait de dégager, c'est la source continue de cette activité universelle qu'il fallait rendre visible à tous. Auguste Comte a satisfait à cette double condition, par la fondation de la science sociale, qui nous subor-

donne à l'Humanité, et par l'institution de la religion positive, qui lui rapporte notre vie privée et notre vie publique.

Dès lors, la reconstruction s'impose. L'avènement d'une religion véritablement universelle, c'est-à-dire d'une morale et d'un sacerdoce communs à toutes les nations, sera non seulement amené par la force des choses, mais il sera secondé par l'adhésion de tous ceux qui mettent leur bonheur et leur devoir à *Vivre pour autrui.*

Une rénovation religieuse, voilà l'œuvre accomplie par le fils de Montpellier, dont les restes reposent ici dans l'attente de la suprême glorification.

Si la religion de l'Humanité a déjà profondément modifié l'esprit occidental, elle le doit doublement à Auguste Comte. Il n'a pas été seulement un méditatif d'une puissance exceptionnelle, il a été un apôtre : il a propagé et vulgarisé le fruit de ses méditations continues dans des expositions, orales et écrites, poursuivies avec une constance toute romaine. Et, comme ses spéculations embrassent tout ce que l'homme épris de lumière peut concevoir de réel et d'utile; comme la méthode qu'il emploie à la recherche de la vérité a toujours réussi à faire l'évidence dans tous les champs du savoir, où des expériences sans nombre l'ont mise à l'épreuve, ses conceptions ne pouvaient manquer de pénétrer les cerveaux.

La conception du Monde et de l'Homme, engendrés par le verbe d'un Créateur, ne comportait ni retouches ni développements. Auguste Comte n'a jamais prétendu qu'il en serait de même de son œuvre, tout en la considérant, et à juste titre, comme une fondation perpétuelle. Si Galilée est toujours regardé comme le fondateur de la Physique, quoiqu'elle ait reçu depuis trois siècles des perfectionnements sans nombre, c'est parce qu'il l'a dotée de sa méthode et qu'il en a formulé les premières lois positives. Au même titre que Galilée pour la Physique, que Lavoisier, Bichat et Gall, pour la Chimie, la Biologie et l'étude des fonctions du cerveau, qui toutes leur doivent respectivement les assises éternelles sur lesquelles reposent leurs progrès ultérieurs, Auguste Comte est et restera le fondateur de la Sociologie et de la religion de l'Humanité. Voilà pour notre certitude dans la durée et la fécondité de son œuvre : elle est le fruit légitime d'une méthode rigoureuse.

A l'exemple du Sénat romain et de la Papauté du moyen âge, mais avec plus de relativité et d'homogénéité, le nouveau sacerdoce, conscient de son éternité, s'incorporera tous les perfection-

nements que l'utilité sociale aura suscités. Loin de proscrire le progrès, la Philosophie positive consiste partout à voir les choses telles qu'elles sont, et à rendre universellement communicables les résultats de ses investigations, en les exprimant de manière qu'elles soient entendues de tous les esprits de bon sens et de tous les gens de cœur.

Auguste Comte n'est donc point venu frapper d'arrêt de développement la capacité philosophique, pour l'avoir ennoblie en l'assujettissant à l'ordre, en l'assimilant à l'esprit d'ensemble, en lui donnant une destination populaire. Celui qui a résumé la loi générale de l'existence humaine dans cette formule : *Les Vivants sont toujours, et de plus en plus, gouvernés par les Morts*, n'a jamais entendu proscrire du gouvernement de la Postérité les hommes de génie qui naîtront après lui !

Si l'ordre positif n'avait point engendré le progrès, les conceptions d'Auguste Comte n'auraient pas trouvé dans toutes les races, parmi toutes les nations et chez toutes les classes des disciples fervents et dévoués ; nous ne verrions pas, grâce à la liberté républicaine, jusque dans le milieu universitaire, autrefois tout entier acquis à l'ontologie, des éducateurs de la jeunesse s'honorer de proclamer les obligations qu'ils ont contractées envers Auguste Comte, et la raison publique poser elle-même la barrière à ses contrefacteurs et à ses détracteurs ; nous ne serions pas les heureux témoins de la puissance morale de celui qui n'a jamais voulu s'appuyer que sur l'opinion et qui n'a grandi que par elle ; ascendant manifesté par des adhésions venues de quarante pays différents, à la nouvelle que, devant l'église de l'antique Sorbonne, un monument serait érigé à la gloire d'Auguste Comte.

Proclamons donc, sur sa modeste tombe, ces résultats pleins de promesses pour l'avenir. Ceux même de ses disciples qui sont le plus engagés dans l'action et dont le zèle ne redoute pas les obstacles ont besoin de jeter leurs regards sur le chemin parcouru, ne serait-ce que pour constater que, loin d'être les seuls à propager l'Evangile populaire, ils sont soutenus par toute une armée de volontaires, moins systématiques peut-être, mais aussi ardents à semer sans relâche les vérités positives, précieuses vérités qui ont la propriété de ne s'effacer jamais du cerveau qu'elles ont une fois pénétré, parce qu'elles vont jusqu'au cœur.

Parmi les preuves de l'empire exercé par Auguste Comte, il n'en est pas de plus décisives que celles que nous pouvons tirer de la vie de quelques-uns de ses disciples entrés, comme lui, dans la vie subjective. Elles sont d'autant plus utiles à rappeler qu'elles

confirment cette leçon salutaire de la sagesse humaine : *On ne détruit que ce qu'on remplace;* leçon difficile à faire entendre aux esprits impatients du lendemain, épris des changements, assoiffés de réformes immédiates. Mais, toutes les fois qu'on possède la liberté spirituelle suffisante, rien n'est plus avantageux à une République que de maintenir le *statu quo* assez longtemps pour préparer les changements nécessaires et les hommes capables de les opérer. Rien, en effet, ne recommande davantage la méthode positive que l'évocation de faits décisifs dont notre génération a été le témoin.

Bien que la foi théologique soit morte chez un grand nombre d'Occidentaux et chez la plupart de leurs chefs, les gouvernants, par crainte de l'inconnu ou paralysés par le sentiment de leur impuissance à faire face aux exigences d'un avenir qu'ils ne savent point déchiffrer, s'attachent désespérément à l'édifice catholique. Vainement, a-t-on projeté de substituer à la politique chrétienne de la conversion des Païens le concert européen présidant à l'exploitation industrielle de la planète, avec le concours de la Croix et du glaive; toutes les tentatives faites en Orient et en Afrique, pour donner satisfaction à cet idéal nouveau, n'aboutissent qu'à mettre l'Occident en présence d'une situation plus embrouillée, avec la perspective d'une liquidation plus redoutable encore. Auguste Comte a fait la lumière dans ce chaos, et par son double aphorisme : *Le Progrès n'est que le développement de l'Ordre; l'Unité finale doit être planétaire*, il a indiqué le remède et le but à atteindre.

La destruction de l'empire romain rappelle ce qu'il en coûte à une civilisation quand elle ne peut adapter son activité ou ses croyances aux nécessités sociales. A présent, comme alors, l'esprit public est dans l'attente d'un changement radical : les institutions doivent tomber, les classes se confondre, les peuples succomber sous la race élue. De Maistre avait cru reconnaître en Bonaparte le nouveau fléau de Dieu, l'agent de ce bouleversement qui provoquerait une irrésistible restauration théologique et rendrait la Croix triomphante de la Révolution, comme elle l'avait été du Paganisme. Cette heure n'a pas sonné, le temple de Janus n'a pas été fermé; mais, grâce à Auguste Comte, une meilleure discipline a prévalu, et une doctrine a surgi, apte à former des esprits mieux préparés à faire face aux difficultés publiques.

La menace permanente de conflits, entre classes, nations et races, maintient à l'ordre du jour le problème de la réorganisa-

tion sociale ; sans ce danger, peut-être, les paroles les plus sages ne seraient point écoutées des principaux intéressés. Mais, lors même que ceux-ci resteraient indifférents à la seule méthode susceptible de prévenir les catastrophes, s'il y a des épreuves à subir, dans la guérison des maux qu'elles auront engendrés, les vérités positives joueront toujours un rôle salutaire et décisif.

Ne l'a-t-on pas vu, en 1867, quand Juarez, le libérateur du Mexique, au sortir de la guerre étrangère succédant aux guerres civiles, confia au dévouement d'un philosophe, le Dr Gabino Barreda, le soin de refaire l'unité mentale de la Patrie ! Ne l'a-t-on pas vu en 1870 et depuis, quand la France, à son tour envahie, démembrée, divisée, mit à profit la sagesse et l'énergie de deux hommes d'Etat, Léon Gambetta et Jules Ferry, pour diriger sa défense, constituer un gouvernement, et réorganiser ses institutions d'après l'idéal républicain ! Ne l'a-t-on pas vu en 1889, quand le Brésil, à l'appel du colonel Benjamin Constant, élimina la monarchie et se mit en République avec la devise : *Ordre et Progrès*, inscrite désormais dans les plis de son drapeau ! Or, ces éminents citoyens, tous honorés par leurs patries reconnaissantes de grandioses funérailles nationales, tous républicains, ayant, à l'exemple du fondateur de la religion de l'Humanité, consacré par des obsèques purement civiles la foi philosophique qu'ils avaient proclamée de leur vivant, ont tous regardé Auguste Comte comme leur Maître et le plus grand penseur du XIXe siècle.

Voilà le gage des services que le Positivisme est appelé à rendre aux nations toutes les fois qu'il faudra concilier l'Ordre et le Progrès, toutes les fois qu'il faudra aborder de front ce problème de l'unité dont les puissances temporelles ne peuvent envisager la mise à l'étude sans redouter un bouleversement universel.

La doctrine d'Auguste Comte est la réserve de l'avenir.

Puissent ses propagateurs, conscients de cette responsabilité du lendemain, avoir sans cesse, dans leurs actes quelconques, cette destinée présente à l'esprit, comme l'ont fait leurs aînés, sous la direction du premier d'entre eux, M. Pierre Laffitte, qui, durant quarante trois ans, a donné l'exemple de la continuité dans le dévouement.

Saluons donc en Auguste Comte, avec le Dr Bridges, l'un de ses plus éminents disciples, « le prédicateur de l'Evangile des temps modernes, de la religion de l'amour et du devoir, purifiée de toute superstition théologique et rapportée au plus sublime des êtres à nous connus, l'Humanité, hors de laquelle il n'y a ni

issue ni terme à la Révolution qui agite depuis longtemps déjà la France, l'Occident, et même toute la planète »!

« Maître vénéré, tu as tracé le vrai chemin pour atteindre cet idéal.

« A nous, tes disciples fidèles et reconnaissants, de l'indiquer aux autres, en le suivant nous-même avec ardeur et fermeté! »

## Discours de M. Victor Pépin devant la Sépulture de la famille Robinet.

Mesdames, Messieurs,
Mes chers Coreligionnaires,

Ce n'est point seulement à ceux qui reposent ici, sous ce feuillage toujours vert, vivant symbole de notre foi et de notre espoir, que s'adressent, en ce jour de commémoration pieuse, nos regrets confraternels et nos hommages reconnaissants.

A Georges, à Gabriel Robinet, à leur vaillante et admirable mère, tous les trois enlacés dans notre religieux souvenir, comme ce lierre et ces fleurs sur cette tombe consacrée, notre pensée affectueuse réunit les absents : la petite-fille et son jeune ange; puis l'aïeul.

Quatre générations déjà enlevées à notre sympathie!

Et l'Aïeul est parti le dernier!

Le D[r] Robinet est tombé, foudroyé par la douleur. La vie, sa survie devrais-je dire, car on ne *vit* qu'en aimant les êtres élus, fut pour lui trop marâtre; et le cœur le plus généreux éprouve aussi sa limite de résistance dans la souffrance et le malheur.

Vous qui l'avez connu, et vous ses enfants adorés, sa dernière consolation en son suprême espoir, savez seuls combien il avait aimé!

Mais ce n'est ni le médecin si bienfaisant, si désintéressé et si connu des miséreux du centre parisien; ce n'est pas non plus l'historien de Condorcet; ce n'est pas le vengeur de Danton, — en Histoire, réhabiliter, c'est venger; — ce n'est pas l'homme public que j'évoque en ce lieu. D'autres nous rediront les mérites de l'homme d'étude et les vertus de l'homme d'action : ils nous retraceront sa fermeté contre les sournoises malveillances d'académiciens rétrogrades; ils nous raconteront sa lutte contre l'imbécile despote impérial que ses prophétiques avertissements n'empêchaient pas de somnoler; ils nous montreront encore son dévouement civique pendant les jours terribles de justice et d'expiation : du repentir et de la colère aux pleurs de sang...

Ils crieront son courage pendant l'épouvantable proscription. Que de braves gens — plus de soixante, a-t-on rapporté — furent par lui, par Mme Robinet et leurs enfants, sauvés du peloton d'exécution, automatique, inlassable !

Les autres... sont là, tout près de nous, pêle-mêle, dans la promiscuité du charnier commun. Ils n'ont trouvé la fraternité que dans la mort...

Ses vertus privées, vous les connaissez en partie. Il en est qui restent le trésor amoureusement caché par sa famille.

Je ne retiens ici que le chef envié de la *première Famille positiviste.*

Ceux d'entre nous qui, élevés en province, sous la tutelle poétique, mais quelquefois tracassière, d'un culte décrépi, ont eu l'âme étirée entre l'esprit d'un siècle plus qu'indifférent, dédaigneux, en matière de religion, et les formes usées des croyances maternelles, pourront seuls comprendre, sans doute, la douceur et la promesse de ces deux mots, maintenant unis : Famille positiviste !

Cela veut dire — mais je serai impuissant, hélas ! à faire sentir ces fortes et idéales émotions — bonté indulgente des parents, vénération et déférence des enfants ; mari et épouse toujours unis par l'esprit comme par le cœur ; goûts, principes, réjouissances, admirations, consolations, tendances, jugement communs ; encouragements mutuels, émulation joyeuse vers le mieux conformément entrevu.

Pour les enfants : sincérité continue, confiance entière, et dans la jeunesse et dans l'âge mûr.

Seule, l'unité de doctrine ne peut-elle pas consolider la plénitude de l'amour ? de l'amour conjugal, exempt du dissentiment qui mène à la discorde ; de l'amour paternel et maternel qui sait, dès le premier âge, pétrir, sans aveugle et égoïste faiblesse, le cœur, l'esprit et le caractère du futur serviteur de l'immanente et progressive Humanité ! Seule, ne peut-elle pas aider l'amour fraternel à s'affranchir des discussions continuelles et énervantes, des rivalités jalouses ou haineuses, et de lui faciliter cet abandon absolu de l'intelligence et du cœur qui est une des joies les plus pures, les plus intenses, les plus douces de l'existence. Quelle vie heureuse, par exemple, eût été celle de notre maître, et que d'œuvres géniales il nous eût encore laissées, si, dans Alice Comte, il eût eu le bonheur de trouver une autre Henriette Renan.

Et quel contraste entre cette vie harmonieuse, qui n'est plus guère estimée et vécue, dit-on, que par les trop pacifiques confuciens, et cette longue et pénible coexistence que, par habitude, on appelle encore mariage. Vous êtes-vous représentés ce qu'implique d'effroyable, d'angoissante souffrance, l'amour profond de cette Femme que sa foi chrétienne, sans cesse ravivée par des prédications affolantes, contraint — logiquement — à voir dans son mari et dans ses enfants émancipés les futures victimes de l'éternelle damnation !

Plus attentive est son affection, plus étreignant est son désespoir! Souvenez-vous de Monique écartant de sa table son propre fils, « en le pleurant plus amèrement, dit Augustin, que les autres mères ne pleurent leurs enfants quand elles les voient porter en terre ».

Et cependant, combien de mères modernes peuvent aujourd'hui conserver l'espoir réconfortant de la Monique africaine!

Oui, c'est à jamais que nous avons abandonné Dieu et déserté ses autels. Nous avons trouvé asile et paix dans un temple nouveau. C'est à nos seuls aïeux que nous donnons notre reconnaissance; nous plaçons toute notre foi, tous nos espoirs en l'Humanité : unique Providence sur notre sévère planète.

Et c'est maintenant que nous apprécierons l'ascendant de cet Homme au cœur chaud qui sut, par l'exemple, prêcher *la Vie nouvelle*; maintenant que nous mesurerons sa félicité dans le succès, que nous sympathiserons aux douleurs incessantes des séparations...

Que de fois, bon docteur, tu as dû répéter, dans ta vieillesse solitaire, la plainte du vieux Florentin banni :

*Nessun maggior dolore*
*Che ricordarsi del tempo felice*
*Nella miseria.*

Et dans ton âme recueillie ressuscitait l'image aimée de l'Epouse consolatrice; et tu revoyais, à travers les larmes que t'arrachaient tes regrets et peut-être ton repentir, ce fils dont ce marbre fidèle nous dit toujours l'énergique bonté, ce fils que ta conscience rigide, inflexible sur nos principes, mais oublieuse des justes compositions imposées par le siècle inconverti, osa un jour condamner.

Ton fils, ô docteur, fut, avec sa bonne mère, ton vivant chef-d'œuvre; pourquoi lui blesser le cœur!

Il fut alors, comme toi tu le fus plus tard, trop fier pour se soumettre quand la conscience ne le lui dictait pas. Mais son indépendance respectueuse ne fut pas la révolte. Comme toi, il anoblit tous les jours de sa vie par son dévoûment à sa cité reconnaissante, par son tribut constant à l'Humanité.

Quand il succomba, si tôt pour Paris et ses infortunes, il te disait, j'en suis sûr, avec plus de regrets encore que le jeune citoyen de la Révolution que tu connais bien : « Ce qui me fait le plus de peine, c'est de vous quitter tous, et de ne plus pouvoir être utile à la République. »

Messieurs, ne laissons pas s'effacer le souvenir de pareils exemples. Que cette première famille positiviste, décimée, revive en nos cœurs. Nous ne lui apporterons point d'infécondes larmes : elle est notre premier modèle; travaillons vaillamment à développer ses vertus.

---

## II. — DISTRIBUTION DES PRIX AUX ÉLÈVES DE L'ÉCOLE ESTIENNE

*Le 28 Juillet 1901*

Nous empruntons à « *la Typographie française* » du 16 août dernier le compte rendu de cette cérémonie, au cours de laquelle le président du Cercle des Prolétaires positivistes a fait entendre sa parole toujours sensée et toujours applaudie. — L. R.

### Discours de M. Auguste Keufer.

Le dimanche 28 juillet avait lieu la distribution des prix de l'Ecole Estienne, sous la présidence de notre camarade Keufer.

Depuis la création de cette Ecole, c'est la première fois que l'honneur de présider la distribution des prix revient à un ouvrier.

Comme le *Bulletin municipal* n'a pas cru devoir insérer le discours prononcé à l'occasion de cette solennité par notre camarade Keufer, le Comité central en a décidé l'insertion dans *la Typographie*. C'est avec plaisir que nous exécutons cette décision, en mettant ce discours sous les yeux de nos fédérés.

Mesdames,
Messieurs,
Mes jeunes Amis,

L'honneur qui m'est accordé et la tâche qui m'incombe aujourd'hui indiquent, une fois de plus, qu'il ne faut jamais jurer de rien : car un des incidents de la vie auxquels je m'attendais le moins, c'était assurément celui de présider la distribution des prix de l'Ecole Estienne. Aussi n'ai-je accepté cet honneur qu'avec une certaine hésitation. Les causes de cette hésitation, les voici : dans le monde du travail, les Ecoles professionnelles municipales sont quelquefois appréciées sous l'influence de préjugés divers, auxquels moi-même je n'ai pu encore me soustraire complètement, je l'avoue bien volontiers.

D'autre part, une distribution de prix, comme un banquet, ne saurait être convenablement présidée sans discours. Et, après toutes les notabilités qui ont déjà présidé vos fêtes annuelles, que viendrais-je encore vous dire que vous n'ayez entendu ? Je crains donc de manquer de l'originalité si désirable en pareille circonstance.

Mais enfin j'ai pensé que j'aurais, parmi cette belle assemblée, bon nombre d'amis indulgents qui m'enhardiraient à prendre la parole et à dire bien franchement ce que m'inspire le milieu dans lequel je me trouve.

C'est aux élèves de l'Ecole Estienne que je veux principalement m'adresser, et leur faire part de mes pensées sur le caractère de l'enseignement qui leur est si généreusement donné par la Ville de Paris.

Il ne m'appartient pas de faire ici l'histoire de l'évolution des industries graphiques, ni de marquer la période où elles brillèrent d'un vif éclat pour subir un moment, non pas de décadence, mais d'effacement dont les causes sont multiples. Ce sont là les stades de transition qui préparèrent la renaissance de notre art, et sur lesquels vos professeurs ont eu à maintes reprises l'occasion d'attirer votre attention.

Il n'y a plus de bons ouvriers! Tel était le cri unanime que formulaient à ces différentes époques et que formulent encore les représentants des diverses industries du livre. Répété un peu partout pendant des années, ce cri fut entendu par nos édiles parisiens, et ils créèrent cette superbe Ecole Estienne avec l'intention de donner à nos belles professions des ouvriers de talent, capables de renouveler le goût français et de soutenir sa réputation contre les produits étrangers, d'une incontestable valeur.

L'enseignement des Ecoles professionnelles est-il supérieur à celui de l'atelier? C'est une réponse maintenant bien difficile à faire, car les résultats de l'enseignement dépendent à la fois de la méthode, des matières enseignées, des professeurs et des élèves, et il est trop certain que l'apprentissage à l'atelier est bien souvent négligé. Un effort immense est donc indispensable pour reconstituer un personnel d'élite, que le mercantilisme industriel a laissé disparaître.

L'Ecole professionnelle est appelée à donner une précieuse impulsion à la formation de bons ouvriers, et le programme général d'enseignement élaboré par le Conseil municipal mérite une entière approbation, car les matières enseignées contribuent à donner aux élèves une bonne instruction générale, pour servir de base à l'apprentissage d'une profession avec toutes ses spécialités. Pour peu que l'élève veuille travailler encore et augmenter ses connaissances, il trouvera dans cette méthode, dans ce programme, une éducation qui se rapprochera de ce que devrait être l'apprentissage en régime normal. Il serait très désirable que les apprentis de l'industrie libre puissent bénéficier d'un pareil système.

Combien il m'a été agréable, au cours de la trop rapide visite que j'ai faite de l'Ecole, de constater que les élèves de chaque atelier apprenaient les différentes spécialités de leur profession, au lieu de se confiner en une seule, comme il arrive trop souvent maintenant dans l'industrie privée! Vous apprécierez plus tard, mes amis, quel immense service vous rendent votre directeur et vos professeurs en vous initiant à tous les détails du métier que vous avez choisi. Que de fois l'ouvrier, au milieu du bouleverse-

ment économique moderne, est obligé de changer de spécialité dans sa profession? Malheur à celui qui est resté un spécialiste insignifiant, si facilement remplacé; il reste une unité sans valeur dans une immense armée industrielle.

Les travaux sortis des presses de l'Ecole Estienne, que nous avons eu l'occasion d'admirer déjà, témoignent hautement en faveur de l'enseignement donné par les professeurs, et aussi, il faut le dire, en faveur des élèves. La délicatesse et la variété du goût, la conception d'ensemble, l'harmonie des détails, les travaux en noir ou en couleur, le trait ou la gravure, tous les genres indiquent les progrès accomplis au cours des quatre années d'apprentissage.

Ce qui est non moins intéressant à noter, c'est que, dans toutes les professions enseignées à l'Ecole, depuis les divers genres de dessin, les multiples systèmes de gravures et différents procédés d'impression typo-lithographiques, jusqu'à la reliure, les élèves peuvent acquérir de sérieuses notions d'ensemble sur la profession exercée.

L'enseignement gradué au cours des quatre années constitue une excellente méthode, il contribue aux véritables progrès de l'Ecole, donne un cachet artistique à la plupart des travaux qui y sont exécutés et indique, à l'honneur de tous, que les professeurs suivent attentivement les progrès de notre industrie, accentués par les procédés nouveaux.

Il m'est agréable de rendre justice à vos efforts, de reconnaître que vous travaillez avec une louable émulation à votre perfectionnement professionnel — et à détruire les préjugés dont je parlais tout à l'heure; mais je dois néanmoins vous tenir en garde contre cette illusion de croire qu'au bout de vos quatre années d'apprentissage, il ne vous restera plus rien à apprendre. Défiez-vous de cette imprudente prétention. Jusqu'alors, vous avez travaillé sous l'œil vigilant et bienveillant du professeur; demain, lorsque vous serez au milieu de l'atelier où il faut produire, entourés de collègues qui vous guetteront d'autant mieux que vous sortirez d'une Ecole professionnelle, alors vous vous heurterez aux mille difficultés que suscite le travail pressé, le manque de matériaux, l'outillage défectueux; là, vous commencerez mieux à sentir ce que vaut la vraie camaraderie, la bonne confraternité, car vous aurez souvent besoin des conseils expérimentés, des avis éclairés de vieux compagnons d'atelier. Mais, pour mériter et obtenir ces conseils, il faudra vous montrer modestes, obligeants envers vos camarades. L'atelier, ne l'oubliez pas, est nécessaire pour compléter vos connaissances pratiques.

N'oubliez pas non plus que, toute la vie durant, à tous les âges, on continue à apprendre, à plus forte raison quand on commence seulement la véritable existence ouvrière, insoupçonnée à l'Ecole,

où vous êtes heureusement encore ignorants des ennuis, des misères de la vie d'atelier.

J'ai rendu hommage à votre dévoué directeur, à vos chers professeurs pour la constante sollicitude qu'ils manifestent envers vous, s'efforçant à vous faire acquérir la plus grande valeur technique. Il faut les en remercier chaleureusement, car ils remplissent ainsi une partie importante de leur tâche, mais ce n'est pas toute leur tâche. Après s'être adressés à votre intelligence pour vous transmettre toute leur science professionnelle, après vous avoir communiqué toute l'habileté que votre volonté et votre assiduité vous ont permis d'acquérir pendant la période d'apprentissage, il leur appartient encore de s'adresser à vos sentiments, à les élever jusqu'à la notion de reconnaissance envers l'administration de la Ville de Paris, et envers cette incomparable population parisienne qui consent à supporter de si lourds sacrifices pour permettre à un petit nombre de privilégiés de mieux s'armer pour la lutte sociale par une éducation plus soignée. L'éducation ne doit pas seulement consister dans le développement des qualités intellectuelles et techniques, mais elle doit aussi élever le niveau moral de la jeunesse de nos écoles.

Il appartient aux maîtres de cultiver vos sentiments de vénération pour le passé, en évoquant cette chaîne ininterrompue des générations qui nous ont précédé, qui ont constitué cet admirable patrimoine matériel et moral, littéraire et artistique, source de tous les enseignements et résultat de tant de labeurs, de sacrifices et de larmes. Il faut habituer ces futurs citoyens à honorer la mémoire de tous les ancêtres, philosophes, poètes, savants de tous les pays, sans oublier notre immortel Gutenberg et ses dignes successeurs; tous ont successivement agrandi le trésor de l'humanité. Cette œuvre grandiose des siècles écoulés a permis à un grand penseur contemporain de formuler cette profonde vérité, que *les vivants sont de plus en plus gouvernés par les morts*.

Un autre devoir vous incombe, Messieurs les professeurs, si vous êtes soucieux de remplir consciencieusement vos fonctions.

Certes, vous devez tout d'abord vous appliquer à former de bons ouvriers, capables de soutenir la réputation de l'Ecole Estienne; mais vous avez certainement fait cette observation, que les élèves des écoles spéciales ont quelquefois la tendance à se placer au-dessus ou en dehors de leurs camarades formés dans les ateliers.

Cette disposition morale est un danger qu'il faut éviter et un point faible qu'il faut corriger. Vous pourrez y arriver, au cours de vos leçons, en initiant vos jeunes élèves à la notion de solidarité envers leurs camarades de travail, noble vertu qui apprend aux hommes que chaque jour s'impose davantage le devoir de se soutenir mutuellement pour la défense des intérêts communs et contre les fatales adversités de la vie.

Je reviens à vous, mes jeunes amis, pour vous engager à travailler avec ardeur; car, par la profession que vous avez embrassée, vous devenez les créateurs du plus puissant agent de civilisation; le livre et l'image permettent la formulation et la transmission de la pensée humaine sous toutes ses formes, et, grâce aux nouvelles découvertes, aux ingénieux procédés dus aux sciences physiques et chimiques, les arts graphiques ont pris un développement inconnu jusqu'ici. Cette transformation, il faut l'espérer, facilitera la diffusion de l'instruction et de l'éducation populaires. Vous deviendrez ainsi les collaborateurs éclairés de cette régénération, en devenant vous-mêmes des ouvriers laborieux et instruits.

Rappelez-vous bien de ceci, mes chers amis, c'est que jamais, dans quelque pays où l'on se trouve, une situation solide et honorable ne s'acquiert que par un travail persévérant et opiniâtre. La dignité, le sentiment du devoir, votre intérêt même vous engagent à devenir des ouvriers distingués, scrupuleux au point de soigner toujours la qualité de votre travail; en agissant ainsi, vous réagirez contre l'inquiétante tendance actuelle qui consiste à produire rapidement, sans aucun souci de la qualité des produits et sans nulle préoccupation des inconvénients et des catastrophes qui peuvent en être la suite.

Devenez d'habiles et courageux ouvriers. Quelques-uns d'entre vous deviendront peut-être des contremaîtres, des protes, des patrons; qu'ils n'oublient jamais les règles d'équité et de justice qui doivent guider les hommes et rendre les relations plus bienveillantes.

En accomplissant consciencieusement vos devoirs professionnels, vous serez mieux préparés à remplir vos devoirs envers vos familles, envers vos excellents parents qui ont supporté de si lourds sacrifices pour assurer votre éducation.

Favorisés par une excellente préparation technique, façonnés par un caractère résolu, bien préparés par l'intelligence et les sentiments généreux, vous deviendrez, mes chers amis, d'utiles et dévoués serviteurs de la République!

C'est sous l'influence de cette pensée consolante que je termine, Messieurs, en vous demandant pardon de vous avoir obligés à une si longue attention : mais quelle que puisse être votre impatience à connaître les lauréats, je n'ai pu me dispenser d'exprimer mes sentiments et de vous adresser ces quelques conseils, puisés dans une longue observation des hommes et des choses.

Et maintenant, amis, laissez-vous aller à la joie de recevoir vos récompenses!

---

## III. — ÉRECTION D'UNE PLAQUE DE MARBRE EN SOUVENIR DE CHARLES SAURIA, A DOLE

Le 15 septembre, les anciens élèves du Collège de l'Arc ont inauguré, sous la présidence de M. Bolle fils, une plaque en marbre destinée à perpétuer le souvenir de Charles Sauria, qui inventa les allumettes chimiques, alors qu'il était élève de ce collège.

Des discours ont été prononcés par MM. Bolle, président; Renaud, maire; Pactet, docteur, et une pièce de vers a été récitée par son auteur, M. Déprat, professeur au lycée de Besançon.

Voici le texte du discours prononcé par M. Pactet :

Messieurs,

Cet acte de reconnaissance à l'adresse de Charles Sauria, rangé aujourd'hui au nombre des bienfaiteurs de l'humanité, me touche plus vivement qu'aucun autre.

La raison en est dans les nombreuses et familières relations que nous avons eues ensemble.

Il a été pour moi plus qu'un ami, il fut mon père spirituel.

Le sentiment que j'éprouve à son égard est celui d'une profonde vénération filiale, qui ne s'éteindra qu'avec la mort.

Il résulte de la communion de sentiments et d'idées qui nous unissait étroitement l'un à l'autre que l'émotion ressentie par moi en ce moment se confond avec celle qu'il éprouverait lui-même s'il lui était permis d'assister, corps et âme, à cette manifestation collective préparée en son honneur, par les anciens élèves du Collège de l'Arc où a eu lieu sa merveilleuse invention.

L'impression ressentie à la vue de cette fête rend mes souvenirs plus vivaces, et Sauria, purifié par la mort qui efface nos imperfections, apparaît en moi avec les seules et brillantes qualités qui ornaient son âme. Causeur intarissable, ses longues conversations sur les sujets les plus divers avaient un attrait particulier qui captivait l'attention et ne permettait pas à celle-ci de sentir la fatigue.

Elles avaient un caractère de positivité qui frappait, ou, pour mieux dire, qui fascinait l'intelligence dans laquelle elles laissaient des traces ineffaçables. Il savait, avec un art incomparable, dissiper les brouillards répandus autour de ceux qui demeuraient attardés aux vieilles doctrines de la philosophie métaphysique.

Les vérités dont il avait formé son vaste patrimoine intellectuel, philosophique, coulaient de sa bouche avec une limpidité, une clarté qui les gravaient pour toujours dans l'esprit de ses auditeurs.

Elève d'Auguste Comte, Sauria s'empressa de mettre à profit les

leçons de son maître. Séduit par l'évidence de la nouvelle doctrine régénératrice, il en fit une application immédiate sur lui-même. Le plus précieux résultat dont il bénéficia fut l'institution, en lui, d'une unité cérébrale inaltérable, supérieure sous tous les rapports à l'unité éminemment fragile à laquelle conduisent les vieilles doctrines théologiques.

Nous ne faisons pas un crime à ces dernières de leur impuissance notoire à réaliser l'unité individuelle et l'unité sociale sur des bases inébranlables.

Leur conception essentiellement subjective les condamnait d'avance à l'impuissance, dans un temps plus ou moins éloigné.

Il appartenait aux deux sciences sociologique et morale de suppléer à l'insuffisance de l'hypothèse théologique. Celle-ci ne pouvait avoir qu'une durée provisoire, nous le répétons, en raison de son origine *a priori* qui, tôt ou tard, devait la mettre en contradiction avec la science. Le règne des lois, c'est-à-dire des hypothèses *a posteriori*, était appelé fatalement à succéder au règne des volontés surnaturelles.

Jusqu'à Auguste Comte, les diverses spéculations humaines qui se rapportaient au règlement de la vie individuelle et de la vie collective, étant privées des lumières que devait leur apporter, un jour, la connaissance des lois propres à ces deux ordres de phénomènes, n'avaient pu fonder qu'un ordre artificiel et fragile dont l'écroulement était inévitable.

Auguste Comte s'est acquis une gloire immortelle en enrichissant le savoir humain des deux dernières branches qui manquaient à notre encyclopédie scientifique.

Avec lui, la sociologie et la morale devenaient le point de départ d'un nouveau règlement scientifique des individus et des collectivités.

Charles Sauria accueillit avec joie le nouveau code moral qui donnait satisfaction en même temps aux besoins du cœur et à ceux de l'intelligence.

Il avait appris par la nouvelle doctrine philosophique que ceux-là seuls sont heureux constamment qui règlent leur conduite sous la prépondérance habituelle de nos diverses fonctions sympathiques.

Aussi, il s'est attaché plus particulièrement à la culture de ces éminents attributs humains qui devaient faire de lui un homme bon par excellence.

Ce qui frappait surtout, c'était un état de résignation exceptionnelle, qui permit à Sauria de traverser les adversités de la vie sans perdre un seul instant la bonne humeur dont son caractère était doué.

Il vécut heureux jusqu'au dernier soupir. Nous l'avons vu pour la dernière fois la veille de sa mort, et à ce moment suprême, il n'avait rien perdu de sa gaîté habituelle.

Parmi les hommes supérieurs, beaucoup sont dominés par le sentiment de vanité, qui est un aiguillon indispensable à l'entretien de leur activité intellectuelle.

Sauria n'a jamais eu besoin de cet excitant naturel dans l'accomplissement des divers travaux ingénieux qui devaient lui valoir plus tard une part de reconnaissance de la postérité.

Il était humble, et son désintéressement était porté à un degré qui a rendu souvent précaire son existence physique.

Messieurs, je termine en vous remerciant de tout mon cœur de cet hommage extraordinaire de reconnaissance rendu à mon vieil ami Sauria. Conformément à ses vœux les plus chers, il est définitivement incorporé à l'Humanité, et la vie subjective qui succède à la vie objective, en conservant la mémoire des bienfaiteurs de l'Humanité, vient dignement récompenser une carrière qui s'est écoulée dans l'amour d'autrui.

(Extrait du journal « *l'Union Républicaine du Jura* » du 22 septembre 1901.)

---

## IV. — L'ENSEIGNEMENT INTÉGRAL A LYON

L'un des plus beaux titres d'Auguste Comte à la reconnaissance du prolétariat est celui de fondateur d'un enseignement populaire qui, visant plus haut que les études professionnelles, tend à donner systématiquement à tous des notions réelles et complètes sur le monde, sur la société et sur l'homme. Ce mérite éminent, Auguste Blanqui le consacrait déjà en 1848, lorsqu'aux élections à l'Assemblée nationale constituante, il proposa lui-même à son club la candidature d'Auguste Comte, en n'invoquant d'autre titre en faveur de l'auteur de la *Philosophie positive* que celui d'organisateur, après juillet 1830, des cours de l'Association polytechnique (1). Ce point de vue du Positivisme, que nous pourrions appeler très exactement le point de vue pédagogique, était jusqu'ici peu connu. Il a fallu les études récentes de M. Alexis Bertrand (2) pour le mettre pleinement en relief. Il

(1) Cf. *Histoire parlementaire de la seconde République*, par Eugène Spuller, p. 37. Paris, Alcan, 1891.

(2) *L'Enseignement intégral* et *les Etudes dans la démocratie.* Paris, Alcan, 1900.

ne reste donc plus, comme nous le pensons au « Chêne » (1), qu'un peu de propagande pour arriver rapidement à créer un mouvement d'opinion en faveur de la réorganisation de nos écoles publiques dans le sens de la grande conception d'Auguste Comte. Les événements politiques posent d'ailleurs le problème et, déjà, l'enseignement intégral a pour lui un rapport favorable à la Chambre des députés (2). Encore un effort, et, si nous voulons, nous grefferons sur le vieux tronc de l'enseignement classique le rameau régénérateur de vie. La preuve qu'en ce moment l'état des esprits nous est favorable, c'est qu'à Lyon, l'année scolaire 1900-1901 a vu deux tentatives d'enseignement populaire. Et, comme nous l'avions promis à la délégation de la Société des « Prolétaires positivistes de Paris », venus au banquet du « Chêne » (3), on nous permettra ici d'être l'historien de ce modeste mais glorieux mouvement local d'émancipation intellectuelle.

. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . .

Tandis qu'à Paris, les « Universités populaires » récemment créées dans divers quartiers se faisaient remarquer par le décousu de leur enseignement, à Lyon, M. le docteur Beauvisage (4), adjoint à la mairie centrale, se préoccupa d'organiser une « Université populaire » dont, au contraire, les conférences formeraient un tout systématique, et il résolut de leur donner pour cadre la classification des sciences d'Auguste Comte. Mais laissons la parole aux documents. Voici la circulaire annonçant l'ouverture de cette « Université populaire » :

SOCIÉTÉ LYONNAISE

D'INSTRUCTION ET D'ÉDUCATION POPULAIRE

*Groupe de la Guillotière*

COURS POPULAIRE D'ENSEIGNEMENT SCIENTIFIQUE INTÉGRAL

Le groupe de la Guillotière, constitué au sein de la Société lyonnaise d'instruction et d'éducation populaire, se propose de faire,

(1) Société démocratique d'études économiques de Lyon.
(2) Rapport de M. Couyba.
(3) En juillet 1901.
(4) Membre du *Chêne*.

pendant l'hiver 1900-1901, un cours populaire d'enseignement scientifique intégral.

Ce cours aura pour but d'enseigner, particulièrement aux jeunes gens sortis de nos écoles primaires laïques, en dehors de toute préoccupation professionnelle, les notions scientifiques qui leur sont nécessaires pour compléter leur développement intellectuel et moral, pour apprécier l'importance des grandes découvertes de la science et leur rôle dans l'évolution de la société moderne, pour connaître les méthodes de travail et de raisonnement pratiquées dans les diverses branches de la science, pour comprendre le profit que chacun peut en tirer dans sa vie individuelle, familiale et sociale, pour devenir enfin des hommes libres, détachés de tous les préjugés et de toutes les superstitions, habitués à la réflexion et à la discussion des idées, capables de se faire eux-mêmes leur opinion sur toutes choses et, par suite, de collaborer utilement, en bons citoyens, au progrès de notre République démocratique.

Dans cet esprit, le cours sera fait par une série de professeurs qui traiteront successivement des branches de la science qui leur sont le plus familières, pour en exposer la méthode et les grandes conclusions, ainsi que les applications pratiques à la vie extra-professionnelle des hommes de notre temps.

Le cours comprendra une quarantaine de leçons, à raison de deux par semaine, et embrassera le programme suivant :

## PROGRAMME

INTRODUCTION : *L'Esprit humain et ses Méthodes de travail.*
LA MATHÉMATIQUE ;
L'ASTRONOMIE ;
LA PHYSIQUE ;
LA CHIMIE ;
LA BIOLOGIE (*Zoologie, Botanique, Géologie et Physiologie*) ;
LA SOCIOLOGIE (*Histoire et Morale*).

### PROFESSEURS :

MM. BEAUVISAGE, chargé de cours à la Faculté de médecine.
CHEVASSUS, préparateur à la Faculté des sciences.
Albert MOREL, préparateur à la Faculté des sciences.
BRETIN, chef des travaux à la Faculté de médecine.
COUVREUR, chargé de cours à la Faculté des sciences.
GRANDVILLIERS, professeur à l'Institution des sourds-muets.
MOULIN, professeur au lycée de Tournon, etc.

Les leçons se feront deux fois par semaine, le mercredi et le vendredi, à 8 h. 1/2 du soir, dans l'amphithéâtre de chimie de l'Ecole

primaire supérieure de garçons de la rue Chaponnay. Elles seront suivies d'interrogations et d'entretiens familiers entre le professeur et les élèves.

Pour être admis à les suivre, on devra se faire inscrire auprès d'un des Commissaires désignés dans chacune des Sociétés amicales d'anciens élèves des écoles du III[e] arrondissement, ou chez M. Beauvisage, rue Bouchardy, n° 15, et acquitter un droit d'inscription de 2 francs, en échange duquel sera délivrée une carte valable pour toute la saison.

Les auditeurs sont invités à prendre des notes et à rédiger les leçons. Après la clôture des cours, des prix pourront être décernés aux élèves qui se seront montrés le plus assidus et qui auront remis les meilleurs cahiers de rédaction.

En outre, des conférences publiques pourront être faites les dimanches sur des sujets variés. Des places y seront réservées aux élèves du cours.

La première de ces conférences sera faite le **dimanche 28 octobre**, *à 2 heures précises*, dans le grand amphithéâtre des Facultés de droit et des lettres, quai Claude-Bernard, par M. Alexis Bertrand, professeur de philosophie à l'Université de Lyon (1), qui traitera de *la Classification des sciences et des enseignements*.

Le cours s'ouvrira le mercredi 7 novembre prochain, par une leçon de M. Beauvisage sur *la Science et la Foi*.

La seconde création d'enseignement populaire n'émane plus de l'initiative privée, mais de l'initiative du pouvoir municipal. Lyon, aux élections de 1900, au lieu d'envoyer une majorité nationaliste siéger à l'Hôtel de Ville, y envoya une majorité socialiste (2). Et, tandis qu'à Paris le Conseil municipal s'empressait de désorganiser les œuvres scolaires de toute nature, le Conseil municipal de Lyon mettait au premier rang de ses préoccupations l'amélioration des œuvres d'éducation populaire. Le 27 mai 1900, le nouveau maire de Lyon, M. le docteur Augagneur, promettait de « remplacer les cours municipaux, sans liens et sans but précis, par un enseignement supérieur populaire, véritable université municipale, dont le programme constituerait la synthèse des connaissances, bases de toute conception scientifique de la nature, de l'homme et de ses rapports sociaux (3) ».

(1) Membre du *Chêne*.

(2) MM. Fagot et Beauvisage, deux membres du *Chêne*, font partie du Conseil municipal.

(3) Annexe au *Bulletin municipal officiel* de la ville de Lyon. N° 27, mai 1900, p. 5.

Le 10 décembre suivant, des affiches annonçaient l'ouverture des cours municipaux, dont des communiqués aux gazettes locales en indiquaient l'esprit en ces termes :

**Enseignement supérieur municipal.**

Dans son programme, à la première séance du Conseil, la nouvelle administration de la Ville annonçait la fondation d'une Université municipale. Cette promesse est réalisée, des affiches annonçaient, pour hier lundi 10 décembre, l'ouverture des cours de l'enseignement supérieur municipal.

Nous ne saurions trop engager nos lecteurs à suivre les leçons des éminents professeurs que l'administration municipale a su réunir autour d'elle. Jamais programme plus intéressant n'a été élaboré, et la tentative due à la collaboration du maire de Lyon, de l'adjoint délégué à l'instruction publique et d'un groupe de professeurs de l'Université est, nous pouvons le dire, sans précédent.

Jusqu'ici, les cours municipaux étaient ou des conférences, soit littéraires, soit historiques, ou des leçons d'ordre professionnel, sans doute très intéressantes, et par les sujets traités et par le talent des professeurs, mais ne correspondaient pas à ce que doit être un enseignement plutôt générateur d'idées que révélateur de faits.

Même dans l'Université, dans les Facultés, l'enseignement souffre de l'absence d'idées communes chez les professeurs, de l'absence de programme commun et surtout du parti pris de ne tirer aucune conclusion des faits les mieux démontrés, si ces conclusions vont à l'encontre des dogmes reçus, de l'attitude regrettable et fatale appelée la neutralité de l'enseignement public.

La municipalité a voulu réaliser ce que l'Université ne peut ou ne veut pas faire : un enseignement indépendant ne se préoccupant que de la vérité, un programme homogène réunissant par un lien commun toutes les connaissances humaines.

M. Cazeneuve enseignera les lois générales de la physique et de la chimie, c'est-à-dire les formes et propriétés de la matière, formes et propriétés éternellement identiques dans tous les êtres connus, qu'ils soient inanimés ou animés, minéraux, végétaux ou animaux.

M. Offret montrera comment, par les transformations de la force, s'est constitué le système solaire et la terre avant l'apparition de la vie sur notre globe.

M. Déperret s'est chargé d'étudier, à l'aide de la paléontologie, l'évolution des êtres vivants sur le globe terrestre, depuis l'apparition des végétaux jusqu'à celle de l'homme.

M. Darboux complétera ces notions en exposant la doctrine transformiste et en établissant la filiation qui réunit l'homme à la souche commune des animaux.

L'homme a fait son apparition sur le globe. Il faut étudier les conditions de son existence en tant qu'individu. C'est le rôle de la physiologie dont l'exposition est dévolue à M. Couvreur. Il montrera comment l'homme respire, s'alimente, pense, comment ces fonctions chez l'homme et les animaux obéissent à des lois identiques.

L'homme vit en société : M. Bertrand exposera comment se sont constituées les diverses agrégations humaines, depuis la société étroite et familiale de l'homme des cavernes, depuis la société communiste des races patriarcales, jusqu'à la formation des groupements actuels, prouvant par cette observation de changements constants que l'humanité s'achemine vers des formes nouvelles et meilleures.

L'intelligence a produit, depuis le jour où les arts graphiques et l'écriture ont été inventés, des monuments issus d'apparentes fantaisies : la littérature et les arts.

M. Herriot pour la littérature, M. Lechat pour les arts, s'efforceront de faire voir que l'indépendance, la spontanéité des productions artistiques n'est qu'apparente, que cette production dans ses variations s'adapte aux modifications subies par l'humanité dans le domaine social, et résultant de l'évolution de ses idées générales.

Enfin, dans la soif de savoir plus que la science de chaque époque ne lui permet d'acquérir, l'homme a créé des hypothèses successives sur l'origine des choses, sur sa propre origine, sur sa destinée, qui, plus ou moins enfantines, suivant la culture des peuples qui s'en satisfaisaient, constituent les religions : M. Renel a la mission d'en tracer l'évolution.

*Ce programme, très voisin de celui que traça Auguste Comte, constitue une véritable encyclopédie, un inventaire des notions précises que nous fournit la science actuelle sur les problèmes les plus graves intéressant l'homme et l'humanité.*

Cet enseignement s'adresse à tous ceux qui ont souci d'établir leurs opinions sur des faits et non sur des dogmes. Le Palais des Arts sera une sorte de collège supérieur où viendront puiser les idées générales tous les conférenciers qui, ensuite, dans les comités politiques, les associations d'anciens élèves, etc., viendront mettre leur enseignement élémentaire en rapport avec les seules idées générales que puisse admettre un esprit éclairé et indépendant.

. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . .

Après une année d'expérience, l'on peut dire que ces deux tentatives ont pleinement réussi. L'enseignement municipal a vu dans les salles de cours du Palais Saint-Pierre un public nombreux se presser tous les soirs. Là, cinq cents auditeurs appartenant aux diverses classes de la société se coudoyaient, écoutant avec une même avidité la parole de maîtres autorisés qui,

dans une synthèse harmonique, donnaient l'idée générale de la spécialité qu'ils avaient honorée souvent de toute une vie de travail.

L' « Université populaire » de la Guillotière n'a pas réussi aussi brillamment, mais, nous devons nous empresser de l'ajouter, pour des raisons accidentelles. En effet, c'était un enseignement nouveau, tandis que les cours municipaux existaient depuis longtemps. Puis, il faut convenir que le nombre des prolétaires capables de prendre sur leur repos les heures nécessaires à leur instruction est encore restreint, tant qu'une limitation des heures de travail des adultes et des apprentis n'aura pas été adoptée par le législateur. De plus, comme à Lyon les distances entre les divers quartiers de la ville ne sont point considérables, fatalement les universités de quartier ne peuvent avoir le succès éclatant d'un enseignement pour ainsi dire officiel.

Quoi qu'il en soit, Lyon, grâce à l'initiative de sa municipalité et de quelques-uns de ses citoyens, a su organiser pour le peuple ce rêve d'Auguste Comte, une « série régulière d'études scientifiques ». Puis, étrange destinée des institutions, tandis que l'Association polytechnique de Paris instaurait en 1850, à Lyon, ce qui est devenu l'enseignement professionnel du Rhône, quarante ans après, c'est Lyon qui devait réaliser la pensée intégrale du fondateur du Positivisme, en complétant par un enseignement théorique cet enseignement professionnel si florissant.

Et que M. Hubbard me permette de reprendre la belle image de son discours aux banquets des Folies-Bergères du 8 septembre 1901 : Lyon, désormais, a un foyer de lumière de plus, celui de ces enseignements nouveaux qui joindront leurs clartés à celles qui viennent des Facultés du quai Claude-Bernard et de la Croix-Rousse pour dissiper les deux ombres qui oppressent la ville : celle du catholicisme rétrograde, avec l'ombre de la colline de Fourvières, d'une part; celle du capitalisme oublieux de ses devoirs sociaux, d'autre part, avec l'ombre des grandes cheminées de ses quartiers industriels.

En terminant, un souhait : qu'on nous imite. Mais Lyon aura été fidèle à sa devise : « En avant Lion le Melior ! »

François VERMALE,
Membre du *Chéne*.

## V. — UN DISCOURS DE M. ALBERT TOURNIER A LA « SOCIÉTÉ PROTECTRICE DES ANIMAUX ».

D'un remarquable discours prononcé par M. Albert Tournier, délégué du Ministre de l'Instruction publique, à la 49e séance annuelle de la « *Société protectrice des animaux* », nous détachons le passage suivant, dans lequel s'est accusée l'inspiration positiviste de l'éloquent orateur, en regrettant que l'abondance des matières nous empêche de reproduire le discours entier. — C. H.

« Encore plus que l'intelligence, la bonté élève l'homme au-dessus de lui-même. En faisant de la culture directe des sentiments altruistes le fondement même de la morale positive, en préconisant le développement des instincts sympathiques, le plus puissant penseur du XIXe siècle, Auguste Comte, n'a fait que formuler brièvement, dans le précepte fameux : « Vivre pour autrui », la belle maxime de la marquise de Lambert : « La perfection et le bonheur se tiennent ; l'homme n'est estimable et heureux que par le cœur ; la vraie grandeur est là. » Puisqu'aimer, c'est être heureux de la félicité des autres, la substitution à la triste devise : « Chacun pour soi », de celle qui est véritablement vôtre : « Tous pour chacun et chacun pour tous », est, en somme, le résultat d'un égoïsme bien entendu. En étendant à l'échelle entière des êtres, soumis aux mêmes nécessités et aux mêmes souffrances, la loi de solidarité qui régit le monde, vous avez élevé le niveau de la moralité publique et élargi les frontières de l'humanité.

« Au surplus, vous avez acquitté une dette sacrée de reconnaissance : depuis que l'homme faible et désarmé s'est élancé à la conquête du monde, depuis qu'il a successivement détruit ou dompté les monstres qui peuplaient la planète, quels services n'a-t-il pas obtenus des animaux qui furent ses collaborateurs et n'eurent jamais qu'un désir, celui de lui plaire. Sans parler des travaux quotidiens auxquels ils coopèrent dans l'économie domestique et la défense nationale, l'art et la science leur sont redevables de bien des inventions : s'il est vrai que le premier musicien fut le berger qui, pour égayer sa solitude et charmer son troupeau, tira des sons de la flûte de Pan, nous ne devons pas oublier que des veines du cheval nos savants ont extrait le sérum qui prévient et guérit la diphtérie. Aussi bien dans la vie pastorale que dans nos centres scientifiques et industriels, l'animal concourt à l'œuvre de civilisation. Il est odieux de l'en récompenser par de mauvais traitements.

« Ces motifs font de la protection des faibles et des déshérités, surtout dans une société démocratique, la pensée dominante des esprits élevés. » Etc.....

## VI. — QUELQUES MOTS D'EXPLICATION

AU SUJET

## de la Protestation de la Loge « La Philosophie positive », en faveur de M. Laurent Tailhade.

Quelques-uns de nos coreligionnaires nous demandent des explications au sujet d'une protestation parue dans le journal *La Raison* et formulée par la Loge « *La Philosophie positive* », au nom de la liberté de la presse, contre les poursuites intentées à M. Laurent Tailhade pour la publication d'un article incitant au meurtre du Tzar, lors du dernier séjour en France de ce souverain.

Nous n'avons pas d'autres explications à fournir à nos correspondants que celles qui ont été déjà données dans le numéro de juillet 1899 de cette Revue (p. 110), à propos de la fondation d'un Institut de Libre-Pensée, sous le patronage de ladite Loge. Nous disions alors et nous nous bornerons à répéter aujourd'hui que le groupement maçonnique en question représente un groupement entièrement distinct et indépendant de la Direction du Positivisme et de la Société positiviste, lesquelles, par conséquent, ne sauraient accepter, en aucune mesure ni à aucun degré, la responsabilité des manifestations, à caractère anarchiste ou révolutionnaire, de la Loge *La Philosophie positive*.

Nous pouvons ajouter cependant qu'en ce qui concerne la protestation elle-même, elle eût été assurément repoussée à la quasi unanimité, si, par impossible, elle s'était fait jour au sein de la Société positiviste de Paris. Les membres de cette Société estiment, en effet, — d'une part, que la liberté de la presse ne saurait se concevoir sans sa responsabilité, dans toute organisation sociale, républicaine, visant à la suppression des privilèges quelconques, — d'autre part, que la personne du souverain russe, au cours de son voyage sur la terre française, devait paraître d'autant plus sacrée aux yeux de tous les citoyens français qu'il était l'invité et l'hôte du chef *élu* de la nation, légitimement qualifié pour agir et parler, en cette occurrence, au nom de la Collectivité.

Constant HILLEMAND.

---

# BULLETIN D'ALLEMAGNE

## LA DOCTRINE DES COGITANTS ET LE POSITIVISME

Si tous les Allemands des deux sexes animés à la fois de l'esprit de liberté et de l'esprit religieux s'unissaient en une vaste alliance, celle-ci serait assez puissante pour lutter victorieusement contre le Matérialisme aussi bien que contre le Cléricalisme. Nous voyons, au contraire, ces deux puissances de l'obscurité morale et intellectuelle fortifier de plus en plus leurs bases parce que les efforts vers un idéal de liberté se fractionnent en petites sectes toujours plus nombreuses. De toutes ces sectes, celle qui tient le plus au Positivisme serait peut-être la Cogitanten-Allianz (Union des penseurs), fondée en 1865, et dont le promoteur, le docteur Ed. Lœwenthal (Berlin, Gneisenaustr., 107), se fait remarquer de nouveau par la création d'une Revue mensuelle : « Am Triebrad der Zeit ». Quelle est la prépondérante influence du Positivisme sur la doctrine des Cogitants? c'est ce que montreront les passages suivants, d'importance capitale, empruntés au programme du docteur Lœwenthal, « La Doctrine nouvelle », dans lequel on reconnaît à première vue la loi des trois états d'Auguste Comte :

« Les anciennes religions se fondent sur l'aveugle croyance à un être tout-puissant, omniprésent, très juste et très bon, qui aurait créé le soleil, la lune, les étoiles, la terre et ses habitants (Etat théologique). »

« Les philosophes, jusqu'à Hegel et Schopenhauer, cherchaient à expliquer le principe et l'existence du monde par des conceptions abstraites auxquelles ils attribuaient, sans aucun fondement réel, les mêmes propriétés que les théologiens à la notion de Dieu (Etat métaphysique). »

« Au contraire des anciennes religions et des anciens philosophes, les Cogitants partent de ce principe que la connaissance du monde et de nos rapports envers lui ne peut être acquise ni par de trop subtiles conceptions, ni par l'hypothèse d'objets et

d'êtres insaisissables et incompréhensibles. Seule le peut faire une explication réelle, vérifiable des choses (Etat positif). »

Mais si le docteur Lœwenthal parle volontiers de l' « Etre absolu », de la « Substance première », de l'« Inesse », du « Primitif Elément » (non susceptible de nuances et d'hypothèses), d'où se tire l'éternelle transformation des divers mondes; s'il attribue à ce faiseur-de-mondes ou primessence une faculté de condensation et l'apparence de la matière condensée; s'il lui donne aussi la faculté de volatilisation, ce ne sont pas là des faits connus, mais bien des spéculations métaphysiques. S'il croit que le passage de l'inorganique à l'organique s'opère par des « courants électriques à haute tension » (résultant de chaque opération condensatrice et volatilisatrice), courants se rouvrant avec la rapidité de l'éclair, ce n'est, sous le jour le plus favorable, qu'une hypothèse ingénieuse et non une vérité scientifique certaine, devant être le principe fondamental de la doctrine des Cogitants. Ce qui est particulièrement intéressant, c'est que le docteur Lœwenthal, d'accord avec Comte (et à tort, selon moi), rejette les doctrines évolutionnistes de Darwin, mais pour des raisons tout à fait différentes. Les bases de la morale pratique sont presque les mêmes chez les Cogitants et chez les Positivistes, avec cette seule différence que Comte fait de l'abnégation de soi le pivot de la moralité, tandis que le docteur Lœwenthal le voit dans la dignité humaine. Point capital où ils se rencontrent également, les lois de la morale devront aussi s'étendre aux relations des Etats entre eux. Cogitants et Positivistes doivent donc se tendre fraternellement la main, ou mieux encore se réunir en un seul groupe. Mais comme la Doctrine des Cogitants est fille du Positivisme, et n'existerait pas sans lui, et que (abstraction faite de quelques idées métaphysiques subjectives de son fondateur), sur tous les points essentiels, elle s'accorde avec la Religion de l'Humanité d'Auguste Comte, tous les Cogitants sérieux, chef et disciples, ne devraient pas hésiter à s'unir aux Positivistes, qui, depuis déjà plus d'un demi-siècle, dans toutes les parties du monde, poursuivent le même but que les Cogitants eux-mêmes.

Dr H. MOLENAAR.

(Traduit de la *Religion der Menschheit.*)

---

# VARIÉTÉS

## I. — RECHERCHES SUR LES TRAVAUX THÉORIQUES LES PLUS URGENTS

**nécessités par l'état de l'industrie contemporaine.**

Auguste Comte, dans son admirable opuscule de 1822 : « Plan des travaux nécessaires pour réorganiser la Société », a posé le problème moderne sur ses véritables bases : *Réorganiser*, *pour l'Industrie*, *par la Science*. Cette formule, si elle n'y est pas explicitement exprimée, s'en dégage puissamment et condense en une ligne le but de l'activité humaine et le moyen d'y atteindre.

S'engageant résolument lui-même dans la voie qu'il venait de tracer, il commença l'exécution des travaux dans l'ordre déterminé par sa puissante logique ; il condensa en un tout synthétique l'ensemble des connaissances scientifiques de son temps, créa la Sociologie, donna les bases et le plan de la Morale positive, construisit, à l'aide de tous ces travaux antérieurs, l'ensemble de la Philosophie première dont il énonça les lois, et allait enfin arriver au but de ses efforts en aboutissant à la Philosophie troisième, comprenant l'étude de la réaction de l'Humanité sur la Planète, autrement dit la recherche des grandes lois de l'activité industrielle, lorsque la mort le surprit en plein labeur, perte à jamais irréparable pour l'Humanité tout entière, car qui sait combien de siècles s'écouleront avant que ses successeurs puissent achever la tâche laissée sur le métier par cet incomparable génie, et combien coûtera à nos descendants de peines et de larmes ce que quelques années de plus lui eussent permis de réaliser.

Ce qui retarda ce profond penseur dans l'exécution de ses travaux, c'est qu'il trouva en route ce qu'il ne cherchait pas,

ce qu'il ne pouvait prévoir, ce qui constituera à jamais son immortel titre de gloire : c'est qu'il découvrit l'Humanité!

Parti à la recherche des lois générales des sociétés et de leur réaction sur le milieu, il fut amené, par la force des choses et le développement de ses conceptions cérébrales, à constater que le tout, l'ensemble qu'elles forment, est un Etre doué de l'activité vitale, et la plus belle partie de sa maturité fut consacrée à cette synthèse dont la grandeur dépassait tout ce que son imagination avait pu rêver, à étudier ce grand Etre qui se révélait ainsi à lui et à en fixer en traits impérissables la constitution et l'organisation dans la Politique positive.

M. Pierre Laffitte, digne disciple d'un tel maître, reprit la lourde tâche au point où son fondateur l'avait laissée et continua la marche en avant. Il développa et posa sur des bases indestructibles la Morale positive et la Philosophie première; mais, dominé par les nécessités impérieuses de l'époque, il construisit cette œuvre urgente qui s'appelle le *passage de la théorie à la pratique.*

C'est qu'en effet, l'œuvre de Comte présentait cet écueil que, toute abstraite, ses applications sociologiques offraient des difficultés insurmontables. Il était nécessaire qu'un puissant cerveau comblât cette lacune qui, en sociologie surtout, présentait d'extrêmes dangers. C'est en cela que consiste le grand titre de gloire de M. Laffitte, qui est avant tout ce que nous pouvons appeler un « politique », que les nécessités de l'époque firent un théoricien, comme celles du temps de Jules César firent de celui-ci un praticien. Par suite, la création de la Philosophie troisième, sous l'empire de cette nécessité impérieuse, se trouva à nouveau retardée, et si M. Laffitte l'a professée à la salle Gerson et au Collège de France, aucune rédaction n'en a été conservée; de sorte que, à part quelques aperçus de génie épars dans son œuvre considérable, nous nous trouvons privés, et qui sait pour combien de temps, de cet échelon suprême de la réorganisation théorique moderne.

Pourtant, plus les années s'accumulent, et plus le besoin s'en fait vivement sentir. Par suite de l'extension inouïe des moyens de communication, les rapports entre les différents peuples ont acquis une intensité que nos aînés n'auraient jamais pu

soupçonner; l'introduction des forces naturelles de la vapeur, de l'électricité, dans l'activité industrielle, a modifié d'une façon extrême les conditions de la production; les anciennes habitudes économiques, déjà à peine suffisantes pour régler empiriquement une activité qui n'embrassait jamais de grandes étendues, sont devenues radicalement insuffisantes par suite des actions et réactions mutuelles qu'exercent les uns sur les autres si puissamment aujourd'hui des peuples qui, hier, se connaissaient à peine.

C'est là, évidemment, le problème vital de notre époque, qui, vouée à l'exploitation industrielle de notre planète, n'en connaît pas les lois abstraites. Aussi, cette situation critique doit-elle stimuler toutes les bonnes volontés, quelle que soit leur faiblesse mentale, car nous ne devons pas oublier que, dans tous les progrès mémorables de l'esprit humain, ce qui constitue la part spéciale aux grands génies, c'est surtout de découvrir de nouvelles voies, et que la plupart des progrès ultérieurs ont toujours été dus à une coopération intellectuelle de tous ceux qui, doués d'aptitudes secondaires, quoique néanmoins d'une certaine valeur, ont suivi les pas des puissants novateurs, les ont rejoints et même dépassés sur la nouvelle route du progrès qu'ils avaient indiquée.

Reprenons le problème.

Dans son opuscule fondamental de 1822 : « Plan des travaux nécessaires pour réorganiser la Société », Auguste Comte présente ainsi le prospectus général des travaux théoriques à exécuter :

« ... Ce prospectus se compose de trois séries de travaux.

« La première a pour objet la formation du système d'observations historiques sur la marche générale de l'esprit humain, destiné à être la base positive de la politique, de manière à lui faire perdre entièrement le caractère théologique et le caractère métaphysique, pour lui imprimer le caractère scientifique.

« La seconde tend à fonder le système complet d'éducation positive qui convient à la société régénérée, se constituant pour agir sur la nature; ou, en d'autres termes, elle se propose

de perfectionner cette action en tant qu'elle dépend des facultés de l'agent.

« La troisième, enfin, consiste dans l'exposition générale de l'action collective que, dans l'état actuel de toutes leurs connaissances, les hommes civilisés peuvent exercer sur la nature pour la modifier à leur avantage, en dirigeant toutes leurs forces vers ce but et en n'envisageant les combinaisons sociales que comme des moyens d'y atteindre. »

En examinant cet énoncé, nous voyons que l'auteur considère les deux premières séries de travaux comme préparatoires à la troisième, seule fondamentale et définitive. La réorganisation, pour l'Industrie, par la Science, est ainsi nettement posée.

Mais, là encore, le problème est conçu d'une façon trop générale; les limites qui l'enserrent ne sont pas assez étroites. Il s'agit toujours de la Société, sorte d'entité semi-métaphysique, semi-positive : l'Humanité n'est pas encore trouvée. Il y a déjà conception que les différentes parties de la Société sont liées ensemble, mais il n'y a pas encore conception du genre d'Etre qu'elles peuvent ainsi former.

Si, maintenant, nous passons au tome IV de la *Politique positive*, paru en août 1854, nous voyons les idées d'Auguste Comte se préciser et serrer le but de plus près.

« L'ensemble de l'action de l'homme sur le monde peut et doit être systématisé d'après celui des spéculations correspondantes. Tel est l'objet propre d'un traité projeté dès l'origine de ma carrière, de nouveau promis en terminant mon ouvrage fondamental, et même au début de celui-ci. Son ensemble constituera ma dernière construction sous le titre caractéristique de : *Système d'Industrie positive* ou *Traité de l'action totale de l'Humanité sur sa planète* (page 246). »

Nous trouvons ici, posé d'une manière admirable, le problème qui nous préoccupe actuellement. Les idées du Maître ont évolué normalement; il ne s'agit plus de la Société, mais de l'Humanité, Etre effectif, déterminé, agissant sur la Planète pour la modifier à son avantage. Mais, si le problème est posé d'une façon parfaite, les aperçus qu'il donne sur sa résolution projetée nous paraissent encore éloignés de ce

qu'il aurait conçu au moment de l'exécution du travail. Il nous semble que, sous ce rapport, les idées du grand philosophe avaient encore besoin d'évoluer et qu'il n'est pas douteux qu'elles ne l'eussent fait. La suite de ce travail fera mieux voir que toute discussion, actuellement prématurée, quelles sont nos vues à ce sujet.

Enfin, M. Laffitte fit un pas de plus. Nous lisons, dans l'appendice de la troisième édition du *Catéchisme positiviste* (1890), page 398 :

« Auguste Comte réduit la Philosophie troisième à une théorie de l'Industrie, ou réaction systématique de l'Humanité sur la Planète.

« J'ai été amené, après de longues méditations, à modifier la conception d'Auguste Comte, en concevant la Philosophie troisième comme une encyclopédie concrète ayant pour destination une théorie systématique des *Etres*, rapportée comme celles des *Phénomènes* à la connaissance et au service de l'Humanité, seul but subjectif de toutes nos études.

« D'après cette vue, j'ai partagé la Philosophie troisième en trois parties :

« 1re Partie. — Théorie de la Terre;

« 2e Partie. — Théorie de l'Humanité;

« 3e Partie. — Théorie de l'Industrie, ou de la réaction systématique de l'Humanité sur la Terre. »

On n'a pas fait assez attention, à mon avis du moins, à la profondeur des vues contenues dans ces quelques lignes.

Il faut d'abord bien se convaincre que, si M. Laffitte a modifié une conception d'Auguste Comte, il ne l'a fait qu'après avoir acquis l'entière conviction de la réalité objective de ces modifications, de leur absolue nécessité et de leur opportunité. Or, jamais ces conditions ne furent mieux remplies que dans le cas qui nous occupe, et il n'est pas douteux qu'Auguste Comte ne les eût apportées lui-même lors de l'exécution de son travail. Examinons-les :

L'*Industrie*, d'après la définition même du Maître, consistant dans la réaction de l'*Humanité* sur la *Planète;* il est évident que la connaissance de ces deux Etres doit précéder celle de leurs réactions mutuelles. La théorie de la Terre et

celle de l'Humanité, précédant celle de l'Industrie, sont donc parfaitement justifiées et absolument nécessaires.

De ces trois théories, celle de la Terre est, certes, la plus aisée à effectuer. La Terre est un Etre qui tombe naturellement sous nos sens, sur lequel les documents abondent, et il n'y a là rien d'insurmontable. On peut même dire que, par suite des connaissances astronomiques, géographiques, minéralogiques, météorologiques, botaniques, et des notions d'histoire naturelle, que possède tout homme cultivé de notre époque, il s'effectue spontanément dans son cerveau une synthèse de tous ces éléments autour de l'image terrestre. Que cette théorie spontanée de la Terre soit incomplète, défectueuse, cela est certain, mais elle constitue néanmoins une première base sur laquelle on peut s'appuyer pour aller de l'avant et fonder les deux autres théories incomparablement plus urgentes et où tout est à créer.

La théorie de l'Industrie exige préalablement celle de l'Humanité. Il est évident, en effet, qu'on ne peut déterminer avec certitude l'action exercée par un Etre que quand on a une idée suffisamment nette de cet Etre même. C'est là une vérité banale qui se passe de tout commentaire.

Or, où en sommes-nous de la théorie de l'Humanité?

« Dans la théorie de l'Humanité, dit plus loin M. Laffitte, nous apprécions ce qu'on peut appeler l'Humanité concrète, c'est-à-dire l'ensemble effectif des Etres collectifs, dont la coordination, de plus en plus systématique, conduira progressivement vers la réalisation du type abstrait construit par Auguste Comte. »

Il semblerait par instants que, sous certains côtés, le cerveau d'Auguste Comte et celui de M. Laffitte ne font qu'un, le second continuant l'évolution mentale du premier. Parti de la notion nuageuse de Société, Comte arrive progressivement à la notion d'Humanité, puis à celle d'Etre collectif; M. Laffitte reprend cette dernière, l'étend aux parties composantes de l'Humanité et nous donne la formule dynamique de celle-ci : « Grand Etre en voie de formation. »

Il constate que les parties constituantes de ce grand Etre, formant chacune un Etre distinct, sont arrivées à des degrés

différents du développement, que l'Humanité passe elle-même par des formes variées, se rapprochant de plus en plus de la forme définitive, et arrive enfin, comme aboutissant logique, à la géniale conception de la *théorie systématique des Etres*. C'est qu'en effet, il venait de retrouver un échelon sauté par Auguste Comte, dont le puissant cerveau avait pu construire l'Humanité abstraite, future, sans son aide, mais qui, pour des intégrations de sociétés intermédiaires, était absolument nécessaire.

D'après les idées de M. Laffitte, cette théorie des Etres consiste, au fond, en une intégration. Elle prend l'Etre abstrait et le fait passer à l'état concret, en y introduisant tous les coefficients qui y existent réellement dans la pratique.

C'est bien là une conception organique, conforme au développement de la synthèse positive du monde et nécessaire pour l'exposition de la Philosophie troisième. Mais cette conception nous semble devoir être étendue aux Etres abstraits eux-mêmes, dont la théorie est encore à faire. En effet, nous venons de voir que la théorie de l'Industrie a nécessité la théorie de la Terre et celle de l'Humanité; que ces deux dernières, pour être effectuées, exigent une théorie générale des Etres concrets; faisant un pas de plus, nous disons que, cette théorie des Etres concrets consistant en une intégration ayant pour base les Etres abstraits, la théorie générale des Etres abstraits doit être d'abord faite. Comme nous sommes obligés de nous appuyer sur les Etres abstraits sociaux, de tous les plus compliqués, une théorie générale des Etres abstraits est nécessaire pour en donner une idée suffisamment nette. Cette théorie nous semblant extrêmement importante, nous allons essayer de la justifier directement.

L'extension de la science moderne à tout ce qui tombe sous nos sens nous a permis de constater expérimentalement que, pour nous, le monde ne se compose que de corps matériels actifs. Nous appelons chacun de ces corps un *Etre*. Nous nommons chaque manifestation de leur existence un *Phénomène*. Au point de vue scientifique, le monde se compose donc d'*Etres* et de *Phénomènes*.

La science abstraite s'occupe de l'étude des *Phénomènes*;

mais, d'après la définition même que nous venons de donner de ceux-ci, elle ne peut les observer, les étudier que dans les *Etres* qui les manifestent. Il est donc nécessaire que ces *Etres* tombent sous nos sens pour que nous puissions étudier les *Phénomènes* qui les caractérisent.

Tant que la science n'a pas dépassé la Biologie, cette indispensable condition préliminaire s'est toujours trouvée spontanément remplie. Nous avons observé les lois de la forme dans les corps solides, les lois du mouvement dans les corps qui se déplacent, la chaleur dans les corps chauds, la lumière dans les corps lumineux, la vie dans les corps vivants, etc...; l'observation seule était nécessaire, les corps pouvant être directement observés.

Pour passer des Etres biologiques aux Etres sociologiques, se présentait, au contraire, une difficulté presque insurmontable. C'est qu'en effet, ceux-ci ne tombent pas directement sous nos sens; nous en faisons partie intégrante, et ce n'est que par une construction cérébrale que nous pouvons nous les représenter. C'est ce qui explique qu'il a fallu tout le génie d'Auguste Comte pour supposer qu'il y avait entre les sociétés humaines, et dans l'intérieur de chacune d'elles, autre chose que du chaos; et que, pour arriver à créer l'Humanité, il a dû se servir de toute l'évolution scientifique inférieure.

Mais, si les sociétés constituent des Etres distincts, si leur synthèse forme l'Humanité, quelles espèces d'Etres forment-elles? Sont-ce des Etres inorganiques? S'ils sont organisés, présentent-ils la vie organique seulement? Sont-ils doués de la vie de relation? de la vie de coordination? En plus de cela, présentent-ils des caractères particuliers? Autant de questions insolubles en l'état actuel de la science, et c'est compréhensible. Pour les résoudre, il faut effectuer un travail préliminaire, créer l'outil spécial, nécessaire pour défricher ce champ encore vierge. Il faut déterminer quels sont les caractères spéciaux aux différentes classes d'Etres qui tombent sous nos sens, les caractères qui les différencient les unes des autres, et appliquer ces déterminations à différencier les sociétés humaines et à les classifier. C'est là l'objet de la théorie abstraite des Etres.

Cette théorie présentera, de plus, un grand avantage. C'est qu'elle permettra de séparer la Sociologie de la Biologie. Depuis l'impulsion sociologique donnée par Auguste Comte, la plupart des penseurs qui se sont adonnés à ce genre de spéculation, en dehors de l'Ecole positiviste, et qui d'ailleurs étaient doués d'une certaine culture biologique, ont fait du matérialisme biologique, c'est-à-dire qu'ils ont appliqué servilement à l'organisme social les organes de l'organisme humain. Faute d'une théorie générale des Etres, ils ne faisaient pas, ils ne pouvaient pas faire la séparation entre ce qui est fondamental dans tous les Etres vivants, et ce qui est spécial à l'application animale ou végétative. Auguste Comte, avec son grand génie, avait bien senti cette lacune, et dans son organisation de l'Humanité, il fait implicitement ce départ, en restreignant, quoique sans théorie, les applications sociologiques de la Biologie aux organes généraux, sentant bien qu'il y avait une partie applicable et une autre qui ne l'était pas.

« Il y a une exacte correspondance entre l'analyse statique qui convient à la Sociologie et celle qu'exige la Biologie. On ne doit pas, toutefois, trouver un parallélisme complet quand on compare la conception systématique de l'organisme collectif à celle de l'organisme individuel, puisque la nature composée de l'un diffère profondément de l'indivisible constitution de l'autre. Le premier étant formé d'éléments éminemment séparables, dont l'isolement ne détruit pas immédiatement l'existence, ne comporte point, malgré la similitude fondamentale, une entière analogie avec le second, où rien ne peut subsister à part. Il faut donc savoir, en général, restreindre sagement une telle comparaison, pour que, au lieu de sages indications, elle ne suscite pas des rapprochements vicieux. » (*Pol. pos.*, t. II, p. 288.)

C'est la construction de la théorie nécessaire pour opérer nettement cette séparation que nous croyons nécessaire, exécutable et opportune.

Voilà pour l'instrument d'investigation sociale. Mais nous croyons qu'il y a un travail préliminaire à effectuer : c'est de perfectionner la méthode d'investigation. Sa première appli-

cation serait la recherche de l'instrument lui-même, autrement dit, la recherche de la théorie générale des Etres.

Développons notre pensée.

Pour fouiller dans le monde social, monde qui ne tombe pas sous nos sens, nous croyons avoir démontré la nécessité préliminaire d'une théorie générale de tous les Etres qui, eux, tombent sous nos sens. C'est ce que nous avons appelé la théorie générale des Etres. Mais la construction de cette théorie ne peut avoir lieu que par la méthode expérimentale, scientifique, *a posteriori*. Or, nous croyons que cette méthode même peut être actuellement améliorée. Si donc notre supposition est exacte, ce travail sera à faire le premier. Reste à justifier sa possibilité.

Les immortels travaux de Hume, Kant, Gall, Comte et M. Laffitte ont pleinement mis en évidence que nos différentes activités du sentiment, de l'intelligence et du caractère ne sont que les fonctions de l'appareil cérébral qui puise tous ses éléments dans le monde extérieur par les sensations, les conserve dans la mémoire, les combine par l'intelligence, et réagit par l'activité. « Rien n'est dans l'Intelligence qui n'ait passé par les sens », démontre Hume, — « si ce n'est l'Intelligence humaine », ajoute Kant, en donnant à ce mot « Intelligence » le sens de « faculté de coordination ». — Gall fait voir que notre « âme » n'est que l'activité de l'appareil cérébral dans ses multiples manifestations. — Comte étudie ces manifestations diverses, les classe et les coordonne, — M. Laffitte, enfin, dans sa belle démonstration des lois de Philosophie première, coordonne tous ces éléments antérieurs autour de la première étude positive de physiologie cérébrale. Le terrain ainsi nettement préparé, tirons-en les conclusions logiques.

Notre connaissance du monde extérieur étant subordonnée à la puissance de nos sens, l'étude de ceux-ci est la condition préliminaire à celle-là. L'étude de la réalité, au lieu de sembler, à tort, objective, comme elle l'a paru jusqu'ici, doit enfin devenir pleinement subjective. Nous devons avoir nettement conscience que nous ne connaissons de la réalité que ce que nos sens nous en font connaître. Ce sont là nos instru-

ments obligatoires de perception, et, de même que l'astronome a besoin de connaître le fonctionnement de son télescope pour en tirer le meilleur parti possible, de même nous devons connaître nos sens au multiple point de vue de leur constitution, de leur activité, des relations qui les lient, soit entre eux, soit à l'appareil cérébral, où tout se coordonne. Il y a là un travail préliminaire à toute observation et à toute méditation, et qui augmentera dans une large mesure la puissance de celles-ci lorsqu'il aura été effectué. C'est ce travail, dont les principaux éléments ont été élaborés par M. Laffitte, qui nous semble devoir précéder tous les autres et suffisamment préparé, en l'état actuel de la science, pour donner de sérieux et solides résultats.

En résumé :

Les travaux théoriques qui nous semblent les plus urgents à exécuter sont les suivants, classés dans l'ordre de leur étude :

1° Perfectionner la méthode scientifique en lui donnant nettement le caractère subjectif par l'étude de l'appareil sensoriel, et des liaisons de celui-ci avec la coordination intellectuelle et l'activité consécutive;

2° Construire une théorie générale des *Etres* tombant sous nos sens, c'est-à-dire rechercher les caractères communs aux *Etres* matériels, actifs, qui composent le monde et qui se manifestent sensoriellement à nous par les *Phénomènes*;

3° Appliquer cette théorie à l'investigation sociologique, par la recherche du genre d'Etres que constituent les Sociétés, et des conditions qui en découlent pour leur organisation intérieure et leur existence;

4° Les conditions générales de l'existence de l'Humanité ainsi suffisamment déterminées, rechercher les lois générales de sa réaction sur la Planète, autrement dit celles de l'activité industrielle.

**17 Frédéric 110 (21 novembre 1898).**

(*A suivre.*) P. FROUMENT.

C'est la première de ces quatre séries de travaux que je publie aujourd'hui.

**19 Shakespeare 113 (27 septembre 1901).**

## II. — NOTES PÉDAGOGIQUES

(*Suite.*)

### III

A PROPOS DE L'ÉDUCATION DU SENS SOCIAL.

Un éducateur, qui paraît avoir plus de zèle et de bonnes intentions que de sérieuses connaissances sociologiques, proposait dernièrement l'usage de carnets destinés à l'examen de conscience de chacun de ses élèves, et qui devaient ensuite lui être remis (1).

Plus instruit et plus avisé, un autre éducateur faisait entendre aussitôt des paroles d'avertissement et des objections à la méthode.

Le carnet destiné à l'examen de conscience a été imaginé par Franklin. On dit que les Jésuites en ont généralisé l'emploi, et qu'on trouve ce carnet dans les librairies religieuses. C'est un fait à vérifier.

Si le carnet de Franklin et celui des Jésuites se ressemblent, ils diffèrent essentiellement par l'usage qui en est fait de part et d'autre.

Pour les Jésuites, c'est une préparation à la confession; tandis que Franklin ne cherche qu'à se juger lui-même. Suivant ses propres expressions, il fait un plan pour arriver à la perfection morale. Il dresse la liste des vertus qu'il s'efforce de pratiquer, et il inscrit sur son carnet, à la fin de chaque journée, le nombre des fautes qu'il a commises.

L'éducation doit habituer l'enfant à marcher seul, moralement, comme il marche physiquement. Si l'écolier doit rédi-

(1) *Manuel général de l'Instruction primaire*, Février 1901.

ger son examen de conscience pour le présenter ensuite à son maître, ne sera-t-il pas tenté de se faire valoir aux dépens de ses camarades et de devenir ainsi rapporteur et hypocrite? C'est précisément l'une des tendances les plus fâcheuses qu'on reproche avec raison à l'éducation jésuitique.

Faire naître chez l'enfant le désir de satisfaire, au point de vue moral, son maître ou son confesseur, c'est substituer, en morale, un but artificiel au but réel, qui est de satisfaire sa propre conscience.

Plus sûrement qu'avec les autres, l'enfant fera avec lui-même l'apprentissage de la franchise, en s'habituant à soumettre à sa conscience tous ses faits moraux : actions, omissions, désirs, pensées, résolutions.

Sans doute, les conseils du maître ne doivent pas rester généraux et impersonnels. Mais, en relevant les faits particuliers, le maître doit développer chez ses élèves une sorte de *pudeur morale*, pour les empêcher de montrer leur âme toute nue et de parler d'eux-mêmes en bien ou en mal. Cette remarque s'applique à toute l'éducation morale, et, par conséquent, à l'éducation du sens social.

Un trop grand nombre d'éducateurs, ignorant la sociologie, confondent l'éducation sociale avec la connaissance et la pratique des devoirs envers autrui. Le sens social est quelque chose de plus que l'amour du prochain.

Il n'y a pas que les vivants dans la société; ils n'en sont qu'un des trois termes. Il y a aussi les morts et ceux qui viendront après nous. C'est entre ces trois termes que la solidarité existe. Les devoirs sociaux sont les devoirs de chacun de nous envers l'ensemble du corps social, comprenant le présent, le passé et l'avenir.

L'instituteur doit enseigner à ses élèves qu'ils ont contracté une dette envers leurs devanciers, envers les morts, constructeurs conscients ou inconscients de la société actuelle. Les vivants doivent payer cette dette en travaillant pour ceux qui vivront après eux. Ils n'ont aucun salaire ni aucune récompense à attendre pour l'accomplissement du devoir social. Ils sont payés en venant au monde, en entrant dans la société. Ils sont nés débiteurs et non créanciers.

Les Anciens ont établi la morale personnelle; le christianisme a formulé la morale de la famille; c'est à nous de proclamer la morale sociale, dégagée de tout espoir d'une récompense ultérieure.

A mesure que ses élèves grandissent, l'instituteur doit élever leur conscience à chacun de ces degrés de la moralité humaine, et insister sur les différents motifs qui peuvent guider leur conduite morale, par gradation. Ainsi, l'enfant doit s'instruire, d'abord pour lui-même, afin de devenir un homme; ensuite pour sa famille, pour faire plaisir et honneur à ses parents, puis pour l'école à laquelle il appartient.

Ce dernier motif n'existe pas dans la conscience de l'enfant. Il faut l'y mettre. Il fait à l'école l'apprentissage de l'ingratitude sociale en ne croyant rien devoir à l'école où il s'instruit, ni aux maîtres qui lui donnent l'instruction. Trente années d'observations m'ont prouvé que les parents sont, à cet égard, les complices de leurs enfants; ce sont les vrais coupables. Leur moralité s'arrête à la famille.

Lorsque le maître aura fait connaître à ses élèves leur devoir social envers l'école, il lui sera bien aisé de leur montrer que le même devoir existe envers leur pays natal, ville ou village, envers leur patrie et envers l'humanité. Il leur montrera de même que chacun doit honorer la profession à laquelle il appartient, et il développera chez eux le sentiment du devoir professionnel.

Il faut surtout faire l'éducation du sens social chez ceux qui sont comblés, dès leur naissance, des plus grands avantages sociaux. C'est ce dont les familles riches et leurs précepteurs se sont le moins préoccupés jusqu'ici.

Il est plus important de cultiver le sens social chez les enfants riches que chez les enfants pauvres. La dette des premiers est plus considérable que celle des seconds. Outre les biens, communs à tous, que nous devons à l'état social contemporain, l'enfant du riche jouit, dès son jeune âge, d'une foule d'avantages qu'il ne tarde pas à considérer comme lui appartenant personnellement, sans se soucier le moins du monde des devoirs sociaux qui doivent en résulter pour lui. On le laisse grandir dans la plus complète ignorance à cet

égard. On ne développe en lui qu'un égoïsme féroce, insatiable et impitoyable. L'enfant qui n'a souffert ni de la faim, ni du froid, ni de la misère, ne pense jamais à ceux qui en souffrent et qui sont malheureux. Comment pourrait-il songer à les secourir et à leur venir en aide?

Tout est à créer en ce qui concerne l'éducation sociale. Ce doit être le commencement de l'éducation scientifique concrète. L'enfant est un être social, avant de devenir un mathématicien. Pestalozzi, Frœbel et leurs imitateurs se sont trompés. Les formes géométriques intéressent moins l'enfant que les observations astronomiques; celles-ci, que les expériences physiques et chimiques, qui lui paraissent des prodiges étonnants. Il éprouve encore plus de curiosité, et surtout une curiosité plus vite éveillée, pour les phénomènes relatifs à la vie. Malgré tout l'attrait que lui procure la vie physique des plantes, des insectes, des oiseaux et des animaux, il trouve son plus grand plaisir dans l'imitation des faits de la vie sociale, tels qu'il peut les observer. Ces faits constituent la trame de tous ses jeux. C'est pourquoi le travail manuel a sa place toute marquée, comme fait social élémentaire et primordial, dans ses premiers travaux.

Toutes les fois qu'on lui parlera de choses ou de faits qu'il a pu observer, l'enfant écoutera attentivement; il comprendra et retiendra. La première histoire qui l'intéresserait, c'est l'histoire de sa famille, qu'on se garde bien, et pour cause, de lui raconter. Chaque père de famille devrait imiter Franklin et se hâter de constituer ses archives, en rassemblant ses souvenirs et ceux des siens, écrits et oraux, en mettant à l'abri tous les documents concernant ses ascendants.

L'instituteur devrait, de son côté, constituer les archives de l'école et celles du village, et les tenir constamment au courant.

C'est le préambule nécessaire non seulement à l'histoire générale, mais aussi à l'histoire de France, à laquelle l'écolier, quoi qu'on dise, ne s'intéresse pas, parce qu'il n'y comprend presque rien.

Je n'insiste pas sur l'absurdité de l'enseignement historique des écoles coloniales, calqué sur le nôtre. On pouvait lire, à

l'Exposition universelle de 1900, des cahiers d'histoire, rédigés par de jeunes Malgaches, et commençant ainsi :

« Notre pays s'appelait autrefois la Gaule. Notre premier roi fut Pharamond. »

On a établi dans chaque département et dans plusieurs arrondissements une chaire d'agriculture. On ne peut méconnaître les services rendus par cette institution. On fait ainsi l'éducation agricole du pays. Il serait plus utile et plus urgent de faire l'éducation du sens social en France.

Si l'on avait consulté les paysans et les cultivateurs routiniers, ils se seraient opposés à la création des chaires départementales d'agriculture. De même, aujourd'hui, nos hommes politiques s'opposeraient sans doute à la création de chaires départementales d'éducation sociale. La nécessité les y contraindra. La disjonction croissante des liens sociaux leur en fera une obligation stricte, à laquelle ils essayeraient en vain de se soustraire.

## IV

### Réponse aux questions d'un instituteur au sujet de la Science sociale.

*Demande.* — La science sociale existe-t-elle?

*Réponse.* — La science sociale, ou sociologie, existe au même titre que toutes les autres sciences. Son existence n'est plus contestée par aucun des savants contemporains, français ou étrangers.

La science sociale a été constituée, de 1830 à 1842, par un Français, Auguste Comte, philosophe et ancien élève de l'Ecole polytechnique.

C'est par l'étranger que la sociologie s'est introduite en France, comme tant d'autres découvertes françaises.

Un philosophe anglais, Herbert Spencer, a voulu refaire la sociologie à sa manière.

Une Anglaise, Miss Harriet Martineau, a publié en langue anglaise le grand ouvrage de Comte, après l'avoir résumé. Son livre a été traduit en français par M. Avezac-Lavigne.

J'ai fait, de mon côté, un résumé de la sociologie de Comte, qui a été édité en 1881 par la librairie J.-B. Baillière, et qui est épuisé. M. Alcan, boulevard Saint-Germain, 108, à Paris, en a fait paraître, en 1897, une deuxième édition.

Il faut lire un livre de sociologie, celui-là ou tout autre, pour apprendre ce que c'est que la science sociale. C'est le moyen d'éviter les discussions inutiles. On ne peut pas discuter utilement une question avec quelqu'un qui ignorerait le premier mot de cette même question.

*Demande.* — L'évolution se fait-elle suivant des lois déterminées ou déterminables?

*Réponse.* — Oui, l'évolution se fait suivant des lois déterminées ou déterminables.

L'historien Thiers termine ainsi qu'il suit son *Histoire de la Révolution française :*

« J'ai décrit la première crise qui en a préparé les éléments en Europe; je l'ai fait sans haine, plaignant l'erreur, révérant la vertu, admirant la grandeur, tâchant de saisir les profonds desseins de la Providence dans ces grands événements, et les respectant dès que je croyais les avoir saisis. »

Aujourd'hui, une pareille phrase ferait sourire tout homme éclairé.

*Les desseins de la Providence* n'ont rien à voir dans l'accomplissement des événements humains, pas plus que dans la manifestation des phénomènes astronomiques, physiques, chimiques, biologiques.

Ce sont deux manières de raisonner absolument différentes, entièrement opposées, faciles à expliquer quand on connaît la loi des trois états, découverte par Comte en 1822, huit années avant qu'il eût commencé à écrire son grand ouvrage.

L'esprit humain, individuel ou collectif, passe par trois états successifs : 1° l'état théologique, dans lequel le surnaturel sert d'explication à tous les phénomènes; 2° l'état métaphysique, où cette explication est demandée à l'absolu; 3° l'état scientifique ou positif, dans lequel l'explication n'est demandée qu'à la science.

Ce que la science explique, on le sait; ce qu'elle ne peut

pas expliquer, il faut se résigner à l'ignorer, jusqu'à ce qu'elle le sache un jour, si toutefois elle doit le savoir.

Discuter le surnaturel, l'absolu, *les desseins de la Providence*, c'est agir d'une manière antiscientifique.

L'état théologique, par lequel ont commencé toutes les sociétés, est caractérisé par l'esclavage des travailleurs, par la guerre et par la croyance au surnaturel.

Tous les peuples et tous les individus, chez lesquels cet état persiste aujourd'hui, méritent d'être appelés réactionnaires ou rétrogrades.

L'état métaphysique se traduit par l'esprit révolutionnaire. C'est un état intermédiaire, indispensable, entre la religion et la science. On est destructeur, prompt à démolir, impuissant à construire un monde nouveau.

Depuis un siècle, la révolution et la réaction ont agité tous les peuples civilisés.

L'état scientifique ou positif correspond à l'extinction de la croyance au surnaturel, et à la suppression, bien plus importante dans l'ordre pratique, du pouvoir personnel sous toutes ses formes, de la tyrannie, de la violence et de la guerre. C'est la généralisation du travail pacifique, accompli librement par chacun, suivant ses forces, ses aptitudes, et en toute justice.

Herbert Spencer s'est posé en adversaire et en démolisseur de Comte, parce que ce dernier a flétri l'égoïsme anglais, et aussi parce que les Anglais ont l'habitude de dénigrer les découvertes et les inventions étrangères, ce qui ne les empêche pas de s'en emparer, quand ils le peuvent.

Il faut lui pardonner ces travers inhérents à sa race, parce que ses conclusions sont les mêmes que celles de Comte. C'est le point important et essentiel. A l'origine de l'évolution des sociétés, il reconnaît l'alliance des deux sœurs jumelles, gouvernant les esprits et les corps, la religion et la guerre. Cette alliance dure toujours. Les aveugles d'esprit peuvent seuls la nier.

Herbert Spencer aperçoit, comme Comte, le but final de l'évolution humaine et sociale : la science remplaçant la reli-

gion, et le travail pacifique généralisé se substituant à la guerre.

Voilà l'idéal humain qui doit nous guider aujourd'hui.

La terre est grande relativement à l'homme.

La fourmilière humaine qui s'agite à sa surface, depuis des centaines de siècles, n'a réuni jusqu'ici ses plus gros bataillons, ses plus formidables armées, que pour se massacrer et se détruire.

Deux nations ennemies peuvent mettre en présence un million de combattants. Quand donc cette seule idée fera-t-elle frémir d'horreur tout homme civilisé? Quand pourra-t-on réunir un million de travailleurs, équipés et armés pour construire, au lieu de détruire?

La surface de la terre est loin d'être tout entière adaptée à l'usage et aux besoins de l'homme. Les ingénieurs remplaceront les généraux. L'art de l'ingénieur est à son début. Il produira des merveilles dont nous pouvons à peine nous faire une idée. Toute la vie sociale sera transformée.

Jusqu'ici, on a gratté l'épiderme terrestre. Que trouvera-t-on à l'intérieur, lorsqu'on aura découvert le moyen d'y pénétrer?

L'avenir résoudra ces problèmes, que nous pouvons seulement poser.

Si l'évolution sociale avait dépendu d'une volonté, individuelle ou collective, il y a longtemps qu'elle eût été arrêtée. Heureusement, il n'en est pas ainsi. Mais les phénomènes sociaux sont modifiables. On peut les faire varier en intensité et en vitesse.

Pour bien comprendre la possibilité de modifier les phénomènes, il faut se reporter à la hiérarchie scientifique, instituée par Comte.

Cette hiérarchie est établie suivant le degré de généralité des phénomènes, et contrairement à leur degré de complexité.

Ainsi, quels sont les phénomènes les plus généraux et les moins complexes? Ce sont les phénomènes mathématiques :

d'abord, ceux qui se rapportent au nombre, puis à la forme, enfin au mouvement.

Ensuite, viennent les phénomènes astronomiques. Il est évident que nous ne pouvons pas les modifier.

Si l'on passe aux phénomènes physiques, la modification commence à devenir possible. Avec un simple escalier, un plan incliné ou toute autre machine, nous modifions l'action de la pesanteur. Avec le paratonnerre, nous dirigeons la foudre, etc.

En chimie, nous modifions bien davantage, au moyen des mille combinaisons de laboratoire.

En biologie, les fleurs, les fruits, les animaux domestiques, la femme moderne, avec sa grâce et sa beauté, sont autant de précieux résultats de l'action modificatrice exercée par l'homme sur les phénomènes vitaux.

En sociologie, le meilleur moyen de modifier les phénomènes sociaux, c'est l'éducation.

La Convention nationale, en créant les *Ecoles centrales* par son décret du 7 ventôse an III (25 février 1795), avait préparé une rapide évolution de l'esprit humain, et, par suite, de toute la civilisation en France et dans le monde entier.

En supprimant ces écoles par son arrêté du 23 fructidor an XI (10 septembre 1803), et en rétablissant, sous le nom de lycées, les anciens collèges de la monarchie, Bonaparte a commis un crime social. Il a retardé, pour plus d'un siècle, l'émancipation intellectuelle sur toute la surface de la terre.

Toutes les écoles actuelles, sans aucune exception, sont en retard sur la vie sociale. Comment pourraient-elles favoriser et hâter l'évolution? Elles la retardent.

Heureusement, si l'éducation est le modificateur social le plus énergique, ce n'est pas le seul. L'Etat a continué, après Bonaparte, à peser de toute sa lourde main sur le développement intellectuel de la jeunesse française. Mais il n'a pu arrêter l'évolution des différents éléments sociaux : l'industrie, la morale, l'art et la science.

Si l'on a pu dire avec raison que l'esprit humain est la source et l'origine de tout progrès, il ne faut pas oublier que le progrès matériel a toujours devancé le progrès intellectuel.

Plus que jamais, à notre époque, l'industrie est en avance sur la morale, sur l'art et sur la science. La navigation aérienne fera plus pour la civilisation et la moralité futures que tous les sermons des plus vertueux moralistes.

Auguste Comte a fait une remarque fort juste, et bien intéressante, en montrant que le pouvoir de prévision de l'homme relativement aux phénomènes diminue en même temps que sa faculté de les modifier augmente.

En astronomie, la prévision scientifique est pour ainsi dire absolue. Les progrès de cette admirable science se mesurent au moyen du degré de prévision qu'elle comporte. On a prédit les phénomènes astronomiques, d'abord à l'année, puis au mois, à la semaine, au jour, à l'heure, à la minute, à la seconde, au dixième de seconde, qui est le degré actuel de prévision.

Eh bien, dans cette même science, l'action modificatrice de l'homme est tout à fait nulle.

En physique, le pouvoir modificateur commence à s'exercer. La faculté de prévoir diminue.

Les deux marches inverses s'accentuent de plus en plus en chimie, en biologie et en sociologie.

C'est là surtout, dans cette dernière science, qu'il faut se garder des prévisions à longue portée. C'est dans cette erreur que tombent malheureusement la plupart des sociologues. Comte lui-même, qui l'avait signalée le premier, n'a pas su l'éviter.

Je résume ma réponse aux questions qui m'ont été posées :

1° La science sociale, ou sociologie, existe au même titre que les autres sciences fondamentales, dont l'ensemble forme la science abstraite, ou la science proprement dite, et qui sont :

Les mathématiques;
L'astronomie;
La physique;
La chimie;
La biologie;
La sociologie.

2° L'évolution se fait suivant des lois déterminées ou déterminables.

L'homme peut et doit agir pour modifier, dans le sens de l'évolution, les phénomènes sociaux, leur intensité et leur vitesse. C'est en cela surtout que consiste le devoir social, envisagé dans son ensemble et quant à son but final.

On ne saurait trop signaler ce devoir aux hommes d'Etat qui l'ignorent, et qui sont par conséquent incapables de l'accomplir.

Emile RIGOLAGE.

*(A suivre.)*

---

# BIBLIOGRAPHIE

## I. — *REVISTA POSITIVA* (Mexico).

Dans le numéro de *février*, M. E. Pardo publie une conférence faite à Mexico sur l'institution de l'*homestead*, qui existe aux Etats-Unis. D'après cette loi, il y a toujours une propriété d'une certaine valeur qui ne peut être saisie par les créanciers. M. Pardo croit qu'il faudrait adopter quelque chose de semblable au Mexique. La loi n'est pas uniforme aux Etats-Unis et M. Aragon publie un tableau montrant les différentes lois en vigueur dans les Etats-Unis. M. Garcia publie le discours qu'il a prononcé le jour de naissance du Dr Barreda, dans lequel il apprécie dignement les grands services rendus à sa patrie par l'éminent disciple d'Auguste Comte.

Dans le numéro de *mars*, M. Chavez étudie les traits distinctifs de la sensibilité considérés comme facteurs du caractère mexicain. M. le Dr Parra fait ressortir les avantages d'une étude approfondie de l'Anatomie, et M. Aragon publie le discours prononcé devant la tombe du Dr Barreda.

Dans le numéro d'*avril*, M. Gama publie un essai sur l'*Enseignement préparatoire*; M. R. Altamira envoie quelques réflexions sur *les Anglo-Saxons et les Latins*; M. Cordero écrit quelques mots sur *Verdi*, et une traduction est donnée d'une conférence de *Zaborowski* sur *la Chine*.

Dans le numéro de *mai* se trouve la conférence sur l'*Education morale* du Dr Barreda, dont une traduction a déjà paru dans la *Revue Occidentale* de juillet. M. Ramirez parle de la justice militaire. E.-R. Carrillo rend compte de la propagande du Positivisme dans la République Argentine; notre doctrine y est assez répandue, surtout parmi le monde scolaire, et il faudrait que quelqu'un se dévoue pour y faire une propagande; le terrain est déjà préparé et la moisson serait très riche.

Le numéro de *juin* contient une longue lettre du Dr Barreda, écrite en 1869, qui trace tout un plan de réorganisation de l'instruction publique au Mexique.

Août 1901. — *Juarez* : Discours prononcé le 18 juillet (anniversaire de la mort du grand Président), par le Dr P. Parra. Notre

confrère montre clairement les grands services rendus à sa patrie par le grand homme d'Etat mexicain. — *La dernière maladie du président Juarez*, par le Dr D. Alvarado. — *Le « homestead »*, description de cette loi aux Etats-Unis, par E.-J. Molena. — *Questions internationales*, par J.-E. Lagarrigue. — *A. Aragon*, dans de courts *paragraphes*, annonce la nomination de M. M. Flores au poste de Directeur de l'Ecole nationale préparatoire, en se félicitant de cette nomination, et déplore la guerre contre les Boers. Il dit fort bien que l'Angleterre ne se bat pas contre une armée, mais contre un peuple, et que la guerre ne sera terminée que lorsque le dernier Boer aura péri. *Absit amen*.

Septembre 1901. — *Discours prononcé le 16 septembre 1867 par le Dr C.-G. Barreda* : c'est la date à laquelle commença la lutte contre l'Espagne en 1810. — Il y a une notice d'un livre de G. Garcin, sur la conquête du Mexique par Cortès. — *M. A. Aragon* se félicite de la nomination du Dr Mendez comme directeur de l'Ecole de droit, et cite les paroles d'un auteur américain, M. D.-A. Wells, qui, loyalement, reconnaît que les Etats-Unis eurent tort de faire la guerre au Mexique en 1846.

Paul Descours.

---

## II. — DIE RELIGION DER MENSCHHEIT

*Revue mensuelle publiée par le* Dr H. Molenaar, *Munich*.

Sommaire des nos 7, 8 et 9 (juillet, août, septembre 1901).

| | |
|---|---|
| *L'Evolution intellectuelle de l'Humanité* (d'après Auguste Comte). . . . . . | Dr H. Molenaar. |
| *L'Inde et le problème indien*, compte rendu du livre de . . . . . . . . . . . | Paul Boell. |
| *Sur la guerre des Boers.* | |
| *Treize principes fondamentaux du Positivisme*, par . . . . . . . . . . | E.-S. Beesly. |
| *La Libre-Pensée allemande et le Positivisme*, par le . . . . . . . . . . | Dr H. Molenaar. |
| *Mélanges* : Art et Morale. — La revue *Das feire Wort* (de Francfort) et le mouvement qu'elle représente. | |
| *Foi ancienne et Foi nouvelle*, poésie. | |
| Supplément : *Le Positivisme en dix pages*, traduit du français, du . . . . . . | Colonel Bombard |

---

# LA STATUE D'AUGUSTE COMTE A PARIS

## I. — COMITÉ INTERNATIONAL DE PATRONAGE

*Nouveaux adhérents.*

J. Mark BALDWIN, Professor at the Princeton University, College of New-Jersey, Etats-Unis.

Victor BASCH, Professeur à la Faculté des Lettres de l'Université de Rennes.

F. BEAULARD DE LENAIZAN, Professeur à la Faculté des Sciences de l'Université de Grenoble.

Albert BENOIT, Procureur de la République à Bougie (Algérie).

BIZOT DE FONTENG, Sénateur de la Haute-Marne au Parlement français.

C. BOUGLÉ, Chargé de Cours à la Faculté des Lettres de Toulouse.

BOUQUET, Conseiller d'Etat, Directeur de l'Enseignement technique au Ministère du Commerce.

Dr CÉNAS, Médecin de l'Hôtel-Dieu, Saint-Etienne.

Emile DESCHANEL, Sénateur, Professeur au Collège de France.

Edouard DROZ, Professeur à la Faculté des Lettres de l'Université de Besançon.

Emile DURAND-SAVOYAT, Conseiller général, Sénateur de l'Isère, Membre du Conseil supérieur de l'Agriculture.

Ferdinand FARJON, ancien Elève de l'Ecole Polytechnique, Conseiller général du Pas-de-Calais, Président de la Chambre de Commerce (Boulogne-sur-Mer).

Alcée FORTIER, Professor at the Tulane University of Louisiania, New-Orléans.

GABIAT, Député au Parlement français.

Dr Julio W. GOMEZ, Academico de la Facultad de C. Medicas, Cordoba (Republica Argentina).

Louis HAVET, Membre de l'Institut, Professeur au Collège de France.

Jean IZOULET, Professeur de Philosophie sociale au Collège de France.

Gaston JOBET, Préfet de la Vienne.

Dr Axel JOHANNESSEN, Professeur à la Faculté de Médecine de l'Université de Christiania.

C. KRANTZ, ancien Elève de l'Ecole polytechnique, Député des Vosges au Parlement français, ancien Ministre.

Emile LABICHE, Président du Conseil général d'Eure-et-Loir, Sénateur au Parlement français.

Jules LAX, Inspecteur général des Ponts et Chaussées, Directeur du Contrôle des Chemins de fer du Midi.

G. LE MONNIER, Professeur à la Faculté des Sciences de l'Université de Nancy.

Dr A. LORDEREAU, Sénateur de l'Yonne au Parlement français.

Dr L. **Manouvrier**, Directeur adjoint au Laboratoire d'Anthropologie de l'Ecole des Hautes-Etudes, Professeur à l'Ecole d'Anthropologie, Paris.

Georges **Meslin**, Professeur de Physique à la Faculté des Sciences de l'Université de Montpellier.

G. **Milhaud**, Professeur de Philosophie à la Faculté des Lettres de l'Université de Montpellier.

H. **Moulin**, Professeur adjoint à la Faculté de Droit de Dijon.

Dr Hugo **Muensterberg**, Professor of Psychology in Harvard University, Cambridge, Mass. (United-States).

Dr Auguste **Oncken**, Professeur d'Economie politique à la Faculté de Droit de l'Université de Berne.

**Panzani**, Procureur de la République à Pamiers.

Dr B.-H. **Pekelharing**, Professeur à l'Ecole polytechnique, Delft (Hollande).

Michel **Revon**, ancien Professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Tokyo (Japon). Professeur à la Sorbonne, Paris.

Ch. **Riquier**, Professeur de Calcul différentiel et intégral à la Faculté des Sciences de l'Université de Caen.

Dr Guglielmo **Romiti**, Professore di Anatomia nella R. Universita di Pisa.

E. **Roume**, Conseiller d'Etat, Directeur au Ministère des Colonies.

**Sardin**, Petit-neveu de Danton, Président de la Société de Secours mutuels d'Arcis-sur-Aube, Juge de paix.

Henri **Schoen**, Professeur à la Faculté des Lettres de l'Université d'Aix-Marseille.

Dr **Tissier**.

Achille **Tournier**, Préfet de la Somme.

Dr Léon **Vacher**, Député au Parlement français, ancien Président de la Société de Statistique de Paris.

Dr Anton **Weichselbaum**, Professeur à la Faculté de Médecine de l'Université de Vienne (Autriche).

---

## II. — SOUSCRIPTIONS

21e liste.

| | | |
|---|---|---|
| France : | *Faraguet* (Ch.) | 5 |
| | *Lair* | 3 |
| | *Pierredon* (Mme) | 1 |
| | *Baumann* (A.) | 50 |
| | *Cotard* | 2 |
| | *Milhaud* (G.) | 5 |
| | *Panzani* | 5 |
| | Conseil général de la Nièvre | 50 |
| | *De la Grasserie* (Raoul) | 3 |
| | *Gabiat* | 5 |
| | *Dr Tissier* | 10 |
| | *A reporter* | 139 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | *Report*. . . . . . . . . | | 139 |
| | *Bertillon* (Alphonse). . . . . . . . . . . | | 20 |
| | *Chauvet* . . . . . . . . . . . . . . . . | | 20 |
| | *Labiche* (Emile) (2e versement). . . . . | | 5 |
| | Vente de brochures. . . . . . . . . . . | | 1.50 |
| ALLEMAGNE : | Versement de M. Randorf (G.) : | | |
| | *Nemirof* (A.). . . . . . . . . . . | 0.50 | |
| | *Ridnik* (L.). . . . . . . . . . . | 1 | |
| | *Kagon* (J.) . . . . . . . . . . . | 0.25 | |
| | *Miroschnikof*. . . . . . . . . . | 0.25 | |
| | *Korbjur* (P.) . . . . . . . . . . | 0.50 | |
| | *Schulman* (M.) . . . . . . . . . | 1 | |
| | *Katz* (N.). . . . . . . . . . . . | 0.25 | |
| | *Schapiro* . . . . . . . . . . . . | 0.30 | |
| | *Elbert* (A).. . . . . . . . . . . | 0.30 | |
| | *Kramer* (M.) . . . . . . . . . . | 1 | |
| | *Mexin* (S.) . . . . . . . . . . . | 0.50 | |
| | Mark. | 5.85 | 7.25 |
| DANEMARK : | *Dr Rosenthal* (Israël) . . . . . . . . . . | | 10 |
| HOLLANDE : | *Pehelharing* (B.-U.) . . . . . . . . . . . | | 20 |
| GRANDE-BRETAGNE : | *Patrick-Geddes* (2e versement) . . . | | 5 |
| SUÈDE : | *Billberg* (C.) (2e versement). . . . . . . | | 5 |
| ETATS-UNIS : | Envoi de M. Frédéric Harrison : | | |
| | *Codman* (Charles-A.). . . | 5 dollars | 25.40 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 28 souscripteurs nouveaux. . . . . . . . . | | Fr. | 258.15 |
| 1.370 souscripteurs. Montant des listes précédentes. . . . . . . . . . . . . . . . . | | | 22.911.10 |
| 1.398 souscripteurs. | Total. . . . . . . | Fr. | 23.169.25 |

Paris, le 26 octobre 1901.

*Le Trésorier,*

Emile ANTOINE
(8, rue Méchain).

---

*Le Propriétaire, Gérant responsable :* P. LAFFITTE.


UNIVERSITY OF MICHIGAN
3 9015 02012 6507

